

7.5 316

TRAITÉ PRATIQUE
DE LA
JURISPRUDENCE DES MINES,
MINIÈRES, FORGES ET CARRIÈRES.

I.

Alais. — Imprimerie de veuve VEIRUN,
dirigée par J.-M. TOULOUSAN.

7. 5. 316

TRAITÉ PRATIQUE
DE LA
JURISPRUDENCE DES MINES,
MINIÈRES, FORGES ET CARRIÈRES,

A L'USAGE DES
EXPLOITANTS, MAÎTRES DE FORGES, INGÉNIEURS ET DES FONCTIONNAIRES
RESORTISSANT
aux Ministères des Travaux publics, de l'Intérieur et de la Justice.

PAR
M. ÉTIENNE DUPONT,

*Ingénieur au Corps impérial des Mines,
Directeur de l'École des Maîtres-Ouvriers-Mineurs d'Alais (Gard).*

TOME PREMIER.

PARIS,
CARILIAN-GOEURY ET V^o DALMONT, ÉDITEURS,
Libraires des Corps des ponts & chaussées & des mines,
Quai des Augustins, 49.

1855.

7. 5. 316

INTRODUCTION.

La loi du 21 avril 1810 a organisé, en France, la propriété des mines ; elle fut et restera une des gloires du Gouvernement impérial. Fourcroy, Cambacérès, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely prirent une part active aux discussions mémorables qui signalèrent, au Conseil d'État, l'élaboration de cette loi importante. Napoléon lui-même prit souvent la parole dans la discussion, et il sut imprimer à l'œuvre de son Conseil le cachet de son esprit pratique et de son génie administratif.

Avant la loi de 1810, et sous l'empire de la législation de 1791, les concessions de mines n'étaient que temporaires, et ne pouvaient attirer

à elles les capitaux sérieux; les concessionnaires, qui n'avaient pas la propriété du sol, voyaient se dresser sur leurs têtes, à l'expiration de leurs concessions, le droit menaçant des propriétaires, et leur activité industrielle était forcément paralysée : la loi de 1810 fit cesser cet état de choses, en déclarant les concessions de mines, propriétés perpétuelles, disponibles et transmissibles comme les autres biens; elle rassura l'avenir industriel des exploitants, et les capitaux se portèrent, avec confiance, vers l'exploitation des mines concédées; d'autre part, l'industrie importante de la recherche des mines fut puissamment aidée par ces dispositions fécondes de la loi, qui appelaient tous les Français, tous les étrangers naturalisés ou non, tous les capitalistes enfin, agissant isolément ou en société, à obtenir des concessions de mines de la libéralité du Gouvernement, dispensateur souverain, dans l'intérêt de tous, des gîtes minéraux non concédés. Les inventeurs acquirent l'espoir d'obtenir la concession des gîtes découverts par eux, et, au cas où cette concession leur serait refusée par motif d'intérêt public, ils eurent la certitude d'être récompensés par une indemnité stipulée

dans l'acte de concession. Exploitants et explorateurs, tous furent ainsi tranquilisés et encouragés par les dispositions généreuses de la loi du 21 avril 1810.

Faut-il s'étonner maintenant que, depuis l'avènement de cette loi, les produits de notre industrie minérale aient pris un aussi grand accroissement, et que le territoire de la France se soit couvert, en quelque sorte, de concessions nouvelles? Non, sans doute, et une large part de ce développement industriel est dû aux Législateurs de 1810.

Pour citer des chiffres précis, relatifs à ce développement, je rappellerai qu'en 1812, le produit total des mines de combustible minéral du territoire actuel de la France s'élevait à 820,000 tonnes seulement (1), tandis que, d'après les documents de l'Administration des Mines, ce chiffre s'est élevé, en 1846, à 4,469,542 tonnes. En 1812, il existait 261 mines de houille, réparties sur le territoire de l'Empire français, et sur ce nombre, 86 seulement avaient été regularisées par des actes

(1) Cordier, *Journal des Mines*, t. XXXVI, n° 215, p. 521.

de concession, tandis qu'en 1846, le nombre des mines concédées en France, pour combustible minéral, s'est élevé à 412.

Je ne pousse pas plus loin ces citations, qui témoignent assez du développement prodigieux de l'industrie minérale, sous l'influence de la législation nouvelle.

La loi du 21 avril 1810 forme presque à elle seule le Code des Mines de la France; aussi, tout Traité de la jurisprudence des mines n'est-il, à proprement parler, qu'un commentaire de cette loi.

Le travail que je livre au public, contient ainsi, d'une manière implicite, le commentaire détaillé de toutes les dispositions de la loi de 1810. Les matières ont été classées par chapitre, d'après leur nature, et non pas en suivant un à un les articles de la loi, le premier classement m'ayant semblé plus commode pour le lecteur.

Exerçant, depuis onze années, les fonctions d'Ingénieur au Corps des Mines, j'ai pu reconnaître les lenteurs fâcheuses entraînées souvent dans le service, au préjudice des exploitants, explorateurs et demandeurs en concession, par les vices de forme de leurs demandes. J'ai fait

mes efforts, dans le présent ouvrage, pour donner des détails précis sur l'instruction de toutes les affaires qui touchent à la juridiction des mines; heureux, si je puis avoir fait une œuvre utile aux personnes qui sont appelées à s'en occuper.

Le premier chapitre est consacré à des notions générales et historiques sur la législation des mines; le deuxième traite de la recherche des mines et de toutes les questions qui s'y rattachent; le troisième et le quatrième traitent de l'instruction des demandes en concession, et des questions d'interprétation et recours relatives aux actes de concession. Les cinquième, sixième, septième et huitième chapitres contiennent l'exposé des obligations ou devoirs des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol, des inventeurs, du Gouvernement et des ouvriers. Le neuvième, traite des droits des concessionnaires, et le dixième est consacré aux concessions antérieures à la loi de 1810.

Ces dix chapitres composent le premier volume de l'ouvrage.

Le second volume comprendra deux parties distinctes : la première sera un exposé des droits

et devoirs des propriétaires de salines , minières , tourbières , carrières et usines métallurgiques , suivi de considérations générales sur les expertises , les contraventions et les principes de compétence sur la matière ; un Appendice des lois , règlements et instructions sur les mines , minières , forges et carrières formera la seconde partie.

Toutes les décisions de la Cour de cassation intervenues jusqu'à ce jour , en matière de mines , sont mentionnées dans les chapitres qui s'y rapportent ; le texte des arrêts est quelquefois cité , lorsqu'il y a jurisprudence établie , et je me suis aidé , à cet égard , du précieux recueil commencé par le célèbre Sirey , et continué de nos jours par MM. Devilleneuve et Carette.

Les décisions du Conseil d'État relatives au contentieux , en matière de mines , sont aussi rappelées et commentées au fur et à mesure de l'exposé de l'ouvrage : j'ai eu recours , pour cela , aux divers recueils de MM. Sirey , Macarel , Deloche , Beaucousin , Lebon , Lebon et de la Boulinière , Lebon et Gauté. Les attributions conférées au Conseil d'État par la loi du 21 avril 1810 sont immenses , tant en matière gracieuse qu'en matière contentieuse ; il était donc indispensable

d'exposer la jurisprudence adoptée par le Conseil sur les questions traitées.

On verra, par cet exposé, que le tribunal suprême de justice administrative s'est montré constamment à la hauteur de sa mission, et l'on reconnaîtra, en ce qui concerne les mines, la profonde justesse du jugement porté, en ces termes, par M. de Cormenin sur le Droit administratif en général : « Il a sa jurisprudence dont » les règles sont assises sur des précédents bien » définis, et dont les arrêts ne renferment pas » plus d'antinomies que ceux de la Cour de » cassation (1). »

Avant de livrer cet ouvrage au public, je me fais un devoir et un plaisir de dire combien j'ai été aidé, dans mon œuvre, par les remarquables articles de jurisprudence dont M. de Cheppe a enrichi les *Annales des Mines*, et qui sont justement appréciés par toutes les personnes qui s'occupent de la législation relative à l'industrie minérale.

(1) Cormenin, *Droit administratif*, INTRODUCTION, p. XLIII.

TRAITÉ PRATIQUE

DE LA

JURISPRUDENCE DES MINES,

MINIÈRES, FORGES ET CARRIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS. — HISTORIQUE DU DROIT DES MINES. —
PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA LÉGISLATION MINÉRALE
DE LA FRANCE.

Est-il de droit naturel que la propriété des mines suive nécessairement la propriété du sol ? Cette question, qui a occupé nos légistes et nos administrateurs les plus célèbres, a donné lieu à des solutions diverses.

De la propriété
des mines.

Dans l'origine des sociétés, le sol appartient au premier occupant qui créa, par son travail, la propriété agricole. Plus tard, les transmissions héréditaires d'une part, et, d'autre part, les ventes ou échanges de la propriété primitive contre le travail et ses produits, ont constitué la propriété foncière telle qu'elle existe de nos jours.

La légitimité, la sainteté de la propriété foncière, ainsi constituée, font la base de toute société régulière.

Quant aux mines considérées d'une manière abstraite, on ne saurait leur appliquer, à priori, tout ce qui vient d'être dit de la propriété foncière, et, en effet, dans l'origine des sociétés, celui qui occupa le premier une portion du sol, n'occupait point la mine qui existait sous ce

sol, dans les entrailles de la terre, et dont il ne soupçonnait pas l'existence. N'ayant pas sur la mine le droit de premier occupant, il ne put pas le transmettre à ses descendants ; d'autre part, dans les transactions et échanges appliqués depuis à la propriété foncière, on ne pouvait pas vendre ou échanger une richesse inconnue que ne prévoyait pas le vendeur, non plus que l'acheteur.

Ainsi donc, soit dans l'occupation primitive du sol, qui a fondé la propriété foncière, soit dans les transactions et transmissions qui l'ont suivie, la possession des mines a été, en fait et en droit naturel, distincte de la propriété de la surface, elle n'a point suivi nécessairement cette dernière.

Si l'on objecte que, chez certains peuples, la *loi civile* a dit positivement que la propriété des mines suivait celle du sol, il y a lieu de répondre que c'est là un fait isolé, en matière de législation, qui ne tranche pas, en principe, la question de *droit naturel* : il est vrai, en effet, que, chez certains peuples, il a été de droit commun que la propriété du sol entraînait celle des mines, et nous donnerons tout à l'heure des développements à ce sujet ; mais il n'est pas moins vrai que, chez d'autres peuples et chez la presque universalité des nations modernes, il a été de droit commun que les mines formaient une propriété distincte de la propriété foncière, et appartenaient au souverain de la nation, libre de distribuer et surveiller cette propriété d'une nature particulière.

La propriété des mines ne doit pas suivre nécessairement la propriété du sol. — Nécessité des concessions de mines.

La variété des législations et coutumes, en matière de mines, ne saurait donc être invoquée pour trancher, dans un sens ou dans l'autre, la question de droit naturel, touchant la propriété des mines.

La nature même des mines non encore découvertes nous a amenés à établir qu'en droit naturel, la propriété de ces mines ne suit pas nécessairement la propriété de la surface : si l'on considère maintenant la nature des mines découvertes et exploitées, il sera facile de démontrer que, dans l'intérêt de la bonne exploitation de ces mines, et, par suite, dans l'intérêt général, il con-

vient, en pratique, que la propriété des mines soit distincte de celle du sol.

Tous les gîtes minéraux connus forment, à l'intérieur de la terre, des filons, des couches ou des amas dont la puissance, l'inclinaison et l'allure offrent des variétés multipliées à l'infini; mais il est un principe commun à l'exploitation de tous les gîtes minéraux, principe immuable qui fait la base de l'art des mines, c'est que, pour exploiter un gîte minéral, il faut un *champ suffisant d'exploitation*. Ce champ d'exploitation doit permettre d'établir, par des puits ou galeries, un triple système d'extraction, d'aérage et d'écoulement des eaux, de manière à assurer une exploitation régulière. On comprend, d'après cela, que le champ d'exploitation nécessaire à chaque gîte doit varier avec la profondeur de ce gîte, sa puissance, son inclinaison, son allure générale, sa richesse, et avec la configuration extérieure du sol : ainsi, par exemple, un champ d'exploitation de 200 hectares qui sera suffisant pour attaquer avantageusement une couche régulière située à peu de profondeur au-dessous du sol, ne sera plus suffisant, si la couche est irrégulière, si elle est située à 100 ou 200 mètres de profondeur, de telle sorte qu'il faille de grandes dépenses de puits avant de l'atteindre, et il faudra, dans ce cas, un champ d'exploitation de 1,000, 2,000 hectares ou davantage, suivant les cas.

Pour les mines métalliques surtout, qui forment, à l'intérieur du sol, des filons ou des amas d'une allure et d'une richesse plus irrégulière, en général, que les couches de houille, il faudra des champs d'exploitation plus étendus. Ajoutons que, pour les mines métalliques, l'exploitation produit des minerais qui doivent subir un traitement métallurgique, ce qui occasionne des dépenses spéciales à ces mines, que l'exploitant ne peut entreprendre que s'il a l'espoir de se rembourser à l'aide d'un champ d'exploitation suffisamment étendu.

Si l'on considère maintenant que la propriété du sol est extrêmement divisée, surtout en France, et qu'elle

tend à se diviser tous les jours davantage, tant par les transactions que par l'effet incessant du Code civil, on reconnaîtra que les divisions de la surface sont incompatibles avec les divisions des champs d'exploitation souterraine nécessaires à l'industrie minérale. Les divisions successives de la propriété foncière ne nuisent point à l'agriculture et lui sont favorables dans le plus grand nombre des cas, tandis qu'une division indéfinie serait ruineuse pour l'industrie des mines; avec un système de mines divisées comme les propriétés superficielles, les affleurements des filons et couches seraient seuls attaqués par des travaux précaires, et les gîtes profonds ou dispendieux à atteindre ne seraient pas exploités.

Les règles de l'art des mines et l'intérêt général de la bonne exploitation d'une richesse aussi indispensable aux nations que celle des mines, conduisent donc à cette double conclusion :

1° Que la propriété des mines ne saurait suivre la propriété du sol dans ses divisions multipliées à l'infini;

2° Qu'il faut, pour la vie industrielle de chaque mine, la *concession d'un champ d'exploitation* en rapport avec l'allure du gîte minéral et les diverses circonstances locales.

Les mines ne
sauraient être con-
cédées à des syn-
dicats de proprié-
taires.

On dira peut-être qu'on pourrait laisser la propriété des mines suivre la propriété du sol, en organisant des syndicats de propriétaires pour l'exploitation des gîtes minéraux; mais il est aisé de voir qu'un pareil système, qui peut séduire en théorie, est inapplicable dans la pratique, et ne résiste pas à l'examen des faits.

Il suffira, en effet, de la mauvaise volonté ou de l'insuffisance pécuniaire d'un propriétaire pour empêcher l'ouverture d'une mine ou entraver son exploitation, et si le syndicat est organisé de manière à briser la résistance des individus récalcitrants, alors le droit du propriétaire, en tant que tenancier, est supprimé, et celui-ci ne devient plus qu'un membre enrôlé de force dans une association qu'il repousse. Ce n'est pas tout encore, et en

supposant que des propriétaires s'associent pour ouvrir une mine, comment se fera la répartition des produits? Attribuera-t-on à chaque propriétaire les produits extraits au-dessous de ses champs? Cette distribution, outre qu'elle est impraticable dans la pratique, avec quelque rigueur, ferait une foule de mécontents, en raison de l'irrégularité des gîtes; elle apporterait le désordre dans le syndicat, découragerait les exploitants et frapperait l'exploitation de stérilité.

Fera-t-on la distribution proportionnellement à tous les terrains de la surface? Mais tel propriétaire dont le tréfonds est riche, se croira lésé par la distribution faite à son voisin, dont le tréfonds est stérile. On arriverait donc, de toute manière, avec le système des syndicats, à des impossibilités pratiques.

L'exploitation des mines nécessite de grandes dépenses, et il faut bien souvent y engager des capitaux considérables avant de retirer des bénéfices : c'est l'histoire des mines d'Anzin, et d'une foule d'autres qu'il est inutile de citer. On comprend donc qu'il est une condition indispensable pour la réussite de ces sortes d'entreprises, bien qu'elle ne suffise pas toujours à elle seule, c'est la libre et ferme volonté des personnes qui s'associent.

Les syndicats de propriétaires ne présenteraient pas cette condition, ce seraient des associations anarchiques ou forcées qui aboutiraient à l'impuissance, comme toutes les associations qui n'ont pas pour base l'adhésion libre et volontaire des parties contractantes.

La propriété des mines ne saurait donc être donnée ni aux propriétaires du sol, ni à des syndicats de propriétaires, au point de vue de la bonne exploitation des gîtes et de l'intérêt général.

Doit-on donner le droit absolu de propriété des mines aux inventeurs? Quelques économistes du dernier siècle, et notamment Turgot, ont répondu par l'affirmative.

Le philosophe Turgot demandait que les richesses minérales fussent considérées comme des épaves, comme des biens sans maître appartenant au premier occupant.

La propriété de mines ne doit pas être donnée nécessairement aux inventeurs.

Dans ce système, dont on trouve l'exposé dans un ouvrage périodique de 1769, chaque propriétaire aurait eu le droit d'ouvrir une exploitation minérale dans son fonds, puis de passer souterrainement dans le tréfonds du voisin, sans l'assentiment de celui-ci, et, dans ce cas, l'explorateur aurait acquis le droit de premier occupant sur la mine située chez lui et chez son voisin.

Le système de Turgot, qui n'est qu'une application à l'industrie des mines de la célèbre doctrine du « Laissez faire, laissez passer, » aurait abouti, dans la pratique, à l'anarchie la plus complète dans le domaine des mines, à une vraie guerre souterraine.

La surexcitation fébrile imprimée aux découvertes de mines aurait fait naître d'abord des milliers d'inventeurs; puis, les inventeurs sérieux n'ayant pas l'assurance de jouir de leurs travaux et d'obtenir un champ d'exploitation suffisant, se seraient peu à peu retirés. On aurait donc découragé les explorateurs sérieux en voulant exciter outre mesure les recherches de mines; les deux fléaux de l'agiotage et du gaspillage auraient envahi, à tout jamais, l'industrie minérale.

Le système de Turgot, il faut le dire, n'obtint l'assentiment ni des légistes ni des hommes spéciaux occupés de l'art des mines; il fut regardé comme une utopie.

De tout ce qui précède, il résulte :

Les mines doivent former des concessions distribuées par l'État.

Que la propriété des mines ne saurait être attribuée, d'une manière absolue, aux propriétaires individuels de la surface, ou à des syndicats de propriétaires limitrophes;

Que cette propriété ne saurait non plus être nécessairement donnée aux inventeurs;

Que les mines doivent être *concedées* de manière à embrasser chacune un champ d'exploitation d'une étendue proportionnée à la nature du gîte et aux circonstances locales. Or, qui distribuera ainsi les mines de la manière la plus appropriée à la bonne exploitation des gîtes, et, par suite, à l'intérêt général? Ce ne saurait être que l'État, arbitre naturel des intérêts généraux.

Nous arrivons ainsi, par une déduction tirée de la nature des choses, à conclure que les mines doivent être distribuées par l'État, qu'elles sont *de droit régalien*, comme on disait à l'époque où le roi représentait l'État.

D'autre part, quoique la nature des gites minéraux et l'intérêt général s'opposent à ce que la propriété des mines suive nécessairement la propriété de la surface, il est juste de reconnaître le droit incontestable du propriétaire d'entailler le sol pour rechercher une mine nouvelle, ainsi qu'un titre vague de droit de tréfonds sur les mines situées dans sa propriété : il importe donc que le système des concessions accordées pour l'exploitation des mines règle et consacre le droit restreint des propriétaires du sol; c'est ce qui a été fait de la manière la plus heureuse, comme il sera dit plus tard, par la législation établie en France, en 1810.

Enfin, pour encourager l'esprit de recherches, il faut aussi que les droits des inventeurs soient fixés et reconnus par le système des concessions de mines; c'est encore ce qui a été fait par la loi du 21 avril 1810.

Il n'est pas rare de rencontrer des personnes qui s'appuyant sur les principes de l'ancien droit romain ou sur la citation incomplète de l'art. 552 du Code civil, errent à l'arbitraire de la loi du 21 avril 1810, et maintiennent que cette loi a dépouillé les propriétaires du sol du droit dont ils jouissaient auparavant sur les mines : à entendre cette assertion, il semblerait qu'avant la loi du 21 avril 1810, il eût été partout de droit commun, que le propriétaire du sol était aussi propriétaire de la mine située au-dessous : il n'en est rien pourtant, et, à ce sujet, nous croyons devoir entrer dans quelques détails sur l'histoire de la législation des mines chez les différents peuples : on verra par cet exposé, que tous les peuples sont loin d'avoir attribué la propriété des mines aux propriétaires de la surface, et que, chez les nations modernes, en général, et notamment en France, la propriété des mines a été attribuée à l'État ou à son repré-

Variétés de la législation des mines chez les différents peuples.

sentant, chargé de les distribuer et d'en surveiller l'exploitation.

Droit absolu de l'État, sur la propriété des mines, à Athènes.

Dans l'ancienne Grèce, à Athènes, les mines déclarées propriété de la République étaient vendues à perpétuité; ces sortes de ventes étaient faites moyennant un prix versé directement dans la caisse publique, et une redevance annuelle du vingt-quatrième du produit (1).

Le droit de l'État était si absolu à Athènes, que si l'acheteur d'une mine ne satisfaisait pas à ces obligations, la concession revenait au fisc, qui la mettait à l'encan (2).

Rappelons, au sujet des droits des mines à Athènes, ce fait cité par Regnaud d'Epercy (3), qu'au siècle des Aristide et des Thémistocle, il fut arrêté que le produit des mines serait consacré à la construction des vaisseaux de la République.

Droit absolu des propriétaires du sol sur les mines, dans l'ancien droit romain.

Selon l'ancien droit romain, le propriétaire de la surface l'était également de toutes les matières métalliques renfermées dans son tréfonds.

Les produits des mines furent ainsi considérés à Rome, sous la République et sous les premiers empereurs, comme des fruits du sol et des produits à la disposition des particuliers, *quod tamen privatis licet possidere*.

« Les mines d'or ou d'argent et de tout autre métal, » trouvées dans un fonds, sont regardées comme les » produits du terrain. » *Digeste*, liv. XXIV, tit. III, loi 7, § 14 (4).

Naissance du droit régalien sous les empereurs.

Plus tard, le droit civil changea, et le droit régalien se fit jour, sans être encore absolu; c'est ce qui résulte de l'ensemble des lois du livre XI, titre VI, du Code

(1) Blavier, *Jurisprudence générale des Mines en Allemagne*, t. I, préface, p. v.

(2) Peyret-Lallier, *Législation des Mines*, t. I, p. 6.

(3) Rapport à l'Assemblée constituante du 20 mars 1791.

(4) Fieffé-Laeroix, la *Clé des Loix romaines*, V^e Mines, t. II, p. 72.

Justinien, intitulé : *de Metallariis, et Metallis, et procuratoribus metallorum*. Ces lois ont une telle importance, en ce qui touche les principes du droit des mines, que nous croyons devoir citer les principales, savoir : les première, troisième, cinquième et sixième.

Voici le texte de ces lois avec la traduction de Tissot en regard (1).

TITULUS VI.

De Metallariis, et Metallis, et Procuratoribus metallorum.

1. Imp. Valentinianns et Valens AA. ad Creseonium comitem metallorum.

« *Perpenad deliberatione durimus sciendum, ut quicumque metallorum exercitium velit affluere, is labore proprio et sibi et reipublice commoda comparet. Itaque si qui sponte conduxerint, eos laudabilitas tua octonos scrupulos in baluco quæ græcè χερσαμυσσὸς appellatur, cogat exolvere. Quicquid autem amplius colligere poterint; fisco patissimum distrahant, a quo competentia ex largitionibus nostris pretia suscipiant.* »

TITRE VI.

Des Métallaires, des Mines et des Intendants des mines.

1. *Les empereurs Valentinien et Valens à Creseon, intendant des mines.*

Après une mûre délibération, nous avons eu devoir ordonner que quiconque se livrera au travail des mines devra, tout en retirant des profits légitimes de son industrie, contribuer aux avantages de l'État. C'est pourquoi, que Votre Excellence contraigne ceux qui se livreront volontairement à ce genre d'industrie, de remettre, pour le compte du gouvernement, huit scrupules par once de la matière qu'ils tireront des mines. Nous les invitons en outre à vendre au fisco, plutôt qu'à tout autre, ce qu'ils extrairont des mines de plus que la quantité mentionnée ci-dessus, dont le prix convenable leur sera payé sur le trésor de nos largesses.

(1) Tissot, les douze Livres du Code de l'empereur Justinien, t. IV, p. 258.

Datum 4 id. decembris. Parisiis, Valentiniana et Valente AA. Coss. (365).

3. Impp. Gratianus, Valentinianus et Theodosius AAA. Floro præfeto prætorio.

Cuncti, qui per privatorum loca, saxorum venam laboriosis effossionibus persequuntur: decimas facio, decimas etiam domino repræsentent; cætero modo, propriis suis desideriis vindicanda.

Datum 4 calend. septembris Constantinopoli, Antonio et Syagrius Coss. (382).

5. Impp. Valentinianus, Theodosius et Arcadius AAA. Romulo comiti sacrarum largitionum.

Per annos singulos septem per hominem scrupuli largitionibus inferantur ab aurilegulis, non solum in Ponticâ diocesi, verumetiam in Asiâ.

Datum 11 calend. martii, Constantinopoli, Arcadio, A. II. et Rufino Coss. (392).

Fait à Paris, le 4 des ides de décembre, sous le consulat de Valentinien et Valens (365).

3. Les empereurs Gratien, Valentinien et Théodose à Florus, préfet du prætoire.

Que ceux qui exploitent des mines situées dans les propriétés d'autrui, soient tenus de donner au fise un dixième de la matière qu'ils retirent des mines par leur industrie, et un autre dixième au propriétaire du fonds dans lequel se trouve la mine. Quant aux huit autres dixièmes, ils appartiennent à ceux qui font l'exploitation.

Fait à Constantinople, le 4 des calendes de septembre, sous le consulat d'Antoine et de Syagrius (382).

5. Les empereurs Valentinien, Théodose et Arcadius à Romulus, comte des largesses impériales.

Que ceux qui exploitent les mines, tant dans le diocèse du Pont que dans celui de l'Asie, soient tenus de verser chaque année dans le trésor de nos largesses, sept scrupules par tête.

Fait à Constantinople, le 11 des calendes de mars, sous le deuxième consulat de l'empereur Arcadius et le premier de Rufinus (392).

6. *Iidem* AAA. *Palerno*.

*Quosdam opera humo esse sara dicentes, id agere cognovimus, ut defossis in altum cuniculis, alienarum ædium fundamenta labe-
factent. Quid de re, si quando hujus modi marmora sub ædificiis latere dicantur, perquirendi eadem copia denegetur.*

Datum 17 calend. aprilis, Constantinopoli, Theodosio A. III et Abundantio Coss. (395).

6. *Les mêmes empereurs à Paternus*.

Ayant appris que des personnes, sous le prétexte de carrières de marbre, se permettent de faire des fouilles, et de cette manière nuisent souvent aux fondements des maisons, nous ordonnons qu'il ne soit permis à personne de fouiller auprès des édifices, sous le prétexte de carrières de marbre qu'on présume y exister.

Fait à Constantinople, le 17 des calendes d'avril, sous le troisième consulat de l'empereur Théodose et le premier d'Abundantius (395).

La loi première pose en principe, comme on voit, le droit du fisc sur les produits des mines, fixé à huit scrupules par once, avec obligation, pour l'exploitant, de vendre de préférence au gouvernement le surplus des produits.

La loi troisième citée et traduite par M. Mignerot, inspecteur général des mines (*Annales des Mines*, t. III, 3^e série), règle au dixième le droit du gouvernement et la redevance du propriétaire, et autorise les fouilles et exploitations, à la condition de payer cette double dime.

La loi cinquième nous offre un exemple particulier des droits du fisc sur les mines du Pont et de l'Asie.

La loi sixième citée et traduite par M. Héron de Villefosse, dans la richesse minérale, consacre pour le gouvernement le droit de police sur les exploitations souterraines.

Le jurisconsulte Merlin analysant les lois précédentes dans ses questions de droit, ajoute : « Ainsi, dans le » dernier état des lois romaines, la propriété des parti- » culiers sur les mines était constante, le droit domanial » d'un dixième sur leurs produits, le droit de police » sur leur exploitation, telles sont les seules restrictions

« que cette propriété ait essuyées de la part des empereurs... (1). »

Qu'il nous soit permis de dire, en toute humilité, malgré l'autorité du célèbre légiste, que celui-ci n'a pas apprécié toute la portée immense des lois précitées.

Les empereurs romains ne se sont pas contentés, en effet, d'établir un impôt sur les mines, au profit du fisc, comme sur la propriété foncière : *ils ont réglé la part du propriétaire* sur les produits de la mine exploitée dans son fonds, par un autre que lui. En opérant ainsi, les empereurs se reconnaissaient évidemment un droit supérieur à celui des propriétaires, le droit de régler leur part dans les produits des mines : ils pouvaient régler au tiers, au quart, au vingtième ou à tout autre chiffre cette part, des propriétaires, comme ils l'ont réglée au dixième, et en consacrant une répartition unique des produits des mines entre les propriétaires du sol, les exploitants et l'État, ils ont abrogé l'ancienne doctrine du droit absolu des propriétaires sur les mines, ils ont inauguré le droit régalien.

Disons du reste que le célèbre Merlin, en citant l'ordonnance de Charles VI, de 1413, dont il sera question tout à l'heure, et qui donnait à tous mineurs la faculté de chercher des mines dans les terrains d'autrui, sauf à payer le dixième au roi et à satisfaire le maître du trésor, ajoute à ce sujet :

« Cette dernière disposition, absolument calquée sur les lois du Code que nous examinons à l'instant (Code Théodosien), présente absolument le même résultat : si elle donne à tout le monde indistinctement le droit de fouiller les mines d'autrui, à plus forte raison confirme-t-elle au propriétaire foncier le droit de fouiller les siennes (2). »

(1) *Questions de droit*, V^o MINES, t. V, p. 146, 5^e édit.

(2) *Questions de droit*, V^o MINES, t. V, p. 117, 5^e édit.

Le jurisconsulte Merlin reconnaît donc que, d'après les lois des derniers empereurs romains, le droit de fouiller et exploiter les mines dans les terrains d'autrui pouvait être donné par le chef de l'État, à certaines conditions fiscales.

L'importance de ces lois n'a pas échappé au célèbre jurisconsulte Domat, dont nous croyons devoir exposer ici l'opinion, en ce qu'elle nous paraît plus conforme à la nature des choses que celle de Merlin.

« La nécessité des métaux, non-seulement pour les monnaies, pour l'usage des armes et pour celui de l'artillerie, mais pour une infinité d'autres besoins et commodités, dont plusieurs regardent l'intérêt public, rend ces matières et celles des autres minéraux si utiles et si nécessaires dans un État, qu'il est de l'ordre de la police que le souverain ait sur les mines de ces matières un droit indépendant de celui des propriétaires des lieux où elles se trouvent. Et, d'ailleurs, on peut dire que leur droit, dans l'origine, a été borné à l'usage de leurs héritages pour y semer, planter et bâtir, ou pour d'autres semblables usages, et que leurs titres n'ont pas supposé un droit sur les mines qui étaient inconnues, et dont la nature destine l'usage au public, par le besoin que peut avoir un État, des métaux et autres matières singulières qu'on tire des mines. Ainsi les lois ont réglé l'usage des mines, et laissant aux propriétaires du fonds ce qui a paru juste, elles y ont aussi réglé un droit pour le souverain (1). »

A la suite de cette opinion, où l'on voit en germe les principes de la législation française de 1810, Domat mentionne les première, deuxième et troisième lois du Code Justinien.

Il résulte de la première des lois précitées, que tout explorateur qui ouvrait une mine dans le champ d'un

(1) Domat, *Droit public*, liv. I, tit. II, section II, XIX.

tiers, recevait de l'empereur la *permission d'exploiter* cette mine sous les propriétés voisines, à la condition de payer un dixième aux propriétaires du sol et un dixième à l'État.

Cette loi, malgré son laconisme, a donc consacré pour l'État le droit de *permission ou de concession*, à l'égard des mines, avec le droit de participer aux produits de l'exploitation.

Quant au *droit de police* sur les mines existantes, comprenant celui de les interdire dans certains cas, il est formellement écrit dans la loi sixième, citée plus haut.

Code Théodosien.

Le Code Justinien n'est pas le seul où l'on trouve des lois relatives au droit des mines : le Code Théodosien, qui lui est antérieur, contient aussi des documents précieux à cet égard.

On trouve au titre XIX du Code Théodosien quinze lois relatives aux mines et aux carrières : les lois première et deuxième accordent à tous le droit de fouiller et exploiter les carrières de marbre, et ce droit est donné de la manière la plus large, car la loi première s'exprime ainsi :

TITULUS XIX.

De Metallis et Metallariis.

1. Imp. Constantinus A. ad
Maximum, rationalem Afric.

Secundorum marmorum ex quibuscunque metallis volentibus tribuimus facultatem : ita ut qui cedere metallum, atque ex eo facere quodcunque decreverint, etiam distrahendi habeant liberam potestatem.

Dat. prid. calendas octobr. Constantino A. VI et Constante Cæs. Coss. (320).

TITRE XIX.

Des Métaux et des Métallaires.

1. *L'empereur Constantin à Maxime, receveur d'Afrique.*

Nous accordons le droit d'extraire le marbre de toutes carrières à tous ceux qui le veulent : de telle sorte que ceux-ci aient la libre faculté de l'extraire, de le tailler et d'en faire toutes sortes d'ouvrages à leur gré.

Donné la veille des calendes d'octobre, sous le sixième consulat de l'empereur Constantin, et le premier de Constance César (320).

Le droit régalien a été exercé, comme on voit, de la manière la plus absolue par les empereurs romains en ce qui touche les carrières de marbre : une autre loi, la loi onzième du même titre, réserva un dixième au fise, et un autre dixième au propriétaire du sol sur les produits des carrières de marbre : *Decima pars fisci nostri utilitatibus, decima ei cujus locus est deputetur.*

Plus tard, il est vrai, ce droit fut retiré par la loi treizième du Code Théodosien, et par la loi quatorzième du même Code qui est la même que la loi sixième du Code Justinien.

Mais le fait de l'exercice absolu du droit régalien, par les empereurs romains, n'en est pas moins digne de remarque, surtout en ce qui concerne les carrières, ces dernières ayant généralement échappé à ce droit chez les nations modernes.

La loi troisième du Code Théodosien est la même que la loi première du Code Justinien, déjà citée. La loi dixième du Code Théodosien, *cuncti qui per privatorum*, etc., est aussi la même que la loi troisième du Code Justinien, citée plus haut. Cette dernière loi est une des plus importantes en fait de droit des mines, en ce qu'elle se rapporte aux substances minérales sans distinction, toutes choses que les Latins désignaient par les mots de *metallum, saxum, saxorum vena*.

Les autres lois du Code Théodosien s'appliquent, pour la plupart, à la police à exercer vis-à-vis des ouvriers des mines ou métallaires ; nous n'avons pas à nous en occuper ici : il nous suffira d'avoir établi, par citations, que le Code Théodosien, de même que le Code Justinien, démontre l'exercice du droit régalien sur les mines sous les empereurs romains.

Le droit régalien sur les mines n'implique pas la propriété absolue de ces mines de la part de l'État, avec la liberté de les vendre au profit du fise, ainsi que cela se pratiquait à Athènes : ce droit, dont les formes ont souvent varié, ne saurait être mieux défini qu'il l'a été

Définition précise du droit régalien.

par M. Mignerou, inspecteur général des mines (1).

M. Mignerou résume le droit régalien dans la triple attribution qu'il confère au prince,

- 1° De régler la destination de la propriété souterraine, en d'autres termes, de pourvoir du privilège de l'exploiter, les personnes qui peuvent le mieux la mettre en valeur;
- 2° D'en surveiller l'exploitation dans ses rapports avec l'ordre public, avec la conservation du sol et avec la sûreté des ouvriers mineurs;
- 3° De percevoir un certain tribut sur les produits qu'en obtient l'exploitant. »

En rapprochant cette définition de ce qui précède, on voit que, sous les empereurs romains, le droit régalien sur les matières minérales a pris naissance, et a remplacé l'ancienne doctrine du droit absolu des propriétaires sur les produits des mines.

Le droit régalien
a généralement
prévalu chez les
nations modernes.

Chez les nations modernes, le droit régalien a généralement prévalu, et principalement chez les nations septentrionales de l'Europe, où les mines ont été exploitées dès l'antiquité la plus reculée.

En Suède, le droit régalien est exercé, depuis 1637, dans toute son étendue, par le souverain, qui peut seul permettre aux particuliers d'exploiter les substances minérales, même sous leurs terrains; le souverain perçoit en nature ou en deniers un droit proportionnel sur les matières fabriquées, et il se réserve la tutelle de toutes les entreprises de mines, laquelle est exercée par des maîtrises subordonnées au Conseil supérieur de Stockholm; un *maître des mines* accorde des concessions au nom du souverain (2). (Ordonnances des 20 octobre 1741 et 6 décembre 1757.)

(1) *Annales des Mines*, 3^{me} série, t. III, p. 653.

(2) Blavier, *Jurisprudence des Mines en Allemagne*, t. I, préface, p. xiv et p. 4.

En Norwège, le droit régalien fondé par l'ordonnance de Christian V, en 1585, s'exerce comme en Suède : le maître des mines peut seul accorder des concessions; il en est de même en Danemark (1).

Dès le XI^e siècle, plusieurs ordonnances des empereurs d'Allemagne ont consacré le droit régalien. M. Peyret-Lallier cite notamment la concession faite à cette époque, par l'empereur Henri IV, à un comte palatin, du droit d'exploiter une saline à Sulza, en Thuringe, dans le bien patrimonial du comte, *in loco hereditatis suæ* (2).

En Autriche, la première ordonnance qui ait consacré le droit régalien, est celle de l'empereur Ferdinand, rendue, en 1548, à Joachimstal; d'autres ordonnances ont confirmé ce droit en 1747, 1766 et 1781 : la dernière permet à tout individu autorisé par le Conseil des mines d'exploiter la houille dans le champ d'autrui, lorsque le propriétaire ne veut point exploiter lui-même, ou que ses travaux sont mal dirigés (3).

En Bohême et en Hongrie, les mines sont concédées par le Grand-Maitre, qui relève immédiatement d'un Conseil suprême établi à Vienne; en Hongrie, toutes les mines sont désignées comme biens de la Chambre royale par l'ordonnance de Maximilien (4).

Dans la Haute-Saxe, l'exercice du droit régalien remonte à 1479 : tout particulier autorisé par le Conseil des mines de ce pays, peut faire des fouilles dans le terrain d'autrui pour y découvrir des substances métallifères ou pierres précieuses, et devenir ensuite concessionnaire après l'accomplissement de certaines formalités :

(1) Blavier, *Jurisprudence des Mines en Allemagne*, t. I, préface, p. xv et p. 5.

(2) *Traité sur la législation des Mines*, t. I, p. 9.

(3) Blavier, t. I, préface, p. vii.

(4) *Exposé des motifs de la loi de 1810*, par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely.

pour ce qui est de la houille, un droit de préférence est réservé aux propriétaires du sol (1).

En Bavière, l'exercice du droit régalien remonte au xv^e siècle, et il s'applique à toutes les substances minérales en filons, en couches, en amas et en alluvion.

Dans la Westphalie, la Hesse, le Mansfeld, le Hanovre et le Hartz, le droit régalien embrasse non-seulement les substances métallifères, mais encore les sources salées, le sel gemme, les matières salpêtrées et les combustibles fossiles (2).

En Pologne, les mines ont été de droit régalien dès les temps les plus reculés, et l'on voit, en l'an 1286, Lesus surnommé le Noir, roi de Pologne, donner à perpétuité à l'évêque de Cracovie la dime de tous les métaux de son diocèse, par une charte où il est dit que, sans concession du prince, la dime des métaux n'est pas due (3).

En Prusse, l'exercice du droit régalien est régi par l'ordonnance de 1772, publiée par Frédéric-le-Grand : les mines sont concédées par le Domaiue, qui perçoit le dixième des produits bruts ; l'acte de concession réserve un droit en faveur du propriétaire du sol.

En Russie, le droit régalien a été consacré par l'ordonnance de Pierre-le-Grand, de 1718, laquelle a été modifiée par l'ordonnance de 1782, qui permet aux propriétaires d'exploiter les mines existant dans leurs fonds ; mais l'État perçoit des redevances énormes qui vont quelquefois jusqu'à 40 p. % (4).

En Angleterre, le propriétaire du sol peut, en général, exploiter les mines qui se trouvent sous son fonds, mais à la condition de payer le *royalty*, droit royal, qui fut cédé, en 1066, par Guillaume-le-Conquérant à ses officiers,

(1) Blavier, t. I, préface, p. viii.

(2) Blavier, t. I, préface, p. ix.

(3) Brillon, *Dictionnaire des Arrêts*, V^o MINES. Paris, 1711.

(4) Peyret-Lallier, t. I, p. 11.

et qui a subi depuis lors bien des changemens de mains, tout en restant indépendant de la surface (1). Avec ce système de législation des mines, il a été heureux pour l'industrie minérale de l'Angleterre, que ce royaume fut un pays de grande propriété, où les fortunes foncières s'immobilisent dans les familles, sans se diviser.

En Espagne, les mines, qui sont aujourd'hui concédées par l'État, étaient considérées autrefois comme des propriétés domaniales. A l'appui de ce fait, on pourrait citer force exemples : nous citerons seulement l'octroi accordé, en 1725, par le roi d'Espagne, des mines d'Andalousie et d'Estramadure au sieur Liebert Wollers, natif de Stockholm, moyennant une redevance stipulée d'avance (2).

La Belgique est soumise aujourd'hui, comme la France, à la loi du 21 avril 1810, avec les modifications apportées par la loi du 2 mai 1837. Autrefois il y avait, dans ce pays, deux législations distinctes pour les mines : aux environs de Liège, *dans le pays Wallon*, la coutume était que les propriétaires du sol avaient le droit d'exploiter les mines de leurs tréfonds, ou de céder ce droit à des tiers. Il résulte de la coutume de Liège que toutes les mines ouvertes et à ouvrir appartenaient autrefois, en toute propriété, aux propriétaires de la surface ; c'est ce qui a été décidé le 23 ventôse an xi, par le tribunal de cassation, dans l'affaire Daoust contre Lefebvre (3).

Dans le Hainault, au contraire, *dans le pays de Mons*, le droit régalien avait passé dans les mains des seigneurs hauts-justiciers, qui accordaient des concessions de mines moyennant redevance. Suivant les dispositions des chartes du Hainault, *l'avoir en terre non extrayée*,

(1) Rapport de Regnaud de Saint-Jean-d'Angely. Voir Locré, p. 285 et 379.

(2) *Dictionnaire universel du Commerce*, par Savary des Bruslons, p. 4341. Genève, 1742.

(3) Sirey, t. III-I, p. 520.

consistant dans le droit de fouiller la mine et de s'y approprier ce qui en serait extrait, était un attribut de la haute-justice, un privilège exclusivement attaché à la qualité de seigneur haut-justicier; c'est ce qui fut solennellement reconnu le 16 ventôse an XII, par le tribunal de cassation, dans l'affaire Deschuytencr contre Carondelet, après une savante discussion du célèbre Merlin (1).

On ne saurait s'étonner qu'un pareil état de choses ait dominé dans le Hainault, quand on songe que l'autorité éloignée du roi sur le seigneur suzerain devait être assez affaiblie dans cette province, qui a passé successivement dans les mains de la France, des comtes de Flandre, des ducs de Bourgogne et de l'Autriche, et que, par compensation, le pouvoir local des seigneurs devait y dominer. Des motifs à peu près semblables expliquent comment, dans la province de Liège, pays de municipe et fort ménagé au moyen-âge, dans l'intérêt de la politique, par les différents seigneurs suzerains, on ait laissé aux propriétaires locaux le privilège de l'exploitation des mines.

De la propriété
des Mines, en
France, avant la
loi de 1791.

En France, sous l'ancienne monarchie, les mines ont été constamment régies par le droit régalien. Parmi nous, dit Deuisart, la permission de chercher et ouvrir les mines est un droit *purement royal*, et dans l'histoire des trois races de la monarchie française, on trouve la trace incontestable de l'exercice du droit régalien.

« Toute notre législation, » disait Regnaud d'Epercy à l'Assemblée constituante, « à dater de la première race de nos rois jusqu'à nos jours, nous présente les mines comme propriétés royales et domaniales (2). »

Nous croyons que Regnaud d'Epercy va trop loin à cet égard, et que c'est le droit régalien, mais non pas le système domanial, qui régissait les mines sous l'ancienne monarchie.

(1) Sirey, t. IV-1, p. 289.

(2) Procès-verbal de l'Assemblée nationale, t. XLIX, p. 596.

On possède peu de documents sur l'exercice du droit des mines sous les rois de la race mérovingienne; il y a pourtant un fait remarquable qui se rapporte à Dagobert: en 635, ce prince occupé à faire construire l'église de Saint-Denis donna, pour la couverture de cet édifice, huit mille livres de plomb, à prendre, tous les deux ans, sur le droit en nature auquel ce métal était soumis (1).

Voilà bien un témoignage irrécusable de l'exercice du droit régalien, en ce qui concerne la levée d'un *cens* ou *tribut* sur les mines (*ex metallo censitum*). Quant à l'exercice du droit de permission et du droit de police sur les mines, de la part du souverain, l'histoire des rois de la première race est muette à cet égard. Mais faudrait-il s'en étonner, quand on songe au peu de documents précis que les historiens nous ont laissés sur la vie administrative du pays à cette époque?

Sous les rois de la seconde race, on trouve un témoignage de cet exercice du droit de *permission*, de *concession* de mines, de la part du souverain. En 786, par lettres patentes datées du Cap de Naou, en Provence, Charlemagne donnait pour apanage à ses fils, Louis et Charles, les villes d'Asek et Glichon, en Thuringe, avec la faculté de chercher et d'exploiter, dans leur territoire, l'or, l'argent et les autres métaux : *Facultatem damus in territorio districti illius dominationis quærere et fodere aurum argentum que, atque omnia metalla* (2).

Sans doute, à partir de Charles-le-Chauve, lorsque l'administration puissante créée par le génie de Charlemagne fut remplacée par le régime féodal, il en fut du droit régalien sur les mines, comme des autres attributs de la souveraineté: il fut confisqué par les grands possesseurs de fiefs, mais on peut dire que le droit régalien subsista toujours, en quelque sorte, et qu'il ne fut que déplacé et absorbé par les seigneurs féodaux.

Confiscation et exercice du droit régalien par les grands possesseurs de fiefs, dans la période féodale.

(1) Migneron, *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 656.

(2) Migneron, *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 637.

Cet état de choses dut se continuer sous les premiers rois de la troisième race, alors que le pouvoir royal était encore peu affermi, et l'on comprend, en effet, qu'au temps où le comte de Périgord répondait si fièrement à Hugues-Capet, ce n'était point par la permission du roi qu'on ouvrait des mines sur les terres du comte.

Comme exemple de l'exercice du droit régalien par les seigneurs féodaux, on peut citer la charte solennelle donnée, en 1293, par Roger-Bernard, comte de Foix, aux habitants de la vallée de Videssos (1). Roger-Bernard leur concède à tous et à chacun le droit de tirer des minerais de fer (*petra ferrea*) des minières (*mineriis*) de la vallée, de couper les arbres et charbonner dans les forêts.

Cet exercice du droit régalien sur les mines, par le comte de Foix Roger-Bernard, n'est pas un fait isolé, et l'on voit, en 1304, le comte Gaston I^{er}, son successeur, renouveler la précédente charte, et, de plus, assurer aux habitants la libre jouissance des mines et du minerai, entre les limites de leur territoire, sans droit de leude ni subsides.

« *Item*, concédons auxdits hommes, habitants en ladite ville, et stipulons que lesdits habitants ont pu et pourront (*posse et potuisse*) à l'avenir, tirer la pierre de fer de nosdits miniers (*nostris mineriis*), et dans les susdites limites (de la vallée de Videssos), et la travailler à leur volonté, sans nous donner aucun subside de leude ou de péage, et, de ladite mine, en faire du fer dans les limites de la vallée, et non ailleurs, et ne pourront vendre ladite mine à aucun étranger dans la vallée; que s'ils le font, que les susdits étrangers nous paient et soient tenus de payer ladite leude dans les susdites limites..... (2) »

(1) *Des Minerais de fer de l'Ariège*, par J. François, ingénieur des mines, p. 347.

(2) *Des Minerais de fer de l'Ariège*, par J. François, ingénieur des mines, p. 348.

Nous avons cité ces deux chartes données par les comtes de Foix, pour établir ce fait, qu'en France, lorsque le droit régalien n'a pas été exercé par le souverain lui-même, il l'a été par les grands possesseurs de fiefs qui l'avaient usurpé : ceux-ci s'attribuaient alors une souveraineté complète sur tout ce qui relevait de leurs domaines, et ils faisaient acte de souveraineté, en ce qui touche les mines, comme pour tout le reste.

Mais à mesure que le pouvoir royal deviendra plus fort, on verra les rois lutter pour ressaisir le droit régalien sur les mines, ce droit, qui avait été perdu par les successeurs impuissants de Charlemagne, et qui avait sa sanction dans les lois romaines.

Reprise du droit régalien sur les seigneurs féodaux par les rois de France, à dater de Charles VI.

On sait les efforts de nos rois, depuis Philippe-le-Bel, pour dominer et absorber le pouvoir féodal; ceux-ci, avec l'aide des communes, effacent peu à peu ces souverainetés des possesseurs de fiefs, et Louis XI couronne l'œuvre de centralisation : c'est aussi dans cet intervalle, de Philippe-le-Bel à Louis XI, que paraît l'ordonnance de Charles VI, du 30 mai 1413, la plus ancienne qui ait été conservée sur le droit des mines (1).

Les lettres patentes de Charles VI, données à Paris, le 30 mai 1413, consacrent, d'une manière solennelle, la reprise de possession du droit régalien par les rois de France, sur les seigneurs féodaux (2).

Lettres patentes de Charles VI.

« Pour ce quoi....., déclarons que nul seigneur spirituel ou temporel, de quelque état, dignité ou prééminence, condition ou autorité qu'il soit, en nostre dit royaume, n'a, n'aura, ne doit avoir, à quelque titre,

(1) Regnaud d'Epercy, dans son Rapport à l'Assemblée constituante, du 20 mars 1791, prétend que Philippe-le-Long, par un édit de 1321, déclara les mines être de droit royal et domanial, mais cet édit, comme l'observe M. Mignerou, ne se trouve pas dans le Recueil des ordonnances des rois de la 3^e race, commencé par Laurière et continué de nos jours par MM. de Pastoret et Pardessus.

(2) Ordonnance des rois de France de la 3^e race, t. X, p. 141.

- » cause, occasion, quelle qu'elle soit, pouvoir ne autho-
- » rité de prendre, réclamer ès dites mines la dixième
- » partie *ne autre droit de mine.* »

D'après ces termes formels, le roi de France exerce donc le droit régalien, en ce qui concerne la levée d'un cens sur toutes les mines du royaume, à l'exclusion de tout autre personne; mais ce n'est pas tout encore, et l'ordonnance de 1413 témoigne de ce principe, qu'au roi de France appartient le droit d'autoriser l'ouverture et l'exploitation des mines, attribution inhérente au droit régalien.

- » Voulons et ordonnons que tous mineurs et autres
- » puissent quérir, ouvrir et chercher mines, par tous
- » lieux où ils penseront trouver, icelle traire et faire
- » ouvrir ou vendre..... »

Cette autorisation d'ouvrir et exploiter les mines, le roi Charles VI l'accorde à la double condition de lui payer son *dixième franchement*, et de satisfaire le maître du tréfonds, au dire de deux prud'hommes.

L'ordonnance ne s'explique pas bien clairement sur ce droit à payer au maître du tréfonds : était-ce un droit sur le produit de la mine, ou bien une simple indemnité pour occupation de terrain? Quoiqu'il en soit, on voit que dans la législation des mines promulguée en 1413, les propriétaires du sol n'avaient pas un droit absolu sur la propriété de la mine, car l'ordonnance consacre un droit supérieur au leur, celui du roi, qui limite les exigences des maîtres du tréfonds, et décide que deux prud'hommes trancheront les questions d'indemnités à survenir entre eux et les exploitants des mines.

Enfin, les lettres patentes du 30 mai 1413 achèvent de consacrer l'exercice du droit régalien, en plaçant les mines sous une juridiction exceptionnelle; un juge ou commissaire fut établi, tant dans le baillage de Mâcon que dans la sénéchaussée de Lyon, pour statuer sur toutes les contestations civiles en fait de mines, sauf les cas de meurtre, de rapine ou de larcin.

Les principes du droit régalien, fièrement posés par Charles VI, furent soigneusement consacrés par ses successeurs; ainsi, par lettres patentes données à Dunle-Roi, le 1^{er} juillet 1437, Charles VII confirme les lettres du 30 mai 1413, portant qu'au roi seul appartient la dixième partie métallique tirée des mines, après qu'elle a été purifiée, et accorde des privilèges à ceux qui travaillent aux mines et à ceux qui y font travailler (1).

Lettres patentes
de Charles VII.

Louis XI, par une ordonnance donnée à Montil-lez-Tours, en septembre 1471 (2), consacra et régla l'action du pouvoir royal sur l'ouverture des exploitations des mines, et créa une juridiction nouvelle en matière de mines.

Ordonnance de
Louis XI.

Cet édit de Louis XI institua un Grand-Maitre superintendant des mines, ayant pouvoir d'ouvrir et exploiter, par lui et ses lieutenants ou commis, toutes les mines existant en France, soit dans les lieux qui appartenaient, en propre, au roi, soit dans ceux qui appartenaient à ses sujets, sauf l'indemnité des propriétaires.

On est heureux de voir ce principe de l'*indemnité due au propriétaire* écrit dans l'ordonnance d'un roi de France, mais la mention même de ce droit exclut toute idée de propriété absolue des mines par les tréfonciers, et le droit régalien apparaît, en ce sens que l'ordonnance donne au Grand-Maitre le droit de régler cette indemnité, et de statuer sur tous les différends en matière de mines. Il faut dire, à ce sujet, que les parlements modifièrent l'ordonnance de Louis XI, en déclarant que l'indemnité due aux propriétaires serait réglée, non par le Grand-Maitre seul, mais par le Procureur du Roi et le Maitre général.

Pour intéresser les propriétaires du sol à rechercher et exploiter eux-mêmes les mines existant dans leurs

(1) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XIII, p. 256.

(2) Ordonnance des rois de France de la 3^e race, t. XVII, p. 446.

fonds, l'ordonnance de Louis XI leur donnait un délai de quarante jours pour déclarer s'ils avaient des mines dans leurs fonds, et s'ils entendaient les exploiter : passé ce délai, et à défaut de déclaration, le Grand-Maitre pouvait les faire exploiter par d'autres, le propriétaire du sol était privé de toute indemnité pendant dix ans, et il pouvait même, suivant les cas, être condamné au paiement d'une amende.

Dans le cas de la découverte des mines par un agent du Grand-Maitre, le propriétaire du sol était mis en demeure de l'exploiter lui-même dans un délai de six mois : à son défaut, le droit d'exploitation était donné à son seigneur immédiat ; au défaut de ce dernier, au seigneur suzerain, et au défaut de tous, au Grand-Maitre.

Cette préférence accordée par l'ordonnance de Louis XI au propriétaire du sol, pour l'exploitation des mines, rappelle certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1791 ; mais l'ordonnance de Louis XI était plus sage, à certains égards, que cette loi, car elle autorisait le Grand-Maitre à conférer à d'autres qu'au propriétaire foncier le droit d'exploiter les mines, lorsque celui-ci était réputé incapable.

D'autre part, si l'on songe que le principe de l'indemnité due au propriétaire était écrit dans l'ordonnance de Louis XI, que cette indemnité était réglée par le Grand-Maitre et un magistrat, et qu'une juridiction spéciale était conférée au Grand-Maitre avec le droit de permission, on reconnaîtra une grande analogie de principes entre la législation des mines sous Louis XI, et la législation existante, consacrée par la loi du 21 avril 1810.

Cette conformité de dispositions, dans la législation des mines, à plus de trois siècles et demi d'intervalle, a été signalée, pour la première fois, par M. Mignerou (1).

Louis XI ne se contenta pas, du reste, de poser des

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 558.

principes, en fait de droit des mines, et il appliqua le droit régalien dans la pratique : ainsi, par lettres patentes du 10 mars 1463, il avait donné permission d'ouvrir les mines de Théis, Allevard et Vizille, et de fabriquer l'acier, en payant les droits royaux (1); d'autre part, et par lettres patentes datées du Plessis du Pare-lez-Tours, avril, après Pâques, 1483, il réglementait l'exploitation des mines dans la vicomté de Couserans (2).

Sous Charles VIII, le droit régalien continue à être exercé par le souverain, et l'on en voit une application dans une déclaration datée de Beaugency, novembre 1483, portant défense à toutes personnes de travailler aux mines de la vicomté de Couserans *s'ils n'ont le droit du roi* (3).

Lettres patentes de Charles VIII.

Par un édit donné à Paris au mois de juillet 1514, Louis XII autorise Pierre et Jean de Besze frères, maîtres faisant faire l'œuvre des mines d'argent de Chitoy, Chaumont et autres lieux du Nivernais, tant à continuer lesdites mines qu'à ouvrir de nouvelles mines d'argent, euivre, plomb et autres métaux dans tous les lieux du royaume qu'ils jugeront convenables.

Édit de Louis XII.

Le même édit porte que nulle autre personne, de quelque état ou condition que ce soit, fors les dessus nommés, leurs enfants, successeurs, héritiers ou ayant-cause, ne pourra, si ce n'est par leur congé ou licence, besoguer, ouvrir ni contreminer en lesdites mines, ni dresser aucun martinet à la ronde des mines qu'ils exploitent ou se proposent d'exploiter, sinon toutefois qu'ils discontinuent lesdits ouvrages, sans y travailler pendant un an entier, et à charge par eux, de payer et récompenser les sieurs justiciers, propriétaires et détenteurs des héritages où se trouveront et ouvriront lesdites mines, lesquels, en ce faisant, seront tenus et

(1) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XVI, p. 176.

(2) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XIX, p. 105.

(3) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XIX, p. 175.

contraints bailler auxdits maistres et ouvriers voyes, passages, chemins, bois, rivières et autres choses nécessaires audit œuvre, au plus près et moins dommageable que faire se pourra, ainsi qu'il est accoutumé de faire es autres mines du royaume.

Enfin, pour que les dessus nommés soient plus curieux et extentifs de mettre en valeur lesdites mines, l'édit porte qu'ils ne pourront, pour le fait desdites mines, être ajournés devant une autre juridiction que celle des juges et commissaires royaux, députés sur le fait des mines (1).

Nous avons donné, en détail, les dispositions de cet édit de Louis XII, parce qu'on y voit une curieuse application du droit régalien sur les mines : droit de permission pour le souverain, cas de déchéance prévue pour le permissionnaire, mode de paiement des indemnités de terrains aux propriétaires du sol, juridiction, toutes ces choses se trouvent dans l'édit.

Un autre édit avait été rendu par Louis XII, à Bourges, en février 1506, pour l'exploitation des mines du Couserans (2). Cet édit, cité seulement comme exercice du droit régalien, ne contient rien de plus que les lettres de Charles VII, de novembre 1483, sur le même objet.

Mentionnons encore les lettres patentes accordées par Louis XII, à Soissons, en juin 1498, lesquelles confirment celles données, le 30 mai 1413, par Charles VI, et le 1^{er} juillet 1437, par Charles VII, au sujet des privilèges des maîtres marchands faisant l'œuvre, et des ouvriers mineurs (3).

Lettres patentes
de François I^{er}.

Le règne de François I^{er} nous fournit une application du droit régalien dans la permission accordée par lettres patentes, datées de Chatellerault, le 29 décembre 1519, à Jacques de Genoilliac, chevalier, seigneur de Capdenat, de faire chercher des mines d'or, d'argent,

(1) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XXI, p. 545.

(2) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XXI, p. 551.

(3) Ordonnance des rois de France de la 5^e race, t. XXI, p. 31.

de plomb, de cuivre et de tous autres métaux dans sa seigneurie de Capdenat (1).

D'autre part, le roi François I^{er}, par une ordonnance du mois de décembre 1515, avait confirmé toutes celles de ses prédécesseurs, pour ce qui regarde les principes du droit régalien (2).

Le droit régalien, à cette époque, avait complètement absorbé, comme on voit, le droit féodal, et le seigneur ne pouvait fouiller des mines sur ses terres sans la permission du roi : disons à ce sujet que, par une déclaration du 18 octobre 1521, il fut fait défense à toutes personnes de tirer et fouiller des mines sans la permission du roi, et de porter des métaux hors du royaume sans être marqués (3).

Sous Henri II, on voit le roi de France conférer une concession de mines portant sur la totalité du royaume : par lettres patentes des 30 septembre 1548 et 10 octobre 1552, Henri II fait don à Jean François de la Roque, seigneur de Roberval, pour en jouir lui, ses hoirs et ayant-cause à perpétuité, de toutes les mines qu'il pourrait découvrir pendant la concession temporaire qui lui était faite pour neuf ans (4).

Lettres patentes
de Henri II, de
François II et
Charles IX.

Aux termes de cette concession, le sieur Roberval était tenu à payer raisonnablement le dommage qui pourrait être causé, pour le regard, *de la valeur des terres seulement et non des mines y étant* : les indemnités à payer aux propriétaires devaient être réglées par des arbitres, avec appel au Conseil privé du roi.

Les lettres patentes de 1552, comme le fait observer M. Mignerou, accrurent la juridiction du Grand-Maitre

(1) Brillou, *Dictionnaire des arrêts des Parlements*, V^o MINES. Paris, 1727.

(2) Blavier, t. I, préface, p. xix.

(3) Brillou, *Dictionnaire des arrêts des Parlements*, V^o MINES.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II et III, et Peyrel-Lallier, t. I, p. 19.

des mines et l'autorisèrent à créer un tribunal ayant droit de juger au criminel ainsi qu'au civil; ce tribunal devait être composé du Grand-Maitre, de trois de ses associés et de six avocats ou conseillers.

Après Henri II, François II et Charles IX transportèrent successivement, par lettres patentes du 29 juillet 1560, des 6 juillet 1561 et 28 septembre 1568, aux seigneurs de Saint-Julien et du Bellaigues, le privilège de la concession primitivement accordée au seigneur de Roberval (1).

Les permissions de mines données à cette époque étaient essentiellement temporaires et sujettes à être renouvelées : aussi voyons-nous une déclaration du 11 novembre 1554, portant continuation, en faveur du comte Reingrave et de Jeanne de Genoilhac, sa femme, de la permission de faire ouvrir des mines dans la seigneurie de Capdenat, accordée à Jacques de Genoilhac, son père, par lettres patentes du 29 décembre 1519 (2).

Edit d'Henri IV.

Sous Henri IV, un édit parut en 1601, qui constate encore l'exercice du droit régalien par le roi de France, bien que le roi abandonne, par cet édit, son dixième sur les mines de soufre, salpêtre, fer, ocre, pétrole, charbon de terre, ardoise, etc. « Mais cette exception est accordée », est-il dit, « par grâce spéciale en faveur de notre noblesse », « pour gratifier nos bons sujets propriétaires des lieux (3). »

Ainsi, l'édit de 1601 ne supprima point le droit régalien, comme on a pu le croire; il ne fit qu'en modifier l'exercice par grâce spéciale du roi, et Henri IV, comme le fait observer M. Mignerou, en renonçant à son droit du dixième, par grâce spéciale, sur les mines de houille et de fer, ne renouça ni à la faculté de concéder les gîtes

(1) Mignerou, *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 552.

(2) Brillon, *Dictionnaire des arrêts des Parlements*, V^o MINES. Paris 1727.

(3) Peyret-Lallier, *Législation des Mines*, t. I, p. 21, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. II et III.

des substances minérales que leurs dispositions rendaient susceptibles d'être concédées, ni à celle de faire surveiller l'exploitation de ces substances.

Mentionnons la disposition suivante, destinée à inviter les gens nobles à s'occuper de l'industrie de mines :

« Il est permis à toutes personnes, de quelque état et condition qu'elles soient, dit l'article 17 de l'édit, de rechercher et travailler auxdites mines et minières, de prendre associés pour ce faire, sans déroger à noblesse. »

L'édit d'Henri IV, de 1601, amena une autre modification importante du droit régalien en ce qui touche les carrières : il supprima le dixième royal, qui avait été prélevé jusqu'à cet édit, sur les carrières comme sur les mines.

Pour ce qui est de la juridiction, l'édit de 1601 attribuait le jugement de toutes les contestations, dans les affaires de mines, au Grand-Maitre assisté de juges suffisants, en première instance, et par appel, au parlement.

Un autre édit sur les mines fut rendu par Henri IV, le 14 mai 1604 (1) : les deux édits de 1601 et 1604 déterminent les attributions et la discipline de l'Administration des Mines, et fixent sa composition de la manière suivante :

Un Grand-Maitre, surintendant ;

Un Lieutenant-général, avec la qualité de conseiller ;

Un Contrôleur général ;

Un Receveur général ;

Un Greffier,

Et des Lieutenants particuliers en nombre illimité.

L'édit de 1604 imposait aux exploitants, sous peine d'être dépossédés, l'obligation d'ouvrir leurs travaux dans le délai d'un mois à dater de l'autorisation du Grand-Maitre ; il ordonnait de prélever un droit d'un trentième sur la masse du produit net pour l'entretien

(1) Blavier, t. III, p. 1.

d'un ou de deux prêtres et d'un chirurgien, ainsi que pour l'achat de médicaments à l'usage des blessés; il instituait un fondeur, essayeur et affineur général pour constater le titre des matières d'or et d'argent; enfin, cet édit stipulait, après le prélèvement des droits du roi, le droit d'un quarantième denier en faveur des hauts-justiciers ou foneiers des lieux où se trouvaient des mines, à la charge, par ceux-ci, d'assister les exploitants de passages et chemins commodes pour leur travail.

Édit de Louis
XIII, sur la mar-
que des fers.

Sous Louis XIII, il parut un édit, en février 1626, qui soumit à un droit de marque le fer et l'acier provenant tant de l'étranger que des exploitations françaises; le même édit ordonnait aux propriétaires des terrains renfermant du minerai de fer de les exploiter, à la première réquisition qui leur en serait faite pour fournir aux besoins des usines (1).

Disons encore que sous Louis XIII, en l'an 1640, le cardinal de Richelieu fut séduit et trompé par un aventurier allemand, nommé le marquis de Beausoleil, qui fit force promesses, obtint des privilèges et disparut (2).

Concessions et
édit sous Louis XIV

Sous Louis XIV, une immense concession de mines fut donnée au duc de Montausier d'abord, et puis à la duchesse d'Uzès, sa fille.

Un arrêt du Conseil, du 16 juillet 1689, avait accordé au duc de Montausier, ses hoirs et successeurs et ayant-cause, pendant quarante années, le don et permission de faire ouvrir et fouiller, en dédommageant préalablement les propriétaires de gré à gré, toutes les mines de charbon de terre qu'il pourrait découvrir dans toute l'étendue du royaume, à la réserve de celles du Nivernais, déjà concédées au duc de Nevers.

Un second arrêt du Conseil, du 29 avril 1692, avait

(1) Blavier, t. I, préface, p. xxiv.

(2) Regnaud d'Épercy, Rapport à l'Assemblée constituante du 20 mars 1791.

confirmé, en faveur de la duchesse d'Uzès, fille unique du duc de Montausier, le privilège accordé à celui-ci.

Enfin, il intervint un troisième arrêt du Conseil, du 4 janvier 1695, cité par M. Baudin, ingénieur des mines (1), par lequel « Sa Majesté ordonne que la duchesse d'Uzès » pourra faire ouvrir et fouiller toutes les mines de » charbon de terre qu'elle déconvrira, conformément à » l'arrêt du 29 avril 1692, et lettres patentes du 5 mai » suivant, du consentement néanmoins des proprié- » taires, en les dédommageant préalablement de gré à » gré, suivant et ainsi qu'il sera convenu entre eux; et » à l'égard des mines ouvertes par lesdits propriétaires, » Sa Majesté fait défense à ladite dame d'Uzès de les » troubler dans leurs fonilles et les suites d'icelles, sans » qu'à l'avenir lesdits propriétaires puissent faire ouvrir » les mines qui sont dans leurs fonds, sans le consentement » de ladite dame d'Uzès et de ceux qui auront ses droits. »

On voit donc qu'à cette date de 1695, la propriété des mines de houille ne suivait pas, en France, la propriété du sol, et le souverain, tout en respectant les droits acquis, en bon administrateur, maintenait son droit régalien et interdisait aux propriétaires d'ouvrir de nouvelles mines dans leurs fonds, sans le consentement de son mandataire.

La duchesse d'Uzès, qui croyait avoir droit, par son privilège, aux mines de houille antérieurement ouvertes, et qui avait engagé plusieurs procès à cet égard, notamment en Auvergne (2), abandonna, à la suite de l'arrêt du 4 janvier 1795, le droit qui lui était réservé (3).

Trois ans plus tard paraît l'édit du 13 mai 1698: Louis XIV, par cet édit, donné comme *grâce spéciale de la puissance souveraine*, permet à tous les propriétaires de terres où il y a des mines de charbon ouvertes et

(1) *Description du bassin houiller de Brassac*, p. 12.

(2) Baudin, *Description du bassin houiller de Brassac*, p. 15.

(3) Peyret-Lallier, *Législation des Mines*, t. I, p. 25.

non ouvertes, en quelques endroits et lieux du royaume qu'elles soient situées, de les ouvrir et exploiter à leur profit, sans qu'ils soient obligés d'en demander la permission au sieur duc d'Uzès ou autres, sous quelque prétexte que ce puisse être, dérogeant, à cet égard, à tous arrêts, lettres patentes et privilèges à ce contraires, ci-devant accordés (1).

Cette libéralité de Louis XIV, qui dépassait de beaucoup celle précédente d'Henri IV, manqua son but; elle ne fit que consacrer le gaspillage des mines de houille par les propriétaires du sol; aussi verrons-nous que cet édit dut être rapporté, au siècle suivant, par Louis XV.

Le privilège accordé par Louis XIV aux propriétaires du sol, d'exploiter les mines de houille de leurs tréfonds, ne s'étendait pas aux mines métalliques; aussi voit-on qu'en 1705, une concession fut accordée au sieur Doudon de Valagré, pour les mines d'or et argent découvertes en Poitou (2).

Louis XIV, par une ordonnance rendue en 1680, avait aussi réglementé la quotité du droit de marque des fers institué par Louis XII; il autorisait, par cette ordonnance, les maîtres de forges à exploiter eux-mêmes le minerai de fer existant dans les terrains des tiers, après sommation faite à ceux-ci, moyennant une redevance au propriétaire d'un sou par chaque tonneau du poids de cinq cents (3).

Édits et lettres
patentes du roi
Louis XV.

Sous Louis XV, les lettres patentes et édits nous fournissent de fréquents exemples de l'exercice du droit régalien sur les mines.

Ainsi, le 9 janvier 1717, les mines de plomb et autres de la paroisse de Saint-Julien-Molin-Molette furent concédées pour vingt années, et il en fut de même, le 6

(1) Baudin, *Description du bassin houiller de Brassac*, p. 45.

(2) Peyret-Lallier, t. 1, p. 25.

(3) Blavier, t. I, préface, p. xxiv.

août 1719, pour toutes celles des vallées d'Aspe, Ossau et Baraton (1).

En 1722, le duc de Bourbon fut nommé Grand-Maitre et surintendant des mines et minières de France; une Compagnie générale fut établie sous le nom du sieur Galabin, pour l'exploitation des mines du royaume pendant trente années, celles de fer excepté; mais cette entreprise ne prospéra point (2).

En 1730, le duc de Bourbon, en sa qualité de Grand-Maitre des mines, accorda au sieur Danycan la concession à perpétuité des mines d'argent, de cuivre et de plomb de la Bretagne et du Bourbonnais; cette concession fut confirmée par lettres patentes du 27 mai 1731 (3).

Le duc de Bourbon fut le dernier Grand-Maitre des mines : à sa mort, les fonctions attachées à ce titre passèrent au contrôleur général des finances, et celles des principaux officiers des mines furent remplies par les intendants des provinces, sous les ordres du ministre des finances.

Au 15 janvier 1741, un premier arrêt mit en demeure tous les exploitants de mine de faire vérifier leurs titres par les intendants, après un délai fixé (4).

Législation des
mines sous Louis
XV; arrêts de
1741 et 1744.

Un second arrêt du conseil, du 14 janvier 1744, rendu sous l'heureuse influence de Trudaine, modifia profondément la législation des mines, en ce qu'il supprima la faculté accordée aux propriétaires du sol de fouiller et exploiter les mines de houille situées dans leurs fonds, faculté qui avait été accordée par grâce spéciale du roi Louis XIV, en 1698.

Cette faculté illimitée d'exploiter les mines de houille

(1) Blavier, t. I, préface, p. xxiv.

(2) Discours de Regnaud d'Epercy à la Constituante, du 20 mars 1791.

(3) Mignerot, *Annales des Mines*, 5^e série, t. III, p. 613, et Blavier, t. I, préface, p. xxv.

(4) Blavier, t. I, préface, p. xxv.

accordée en 1698 aux propriétaires du sol, avait amené les plus fâcheux résultats : bon nombre de propriétaires, soit par indifférence, soit par défaut de connaissance et de moyens pécuniaires, n'exploitaient pas les mines de houille existant dans leurs fonds; et quant aux propriétaires qui exploitaient, ils se livraient à des travaux irréguliers et sans suite, d'où résultait un gaspillage général des gites carbonifères.

Toutes ces circonstances sont relatées avec force dans le préambule de l'arrêt de 1744, où l'on remarque le passage suivant (1) :

« Sa Majesté étant informée que les dispositions de
 » l'arrêt de 1698 sont presque demeurées sans effet, soit
 » par la négligence des propriétaires à faire la recherche
 » et l'exploitation desdites mines, soit par le peu de
 » facultés et de connaissances de la part de ceux qui ont
 » tenté de faire sur cela quelques entreprises; que,
 » d'ailleurs, la liberté indéfinie laissée aux propriétaires
 » par ledit arrêt de 1698, a fait naître, en plusieurs
 » occasions, une concurrence entre eux également nuisible à leurs entreprises respectives.....; ordonne ce
 » qui suit, etc. »

Tels furent les abus résultant de l'abandon des mines de houille aux propriétaires du sol dans une période de quarante-six années seulement, de 1698 à 1744; que, quarante-sept ans plus tard, Regnaud d'Epercy disait à l'Assemblée constituante : « Les traces de ces abus
 » subsistent encore et ne seront pas effacées de longtemps
 » dans nos provinces (2). »

L'article 1^{er} de l'arrêt de 1744 est ainsi conçu :

« A l'avenir et à commencer du jour de la publication
 » du présent arrêt, personne ne pourra ouvrir et mettre
 » en exploitation des mines de houille ou charbon de
 » terre sans en avoir préalablement obtenu une *permis-*

(1) Blavier, t. III, p. 10.

(2) Discours de Regnaud d'Epercy, du 20 mars 1791.

» sion du sieur contrôleur général des finances, soit que
 » ceux qui voudraient faire ouvrir et exploiter lesdites
 » mines soient seigneurs hauts-justiciers ou qu'ils aient
 » la propriété des terrains où elles se trouveront : déro-
 » geant, Sa Majesté, pour cet effet, à l'arrêt du Conseil
 » du 13 mai 1698 et à tous autres règlements à ce con-
 » traire, et confirmant néanmoins, en tant que besoin,
 » l'exemption du droit royal du dixième, portée par
 » l'article 11 de l'édit du mois de juin 1601, à l'égard
 » desdites mines de houille ou de charbon de terre (1). »

On voit que l'article 1^{er} du règlement de 1744, rapproché de l'arrêt de 1741, qui enjoignait à tous les exploitants de mines de faire vérifier leurs titres par les intendants, plaçait les mines de houille, comme toutes les autres mines du royaume, sous le régime des *permissions ou concessions*, lequel dura jusqu'à la loi du 28 juillet 1791. Les autres articles de l'arrêt de 1744 prescrivent des mesures techniques d'une grande sagesse pour la sûreté et la solidité des exploitations souterraines.

Postérieurement à l'arrêt de 1744, il fut accordé des concessions de mines de houille, comme de toute autre mine; mais il faut reconnaître qu'à cette époque, les limites des concessions n'étaient pas toujours bien définies, et, ce qui est plus grave, c'est que la faveur présidait trop souvent à la délivrance des concessions de mines, pour l'obtention desquelles il n'y avait pas de règles bien précises : aussi voyait-on quelquefois des concessions successivement accordées, modifiées ou révoquées sans autres causes que des variations de crédit dans les hautes régions du pouvoir.

Cet état de choses fut signalé depuis, dans l'exposé des motifs de la loi du 28 juillet 1791, et l'on peut en citer un exemple frappant en ce qui touche les mines de houille du bassin d'Alais : l'exemple dont il est question

(1) Blavier, t. III, p. 12.

témoignera également du vague des termes employés autrefois pour définir et limiter les concessions de mines, et de l'état de la législation des mines dans les dernières années qui ont précédé la Révolution.

Régime des mines dans les années qui ont précédé la révolution. Exemple tiré des concessions primitives formées dans le bassin d'Alsie.

Par arrêt du Conseil, du 17 avril 1773, « le roi accorde » au sieur François Tubeuf et ses hoirs la permission » d'exploiter, exclusivement à tout autre, pendant » trente ans, les mines qui se trouvent et pourront se » trouver aux environs d'Alais et de Saint-Ambroix, » ainsi que dans toute l'étendue des terrains qui sont » situés entre Pont-Saint-Esprit, Laudun, Uzès, Anduze, » Villefort, Aubenas et Viviers, ayant Barjac au centre. »

Le périmètre délimité par les villes sus-désignées était énorme; il embrassait plus de trois milles kilomètres carrés, et, d'autre part, l'addition finale de ces mots, *Ayant Barjac au centre*, créait une difficulté d'interprétation, en ce qu'elle donnait l'idée d'un périmètre circulaire.

Le même arrêt imposait au sieur Tubeuf l'obligation de payer une rente annuelle de huit cent livres pour l'entretien de l'Ecole royale des Mines.

Le 24 mars 1774, un second arrêt du Conseil, relatif à la concession Tubeuf, intervient dans la même teneur que le précédent, sauf cette différence que les expressions, « *Les mines de charbon qui se trouvent ou pourront se trouver dans les environs, etc.* » sont remplacées par celles-ci : « *Les mines de charbon que le sieur Tubeuf a découvertes ou pourra découvrir aux environs, etc.* »

Par suite de ce second arrêt, on appliquait ainsi à la concession Tubeuf la restriction imposée, à la fin du siècle précédent, à l'immense concession de la duchesse d'Uzès.

Le 19 mars 1782, un arrêt du Conseil annule les oppositions formées contre la concession Tubeuf par les syndics des Etats du Languedoc, par ceux des diocèses d'Alais et d'Uzès, etc. : il est dit, en outre, dans cet arrêt, que « le roi donne acte au sieur Tubeuf de son » consentement à ce que les mines dites de la forêt

« d'Abilon et du Mas-Dieu soient distraites de sa concession, et, en conséquence, *permet*, Sa Majesté, au sieur marquis de Castries d'exploiter lesdites mines, sauf audit marquis à se retirer par devers Sa Majesté pour obtenir, s'il y a lieu, la *permission d'exploiter les autres mines situées dans ses propriétés.* »

Le 9 novembre 1782, un nouvel arrêt du Conseil proroge pour vingt années la concession faite au sieur Tubeuf des mines de charbon découvertes ou à découvrir aux environs d'Alais et Saint-Ambroix, dans toute l'étendue spécifiée par les arrêts de 1773 et 1774, en exceptant la mine concédée au marquis de Castries, mais sans mentionner ces mots, *Ayant Barjac au centre*, qui avaient créé une difficulté d'interprétation.

Un différend était intervenu entre le marquis de Castries et le sieur Tubeuf sur l'interprétation à donner à ce mot : *Mines du Mas-Dieu*. Le sieur Tubeuf entendait les mines de la paroisse du Mas-Dieu, et le marquis de Castries, qui entendait le *baillage du Mas-Dieu*, avait pris possession des mines exploitées par le sieur Tubeuf; sur ce différend intervient l'arrêt du Conseil, du 9 mars 1784, qui condamne le maréchal de Castries aux dépens de l'instance, et ordonne que le sieur Tubeuf sera remis incessamment en possession des mines en litige.

Le 18 mai 1784, un nouvel arrêt du Conseil est rendu dans un sens contraire au précédent, et ordonne au sieur Tubeuf « de surseoir à toute entreprise sur les mines appartenant au maréchal de Castries, dont l'exploitation est antérieure à la concession faite audit Tubeuf, et notamment sur celles appelées de *Trouilhas* ou la *Grand-Combe.* »

Le 19 octobre 1784, un autre arrêt du Conseil dépouille, en fait, le sieur Tubeuf d'une portion des terrains à lui concédés en 1773, 1774, 1782, et accorde à « Monsieur, frère du roi, ses hoirs, successeurs et ayant-cause la permission d'exploiter et faire exploiter exclusivement à tout autre, pendant trente années, les mines de charbon qui se trouvent ou pourront se

» *trouver*, tant sur la terre de la vicomté de Portes, en
 » Languedoc, au diocèse d'Uzès, que sur celles du
 » domaine de Sa Majesté, soit des *particuliers* en la
 » même vicomté, dans toute son étendue, et notamment
 » sur les territoires de la Feuadou, de la Forêt et de
 » la mine de la Trouche....., à la charge d'indemniser
 » les propriétaires de la surface endommagée, et, en
 » outre, d'entretenir un élève de l'Ecole royale des
 » Mines. »

Ce qu'il y a d'étrange dans le texte de l'arrêt du 19 octobre 1784, c'est qu'il y est observé de faire
 » limiter et restreindre, si faire se doit, l'étendue de la
 » concession accordée à Monsieur, du côté de celle des
 » mines d'Alais, accordées au sieur Tubeuf. »

Or, il suffisait de se reporter au texte des arrêts de 1773, 1774, 1782, et de consulter une carte pour reconnaître que la concession faite à Monsieur était formée, en totalité, des terrains compris dans la concession antérieurement accordée au sieur Tubeuf.

Eufin, il intervient un dernier arrêt du Conseil, le 29 décembre 1788, qui casse l'arrêt du 9 mars 1784, condamne le sieur Tubeuf aux dépens, et donnant raison au maréchal de Castries, « maintient ledit maréchal
 » dans la possession et jouissance des mines de Trouilhac,
 » dites de *la Grand-Combe*. »

Nous avons cité avec détail tous ces différents arrêts contradictoires, survenus au sujet des mines de houille du bassin d'Alais, pour montrer la fâcheuse versatilité que le pouvoir mettait quelquefois, sous l'ancienne monarchie, à délivrer, modifier et révoquer des concessions de mines. Le régime des concessions faites par l'Etat est celui qui convient le mieux, sans aucun doute, à l'exploitation des mines; mais il importe que l'obtention des concessions ait lieu dans des formes régulières et les mêmes pour tous, et il importe également que chaque concession, une fois obtenue, devienne définitive. Ce sont ces règles fixes et précises pour l'obtention des concessions et pour leur interprétation qui man-

quaient sous l'ancienne monarchie, et que la législation du 21 avril 1810 nous a données.

Les reproches qu'on a adressés aux anciennes concessions de mines accordées avant 1791, ne sauraient donc s'appliquer au principe même des concessions, mais à l'abus de l'exercice de ce principe.

Sous Louis XVI, le gouvernement donna des preuves, à plusieurs reprises, de l'intérêt qu'il prenait au développement de l'industrie des mines; ainsi, au 21 mars 1781, un arrêt du Conseil créa quatre inspecteurs des mines et minières de royaume, avec recommandation expresse, à ces inspecteurs, d'indiquer, sur le journal de leurs opérations, les découvertes qu'ils pourraient faire (1).

Arrêts généraux rendus sous Louis XVI.

Un arrêt du Conseil, du 19 mars 1783, créa l'Ecole royale des Mines, qui a reçu depuis de nombreuses modifications (2).

Un autre arrêt de la même date porta règlement pour l'exploitation des mines de houille en général : il est dit formellement dans cet arrêt, qu'aucun propriétaire du sol ne peut exploiter les mines de houille sous son terrain, sans une permission expresse du roi (3).

Pour ce qui est de la juridiction en matière de mines, il fut ordonné par un arrêt du 29 septembre 1786, que les contestations entre les propriétaires du sol et les exploitants continueraient d'être portées devant les intendants des provinces, qui correspondaient alors avec un intendant général des mines, sous les ordres du contrôleur général des finances (4).

Avant de procéder à l'examen sommaire de la loi de 1791, jetons un regard en arrière, et disons en nous résumant, que sous l'ancienne monarchie française, les

Résumé de la législation des mines sous l'ancienne monarchie française.

(1) Blavier, t. III, p. 16.

(2) Blavier, t. III, p. 17.

(3) Blavier, t. I, préface, p. xxviii.

(4) Blavier, t. I, préface, p. xxviii.

mines étaient une dépendance *du droit régalien*, ce qui veut dire que les rois de France avaient le triple droit de *permission* ou *concession* pour l'ouverture des mines, le droit de police sur les mines exploitées et le droit de percevoir un certain tribut sur les produits bruts de l'exploitation.

Disons également que jamais, à aucune époque de la monarchie française, la propriété des mines n'a suivi celle du sol : à une seule époque de notre histoire, de 1698 à 1744, les mines de houille ont été *données* par exception aux propriétaires du sol ; mais c'était là un don du roi, une cession volontaire du droit régalien, stipulée par l'édit de 1698, et nous avons vu que le souverain avait dû la retirer en 1744, à cause des abus qui en étaient résultés.

Le droit de concéder les mines, n'était pas autrefois un droit féodal.

Disons enfin que d'après l'ancien droit commun de la France, les mines n'ont jamais été de droit féodal : il arriva, en fait, sous les successeurs de Charlemagne, alors que le pouvoir royal était successivement envahi et absorbé par les grands possesseurs de fiefs, il arriva, disons-nous, que le droit du souverain sur les mines fut envahi, comme les autres attributs de la souveraineté ; mais ce ne fut là qu'une usurpation de fait, et lorsque le pouvoir royal fut fortement reconstitué, il reprit l'exercice du droit régalien sur les mines pour ne plus le perdre, ainsi qu'il est constaté par l'édit de Charles VI et les édits postérieurs.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 15 mai 1833, a formellement consacré ce fait dans le procès intenté, dès 1827, par les héritiers Foulon contre M. et M^{me} de Monti. En 1771, le sieur Foulon, concessionnaire d'une mine de charbon en Anjou, avait cédé à deux tiers, pour quinze ans, moyennant une rente de deux mille livres, son droit d'exploiter. M. et M^{me} de Monti, représentants de ces deux tiers, se refusaient, en 1827, à fournir titre nouveau de la rente aux héritiers Foulon, en arguant de ce que la rente de deux mille livres n'avait été stipulée par M. Foulon qu'en sa qualité de seigneur, et qu'ayant

ainsi un caractère féodal, elle se trouvait abolie par les lois de la Constituante.

M. et M^{me} de Monti obtinrent gain de cause au tribunal de Saumur ; mais ce premier jugement fut cassé par la Cour d'appel d'Angers, et l'arrêt de la Cour d'appel fut confirmé, le 15 mai 1833, par la Cour de cassation.

« Attendu, » dit la Cour de cassation.....

« Que, d'après l'ancien droit commun de la France, et quelles qu'aient pu être, à certaines époques, les prétentions des seigneurs hauts-justiciers, les mines étaient de droit régalién, et leur exploitation n'était soumise qu'à la permission préalable du roi, et non à celle des seigneurs hauts-justiciers ;

« Que cette règle, spécialement applicable aux mines de charbon de terre, d'après le règlement du 11 janvier 1743, est devenue d'autant plus constante à cet égard, que ce règlement assujettissait formellement les seigneurs hauts-justiciers, comme toutes les autres personnes, à cette permission préalable pour l'exploitation des mines (1). »

Les termes de l'arrêt rendu par la Cour suprême sont positifs, et il n'y a rien à y ajouter, pour expliquer la nature du droit des mines, avant la loi de 1791.

Lors de la discussion de la loi du 28 juillet 1791, le rapporteur, Regnault d'Epercy, déclarait que les mines sont des propriétés tout-à-fait distinctes de la surface, qu'elles sont des biens *sans maître*, demeurés indivis et en masse dans la main de chaque société, et que la société a le droit d'en disposer dans l'intérêt général. Le rapporteur concluait en disant qu'il était indispensable d'admettre, pour l'exploitation des mines, le système des concessions par la Nation.

Loi du 28 juillet
1791.

Les conclusions du rapporteur trouvèrent des contradicteurs dans l'Assemblée : Heurtault-Lamerville notamment proposait de déclarer que les mines et minières font partie de la propriété foncière et individuelle des citoyens.

(1) Sirey-Devilleneuve, t. XXXIII-I, p. 565, et *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVII, p. 680.

Mirabeau prit une grande part à la discussion, et sa parole puissante réfuta victorieusement la doctrine des légistes qui, s'appuyant exclusivement sur le texte du plus ancien droit romain, voulaient consacrer, en principe, que les mines font partie de la propriété du sol, doctrine en opposition avec le droit en vigueur sous l'ancienne monarchie française. Voici comment s'exprimait, à ce sujet, le célèbre orateur :

« Je dis que si l'intérêt commun et la justice sont les
 » deux fondements de la propriété, l'intérêt commun ni
 » l'équité n'exigent pas que les mines soient des acces-
 » soires de la surface; je dis que l'intérieur de la terre
 » n'est pas susceptible d'un partage; que les mines,
 » par leur marche irrégulière, le sont encore moins;
 » que, quant à la surface, l'intérêt de la société est que
 » les propriétés soient divisées; que, dans l'intérieur de
 » la terre, il faudrait, au contraire, les réunir, et
 » qu'ainsi, la législation qui admettrait deux sortes de
 » propriété, comme accessoires l'une de l'autre, et dont
 » l'une serait inutile, par cela seul qu'elle aurait l'autre
 » pour base et pour mesure, serait absurde.....

« Si la nation peut et doit concéder les mines, ajoutait
 » Mirabeau, les mines, sous ce rapport et dans ce sens,
 » sont donc à la disposition nationale (1). »

Cette disposition fondamentale fut écrite dans la loi du 28 juillet 1791, qui dit (art. 1, tit. 1^{er}) que les mines et minières, tant métalliques que non métalliques, ainsi que les bitumes, charbons de terre ou de pierre et pyrites, *sont à la disposition de la Nation*, en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance (2).

La loi de 1791 ne réservait positivement au fise aucun droit sur les produits de l'exploitation des mines; ainsi, le *tribut régalien* était aboli; mais la loi paraissait néan-

(1) Procès-verbal de l'Assemblée nationale, séance du 21 mars 1791.

(2) *Journal des Mines*, t. XXVIII, n° 196, p. 299.

moins réserver à l'Etat les deux autres attributions importantes qui constituent le droit régalien, savoir : le droit de permission, quoique restreint, et le droit de police.

Les mines étant mises à la disposition de la Nation par l'article 1^{er} de la loi, cela faisait supposer que le gouvernement pourrait en disposer selon l'intérêt de la société : point du tout, par une sorte de contradiction, l'article 3 attribuait une préférence au propriétaire de la surface, ce qui enlevait au gouvernement la liberté de la disposition des mines.

Ce droit de préférence accordé aux propriétaires du sol n'était pourtant point absolu : il fallait que la propriété du prétendant à la concession seule ou réunie à celle de ses associés fut d'une étendue propre à former une exploitation. (Art. 10, tit. 1^{er}.)

Ce droit de préférence, tel qu'il était constitué par la loi de 1791, formait, pour le propriétaire de la surface, un droit acquis qu'il pouvait vendre; mais la vente était subordonnée, pour être valable, à la condition que l'acheteur serait maintenu dans ce droit de préférence par l'acte de concession : c'est ce qui a été décidé par l'arrêt de la Cour de cassation, du 5 août 1819, rendu dans l'affaire Ponsonnel et consorts contre Reversat (1).

Au cas où le propriétaire n'obtenait pas la concession, le gouvernement n'avait pas le choix entre les autres concurrents, et la préférence était réservée aux entrepreneurs qui avaient découvert les mines, en vertu de permission à eux accordée par l'ancienne Administration. (Tit. 1^{er}, art. 10.)

La loi de 1791 ne se contentait point d'enlever tout libre arbitre au gouvernement dans la distribution des concessions à venir, elle faisait encore de la *rétroactivité*, car elle prononçait la déchéance des anciens concessionnaires

(1) Sirey, t. XX-I, p. 75, et Dalloz, *Jurisprudence générale*, V^o MINES.

au profit des propriétaires du sol qui avaient exploité auparavant, à moins qu'il n'y eût, de la part desdits propriétaires, consentement libre, légal et par écrit, formellement confirmatif de la concession. (Art. 6, tit. I^{er}.)

Par cette disposition malheureuse, la loi jetait le trouble dans toutes les anciennes concessions de mines; elle ouvrait carrière à une infinité de procès qui avaient pour résultat de faire composer, à prix d'argent, les concessionnaires avec les propriétaires du sol, et l'industrie minérale était frappée de stagnation : ainsi, l'Assemblée constituante, qui s'était élevée avec tant de vivacité contre les retraits de concessions obtenus par la faveur sous l'ancienne monarchie, commettait une faute bien plus grave par cette déchéance rétroactive et collective, prononcée au mépris des droits acquis. C'est certainement par esprit de haine contre l'ancien régime que l'Assemblée constituante se laissa aller à une réaction aussi violente contre les anciens concessionnaires de mines, et à faire de la politique, lorsqu'il s'agissait uniquement de faire une loi d'intérêt matériel. Les grandes Assemblées, il faut bien le dire, sont fatalement sujettes à de pareils entraînements, qu'on n'a pas à craindre lorsque les lois sont élaborées dans des comités moins nombreux; aussi n'aurons-nous pas à signaler de semblables erreurs, lorsque nous raconterons la discussion calme et laborieuse de la loi du 21 avril 1810 au sein du Conseil d'Etat.

L'Assemblée constituante s'était élevée contre la versatilité des Conseils de l'ancienne monarchie, qui accordaient et révoquaient successivement des concessions de mines, au grand détriment de l'industrie minérale, et elle commettait la même faute en limitant, par la loi de 1791, la durée extrême des concessions à 50 ans (art. 4, titre I^{er}) : en effet, tout concessionnaire qui n'avait pas la propriété du sol voyait, dans l'avenir, le droit du propriétaire qui se dressait menaçant, à l'expiration du délai de concession; il ne pouvait pas, dans une disposition pareille, entreprendre des travaux d'art sérieux et

conformes au bon aménagement des gîtes minéraux ; il exploitait, au jour le jour, ou laissait inexploités les gîtes qui nécessitaient de grands travaux préparatoires. Cette durée limitée des concessions, combinée avec le droit de préférence accordé aux propriétaires du sol, devait donc arrêter l'essor de l'industrie minière, et elle ne tarda pas à produire les plus funestes effets.

D'après la loi de 1791, les propriétaires avaient le droit d'exploiter toute sorte de mines, à tranchée ouverte ou avec fosse et lumière, jusqu'à cent pieds de profondeur, nonobstant toute concession accordée à d'autres (art. 1, titre I^{er}) : par suite de cette liberté outrée, accordée aux propriétaires du sol, les affleurements de tous les gîtes minéraux furent fouillés irrégulièrement ; ces travaux superficiels ne tardèrent pas à être inondés ; l'exploitation des gîtes, en profondeur, était compromise dans l'avenir, ainsi l'on peut dire que cette disposition tacheuse de la loi de 1791, organisait le *gaspillage légal* de la richesse minière du pays.

Aux termes de la loi de 1791, l'étendue maximum des nouvelles concessions était limitée à six lieues carrées, et les anciennes concessions qui excédaient ces limites, devaient y être ramenées. (Art. 4 et 5, tit. I^{er}.)

Les concessions nouvelles devaient être accordées par le roi sur la proposition des départements et l'avis des directoires des districts. (Art. 8, tit. I^{er}.)

Les demandes en concession devaient être publiées et affichées au chef-lieu du département, au domicile des demandeurs et dans les municipalités que la demande pouvait intéresser. (Art. 11, tit. I^{er}.)

Les concessionnaires étaient passibles de déchéance, s'ils n'avaient pas commencé l'exploitation dans le délai de six mois, à dater de l'acte de concession, ou s'ils suspendaient les travaux pendant un an sans cause légitime. (Tit. I^{er}, art. 14 et 15.)

Les concessionnaires ne devaient pas d'indemnité aux propriétaires du sol, en raison du produit de la mine, mais seulement pour les dégâts et non jouissance occa-

sionnés par l'exploitation, qui étaient estimés au double de la valeur intrinsèque du sol. (Tit. I^{er}, art. 21 et 22.)

Les concessionnaires pouvaient établir, à la surface, des chemins, prises d'eau et passage des eaux, même en dehors de leurs concessions, sur la simple autorisation du directoire du département, à charge d'indemniser les propriétaires de la surface. (Tit. I^{er}, art. 25.)

Ils ne pouvaient ouvrir de fouilles dans les enclos murés ni dans les cours, jardins, prés, vergers et vignes attenant aux habitations, dans la distance de deux cents toises, sans le libre consentement des propriétaires. (Art. 23, tit. I^{er}.)

Les concessionnaires étaient tenus de remettre tous les ans, aux archives de leurs départements, les plans des travaux avec des états d'exploitation indiquant le nombre d'ouvriers employés et les quantités de matières extraites. (Tit. I^{er}, art. 26.)

S'ils voulaient renoncer à leur concession, ils devaient en donner avis, trois mois à l'avance, au directoire du département. (Titre I^{er}, art. 16.)

Dans le cas d'abandon, comme dans celui de l'expiration de la concession, l'ancien concessionnaire devait laisser dans la mine les échelles, étais et matériaux nécessaires à la vente et à l'existence des travaux souterrains. Lorsque la mine passait en d'autres mains, le nouveau concessionnaire devait rembourser toutes ces choses à l'ancien, sur l'inventaire dressé et à dire d'experts. (Tit. I^{er}, art. 17 et 18.)

Toutes les contestations relatives aux mines cessèrent d'être réglées par une juridiction spéciale, et furent soumises aux tribunaux ordinaires. (Tit. I^{er}, art. 27.)

Pour l'autorisation des mines à fer, lorsqu'il y avait concurrence entre les demandeurs, la préférence était accordée aux propriétaires ayant dans leurs fonds des minerais et des combustibles; au défaut de ces propriétaires, et à moyens égaux d'ailleurs, la permission devait être accordée au premier demandeur en date. (Tit. II, art. 5.)

Pour les mines de fer, le droit de fouilles à cent pieds de profondeur accordé aux propriétaires fut subordonné à l'obligation de fournir des minerais aux usines du voisinage, ou de permettre que les maîtres de forges les exploitassent eux-mêmes. (Tit. II, art. 1, 9 et 10.)

Le prix des minerais devait être, dans tous les cas, réglé par des experts : au cas où le maître de forges exploitait sur le refus du propriétaire, il devait, en outre, une indemnité à ce dernier pour les dégâts de la surface. (Tit. II, art. 11, 12, 13, 14, 15 et 16.)

Un privilège spécial était donné aux maîtres de forges, pour faire la recherche des minerais de fer, soit avec des sondes, soit par tout autre moyen praticable, et dans tous les lieux, sauf ceux qui touchaient aux habitations et aux clôtures murées, jusqu'à la distance de deux cents toises, ainsi que les champs et héritages ensemencés ou couverts de fruits. (Tit. II, art. 6.)

Telles étaient les dispositions principales de la loi du 28 juillet 1791 : nous avons fait ressortir plusieurs des vices de cette loi dans l'exposé précédent ; disons encore à ce sujet que la loi de 1791, faite dans un esprit de méfiance contre le pouvoir exécutif, n'avait pas suffisamment armé l'Administration, pour réprimer les abus commis dans l'exploitation des mines, et qu'elle avait eu le tort de ne rien spécifier au sujet de l'exploitation des carrières et des tourbières.

Tous ces vices de la loi de 1791 ne tardèrent pas à porter leurs fruits, et le gouvernement dut bientôt prendre des mesures pour pallier les fâcheux effets de cette loi, et modifier même quelques-unes de ses dispositions.

L'esprit d'administration manquait essentiellement à la loi de 1791.

Nous terminerons à ce sujet, en citant le jugement porté par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dans le remarquable exposé des motifs relatif à la loi du 21 avril 1810 :

« Ainsi, cette loi de 1791, dans les premières années de sa publi-

» cation, avait été presque inexécutée, et les mines étaient dans
 » toute la France, sans surveillance, sans activité pour ainsi dire,
 » sans produits, lorsque le Comité de Salut public, forcé, pour se
 » défendre, de rassembler tous les moyens, toutes les ressources,
 » de réunir tous les efforts, tous les talents, créa, en l'an II, une
 » Administration des Mines. »

Loi du 10 juin
1793.

Avant de mentionner les mesures prises par le Comité de Salut public, rappelons la loi du 10 juin 1793, qui mettait en réserve (art. 9, section I^{re}) ceux des biens communaux dans lesquels se trouvent des mines, minières, carrières et autres gîtes de production minérale dont la valeur excède celle du sol.

Arrêté du Comité
de salut public du
13 messidor an II.

Le 13 messidor an II, le Comité de Salut public décréta qu'il y aurait, sous l'autorité de la Commission des armes et poudres, une *Agence des Mines*, composée de trois membres, qui seraient nommés par le Comité de Salut public. Cet arrêté portait (art. 7) que l'Agence publierait un *Journal des Mines* d'après les programmes qui auraient été approuvés par le Comité de Salut public, et c'est ainsi que fut fondée cette publication (1).

Arrêté du 18
messidor an II.

Le 18 messidor an II, le Comité de Salut public, voulant étendre et constituer régulièrement l'action gouvernementale sur les mines, à laquelle la loi de 1791 avait fait trop peu de place, institua, sous l'autorité de l'Agence des Mines, huit inspecteurs, douze ingénieurs et quarante élèves (2).

Les inspecteurs, ingénieurs et élèves devaient voyager huit mois de l'année et visiter toutes les mines de la République, dont le territoire fut divisé en huit arrondissements.

Les inspecteurs et ingénieurs séjournaient quatre mois de l'année à Paris, et, pendant ce temps, ils devaient se réunir deux fois par décade pour former une *conférence sur les mines*, correspondant avec l'Agence :

(1) *Journal des Mines*, n° 1^{er}, vendémiaire de l'an III, p. 101.

(2) *Journal des Mines*, n° 1^{er}, vendémiaire de l'an III, p. 103.

pendant leur période de séjour à Paris, les inspecteurs devaient y faire quatre cours publics de minéralogie, exploitation des mines, docimasie et métallurgie.

Pendant les quatre mois d'hiver, les élèves des mines étaient envoyés par l'Agence des Mines à une de celles les mieux exploitées de la République pour y prendre des leçons de pratique. (Art. 18.)

D'après cet arrêté, les occupations principales des inspecteurs et ingénieurs étaient :

De visiter les mines exploitées et les usines en activité ;

De donner des conseils et des avis aux directeurs de ces établissements ;

De prendre des mesures pour la sûreté des travaux et des ouvriers ;

De tracer sur des cartes les découvertes qu'ils feraient dans leurs voyages ;

De faire des collections minéralogiques pour l'Agence des Mines ;

De lever les plans des travaux déjà faits dans les mines, etc. (Art. 10 et 11, etc.)

Les inspecteurs et ingénieurs, lorsqu'ils avaient fait des découvertes de mines, devaient inviter les propriétaires du sol à les exploiter, ou, à leur défaut, les habitants les plus à proximité. (Art. 12.)

Dès le 24 messidor an 11, un arrêté du Comité de Salut public mit à la disposition de l'Agence des Mines la maison Mouchy, située rue de l'Université, pour y établir les salles de conférence des inspecteurs et ingénieurs des mines et les salles destinées aux cours publics (1).

Arrêté du 24
messidor an 11.

Le 12 fructidor an 11, un arrêté du Comité de Salut public mettait en réquisition et à la disposition de l'Agence des Mines les inspecteurs et ingénieurs des mines (2).

Arrêté du 12
fructidor an 11.

(1) *Journal des Mines*, n° 1^{er}, p. 111.

(2) *Journal des Mines*, n° 1^{er}, p. 112.

Arrêté du 16
fructidor an II.

Le 16 fructidor an II, un arrêté du Comité décida qu'il serait ouvert un concours à Paris, du 20 au 30 fructidor, pour le choix des élèves des mines : les examens devaient être faits par les inspecteurs et ingénieurs des mines, à Paris, en présence d'un membre de l'Agence des Mines (1).

Arrêté du 2
frimaire an III.

Tous ces arrêtés du Comité de Salut public témoignent de l'importance qu'il ajoutait à l'exploitation des mines : disons encore que, par arrêté du 2 frimaire an III (2), ce Comité décida que l'Agence des Mines prendrait les mesures nécessaires pour doubler, s'il était possible, le produit de l'exploitation des mines de plomb de la République ; mais toutes ces mesures échouaient en présence de la position fâcheuse faite à l'industrie minière par la législation de 1791.

Loi du 30 vendé-
miaire an IV.

La loi du 30 vendémiaire an IV, concernant les écoles des services publics, vint modifier le recrutement des élèves des mines ; elle décida qu'à l'avenir les élèves des mines seraient pris parmi des candidats sortis de l'École polytechnique.

Cette loi portait qu'il serait établi une école pratique pour l'exploitation et le traitement des substances minérales, et que le nombre des élèves des mines serait réduit à vingt, dont dix au moins seraient attachés à l'École pratique (3).

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 30 vendémiaire an IV, l'Agence des Mines prit le nom de *Conseil des Mines* et fut placée sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

Le Conseil des Mines devait donner au ministre des avis motivés sur tout ce qui avait trait aux mines de la République.

Conférence des
mines du 2 frimaire
an VI.

Au commencement de l'an VI, le gouvernement, qui venait de s'emparer de mines importantes dans les pays

(1) *Journal des Mines*, n° 1er, p. 114.

(2) *Journal des Mines*, n° 5, p. 90.

(3) *Journal des Mines*, n° 14, p. 39.

conquis, eut l'idée de faire exploiter à son compte quelques-unes de ces mines et d'établir des usines dans le voisinage, comme cela se pratique en Prusse, en Bohême, au Hartz et en Saxe : le 2 frimaire an vi, les Commissaires de l'Agence des Mines, Lefebvre, Sylvestre, et Alex. Brogniart émirent en ce sens un long avis motivé, mais ce système d'exploitation de mines et usines par l'État ne put pas prendre racines en France (1).

Sous l'empire de la loi de 1791, les anciennes concessions avaient été divisées, des puits de mines avaient été ouverts en grand nombre, et toutes ces exploitations ainsi morcelées étaient cédées, vendues ou affermées à des exploitants incapables.

Pour obvier à cet inconvénient, un arrêté du Directoire exécutif, du 3 nivôse an vi, prescrivit qu'aucuns transports, cessions, ventes ou autres actes translatifs des droits accordés par les concessions de mines et salines et permissions d'usines n'auraient lieu qu'à la charge, par les ayant-droit, de justifier, devant l'Administration, de leurs facultés et moyens, pour assurer l'exploitation, et d'obtenir l'approbation du gouvernement conformément à la déclaration du 24 décembre 1762, qui n'était pas révoquée (2).

Un délai de six mois était accordé aux concessionnaires, héritiers, donataires et légataires, pour se mettre en règle à cet égard, sous peine de voir leurs exploitations interdites par les commissaires du Directoire exécutif.

Au mois de germinal an ix, le ministre de l'intérieur adressa à tous les préfets des départements une circulaire détaillée sur l'exploitation des tourbières (3).

La loi de 1791 avait accordé un délai de six mois aux propriétaires du sol, pour s'expliquer s'ils entendaient

Arrêté du Directoire exécutif du 3 nivôse an vi.

Circulaire de germinal an ix.

Loi du 13 pluviôse an ix.

(1) *Journal des Mines*, n° 53, p. 725.

(2) *Bulletin des Lois*, 2^e série, 5^e partie, n° 175, et *Journal des Mines*, n° 48, p. 901.

(3) Blavier, t. III, p. 90.

ou non procéder à l'exploitation des mines aux mêmes clauses et conditions imposées aux concessionnaires : afin de simplifier l'instruction des demandes en concession, et d'aider ainsi au développement de l'industrie minière si fort entravée par la loi de 1791, une loi du 13 pluviôse an ix réduisit de six mois à deux mois le délai accordé aux propriétaires du sol.

Cette dernière loi prescrivait trois publications et affiches à faire devant la maison commune, un jour de décadi, et à répéter de décade en décade, dans le cours du mois qui suivrait immédiatement la demande (1).

*Instruction du 10
messidor an ix.*

Enfin, le ministre de l'intérieur Chaptal publia, le 18 messidor an ix, une instruction remarquable formant un commentaire étendu de la loi de 1791, et dans laquelle il s'efforçait d'atténuer autant que possible les défauts de cette loi (2).

Cette instruction définit ce qu'on devait entendre par les *découvertes*, susceptibles de donner à l'inventeur le droit de préférence stipulé dans la loi de 1791, en circonscrivant ces découvertes à celles qui font connaître non-seulement l'existence de la substance minière, mais aussi la disposition des amas, couches ou filons, de manière à démontrer l'utilité de leur exploitation (§ 5).

L'instruction attribua formellement au ministre la faculté de délivrer des permissions provisoires de recherches, quoique la législation se tût à cet égard, mais en raison de ce que l'usage avait accrédité ce genre d'autorisations dont l'utilité était confirmée par l'expérience. Ces permissions n'étaient valables que pour un an, et ne s'appliquaient qu'aux terrains dont les propriétaires avaient traité de gré à gré avec les concessionnaires (§ 12).

(1) *Bulletin des Lois*, 3^e série, t. II, n° 515, et *Journal des Mines*, n° 55, p. 555.

(2) *Journal des Mines*, n° 59, p. 815.

L'article 1^{er} de la loi de 1791 laissait aux propriétaires du sol la faculté de fouiller et exploiter les mines existant dans leurs fonds jusqu'à cent pieds de profondeur : on sait quel fâcheux gaspillage, s'en suivit ; c'est pour arrêter cet abus, que l'instruction de l'an ix déclara que ces exploitations superficielles ne pouvaient pas être opérées par les propriétaires sans une autorisation formelle du gouvernement (§ 1^{er}).

L'instruction ministérielle motivait cette mesure en s'appuyant sur ce que la loi de 1791 avait mis les mines à la disposition de la nation ; mais on ne saurait disconvenir que c'était là une interprétation forcée de l'art. 1^{er} de la loi, bien qu'elle fût faite dans le véritable intérêt du bon aménagement des gites minéraux.

L'instruction de l'an ix apporta encore une modification majeure à l'exécution de la loi de 1791, en ce qui touche la juridiction des mines : elle réserva pour le pouvoir administratif le droit de connaître de toutes contestations relatives à l'existence des concessions ou permissions, au maintien du droit des concessionnaires ou permissionnaires, à raison du titre conféré à eux par le gouvernement et aux difficultés pouvant naître entre les exploitants, relativement aux limites de leurs travaux, à leur mode d'exploitation, et aux dommages réciproques qu'ils seraient respectivement dans le cas d'éprouver.

Toutes les discussions relatives aux indemnités qui peuvent être dues par les exploitants aux propriétaires de la surface ou à d'autres, les demandes formées contre eux ou leurs agents pour voies de fait ou dommages, furent déclarées être du ressort des tribunaux (§ 20).

Tous ces arrêts et instructions se rapportant à l'exécution de la loi de 1791, et destinés à en atténuer les défauts, n'étaient qu'un palliatif insuffisant et soulevaient des difficultés dans la pratique, au point de vue de l'interprétation plus ou moins forcée donnée à cette loi, principalement par l'instruction du 18 messidor an ix ; une nouvelle législation des mines était donc nécessaire

Insuffisance de la loi de 1791.

en présence de l'activité toujours croissante de l'industrie générale, du dépérissement de nos mines et de la nécessité d'employer toutes les ressources de la France dans sa lutte contre l'Europe : la loi de 1791 devait être abrogée de l'avis de tous les administrateurs et hommes pratiques : il y avait donc une lacune à combler, et c'est ce que vint faire la loi du 21 avril 1810.

Arrêté des Consuls du 23 pluviôse an x.

En attendant, et en l'absence d'une loi organique, le gouvernement faisait tous ses efforts pour développer et améliorer l'industrie minière : ainsi, le 23 pluviôse an x, un arrêté des Consuls créa deux écoles pratiques, l'une à Geislautern, département de la Sarre, concernant les mines de houille et fer, l'autre à Pesey, département du Mont-Blanc, pour les mines de plomb, cuivre, argent et les sources salées (1).

Cet arrêté du 23 pluviôse venait, après six années, satisfaire à la loi du 30 vendémiaire an iv, qui portait création d'une École pratique des mines : on avait d'abord songé à placer l'École pratique près de Sainte-Marie-aux-Mines, dont les exploitations étaient en pleine activité au commencement de la révolution ; puis on fixa l'emplacement de l'École à Giromagny, mais, faute de fonds, rien n'avait encore été fait.

L'arrêté du 23 pluviôse an x portait organisation de l'École pratique de Pesey, qui a subsisté jusqu'à l'invasion de la Savoie par les Autrichiens, en 1814.

Code civil

Avant la promulgation de la loi de 1810, la publication du Code civil, survenue en l'an xii, avait proclamé, dans les articles 552 et 598, deux principes remarquables qui ont fortement pesé sur la législation des mines, et lui ont servi de point de départ.

« ART. 552. — La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. — Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre des servitudes ou services fonciers. — Il peut faire

(1) *Journal des Mines*, n. 77, p. 379.

» au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.

» ART. 598. — Il (l'usufruitier) jouit aussi de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; et, néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans aucune concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission du roi. — Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est pas encore commencée, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit. »

Le Code civil a admis, comme on voit, des *exceptions* importantes et capitales aux droits conférés aux propriétaires du sol sur la propriété du dessous; il a reconnu (art. 598) la nécessité d'une *concession* pour certaines exploitations minérales. Ce serait donc fausser l'esprit du Code civil que faire une citation incomplète de l'art. 552, et dire que les mines appartiennent aux propriétaires du sol, parce que *la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous*.

Il n'est pas rare pourtant d'entendre des personnes éclairées énoncer cette assertion inexacte.

Alors que le Code civil n'était encore qu'à l'état de projet, un membre du Conseil des Mines, l'inspecteur Lefebvre, s'éleva à l'avance contre l'interprétation incomplète qu'on pourrait donner de l'art. 552, interprétation désastreuse pour l'industrie minérale. On peut lire dans le *Journal des Mines* (1) les considérations techniques qui furent développées, à cet égard, par l'inspecteur Lefebvre, et qui démontrent péremptoirement que la nature des gîtes minéraux et les méthodes d'exploitation de ces gîtes s'opposent à ce que les mines soient exploitées comme des accessoires de la propriété du sol.

(1) *Fructidor an ix*, n° 60, p. 887.

« La très-grande majorité des peuples civilisés, dit l'inspecteur Lefebvre, a adopté pour l'exploitation des substances minérales, ou des mesures législatives qui mettent les mines sous la main du souverain, ou des mesures administratives qui obligent les propriétaires des terrains superficiels de soumettre leurs droits, comme propriétaires, au mode le plus avantageux.

» On voit donc que les uns et les autres, après avoir considérablement divergé dans leur route, ont été ramenés au même point.

» Quelle est la cause puissante qui a fait coïncider des volontés si opposées?... Cette cause, indépendante des hommes, puisqu'ils n'ont pu la maîtriser, c'est sans doute dans la nature des choses qu'il faut la chercher (1). »

L'inspecteur Lefebvre concluait donc, dans cette notice, en déclarant qu'il fût reconnu, en principe, que les mines ne peuvent être considérées que comme des *propriétés publiques*.

Préparation de
la loi du 21 avril
1810.

Cependant l'édifice de législation des mines élevé en 1791 croulait de toutes parts; l'industrie minérale, frappée dans son germe, dépérissait de jour en jour, et le gouvernement reconnut, dès 1806, la nécessité impérieuse de proposer une nouvelle loi sur les mines.

Dans la séance du Conseil d'État du 1^{er} février 1806, tenue aux Tuileries, sous la présidence de Napoléon, le comte Fourcroy présenta un projet de loi sur les mines au nom de la section de l'intérieur.

Ce premier projet reposait sur ce principe que les mines sont à la disposition de la nation chez tous les peuples de l'Europe : il fut imprimé par ordre de l'archichancelier, et le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely en donna lecture dans la séance du 22 mars 1806.

Dès cette séance, l'empereur prit une part active à la discussion du projet; c'est lui, on peut dire, qui a su imprimer à la loi toute la vigueur de sa dialectique et la hauteur de ses vues.

Napoléon dit dans cette séance :

« Que quoique les mines soient, comme les autres biens, susceptibles de tous les droits que donne la propriété, ce ne sont

(1) *Journal des Mines*, n° 50, p. 890.

» cependant pas des propriétés de la même nature que la surface
 » du sol et les produits qui en naissent.

» Ces sortes de propriétés doivent être régies par des lois particulières, et ceux-là seuls peuvent s'en prétendre propriétaires à qui la loi défère cette qualité. Mais au-delà, la propriété des mines doit rentrer entièrement dans le droit commun.... A l'égard des concessionnaires actuels, pour les placer dans le système général, on ne peut se dispenser de les déclarer propriétaires incommutables. Le gouvernement concèdera au même titre les mines qui ne le sont pas encore, à la charge de les administrer en bon père de famille (1). »

A la fin de cette séance du 22 mars 1806, Napoléon renvoya le projet à la section de l'intérieur, pour le revoir et présenter une rédaction nouvelle conforme aux principes qu'il venait de poser, mais les grandes guerres de cette époque, terminées d'une manière si glorieuse par le chef du gouvernement, firent ajourner la discussion jusqu'au 21 octobre 1808.

Dans cette séance, le comte Fourcroy présenta une seconde rédaction du projet de loi sur les mines, d'après les bases posées dans la séance du 22 mars 1806 : le système de ce projet, divisé en treize titres, reposait sur ce principe, *que la propriété des mines n'appartient à personne par la nature et par sa disposition, et que les mines doivent, pour le bien de tous, être soumises à des règles particulières dans la jouissance qui en est concédée par le gouvernement à ceux qui lui offrent la garantie la plus forte pour leur exploitation utile.*

Napoléon intervint encore dans cette séance, et fit renvoyer le projet à la section, pour le rédiger d'après de nouvelles bases.

« La découverte d'une mine, dit l'Empereur, crée une propriété nouvelle ; un acte du souverain devient donc nécessaire pour que celui qui a fait la découverte puisse en profiter, et cet acte en réglera aussi l'exploitation ; mais comme la propriété de la surface a des droits sur cette propriété nouvelle, l'acte doit aussi les

(1) Loaré, *Lois des 21 avril et 8 mars 1810*, p. 51.

» liquider. On lui donnera, à titre de redevance, une part dans les
» produits; cette part sera mesurée sur l'étendue de la surface dont
» il est propriétaire (1). »

Toute la loi de 1810 est, on peut dire, en germe dans cet aperçu remarquable; le problème législatif y est résolu de la manière la plus heureuse, en ce qui touche la propriété des mines : les droits des propriétaires du sol sont reconnus et liquidés par une redevance qui les consacre, et, en même temps, par cette séparation du sol, les mines deviennent une propriété particulière dont le gouvernement dispose librement dans l'intérêt de leur bonne exploitation, c'est-à-dire dans l'intérêt de tous.

Après cette séance du 21 octobre 1808, la discussion fut interrompue jusqu'au 4 avril 1809.

Depuis cette époque, la discussion fut continuée sans interruption au Conseil d'État, et elle occupa vingt-deux séances jusqu'au 24 février 1810.

On peut lire dans Locré le compte-rendu si intéressant de cette mémorable discussion au Conseil d'État. L'esprit consciencieux et élevé qui présida constamment au Conseil, dans la discussion de cette loi importante, nous a toujours pénétrés de respect et d'admiration pour les législateurs de cette époque, et si l'on songe, d'autre part, aux bienfaits immenses rendus à l'industrie minière par la loi de 1810, on est amené à reconnaître que cette dernière a été véritablement une des gloires de la législature française.

Napoléon suivit avec intérêt cette dernière période de la discussion de la loi qui occupa une année entière, et il prit plusieurs fois la parole au Conseil d'État; ainsi, dans la séance du 18 novembre 1809, il s'exprimait de la sorte sur la propriété des mines :

« On doit regarder les mines comme des choses qui ne sont pas
» encore nées, qui n'existent qu'au moment où elles sont purgées

(1) Locré, p. 45.

» de la propriété, de la surface, et qui, à ce moment même, deviennent des propriétés par l'effet de la concession..... Avant la concession, les mines ne sont pas des propriétés, mais des biens (1). »

Cette action personnelle du chef du gouvernement d'alors, dans la création de la loi de 1810, a été justement proclamée dans les termes suivants par un jurisconsulte célèbre :

« Les idées qui devaient servir de base à la loi, les garanties que la propriété réclamait ont été indiquées, analysées, motivées avec une sagacité merveilleuse, avec cette force d'esprit et de volonté qui caractérisait le chef du gouvernement de cette époque.

« Éloigné de la disension par une guerre qu'il termina d'une manière si glorieuse, il revint se livrer aux travaux de son Conseil, y apporta toute la vigueur de sa dialectique, toute la hantise de ses vues. C'est sur son opinion, et, pour ainsi dire, par ses ordres que la loi sur les mines a concilié le système des concessions avec les principes de la propriété, que la concession d'une mine a été considérée comme une propriété séparée, susceptible des modes de transmission ordinaires, etc. (2). »

Après quatorze rédactions successives, après les observations de la Commission d'administration intérieure, le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely présenta, le 13 avril 1810, le projet de loi au Corps législatif, en l'accompagnant d'un exposé des motifs qui est resté justement célèbre par la hauteur des vues qu'il renferme et le magnifique langage dont il est revêtu.

Le 21, le comte Girardin fit le rapport au Corps législatif au nom de la Commission d'administration intérieure. Le même jour, cette Assemblée décréta la loi à la majorité de deux cent trente-deux voix contre onze.

La promulgation eut lieu le 1^{er} mai 1810.

La loi du 21 avril 1810 range les substances minérales en trois classes : les mines, les minières et les carrières.

Exposé sommaire de la loi du 21 avril 1810.

(1) Loaré, p. 236.

(2) Dalloz, *Jurisprudence générale*, V^o MINES.

(Tit. I^{er}, art. 1, 2, 3, 4.) Dans cette nomenclature ne se trouvaient pas comprises les mines de sel gemme; mais la loi du 17 juin 1840 a consacré, pour cette substance, le régime des miues.

La loi de 1810 ne dit pas que les mines sont une dépendance de la propriété du sol; elle ne dit pas non plus qu'elles sont à la disposition de la nation, comme le faisait la loi de 1791; elle fait des mines une propriété particulière et distincte, qui ne peut être exploitée qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'État. (Art. 5 et 7.)

La loi consacre formellement un droit des propriétaires de la surface sur les produits des mines, ce qui est conforme à l'art. 552 du Code civil; mais au gouvernement est réservée l'attribution de régler librement ces droits dans l'acte de concession. (Art. 6 et 42.)

Le gouvernement est souverain pour juger des motifs d'après lesquels il doit accorder les concessions: aucun droit de préférence n'est réservé au propriétaire ni à l'inventeur. Néanmoins, les droits de l'inventeur sont reconnus et consacrés, et en cas que l'inventeur n'obtienne pas la concession d'une mine, il a droit à une indemnité de la part du concessionnaire, laquelle est réglée par le gouvernement dans l'acte de concession. (Art. 16.)

Le gouvernement a droit à un double tribut sur les mines, une redevance fixe de 10 francs par kilomètre carré et une redevance proportionnelle limitée au vingtième du produit net. (Art. 34, 35, 36.)

Le gouvernement se réserve, en ce qui concerne les mines, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol, la solidité des travaux et la sûreté des ouvriers; il se réserve tout moyen d'empêcher qu'une exploitation souterraine soit restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs. (Art. 47, 48, 49 et 50.)

Arrêtons-nous un moment dans cet exposé, et observons

•

que la loi du 21 avril 1810 confère au gouvernement les trois attributions suivantes :

1° De régler la destination de la propriété souterraine par les concessions qu'il distribue, d'après des motifs ou considérations de préférence dont il est juge;

2° De surveiller l'exploitation des mines dans ses rapports avec l'ordre public, les besoins des consommateurs, la conservation du sol et la sûreté des ouvriers mineurs;

3° De percevoir un tribut sur les produits des exploitations minérales.

Or, cette triple attribution, c'est le droit régalien tel qu'il est justement apprécié et défini par M. Migneron (1).

Il est donc vrai de dire qu'en fait, la loi de 1810 a consacré, pour le gouvernement, l'exercice *du droit régalien*, bien que cette loi ne contienne, à ce sujet, aucune déclaration de principe. La loi du 21 avril 1810 a satisfait, à cet égard, les espérances que formaient, pendant la discussion de cette loi, tous les hommes pratiques s'occupant des besoins de l'industrie minérale.

Mais ce qui est un mérite particulier à cette loi, c'est d'avoir atteint ce but indispensable au développement et au bon aménagement des mines, tout en consacrant les droits des propriétaires de la surface qui sont réglés par l'acte de concession : de cette manière, l'article 552 du Code civil a été respecté.

Lors de la discussion de la loi de 1810, l'opinion de la Commission du Corps législatif était que *la propriété des mines appartient à l'État*. C'est le comte Girardin qui le dit expressément dans son rapport, et la Commission pensait que le projet de loi eût contenu explicitement cette déclaration s'il eût précédé le Code civil; mais « le » déclarer positivement eût été blesser une de ses dispositions fondamentales, et attaquer la loi civile est

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. III, p. 655.

« toujours une chose fâcheuse. C'est ce que l'on a voulu
« éviter, et l'on a bien fait. » Telles sont les propres
paroles du rapporteur (1).

Pour ce qui est des inventeurs, la loi leur consacre
un droit formel qui est réglé par le gouvernement dans
l'acte de concession, s'ils ne se sont pas déclarés conces-
sionnaires : de cette manière, l'esprit de recherches est
encouragé, et le gouvernement conserve néanmoins la
libre disposition de la concession, ce qui est une
nécessité pour la bonne administration de la richesse
minérale.

L'acte de concession purge les droits des propriétaires
et des inventeurs, et il donne la propriété libre, la pro-
priété vierge de la mine au concessionnaire désigné, selon
l'expression de Regnaud de Saint-Jean-d'Angely.

Dès lors, l'État donne la propriété perpétuelle de la
mine, et la loi peut déclarer que celle-ci est immeuble,
qu'elle est disponible et transmissible comme les autres
biens, ce qui entraîne les capitaux vers l'exploitation des
mines, comme vers une propriété aussi sûre que l'agri-
culture. (Art. 7 et 8.)

La loi déclare, en même temps, que les actions d'une
société organisée pour l'exploitation des mines sont répu-
tées meubles, ce qui facilite encore le mouvement des
capitaux vers l'industrie minérale. (Art. 8.)

Telles sont les dispositions fondamentales de la loi du
21 avril 1810, dispositions qui en font les principaux
mérites et qui ont si puissamment aidé au prodigieux
développement de la richesse minérale de la France,
depuis sa promulgation.

Le droit de faire des recherches est réservé aux
propriétaires du sol, ou bien aux explorateurs autorisés
par le gouvernement, qui n'accorde cette autorisation,
qu'après avoir entendu le propriétaire, et en lui assurant
une indemnité préalable. (Art. 10.)

(1) Loaré, p. 304.

Cette disposition, comme les précédentes, concilie le respect légitime dû à la propriété avec le droit inhérent au gouvernement, d'encourager le développement de l'industrie minérale.

Tous les Français ou étrangers sont déclarés aptes à obtenir des concessions de mines. Des formalités d'affiches et publications communes à tous les demandeurs permettent aux intéressés de former des oppositions ou des demandes en concurrence, et les oppositions sont admises devant le ministre ou le Conseil d'État, jusqu'à l'émission du décret de concession. (Tit. III, section II, et tit. IV, section I^{re}.)

Ces formalités communes à tous sont destinées à empêcher toute obtention de concession par surprise, et elles empêchent le retour des abus qu'on a reprochés au pouvoir sous l'ancienne monarchie.

Les concessionnaires de mines sont autorisés à occuper les terrains nécessaires aux travaux d'exploitation, mais ils doivent indemnité au propriétaire, et cette indemnité est réglée au double de la valeur intrinsèque du terrain acquis. (Art. 44.)

Pour les anciennes concessions, les conventions antérieures qui pouvaient exister entre les titulaires et les propriétaires du sol, loin d'être abolies, ont été positivement maintenues. (Art. 51.)

La loi nouvelle évite d'astreindre les anciens concessionnaires aux dispositions des articles 6 et 42, ce qui eût été lui donner un effet rétroactif; elle est donc à la fois généreuse envers les concessionnaires et juste envers les propriétaires.

Les concessionnaires antérieurs à la loi nouvelle sont maintenus (art. 51), et les législateurs de 1810 ont ainsi évité la faute grave commise en 1791 de remettre en question les concessions anciennes, ce qui fut dû à une invasion déplorable de l'esprit politique dans une loi administrative.

Les ingénieurs des mines exercent, sous les ordres des

préfets, la surveillance administrative sur les mines. (Tit. v, art. 47, 48, 49 et 50.)

Les minières sont considérées comme des dépendances, des productions du sol, et comme ce sol paie déjà la contribution foncière, elles ne sont pas soumises à des redevances. Néanmoins, le propriétaire ne peut exploiter une mine sans une permission qu'il devra demander au préfet du département : le préfet donne acte de cette déclaration, ce qui vaut permission pour le propriétaire. (Art. 59.)

Les produits des minières étant indispensables à la marche des fourneaux et forges, il fallait prévoir le cas où le propriétaire n'exploiterait pas, afin que le maître de forges pût être autorisé à exploiter à sa place : c'est ce qui est fait dans les articles 60, 61, 62, 63, 66, où le double intérêt de la propriété du sol et de l'industrie métallurgique est également ménagé.

En cas de concurrence entre les maîtres de forges, le préfet règle, sur l'avis de l'ingénieur des mines, la répartition des minerais entre les concurrents. (Art. 64.)

La section iv du titre vii traite de l'établissement des forges, fourneaux et usines; elle consacre le droit de permission du gouvernement et en règle l'exercice. (Art. 73 à 80.)

Le titre viii s'occupe des carrières et tourbières qui sont soumises à certaines règles d'exploitation, sans que la loi enlève au propriétaire du sol le droit qu'il a de disposer de toutes les substances comprises dans cette division : pour les carrières à ciel ouvert, l'exploitation a lieu sans permission, et sous la simple surveillance de la police (art. 81); mais les règlements généraux ou locaux sont maintenus par la loi, et, par suite, l'arrêt du 5 avril 1772, bien qu'il ne soit pas mentionné d'une manière spéciale.

Les tourbières ne peuvent être exploitées par les propriétaires, sans autorisation. (Art. 84.) Un règlement d'administration, destiné à garantir la salubrité publique et l'assèchement des terrains, doit déterminer le sys-

tème d'exploitation des tourbières dans chaque localité.
(Art. 85.)

Le titre ix, qui traite des expertises, se conforme aux dispositions du Code de procédure civile.

Le titre x est relatif à la police et à la juridiction en matière de mines; en cas de contravention aux lois et règlements sur les mines, des procès-verbaux seront adressés, en originaux, aux procureurs du gouvernement, qui devront poursuivre d'office les contrevenants.
(Art. 93, 94 et 95.)

Telles sont les dispositions générales de la loi du 21 avril 1810.

Le 3 août 1810, il parut une instruction explicative du ministre de l'intérieur, Montalivet, pour l'application de la loi des mines (1).

Instruction du 3
août 1810.

Le 18 novembre 1810, un décret constitutif du Corps des ingénieurs des mines régla sa composition et les attributions diverses de ses membres (2).

Décret du 18 no-
vembre 1810.

Le 6 mai 1811, un décret impérial intervint pour régler, en pratique, la perception des redevances fixes et proportionnelles sur les mines (3).

Décret du 6 mai
1811.

Le 3 janvier 1813, un autre décret régla, avec détail, tout ce qui concerne la police des mines et les mesures à prendre en cas d'accidents (4).

Décret du 3 jan-
vier 1813.

Dans le cours de la discussion de la loi du 21 avril 1810, un chapitre particulier avait été consacré à la déchéance des concessionnaires en cas d'abandon; mais, dit Locré,

« Napoléon emporté par l'analyse et voulant que l'assimilation
» entre la propriété des mines et celle des autres biens fut parfaite,
» repoussa les observations qui lui furent présentées pour ne pas

(1) *Journal des Mines*, t. XXVIII, n° 161, p. 121.

(2) *Journal des Mines*, t. XXVIII, n° 165, p. 197, et *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XIII, n° 510, p. 729.

(3) *Journal des Mines*, t. XXIX, n° 175, p. 461, et *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XIV, n° 569, p. 457.

(4) *Bulletin des Lois*, n° 467, p. 58, et *Journal des Mines*, t. XXXIII, p. 187.

» souffrir que le droit d'abuser, qui appartient au propriétaire, allât
» relativement aux mines, jusqu'à permettre de tarir ces sources de
» la richesse nationale, et en conséquence il fit retrancher le titre
» de la vacance et de l'abandon des mines (1). »

On laissa subsister seulement dans la loi de 1810, l'art. 49, qui consacre, d'une manière générale, le droit du gouvernement, *de statuer ainsi qu'il appartiendra*, dans les cas où l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs.

Cependant les législateurs ne tardèrent pas à reconnaître que le gouvernement devait être armé de manière à pouvoir empêcher efficacement le dépérissement de la richesse minérale par le fait de l'inertie d'un concessionnaire : dès le 22 juin 1812, la section de l'intérieur, saisie d'un rapport du ministre présenta au Conseil d'État un projet de décret relatif à l'abandon des mines par déclaration expresse ou par cessation des travaux. Aux termes de ce projet, le concessionnaire d'une mine inexploitée depuis un an était mis en demeure, par le ministre de l'intérieur, de reprendre les travaux dans un délai de six mois, et, en cas d'inexécution, la mine devait être vendue en justice (2). (Art. 9, 10 et 41 du projet.)

Des observations, sur ce projet, furent faites par le comte Corvetto; puis les événements militaires et politiques firent tout oublier pendant quelque temps; enfin, le 23 novembre 1813, la section de l'intérieur présenta une nouvelle rédaction, qui fut convertie en projet de loi, et qui maintenait le droit de déchéance vis-à-vis des concessionnaires de mines inexploitées. Ce projet de loi devait être présenté au Corps législatif. « Mais bientôt, » dit Loaré, « on ne put plus songer qu'à la défense du » territoire, et la chute de Napoléon, qui suivit de près, » a tout arrêté (3). »

(1) Loaré, p. 518.

(2) Loaré, p. 550.

(3) Loaré, p. 550.

Les choses en sont restées là jusqu'au 27 avril 1838, où une loi a été rendue au sujet de l'assèchement des mines (1). Les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de cette loi permettent au gouvernement d'obliger les concessionnaires de mines menacées d'inondation à exécuter, en commun et à leurs frais, les travaux nécessaires pour combattre les eaux; l'art. 6 arme le gouvernement du droit de déchéance contre les concessionnaires récalcitrants; mais ce n'est pas tout : l'article 10 de la même loi consacre formellement, pour le gouvernement, et dans les formes prescrites par l'art. 6, le droit de déchéance vis-à-vis des concessionnaires de mines dont l'exploitation est restreinte ou suspendue sans causes légitimes, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs.

Loi du 27 avril
1838.

Ainsi la loi du 27 avril 1838 est venue combler la lacune laissée par la loi de 1810 au sujet des mines inexploitées, et qui avait été entrevue, dès 1812, par le Conseil d'État impérial.

La loi du 17 juin 1840, relative aux mines de sel gemme et aux sources d'eaux salées, a plus tard corrigé l'oubli commis dans la loi de 1810 au sujet du sel (2).

Loi du 17 juin
1840.

Une ordonnance du 23 mai 1841 venant compléter la loi du 27 avril 1838, a précisé les formalités à suivre, dans l'enquête ordonnée par cette loi, pour les mines inondées ou menacées d'inondation (3).

Ordonnance du
23 mai 1841.

Plus tard, une ordonnance du 18 avril 1842 a exigé que tout concessionnaire de mine fût tenu d'élire un domicile administratif, qu'il ferait connaître au préfet du département où la mine est située (4).

Ordonnance du
18 avril 1842.

Au 26 mars 1843, une ordonnance royale a réglementé les mesures à prendre lorsque l'exploitation des mines

Ordonnance du
26 mars 1843.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 537.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVII, p. 691.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 757.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 812.

compromet la sûreté publique ou celle des ouvriers, et elle a prévu le cas où l'Administration pourrait exécuter d'office et aux frais des concessionnaires les travaux commandés par les circonstances (1).

Décret du 25 décembre 1851.

Enfin, le 24 décembre 1851, un décret a paru, portant organisation du Corps des mines; mais ce décret, contenant exclusivement des dispositions de personnel, ne change rien aux fonctions des ingénieurs telles qu'elles sont définies dans le décret antérieur du 18 novembre 1810 (2).

Tels sont les décrets, lois et règlements qui sont venus après la loi du 21 avril 1810, et qui forment avec celle-ci, à la base, l'édifice de notre législation minérale.

On a pu voir, par le précédent exposé, combien la législation des mines, inaugurée en 1810, est préférable en tous points aux législations antérieures, préférable pour les propriétaires du sol dont elle consacre le droit, pour les explorateurs qu'elle encourage, pour les concessionnaires à qui elle garantit la propriété de leurs mines.

Avant de traiter, en détail, les questions de jurisprudence pratique qui se rapportent à cette législation, disons aussi que l'essor incroyable qu'a pris en France l'exploitation des mines, depuis 1810, est dû en grande partie aux bons effets de la loi des mines dont le Conseil d'État de l'Empire a doté la France.

Ce développement prodigieux de l'industrie minérale et métallurgique, en France, depuis 1810, n'est inconnu de personne : qu'il nous soit permis seulement de citer un fait précis et relatif au département du Gard, où nous remplissons, depuis quatre ans, les fonctions d'ingénieur des mines.

En 1811, le département du Gard comprenait onze mines concédées et douze non concédées; en 1852, il

(1) *Annales des Mines*, 8^e série, t. III, p. 900.

(2) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. XX, p. 726.

possède soixante-douze mines concédées, dont trente-huit sont en exploitation régulière et permanente.

En 1811, ce département ne contenait, en fait d'usine à fer, qu'une seule forge catalane à Peyregrosse : il renferme aujourd'hui onze hauts fourneaux, dont six à Alais accompagnés d'une forge à l'anglaise avec tous ses accessoires, quatre à Bessèges avec une forge importante, et un à Ganières.

Le département du Gard produisit, en 1811, 16,334 tonnes de houille; il en a produit, en 1851, 305,400 tonnes, et, en 1847, alors que l'industrie des fers était en prospérité, la production en houille du département a été de 454,357 tonnes.

En 1811, le département du Gard produisit 75 tonnes de fer; en 1851, la production a été de 13,267 tonnes de fonte et de 11,110 tonnes de fer forgé, et en 1847, avant la crise métallurgique, la production était de 25,766 tonnes de fonte et 17,553 tonnes de fer forgé.

Ces chiffres ont leur éloquence: il n'y a rien à y ajouter. Disons seulement, en rendant compte du développement gigantesque de l'industrie des mines et usines depuis 1810, qu'une bonne part de cette prospérité est due aux législateurs qui ont élaboré la loi protectrice de notre industrie minérale.

CHAPITRE II.

RECHERCHES DE MINES.

Importance administrative des recherches de mines.
— Elles doivent précéder les demandes en concessions.

Comme moyens de découverte des gîtes minéraux, comme préliminaires de toute exploitation sérieuse, les recherches de mines ont une importance immense; mais ce n'est pas au point de vue de l'art des mines que nous avons à envisager les travaux de recherches.

Au point de vue administratif, les recherches de mines sont la préface obligée de toute demande en concession: c'est ce qui est spécifié explicitement par la loi du 21 avril 1810, qui classe dans la section 1^{re} du titre III les recherches pour la découverte des mines, parmi *les actes qui précèdent la demande en concession de mines*.

Ce principe a été développé par la circulaire ministérielle du 31 octobre 1837, et aujourd'hui il est de règle administrative que lorsqu'une demande en concession de mines est formée, l'autorité ne la soumet aux publications et affiches, qu'après que des travaux de recherches ont permis de constater l'existence certaine de la mine.

C'est donc à tort qu'on croirait qu'il suffit de lancer au hasard une demande en concession, pour qu'elle soit affichée dans le délai de dix jours, comme il est dit à l'article 22 de la loi du 21 avril 1810.

Voici comment s'exprime à cet égard la circulaire sus-mentionnée (1).

« L'article 22 porte, il est vrai, que la demande en concession » sera publiée et affichée dans les dix jours de sa réception à la

(1) *Annales des Mines*, 5^{me} série, t. XII, p. 699.

» préfecture ; mais l'article 25 ajoute que les affiches seront apposées
» dans le chef-lieu de l'arrondissement où la mine est située, ce qui
» indique clairement qu'il faut que l'on ait d'abord constaté l'exis-
» tence de la mine.

» Le but des publications et affiches est d'appeler les propriétaires
» du sol, et, en général, les tiers qui peuvent y avoir intérêt, à
» faire valoir les observations ou réclamations qu'ils auraient à pro-
» duire : ce serait induire le public en erreur, que de lui donner à
» penser qu'un gîte est reconnu lorsqu'il ne l'est pas encore.

» Toutes les formalités que la loi du 21 avril 1810 et le décret du
» 18 novembre suivant ont prescrites, montrent que la première
» condition à remplir est de justifier qu'une mine existe. »

On comprend les motifs sérieux qui inspirent l'Administration, lorsqu'elle exige que l'existence d'une mine soit constatée par des recherches préliminaires avant la formalité des affiches : les publications et affiches appliquées à la demande en concession d'une mine d'existence incertaine pourraient avoir de graves inconvénients dans la pratique. Beaucoup de gens attachent mal à propos une importance trop grande à l'affiche des demandes de ce genre ; ils les regardent à tort comme un gage positif consacrant des droits certains à l'obtention de la concession, et ils pourraient être abusés à cet égard par le demandeur en concession, lui remettre inconsidérément des fonds ou contracter avec lui des engagements onéreux. C'est ce que l'Administration a eu en vue d'éviter dans la circulaire du 31 octobre 1837.

Antérieurement à cette circulaire, l'Administration avait fait l'application des mêmes principes, qui découlent de la loi de 1810 ; ainsi, le 10 novembre 1835, M. le ministre de l'intérieur avait décidé qu'il n'y avait pas lieu de publier et afficher une demande qui avait été présentée par MM. Boca pour obtenir, dans l'arrondissement d'Arras, la concession de mines de houille qui n'étaient pas encore découvertes (1).

Après les recherches préliminaires qui démontrent

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 592.

l'existence d'une mine et donnent droit aux affiches, le demandeur en concession doit exécuter d'autres travaux plus étendus, afin de démontrer que le gîte est *susceptible, par sa consistance, d'être concédé*. Ce principe, qui dérive de la nature des choses et de la loi de 1810, a été explicitement écrit dans la circulaire ministérielle, déjà citée, du 31 octobre 1837.

L'Administration maintenait et appliquait le même principe avant cette circulaire.

Différentes décisions ont été prises pour mettre à néant des demandes en concession, par suite du mauvais résultat et de l'insuffisance des travaux de recherches : ainsi, le 2 février 1834, une décision du ministre du commerce et des travaux publics a déclaré que, par suite du mauvais résultat et de l'insuffisance des recherches de houille exécutées par le baron de Bez dans les communes d'Arre et d'Arrigas (Gard), la demande en concession dudit baron de Bez était considérée comme non avenue (1).

Pour achever de démontrer l'importance administrative des recherches de mines, disons que, dans l'examen des titres des demandeurs en concession, le gouvernement tient très-grand compte des travaux de recherches exécutés par les concurrents, et que l'inventeur qui n'obtient pas la concession, reçoit une indemnité pour prix de sa découverte, réglée par l'acte de concession ; bien plus, les explorateurs venus après l'inventeur reçoivent une indemnité pour les travaux utiles à l'exploitation opérés avant la concession, et qui est réglée par le Conseil de préfecture.

D'après cela, il résulte que tout ce qui touche à la jurisprudence des mines, en fait de travaux de recherches, doit intéresser au plus haut point les personnes qui forment auprès du gouvernement des demandes en concession de mines.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. V, p. 680.

Les recherches de mines se divisent naturellement en deux catégories, suivant qu'elles s'exécutent sur des terrains non concédés, ou bien sur des terrains concédés et pour des matières étrangères à la concession. Nous nous occuperons d'abord des recherches de mines exécutées sur des terrains non concédés.

Recherches de mines exécutées sur des terrains non concédés.

La première question qui se présente à résoudre est celle-ci : A qui appartient le droit de faire des recherches de mines ?

Droit de faire des recherches.

La réponse à cette question se trouve dans l'article 10 de la loi du 21 avril 1810, ainsi conçu :

« Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, » enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient » pas, que du consentement du propriétaire de la surface, ou avec » l'autorisation du gouvernement, donnée après avoir consulté l'Ad- » ministration des mines, à la charge d'une préalable indemnité » envers le propriétaire, et après qu'il aura été entendu. »

De là, deux sortes de recherches de mines : celles exécutées par le propriétaire du sol ou avec son consentement et celles exécutées avec l'autorisation du gouvernement, nonobstant le refus du propriétaire. Occupons-nous d'abord des premières, qui sont les plus fréquentes dans la pratique.

Le propriétaire du sol peut exécuter des recherches minérales dans son fonds sans aucune formalité administrative; cependant, comme le propriétaire ne peut pas établir une exploitation dans son terrain avant d'avoir obtenu une concession, ainsi qu'il est dit formellement à l'article 12 de la loi de 1810, il appartiendra à l'Administration d'exercer une surveillance sur les recherches exécutées par les propriétaires, afin d'empêcher que le travail de recherches ne dégénère pas en exploitation proprement dite avant la concession.

Recherches exécutées par le propriétaire du sol, ou avec son consentement.

En quo existe la surveillance administrative à exercer sur les recherches exécutées par le propriétaire.

Les travaux de recherches peuvent donner lieu à des produits minéraux utiles sans qu'ils puissent être considérés encore comme des exploitations proprement dites: ainsi, une galerie de recherches, qui a traversé d'abord des roches stériles, vient-elle à rencontrer un gîte minéral,

on n'arrête pas tout-à-coup le travail; bien au contraire, on continue à foncer la galerie dans le gîte, pour reconnaître sa puissance, sa direction, son inclinaison et les diverses circonstances de son allure destinées à éclairer sur la question dominante, qui est celle-ci : Le gîte est-il utilement exploitable? Ces derniers travaux de recherches exécutés dans l'épaisseur du gîte sont fort importants, et l'Administration, loin de les interdire, les encourage au contraire, parce que, dans un grand nombre de cas, ils sont indispensables pour trancher la question d'opportunité de la concession future.

Mais sous prétexte de faire des recherches dans le gîte, si l'on mène des galeries très-larges et d'une grande hauteur, si l'on découpe le massif en piliers, si l'on enlève même ces piliers, alors ce ne sont plus des recherches, mais bien une exploitation, et il sera facile à l'ingénieur des mines de distinguer dans la pratique ce qui est bien réellement recherche de ce qui est exploitation, pour faire suspendre tout travail d'exploitation avant la concession.

Voilà donc un premier point de vue qui appellera la surveillance administrative sur les travaux de recherches exécutés par les propriétaires du sol ou avec leur consentement.

D'autre part, les ingénieurs des mines sont chargés, par le titre v de la loi de 1810, d'exercer une surveillance administrative sur les travaux des mines en tout ce qui touche la sûreté publique, la solidité des travaux et la sûreté des ouvriers : or, il est clair que les travaux de recherches exécutés par un propriétaire, dans son propre fonds, sont soumis à cette surveillance de police par l'autorité administrative, comme tous les travaux des mines en général, lesquels sont susceptibles, par essence, de compromettre la sûreté publique et celle des ouvriers employés.

« L'article 50 de la loi, » dit judicieusement M. de Cheppe (1), « bien

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 515.

» que le mot *exploitation* soit seul énoncé, s'applique bien évidemment aussi aux recherches, elles y sont, sans aucun doute, implicitement comprises. Cela ressort de la nature même des choses qui ne permettrait d'établir ici aucune différence, et de l'ensemble des décrets des 18 novembre 1810 et 3 janvier 1815, qui sont en quelque sorte des corollaires de la loi de 1810. L'article 18 du premier de ces décrets, notamment, veut que les ingénieurs dénoncent au préfet et au procureur impérial *les travaux qui compromettraient la sûreté publique*; il ne fait à cet égard aucune distinction entre les exploitations et les recherches. »

Ces principes ont reçu plusieurs applications : ainsi, dans la Nièvre, un arrêté préfectoral a d'abord interdit les travaux de recherches d'un propriétaire qui se refusait à laisser visiter ses chantiers par l'ingénieur du gouvernement, et dans lesquels un ouvrier avait péri; puis un autre arrêté a permis au propriétaire de reprendre ses travaux en le soumettant à prendre certaines mesures de sûreté, sous la surveillance des ingénieurs des mines.

De même, dans le Pas-de-Calais, un arrêté préfectoral a prescrit certaines mesures de sûreté dans des travaux de recherches exécutés par un propriétaire où un accident était arrivé.

Ces deux exemples sont cités par M. de Cheppe (1).

Ce n'est pas tout encore :

L'art. 11 de la loi de 1810 porte que nulle permission de recherches ne pourra, sans le consentement formel du propriétaire de la surface, donner le droit d'ouvrir des puits ou galeries ou faire des sondages à moins de 100 mètres des maisons d'habitation et enclos murés; cette restriction s'applique-t-elle aux recherches exécutées par le propriétaire du sol, aussi bien qu'aux recherches exécutées par autorisation expresse du gouvernement?

Nous établirons dans le courant de ce chapitre, à l'occasion des devoirs des permissionnaires de recherches, que cette prohibition de l'art. 11 s'applique aux recher-

La condition de 100 mètres de distance des habitations et enclos murés, s'applique aux recherches de mines faites par le propriétaire du sol.

(1) *Annales des mines*, 3^e série, t. XIV, p. 516.

ches faites par le propriétaire du sol ou avec son consentement, comme à celles autorisées par le gouvernement nonobstant le refus du propriétaire de la surface.

Produits des
travaux de recher-
ches exécutés par
le propriétaire du
sol.

Lorsque le propriétaire du sol, en faisant des recherches dans l'épaisseur d'un gîte minéral, retire des minerais de ses travaux, peut-il disposer librement de ces produits sans une autorisation administrative ?

L'esprit général de la loi du 21 avril 1810 doit faire répondre non à cette question : en effet, dans l'esprit de cette loi, lorsqu'une mine n'est pas encore concédée, le droit de l'exploiter n'appartient à personne : c'est l'acte de concession qui fait de la mine une propriété nouvelle, et aux termes des articles 5 et 12, nul ne peut exploiter une mine qu'en vertu d'un acte de concession.

Or, il est aisé de voir que l'esprit de la loi de 1810, qui a voulu conserver les gîtes minéraux pour en régler l'exploitation dans l'intérêt général, serait complètement éludé, si chaque propriétaire pouvait vendre librement les produits des recherches de mines faites dans son fonds sans une autorisation administrative; comme tout propriétaire du sol peut ouvrir des recherches dans son terrain sans aucune formalité, sans même en prévenir l'Administration, s'il pouvait également disposer du produit de ses recherches sans formalité aucune, il est facile de voir qu'on arriverait bien vite au gaspillage des gîtes minéraux non concédés : en effet, les propriétaires du sol qui auraient découvert un gîte non concédé dans leur terrain, pousseraient activement leurs recherches, attirés qu'ils seraient par l'appât de la vente des produits; ils transformeraient leurs recherches en exploitations, et l'Administration serait le plus souvent impuissante à prévenir le mal, attendu que ces travaux et ventes étant faits sans son autorisation, elle ne trouverait, lorsqu'elle voudrait intervenir, que des travaux en partie éboulés et un gaspillage déjà fait : on arriverait ainsi, pour les gîtes minéraux non concédés, aux mêmes résultats fâcheux qu'avec la législation de 1791, qui donnait aux proprié-

taires le droit d'exploiter jusqu'à cent pieds de profondeur les mines situées dans leurs fonds.

Or, c'est en partie pour arrêter ces abus et les empêcher à l'avenir que la loi de 1810 a été faite : il y a donc lieu de conclure, tant de l'esprit de cette loi en elle-même que de sa discussion au Conseil d'État, que malgré qu'elle ne contienne rien d'explicite au sujet des produits des recherches de mines, nul ne peut disposer des produits de ce genre sans l'autorisation du gouvernement. La vente des produits des recherches pouvant être facilement constatée, l'autorité administrative, qui a toujours le droit de la défendre lorsqu'elle a lieu sans concession, se trouve ainsi suffisamment armée pour assurer l'exécution des articles 5 et 12 de la loi de 1810, et elle pourra interdire les travaux d'exploitation en contravention aux règlements, conformément à l'art. 8 de la loi du 27 avril 1838.

On conçoit pourtant qu'il est des circonstances où l'Administration est portée, par un motif d'intérêt public, à autoriser la vente des matières extraites : ainsi, il est des matières minérales qui se détériorent promptement à l'air, et il importe de les utiliser avant leur destruction ; d'autres fois, l'intérêt des consommateurs exige impérieusement que les produits des recherches soient livrés au public avant la concession, surtout lorsque la délivrance de la concession présente quelques obstacles ; dans certains cas, et, par exemple, pour les recherches de mines métallurgiques, il importe de faire un essai en grand des matières extraites, afin de reconnaître si elles seront utilisables en pratique, avant de pousser plus loin des travaux dispendieux, etc.

Dans ces circonstances, le gouvernement accorde une autorisation provisoire de vendre ou d'utiliser les produits des recherches.

M. Mignerou, inspecteur général des mines, dit à ce sujet (1) :

Le propriétaire qui fait ou laisse faire des recherches de mines ne peut disposer du produit de ces recherches sans une autorisation de l'Administration.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 563.

- « Le principe d'où découle cette mesure a été posé dans le décret
 » du 6 mai 1811.
 » On lit en effet dans le préambule de ce décret :
 » Elles (les exploitations qui sont faites sans concession) fournis-
 » sissent aux besoins du commerce..... il est juste d'accorder aux
 » exploitants de bonne foi le temps de remplir les formalités néces-
 » saires pour se mettre en règle et obtenir des concessions. »

Les permissions de vendre les produits des travaux de recherches sont accordées par le ministre.

M. Migneron cite trois exemples de ces permissions : la première, du 10 janvier 1824, autorise M. de Siran à vendre les produits de ses recherches de lignite à Oupia (Hérault); les deux autres, du 25 novembre 1830 et du 2 juin 1832, autorisent la Compagnie Gillier à vendre les produits de ses recherches de houille à la Péronnière (Loire). On pourrait citer un grand nombre de permissions de ce genre accordées depuis cette époque : je mentionnerai seulement les cinq permis suivants qui ont été accordés, dans ces derniers temps, à différents demandeurs en concession de pyrite de fer dans le département du Gard.

Permis du 9 mai 1851 à la Compagnie Agniel et Olivier, pour les pyrites de fer des environs d'Alais.

Permis du 8 septembre 1851 aux trois Compagnies Arnassant, Michel et Savornin, pour les pyrites de fer des environs d'Alais et Anduze.

Permis du 20 décembre 1851 à M. Charles d'Hombres, pour les pyrites de fer de Saint-Jean-du-Pin.

Les cinq permissionnaires sus-mentionnés sont en concurrence pour obtenir divers gîtes de pyrites de fer aux environs d'Alais et Anduze : cette substance minérale devant servir à un emploi nouveau, pour remplacer les soufres de Sicile dans les fabriques de soude de Marseille, il importait de faciliter des essais de ces pyrites dans les fabriques de soude et d'encourager les explorateurs; l'Administration a obtenu ce résultat en accordant ces permis de vente.

Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés dans un terrain communal, le préfet n'est pas compétent pour autoriser à lui seul la vente des produits de ces travaux, et l'autorisation du ministre est indispensable : ce principe, qui résulte de ce qui précède, a été consacré par une ordonnance du 30 octobre 1834, rendue en Conseil d'État dans l'affaire Bouletin et Mathieu contre Dumazer et Ladroit (1).

Incompétence d'un préfet pour autoriser une exploitation antérieure à la concession, dans un terrain communal.

Nous donnerons quelques détails sur les formalités à suivre pour obtenir des permissions de ce genre, dans l'espoir qu'elles pourront être utiles aux explorateurs de gîtes minéraux et demandeurs en concession.

Formalités à suivre, pour obtenir la permission de vendre des produits de recherches.

Toute personne qui forme une demande en concession de mines doit, en même temps, entreprendre des travaux de recherches : nous avons déjà éclairci ce point. Dans la pratique, le demandeur en concession, s'il n'est pas propriétaire lui-même, doit donc s'entendre avec un ou plusieurs propriétaires du sol pour faire, avec leur consentement, des recherches dans leurs terrains. Si les propriétaires refusent ce consentement, il peut encore obtenir du gouvernement un permis de recherches, comme il sera dit plus tard ; mais la délivrance de ces permis occasionnant des retards inévitables, le plus simple, dans la plupart des cas, sera de s'entendre à l'avance avec les propriétaires du sol pour le droit de fouilles.

Lorsque les recherches ainsi exécutées auront donné des produits utiles qui pourraient se détériorer avant l'acte de concession, ou bien lorsqu'il importera de les essayer en grand dans une usine métallurgique avant de pousser les exploitations plus loin, l'explorateur adressera une demande au préfet pour être autorisé à disposer des produits.

Cette demande pourra être conçue dans les termes suivants :

Modèle de demande en permission de vendre ou utiliser des produits de recherches.

« Monsieur le Préfet, le soussigné (*nom, prénoms, profession et*

(1) Deloche, 1834, p. 688, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 650.

» *domicile du demandeur*), à l'honneur de vous demander l'autorisation provisoire de vendre ou d'utiliser les minerais de... (*nature du minéral*) provenant des recherches qu'il a exécutées et qu'il poursuit encore dans les propriétés des sieurs... (*noms, prénoms, professions et domiciles des propriétaires*), lesquelles sont situées communes de... département du...

» Les recherches que le soussigné exécute sont situées dans un périmètre de... hectares, limité comme il est indiqué au plan joint à la présente pétition.

» Le soussigné s'engage à n'exécuter que de véritables travaux de recherches, et à s'abstenir de toute exploitation proprement dite ; il se conformera, pour la conduite de ces travaux et la sûreté des ouvriers, aux instructions qui lui seront données par vous, sur le rapport des ingénieurs des mines. »

Cette pétition devra être accompagnée d'un plan, et il conviendra de dresser ce plan à l'échelle de 1 à 10,000, comme ceux qui accompagnent les demandes en concession : quoique la production de ce plan ne soit pas spécifiée par la loi de 1810, qui est muette sur les permissions de ce genre, on comprend néanmoins qu'un plan est nécessaire pour la désignation précise des points où se font les recherches ; aussi, dans la pratique, les demandeurs font-ils toujours suivre leur pétition d'un plan ; on indiquera, sur ce plan, par une série de lignes distinctes, aboutissant à des points fixes, le périmètre à l'extérieur duquel on fait et compte faire des travaux de recherches. La pétition sera dressée sur papier timbré.

Droits conférés
aux permission-
naires.

Le droit de vendre les produits des recherches accordé par l'Administration au permissionnaire ne s'applique qu'aux terrains qui lui appartiennent, et à ceux pour lesquels les propriétaires auront formellement consenti aux fouilles. Cette clause est insérée, du reste, dans tous les permis de ce genre.

Durée des permis
de vente. — Renou-
vellement de ceux-
ci.

Les permis de vendre les produits des recherches n'ont jamais qu'une courte durée (ordinairement une année), mais ils peuvent être renouvelés lorsque le gîte n'est pas suffisamment exploré pour qu'il y ait lieu à concession, ou lorsqu'un obstacle quelconque s'oppose à la délivrance de la concession, et que l'intérêt des con-

sommateurs exige que les matières extraites soient livrées au commerce.

Il existe plusieurs exemples de ces renouvellements de permis.

Nous citerons seulement celui du permis accordé le 2 juin 1832 à la Compagnie Gillier, en renouvellement d'une permission antérieure du 25 décembre 1850 (houille de la Péronnière (Loire). Cet exemple a été cité par M. Migneron (1).

Ajoutons que les droits de vente accordés aux permissionnaires cessent, en outre, de plein droit, s'il survient un acte de concession du gîte minéral avant l'expiration du permis.

Le premier devoir du permissionnaire, c'est de ne pas faire dégénérer ses travaux de recherche et reconnaissance en travaux d'exploitation.

Le permissionnaire devra se conformer, pour la conduite de ses travaux et la sûreté des ouvriers, aux instructions qui lui seront données par le préfet sur le rapport des ingénieurs des mines.

Le permissionnaire devra tenir un registre constatant la nature, l'état et l'avancement des travaux exécutés, les circonstances principales de l'allure des gîtes, les quantités de minerai extraites et vendues ou utilisées en essais, les prix de vente et le nombre d'ouvriers employés. Ce registre sera communiqué aux ingénieurs des mines lors de leurs visites des travaux.

Toutes ces obligations sont insérées d'ordinaire dans le permis administratif.

Il y est dit également qu'au cas où le permissionnaire ne remplirait pas les obligations sus-désignées, ou commettrait une infraction aux lois ou règlements sur les mines, la permission sera retirée sans préjudice de l'interdiction des travaux, qui pourra être prononcée con-

Devoirs des permissionnaires.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 563.

formément aux articles 7 et 8 de la loi du 27 avril 1838, et des poursuites qui seraient à exercer, en vertu du titre x de la loi du 21 avril 1810.

Le permis de vendre les produits des recherches du mines, ne préjuge rien sur le choix du concessionnaire.

L'autorisation accordée à un explorateur de disposer des produits de ses travaux de recherches, ne préjuge rien sur le choix qui pourra être fait ultérieurement d'un concessionnaire pour les mines que les travaux en question auront fait découvrir. Le gouvernement, lorsqu'il délivre l'autorisation de vente, a pour but principal d'aider à reconnaître si le gîte est susceptible d'être concédé; il délivre quelquefois des autorisations semblables à plusieurs demandeurs en concurrence pour une même concession de mines; aussi est-il de plein droit qu'il se réserve toute liberté dans le choix qu'il pourra avoir à faire plus tard d'un concessionnaire.

Une pareille clause ne doit pas éloigner les explorateurs, car, après tout, le permis de vente facilite leurs travaux de recherches, de reconnaissances, et si les travaux de ce genre ne sont pas un titre exclusif pour l'obtention des concessions, ils sont néanmoins un titre réel dont le gouvernement tient compte dans le choix du concessionnaire et pour lesquels il stipule une indemnité, s'il y a lieu, lorsque l'inventeur d'un gîte minéral n'obtient pas la concession.

Compétence des tribunaux ordinaires, pour régler les indemnités de terrains dans au propriétaire du sol, au sujet des recherches consenties par ce dernier.

Lorsqu'un propriétaire du sol permet à un tiers d'explorer, dans son fonds, des recherches de mines moyennant indemnité, il agit en vertu du droit que lui confère la loi civile (Code civil, art. 552), et qui lui est réservé par l'article 10 de la loi du 21 avril 1810 : en conséquence, les difficultés qui peuvent survenir entre lui et le propriétaire pour le règlement de ces indemnités, relatives aux dégâts du sol et occupations de terrain, tombent dans le droit commun, et elles doivent être réglées par les tribunaux ordinaires, juges naturels des intérêts privés.

La compétence déléguée aux Conseils de préfecture par l'article 46 de la loi de 1810, s'applique aux indemnités dues aux explorateurs par les concessionnaires, en

raison des travaux ou recherches antérieures à la concession, ce qui est en dehors de la question actuelle.

La compétence des tribunaux, en pareille matière, a été reconnue par un arrêt de la Cour de Montpellier, du 4 février 1841, rendu dans l'affaire Dominé et autres contre Bonayrot et autres (1).

Ces principes de juridiction première ont été appliqués dans une décision ministérielle du 15 octobre 1838, citée par M. de Cheppe. La Compagnie Paliopy avait pris des arrangements avec le Conseil municipal de la commune de Cascatel (Aude) pour des recherches à effectuer dans un terrain appartenant à cette commune; le préfet de l'Aude, agissant en vertu de la tutelle communale, sanctionna, par arrêté, ces arrangements; mais, dans son arrêté, il renvoyait au Conseil de préfecture le règlement des indemnités. Le ministre des travaux publics, par décision du 15 octobre 1838, a modifié l'arrêté préfectoral et renvoyé devant les tribunaux le règlement des indemnités dues par la Compagnie Paliopy à la commune de Cascatel. Une nouvelle décision du 9 février 1839 est venue confirmer, au même sujet, celle du 15 octobre 1838 (2).

Même compétence en cas de recherches sur un terrain communal.

La compétence des tribunaux ordinaires ne s'étend pas cependant à statuer sur la destination des produits extraits des travaux de recherches : ainsi qu'il a été dit précédemment, le gouvernement, par cela même qu'il a seul le droit de faire des concessions de mines (art. 5 de la loi), a seul aussi le droit de donner une destination aux produits des travaux de recherches; de même que le gouvernement règle les droits du propriétaire du sol sur le produit des mines concédées (art. 6 et 42), de même aussi, et par le même principe général, il a le droit de régler la redevance du propriétaire sur les produits extraits des travaux de recherches. La loi de 1810,

Incompétence des tribunaux, compétence de l'Administration pour statuer sur la destination des produits de recherches.

(1) Dalloz, P. 41-2-139.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 317.

en effet, en même temps qu'elle assure au propriétaire du sol un droit sur le produit des mines, proclame aussitôt, pour le gouvernement, l'attribution exclusive de régler ce droit et de le purger.

Compétence de l'Administration, pour régler les droits des propriétaires sur les produits des recherches exécutées sans le consentement du propriétaire et sans autorisation administrative.

Ce principe de juridiction s'étend même aux recherches qui auraient été autorisées sans le consentement du propriétaire et sans l'autorisation du gouvernement; il a été consacré par une ordonnance royale du 16 avril 1841 (1).

La Compagnie d'Asda, dite Société de Bully et Fragny-sur-Loire, autorisée, dès le 19 septembre 1840, à faire des travaux de recherches de houille, et, le 5 octobre suivant, à vendre les produits de ces recherches, avait extrait du charbon dans les propriétés de M. de l'Espine antérieurement à ces décisions.

Ce dernier fit un procès à la Compagnie et demanda à être déclaré propriétaire des charbons extraits.

Le tribunal de Roanne, par jugement du 21 novembre 1839, donna gain de cause à M. de l'Espine.

Un appel survint, et le préfet revendiqua la cause, pour incompétence des tribunaux ordinaires.

Le 14 janvier 1841, la Cour royale de Lyon déclara inadmissible le déclinatoire proposé par le préfet de la Loire, en se fondant principalement sur ce fait, que les recherches de la Compagnie de Bully avaient été exécutées sans le consentement du propriétaire et sans autorisation administrative.

Sur cet arrêt de la Cour, le préfet éleva le conflit d'attributions, et l'ordonnance du 16 avril 1841 a déclaré non avenus le jugement du tribunal de Roanne et l'arrêt de la Cour de Lyon, en ce qu'ils revendiquent pour l'autorité judiciaire le règlement des droits du sieur de l'Espine sur les produits des recherches de la Compagnie d'Asda.

(1) Lebon et Gauté, 1841, p. 146, et *Annales des Mines*, 5^e série, t. 20, p. 670.

« Considérant, dit l'ordonnance, qu'aux termes de la loi sus-visée
 » du 21 avril 1810, il n'appartient qu'à nous de concéder l'explo-
 » tation des mines, et, par conséquent, de régler les droits des
 » propriétaires de la surface sur les produits de l'exploitation, quand
 » bien même lesdits produits seraient le résultat de recherches anté-
 » rieures à la concession et que nous n'aurions pas autorisées, etc... »

Ce considérant tranche complètement la question de compétence administrative et d'incompétence des tribunaux, au sujet de la disposition des produits des recherches, et du règlement des droits des propriétaires sur ces produits : il a donc une grande importance en droit administratif.

L'affaire de la Compagnie d'Asda soulevait une autre question que celle de la propriété des produits, savoir, la question de dommages pour recherches de mines indûment faites sur le fonds d'un propriétaire, sans son consentement et sans autorisation administrative : l'ordonnance a justement considéré qu'à ce point de vue, les recherches de mines effectuées sans le consentement du propriétaire et sans une autorisation administrative constituent *une voie de fait*, et que l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître des dommages-intérêts auxquels ces travaux peuvent donner lieu ; aussi l'arrêté du préfet de la Loire a-t-il été annulé par ladite ordonnance en ce qu'il revendiquait, pour l'autorité administrative, la question de dommages-intérêts, résultant des voies de fait de la Compagnie Asda.

L'affaire de la Compagnie Asda, pour les recherches de Bully et Fragny-sur-Loire, a amené la solution d'une nouvelle question de jurisprudence, savoir : que la circonstance qu'un gardien judiciaire a été anciennement commis pour le séquestre de matières provenant de recherches de mines, ne fait pas obstacle à ce que l'Administration dispose de ces produits.

A la suite de l'ordonnance du 16 avril 1841, relative à l'affaire de la Compagnie Asda, et dont il vient d'être fait mention, une décision ministérielle du 16 août 1841 autorisa ladite Compagnie à vendre les charbons extraits

Compétence des tribunaux quant aux dommages et intérêts dus pour occupation de terrains et voies de fait.

Le séquestre des produits extraits ne fait pas obstacle à ce que l'Administration en dispose.

avant le permis de recherches du 19 septembre 1840, à la charge de payer aux propriétaires du sol le vingtième du produit brut de la vente, chiffre fixé par ladite ordonnance du 19 septembre 1840, pour la houille à extraire.

La Compagnie Asda usa de cette permission et vendit les charbons extraits; le gardien judiciaire commis antérieurement pour le séquestre des charbons porta plainte en détournement d'objets séquestrés, et le sieur de l'Espine, propriétaire du sol, intervint comme partie civile. C'était évidemment remettre en question la chose jugée par l'ordonnance du 16 avril 1841; aussi le préfet de la Loire fut-il chargé de proposer l'exception d'incompétence devant le tribunal de Roanne.

Le tribunal, néanmoins, se déclara compétent et retint l'affaire par jugement du 29 janvier 1842.

Un conflit fut élevé, et le 30 mars 1842, une ordonnance royale intervint, qui confirmait l'arrêt de conflit du préfet, et déclarait non avenu, dans la disposition contraire, le jugement du tribunal de Roanne du 29 janvier 1842 (1).

C'est donc chose jugée, qu'à l'autorité administrative seule appartient le droit de disposer des produits des recherches de mines, et de régler les droits des propriétaires de la surface sur ces produits.

Silence fâcheux? gardé par l'Administration, au sujet des droits des propriétaires sur les produits des recherches, dans les permissions de vente.

A ce sujet, on est en droit de se demander pourquoi l'Administration garde-t-elle un silence complet au sujet du droit des propriétaires sur ces produits, lorsqu'elle accorde des permissions de vendre les matières extraites de recherches exécutées avec le consentement des propriétaires?

L'Administration règle ce droit du propriétaire, comme nous le verrons plus tard, lorsqu'il s'agit de permissions de ventes relatives à des recherches autorisées par elle

(1) De Chrepe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 755, et Lebon, 1812, p. 135.

nonobstant le refus du propriétaire du sol; elle le règle encore lorsqu'il s'agit de recherches faites sans autorisation administrative et sans le consentement du propriétaire, comme on vient d'en voir un exemple dans l'affaire Asda (ordonnance du 16 avril 1841) : pourquoi est-elle muette sur ce droit, lorsqu'il s'agit de recherches faites avec l'assentiment du propriétaire et qu'elle accorde un permis de vente?

Ce n'est pas certainement que l'Administration conteste le droit des propriétaires de la surface, car le droit général des propriétaires sur une portion du produit des mines est essentiellement dans l'esprit de la loi de 1810, et il est explicitement stipulé, dans l'article 6, pour les mines concédées.

Serait-ce que, dans le cas de recherches faites avec le consentement du propriétaire, l'Administration pense que des conventions amiables ont eu lieu entre le propriétaire et l'explorateur, pour le règlement des droits du premier sur les produits de recherches, et qu'il est inutile d'en imposer de nouvelles? Mais alors elle reconnaît implicitement au propriétaire le droit de régler lui-même la redevance qui lui est due sur les produits des recherches. Ce silence de l'Administration est, à notre avis, une fâcheuse abdication de ses droits, en contradiction avec le principe admis et appliqué dans d'autres circonstances, qu'elle dispose seule des produits des recherches de mines, et règle les droits des propriétaires du sol sur ces produits.

Ce n'est pas tout encore : en sanctionnant ainsi, d'une manière tacite, les accords privés faits entre l'explorateur et le propriétaire du sol pour la redevance due à ce dernier sur les produits extraits, l'Administration s'expose à sanctionner des obligations trop onéreuses pour l'explorateur et susceptibles d'entraver son entreprise; l'inconvénient est analogue, quoique à un degré moindre, à celui de laisser régler par des conventions privées les redevances dues par les concessionnaires aux propriétaires du sol; or, l'Administration a compris ce dernier

inconvenient, comme il sera dit plus tard, et depuis l'ordonnance de concession des mines de houille de la Péronnière (1) (13 janvier 1842), elle règle, par l'acte de concession, la redevance due au propriétaire, *nonobstant toute concession antérieure* : pareille chose, à notre avis, devrait être faite dans les permis de vente des produits des recherches. En présence du silence gardé par l'Administration dans ces permis, au sujet du droit du propriétaire sur les produits, si une difficulté s'élève entre ce dernier et l'explorateur, les tribunaux arriveront, en fait, à régler le droit du propriétaire sur les produits extraits, ce qui est contraire à la jurisprudence du Conseil d'État. (Ordonnance du 16 avril 1841.)

Ainsi donc, en fait comme en droit, il y a des inconvenients réels dans la marche suivie par l'Administration.

Laisser aux tribunaux le jugement des intérêts privés et à la juridiction administrative la connaissance de tout ce qui touche aux intérêts généraux, telle doit être la règle primordiale en fait de compétence; or, la fixation de la redevance due aux propriétaires sur les produits des mines concédées ou non est une question d'intérêt général; il importe, pour l'industrie minérale du pays, que cette redevance ne soit pas trop élevée, et, à ce titre, la question rentre, par sa nature, dans les attributions du gouvernement : celui-ci a donc le droit de fixer cette redevance, nonobstant toute convention privée, et nous ajouterions que son devoir est d'user de ce droit.

Telles sont les considérations que nous soumettons à l'Administration supérieure.

Nous terminerons, sur ce sujet, par l'observation suivante : dans l'état actuel des choses, les permis de vendre les produits des recherches sont accordés par le ministre; si l'Administration voulait régler, dans les permis de ce genre, ainsi que nous le proposons, la

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 797.

redevance due au propriétaire sur ces produits, il faudrait que le permis, au lieu d'émaner du ministre, émanât du chef du gouvernement, comme le permis de recherches; mais ce n'est point là un inconvénient sérieux.

La doctrine que nous avons émise au sujet du droit exclusif du gouvernement, en ce qui touche la fixation du droit du propriétaire de la surface sur les produits des mines non concédées, est conforme à la jurisprudence du Conseil d'État; mais elle est entièrement opposée à la jurisprudence de la Cour de cassation. Qu'il nous soit permis, en toute humilité de cause, de donner notre avis personnel dans une aussi grande dissidence, et de chercher à établir que le Conseil d'État a maintenu les saines doctrines.

Doctrine de la
Cour de cassation.

La jurisprudence de la Cour de cassation s'est formellement dessinée sur cette matière, au sujet d'un procès intervenu entre M. de Castellanne et les héritiers Coulomb. M. de Castellanne, concessionnaire, conjointement avec M^{me} de Cabre, des mines de lignite de Belcodène et Gréasque, par décret du 1^{er} juillet 1809, avait exploité une portion de terrain appartenant au sieur Coulomb, qu'il croyait faire partie du périmètre de sa concession; le 25 avril 1839, une ordonnance interprétative intervint, qui déclarait la concession de M. de Castellanne et de la dame de Cabre restreinte aux mines existantes dans leurs propriétés foncières à Gréasque et Belcodène. Là-dessus, les héritiers Coulomb intentèrent une action en indemnité, devant les tribunaux, contre le sieur de Castellanne, et la Cour d'Aix condamna ce dernier.

Le sieur de Castellanne, qui en appelait à l'autorité administrative, se pourvut en cassation pour incompétence, et la Cour suprême rejeta le pourvoi par arrêt du 1^{er} février 1841, motivé comme il suit (1):

(1) Devilleneuve, t. XLI — 1-121, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 740.

« La Cour, attendu que les mines ne forment une propriété distincte »
 » par elles-mêmes, que lorsqu'elles sont séparées du sol, ce qui ne »
 » peut s'opérer que par la concession qu'en fait le gouvernement ; »
 » qu'alors le dessus et le dessous du sol constituent deux propriétés »
 » différentes, la mine qui appartient exclusivement au concession- »
 » naire, et le sol supérieur qui ne tenant plus à la mine, peut appar- »
 » tenir à tout autre ; que jusqu'à ce que l'acte du gouvernement qui »
 » opère cette division, soit intervenu, les choses restent soumises »
 » au droit commun, suivant lequel (art. 552 du Code civil) la propriété »
 » du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, d'où il suit »
 » que celui qui a dans son fonds des matières minérales non déta- »
 » chées du sol par une concession régulière, ne peut en être dépos- »
 » sédé par un fait illégal, sans avoir droit à une indemnité.

« Attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué déclare, en fait, que »
 » le comte de Castellanne a exploité une mine qui existait dans la »
 » propriété des héritiers Coulomb, et qu'il s'est livré à cette exploi- »
 » tation sans y être autorisé par le gouvernement ; que, par cette »
 » entreprise illégale, il a causé aux héritiers Coulomb, un dommage »
 » à raison duquel il est condamné à leur payer une indemnité à »
 » régler par experts ; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt a fait une juste »
 » application de l'article 552 du Code civil, et n'a contrevenu à »
 » aucune des dispositions des lois relatives aux mines, rejette, etc. »

Nous avons cité textuellement l'arrêt de la Cour suprême : nous allons maintenant le combattre et dans les principes qu'il renferme et dans l'application qui en est faite.

Parlons d'abord du principe : jusqu'à l'acte de concession, dit l'arrêt :

« Les choses restent soumises au droit commun suivant lequel »
 » (art. 552 du Code civil) la propriété du sol emporte la propriété du »
 » dessus et du dessous. »

La conclusion naturelle d'un principe exposé ainsi, sans restriction et d'une manière générale, serait qu'avant la concession, les choses restant dans le droit commun, le propriétaire du sol peut exploiter les mines du dessous et en disposer, comme il le fait pour les choses du dessus ; or, on sait qu'il n'en est rien.

■ Le rappel de l'art. 552 du Code civil fait par la Cour de cassation est incomplet, car la dernière phrase de cet article dit :

كذلك يستلزمه

« Il (le propriétaire) peut faire au-dessous toutes les constructions
 » et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les
 » produits qu'elles peuvent fournir, *sauf les modifications résultant*
 » *des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de*
 » *police.* »

L'art. 552 du Code civil renvoie donc aux lois sur les mines; or, la loi de 1810 dit formellement (art. 5 et 12) qu'aucune personne, pas même le propriétaire du sol, ne peut exploiter une mine avant la concession; le principe énoncé par la Cour de cassation, dans l'arrêt du 1^{er} février 1811, nous paraît donc contraire à la loi de 1810: ajoutons, du reste, à cet égard, que, par un arrêt antérieur, en date du 8 août 1839 (Parmentier) (1), la Cour suprême avait émis une doctrine différente, dans les termes suivants :

« Attendu que la propriété des mines dérive de la concession qui
 » en est faite par l'autorité publique, que cette matière a pour règle
 » les lois qui la régissent, et non l'article 552 du Code civil, qui
 » d'ailleurs renvoie lui-même à ces lois, etc.. »

Cette divergence de doctrine a été signalée par M. de Cheppe (2).

Occupons-nous maintenant de la question particulière à l'exemple : le comte de Castellanne, qui avait exploité, en dehors des terrains à lui concédés, dans un terrain appartenant au sieur Coulomb, devait une *indemnité* à ce dernier, mais non pas le *prix intégral de la chose extraite*; il lui devait le solde du droit reconnu au propriétaire du sol sur le produit des mines par la loi de 1810, conformément au principe tenu en germe dans l'article 552 du Code civil; mais ce droit, c'est le gouvernement qui le règle : à lui seul doit donc appartenir de fixer l'indemnité pécuniaire destinée à le compenser.

(1) Devilleneuve, 1839 — 1-666, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 741.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 741.

La Cour de cassation nous semble avoir raisonné dans l'espèce, comme si le sieur Coulomb eût été concessionnaire d'une mine voisine de celle du sieur Castellanne; dans ce dernier cas, la contestation serait tombée naturellement dans la compétence exclusive des tribunaux par deux raisons distinctes, d'abord comme chose d'intérêt privé, et puis par application de l'article 56 de la loi de 1810; mais ce n'était pas ici le cas : la question était de fixer l'indemnité due au sieur Coulomb en compensation d'un droit que le gouvernement peut seul fixer en principe, le droit du propriétaire sur le produit des mines; or, la fixation de ce droit, considérée d'une manière générale, est un acte essentiellement administratif; et, en effet, s'il s'agit d'une concession, le gouvernement doit modérer ce droit de telle sorte qu'il ne soit pas une charge trop lourde et une entrave fâcheuse pour l'exploitant; s'il s'agit d'une recherche de mines, le pouvoir administratif doit encore, en se préoccupant de l'intérêt général et des circonstances locales, modérer et régler ce droit, de telle sorte qu'il ne décourage pas l'explorateur. Fixer le droit du propriétaire sur le produit des mines non concédées, c'est donc administrer, ce n'est pas juger; c'est assez dire que les tribunaux ne sont pas compétents en pareille matière. Si les tribunaux étaient appelés à régler un pareil droit, ils arriveraient à faire estimer, à dire d'experts, la valeur intrinsèque des produits extraits, pour la faire solder au propriétaire du sol, ainsi qu'il était dit dans l'arrêt précité du 1^{er} février 1841, ce qui serait de l'Administration à dire d'experts, c'est-à-dire une anomalie profonde.

Le Conseil d'État n'a point partagé la doctrine de la Cour de cassation, et par ordonnance du 9 juin 1842, rendue dans l'affaire Coulomb contre de Castellanne (1), il a décidé que le droit, qui appartient au gouvernement,

(1) Lebon, 1842, p. 289, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 826.

de fixer, par l'ordonnance de concession d'une mine, la redevance due au propriétaire de la surface sur le produit de la mine, s'applique également aux produits qui sont le résultat de recherches antérieures à la concession.

« Considérant, dit l'ordonnance, qu'il n'appartient qu'au gouvernement de concéder l'exploitation des mines, et par conséquent de régler les droits des propriétaires de la surface sur les produits de l'exploitation, même quand ces produits sont le résultat de recherches antérieures à la concession et non encore autorisées, etc. »

Dans une autre occasion, et par décision du 16 novembre 1849, rendue au sujet d'une contestation entre les héritiers Coulomb et le comte de Castellanne (1), le Conseil d'État a maintenu de nouveau que c'est au gouvernement seul qu'il appartient de régler les droits des propriétaires du sol sur les produits de l'exploitation des mines, alors même que ces produits sont le résultat de recherches non autorisées et antérieures à toutes concessions.

Mentionnons, à ce sujet, un arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1843, rendu dans l'affaire de Castellanne contre Lurat-Vitalis (2) : la Cour suprême a maintenu, dans cet arrêt, la compétence des tribunaux pour régler l'indemnité due aux propriétaires du sol sur le produit des mines non concédées, et elle a rejeté le pourvoi, pour incompétence, formé par le sieur de Castellanne ; le conflit n'avait pas été élevé en temps utile par l'Administration, et le Conseil d'État ne put pas revendiquer la connaissance de la cause, comme dans l'affaire Coulomb.

Ce dernier arrêt établit donc que la Cour de cassation persiste dans sa jurisprudence ; mais, d'un autre côté, la jurisprudence contraire du Conseil d'État est établie par les ordonnances des 9 juin 1842 et 16 novembre 1849,

(1) Lebon et Gauté, 1819, p. 656, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVII, p. 674.

(2) Devilleneuve, 1815 — I, p. 768.

et nous croyons que la raison est du côté du tribunal administratif.

Lors de la discussion qui eut lieu au Conseil d'État, en 1842, M. Vivien disait avec raison :

« Qu'on ne pourrait considérer les charbons extraits d'une mine » comme la propriété du possesseur de la surface, et les extractions » comme pouvant, de sa part, donner lieu à un recours devant » l'autorité judiciaire, sans bouleverser la législation sur les mines, » et sans exposer cette partie de la richesse publique à un désordre » dont il serait impossible de mesurer les conséquences (1) . »

Le gouvernement seul, c'est notre conviction intime, a le droit de fixer le droit du propriétaire sur le produit des mines non concédées, et, dans l'intérêt de l'industrie minérale, il est de son devoir de ne point laisser entamer ce droit; aussi répéterons-nous, à ce sujet, qu'il nous paraîtrait utile, de la part du gouvernement, de régler ce droit du propriétaire dans les permis de vente des produits de recherches, comme il est pratiqué dans les actes de concessions de mines.

Droit du gouvernement d'autoriser des recherches de mines.

Le propriétaire du sol n'est pas seul à pouvoir autoriser des recherches de mines : le gouvernement a aussi ce droit aux termes de l'article 10 de la loi. Cette faculté accordée au gouvernement n'a rien qui doive étonner, et elle est en tout conforme au principe fondamental de la loi du 21 avril 1810. En effet, toute cette loi est fondée sur ce principe que le gouvernement, dans l'intérêt d'une bonne exploitation des mines et du développement de la richesse minérale, sépare la propriété des mines de celle du sol pour en faire une propriété particulière, concédée aux personnes qu'il juge y avoir le plus de titres et pouvoir le mieux en tirer parti dans l'intérêt public. Or, qui veut la fin veut les moyens, et le gouvernement distribuant les concessions, devait aussi pouvoir distribuer des permis de recherches; sans cela, en effet, il aurait

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 710.

dépendu de l'inertie du propriétaire du sol d'empêcher indéfiniment des recherches de mines dans son fonds, et comme il ne saurait y avoir exploitation sans recherches antérieures, l'industrie minière aurait été arrêtée dans son germe.

Lors de la discussion au Conseil d'État, la doctrine du droit exclusif du propriétaire à faire des recherches fut mise en avant par le comte Bérenger; mais elle fut rejetée sur l'opinion formelle exposée, à cet égard, par l'Empereur: ainsi, on lit dans Loaré, séance du 8 avril 1809:

« Le comte Bérenger demande que le consentement du propriétaire soit toujours exigé, afin qu'on ne puisse pas, en vertu d'une autorisation quelconque, fouiller les propriétés des citoyens. »

« Le comte Regnaud observe qu'il faut cependant pouvoir vaincre la résistance d'un propriétaire qui s'oppose à une découverte utile. »

« Napoléon dit qu'on peut exiger que l'autorisation soit donnée par le préfet, d'après l'avis du Conseil des Mines, portant qu'il est probable qu'une mine se trouve dans le terrain qu'on demande à fouiller, et à la charge d'indemniser le propriétaire (1). »

Ainsi, le gouvernement, aux termes de l'article 10 de la loi, peut délivrer à des tiers le droit de faire des recherches sur des terrains qui ne leur appartiennent pas, aux trois conditions suivantes:

1° Pour le gouvernement, d'avoir consulté l'Administration des mines;

2° Pour le demandeur, à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire;

3° Après que le propriétaire aura été entendu.

Une incertitude s'est élevée sur le sens qu'il faut attacher ici au mot gouvernement; l'instruction ministérielle du 3 août 1810 dit en termes formels:

« Les permis de recherches sont accordés par le ministre de l'intérieur..... »

Et pourtant, c'est un pouvoir énorme que celui d'autoriser des recherches de mines sans le consentement du

Le chef du gouvernement peut seul accorder un permis de recherches.

(1) Loaré, p. 60.

propriétaire du sol; ce pouvoir, qui est du même ordre que celui d'instituer des concessions de mines, et qui dérive du même principe, se justifie par les mêmes raisons d'intérêt général; il doit donc, dans l'esprit de la loi du 21 avril 1810, être exercé, comme la distribution des concessions de mines, par le chef du gouvernement.

L'instruction du 3 août 1810 a fait erreur au sujet de la forme sous laquelle une permission de recherches doit être accordée, et cette erreur est justement signalée par M. Mignerou (1). Au reste, l'ordonnance royale du 19 août 1832, portant permis de recherches au sieur Pellé, et toutes les décisions survenues depuis sur la matière, émanent du chef du gouvernement.

Autorisation de recherches accordée par le gouvernement, nonobstant le refus du propriétaire du sol, qui ne fait point de travail.

Lorsque le propriétaire du sol ne fait point par lui-même de recherches de mines, le gouvernement peut autoriser un tiers à en faire, malgré le refus du premier : c'est ce qui découle naturellement de l'art. 10 de la loi.

On trouve un grand nombre d'exemples de permissions de ce genre, accordées ainsi malgré le refus des propriétaires.

Telle est l'ordonnance du 19 août 1832, déjà citée, qui autorise le sieur Pellé à faire des recherches de houille sur un terrain appartenant au sieur de Contades de Gizeux, dans la commune de Chaudefonds (Maine-et-Loire), malgré le refus du propriétaire qui n'exécutait pas de recherches par lui-même (2).

L'ordonnance du 4 août 1839 autorise la Compagnie des hauts fourneaux du Nord à faire des recherches de minerais de fer sur un terrain situé commune de Fourmies (Nord) et appartenant au sieur Berteaux, à défaut du consentement du propriétaire, qui ne faisait aucune recherche, et qui exigeait de la Compagnie des hauts fourneaux des conditions inacceptées par celle-ci (3).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 559.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 752.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 750.

L'ordonnance du 14 septembre 1839 autorise le sieur Durand-Cœnr à faire des recherches de sulfure d'antimoine dans les communes de Violay et Sainte-Colombe (Loire), au refus du consentement des propriétaires du sol (1).

Le 19 septembre 1840, un permis de recherches de houille a été accordé à la Compagnie d'Asda, dans la commune de Bully (Loire), malgré le refus du sieur de l'Espine, propriétaire, concurrent de la Compagnie d'Asda pour l'obtention de la concession, et qui ne faisait point de recherches (2).

Le 7 mars 1841, un permis de recherches de plomb et argent a été accordé, dans la commune de Villenouvelles-Chanoines (Aude), à la Compagnie Paliopy, malgré l'opposition du sieur Granel de Cabrespine, propriétaire du sol (3).

Le 11 septembre 1841, un permis de recherches de zinc dans les communes de Lunse (Vosges), a été accordé au sieur Renaud Saint-Amour, malgré le refus du Conseil municipal (4).

De même, le 20 mai 1842, un permis de recherches de bitume, dans la forêt communale de Hirtzbach (Haut-Rhin), a été accordé au sieur Hogard, malgré le refus du Conseil municipal (5).

Le 29 octobre 1845, un permis de recherches de fer, dans la commune de Vitrenx (Jura), a été accordé aux sieurs Charlier, Caron et Compagnie, malgré le refus du sieur Général, propriétaire du sol, qui ne faisait aucun travail (6).

Enfin, le 19 décembre 1848, un permis de recherches

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 757.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVIII, p. 791.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 760.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 702.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 822.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VIII, p. 849.

d'anthracite a été accordé aux sieurs Mathien et Triger, dans la commune de Poillé (Sarthe), malgré le refus de trois propriétaires du sol (1).

Permis de recherches accordé par le gouvernement, nonobstant le refus du propriétaire du sol, qui ne fait qu'annoncer l'intention d'exploiter plus tard.

Lorsque le propriétaire du sol ne fait pas de recherches par lui-même et qu'il annonce seulement l'intention d'exploiter plus tard, le gouvernement peut encore autoriser un tiers à faire des recherches; ainsi, l'ordonnance du 20 octobre 1839 a autorisé le sieur Pujade, maître de forges, à faire des fouilles dans les terrains appartenant à la commune de La Bastide (Pyrénées-Orientales), malgré le refus de la commune, qui entendait exploiter elle-même ces minerais ultérieurement (2).

Permis de recherches accordé, nonobstant le refus du propriétaire, qui fait lui-même des recherches, ou en laisse faire par le cessionnaire de son droit.

On a pu croire que le gouvernement ne pouvait délivrer un permis de recherches, nonobstant le refus du propriétaire, que dans le cas où le propriétaire du sol n'exécutait pas de travaux, soit par lui-même, soit par un cessionnaire; c'est une erreur: l'article 10 de la loi du 21 avril dit que, pour faire des recherches, il faut de deux choses l'une, ou le consentement du propriétaire, ou l'autorisation du gouvernement; mais il ne restreint pas exclusivement l'action du gouvernement, au cas exceptionnel où le propriétaire n'en fait point.

M. de Cheppe, qui a traité avec une grande lucidité la question des recherches dans plusieurs numéros des *Annales des Mines* (2^e série, t. XII, XV, XVI et XVII), dit fort judicieusement à ce sujet (3):

« Si, par cela seul qu'un propriétaire fait lui-même des recherches, » ou a cédé cette faculté à un autre, le gouvernement se trouvait » privé du droit d'autoriser un tiers à en entreprendre également, » il en résulterait que si le propriétaire ou son représentant n'effectuaient que des travaux imparfaits, bornés à un petit espace, un terrain vaste, où l'on aurait pu faire peut-être d'utiles découvertes, » resterait inexploré,.... l'intention prévoyante de la loi serait éludée.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 607.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 747.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 659.

- » Tout propriétaire, quand il le voudrait, pourrait empêcher les
» recherches. Il est évident qu'il n'en saurait être ainsi. »

Le gouvernement peut, lorsqu'il le juge convenable dans l'intérêt de l'industrie minière, autoriser un tiers à faire des recherches malgré le refus du propriétaire, alors même que celui-ci en exécute lui-même ou a cédé son droit à un explorateur. En agissant ainsi, le gouvernement se fonde sur ce que les recherches du propriétaire sont imparfaites, ou bien sur ce qu'il y a avantage, pour la découverte des gîtes minéraux, à créer une concurrence dans les explorations.

Ce droit du gouvernement dérive de l'esprit fondamental de la loi du 21 avril 1810, et il a été consacré maintefois par diverses ordonnances.

Ainsi, une ordonnance du 28 novembre 1837 a accordé à la Compagnie Tourangin le droit de faire des recherches de plomb dans les terrains appartenant à la commune d'Urciers (Indre), concurremment avec la Compagnie Luzarche et Grenouillet, qui, seule, avait obtenu le droit de fouilles du conseil municipal (1).

Une autre ordonnance du 12 mars 1839 a autorisé la Compagnie Ribes et Paliopy à faire des recherches de cuivre argentifère dans des terrains appartenant à la commune de Lanet (Aude), alors que le Conseil municipal s'était prononcé exclusivement en faveur de la Compagnie Camhriel et Gros pour le droit de fouilles (2).

L'ordonnance du 6 juillet 1839 a autorisé de même la Compagnie Lepelletier d'Aunay à faire des recherches de cuivre dans la commune de Fontspédrouze et Pratz-Saint-Thomas (Pyrénées-Orientales), nonobstant le refus du Conseil municipal et malgré que des permis de recherches sur ces terrains eussent été accordés antérieurement, en 1837 et 1838, à la Compagnie Pallarés et Mandoul (3).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 679.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 715.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 721.

Enfin, le 23 avril 1840, une ordonnance a autorisé le sieur de la Ribette à faire des recherches de houille dans la commune de Doyet (Allier), malgré le refus de trois propriétaires du sol, savoir : le sieur de Courtais, qui avait déjà ouvert deux puits de recherches dans sa propriété; le sieur Desclaux, qui avait cédé ses droits de fonille au sieur de Courtais, et le comte d'Agoult, qui avait entrepris des travaux sur son fonds sans résultat (1).

Tous ces exemples d'ordonnances sont commentés avec soin, par M. de Cheppe, dans les *Annales des Mines*. Nous avons cru devoir les citer ici, parce qu'ils fixent la jurisprudence sur la matière et peuvent fournir aux explorateurs des renseignements utiles.

Le droit du gouvernement d'autoriser des recherches, alors que le propriétaire du sol en fait de son côté, est donc hors de doute.

Disons seulement, avec M. de Cheppe, que le gouvernement n'use de ce droit qu'avec la plus grande réserve.

« Généralement les propriétaires du sol s'entendent avec les explorateurs, et ce n'a été que dans des circonstances tout-à-fait exceptionnelles que le gouvernement s'est vu dans la nécessité d'intervenir. La faculté dont il avait besoin existe; cela suffit pour aplanir bien des obstacles, et c'est ainsi qu'il faut toujours s'applaudir de la sage prévoyance des lois (2).

Moyen d'obtenir
le droit de fouilles
sur un terrain communal.

Deux moyens se présentent pour obtenir le droit de fouilles dans un terrain communal : ou de s'adresser au conseil municipal, qui agit comme propriétaire, sauf approbation du préfet, ou bien de s'adresser au gouvernement : seulement, en raison de la tutelle des communes, il y a quelques observations à faire à cet égard.

Lorsqu'un explorateur a obtenu du Conseil municipal le droit de fouilles sur un terrain communal, il faut que la délibération du Conseil soit approuvée par le préfet,

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVII, p. 711.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 631.

chargé de la tutelle communale, et cette délibération ne devient exécutoire que sur un arrêté du préfet, conformément à la loi du 18 juillet 1837.

Si le préfet refuse sa sanction au choix que le Conseil municipal a fait d'un explorateur, en vertu de l'exercice du droit de tutelle communale, celui-ci se trouve privé du consentement du propriétaire. On en voit un exemple dans l'affaire suivante, déjà citée :

Des recherches de cuivre argentifère furent projetées sur les communaux de Lanet (Aude).

Le Conseil municipal de Lanet s'était prononcé exclusivement en faveur de la Compagnie Cambriel et Gros; le préfet de l'Aude ne sanctionna pas ce choix, et rendit même un arrêté qui proposait d'accorder la préférence à la Compagnie Ribes et Paliopy.

Le préfet de l'Aude était dans son droit, comme le fait observer M. de Cheppe, en refusant de sanctionner la cession du droit de fouilles faites par la commune de Lanet à la Compagnie Cambriel et Gros; mais il n'était pas dans son pouvoir d'imposer un choix à la commune : c'est le gouvernement qui, agissant en vertu de l'art. 10 de la loi, a pu conférer à la Compagnie Ribes et Paliopy l'autorisation de faire des fouilles par ordonnance du 12 mars 1839 (1).

Quant à ce qui concerne la Compagnie Cambriel et Gros, elle n'a pu user du droit de fouilles cédé par le Conseil municipal, attendu la non approbation du préfet.

Lors donc que le Conseil municipal ou le préfet refusent à un demandeur le droit de fouiller un terrain communal, celui-ci n'a qu'une chose à faire, c'est de s'adresser au gouvernement pour obtenir un permis de recherches. Le gouvernement peut alors accorder ce permis en vertu de l'article 10 de la loi de 1810, ainsi qu'il a été fait par l'ordonnance du 28 novembre 1837, qui a accordé à la Compagnie Tourangin le droit de

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 715.

faire des recherches sur des communaux d'Urciers (Indre), malgré le refus de la commune et du préfet, qui proposaient d'accorder le droit exclusif de faire des fouilles à la Compagnie Luzarche et Grenouillet (1).

Les ordonnances sus-mentionnées, des 6 juillet 1839 et 20 octobre 1839, fournissent encore des exemples de permis de recherches dans des communaux accordés par le gouvernement, nonobstant le refus des communes.

En résumé, la tutelle communale donne le pouvoir au préfet de refuser le droit de fouilles sur des communaux à un cessionnaire du Conseil municipal, et, d'autre part, le gouvernement peut accorder un permis de recherches à un demandeur non agréé par la commune, pendant que le demandeur agréé par celle-ci est évincé sur l'avis du préfet, chose qui n'arrive jamais pour les recherches exécutées chez des particuliers : telle est la différence essentielle qui existe entre les recherches sur des terrains communaux et celles exécutées sur des terrains appartenant à des particuliers.

Formalités des
demandes en per-
mis de recherches.

D'après l'instruction ministérielle du 3 août 1810, toute demande en permission de recherches doit contenir d'une manière précise l'objet de la recherche, la désignation du terrain et les nom et domicile du propriétaire du terrain.

L'instruction ministérielle ne dit pas explicitement qu'il faudra joindre un plan à la demande, mais cela est entendu par les mots : *Désignation précise des lieux* : comment, en effet, préciser exactement les lieux où les recherches doivent être opérées sans un plan à l'appui ? J'ajoute qu'en fait, les demandeurs joignent un plan à ces sortes de pétitions, et ces plans sont mentionnés dans les autorisations de recherches, comme on peut le voir dans les ordonnances portant permission de recherches des 19 août 1832, 6 juillet 1839, etc.

Les plans à l'appui des demandes en concessions étant

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 679.

tous dressés à l'échelle de 1 à 10,000, il conviendra que cette échelle soit aussi adoptée pour le plan relatif aux permis de recherches.

L'instruction ministérielle du 3 août 1810 ne dit pas non plus que le demandeur en permis de recherches devra joindre à sa pétition les extraits de rôle de contributions établissant sa position de fortune, et pourtant, lorsque le gouvernement accorde à un particulier le privilège énorme de faire des recherches dans la propriété d'un tiers sans le consentement du propriétaire, ce ne peut être qu'en vue de l'intérêt général ; il importe donc que le gouvernement puisse juger si le demandeur présente les garanties de fortune désirables pour mener à bonne fin son entreprise : conséquemment, le demandeur en permis de recherches devra, dans son intérêt et pour accélérer la marche de l'affaire, joindre à sa demande les extraits de rôle de ses contributions.

Par les mêmes motifs, si c'est une société qui demande la permission de recherches, l'acte constitutif de la société devra être joint à la pétition, afin que l'Administration puisse s'assurer que les demandeurs représentent une société sérieuse.

L'Administration préfectorale est chargée d'entendre officiellement le propriétaire du sol, avant de fournir son avis ; néanmoins, pour que le propriétaire ne puisse, en aucune façon, arguer de ce qu'il n'aurait pas été suffisamment entendu, le demandeur en permis de recherches fera bien de faire notifier sa demande au propriétaire par acte extra-judiciaire, et d'annoncer à l'avance cette démarche dans sa pétition : l'ordonnance du 19 septembre 1840, portant permis de recherches pour la Société des mines de Bully et Fragny-sur-Loire, constate que les demandeurs avaient notifié leur pétition par actes extra-judiciaires au propriétaire du sol.

Pour plus de clarté, nous croyons devoir donner le modèle suivant de demande en permission de recherches, dans l'espoir que ce document pourra être utile aux explorateurs de gîtes minéraux.

- « Monsieur le Préfet, le soussigné (*nom, prénom et profession*),
 » domicilié au lieu de. . . a l'honneur de vous demander l'auto-
 » risation de faire des recherches de mines de. . . sur divers ter-
 » rains situés commune de. . . et appartenant aux sieurs. . .
 » (*noms, prénoms, professions et domiciles des propriétaires du sol*).
 » Les terrains sur lesquels il demande à exécuter des travaux de
 » recherches contiennent une étendue de. . . hectares.
 » Il joint à la présente pétition un plan de surface, à l'échelle de
 » 1 à 10,000, qui porte la désignation précise de ces terrains.
 » Il joint également à sa demande. . . extraits de rôles de con-
 » tributions constatant qu'il paie la somme totale de. . . dans les
 » communes de. . . (*Si c'est une société qui forme la demande,*
 » *mentionner le dépôt de l'acte de société.*)
 » Il s'engage, avant de commencer les travaux, à acquitter aux
 » propriétaires du sol l'indemnité due pour occupations de terrains,
 » et stipulée par l'article 10 de la loi du 21 avril 1810 : à défaut
 » d'accord entre les propriétaires et le soussigné, il acquittera ces
 » indemnités telles qu'elles seront déterminées par qui de droit.
 » Il prend l'engagement, à l'avance, de se conformer aux lois et
 » règlements sur les mines, ainsi qu'aux instructions qui lui seront
 » données par le préfet, sur le rapport des ingénieurs du département,
 » pour tout ce qui concerne la sûreté du sol et celle des ouvriers.
 » Il aura l'honneur de vous adresser prochainement la notification
 » qu'il fera faire, par acte extra-judiciaire, de la présente demande,
 » aux sieurs. . . propriétaires du sol, etc. »

Une parcellle pétition doit toujours être faite sur papier timbré.

Instruction des
demandes en per-
mis de recherches.

Le préfet, après avoir reçu une demande en permis de recherches, la communique à l'ingénieur des mines du département, qui reconnaît si la pétition est régulière et complète.

La pétition étant régularisée, s'il y a lieu, le préfet doit en communiquer officiellement le contenu au propriétaire du sol par l'intermédiaire du sous-préfet et du maire, avec mise en demeure, pour le propriétaire, de s'expliquer et de formuler ses observations au sujet de la demande en permis de recherches.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVIII, p. 791.

Le sous-préfet transmet la réponse du propriétaire à la préfecture avec son avis sur l'opportunité locale des recherches.

Le préfet communique le dossier de l'affaire à l'ingénieur des mines, lequel donne son avis général sur l'affaire et fait connaître la nature du terrain, la probabilité de succès que présentent les circonstances locales et la meilleure direction à suivre dans les travaux.

L'avis de l'ingénieur des mines est transmis avec le dossier de l'affaire à l'ingénieur en chef, qui donne le sien propre à la suite et adresse le tout à la préfecture.

Le préfet émet son avis sur la demande, et l'affaire est transmise au ministre des travaux publics, qui consulte le Conseil des Mines.

Le Conseil des Mines entendu, le chef du gouvernement rend un acte qui accorde, s'il y a lieu, le permis de recherches.

La première obligation du permissionnaire autorisé par le gouvernement à faire des recherches de mines dans les terrains d'un tiers, nonobstant le refus de celui-ci, c'est de lui payer l'indemnité préalable stipulée par l'article 10 de la loi du 21 avril 1810.

Quelle sera la juridiction compétente pour fixer le chiffre de cette indemnité préalable? Notre avis est que ce sont les tribunaux ordinaires qui auront à intervenir et juger, et en voici les motifs :

D'abord, au point de vue général, il est de principe que les questions d'intérêt privé soient jugées par les tribunaux, et les questions d'intérêt général, par la juridiction administrative; or, lorsqu'un explorateur occupe le champ d'un tiers pour y pratiquer des fouilles autorisées par le gouvernement, la fixation du solde dû à celui-ci pour l'occupation des terrains et les dégâts commis à la surface est essentiellement une chose d'intérêt privé; l'intérêt général, en effet, et les encouragements à donner à l'exploration des mines sont choses tout-à-fait étrangères à la question, car il ne s'agit pas d'encourager les recherches de mines au détriment de l'agriculture, et

Devoirs des permissionnaires de recherches vis-à-vis des propriétaires du sol. — Indemnité préalable.

Compétence des tribunaux ordinaires, pour régler cette indemnité.

nul ne saurait songer à un pareil moyen; nous avons défendu précédemment la compétence exclusive du gouvernement, en ce qui touche la fixation du droit du propriétaire sur les produits des recherches de mines, parce que le propriétaire du sol n'a pas un droit de propriété absolue sur ces produits, mais un simple droit de redevance, dont la fixation doit être réglée et modérée par des considérations d'encouragement à donner à l'industrie des mines, toute chose d'intérêt général et essentiellement administrative; c'est en partant du même principe que nous concluons pour la compétence des tribunaux ordinaires dans la question suivante, qui est toute d'intérêt privé.

D'autre part, observons que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 assimilent entièrement les explorateurs aux concessionnaires de mines, en ce qui touche les indemnités pour occupations de terrains et dégâts à la surface : ainsi, l'article 43 dit : *Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les propriétaires de mines.....* L'article 44 dit de son côté : *Lorsque l'occupation du terrain pour la recherche ou les travaux des mines, etc.....* La conséquence naturelle de cette assimilation est celle-ci : c'est la même juridiction qui doit connaître des indemnités dues aux propriétaires pour dégâts et occupation de terrains, soit qu'il s'agisse de recherches ou bien de travaux exécutés par des concessionnaires. Or, dans le cours du présent ouvrage, au chapitre : *Des devoirs des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol*, nous établirons que les contestations relatives aux indemnités de surface doivent être jugées par les tribunaux : d'où il faut conclure que la même compétence s'étend aux indemnités pour travaux de recherches.

On nous objectera que l'article 46 de la loi de 1810 soumet le jugement de cette question aux Conseils de préfecture : nous allons discuter cette objection. L'art. 46 dit que :

« Toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires
» de mines, à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte

» de concession, seront décidées conformément à l'article 4 de la loi
» du 28 pluviôse an VIII. »

Les indemnités dont il est question à l'article 46, sont celles dues par un concessionnaire à un ancien exploitant, à raison des travaux antérieurs à la concession ayant servi à la découverte du gîte ou pouvant servir à son exploitation ultérieure; cette indemnité n'a rien de commun avec celle due par l'explorateur au propriétaire du sol pour dégâts et occupations de terrains.

L'inventeur d'une mine qui n'en obtient pas la concession a droit, comme il sera dit plus tard, à deux sortes d'indemnités, l'une réglée par le gouvernement dans l'acte de concession, conformément à l'article 16 de la loi, l'autre fondée sur le degré d'utilité et d'importance de ses travaux d'exploitation, laquelle est réglée par les Conseils de préfecture, d'après l'art. 46: c'est donc seulement à cette indemnité d'exploration pour travaux exécutés par des inventeurs, explorateurs ou anciens exploitants que s'applique l'article 46.

On verra une preuve de la justesse de notre interprétation dans les nombreuses ordonnances de concession rendues en 1824 et 1825 pour les mines de houille de l'arrondissement de Saint-Etienne, lesquelles contiennent généralement une disposition ainsi conçue :

« Dans le cas où les titulaires de la présente concession n'auraient
» pas encore pris des arrangements avec tous les anciens propriétaires
» ou permissionnaires de travaux actuellement autorisés, relativement
» à la jouissance de ces travaux, il y sera pourvu suivant le mode
» prescrit par l'article 46 de la loi du 21 avril 1810. La valeur de ces
» travaux sera réglée, en raison de l'utilité dont ils devront être pour
» une bonne exploitation ultérieure (1). »

Cette disposition démontre nettement que les indemnités mentionnées à l'article 46 sont des indemnités de concessionnaire à explorateur ou ancien exploitant.

Le règlement de ces indemnités nécessite une appré-

(1) Peyret-Lallier, t. I, p. 572.

ciation des travaux antérieurs à la concession, au double point de vue de leur mérite comme moyen de découverte et de leur utilité pratique pour l'exploitation ultérieure : or, il est aisé de comprendre qu'une appréciation pareille touche indirectement à l'intérêt général de l'industrie minérale, et qu'elle devait rentrer, à ce point de vue, dans la juridiction administrative : en effet, s'il est bon d'encourager les explorateurs qui n'obtiennent point la concession, en leur faisant solder leur travaux utiles par les concessionnaires, il est bon aussi de ne pas grever lourdement les concessionnaires de l'obligation de payer toutes les explorations antérieures à la concession, quel que soit leur pen de mérite ou d'utilité : deux intérêts généraux sont donc ici en présence, la recherche et l'exploitation des mines ; il devait appartenir à la juridiction administrative de décider entre eux, et c'est ce qui motive l'article 46 de la loi.

Telle est l'interprétation de l'article 46, la seule admissible à notre avis ; or, la présence de l'article 46, après ce qui vient d'être dit, ne fait nullement obstacle à ce que les tribunaux règlent les indemnités d'explorateur à propriétaire du sol, pour recherches de mines antérieures à la concession.

L'interprétation que nous donnons de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810 a été admise par un arrêt de la Cour de Montpellier, du 4 janvier 1841, rendu dans l'affaire Dominé contre Bonayrot et autres.

« Attendu, dit l'arrêt, que l'article 46 de la loi du 21 avril 1810 » n'a trait qu'aux questions d'indemnités à payer par les propriétaires » des mines, à raison de recherches ou travaux antérieurs à la concession ; qu'il est évidemment inapplicable à une question de dommages, soulevée entre les individus qui se sont réunis à l'effet » d'obtenir une concession. . . . etc. (1).

Depuis 1810, l'Administration publique, en France, a plusieurs fois changé d'avis sur la compétence, en

(1) Dalloz, P. 41-2-159.

matière d'indemnités de terrains dues aux propriétaires du sol par les permissionnaires de recherches : d'après l'instruction ministérielle du 3 août 1810, le préfet, lorsqu'il statue sur une demande en permis de recherches, doit mentionner l'avis des experts sur l'indemnité à payer aux propriétaires et donner son avis sur le tout, pour être renvoyé au ministre de l'intérieur qui statue définitivement.

L'attribution, au préfet d'abord et au ministre ensuite, d'une semblable compétence, était une véritable anomalie, que M. l'inspecteur général Mignerou a fait ressortir (1).

M. Mignerou conclut à ce que l'indemnité soit évaluée par les Conseils de préfecture, et cette opinion, partagée par M. de Cheppe, s'est fait jour dans tous les permis de recherches accordés par le gouvernement depuis 1832 jusqu'en 1848 (2).

Le 19 décembre 1848, un arrêté du président du Conseil, chargé du pouvoir exécutif, a accordé un permis de recherches d'anthracite, dans la commune de Poilhé (Sarthe), aux sieurs Mathieu et Triger, et l'art. 3 de cet arrêté est ainsi conçu :

« A défaut d'accord entre les parties, ces indemnités seront réglées par les tribunaux (3).

L'opinion de l'Administration supérieure paraît donc être aujourd'hui pour la compétence des tribunaux, et nous pensons, par les motifs exposés plus haut, que cette doctrine est la mieux fondée.

Nous ne devons pas laisser ignorer que, dans la jurisprudence du Conseil d'État, le règlement de ces indemnités est de la compétence des Conseils de préfecture :

Exemple récent
du règlement de
ces indemnités par
les tribunaux.

Jurisprudence du
Conseil d'État.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 560.

(2) Voir les permis des 19 août 1832 (Pellé); 20 octobre 1839 (Pujade); 19 septembre 1840 (d'Asda); 11 septembre 1841 (Renaud St-Amour); 20 mai 1842 (Hogard); 29 octobre 1845 (Charlier); etc.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 607.

c'est ce qui résulte de l'ordonnance du 18 février 1846, rendue dans l'affaire Ponelle contre Lahore et consorts (1). Le Conseil d'État appuie son opinion sur l'article 46 de la loi de 1810 : nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit précédemment sur l'interprétation de cet article, et nous persistons dans notre opinion, qui était celle du ministre des travaux publics au 19 décembre 1848 (M. Vivien).

Chiffre de l'indemnité préalable.

Quant au chiffre de l'indemnité à payer par le permissionnaire, si les travaux ne sont que passagers, si le sol peut être remis en culture et produire l'année suivante, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé. (Art. 43 de la loi de 1810.)

Lorsque l'occupation des terrains, pour la recherche ou les travaux des mines, prive les propriétaires du sol de la jouissance du revenu au-delà d'une année, ou lorsqu'après les travaux, les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut exiger du permissionnaire de recherches l'acquisition de ces terrains; dans ce cas, le terrain sera estimé le double du prix qu'il avait avant l'exploitation de la mine. (Art. 44.)

Fixation de l'indemnité. — Expertises.

Lorsque le permissionnaire n'a pas pu conclure de conventions amiables pour le règlement de l'indemnité due au propriétaire, le débat est porté devant les tribunaux, et, s'il y a lieu à expertise, les dispositions du titre xiv du Code de procédure civile, les articles 303 à 333, sont exécutées conformément à l'article 87 de la loi du 21 avril 1810.

L'indemnité doit être préalable.

L'article 10 de la loi du 21 avril 1810 dit positivement que l'indemnité due au propriétaire du sol doit être préalable; ainsi, les travaux de recherches ne peuvent commencer qu'après règlement de l'indemnité; mais cette circonstance ne s'oppose pas à ce qu'un permis de recherches soit accordé avant le règlement de l'indemnité : on en voit un exemple dans l'ordonnance du 21

(1) Lebon, 1846, p. 86, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IX, p. 615.

avril 1840, portant permis de recherches au sieur de Ribette, malgré le refus des propriétaires et les contestations pendantes au sujet de l'indemnité; seulement, l'ordonnance en question reconnaît et consacre le principe de l'indemnité préalable, puisqu'elle dit art. 2 (1):

« Avant de commencer ses travaux, le sieur de la Ribette paiera,
 » aux propriétaires ci-dessus désignés, les indemnités qui pourront
 » leur être dues à raison de l'occupation de leurs terrains. »

Une disposition pareille est insérée d'ordinaire dans tous les permis de recherches.

Il peut arriver, en fait, que, par suite du retard des parties, l'indemnité due aux propriétaires, pour travaux de recherches, ne soit pas encore réglée lorsqu'intervient la concession; mais alors l'acte de concession stipule que le règlement de ces indemnités aura lieu ultérieurement.

On voit un exemple d'un cas pareil dans l'ordonnance du 2 janvier 1845, qui a concédé au sieur Pujade les mines de fer du Boulet (Pyrénées-Orientales) (2).

A l'époque de cette ordonnance, l'Administration était d'avis que le règlement de ces indemnités appartenait aux Conseils de préfecture : depuis lors et d'après la doctrine consacrée par elle dans le permis de recherches du 19 décembre 1848 (3), si pareille occasion se présentait, l'acte de concession devrait réserver le règlement de cette indemnité par les tribunaux.

Le jurisconsulte Proudhon fait justement observer, au sujet de l'indemnité préalable, combien il est difficile, dans la pratique, d'estimer et de compenser d'avance un dommage qui n'a pas encore eu lieu. Proudhon pense que le propriétaire peut exiger « que la somme fixée par » aperçu, par les experts, soit déposée entre des mains

Si l'indemnité n'est pas réglée au moment de la concession, l'acte de concession en réserve le règlement.

Si les circonstances s'opposent à ce que l'indemnité puisse être évaluée d'avance, le permissionnaire doit donner caution.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVII, p. 711.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. VII, p. 512.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 607.

» tierces ou chez le receveur des consignations pour la
 » sûreté du paiement (1). »

Ce système de caution provisoire indiqué par le jurisconsulte Proudhon, qui est d'une application facile dans la pratique, nous paraît satisfaire aux exigences de la loi.

L'indemnité préalable due au propriétaire, ne concerne que l'occupation du sol nécessaire aux recherches, et les dégâts à la surface.

L'article 10 de la loi du 21 avril 1810 n'a fait que poser le principe d'une indemnité préalable due, au propriétaire du sol, par celui qui fait des recherches de mines avec l'autorisation du gouvernement.

Quant aux bases d'après lesquelles cette indemnité doit être fixée, elles sont établies par les articles 43 et 44.

Pour bien se convaincre de la justesse de cette assertion, on peut se reporter à la discussion de la loi : ainsi, on lit dans Loaré, page 105, séance du 24 juin 1809 (discussion de l'article 15, correspondant à l'article 10 de la loi) :

« Le chevalier Vincent Marniola dit, que si l'on ne donnait pas pour
 » règle aux experts que le propriétaire doit être indemnisé de toutes
 » les pertes actuelles et subséquentes que les recherches lui feront
 » éprouver, les experts pourraient ne lui accorder que le dédomma-
 » gement des fruits ou des semences détruits par les fouilles et que,
 » cependant, il ne sera pas toujours couvert; car il est possible que
 » les travaux faits sur son terrain en changent la nature et en détrui-
 » sent les produits. Tel serait le cas où l'on aurait ravagé ses prairies.

» Le comte Treillard dit que l'article n'a pour objet que d'établir
 » le principe de l'indemnité, et que les bases d'après lesquelles elle
 » doit être évaluée, sont fixées par d'autres articles.

» Le comte Regnaud dit qu'elles le sont par l'article 44.

» L'archichancelier dit que l'observation du chevalier Vincent sera
 » discutée avec les articles auxquelles elle se rapporte.

« L'article est adopté. »

Le rapport fait par le comte Girardin au Corps législatif dit encore que les bases de l'indemnité préalable

(1) *Domaine de Propriété*, t. II, p. 408.

sont fixées par les articles 43 et suivants du projet, et l'instruction ministérielle du 3 août 1810 confirme le même principe.

Or, les articles 43 et 44 se rapportent exclusivement à des dégâts et des dégradations du sol ou à son achat définitif, lorsqu'il a été trop dégradé et que le propriétaire le réclame : de là, il résulte que l'*indemnité préalable stipulée par l'article 10 doit porter exclusivement sur les dégradations du sol et son occupation.*

D'après cela, M. de Cheppe a raison de dire qu'il n'est pas dû d'indemnité au propriétaire du sol par un permissionnaire de recherches, à raison de la privation de l'exercice du droit qu'il avait de faire les recherches lui-même (1).

Il n'est pas dû d'indemnité au propriétaire du sol, à raison de la privation de l'exercice du droit que celui-ci avait de faire les recherches lui-même.

En effet, d'une part, la privation de l'exercice de ce droit n'entre nullement dans les bases d'indemnité spécifiées aux articles 43 et 44; d'autre part, rien dans l'ensemble de la loi de 1810 ne motive une semblable réclamation du propriétaire, car, aux termes de l'article 10, celui-ci a le droit de faire des recherches, mais il n'en a pas le monopole, le gouvernement pouvant accorder ce droit à d'autres dans un but d'intérêt public.

Ce principe a reçu son application dans l'ordonnance du 11 septembre 1841, qui accorde au sieur Renaud Saint-Amour le droit de fouilles dans un terrain appartenant à la commune de Lusse (Vosges) (2).

Le Conseil municipal réclamait une indemnité pour la privation de l'exercice de son droit de recherches, et opposait son refus en cas de non paiement de cette indemnité.

L'ordonnance, passant outre à cette prétention, a accordé le droit de fouilles aux seules conditions, par le sieur Renaud, de payer à la commune de Lusse les indemnités qui pourraient lui être dues à raison de l'occu-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 631.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 702.

pation des terrains, le tout conformément aux articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810.

La redevance due au propriétaire sur les produits extraits, est en dehors de l'indemnité préalable : elle est réglée par le gouvernement.

L'indemnité préalable se rapportant exclusivement à l'occupation du terrain, il ne faudrait pas en conclure pourtant que cette indemnité est la seule due au propriétaire : en effet, celui-ci a un droit sur les produits extraits, comme il a été établi déjà ; mais ce droit du propriétaire sur les produits n'entre pas dans l'indemnité préalable mentionnée par l'article 10, laquelle doit être réglée par les tribunaux, tandis que le droit du propriétaire sur les produits des recherches est réglé par le gouvernement.

Ajoutons maintenant que, dans un permis de recherches proprement dit, il n'y a pas lieu de s'occuper nécessairement de ce droit du propriétaire sur les produits extraits, car ce permis ne donne pas au titulaire le droit de vendre ou utiliser les matières extraites des recherches ; il faut pour cela une autorisation spéciale du gouvernement, et cette autorisation pourra régler le droit des propriétaires sur les produits extraits. Cependant lorsqu'en délivrant un permis de recherches, le gouvernement prévoit qu'il pourra y avoir lieu d'autoriser le permissionnaire à vendre les produits extraits, il règle le droit éventuel des propriétaires sur ces produits.

On en voit un exemple dans l'ordonnance du 19 septembre 1840, portant permis de recherches de houille à la Compagnie d'Asda dans la commune de Bully (Loire) (1) ; il est dit dans cette ordonnance (art. 7) :

« A défaut de conventions amiables entre les permissionnaires et » les propriétaires du sol, la société paiera, en outre, aux propriétaires des terrains dans lesquels les recherches et travaux de » reconnaissance seront poursuivis, une redevance en nature ou » en argent pour le droit afférent à ces propriétaires, sur les produits qui seraient obtenus des fouilles. Cette redevance sera égale » au vingtième du produit brut, quelles que soient l'épaisseur du

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVIII, p. 791.

» gîte houiller et la profondeur des travaux. Elle sera payée au fur et
» à mesure de l'extraction, aux propriétaires des terrains fouillés,
» et tant que l'exploration aura lieu sur leurs terres. »

Une décision ministérielle du 5 octobre 1840 a accordé à la Compagnie Asda l'autorisation demandée par elle de vendre les produits de ses recherches, et il y a eu lieu, dès lors, à l'application de l'art. 7 sus-mentionné du permis de recherches.

Dans cette circonstance, la nature des charbons extraits les exposant à se dégrader promptement à l'air, l'ordonnance portant permis de recherches a prévu qu'il y aurait lieu à autoriser le permissionnaire à disposer des produits extraits, et elle a aussitôt réglé les droits des propriétaires sur ces produits.

Observons que l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1840 ne réserve, pour le gouvernement, le droit de fixer la redevance due par le permissionnaire au propriétaire du sol qu'à défaut de conventions amiables entre eux : le gouvernement, en effet, a opéré d'une manière analogue au sujet de la redevance due par les concessionnaires aux propriétaires jusqu'en 1842; mais nous verrons au chapitre : *Des Devoirs des Concessionnaires*, que, depuis la concession des mines de houille de la Péronnière, accordée le 13 janvier 1842, le chiffre précis de cette redevance est fixé par le gouvernement dans les concessions nouvelles instituées par lui, et il est dit que le paiement de la redevance ainsi fixé, sera fait nonobstant les stipulations contraires qui pourraient résulter de conventions antérieures entre le concessionnaire et les propriétaires de la surface.

Le gouvernement a justement reconnu l'abus de ces conventions antérieures, passées entre les concessionnaires et le propriétaire du sol, au sujet d'une redevance dont le chiffre doit être réglé par lui seul dans des vues d'intérêt général; des motifs analogues nous paraissent pouvoir être invoqués lorsqu'il s'agit d'une redevance sur les produits des recherches, car l'Administration doit un égal encouragement aux explorateurs et aux concession-

naires : nous pensons donc qu'il conviendrait de spécifier dans les permis de recherches que la redevance qui sera due au propriétaire du sol sur les produits extraits dans le cas d'un permis de vente, sera payée par le permissionnaire, nonobstant toute convention antérieure entre lui et le propriétaire du sol.

Telle est l'observation que nous soumettons à l'Administration supérieure, et ajoutons, du reste, que, dans le cas de permis de recherches, il n'y aura guère lieu de prévoir l'existence de conventions amiables entre le permissionnaire et le propriétaire du sol, car ce n'est que sur le refus de ce dernier qu'il y a lieu à permis.

L'ordonnance du 19 septembre 1840, citée tout à l'heure, prouve que le gouvernement reconnaît et consacre le droit du propriétaire sur les produits des recherches; seulement nous répèterons que ce droit est tout-à-fait distinct de l'indemnité préalable mentionnée à l'article 10 de la loi.

Lorsqu'un tiers demande à un propriétaire de lui céder son droit de fouilles dans son fonds, celui-ci ne peut pas imposer à l'explorateur la condition qu'on lui livrera une certaine portion du minéral extrait, car il s'agit ici du droit de faire des recherches, et non pas de la permission d'en vendre les produits; une pareille prétention du propriétaire équivaut à un refus, et le gouvernement peut alors, usant de son droit, accorder un permis de recherches.

On en voit un exemple dans l'ordonnance du 4 août 1839, citée par M. de Cheppe; cette ordonnance donne à la Compagnie des hauts fourneaux du Nord le droit de fouilles sur les terrains du sieur Bertanx, en passant outre aux prétentions de celui-ci, qui exigeait qu'on lui livrât une certaine quantité du minéral qui serait découvert (1).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 750.

Le paiement de l'indemnité préalable n'est pas la seule obligation des permissionnaires de recherches vis-à-vis des propriétaires de la surface.

L'explorateur qui exécute des fouilles dans les terrains d'un tiers, malgré le refus de celui-ci et sur l'autorisation expresse du gouvernement, est soumis à une servitude relative aux habitations et enclos murés qui atteint aussi le propriétaire agissant dans son fonds, comme il sera démontré tout à l'heure.

Cette servitude résulte de l'article 11 de la loi du 21 avril, qui est ainsi conçu :

« Nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra,
 » sans le consentement formel du propriétaire de la surface, donner
 » le droit de faire des sondes et d'ouvrir des puits ou galeries, ni celui
 » d'établir des machines ou magasins dans les enclos murés, cours
 » ou jardins, ni dans les terrains attenants aux habitations ou clôtures
 » murées, dans la distance de 100 mètres desdites clôtures ou des
 » habitations. »

Lorsque le propriétaire de la maison d'habitation ou de l'enclos muré est en même temps propriétaire des terrains compris dans un rayon de 100 mètres, nul ne peut faire des recherches dans ce rayon sans son consentement : il n'y a aucun doute à cet égard.

Mais lorsque le propriétaire de la maison ou de l'enclos muré n'est pas en même temps propriétaire des terrains compris dans un rayon de 100 mètres autour de l'habitation ou de l'enclos, quel est le consentement qui est nécessaire? Est-ce le consentement du propriétaire de la maison? Est-ce celui du propriétaire des terrains extérieurs?

Lorsque le propriétaire d'une maison d'habitation ne possède pas les terrains extérieurs à celle-ci, un travail de recherches de mines exécuté trop près peut en compromettre la solidité; lorsque le propriétaire de la maison possède en même temps les terrains extérieurs, un travail de recherches exécuté dans son fonds trop près de son habitation peut, à la fois, en menacer la solidité et le troubler dans l'asile de ses jouissances domestiques.

Le permissionnaire de recherches ne peut exécuter de travaux à moins de 100 mètres des habitations ou enclos murés, sans le consentement du propriétaire de ces habitations ou enclos.

Or, il résulte de la discussion de la loi du 21 avril 1810 que l'article 11 a eu pour double but de préserver les habitations ou enclos murés de travaux de recherches trop voisins qui en auraient compromis la solidité, et de garantir aux citoyens un asile pour leurs jouissances domestiques; la conclusion à en tirer est celle-ci : c'est le consentement du propriétaire de la maison d'habitation ou de l'enclos muré qui est nécessaire dans le cas prévu par l'art. 11, car, en ne demandant que le consentement du propriétaire du terrain extérieur, la solidité des habitations ne serait pas protégée.

Il importe beaucoup, pour l'intelligence de l'art. 11, de se reporter à la discussion de la loi; aussi croyons-nous devoir citer, à cet effet, un extrait de la séance du Conseil d'État du 13 février 1810 (1):

« Le comte Réal demande si la prohibition de former des ouvertures à une certaine distance des lieux clos ou des maisons, empêche de poursuivre la recherche sous ces lieux, lorsque l'ouverture a été pratiquée à la distance voulue par la loi.

« Le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely pense qu'il doit être permis de suivre le filon dans toute sa direction; les réglemens ne l'ont jamais prohibé; les accidens sont peu à redouter, parce que les galeries sont à une grande profondeur. C'est dans de pareilles circonstances que la surveillance des ingénieurs des mines est nécessaire; on a cru devoir interdire les ouvertures de puits à une certaine distance des maisons, mais on n'a pas voulu défendre de suivre la houille dans tous sens; c'est ce qui s'est pratiqué dans tous les temps, et aucune réclamation ne s'est encore élevée contre cet usage.

« Le comte Defermon dit que cette question est cependant d'une grande importance pour les mines de houille dont souvent les substances sont à la surface du sol, et qui n'exigent pas d'excavations.

« Napoléon dit que les observations présentées par M. Réal, s'appliquent à l'article 35 qui traite du mode d'exploitation, et que celui qu'on discute ne traite encore que de la recherche de la pre-

(1) Loaré, p. 317.

» mière ouverture. Pour prévenir toute entreprise nuisible aux voisins, on pourrait astreindre l'exploitant à donner caution des dommages que son entreprise peut occasionner, toutes les fois qu'un propriétaire voisin craindrait que les fouilles ne vinsent ébranler les fondemens de ses édifices, tarir les eaux dont il fait usage, ou lui causer quelque tort; il pourrait former opposition aux travaux, et la contestation serait portée devant les tribunaux ordinaires.

» L'article est adopté. »

Quand on lit le compte-rendu de cette séance, il est impossible de ne pas être convaincu, ainsi que le fait observer M. Cotellet, qu'en formulant une prohibition de faire des ouvertures de mines à une certaine distance des lieux clos ou habitations, les législateurs ont eu pour but principal de garantir la solidité des maisons et clôtures murées. Les paroles du comte Regnaud montrent clairement qu'on a cru devoir interdire les ouvertures de puits ou galeries à une certaine distance des maisons comme dangereuses, mais qu'on peut néanmoins autoriser, en certains cas, la poursuite des filons sous les lieux habités, parce que, en cette circonstance, *les accidents sont peu à redouter, à cause de la grande profondeur des galeries.*

La considération de la solidité des édifices a donc présidé incontestablement à la rédaction de l'article 11, et cette considération tranche la question d'interprétation dans le sens que nous avons indiqué; mais ce motif n'a pas été le seul, et M. le comte Regnaud dit formellement dans l'exposé des motifs que la loi écartera les recherches des maisons, des enclos, où le propriétaire doit trouver une liberté entière et le respect pour l'asile de ses jouissances domestiques.

Ce respect des jouissances domestiques est donc aussi un des motifs qui ont fait établir l'article 11, motif qui s'applique uniquement au propriétaire des maisons ou enclos qui possède les terrains environnans dans un rayon de 100 mètres; mais tous les motifs d'une loi aussi importante et aussi complexe que la loi de 1810 ne sont pas nécessairement compris dans l'*exposé des motifs*

du comte Regnaud, quel que soit, du reste, le mérite de ce brillant exposé. Pour connaître tous les motifs de la loi, il faut recourir à la discussion, comme nous avons fait; aussi avons-nous trouvé, dans la bouche même du comte Regnaud, des paroles qui établissent nettement que, dans la prohibition de l'article 11, on a eu en vue la solidité des maisons et clôtures murées. Le passage de l'exposé des motifs cité plus haut n'implique pas contradiction avec la discussion antérieure de la loi au Conseil d'État : il constate un motif de plus pour l'art. 11; mais ce nouveau motif ne contredit pas le premier, ainsi qu'il a été dit en commençant, et la conséquence que nous en avons tirée subsiste toujours.

Le privilège laissé au propriétaire des habitations et enclos de tolérer l'ouverture de travaux de recherches à moins de 100 mètres s'explique naturellement avec notre interprétation de l'article 11 : la loi a voulu garantir la solidité des habitations et enclos, mais il est naturel qu'elle laisse au propriétaire de celles-ci le droit de subir à ses risques et périls une chance d'instabilité pour ses bâtimens et clôtures, s'il veut consentir, par un arrangement particulier, à ce qu'un tiers ouvre un travail de recherches à moins de 100 mètres de distance : au contraire, ce privilège ne serait justifié par rien, et il serait vraiment absurde, s'il était accordé au propriétaire d'un terrain situé à moins de 100 mètres d'une habitation, alors que celle-ci ne lui appartient pas; ainsi, un propriétaire possède deux champs, l'un à plus de 100 mètres, l'autre à moins de 100 mètres d'une maison qui ne lui appartient pas; dans le premier champ, un explorateur pourrait, en vertu de l'article 10, faire des recherches avec l'autorisation du gouvernement, nonobstant le refus du propriétaire du sol, et pour faire des recherches dans le second champ, il faudrait le consentement formel du même propriétaire. Dans quel but, répétons-nous, cette différence? Ce n'est pas pour garantir la solidité des édifices, puisque le propriétaire du sol ne possède pas l'habitation située à moins de 100 mètres,

et que peu lui importe la conservation des constructions voisines; ce n'est pas pour garantir l'asile des jouissances domestiques, car une pièce de terre située à moins de 100 mètres de la maison d'un tiers n'est pas un asile de jouissances domestiques, pour le propriétaire de cette terre.

Ainsi donc, aucun des motifs déterminants de l'art. 11 ne peut faire penser que, pour faire des recherches dans un terrain situé à moins de 100 mètres d'une maison, il faudra nécessairement obtenir le consentement du propriétaire du terrain; tout concourt, au contraire, à faire démontrer que c'est le consentement du propriétaire de la maison qui est nécessaire: telle sera notre conclusion.

Avoir établi que le consentement du propriétaire de la maison est nécessaire et qu'il est le seul nécessaire, c'est avoir renversé à l'avance cette opinion que le propriétaire d'une maison ou enclos ne peut interdire les travaux de recherches, dans les terrains attenants, à moins de 100 mètres de sa maison ou de l'enclos, que dans le cas où les terrains lui appartiennent.

Cette dernière opinion a pourtant trouvé faveur auprès de plusieurs jurisconsultes distingués: M. Bayon, juge au tribunal de Saint-Étienne, l'a développée dans un Mémoire; M. Peyret-Lallier l'a défendue dans le *Traité de Législation des Mines*, et M. Dalloz paraît l'adopter dans son *Dictionnaire de Jurisprudence*.

La question de l'interprétation de la prohibition mentionnée à l'article 11, a été diversement tranchée par plusieurs jugements du tribunal de Saint-Étienne; mais la jurisprudence de la Cour de cassation est formelle à cet égard et n'a point varié.

Par arrêt du 21 avril 1823, rendu dans l'affaire d'Osmond contre Dubouchet et Massardier (1), la Cour de cassation a décidé que :

(1) Sirey, 23-1-392.

« Non-seulement celui qui a obtenu la permission de rechercher et
 » de découvrir une mine, mais encore celui qui, par un acte de
 » concession précédé de toutes les formalités voulues par la loi, a
 » obtenu le droit d'exploiter, ne peut ouvrir de puits dans la dis-
 » tance de 100 mètres de toute habitation ou clôture murée, sans le
 » consentement formel du propriétaire de ces habitations ou clôtures,
 » encore bien que le fonds sur lequel l'ouverture serait faite, appar-
 » tiennne à un autre que ce propriétaire. »

Par un autre arrêt du 23 janvier 1827, rendu dans l'affaire Poullet et Berthaud contre la dame Moreau (1), la Cour de cassation maintient le même principe et s'exprime de la manière suivante :

« Attendu que l'article 11 de la loi du 21 avril 1810 est conçu en
 » termes généraux, et qu'il ne fait aucune distinction; que, dès
 » lors, il répond à celle que les demandeurs ont cherché à établir,
 » entre le cas où le propriétaire d'un terrain clos est, en même temps,
 » propriétaire du terrain, sur lequel un puits a été ouvert par le
 » concessionnaire d'une mine à une distance moindre de 100 mètres
 » des habitations et clôtures, et le cas où l'enclos et le terrain sur
 » lequel le puits a été pratiqué appartiennent à deux propriétaires
 » différents; que dans ces deux cas, la prohibition prononcée par la
 » loi est également applicable; qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué
 » (d'Angers) a fait une juste appréciation de la loi précitée, et s'est
 » en même temps conformé aux principes conservateurs du droit de
 » propriété; rejette, etc. »

L'interprétation de l'article 11, au point de vue de savoir quel est le propriétaire dont le consentement est nécessaire, ne saurait donc plus faire désormais question.

On dira que cet article 11 crée une servitude pour tous les terrains situés dans un rayon de 100 mètres des habitations et enclos; cela est incontestable; mais le législateur avait plein droit d'établir une servitude parcellaire; en effet, le droit de fouilles, consacré pour le propriétaire du sol par l'article 552 du Code civil, n'est pas un droit absolu; il est soumis aux modifications résultant des lois et règlements relatifs aux

Servitude créée
 par l'art. 11 sur
 les terrains à 100
 mètres des maisons
 et enclos.

(1) Sirey, 27-1-103.

mines et des lois et règlements de police. Ajoutons que les servitudes de ce genre ne sont pas nouvelles : ainsi, l'arrêt du Conseil, de 1772, interdit d'ouvrir des carrières à moins de trente toises des bords des routes : il n'est donc pas étonnant que la loi des mines ait établi une prohibition de distance des maisons et enclos pour les ouvertures des travaux souterrains.

Cette servitude est définie et précisée avec une grande logique par Proudhon (1), qui démontre que, dans ce cas, les fonds dominants sont nécessairement les habitations et clôtures.

Si la servitude établie par l'article 11 a pour but de garantir la solidité des constructions à la surface du sol (et nous avons démontré qu'il en est ainsi), cette servitude, pour être véritablement efficace, doit s'étendre aux recherches de mines de toutes sortes, qu'elles soient faites avec l'assentiment des propriétaires des terrains compris dans le rayon de 100 mètres, ou bien avec l'autorisation du gouvernement.

La prohibition de l'art. 11 s'applique aux recherches exécutées par les propriétaires du sol, situées à moins de 100 mètres.

L'expression, *nulle permission*, qui se trouve à l'article 11, a fait croire à beaucoup de jurisconsultes qu'il s'agissait uniquement des *permissions administratives*; mais cette spécification ne se trouve pas écrite dans la loi, qui ne fait aucune distinction à ce sujet, et, d'autre part, comme l'interprétation restreinte du mot *permission* rendrait la prohibition de l'article 11 inefficace et vraiment illusoire, en ce qui touche la garantie de solidité des édifices, il y a lieu d'interpréter le mot *permission* dans le sens le plus large, qui est ici le véritable esprit de la loi.

M. Cotelle, dans son *Cours de Droit administratif*, expose que la prohibition de l'article 11 ne s'applique qu'aux permissionnaires agissant en vertu d'une autorisation du gouvernement, et il ajoute (2) :

(1) *Traité du Domaine de Propriété*, t. II, p. 420.

(2) *Cours de Droit administratif*, t. II, p. 55.

« L'erreur d'un préfet qui avait appliqué l'article 11 au propriétaire, » que l'article 12 maintient dans tous ses droits sur les terrains » réservés par le précédent article, a été signalée par une ordonnance du 18 juillet 1827 (*Raclet et Lachaume, Macarel*). »

A ce sujet, nous croyons devoir doublement combattre l'opinion de M. Cotelle, et d'abord reportons-nous à l'article 12 de la loi, qui est ainsi conçu :

« *Le propriétaire pourra faire des recherches, sans formalité préalable, dans les lieux réservés par le précédent article, comme dans les autres parties de sa propriété.....* »

Quel est le *propriétaire* dont il s'agit à l'article 12? C'est évidemment l'individu qui possède à la fois les habitations ou clôtures murées et les terrains extérieurs. Si ce propriétaire veut ouvrir des puits ou galeries dans son terrain, à moins de 100 mètres de ses habitations ou clôtures, la loi dit qu'il pourra le faire librement, sans formalité préalable, aussi bien que dans *les autres parties de sa propriété*, situées à plus de 100 mètres des maisons et clôtures; mais c'est chose toute naturelle, et la loi ne pouvait pas dire autrement, car, dans ce cas particulier, le propriétaire de la maison ou enclos se donne à lui-même, propriétaire du terrain situé dans la zone réservée, le droit d'ouvrir des fouilles dans cette zone, comme il pourrait donner ce droit à un autre.

Telle est, selon nous, la véritable interprétation de l'exception apparente contenue dans l'article 12, exception qui n'en est pas une au fond, et avec cette interprétation, l'article 12 ne contredit pas ce que nous avons dit de la prohibition de l'article 11.

D'autre part, l'ordonnance du 18 juillet 1827, citée par M. Cotelle, ne nous semble pas avoir été interprétée dans son véritable sens. Voici dans quelles circonstances fut rendue cette ordonnance (1) : en 1824, les sieurs Joesmin et Mazoyer, propriétaires aux environs de la

(1) Macarel, t. IX, p. 597.

Romanèche, demandèrent la concession d'une mine de manganèse qu'ils exploitaient depuis longtemps sur leurs propriétés, et bien antérieurement à la loi de 1810.

Les sieurs Balledey et Signoret, propriétaires de maisons sises à moins de 100 mètres des travaux des sieurs Joesmin et Mazoyer demandèrent l'interdiction de ces travaux, et un arrêté du préfet de Saône-et-Loire, du 15 septembre 1824, en prononça, en effet, l'interdiction.

Le 1^{er} octobre 1825, une décision du ministre de l'intérieur annula l'arrêté du préfet de Saône-et-Loire, et permit aux sieurs Mazoyer et Joesmin de continuer provisoirement leurs travaux, sauf recours aux tribunaux, s'il y avait dommage pour les propriétés voisines.

Alors les sieurs Raelet et Lachaume, concessionnaires d'une mine de manganèse voisine, assignèrent Mazoyer et Joesmin devant le tribunal de Maçon, qui condamna ceux-ci à cesser leurs travaux, malgré le déclinatoire proposé.

Appel devant la Cour de Dijon, qui infirma le jugement du tribunal de Maçon.

Double pourvoi par Raelet et Lachaume devant la Cour de cassation contre l'arrêt de la Cour de Dijon, et devant le Conseil d'État contre la décision du ministre de l'intérieur.

C'est alors qu'un arrêt fut rendu dans les termes suivants par le Conseil d'État :

« Considérant qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de l'application
» de l'article 11 de la loi du 21 avril 1810, relatif aux concessions de
» mines, mais bien d'une ancienne exploitation régie par l'article 55
» de ladite loi, que les sieurs Joesmin et consorts étaient en possession
» d'exploiter la mine de manganèse sur le sol dont ils étaient pro-
» priétaires; que leurs droits à continuer cette exploitation ont été
» réservés, non-seulement par l'article 55 de la loi précitée, mais
» encore, par une disposition expresse de l'ordonnance rendue au
» profit des sieurs Raelet et Lachaume leurs adversaires, que ladite
» exploitation ayant été suspendue par l'arrêté du préfet de Saône-
» et-Loire, du 15 septembre 1824, le ministre de l'intérieur n'a pas
» excédé sa compétence en levant cette suspension et en accordant
» l'autorisation provisoire de continuer l'exploitation; qu'ainsi les

» sieurs Rolet et Lachaume sont non recevables à attaquer ladite
» décision ; rejette. »

Ainsi donc, c'est en qualité d'anciens exploitants, antérieurs à la loi de 1810, c'est en vertu de l'article 53 de ladite loi que les sieurs Joesmiu et Mazoyer furent autorisés à continuer provisoirement leur exploitation, mais non pas à titre de propriétaires du sol, comme le pense M. Cotelle, et c'est pour éviter tout effet rétroactif, en ce qui concerne l'article 53, qu'a été rendu l'arrêt du Conseil d'État du 18 juillet 1827.

L'opinion émise par M. Cotelle, en ce qui touche la prohibition de l'article 11, conduirait à des conséquences vraiment anormales : ainsi, il est constant que la prohibition de l'article 11 s'applique aux concessionnaires de mines, comme aux explorateurs ; or, ne serait-il pas étrange qu'avant la concession, le propriétaire du sol pût ouvrir ou laisser ouvrir un puits de mines à moins de 100 mètres de la maison d'un tiers, sans le consentement de ce dernier, et qu'après la concession, il ne pût pas donner au concessionnaire lui-même la faculté d'ouvrir un puits sur le même terrain et dans les mêmes conditions ?

Ajoutons, pour terminer sur ce sujet, que la question a été décidée par un arrêt de la Cour de cassation, rendu le 1^{er} août 1843, dans les circonstances suivantes (1) :

Le sieur Dancoisne avait permis à un tiers de faire des fouilles dans un terrain à lui appartenant et sis à moins de 100 mètres d'une maison appartenant au sieur Decoster ;

Opposition de ce dernier : jugement du tribunal civil de Douai, en date du 24 août 1838, qui donne raison à Decoster.

Appel : arrêt infirmatif de la Cour de Douai, du 5 décembre 1838, qui dit que la prohibition de l'article 11

(1) Devilleneuve, année 1843 — 1-795.

ne s'applique qu'aux recherches autorisées par le gouvernement et aux travaux des concessionnaires.

Pourvoi en cassation par Decoster. ARRÊT :

« La Cour, vu les articles 11 et 12 de la loi du 21 avril 1810,
 » attendu qu'en prohibant tous travaux de recherches ou de sondage
 » dans les lieux et le périmètre qu'il détermine, l'article 11 de la loi
 » du 21 avril 1810, ne fait aucune distinction entre les travaux de
 » recherches ou de sondage qui auraient lieu avec le consentement du
 » propriétaire de la surface, et ceux qui seraient entrepris en vertu
 » d'une autorisation du gouvernement; que, dès lors, au cas où des
 » travaux de recherches ou de sondage sont effectués à la distance
 » prohibée des enclos murés, cours, jardins ou habitations, sur un
 » terrain qui n'appartient pas au propriétaire de ces habitations, il
 » importe peu qu'ils l'aient été du consentement du propriétaire du
 » sol ou avec l'autorisation du gouvernement; que toutes recherches
 » sont prohibées, d'une manière absolue, dans le périmètre déter-
 » miné par la loi, sauf l'unique exception portée en l'article 12; que
 » cette prohibition a été portée dans l'intérêt de la propriété bâtie et
 » murée, et dans le but de la préserver du voisinage des travaux qui
 » pourraient en altérer la valeur ou troubler le repos de ses pro-
 » priétaires; qu'en admettant une distinction que la loi ne consacre
 » pas, et en autorisant les travaux de recherches dans le périmètre
 » réservé par la loi, sans le consentement du propriétaire des habita-
 » tions ou enclos voisins, la Cour royale de Douai a excédé ses pon-
 » voirs, et expressément violé, en les appliquant fausement, les
 » dispositions des articles 11 et 12 de la loi précitée; casse, etc. »

Il reste donc établi désormais que c'est seulement à plus de 100 mètres des maisons des tiers que le propriétaire du sol peut librement et sans formalité aucune faire des recherches de mines sur son propre fonds.

Aux termes de l'instruction ministérielle du 3 août 1810, lorsqu'un permis de recherches est accordé par le gouvernement, les travaux doivent être mis en activité dans les trois mois de la permission accordée. Depuis lors, il a été décidé que ce délai de trois mois ne devait courir qu'à partir du règlement de l'indemnité préalable, opéré, soit de gré à gré, soit par décision de la juridiction compétente : on en voit un exemple dans l'ordonnance

De devoir des
 concessionnaires
 vis-à-vis du gou-
 vernement.

du 23 avril 1840, portant permis de recherches pour le sieur de la Ribette (1).

Les recherches une fois entreprises, le premier devoir du permissionnaire est de s'abstenir de tout travail d'exploitation et de se borner à de vrais travaux de recherches et de reconnaissance.

Les travaux doivent être suivis avec activité, dit l'instruction du 3 août 1810, et dans le cas d'inaction formellement constatée, après avoir entendu le permissionnaire et sur le rapport du préfet et de l'Administration des Mines, la permission peut être révoquée par le ministre et accordée à d'autres.

Le permissionnaire doit se conformer, pour la direction des recherches et la sûreté des ouvriers, aux instructions qui lui seront données par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines.

Toutes ces obligations sont insérées dans l'ordonnance portant permis de recherches, et il y est dit qu'en cas d'inexécution de ces conditions, la permission cessera de plein droit d'avoir son effet.

Le permissionnaire doit, en outre, rendre compte au préfet de la nature et de l'état des travaux exécutés : ainsi, l'ordonnance du 7 mars 1841, portant permis de recherches pour la Compagnie Paliopy, contient un article ainsi conçu (art. 6) (2) :

« Il (le permissionnaire) rendra compte au préfet, tous les trois
» mois, de la nature et de l'état des travaux exécutés, des circon-
» stances principales du gisement, du minerai produit par les
» recherches, et du nombre des ouvriers employés.

» Ce compte sera accompagné, s'il y a lieu, du plan indicatif des
» travaux. »

Telles sont les obligations du permissionnaire de recherches vis-à-vis du gouvernement.

Les permis de recherches sont affichés pendant un

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVII, p. 711.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 760.

mois dans la commune où doivent s'étendre les travaux, à la diligence du maire et aux frais des permissionnaires.

Le permissionnaire peut exécuter toute espèce de travaux de recherches et de reconnaissance par puits, galeries, tranchées ou sondages, dans les terrains désignés par le gouvernement.

Droits des permissionnaires de recherches.

La durée des permis de recherches est ordinairement de deux années : pour les terrains dont l'indemnité d'occupation est déjà déterminée par des conventions amiables à l'époque où le permis de recherches est accordé ; ce laps de deux années doit être compté à partir du jour de la notification du permis de recherches aux parties intéressées.

Durée du permis de recherches.

Pour les terrains à l'égard desquels il n'a pas été fait de semblables conventions, il est juste de ne faire courir le laps de temps qu'à dater du jour du règlement des indemnités par la juridiction compétente.

Ce double principe, conforme de tous points à l'équité, est consacré par l'article 4 de l'ordonnance du 23 avril 1840, déjà citée, portant permis de recherches au sieur de la Ribette (1), et dans d'autres permis de ce genre.

Au sujet de la durée des permis de recherches, disons ici que le permis peut être renouvelé après cette époque, s'il y a lieu, sur l'avis de l'Administration des Mines : l'instruction ministérielle du 3 août 1810 le dit formellement, et il existe des précédents à cet égard, notamment l'ordonnance du 21 mars 1839, qui renouvelle à la Compagnie Tourangin et aux sieurs Luzarche et Grenouillet l'autorisation de recherches dans les communaux d'Urciers, accordée antérieurement le 28 novembre 1837 (2).

Renouvellement du permis de recherches.

Le permis de recherches émanant du gouvernement ne donne pas droit de vendre les produits de ces travaux : lorsque les matières extraites des recherches

Produits minéraux extraits à la suite du permis de recherches.

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. XVII, p. 711.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 715.

seront sujettes à se détériorer promptement, ou lorsqu'elles seront immédiatement nécessaires, soit pour la consommation générale, soit pour des essais métallurgiques, l'explorateur pourra former une demande spéciale à l'effet d'être autorisé à disposer de ces produits.

Demande en permission de vendre ou d'utiliser les produits extraits à la suite d'un permis de recherches.

Cette demande est tout-à-fait distincte de la demande en permis de recherches; elle devra être faite dans la forme indiquée plus haut pour les pétitions de ce genre qui se rapportent à des recherches faites avec l'agrément des propriétaires du sol : le consentement du propriétaire ne fait rien pour la propriété des matières extraites, et le gouvernement reste toujours libre de régler la destination de ces matières dans tous les cas de recherches de mines.

Nous avons déjà cité la décision ministérielle du 5 octobre 1840, qui permet à la Compagnie d'Asda de vendre les produits des recherches qu'elle était autorisée à faire par ordonnance du 19 septembre 1840, nonobstant le refus des propriétaires du sol; ou voit que, dans les cas de ce genre, le droit des propriétaires sur les produits extraits est prévu et réglé par le gouvernement dans l'ordonnance portant permis de recherches : ainsi, pour ce qui concerne la Compagnie d'Asda, ce droit a été fixé à un vingtième des produits extraits, à défaut de conventions antérieures avec les propriétaires du sol (1).

C'est le cas de répéter ici, au sujet de l'ordonnance du 19 septembre 1840, que le gouvernement n'y a pas usé de tout son pouvoir relativement à la fixation du droit des propriétaires sur les produits extraits, attendu qu'il est toujours le maître de régler ce droit, nonobstant toutes conventions antérieures, en cas de recherches, comme en cas de concession.

Le gouvernement n'use qu'avec réserve du droit d'accorder le permis de vente aux concessionnaires de recherches.

C'est une chose grave que d'autoriser un explorateur à vendre avant la concession les produits des recherches qu'il exécute dans le fonds d'un tiers, malgré le refus de

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVIII, p. 755 et 791.

celui-ci, et en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement : aussi l'Administration n'use-t-elle de ce droit qu'avec une grande réserve, et lorsque les circonstances locales, appréciées par les ingénieurs des mines, l'exigent impérieusement.

Ainsi, par exemple, cette permission de vente a été refusée à M. Durand-Cœur, qui avait été autorisé, par ordonnance du 14 septembre 1839, à exécuter des recherches de sulfure d'antimoine, malgré le refus des propriétaires, dans les communes de Violay et Sainte-Colombe (Loire). L'Administration a considéré que le minerai d'antimoine étant de nature à ne pas se détériorer dans les halles, il n'y avait pas lieu d'autoriser l'explorateur à vendre ce minerai avant la concession (1).

Le privilège accordé au permissionnaire d'exécuter des recherches dans les terrains d'un tiers, nonobstant le refus de celui-ci, ne préjuge rien sur le choix qui pourra être fait d'un concessionnaire pour les gites que les travaux en question auraient fait découvrir, et le gouvernement conserve toujours sa liberté de choix dans la délivrance des concessions de mines. Cette disposition, qui est une conséquence naturelle de la loi du 21 avril 1810, est écrite dans tous les permis de recherches.

Le permis de recherches ne donne pas au permissionnaire le droit exclusif de faire des fouilles, en ce sens qu'il n'enlève pas au propriétaire du sol le droit que celui-ci a de faire des recherches dans son terrain ; néanmoins, le droit de fouilles du propriétaire du sol est nécessairement modifié, et l'on en voit un exemple dans l'ordonnance du 23 avril 1840, portant permis de recherches au sieur de la Ribette. L'article 6 de cette ordonnance est ainsi conçu (2) :

Le permis de recherches ne préjuge rien sur le choix ultérieur du concessionnaire.

Le permis de recherches n'enlève pas au propriétaire du sol son droit de fouilles, mais il le modifie profondément.

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 689.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVII, p. 711.

« Si des recherches viennent à être entreprises dans les mêmes terrains par les propriétaires ou leurs ayant-cause, le préfet, sur le rapport des ingénieurs des mines, déterminera les parties des pièces de terre dans lesquelles chaque explorateur devra circonscrire ses travaux. »

Cette disposition fort sage respecte suffisamment les droits de la propriété, et, en même temps, elle assure l'efficacité du permis de recherches contre le mauvais vouloir d'un propriétaire qui prétexterait son droit de fouilles pour empêcher les explorations du permissionnaire.

Le permissionnaire n'est pas en droit de demander l'établissement d'un chemin à charroi sur les terrains à explorer.

Nous verrons plus tard que les concessionnaires de mines peuvent obtenir du préfet l'autorisation d'établir un chemin de charroi destiné à desservir les ouvertures de leurs puits ou galeries, à titre de travail dépendant de l'exploitation : celui qui n'a encore obtenu qu'un simple permis de recherches, est-il fondé à former une pareille demande auprès de l'Administration ?

Non évidemment, puisque le permis ne donne pas le droit de disposer des matières extraites ; pour que l'autorisation d'un semblable chemin puisse être accordée, il faut qu'il y ait lieu à l'eulèvement légal des produits minéraux, et, par suite, à leur charriage ; il faut donc que le demandeur soit devenu concessionnaire, ou, tout au moins, qu'il ait obtenu une autorisation spéciale pour vendre ou utiliser les produits de ses travaux.

L'Administration supérieure a décidé de la sorte dans le cas suivant, cité par M. de Cheppe (1) : l'autorisation d'établir un chemin de charroi sur des terrains à explorer a été refusée à la Compagnie des hauts fourneaux du Nord, qui demandait, en même temps, un permis de recherches de minéral de fer, et cette dernière chose lui a seule été accordée par ordonnance du 4 août 1839 (2).

Recherches sur des terrains concédés

Nous nous sommes occupés jusqu'à présent des recherches de mines exécutées dans les terrains non concédés ;

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 687.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 750.

traitons maintenant la question des recherches dans des terrains concédés : et d'abord, le propriétaire du sol peut-il librement faire des fouilles dans son fonds, lorsque ce terrain fait partie d'une concession de mines ?

La concession d'une mine donne au titulaire la libre disposition du gîte minéral spécifié dans l'acte qui s'y rapporte : ainsi, dans une concession de mine de houille, le propriétaire du sol ne pourra pas faire des recherches de houille. Cette solution, entièrement conforme à l'esprit et au texte de la loi de 1810, a été confirmée par un arrêt de la Cour de Grenoble, du 19 août 1831, dans l'affaire Laye contre Giroud (1); mais le propriétaire pourra-t-il faire des recherches d'une substance étrangère à celle qui fait l'objet de la concession ?

Observons, à ce sujet, que l'acte de concession définit nettement et exclusivement la substance ou les substances minérales qui en font l'objet; mais il ne comprend point les matières minérales étrangères à celle-ci; aussi les ordonnances ou décrets de concessions contiennent-ils un article ainsi conçu :

« Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gîtes de tout minéral »
» étranger à... (la substance concédée),... qui peuvent exister dans »
» l'étendue de la présente concession. La concession des gîtes de ces »
» minerais sera accordée, s'il y a lieu, après une instruction parti- »
» culière, soit au présent concessionnaire, soit à une autre per- »
» sonne (2). »

Conformément à ce principe, le gouvernement a souvent accordé à différentes personnes les concessions de substances minérales diverses portant sur les mêmes terrains : on pourrait citer, à ce sujet, la concession de plomb de Rongas (Hérault), qui est enclavée dans la concession houillère de Saint-Gervais, et une foule d'autres exemples du même genre.

(1) Dalloz, P. 52-2-45.

(2) Article C du modèle joint à la Circulaire du 8 octobre 1835.

Toute concession devant être nécessairement précédée de recherches, il suit implicitement du fait de concessions multiples et à divers, sur les mêmes terrains, qu'une personne autre que le concessionnaire doit pouvoir exécuter des recherches de mines dans un terrain concédé, à la condition de n'explorer que des minerais étrangers à ceux qui font l'objet de la concession instituée déjà.

Cette personne autre que le concessionnaire ne saurait être que le propriétaire du sol ou son délégué : ce ne pourrait être, en effet, un permissionnaire de recherches, car l'article 12 de la loi du 21 avril 1810 dit formellement :

« Dans aucun cas, les recherches ne pourront être autorisées dans un terrain déjà concédé. »

Le gouvernement ne peut donc pas autoriser d'office des recherches dans les terrains concédés, mais celles qui sont entreprises par le propriétaire du sol ne sauraient être comprises dans cette exception, car ce ne sont pas des travaux exécutés en vertu d'une autorisation du gouvernement. Le propriétaire du sol qui fait des recherches use du droit qui lui est conféré par la loi civile (Code civil, art. 552), droit qui est limité et restreint par la loi de 1810, mais qui ne lui est pas conféré à proprement parler par celle-ci : la loi de 1810 a créé des restrictions au droit de fouilles du propriétaire, par exemple, la prohibition des ouvertures de travaux à moins de 100 mètres des habitations des tiers ; mais en dehors de ces restrictions, le propriétaire qui fait des recherches agit en vertu d'un droit antérieur.

Nous croyons avoir ainsi établi que l'interdiction mentionnée à l'article 12 n'atteint pas les recherches exécutées par le propriétaire du sol dans un terrain concédé, et relatives à des substances étrangères à celles de la concession, et nous partageons à cet égard l'opinion de M. Peyret-Lallier (1).

(1) *Traité sur la Législation des Mines*, t. I, p. 256.

M. de Cheppe cite, dans les *Annales des Mines*, une décision ministérielle du 6 février 1845, qui autorise le sieur Giral à exécuter des recherches de pyrite à l'intérieur de la concession de lignite d'Estavar (Pyrénées-Orientales), et il en conclut que l'interdiction d'autoriser des travaux de recherches dans un terrain concédé ne s'applique qu'aux substances faisant l'objet de la concession déjà faite (1). Nous ne saurions, à cet égard, partager l'avis de M. de Cheppe, et nous persistons à croire que le gouvernement n'est pas fondé à délivrer un vrai permis de recherches dans un terrain concédé. La décision citée par M. de Cheppe n'est pas, à proprement parler, un permis de recherches accordé par le gouvernement en vertu de l'article 10 de la loi de 1810; en effet, dans l'exemplé cité, il s'agissait de faire des fouilles dans un terrain communal, et le Conseil municipal de Saillagouse avait donné son adhésion, en stipulant seulement une rétribution annuelle de 19 francs par hectare de terrain exploré, pour dégradations du sol.

Le ministre des travaux publics, par sa décision du 6 février 1845, n'a fait qu'homologuer le consentement donné par la commune de Saillagouse qui agissait comme propriétaire du sol, mais il n'a pas autorisé les recherches en vertu du droit conféré au gouvernement par l'art. 10; cela est si vrai qu'une simple décision ministérielle a suffi pour cela, tandis que, pour délivrer un véritable permis de recherches, il eût fallu un acte émanant du chef du gouvernement, ainsi que cela a été démontré par M. Mignerou, et que cela se pratique depuis 1832.

La décision ministérielle du 6 février 1845 ne fait donc que consacrer l'interprétation que nous avons donnée de l'article 12, savoir : que le propriétaire du sol peut user de son droit de fouilles, même dans un terrain concédé, pourvu qu'il s'agisse de substances minérales étrangères à celles qui ont fait l'objet de la concession.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VII, p. 527.

Quant au gouvernement, il ne faut pas s'étonner que la loi de 1810 lui ait interdit d'autoriser des recherches dans les terrains concédés; en effet, le gouvernement a déjà un mandataire naturel, qui est le concessionnaire précédemment institué, et qui pourra faire des recherches dans tous les points de la concession, en vertu de son titre :

« S'il existait dans un terrain déjà concédé, une mine inconnue, » a dit le rapporteur de la loi de 1810, tous les motifs se réunissent » pour en attribuer exclusivement la recherche au concessionnaire » de la première : »

Ces paroles doivent s'entendre des recherches *autorisées par le gouvernement*, et ainsi interprétées, elles viennent à l'appui de notre opinion.

Dans les terrains non concédés, il y a deux personnes qui peuvent faire des travaux de recherches : le propriétaire du sol, ou bien le permissionnaire autorisé par le gouvernement; pour les terrains concédés, et en ce qui touche les substances étrangères à la concession, il y aura de même deux personnes qui auront le droit de fouilles : le propriétaire du sol ou bien le concessionnaire agissant en vertu des pouvoirs conférés par le gouvernement; de cette manière, les droits du propriétaire seront respectés, et avec eux, ceux du gouvernement, qui doit pouvoir encourager les recherches de mines dans l'intérêt de tous; or, c'est là l'esprit fondamental de la loi du 21 avril 1810.

Y a-t-il lieu à redevance sur les produits des travaux de recherches

Les travaux de recherches exécutés antérieurement à la concession amènent souvent au jour des matières minérales utiles, et l'Administration accorde quelquefois l'autorisation de les vendre ou de les utiliser : y a-t-il lieu, dans ce cas, de la part de l'État, à prélever une redevance proportionnelle sur les produits extraits? La règle générale est qu'il n'y a pas lieu à redevance avant la concession : il y a pourtant quelques exceptions à cet égard.

A l'époque de la promulgation de la loi de 1810, il existait un grand nombre d'exploitations irrégulières

fournissant au besoin de la consommation : l'Administration laissa un temps raisonnable aux exploitants pour faire régulariser leurs titres par des concessions; mais, en même temps, comme ces exploitations donnaient des produits abondants, l'État ne voulut pas être frustré de la redevance proportionnelle qui lui est attribuée par la loi de 1810 sur les produits extraits, et le décret du 6 mai 1811 prescrivit de soumettre à la redevance proportionnelle les mines non concédées comme les autres; mais c'étaient là des circonstances transitoires qui ont aujourd'hui à peu près disparu.

En général, l'État s'abstient de prélever la redevance proportionnelle sur les produits des travaux de recherches, parce qu'il craint que le paiement de cette redevance ne soit regardé comme un titre exclusif par le demandeur en concession, qui a obtenu l'autorisation de vendre les produits extraits de ses travaux. On en voit un exemple dans une décision ministérielle du 15 décembre 1838, citée et commentée par M. de Cheppe (1). M^{me} de la Borde, qui demandait la concession des mines de houille de Fienne (Pas-de-Calais), sollicita la permission de vendre le charbon provenant de ses recherches, et elle offrit de payer au gouvernement une redevance proportionnelle sur les produits extraits : le droit de vente a été accordé à la dame de la Borde, mais l'Administration s'est refusée, par le motif qu'on vient de mentionner, à accepter une redevance sur les produits.

S'il arrivait pourtant que des travaux de recherches amenassent au jour des produits minéraux très-importants, l'Administration, en accordant un permis de vente, pourrait stipuler exceptionnellement et dans l'intérêt du Trésor, que la redevance proportionnelle serait perçue sur les produits extraits : c'est ce qui a été fait dans le département de la Loire; mais c'est là une circonstance exceptionnelle, et la règle générale n'est pas

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIV, p. 521.

moins celle-ci, que les produits des recherches antérieures à la concession ne sont point sujets à redevance.

La vente des produits extraits de recherches autorisée par l'Administration, n'est pas sujette à patente.

La vente des produits de recherches autorisée par l'Administration, qui est généralement exemptée, en fait, de la redevance proportionnelle, ainsi qu'il vient d'être dit, est encore exemptée, en droit, de la patente, en raison de l'article 32 de la loi, qui déclare que l'exploitation des mines n'est pas un commerce. Ce principe a été consacré par l'ordonnance du 9 juin 1842, rendue en Conseil d'État dans l'affaire, le ministre des finances contre Bonnet et Martin (1).

« Considérant, dit l'ordonnance, qu'aux termes de l'article 32 de » la loi du 21 avril 1810, et dans un intérêt général, l'exploitation » des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas » sujette à patente; mais qu'elle est seulement soumise à des redevances déterminées par la loi; que, dans l'espèce, les sieurs » Bonnet et Martin ont été autorisés par arrêté du préfet, en date » du 10 juillet 1839, à disposer des produits de recherches par eux » faites, et que, dès lors, aux termes de l'article 32 de la loi du 21 » avril 1810, ils n'étaient pas sujets à patente, etc., etc. »

Des Sociétés de recherches.

Nous terminerons, en ce qui touche les recherches de mines, par les considérations suivantes sur les Sociétés qui ont ces recherches pour objet.

Les travaux de ce genre sont des opérations chanceuses par leur nature : un capitaliste qui entreprend à lui seul des explorations de mines peut être ruiné si l'entreprise ne réussit point, ce qui ne serait pas arrivé si les travaux eussent été exécutés par plusieurs associés, et qu'il n'eût subi que sa cote-part dans la perte; il résulte de là que, dans bon nombre de cas, il n'y a que des Sociétés qui soient capables d'entreprendre certaines recherches de mines dont un particulier seul serait effrayé.

Il importe donc, dans l'intérêt de la richesse minérale,

1) Devilleneuve, 1842 — 2-385.

que le gouvernement encourage la formation des Sociétés ayant pour objet les recherches de mines.

Mais, d'autre part, est-il permis de mettre en Société un bien encore inconnu et qui n'existe pas encore? Une telle association est-elle permise par la loi civile? La réponse affirmative à cette question se trouve dans un arrêt de la Cour de Douai, du 9 août 1838, rendu dans les circonstances suivantes (1) :

Une Société paraactions s'était organisée, le 27 septembre 1837, pour faire des recherches de houille sur le territoire de Catignies (Nord); mais les découvertes espérées ne se réalisant pas, les actions, d'abord vendues à peine, baissèrent considérablement : l'un des acquéreurs d'actions refusa de payer, disant que la cession qu'on lui avait faite était frauduleuse et que c'était une affaire d'agiotage.

Un jugement du tribunal de Valenciennes décida que le Contrat de Société était nul, comme n'ayant point de cause réelle et n'étant qu'un moyen de favoriser l'agiotage.

La Cour de Douai, sur l'appel de ce jugement, rendit l'arrêt suivant :

« Eu ce qui concerne l'annulation du contrat social du 27 septembre 1837 :

« Attendu que les Sociétés organisées pour la recherche de la
 » houille sont de véritables conventions aléatoires dont les effets,
 » quant aux chances de gain ou de perte, dépendent, pour toutes les
 » parties intéressées, de l'événement incertain de la découverte de
 » la houille, que les conventions de ce genre, autorisées par les
 » articles 1101 et 1164 du Code civil, sont valables et doivent être
 » exécutées, à moins qu'elles ne soient viciées par le dol et la fraude;
 » Attendu, à cet égard, qu'aux termes de l'article 1116 du Code
 » civil, le dol ne se présume pas et doit être prouvé.....
 » La Cour met le jugement dont est appel au néant; réformant,
 » déboute l'intimé de sa demande en nullité, tant du contrat social
 » du 27 septembre 1837, que de la cession à lui faite des trois actions

(1) De Cleppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 691.

» dont il s'agit au procès, le condamne à payer le prix de ladite
» cession, avec les intérêts à dater du jour de la vente. »

La Cour de Douai a donc confirmé ce double principe :

D'abord que des Sociétés peuvent se former pour la découverte des mines ;

Secondement, que le mode de Société par actions peut être admis pour ces entreprises, et que la circulation de ces actions, leur vente à prime avant la découverte de la mine sont des contrats valables.

La loi de 1810, tout en déclarant que l'exploitation des mines n'est pas un commerce, a reconnu néanmoins (art. 8) que les *actions ou intérêts dans une Société ou entreprise pour l'exploitation des mines, sont réputées meubles, conformément à l'article 529 du Code civil*. La loi sur les mines a par cela même autorisé la formation de Sociétés en commandite ou de Sociétés anonymes pour l'exploitation des mines, ces deux genres de Sociétés étant les seules qui se prêtent aux actions, d'après le Code de commerce.

Cette disposition de la loi de 1810 a beaucoup favorisé les entreprises d'exploitation des mines, il faut bien le dire, et elle a puissamment aidé au développement de notre richesse minérale : mais la loi de 1810 se tait sur les Sociétés qui ont les recherches pour objet, et elle est muette sur les actions ou intérêts dans une opération de ce genre. Ce silence a été favorablement interprété par la Cour de Douai en faveur des recherches de mines, qui sont un auxiliaire puissant de l'industrie minérale. La Cour, dans ce jugement, nous paraît être restée dans l'esprit de l'article 8 de la loi, et avoir compris d'une manière large et heureuse les encouragements qu'il y a lieu de donner aux entreprises de recherches de mines.

M. de Cheppe, en citant cette décision de la Cour de Douai, paraît regretter qu'on ait reconnu valable les Sociétés par actions pour recherches de mines.

« On ne saurait se dissimuler, dit-il, que les formes de sociétés
» par actions, appliquées à des recherches de mines, peuvent prêter
» à beaucoup d'abus. Qu'est-ce qu'une action dans une entreprise de
» recherches? Que représente-t-elle quand rien ne fait connaître
» qu'une mine existe (1)?

Il y a lieu de répondre à ces observations qu'une Société pour exploration de mines est, par sa nature, un contrat aléatoire qui a un but sérieux, un but avantageux pour le public et qu'elle mérite protection du gouvernement : prétendre le contraire et vouloir interdire les Sociétés pour recherches minérales, ce serait le plus souvent mettre obstacle à l'exploitation des mines, et ce n'est certainement pas ce qu'a voulu M. de Cheppe; d'autre part, si l'on admet l'organisation de Sociétés pour la recherche de mines, il importe surtout de favoriser les Sociétés par actions, car celles-ci divisent la chance fâcheuse de l'entreprise entre un grand nombre d'associés, et elles facilitent beaucoup, par cela même, les entreprises d'explorations. Le porteur d'une action de Société de recherches ne peut pas ignorer qu'il n'a un intérêt que dans une entreprise chanceuse par sa nature, et l'on ne saurait poursuivre, en droit, l'émission et la vente d'une action pareille, sans proscrire par cela même tous les contrats aléatoires admis par nos lois et nos mœurs. On ne saurait donc prétendre qu'en droit il y a dol et fraude présumés dans l'émission ou la transmission d'une action de ce genre : si dans quelques cas particuliers il y a dol ou fraude de fait, il appartient aux tribunaux d'en connaître.

M. de Cheppe paraît désirer avec M. Vincens (2) que, pour parer aux abus des Sociétés par actions, l'on abroge l'article 38 du Code de commerce qui laisse aux Sociétés en commandite la faculté d'émettre des actions, et que

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 695.

(2) *Des Sociétés par actions et des Banques en France*, par M. Em. Vincens, conseiller d'Etat.

cette faculté soit réservée aux seules Sociétés anonymes qui ne peuvent s'établir que sous le contrôle et avec l'autorisation du gouvernement.

Il ne nous appartient pas d'émettre un avis sur une question aussi grave et posée dans des termes aussi généraux : disons seulement que, dans le cas qui nous occupe, une pareille mesure ne ferait pas disparaître les inconvénients que M. de Cheppe reproche aux Sociétés par actions pour la recherche des mines ; et, en effet, le gouvernement ne pourrait pas refuser son autorisation à une Société anonyme, par cela seul qu'elle aurait des recherches de mines pour objet, et, pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à l'instruction du ministre de l'intérieur, en date du 22 octobre 1817, sur les demandes en autorisation et approbation de Sa Majesté, pour l'établissement des Sociétés anonymes.

Il est dit dans cette instruction (1) :

- « Les spéculations de l'industrie sont libres en France, tant » qu'elles ont un objet licite, ou qu'elles n'embrassent pas ce que » la loi défend ou met en réserve. Les commerçants, en général, » n'ont pas besoin d'une autorisation spéciale pour s'y adonner.....
- » Le gouvernement (en autorisant une Société anonyme) ne con- » cède donc rien, et il autorise seulement à raison de la nature de » la Société, ce qu'une Société ordinaire et en commandite ou un » simple particulier pourrait faire sans autorisation. »

Or, un particulier peut faire une entreprise de recherches minérales ; les Sociétés ordinaires exploitent un grand nombre de mines ; elles sont admises tous les jours à former des demandes en concession, et, par suite, à entreprendre des travaux de recherches : pourrait-on refuser l'autorisation à une Société anonyme sérieuse et régulière, du reste, par cela seul qu'elle s'organise dans le but de rechercher des mines, chose permise aux individus et aux Sociétés ordinaires ? Évidemment non. Or, l'autorisation, par le gouvernement, d'une

(1) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. IV, p. 319 et 321.

Société anonyme ayant des recherches de mines pour objet, n'enlèvera rien au caractère chanceux d'une pareille entreprise; elle ne fera pas que le porteur d'actions n'ait en main un gage sans valeur dans le cas de la non réussite des travaux : conséquemment, la mesure indiquée par M. de Cheppe n'apporterait pas de remède efficace aux abus inévitables que peut entraîner éventuellement la vente d'actions pareilles. Nous irons plus loin, et nous dirons que cette mesure pourrait gêner les entreprises de recherches de mines : en effet, la Société en commandite, lorsqu'il y a plusieurs associés solidaires et en nom, est à la fois Société en nom collectif à leur égard, et Société en commandite à l'égard des simples bailleurs de fonds (Code de commerce, art. 24); cette circonstance, jointe à la faculté d'émettre des actions, laissée aux Sociétés en commandite par l'art. 38 du Code de commerce, fait que, lorsqu'il s'agira d'une opération aussi chanceuse que des recherches de mines, un capitaliste pourra préférer prendre des actions dans une Société en commandite où les associés solidaires et en nom répondent de la bonne gestion de l'affaire, que dans une Société anonyme qui serait organisée pour le même objet, et où personne n'est particulièrement responsable; attribuer exclusivement aux Sociétés anonymes la faculté d'émettre des actions, ce serait donc priver les Sociétés en commandite du privilège très-précieux, en fait de recherches de mines, de partager la chance de l'entreprise entre un grand nombre d'associés; ce serait enlever à l'industrie des mines une forme de Société convenable aux entreprises de recherches, et nuire par cela même au développement de l'industrie minérale.

L'abrogation de l'article 38 du Code de commerce, tout en portant une entrave nouvelle à l'industrie, serait donc inefficace contre les abus, et générerait la formation des entreprises pour la découverte des mines. Les spéculations sur les recherches de mines peuvent donner naissance à des abus; c'est incontestable. Il en est de

même des spéculations sur les fonds publics, sur les alcools et de toutes en général; mais, à moins de tuer l'industrie dans son germe, il importe de ne pas les interdire en principe, sauf à l'autorité judiciaire à punir les abus, lorsqu'il y a des faits de dol ou de fraude.

CHAPITRE III.

CONCESSIBILITÉ DES GITES. — OBTENTION DES CONCESSIONS.

Avant de tracer la marche à suivre pour obtenir la concession d'une mine, il importe de déterminer quelles sont les matières minérales qui sont susceptibles d'être concédées : la solution de cette question se trouve dans les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 21 avril 1810, ainsi conçus :

Classement des
substances miné-
rales.

» ART. 1^{er}. Les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, sont classées relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières.

» ART. 2. Seront considérées comme mines, celles connues pour contenir en filons, en couches ou amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun, et des sulfates à base métallique.

» ART. 3. — Les minières comprennent les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes.

» ART. 4. — Les carrières renferment les ardoises, les grès, pierres à bâtir et autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, les pouzzolanes, les trass, les basaltes, les laves, les marnes, craies, sables, pierres à fusils, argiles, kaolin, terres à foulon, terres à poterie, les substances terreuses et les cailloux de toute nature, les terres pyriteuses regardées comme engrais, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines. »

Disons, en commençant, que les substances minérales

classées comme *mines* ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une *concession*; les minières ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une *permission* qui n'est jamais refusée au propriétaire du sol, mais qui, sur son refus, peut être accordée à d'autres; enfin, les carrières sont une dépendance de la propriété du sol, et elles peuvent être exploitées *sans permission*, sous la simple surveillance de la police.

On comprend, d'après cela, de quelle importance est la question de savoir dans laquelle de ces trois classes se trouve une substance minérale donuée.

Les substances minérales sont classées parmi les mines, minières ou carrières, d'après leur nature, et non point d'après leur mode d'exploitation ou leur plus ou moins de profondeur.

Ces mots de l'article 1^{er} : *Sont classées relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles*, ont paru faire croire à certaines personnes que les substances minérales doivent être classées parmi les mines, minières ou carrières, suivant leur *mode d'exploitation*; de telle sorte qu'un gîte minéral peut être une mine s'il s'étend en profondeur et s'exploite par puits ou galeries, ou qu'il peut être une minière ou une carrière s'il est superficiel et s'il s'exploite par travaux à ciel ouvert.

Remarquons d'abord que, s'il en était ainsi, la loi présenterait une anomalie frappante, car l'article 4, qui énonce les substances minérales classées dans les carrières, dit positivement que ces substances seront considérées comme carrières, qu'elles soient exploitées à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines : c'est donc la nature seule des substances minérales qui les fait classer dans les carrières.

L'article 3 de son côté est formel et limitatif; il classe parmi les minières quatre substances désignées nominativement, quel que soit leur mode d'exploitation, sauf les exceptions dont il sera fait mention dans le présent chapitre.

Il ne resterait donc que les substances de la première classe qui pourraient être considérées généralement comme mines, suivant leur mode d'exploitation.

Les conséquences de cette interprétation seraient immenses, et elles conduiraient à ceci, que le propriétaire

du sol peut exploiter toutes les substances minérales situées à la surface de la terre, chose interdite formellement par l'article 5 de la loi. Avec cette interprétation fâcheuse, on aurait bientôt une multitude d'exploitations superficielles, qui auraient pour conséquence le gaspillage de la richesse minérale, et l'on retomberait ainsi dans les conséquences désastreuses de la loi de 1791, qui permettait aux propriétaires du sol d'exploiter les mines situées dans leurs fonds jusqu'à 100 pieds de profondeur.

L'article 5 de la loi de 1810 a fort heureusement porté remède à cet état de choses. Mais sans invoquer cet article, nous trouverons dans l'article 1^{er} lui-même une preuve que les substances minérales ne sont pas classées comme mines, minières ou carrières, "suivant leur profondeur au-dessous du sol.

En effet, l'article 1^{er} commence par ces mots :

« Les masses de substances minérales ou fossiles, renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface, sont classées, etc. »

Ces mots : *Ou existantes à la surface*, veulent dire que les gîtes minéraux superficiels, comme les gîtes minéraux souterrains, peuvent être classés dans les mines, minières ou carrières : si donc une substance minérale est désignée dans la classe des mines, elle y est comprise tout entière, aussi bien la partie renfermée dans le sein de la terre que la partie existante à la superficie.

L'importance de ces mots : *Ou existantes à la surface*, est si grande que, lors de la discussion de la loi, la suppression en fut proposée par les partisans de ce principe que le propriétaire doit pouvoir exploiter librement les gîtes superficiels.

On lit, en effet, dans Loaré, séance du 10 octobre 1809 (1) :

« M. le comte Defermon propose de retrancher ces mots : *Ou exis-*

(1) Loaré, p. 181.

» *tant* à la surface. Il demande qu'il ne soit pas besoin de permission pour exploiter au-dessous de cent pieds.

» M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, observe que déjà cette proposition a été faite par M. le comte Defermon, qu'elle a été discutée et rejetée. Il a été reconnu, sous la présidence du chef du gouvernement, que l'intérêt public exige qu'aucune exploitation ne puisse avoir lieu sans permission.

» M. le comte Pelet pense qu'on concilierait les deux opinions, en ne donnant le titre de mines qu'aux exploitations qui se font avec le secours de l'industrie et excavation, et en mettant les autres exploitations dans la classe des minières. Les exploitations à la surface ne seraient jamais considérées comme mines.

» M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dit que les exploitations qui s'arrêtent à la surface, sont des exploitations destructives. Le Conseil des Mines assure qu'il est utile d'exploiter d'abord le fonds où tombent les eaux, qu'ensuite on exploite la surface avec une extrême facilité.

» A l'égard de la proposition de M. le comte Defermon, il ne faut que lire l'histoire de la discussion, pour reconnaître qu'elle a été repoussée après un très-mûr examen.

» La proposition de M. le comte Defermon est rejetée.

» On revient à cello de M. le comte Pelet.

» M. le comte Fourcroy, afin de prouver combien les exploitations à la surface sont destructives, observe que c'est parce qu'on les a employées pour l'antimoine, que cette substance est devenue rare. Quand on se borne à gratter la terre et qu'on néglige les filons qu'on rencontre, la mine est perdue.

» M. le comte Pelet répond que l'antimoine manque si peu en France, qu'à Uzès il est baissé de plus de vingt pour cent.

» C'est ruiner les propriétaires que de les empêcher de fouiller leurs fonds, et cependant le projet leur impose des peines s'ils se le permettent.

» M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dit que le projet n'empêche pas les propriétaires de faire des recherches dans leur terrain; qu'il les oblige seulement à prendre une concession avant que d'exploiter: il n'y aurait plus d'ensemble si chacun pouvait exploiter sans obtenir d'autorisation.

» M. le comte Pelet dit qu'il est loin de prétendre que l'exploitation ne doive pas être surveillée, mais il ne faut pas, par cette raison, empêcher les entreprises de naître. Pour rechercher des mines il faut fouiller; s'il s'agit d'antimoine, on fouille tant qu'on en trouve. L'obligation d'obtenir une simple permission suffirait pour assurer la surveillance de ces travaux.

- » La proposition de M. le comte Pelet est rejetée.
- » L'article est adopté. »

Cet extrait de séance, cité par M. de Cheppe dans un article très-remarquable sur cette question, inséré dans les *Annales des Mines* (1), démontre que les législateurs de 1810 ont voulu que la classification d'une substance minérale parmi les mines fût indépendante de sa position à la surface ou dans le sein de la terre.

La nature même de certaines substances minérales les a fait classer parmi les mines.

« Il y a, dit M. Berthier, dans un rapport au Conseil des Mines, du 12 octobre 1838, cité par M. de Cheppe (2), des substances minérales qui n'existent qu'en petite quantité dans la croûte du globe et qui, soit à cause de leur rareté, soit à raison de leurs propriétés, ont une très-grande valeur dans le commerce : tels sont les métaux autres que le fer, et il y en a d'autres qui, quoique se trouvant en plus grande masse, n'en sont pas moins précieuses, parce qu'elles sont de première nécessité, et qu'elles jouent un des rôles les plus importants dans l'industrie humaine : ce sont les combustibles minéraux de tous genres. En conséquence, le législateur s'est cru obligé de faire de ces deux genres de substances une classe distincte (la classe des mines), qu'il a entièrement soustraite à l'influence des propriétaires du sol, et il a institué pour ces substances des règles spéciales et sévères d'exploitation, dans le but évident d'obtenir par ce moyen un bon aménagement des gîtes, et de faire en sorte qu'il ne s'en perde que la plus faible portion possible.

« Il n'aurait pas atteint ce but s'il eût classé les substances minérales d'après la manière dont elles gisent dans le sein de la terre, et non d'après leur nature, car l'ordre et l'ensemble sont presque aussi nécessaires pour exploiter un gîte superficiel sans perte de matière, que pour exploiter une mine souterraine. Or, comment pourrait-on parvenir à mettre cet ordre et cet ensemble dans l'exploitation, si l'on devait laisser le gîte morcelé selon les divisions irrégulières et bizarres de la propriété du sol, et si l'on était privé de la facilité de coordonner entre elles les différentes parties de ces gîtes de la manière la plus convenable ? »

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 621.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 621.

Disons enfin que ces quelques mots de l'article 1^{er} de la loi : *Sont classées relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles*, ne veulent pas dire relativement aux *modes d'exploitation* de chacune d'elles, mais qu'ils doivent s'entendre des règles législatives imposées à l'exploitation des diverses substances minérales par la loi de 1810 elle-même; pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au texte de l'article 1^{er} de la loi, tel qu'il était conçu dans la quatrième rédaction discutée au Conseil d'État dans la séance du 10 octobre 1809 (1).

« Les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans
 » le sein de la terre ou existantes à la surface, sont classées, rela-
 » tivement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les
 » trois qualifications de mines, minières et carrières, d'après ce qui
 » sera réglé par les titres suivants, pour chacune de ces classes de
 » substances minérales. »

Cette rédaction de l'article 1^{er} contient à la fin deux lignes qu'on a supprimées dans la rédaction définitive, par motif de concision; mais ces deux lignes démontrent que les règles relatives à l'exploitation dont il est question dans la classification des substances minérales, ne sont autre chose que celles résultant des titres suivants de la loi.

Il reste donc démontré que les substances minérales sont classées parmi les mines d'après leur nature, et non point d'après leur mode d'exploitation ou leur plus ou moins de profondeur au-dessous du sol. Cette proposition, pour être exacte, doit pourtant faire trois exceptions pour les minerais de fer, pour les pyrites et les gîtes alumineux, ainsi qu'il sera dit tout à l'heure.

Ce principe, relatif à la base de la classification des substances minérales parmi les mines, a été plusieurs fois consacré, et il a désormais acquis l'autorité de la chose jugée.

Ainsi, les mines de manganèse de la Romanèche

(1) Loeré, p. 180.

(Saône-et-Loire) ont été concédées, le 27 août 1823, aux sieurs Raclet et Lachaume, bien qu'à cette époque, l'exploitation de ces mines se fit à ciel ouvert (1). Plus tard, MM. Berger, Vernay et consorts réclamèrent pour que la portion du gîte située à 100 pieds au-dessous du sol leur fût réservée comme tréfonds. Le préfet rejeta cette réclamation, et une décision ministérielle du 13 janvier 1827, approuva l'arrêté du préfet et déclara non recevable la requête formée auprès du ministre par les propriétaires du sol (2).

De même, les schistes bitumineux de Menat (Puy-de-Dôme) ont été concédés, bien qu'ils fussent exploités à ciel ouvert (20 avril 1825) (3).

Le 10 octobre 1839, la question de principe a été tranchée dans le même sens par deux ordonnances portant concession des mines de bitume d'Armentieu et de celles de l'Échalassière, commune de Bastènes (Landes), malgré les oppositions des propriétaires de la surface, qui réclamaient ces gîtes comme dépendances de la propriété du sol, en raison de leur position surperficielle et de leur mode d'exploitation à ciel ouvert.

Les considérants de ces ordonnances, conçus d'une manière remarquable, sont précieux pour la jurisprudence; aussi croyons-nous devoir les citer (4) :

« Considérant que d'après l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1810,
» les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le
» sein de la terre ou existantes à la surface, sont classées relativement
» aux règles de l'exploitation de chacune d'elles, sous les trois quali-
» fications de mines, minières et carrières; qu'ainsi le législateur
» exprime dès l'abord, qu'il distingue en trois classes ces masses de
» substances, qu'il donne à chaque classe sa dénomination particu-
» lière; qu'il prescrit à chaque classe ses règles particulières et
» légales d'exploitation;

(1) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XVII, n° 651.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 525.

(3) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. II, n° 45.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 758.

» Que les articles 2, 3 et 4 énumèrent les substances minérales
 » ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la
 » surface qui composent chaque classe; qu'elles sont classées suivant
 » leur importance qui, elle-même, détermine les règles de l'exploit-
 » tion;

» Qu'aux termes de l'article 2, sont considérées comme mines;
 » les masses de substances minérales ou fossiles connues pour contenir
 » en filons, en couches ou amas, de l'or, de l'argent, du platine, du
 » mercure, du plomb, du fer en filons ou couches, du cuivre,
 » de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt,
 » de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de
 » la plombagine ou autres matières métalliques, du soufre, du
 » charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, du bitume, de
 » l'alun et des sulfates à bases métalliques;

» Qu'ainsi des gîtes contenant du bitume en filons, couches ou
 » amas, sont des mines et ne peuvent être exploitées que confor-
 » mément aux règles prescrites pour l'exploitation des mines, par
 » les titres II, III, IV et V de la loi du 21 avril 1810;

» Considérant que le législateur a établi cette classification pour
 » les substances renfermées dans le sein de la terre ou existantes
 » à la surface, sans avoir égard à la forme, aux difficultés et aux
 » dangers de l'exploitation; comme il a compris (article 4) toute
 » une autre classe des substances sous la dénomination de carrières,
 » soit qu'elles soient exploitées à ciel ouvert ou avec des galeries sou-
 » terraines;

» Considérant que les distinctions de la loi ne sont point arbitraires;
 » que leur objet réel est d'établir que les régimes divers d'exploitation
 » se rapportent, non au mode de gisement des substances minérales,
 » mais à leur nature; qu'autrement les classifications seraient com-
 » plètement inutiles;

» Que si on admettait une autre interprétation, une mine, tantôt
 » serait non concessible, tantôt devrait être concédée, suivant qu'on
 » l'exploiterait à ciel ouvert ou par puits et galeries, circonstances
 » qui peuvent se trouver réunies à l'égard d'un même gîte;

» Que le principe de la concessibilité des mines est fondé sur l'expé-
 » rience, sur la nécessité de préserver leur exploitation des désordres
 » qui, à diverses époques, avaient gravement compromis l'intérêt
 » public, et dont une législation prévoyante devait empêcher le
 » retour;

» Considérant que si le fer et l'alun sont classés parmi les mines,
 » il est vrai que les minerais de fer dits *d'alluvion* et les terres alumi-
 » neuses constituent, suivant l'article 3, de simples minières, mais
 » que cette disposition est spéciale au fer ou à l'alun, classés dans de

» certaines conditions, et n'est pas étendue au bitume ; que la spécialité de cette disposition est indiquée avec précision par les développements qu'elle reçoit dans les sections II et III du titre VII, relatives l'une à la propriété et à l'exploitation des minerais de fer d'alluvion, l'autre aux terres pyriteuses et aluminenses ;

» Que l'article 69 se trouve également au nombre de ces dispositions spéciales aux minerais de fer et s'applique à ces minerais exclusivement ; que cette exception dictée par des considérations particulières consacre, par cela même de plus fort, le principe général de la concessibilité des mines, quel que soit le mode de leur exploitation ;

» Que c'est de cette manière que la loi a été appliquée jusqu'ici, notamment pour le manganèse de la Romanèche, département de Saône-et-Loire, et pour les schistes bitumineux de Menat, département du Puy-de-Dôme ;

» Qu'ainsi, bien que le gîte de Bastènes soit exploité à ciel ouvert, bien que tout autre mode d'exploitation y paraisse impraticable, il doit nécessairement être soumis au régime des concessions, en vertu de la loi du 21 avril 1810 ;

» Que l'opinion qui tendrait à le considérer comme une minière, aurait pour résultat d'introduire dans l'article 2 de ladite loi, une distinction arbitraire et périlleuse qui pourrait s'appliquer à toutes les substances que cet article énumère, et d'étendre l'article 3 par une assimilation que rien n'autorise ;

» Que le gouvernement doit exécuter la loi et ne peut, par quelque considération que ce soit, la restreindre ni l'étendre. »

Ces principes ont été consacrés de nouveau par une ordonnance du 19 juillet 1843, rendue sur le rapport du Comité du contentieux, dans les circonstances suivantes (1) :

Une concession d'asphalte avait été faite près de Seyssel au sieur Secrétan, l'an V de la République : le concessionnaire n'exploita d'abord qu'une roche de grès sableux agglutiné par du bitume ; plus tard, il voulut exploiter, pour mastic asphaltique, un calcaire bitumineux de la surface du sol ; alors les sieurs Heudebert, Renaux et consorts engagèrent un procès et soutinrent

(1) Lebon, t. III, p. 377, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 706.

que la roche calcaire bitumineuse ne faisait pas partie de la concession, *qu'elle n'était qu'une carrière*; que, fût-elle une mine, les propriétaires de la surface avaient conservé la faculté de l'extraire jusqu'à 100 pieds de profondeur, d'après l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1791, sous l'empire de laquelle cette concession avait été instituée.

La Cour d'appel de Lyon, sur un déclinatoire présenté par le préfet, renvoya les parties devant le Conseil d'État, pour faire expliquer le sens et l'objet de la concession d'asphalte de Seyssel.

Le Conseil des Mines, consulté sur cette affaire, déclara que le calcaire bitumineux n'est ni une carrière ni une minière, mais bien une mine, et il fut d'avis que l'acte de l'an v, relatif à l'asphalte de Seyssel, avait concédé le calcaire bitumineux comme les grès à bitume, parce que ce sont des variétés du même minéral, auxquelles cette concession pouvait également s'appliquer.

M. de Cheppe, en rendant compte de cette affaire (1), expose que M. le ministre des travaux publics n'adopta pas l'avis du Conseil des Mines.

M. le ministre soutint d'abord que l'affaire ne devait pas être jugée par la voie contentieuse, mais bien par l'Administration.

M. le ministre ajoutait :

1^o Que le calcaire bitumineux de Seyssel n'est pas une mine ;

2^o Qu'en admettant que le calcaire bitumineux fût une mine concessible, le concessionnaire n'aurait aucun droit sur la partie superficielle qui appartient au propriétaire du sol, et, dans ce cas, les propriétaires auraient droit d'exploiter ce calcaire bitumineux en en demandant eux-mêmes la concession, ou bien, il faudrait les exproprier pour faire faire l'exploitation à leur place, attendu que

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 611.

la loi du 21 avril 1810, loin de comprendre la surface dans la concession de la mine, l'en a au contraire nettement séparée.

Le ministre des travaux publics était alors M. Teste : quelle que soit notre déférence pour l'opinion d'un jurisconsulte aussi distingué, nous devons dire que cette opinion est tout-à-fait contraire au texte et à l'esprit de la loi du 21 avril 1810 ; en admettant notamment qu'il faut une expropriation du propriétaire de la surface pour concéder la partie superficielle d'une mine, M. le ministre était en contradiction avec l'article 6 de la loi du 21 avril 1810, qui reconnaît aux propriétaires du sol un simple *droit* sur les produits des mines concédées réglé par l'acte de concession, tandis qu'il n'est nullement question, dans cet article, d'une *expropriation*, opération qui supposerait au propriétaire du sol la possession entière de la mine et de ses produits.

C'est ce qui a été formellement reconnu par la Cour de cassation dans un arrêt rendu, le 7 août 1839, dans l'affaire Parmentier contre le préfet de la Haute-Saône (1), lequel arrêt porte :

« Qu'il n'y a pas lieu à raison de la concession de la mine, à agir » par expropriation contre le propriétaire de la surface. »

Ajoutons que l'opinion de M. le ministre était en opposition formelle avec toutes les décisions antérieures, et notamment les ordonnances du 10 octobre 1839, rendues en Conseil d'État pour la concession des mines de bitume de Bastènes ; aussi cette opinion ne fut-elle pas admise par le Conseil d'État, et le 19 juillet 1843, il fut rendu une ordonnance interprétative de l'acte de concession de la mine d'asphalte de Seyssel avec les considérants qui suivent (2) :

(1) Devilleneuve, 1859-1, p. 669 et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 702.

(2) Lebon, t. XIII, p. 377, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 706.

» Sur la compétence ,

» Considérant que le renvoi ordonné avant faire droit par l'arrêt de
» notre Cour royale de Lyon , du 19 juillet 1839 , a pour but de faire
» déterminer le sens et l'objet de la concession faite au sieur Secrétan ,
» par arrêté du Directoire exécutif du 9 fructidor an v , qu'il s'agit
» par conséquent d'interpréter un acte du gouvernement sur l'éten-
» due et les effets duquel il y a contestation entre les parties et que ,
» dès lors , c'est à nous , en notre Conseil et par la voie contentieuse
» qu'il appartient de donner cette interprétation :

» En ce qui touche ladite interprétation , considérant que les pro-
» priétaires des terrains situés dans le périmètre de la concession ,
» soutiennent que le calcaire bitumineux qui existe dans ce périmètre
» ne saurait être considéré comme compris dans la concession ;

» 1^o A raison de sa nature et de la forme sous laquelle il est livré
» au commerce ;

» 2^o A raison de son gisement à la surface ou à peu de distance
» du sol.

» Sur le moyen tiré de la nature dudit calcaire et de la forme sous
» laquelle il est livré au commerce ;

» Considérant qu'aucune disposition de l'acte du 9 fructidor an v ,
» n'a restreint l'objet de la concession faite au sieur Secrétan au
» minéral bitumineux qui se trouverait dans les sables , et n'a imposé
» au concessionnaire l'obligation de livrer au commerce le bitume à
» l'état d'isolement ; qu'il résulte de l'instruction que le calcaire ,
» objet du litige , renferme du bitume en quantité notable , et qu'ainsi
» la nature du minéral et la forme sous laquelle il est mis en circula-
» tion , ne peuvent faire obstacle à ce que les ayant-droit du sieur
» Secrétan en continuent l'exploitation dans le périmètre de leur
» concession.

» Sur le moyen tiré du gisement d'une partie du calcaire bitu-
» mineux à la surface ou à peu de distance du sol ;

» Considérant que la concession qu'il s'agit d'interpréter a été
» accordée sous l'empire de la loi du 28 juillet 1791 ; qu'aux termes
» de l'article 1^{er} de ladite loi , les mines , bitumes et autres substances
» qui y sont énumérés , étaient à la disposition du gouvernement , et
» ne pouvaient être exploitées que de son consentement , et que le
» droit attribué aux propriétaires de jonir desdites mines jusqu'à 100
» pieds de profondeur , avait besoin lui-même , pour être exercé , d'être
» réclamé par les propriétaires et régularisé par une permission ;

» Considérant que , dans l'espèce , les propriétaires des terrains
» compris dans le périmètre de la concession du sieur Secrétan , n'a-
» vaient avant la promulgation de la loi du 21 avril 1810 , ni réclamé ,
» ni fait régulariser l'exercice de leur droit d'exploitation ;

- » Qu'en maintenant par son article 51, les concessions faites avant sa promulgation, et en déclarant les concessionnaires, propriétaires incommutables de leurs concessions, la loi du 21 avril 1810 n'a pas conservé au propriétaire de la surface la faculté qui résultait pour eux de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1791, et ne leur a réservé que l'exécution des conventions passées entre eux et les concessionnaires; d'où il suit, que depuis la promulgation de la loi du 21 avril 1810, les successeurs du sieur Secrétan ont le droit exclusif d'exploiter le bitume dans le périmètre de la concession de l'an v.
- » Notre Conseil d'Etat entendu;
- » Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
- » ART. 1^{er}. — Il est déclaré que le calcaire bitumineux situé dans le périmètre de la concession faite au sieur Secrétan, le 9 fructidor an v, fait partie de ladite concession. »

Il reste donc hors de doute désormais que les substances minérales sont classées parmi les mines, minières ou carrières d'après leur nature, et non point d'après leur mode d'exploitation, et que, lorsqu'une masse minérale est déclarée mine, la partie superficielle est *mine* aussi bien que la portion enfouie dans le sein de la terre.

Il existe trois exceptions à cette règle, mais ces exceptions, qui ne font que la confirmer, sont prévues par la loi : elles se rapportent aux minerais de fer, aux terres pyriteuses et aux terres alumineuses.

Exceptions au principe précédent au nombre de trois

L'article 3 de la loi du 21 avril 1810 pose une exception formelle pour les *minerais de fer dit d'alluvion*, qui sont classés parmi les minières, tandis que le fer en filons ou couches est classé parmi les mines par l'article 2.

Première exception relative aux minerais de fer.

L'article 68 porte que les minerais de fer d'alluvion cesseront d'être considérés comme minières et rentreront dans la classe des mines concessibles, lorsque l'exploitation de ces minerais nécessitera des galeries souterraines en travail régulier; d'autre part, l'article 69 étend la catégorie des minières à tous les minerais de fer superficiels, quel que soit leur mode de gisement, en filons ou couches. Ces deux articles sont ainsi conçus :

- » ART. 68. — Les propriétaires ou maîtres de forges ou d'usines, exploitant les minerais de fer d'alluvion, ne pourront, dans cette

» exploitation, pousser des travaux réguliers par des galeries souterraines, sans avoir obtenu une concession avec les formalités et sous les conditions exigées par les articles de la section 1^{re} du titre III et les dispositions du titre IV.*

» Art. 69. — Il ne pourra être accordé aucune concession pour minerais d'alluvion, ou pour des mines en filons ou couches que dans les cas suivants :

» 1^o Si l'exploitation à ciel ouvert cesse d'être possible, et si l'établissement de puits, galeries et travaux d'arts est nécessaire ;

» 2^o Si l'exploitation, quoique possible encore, doit durer peu d'années, et rendre ensuite impossible l'exploitation avec puits et galeries. »

Les minerais de fer sont des minières ou des mines, suivant qu'ils sont exploitables à ciel ouvert ou par travaux souterrains.

Il résulte de là que les minerais de fer exploitables à ciel ouvert sont des minières, quel que soit, du reste, leur nature et leur mode de gisement, tandis qu'ils sont des mines concessibles, lorsque l'exploitation nécessite des puits et galeries en travail régulier : nous reviendrons sur cette question dans le chapitre relatif aux minières.

C'est par respect pour ces dispositions que le gouvernement insère la clause suivante dans les actes de concession relatifs à des mines de fer (1) :

» Article B¹.

« La présente concession est faite sous toutes réserves des droits qui résultent, pour les propriétaires de la surface, des articles 59 à 69 de la loi du 21 avril 1810, tant à l'égard des minerais dits d'alluvion, que relativement aux minerais en filons ou en couches, qui seraient situés près de la surface et susceptibles d'être exploités à ciel ouvert, pourvu que ce mode d'exploitation ne rende pas impossible l'exploitation ultérieure, par travaux souterrains, des minerais situés dans la profondeur.

L'alun exploitable par puits ou galeries est une mine, tandis que les terres aluminieuses exploitables à ciel ouvert sont des minières.

La deuxième exception au principe du classement, par leur nature, des substances minérales, se rapporte à l'alun.

(1) Modèles des clauses à insérer dans les actes de concession, *Circulaire* du 8 octobre 1815. (Voir *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 832.

D'après l'article 2, l'alun est classé parmi les mines, tandis qu'aux termes de l'article 3, les terres alumineuses propres à être converties en alun dans les fabriques de produits chimiques, sont des minières. Il résulte de là que les masses minérales fournissant de l'alun sont des mines ou des minières, suivant qu'elles sont exploitables par des travaux souterrains, ou par des excavations à ciel ouvert.

Les pyrites ferrugineuses sont des minières lorsqu'elles sont superficielles et exploitables à ciel ouvert, comme celles exploitées en Picardie, parce qu'elles rentrent alors dans la catégorie des terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, qui sont désignées nominativement dans l'article 3.

Il en est de même des pyrites ferrugineuses.

D'autre part, les pyrites de fer rentrent dans la catégorie des sulfates à bases métalliques mentionnés dans l'article 2 : ainsi, les pyrites de fer seront des mines concessibles lorsque leur gisement en couches, filons ou amas, s'enfoncera profondément sous le sol, de manière à nécessiter des puits ou galeries pour leur exploitation.

Divers exemples donnent à ce principe l'autorité de la chose jugée.

Ainsi, un décret du 29 décembre 1812 a concédé au sieur Bardet la mine de sulfate de fer de Pallières (Gard), laquelle mine n'est véritablement que de la pyrite de fer, le sulfate de fer ou couperose n'étant qu'un produit artificiel résultant du grillage des pyrites de fer (1) : plus tard, une ordonnance royale du 1^{er} mai 1822 a concédé aux héritiers du sieur Bardet la mine de pyrites ferrugineuses de la Gravouillère (Gard), laquelle est demeurée réunie à celle de Pallières (2).

Les pyrites de fer sont donc, comme les minerais de fer, des mines ou des minières, suivant leur mode d'exploitation.

(1) *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XVII, n^o 161.

(2) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XIV, n^o 550.

Les pyrites de fer à l'état de terres pyriteuses regardées comme engrais sont des carrières.

Enfin, les pyrites de fer superficielles cessent d'être des minières et deviennent des carrières, lorsqu'elles sont à l'état de terres pyriteuses regardées comme engrais.

Sur la question de savoir comment on reconnaîtra que les terres pyriteuses sont dans ce dernier cas, nous citerons la discussion qui eut lieu au Conseil d'État, séance du 20 juin 1809 (1).

« L'article 4 est discuté.

« M. le comte Defermon demande comment on distinguera les terres pyriteuses qui sont engrais, de celles qui ne le sont pas.

« M. le comte Fourcroy répond qu'on ne s'y méprend pas dans l'usage, mais qu'il serait difficile d'établir une définition générale, attendu que dans beaucoup de contrées on se sert des terres pyriteuses tout à la fois comme engrais et comme sulfate de fer.

« M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely ajoute qu'au surplus on ne peut se tromper sur la qualité des terres, puisque, avant d'accorder la permission, l'administration la fera vérifier par ses agents, et que la demande sera affichée sur les lieux.

« M. le comte Defermon demande ce qu'on entend dans l'article 5 par les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer.

« M. le comte Fourcroy répond qu'il y a des terres pyriteuses, qui, ayant été longtemps exposées à l'air, ou brûlées, ne peuvent plus être converties en sulfate de fer, mais peuvent servir encore d'engrais.

« M. le comte Defermon voudrait qu'on abandonnât ces distinctions, afin de ne pas gêner les propriétaires qui, comme dans le département de la Somme, exploitent sous ces deux rapports.

« M. le comte Regnaud dit que l'article 80 (59 de la loi) consacrerait au propriétaire tous ses droits et toute sa liberté. Cet article prouve que la formalité d'obtenir une permission n'est établie que comme un moyen de faire connaître à l'Administration que l'exploitation existe.

« M. l'archichancelier dit que, puisqu'on est convenu d'établir des règles particulières pour chaque espèce d'exploitation, on traitera toutes les questions à mesure que la matière y conduira, et dès lors, les distinctions proposées n'ont plus d'inconvénient.

« L'article est adopté. »

(1) Locré, p. 93.

L'article 2 de la loi de 1810 classe les substances minérales et fossiles qui ne peuvent être exploités qu'en vertu d'un acte de concession : le texte même de cet article, conçu en termes purement énonciatifs, montre que le législateur a employé avec intention une désignation large pour les matières considérées comme mines.

L'article 2 qui désigne les substances minérales classées comme mines, est simplement énonciatif et non point limitatif.

Ainsi, la Commission du Corps législatif, dans sa séance du 17 mars 1810, proposa d'ajouter après le mot *plombagine* ceux-ci : *Ou d'autres matières métalliques*, et de supprimer les mots *de la houille*, en les remplaçant par ceux-ci : *Charbons de pierre ou de terre*, qui s'appliquent à toutes les variétés de combustibles minéraux.

La Commission motiva ces changements de la manière suivante (1) :

« 1^o On propose les mots ajoutés afin de comprendre toutes les substances métalliques. Plus la nomenclature est étendue, plus on se croirait autorisé à prétendre qu'une mine qui n'y serait pas comprise, n'entre pas dans les dispositions de la loi.

« 2^o On demande ce changement (conforme, du reste, à la rédaction de la loi de 1791), parce que ces deux dénominations comprennent toutes les substances de cette nature dans les divers départements, sous les noms de *charbon*, *houille* et *terre houille*. »

Ainsi donc, par cela seul qu'une substance minérale ou fossile n'est pas désignée nominativement dans l'article 2, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'elle ne doive pas être considérée et classée comme mine : c'est ce qui a été décidé notamment pour le sel gemme et les sources salées qui ont été déclarées *mines* par interprétation de la loi du 21 avril 1810, bien que ces substances ne soient pas nommées dans l'article 2.

La loi du 17 juin 1840 a fait cesser tous les débats sur le sel gemme et les sources salées ; mais la question de principe avait été jugée par la Cour suprême, et nous devons mentionner cette décision.

Malgré la loi du 6 avril 1825, qui avait autorisé le

(1) Locré, p. 339.

gouvernement à concéder les mines de sel gemme situées dans dix départements de l'Est, malgré l'ordonnance du 21 août suivant rendue en conformité de ladite loi, le sieur Parmentier, concessionnaire d'une mine de houille à Gonhenans, avait établi une usine où il traitait les eaux retirées d'un puits creusé jusqu'au banc de sel gemme (1).

Nonobstant les injonctions du préfet et les procès-verbaux de contravention dressés, cet état de choses se continuant, le sieur Parmentier fut traduit devant le tribunal correctionnel de Lure qui accueillit en partie ses moyens, par jugement du 6 mars 1832.

Appel fut formé par le ministère public devant le tribunal correctionnel supérieur de Vesoul qui confirma, le 2 juin 1832, le jugement du tribunal de Lure, et déclara le sel gemme non compris au nombre des substances minérales qualifiées *mines* par la loi du 21 avril 1810.

Un pourvoi en cassation fut formé, et le 8 septembre 1832, la Cour suprême cassa le jugement du tribunal de Vesoul et renvoya les parties devant la Cour de Lyon.

L'arrêt du 8 septembre 1832 consacre, dans les termes suivants, ce double principe, que les dispositions de l'article 2 de la loi du 21 avril 1810 sont purement *énonciatives* et que le sel gemme est *une mine* (2).

« Vu les articles 1, 5 et 96, de la loi du 21 avril 1810, et attendu
 » que les mines de sel gemme sont, par leur nature même, implici-
 » tement comprises parmi les masses de substances minérales ou
 » fossiles qui se tirent de la terre, et que, par la disposition générale
 » de l'article 1^{er}, toutes ces substances sont classées, relativement
 » aux règles d'exploitation de chacune d'elles, sous les trois quali-
 » fications de mines, minières et carrières;

» Que le sel gemme ne pouvant appartenir à aucune de ces deux
 » dernières classes, appartient nécessairement à la classe des mines;

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 555.

(2) Devilleneuve, 35-1-645 et *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 560.

« que les dispositions *purement énonciatives* de l'article 2 n'ont rien
 « qui déroge, soit à l'article 1^{er}, soit à la généralité de la règle pres-
 « crite par l'article 5, pour l'exploitation des mines, et qu'on ne peut
 « établir d'exceptions là où la loi n'en a pas elle-même établi. »

La Cour royale de Lyon, par arrêt du 4 mai 1833, ordonna une expertise pour rechercher si la source salée exploitée par le sieur Parmentier provenait d'un banc de sel gemme, et elle reconnut en principe que le sel gemme est une mine, comme il est dit dans les considérants qui suivent (1) :

« Considérant que la loi du 21 avril 1810 s'applique, par la géné-
 « ralité de son article 1^{er} à toutes les masses de substances minérales
 « ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la
 « surface, comprises dans les trois grandes qualifications de mines,
 « minières et carrières, qui toutes sont soumises, dans l'intérêt
 « général, à un mode spécial d'exploitation;

« Considérant que l'article 2 de la même loi, en énumérant diverses
 « substances minérales ou fossiles qui doivent rentrer dans la classe
 « des mines, n'a pas formellement exclu les autres substances qu'elle
 « n'indique pas, et qui, par leur nature, appartiennent aussi à cette
 « même classe, d'où il résulte que cet article doit être regardé comme
 « simplement démonstratif et non pas comme limitatif;

« Considérant que si le législateur avait voulu exclusion des dis-
 « positions de la loi, tout ce qui n'y était pas nominativement
 « rappelé, il aurait exprimé sa volonté en termes positifs; que loin de
 « là il se borne à dire dans l'article 2 : « *Seront considérées comme*
 « *mines telles et telles substances* », ce qui n'offre qu'une forme
 « énonciative, tandis qu'il aurait au contraire commencé par ces
 « mots : *Ne seront considérées comme mines que telles ou telles subs-*
 « *tances*, si le législateur avait eu réellement la pensée de soustraire
 « à l'empire et à la protection de la mesure générale qu'il avait posée
 « dans l'article 1^{er}, tout ce qui n'était pas spécifié dans l'article 2;

« Que cette intention résulte encore de l'expression générale dont
 « le législateur a fait suivre, dans ce même article, les substances
 « par lui désignées, et qui ne suffisaient pas à l'étendue de la règle et
 « de la prévision, puisqu'il terminait en disant : « *Et autres matières*
 « *métalliques* », ce qui ne peut se concilier avec la volonté d'un sens
 « rigoureusement limitatif;

(1) De Cleppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 562.

» Considérant, que s'il est vrai que le sel gemme n'est pas rappelé
 » dans le nombre des substances minérales ou fossiles mentionnées
 » en l'article 2, il faut néanmoins reconnaître que le sel gemme ne
 » peut être considéré que comme une substance appartenant à l'ordre
 » des mines, et qui rentre dès lors dans la généralité des termes de
 » l'article 1^{er}. »

L'expertise ordonnée par la Cour de Lyon ayant démontré que les sources salées de Gouhenans provenaient d'un banc de sel gemme, un nouvel arrêt de la même Cour, en date du 16 octobre 1834, déclara le sieur Parmentier coupable d'avoir, sans concession préalable, exploité la saline de Gouhenans, et d'être ainsi contrevenu à l'article 5 de la loi du 21 avril 1810 (1).

Le sieur Parmentier se pourvut en cassation; mais ce pourvoi fut rejeté à la date du 17 janvier 1835 (2) par la Cour suprême, et il fut désormais décidé irrévocablement que les mines de sel gemme sont *implicitement* comprises parmi les substances minérales que la loi de 1810 a classées comme mines, et qui ne peuvent pas être exploitées sans concession.

Nous avons donné quelques détails sur ces débats, non pas en raison du sel gemme proprement dit, mais au point de vue de toute autre substance minérale ou fossile dans le même cas, et qui devrait être considérée comme *mine*, bien que non désignée nominativement dans l'article 2 de la loi de 1810.

Il y a lieu maintenant de se poser la question suivante : lorsqu'il s'élèvera une difficulté pour savoir si une substance est concessible, soit en raison de sa position, comme cela a eu lieu pour les bitumes de Bastènes, soit en raison de sa nature, comme pour le sel gemme, soit en raison de sa position et de sa nature, comme pour le calcaire bitumineux de Seyssel, quel sera le pouvoir compétent pour trancher la question? Ce sera, répon-

C'est à l'autorité administrative agissant en Conseil d'Etat qu'il appartient de trancher la question de concessibilité.

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 566.

(2) Devilleneuve, t. 35-1-307, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 569.

drons-nous, le pouvoir qui concède les mines, c'est-à-dire l'autorité administrative agissant en Conseil d'État.

Ainsi, le gouvernement en concédant, par ordonnance du 10 octobre 1839 (1), les mines de bitume de Bastènes malgré les oppositions formées par les propriétaires du sol en raison de la position superficielle de ces mines, a décidé et a pu décider que les gîtes minéraux de ce genre sont concessibles.

De même, après la concession faite, en l'an v, au sieur Secrétan, des asphaltes de Seyssel, c'est le gouvernement, agissant en Conseil d'État et par la voie contentieuse, qui a interprété cet acte de concession, et qui a décidé que les calcaires bitumineux de la surface entraient dans la concession, malgré les prétentions opposées des propriétaires du sol et contrairement à l'avis du ministre des travaux publics. (Ordonnance du 19 juillet 1843) (2).

Lorsque le gouvernement concède une substance minérale à titre de mine, c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de prononcer sur la validité et l'interprétation d'une concession (hormis le cas prévu par l'article 28 de la loi du 21 avril 1810); ce principe, qui résulte de cet axiome de droit romain : *Ejus est interpretari cujus est condere*, a été solennellement consacré par un arrêt de la Cour de cassation du 28 janvier 1833, rendu dans les circonstances suivantes, citées et commentées par M. de Cheppe (3) :

En septembre 1828, les sieurs Parmentier et Compagnie sollicitèrent la concession des mines de sel gemme de Gouherans, malgré que cette mine appartient au domaine de l'État en vertu de la loi du 6 avril 1825 et de l'ordonnance du 21 août suivant.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 758.

(2) Lebon, t. XIII, p. 577, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 706.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 555.

Une ordonnance royale du 3 décembre 1828, rendue en Conseil d'État, établit que la loi de 1825 avait ordonné la concession emphytéotique de ces mines à titre de régie intéressée au profit de l'État, et rejeta la demande du sieur Parmentier (1).

Le 30 janvier 1829, l'Administration des Domaines fit opposition à ce qu'il fût donné suite à la demande du sieur Parmentier, et, le 29 octobre suivant, un arrêté du préfet de la Haute-Saône rejeta la pétition de celui-ci par une fin de non recevoir.

Le sieur Parmentier assigna le Domaine devant le tribunal de Lure, et ce tribunal, par jugement du 16 juin 1830, décida que le domaine de l'État n'avait aucun droit de propriété sur la mine de sel gemme de Gouhenans.

Sur l'appel, ce jugement fut maintenu par arrêt de la Cour royale de Besançon, du 28 mars 1831.

Le Domaine s'est pourvu en cassation, et la Cour suprême a rendu, le 28 janvier 1833, un arrêt qui annulait l'arrêt de la Cour de Besançon et renvoyait les parties devant la Cour de Dijon.

Nous citerons les considérants de cet arrêt parce qu'ils sont précieux, en ce qu'ils consacrent la séparation du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire (2).

« Vu l'article 13 du titre II de la loi du 24 août 1790, portant : les
» fonctions judiciaires seront distinctes et demeureront toujours
» séparées des fonctions administratives ; les juges ne pourront, à
» peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit les
» opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les admi-
» nistrateurs pour raison de leurs fonctions ;

» Vu aussi la dernière partie de la loi du 16 fructidor an III, ainsi
» conçue : Défenses itératives sont faites aux tribunaux, de connaître
» des actes d'administration, de quelque nature qu'ils soient, aux
» peines de droit ;

(1) Macarel, t. X, p. 808.

(2) Sirey et Devilleneuve, t. XXXIII-1, p. 225, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 555.

- » Attendu qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 21 avril 1810,
- » la concession d'une mine doit être faite par acte délibéré en
- » Conseil d'Etat;
- » Que d'après la loi du 6 avril 1825, l'Etat devait être envoyé en
- » possession de la mine de sel gemme comprise dans lesdits départe-
- » tements y dénommés et conformément aux dispositions de la loi
- » de 1810;
- » Qu'une ordonnance royale du 21 août 1825, délibérée en Conseil
- » d'Etat, a fait concession de ladite mine au domaine de l'Etat en
- » exécution de ladite loi;
- » Que lors même que cette ordonnance n'aurait pas été précédée de
- » l'accomplissement des formalités préalables prescrites par la loi du
- » 21 avril 1810, elle n'en aurait pas moins été rendue par une auto-
- » rité compétente;
- » Que la question de savoir si la loi du 6 avril 1825 avait dérogé
- » aux dispositions de la loi du 21 avril 1810, relativement à la con-
- » cession de la mine de sel gemme par elle ordonnée, ne pouvait
- » jamais être qu'une question administrative, puisqu'il ne s'agissait
- » après tout que des formalités qui devaient précéder ou accompa-
- » gner un acte d'administration;
- » Qu'il en est de même de toutes les questions relatives à l'accom-
- » plissement de ces formalités;
- » Que c'est ce qui résulte de l'article 28 de la loi du 21 avril 1810,
- » qui a voulu que les oppositions aux ordonnances de concession
- » fussent portées au Conseil d'Etat, hors le cas où l'opposition seroit
- » fondée sur une question de propriété de la mine, antérieurement
- » acquise par concession ou autrement, etc. »

Le 25 juillet 1833, la Cour royale de Dijon déclara le tribunal civil de Lure incompétent pour connaître de la demande portée pardevant lui par le sieur Parmentier, et annula le jugement dudit tribunal.

Opposition fut formée par le sieur Parmentier, et, par arrêt du 17 avril 1834, la Cour de Dijon ordonna l'exécution de celui du 25 juillet 1833.

Un pourvoi fut formé par le sieur Parmentier; mais ce pourvoi fut rejeté par arrêt de la Cour de cassation du 24 décembre 1835, conçu en ces termes (1) :

(1) Sirey et Devilleneuve, 36-1-128.

« Attendu qu'aux termes de l'article 28 de la loi du 21 avril 1810, les oppositions aux ordonnances de concession de mines, doivent être portées au Conseil d'Etat; qu'il n'y a exception à cette règle de compétence que pour le cas où l'opposition serait fondée sur une question de propriété de la mine antérieurement acquise par concession du fonds ou autrement;

« Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que la Compagnie Parmentier n'a pas fondé sa réclamation sur un droit de propriété qu'elle aurait acquis antérieurement, en conformité de l'article ci-dessus cité de la loi du 21 avril 1810;

« Attendu qu'en annulant par ce motif le jugement du tribunal de première instance de Lure, qui avait admis la réclamation de la Compagnie Parmentier, et en déclarant que les tribunaux étaient incompétents pour statuer sur la demande formée par la Compagnie Parmentier, la cour de Dijon, loin d'avoir violé les lois des 24 août 1790 et 16 fructidor an III et la loi du 21 avril 1810, n'a fait au contraire qu'une juste application de ces lois; rejette, etc... »

Absence de concession antérieure.

Il ne suffit pas qu'un gîte minéral soit de nature concessible, pour qu'on puisse en demander la concession : il faut encore que ce gîte ne soit pas compris dans un périmètre déjà concédé, attendu qu'aux termes de la loi de 1810, les concessions de mines ont été déclarées incommutables, aussi bien celles antérieures à ladite loi que celles instituées depuis.

Outre le texte des actes de concession déjà instituées, on trouvera, soit à la mairie, soit à la préfecture, les plans de surface annexés aux concessions existantes, qui fourniront des renseignements précieux au sujet des périmètres déjà concédés : on peut aussi consulter les ingénieurs des mines à ce sujet.

Nécessité de travaux de recherches pour évaluer sur la consistance du gîte.

Du moment qu'on soupçonne l'existence d'une substance minérale concessible par sa nature et non encore concédée, suffit-il d'en demander la concession au gouvernement? Non. Avant de la demander ou en même temps qu'on la demande, il faut démontrer l'existence certaine du gîte par des travaux de recherches; faute de remplir cette condition, la demande en concession ne serait pas soumise aux affiches : elle serait considérée par l'Administration comme non avenue.

Nous avons insisté précédemment sur l'importance administrative des travaux de recherches qui doivent précéder les demandes en concession de mines, et sur leur nécessité mise hors de doute par la circulaire ministérielle du 31 octobre 1837; nous avons cité une décision ministérielle du 10 novembre 1835 (1), qui déclare qu'il n'y a pas lieu d'affilier une demande en concession pour une mine dont l'existence n'était pas constatée; cette réserve est commandée à l'Administration par des motifs d'un ordre élevé et par la nécessité de prévenir l'agiotage fâcheux qui pourrait s'exercer sur des affiches de demandes en concession portant sur des gites illusoire; l'Administration s'est de tout temps imposée cette juste réserve: ainsi, les instructions des 18 messidor an ix et 3 août 1810 portent que la demande en concession doit indiquer *la désignation précise du lieu de la mine et de sa contenance*, ainsi que la nature du minerai à extraire, et doit être accompagnée d'un plan régulier, qui fait connaître *la disposition des substances minérales à exploiter*. Or, il est évident qu'on ne peut satisfaire à ces obligations sans avoir constaté et démontré l'existence certaine du gîte et sa contenance par quelques recherches préliminaires.

Ajoutons à ce sujet et comme terme de comparaison, qu'en Belgique, où la loi du 21 avril 1810 est en vigueur dans la majeure partie de ses dispositions, un avis du Conseil, du 18 mars 1842, déclare :

« Qu'il est non-seulement prudent, mais qu'il est du devoir des
» administrations provinciales, de se borner à enregistrer les deman-
» des en concession et surseoir à l'ordonnance de publication, jusqu'à
» ce que les demandeurs aient justifié de l'existence de la mine, ou
» tout au moins apporté des présomptions suffisantes; ce qui s'applique
» naturellement au cas où il s'agit d'un périmètre avoisinant une
» exploitation établie, si aucuns travaux de recherches n'ont été

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 588.

» entrepris dans ce périmètre on n'ont pas encore fait reconnaître le gisement de la mine et de ses allures (1). »

Quelles sont les personnes aptes à demander des concessions de mines?

Quelles sont les personnes aptes à demander des concessions de mines? La réponse à cette question se trouve dans l'article 13 de la loi, ainsi conçu :

« Tout Français ou étranger, naturalisé ou non, agissant isolément ou en société, a le droit de demander et peut obtenir, s'il y a lieu, une concession de mines. »

Ce n'est pas sans intention que le législateur a fait un appel aussi large à toutes les personnes qui voudraient exploiter des mines en France : le rapporteur au Corps législatif, M. le comte Stanislas Girardin, disait à ce sujet :

« Vous aurez remarqué, sans doute, Messieurs, combien cette disposition est libérale et politique. Elle engage des hommes éclairés à venir se fixer parmi nous, et leur présente des avantages capables de les décider à nous apporter leurs capitaux et leur industrie. »

Les communes peuvent aussi obtenir des concessions de mines : citons pour exemple l'ordonnance du 31 mai 1833 (2), qui a concédé les mines de fer de Rancié (Ariège) aux huit communes de Viedessos, Sem, Goulrier et Olbier, Auzat, Salcix, Orus, Sue et Sentenac, Illier et Laramade composant l'ancienne vallée de Viedessos. Ajoutons à ce sujet que ces huit communes avaient autrefois obtenu, par diverses chartes, le privilège d'extraire et vendre le minerai de Rancié à leur profit : c'est ce qui explique comment les mines de Rancié ont été concédées de nos jours à une réunion de communes.

Toutes les formes de Société définies par le Code civil et le Code de commerce peuvent être adoptées par les demandeurs en concession de mines.

Lorsqu'il y a association pour la demande en concession et l'exploitation future d'une mine, aucun mode de Société n'est particulièrement imposé aux parties contractantes. Toute Société légalement formée, conformément au Code civil ou au Code de commerce, peut ainsi obtenir une concession de mines.

(1) Chicora et Ernest Dupont, *Nouveau Code des Mines*, p. 471.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. IV, p. 572.

La Société peut être purement *civile*, telle que celle-ci est définie dans ses espèces par les articles 1832 à 1843 du Code civil.

Elle peut aussi avoir la forme de l'une des quatre espèces de Sociétés définies par le Code de commerce, et qui sont :

La Société en nom collectif,

La Société en commandite,

La Société anonyme

Et les Associations en participation.

On peut voir, en effet, par la discussion de la loi de 1810, au Conseil d'État, séance du 20 juin 1809, que le législateur n'a voulu imposer aucune forme particulière aux Sociétés organisées pour l'exploitation des mines.

Le comte Berlier proposait d'interdire les Sociétés anonymes en permettant seulement, parmi les Sociétés par actions, les Sociétés en commandite. Regnaud de Saint-Jean d'Angely fit observer qu'interdire les Sociétés anonymes, ce serait empêcher les associations, sans lesquelles il devient presque impossible d'entreprendre des exploitations aussi considérables que celles des mines; l'archichancelier ajouta en faveur des Sociétés anonymes, qu'aucune Société de ce genre ne pouvant exister sans l'autorisation du gouvernement, on avait un moyen d'empêcher la formation de celles qui ne présenteraient pas de sûreté, et la motion du comte Berlier ne fut pas admise (1).

La Cour de Douai, par arrêt du 9 août 1838, a reconnu que la forme de Société par actions pouvait être prise par des Sociétés organisées pour la recherche des mines, lesquelles se portent toujours auprès de l'Administration comme demandeurs en concession (2).

Il reste donc hors de doute que les personnes qui s'associent pour former une demande en concession, peuvent

(1) Loaré, p. 100.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 691.

adopter à leur gré l'une quelconque des formes de Sociétés définies par le Code civil et par le Code de commerce.

Les questions relatives aux Sociétés pour la recherche et l'exploitation des mines rentrent donc dans l'étude des questions de droit relatives aux Sociétés en général : il ne nous appartient pas de traiter ce sujet, pour lequel il existe des ouvrages spéciaux; on pourra, du reste, très-utilement consulter, à cet égard, le *Traité sur la Législation des Mines*, de M. Peyret-Lallier (t. I^{er}, p. 239 et suiv.).

Un individu déjà concessionnaire peut obtenir une concession nouvelle.

La loi du 21 avril 1810, en fractionnant la richesse minérale en *unités*, qui sont les concessions, a voulu éviter d'une part, le monopole, et d'autre part la divisibilité indéfinie de la propriété des mines; mais elle n'a pas voulu empêcher d'une manière absolue qu'un individu déjà concessionnaire ne pût obtenir une concession nouvelle de la même substance minérale : il peut arriver, en effet, s'il s'agit d'un périmètre contigu à la concession préexistante, que l'intérêt de la bonne exploitation du gîte porte à accorder la concession nouvelle à celui qui possède déjà la mine voisine. D'autres fois, lorsqu'il s'agira de mines métalliques, il conviendra, dans l'intérêt général, de concentrer plusieurs concessions entre les mains du propriétaire de l'établissement métallurgique où les minerais sont élaborés, afin d'assurer l'approvisionnement de cet établissement.

Toutes ces circonstances seront appréciées suivant les cas par le gouvernement, qui est chargé de distribuer la richesse minérale dans l'intérêt de tous; mais il fallait pour cela que la concentration de plusieurs concessions entre les mêmes mains ne fût pas absolument prohibée par la loi; c'est ce qui a été prévu par l'article 31, ainsi conçu :

« Plusieurs concessions pourront être réunies entre les mains du même concessionnaire, soit comme individu, soit comme représentant une Compagnie, mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession. »

Toute demande en concession doit être adressée au préfet, ainsi qu'il est dit à l'article 22 de la loi du 21 avril 1810; elle doit être rédigée sur papier timbré.

Formalités à suivre pour une demande en concession : 1° mines

L'instruction ministérielle du 3 août 1810, rendue pour l'application pratique de la loi des mines, ajoute à ce sujet :

« La pétition doit indiquer les nom, prénoms, qualités et domicile
 » du demandeur, la désignation précise du lieu de la mine, la nature
 » du minerai à extraire, l'état auquel les produits seront livrés au
 » commerce, les lieux d'où l'on tirera les bois et combustibles qui
 » seront nécessaires, l'étendue de la concession demandée, les indemnités offertes aux propriétaires des terrains, à celui qui aurait
 » découvert la mine, s'il y a lieu, la soumission de se conformer
 » au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement. »

Les nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur ou des demandeurs doivent être indiqués dans la pétition d'une manière précise.

Nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur

Lorsque les demandeurs en concession sont réunis en Société, ils doivent joindre à leur demande, comme annexe, une copie authentique de l'acte de Société qui constitue leur qualification; ils devront également désigner le membre ou correspondant qui représente la Société d'une manière spéciale auprès de l'Administration publique, ainsi que cela est exigé pour les concessionnaires de mines d'après l'article 7 de la loi du 27 avril 1838 et par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 18 avril 1842 (1).

Les demandeurs, réunis en Société en nom collectif, en commandite ou en Société anonyme, doivent particulièrement justifier devant le préfet de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 42 et suivants du Code de commerce et du décret du 12 février 1814.

La désignation précise du lieu de la mine suppose évidemment qu'on a acquis la preuve que la mine existe, non pas seulement en probabilité, mais en certitude,

Désignation précise de la mine, nature du minerai à extraire, état auquel les produits seront livrés au commerce.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. 1, p. 812.

chose qui nécessite généralement des travaux de recherches, ainsi qu'il a été dit déjà. Cette désignation doit être faite dans le texte de la pétition, en indiquant la commune et la section cadastrale de celle-ci où se trouve la mine ; elle est complétée par la production des plans de surface joints à la pétition à titre d'annexes, comme il sera dit tout à l'heure.

Indication des lieux où l'on tirera les bois et combustibles qui seront nécessaires.

Les combustibles ne sont pas toujours nécessaires pour l'exploitation d'une mine, mais ils peuvent le devenir ; quant au bois, il en faut toujours plus ou moins pour l'étañonnement des travaux, et il convient d'indiquer dans la pétition si l'on tirera ces bois de forêts particulières ou bien du commerce.

Etendue de concession. — Limites du périmètre sollicité.

La pétition doit indiquer la contenance en kilomètres carrés et hectares du périmètre demandé, avec indication précise des communes sur lesquelles porte ce périmètre et des limites choisies pour celui-ci.

Au sujet des limites, la circulaire du 15 mai 1839 s'exprime de la sorte (1) :

« Les limites doivent être déterminées le plus possible par des » lignes droites menées d'un point à un autre, et dirigées de préférence sur des points immuables. »

Il est de la plus grande importance, pour les demandeurs en concession, d'adopter des limites bien précises et dirigées autant que possible sur des points fixes, afin d'éviter toutes difficultés ultérieures avec des concessionnaires voisins.

Il n'est pas nécessaire de choisir exclusivement des lignes droites pour limites : ainsi, la rive d'un fleuve ou d'une rivière, les bords d'un canal, le lit d'un ruisseau d'une certaine importance fournissent souvent des limites précieuses dans la pratique ; mais il faut éviter, par exemple, de prendre, pour borner le périmètre, des ruisseaux peu importants qui n'apparaissent qu'aux épo-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 775.

ques de pluies abondantes, comme ceux qu'on nomme *vallats* dans le Midi de la France, et dont le lit, déplacé constamment par les propriétaires du sol, est fort difficile à fixer sur le terrain. Il faut éviter aussi de circonscrire le périmètre par des sentiers de campagne, indécis par leur nature, ainsi que par des limites de communes, lignes souvent tortueuses et assez difficiles à retrouver sur le sol.

Pour les points limites, on prendra des clochers, des angles de maisons bien définies, des confluits de rivières, la culée rive droite ou rive gauche d'un pont, etc., de manière que ces points soient aussi fixes et aussi précis que faire se pourra : on ne désignera jamais pour limite : *le hameau de..... le village de.....* locutions peu précises; mais on pourra prendre, par exemple : *l'angle nord de la maison du sieur..... au hameau de.....*

La détermination du périmètre à solliciter ne saurait être faite en connaissance de cause par un demandeur qui n'aurait pas étudié l'allure du gîte à l'aide de quelques travaux de recherches ou sondages, car, à défaut de ces connaissances, il pourra arriver qu'il demande des terrains stériles, et qu'il laisse les parties riches du gîte en dehors du périmètre sollicité. Tout concourt, on le voit, à corroborer ce que nous avons établi en principe, qu'une demande en concession ne peut être faite avec avantage qu'après des travaux de recherches qui ont éclairé sur la consistance et l'allure du gîte.

Le demandeur en concession devra spécifier, dans sa demande, l'offre d'indemnité qu'il fait aux propriétaires du sol : cette offre est ordinairement une redevance annuelle de 5, 10, 20, etc., centimes par hectare, ou bien une rétribution proportionnelle aux produits; il spécifiera, en outre, qu'en sus de cette redevance, il paiera aux propriétaires du sol, pour occupation de terrains, les indemnités mentionnées aux articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810.

Si la mine sollicitée a été découverte par le demandeur en concession, celui-ci devra le déclarer dans sa de-

Indemnité offerte au propriétaire et à celui qui aura découvert la mine, s'il y a lieu.

mande : le titre d'inventeur est d'un effet puissant auprès de l'Administration lorsqu'il est accompagné des garanties de moyens pécuniaires en rapport avec l'importance de la mine.

Si la mine sollicitée a été découverte par un tiers, comme les articles 16 et 17 reconnaissent à l'inventeur du gîte des droits qui sont purgés par l'acte de concession, au cas où celui-ci ne l'obtient pas, le demandeur en concession doit spécifier, dans sa pétition, l'offre d'indemnité qu'il fait à l'inventeur : cette offre est, le plus souvent, une somme d'argent une fois donnée; elle peut aussi être une redevance annuelle.

Soumission de se conformer au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement.

Le demandeur en concession doit, conformément à l'instruction ministérielle du 3 août 1810, déclarer dans sa pétition qu'il se conformera au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement : l'instruction du 3 août, en spécifiant cette disposition, n'a fait que développer les principes contenus dans les articles 47 à 50 de la loi du 21 avril 1810, et d'après lesquels l'industrie des mines n'est pas entièrement libre en France, mais bien sujette à une surveillance administrative exercée dans l'intérêt général. Depuis lors, la loi du 27 avril 1838 a consacré et sanctionné (art. 10) cette surveillance du gouvernement sur les mines, en même temps qu'elle lui a fourni les moyens de la rendre efficace.

Cette soumission du demandeur en concession va au-devant des prescriptions qui sont insérées, à cet égard, dans le modèle de cahier des charges des concessions de mines, arrêté par le ministre des travaux publics le 8 octobre 1843.

Annexes à joindre à la pétition — Plans. — Extraits de rôles des contributions.

Toute demande en concession doit être accompagnée de certaines pièces, à titre d'annexes, parmi lesquelles il faut mentionner d'abord les plans de surface.

L'obligation de fournir ces plans résulte directement du texte de la loi de 1810, qui s'exprime de la manière suivante :

« ART. 50. — Un plan régulier de la surface, en triple expédition

» et sur une échelle de dix millimètres pour cent mètres, sera
» annexé à la demande.

» Ce plan devra être dressé ou vérifié par l'ingénieur des mines et
» certifié par le préfet du département. »

Le Directeur général des Mines recommandait aux préfets, par une circulaire du 26 janvier 1815, « de ne
» recevoir à l'avenir de plans à l'appui des demandes en
» concession, que lorsqu'ils porteraient l'indication des
» opérations de triangulation qui avaient servi à déter-
» miner d'une manière exacte le périmètre de la conces-
» sion demandée (1). »

Cette circulaire montre que l'Administration s'attache à n'admettre, comme annexes des demandes en concession, que des plans dressés avec soin.

Depuis la circulaire sus-mentionnée, le cadastre de la France ayant été terminé, les demandeurs en concession se contentent d'extraire leurs plans du plan cadastral d'ensemble, qui se trouve être, pour un très-grand nombre de communes, à l'échelle d'un dix millième, exigée par la loi des mines. Dans ces circonstances, l'Administration n'exige pas que les plans portent l'indication de la triangulation, et elle admet, pour les périmètres sollicités, la contenance cadastrale.

Mais lorsque le plan joint à la demande en concession ne peut pas être identique à celui du cadastre, par suite de la différence des échelles, il devient obligatoire de porter sur les plans annexés l'indication des opérations de triangulation.

On peut dire même, d'une manière générale, qu'il est toujours préférable d'y faire figurer ces opérations de triangulation, alors même que les plans sont copiés sur le cadastre; et en effet, l'Administration et les demandeurs eux-mêmes ne sauraient être trop bien fixés sur la topographie du périmètre sollicité et sa contenance.

Au sujet des plans à fournir par les demandeurs en

(1) *Circulaires et Instruction du ministre de l'intérieur*, t. II, p. 557.

concession, la circulaire du 15 mai 1839 s'exprime de la manière suivante (1) :

« On ne doit admettre que des plans dressés avec soin, qui portent
» la signature du demandeur ou de son représentant, qui indiquent,
» au moyen d'une légende, le nom de ce demandeur, celui du dé-
» partement, des communes et l'étendue de la concession sollicitée.
» Il faut également que l'on figure sur ces plans le périmètre
» demandé, la direction et l'inclinaison des couches minérales, les
» explorations déjà exécutées. »

Les extraits de rôle des contributions payés par le demandeur ou les demandeurs doivent être joints, comme annexes, à la pétition : cette obligation, spécifiée par l'instruction ministérielle du 3 août 1810, résulte de ce principe que le gouvernement, ayant à tenir compte des facultés pécuniaires des demandeurs, dans le choix du concessionnaire, doit pouvoir être édifié sur les biens immobiliers de ceux-ci.

Ces extraits de rôle doivent être dûment certifiés et légalisés.

Si c'est une Société qui demande la concession d'une mine, elle doit joindre à la pétition un acte de notoriété justifiant que ses membres réunissent les qualités nécessaires pour exécuter les travaux, et satisfaire aux indemnités et redevances auxquelles la concession devra donner lieu. (Instruction du 3 août 1810.)

Si la Société est purement civile ou en nom collectif, il faut joindre à la pétition les extraits de rôle des contributions de chacun des associés; si la Société est en commandite, on doit joindre à la demande les extraits de rôle afférents à chacun des associés responsables et solidaires; si la Société est anonyme, on doit fournir l'acte de notoriété mentionné plus haut et le titre portant son approbation par le gouvernement, ou tout au moins la preuve qu'elle est en instance, pour obtenir cette autorisation exigée par l'article 37 du Code de commerce.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 775.

Aucun règlement ne dit textuellement qu'en cas de demandes en concession formées par une Société, l'acte de Société devra être joint à la pétition; mais cette obligation résulte implicitement de l'article 14 de la loi du 21 avril 1810, lequel est ainsi conçu :

Production de
l'acte de société.

« L'individu ou la Société doit justifier des facultés nécessaires
» pour entreprendre et conduire les travaux, et des moyens de
» satisfaire aux redevances, indemnités qui lui seront imposées par
» l'acte de concession. »

Or, comment juger des facultés d'une Société pour entreprendre et conduire des travaux, comment reconnaître si elle est sérieuse sans connaître l'acte constitutif qui la concerne? Ce serait évidemment impossible, et nous sommes conduits à cette conclusion que l'acte de Société doit être produit.

Ajoutons qu'il est de l'intérêt bien entendu des demandeurs en concession de fournir au gouvernement tous moyens pour s'assurer qu'ils sont des demandeurs sérieux, et la production de l'acte de Société est un puissant moyen pour atteindre ce but.

M. Richard propose, comme moyen de favoriser les entreprises sérieuses, la délivrance de concessions *provisaires et conditionnelles*, par l'Administration, aux personnes qui lui offriraient de suffisantes garanties de capacité et de moralité, comme cela se pratique pour les permissions provisoires accordées avant la concession (1).

« L'Administration, ajoute M. Richard, réviserait l'acte
» de Société offert aux capitalistes; elle y ferait insérer
» les clauses qui lui paraîtraient convenables dans l'intérêt de l'exploitation, des tiers et des actionnaires,
» comme cela se pratique pour les Sociétés anonymes;
» et elle accorderait provisoirement la concession, sous
» la condition expresse que les actions de la Société
» seraient placées et les fonds encaissés dans un délai

(1) *Législation française sur les Mines*, t. I, p. 244.

« déterminé; si cette condition n'était pas remplie, la concession serait nulle. »

Le moyen proposé par M. Richard ne nous paraît pas devoir produire les résultats espérés par l'auteur : d'une part, dans la pratique, ces concessions provisoires auraient de graves inconvénients; en effet, hormis les cas de déchéance définis par la loi du 27 avril 1838, la propriété des mines est incommutable, et le gouvernement, justement circonspect dans les questions de déchéance, hésiterait peut-être à proposer le retrait d'une concession provisoire accordée à une Société qui se trouverait dans le cas de beaucoup d'autres, tout en ayant manqué à son engagement primitif, ce qui serait une source d'abus.

D'autre part, et en droit, il faut autant que possible ne faire que *du définitif* eu fait de concessions de mines; c'est le moyen de satisfaire au véritable esprit de la loi de 1810. Le gouvernement, qui a le droit de préférence, a plein pouvoir pour juger les facultés des demandeurs collectifs ou autres et pour repousser la demande d'une Société entachée d'incapacité par un vice de l'acte qui la constitue; mais une fois la concession accordée, il ne doit plus lui appartenir de s'immiscer dans la gestion intime de la Société concessionnaire : agir autrement serait étouffer toute liberté dans l'industrie minérale et nuire à son développement. L'argument tiré de ce qui se passe pour les Sociétés anonymes ne nous paraît pas applicable au cas actuel : en effet, la nature même des Sociétés anonymes, l'absence, dans ces associations, d'agents responsables des engagements de la Société, nécessitent justement la condition de l'approbation du gouvernement, imposée à leur existence légale par l'article 37 du Code de commerce; mais dans le cas d'une demande en concession de mines faite par une Société en général, il n'y a rien de pareil; le gouvernement doit juger des facultés de celle-ci en tant que demandeur en concession; mais là se borne son rôle; si le demandeur est une Compagnie anonyme, c'est en tant que Compagnie ano-

nyme que l'approbation de l'acte social doit être nécessaire et non pas autrement.

Le but de cet ouvrage étant essentiellement d'atteindre une utilité pratique, nous croyons devoir joindre ici un modèle de demande en concession à l'usage des demandeurs peu familiarisés encore avec les lois et règlements sur les mines.

« Monsieur le Préfet, le soussigné (*nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur*) a l'honneur de vous demander la concession des mines de..... dont l'existence est reconnue dans la commune de..... quartier de.....

Modèle de demande en concession de mines.

» (*Si le demandeur en concession est l'inventeur de la mine, au lieu de :* Dont l'existence est reconnue, *on dira :* Qu'il a découverte dans, etc.)

» Le périmètre dont il sollicite la concession s'étend sur les communes de..... arrondissement de..... département de..... et il est limité comme il suit :

» Au nord par..... à l'est..... etc.

» Lesdites limites comprennent une étendue de..... kilomètres carrés..... hectares.

» Pour satisfaire aux articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, le soussigné s'engage à payer aux propriétaires du sol une redevance annuelle de..... par hectare, sans préjudice des indemnités pour dégâts et occupations de terrains, qui seront réglés comme il est dit aux articles 43 et 44 de la même loi.

» Il prend, en outre, l'engagement d'acquitter à l'État les redevances fixe et proportionnelle sur les mines, de se conformer aux lois et règlements sur la matière et de se soumettre au mode d'exploitation qui sera fixé par le gouvernement.

» (*Au cas où l'inventeur de la mine est une personne autre que le demandeur en concession, il faut ajouter :*)

» Enfin, il offre de payer au sieur..... inventeur de la mine, une somme de..... ou une redevance annuelle de..... pour purger les droits reconnus aux inventeurs par les articles 16 et 17 de la loi de 1810.

» Les bois nécessaires à l'exploitation de la mine seront pris dans les forêts de..... (ou bien dans le commerce).

» Le soussigné joint à l'appui de sa demande les pièces suivantes :

» 1^o Trois plans de surface à l'échelle de 10 millimètres pour 100 mètres ;

» 2^o..... Extraits de rôles établissant qu'il a payé dans les communes de..... un total de..... de contributions pendant l'année.....

Au cas où c'est une Société qui demande la concession de la mine, il faut annoncer qu'on joint à la pétition les pièces suivantes :

- » 1^o L'acte constitutif de la Société ;
- » 2^o Les extraits de rôle des contributions payées par les associés responsables, ou bien, s'il s'agit d'une Société anonyme, l'acte d'autorisation de cette Société par le gouvernement, lequel sert d'acte de notoriété. »

Mémoires à l'appui des demandes en concession.

Les pétitions de ce genre étant destinées à être affichées, doivent être concises dans leur forme. S'il arrive que le demandeur ait des motifs particuliers à faire valoir auprès du gouvernement pour obtenir la concession de la mine, au lieu d'en placer l'exposé dans la demande en concession, il doit formuler cet exposé dans un Mémoire séparé qu'il joindra à la pétition et qui ne sera pas soumis aux affiches.

Instruction des demandes en concession.

La demande en concession est enregistrée à la préfecture, à la date de sa réception, sous un numéro d'ordre particulier, sur un registre spécial tenu à cet effet et ouvert à tout le monde. (Art. 22 de la loi de 1810.)

Le secrétaire général de la préfecture donnera au requérant un extrait certifié de l'enregistrement de sa demande. (Art. 25 de la loi.)

La demande est transmise ensuite à l'ingénieur des mines, qui est chargé de vérifier si elle est conforme aux règles de la matière, et, dans le cas où elle serait incomplète et irrégulière, elle est renvoyée au demandeur pour y être pourvu avant toutes choses.

Dans le cas d'une demande complète et régulière, l'ingénieur des mines se transporte sur les lieux, vérifie les plans et reconnaît si l'existence du gîte minéral demandé en concession est certaine. (Circulaire du 31 octobre 1837.)

Bien que l'article 22 de la loi du 21 avril 1810 porte que la demande en concession doit être affichée dans le délai de dix jours, il ne faut entendre cette prescription que pour le cas où l'existence de la mine demandée est démontrée et certaine. (Voir, à ce sujet, la circulaire du

31 octobre 1837, déjà mentionnée dans le chapitre : *Des Recherches de mines*; voir, comme application de ce principe, la décision ministérielle du 10 novembre 1835, qui décide qu'il n'y a pas lieu d'afficher la demande en concession formée par le sieur Boca pour une mine de houille, dans l'arrondissement d'Arras, dont l'existence n'était pas constatée (1.).

Pour qu'il y ait lieu à affiches, il n'est pas nécessaire que l'on connaisse en détail l'allure, l'inclinaison, l'étendue et la puissance du gîte; il n'est pas nécessaire, en un mot, que l'on ait reconnu que le gîte minéral est d'une consistance suffisante pour être concédé : il suffit que l'existence du gîte minéral soit constatée et que ses principales dispositions soient reconnues. Il suffira pour cela, dans la plupart des cas, de travaux de recherches peu développés, et quant aux travaux de recherches plus importants, qui doivent démontrer l'opportunité de concéder le gîte, ils devront être effectués pendant le délai d'affiches, comme il sera dit tout à l'heure.

L'ingénieur ordinaire des mines, après avoir vérifié les lieux, transmet son avis préalable à l'ingénieur en chef, qui est chargé de dresser le projet d'affiche et de le proposer au préfet, en même temps qu'il en transmet une copie au Directeur général des Mines. (Décret du 18 novembre 1810, art. 24.)

Rédaction du
projet d'affiche.

Il est arrivé dans le début que les projets d'affiches étaient rédigés sans l'intervention des ingénieurs des mines : c'était une irrégularité, et le Directeur général des Mines a rappelé aux préfets une première fois, par une circulaire du 17 août 1812 (2); une deuxième fois, par une circulaire du 1^{er} janvier 1819 (3), que le fait de n'avoir pas consulté les ingénieurs des mines dans la rédaction des projets d'affiches avait souvent entraîné des

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 588.

(2) *Circulaires du ministre de l'intérieur*, t. II, p. 380.

(3) *Circulaires du ministre de l'intérieur*, t. III, p. 595.

retards dans l'expédition des affaires, et il recommande, pour l'avenir, la stricte observation de l'article 24 du décret du 18 novembre 1810, relatif aux affiches.

» Les ingénieurs en chef, dit la circulaire du 31 octobre 1837, » sont chargés, par le décret du 18 novembre 1810, de rédiger les » projets d'affiches : cette désignation des ingénieurs en chef fait » assez voir qu'on n'a pas entendu que ces affiches fussent une chose » de pure forme (1). »

Les affiches doivent durer quatre mois : si les placards d'affiches sont lacrés ou enlevés pendant ces quatre mois, il appartient à la diligence des maires de les faire remplacer; outre les affiches, il doit y avoir des publications. Voici comment la loi de 1810 s'exprime au sujet des uns et des autres :

« ART. 23. — Les affiches auront lieu pendant quatre mois, dans » le chef-lieu du département, dans celui de l'arrondissement où la » mine est située, dans le lieu du domicile du demandeur, et dans » toutes les communes dans le territoire desquelles la concession » peut s'étendre : elles seront insérées dans les journaux de département.

» ART. 24. — Les publications des demandes en concession de » mines auront lieu devant la porte de la maison commune et des » églises paroissiales et consistoriales, à la diligence des maires, à » l'issue de l'office, un jour de dimanche, et au moins une fois par » mois pendant la durée des affiches. Les maires seront tenus de » certifier ces publications. »

* Spécimen de
projet d'affiche.

L'affiche est ordonnée par arrêté préfectoral; elle est ordinairement conçue dans la forme suivante :

« PRÉFECTURE DE.....

» Demande en concession de la mine de..... par le sieur.....
» Le public est prévenu que, par une pétition en date du..... reçue
» et enregistrée à la préfecture le..... sous le numéro..... le sieur.....
» demande la concession de la mine de..... située à.....
» Le périmètre sollicité, qui porte sur les communes de..... a une
» étendue de..... et est limité comme il suit.....
» Le demandeur s'engage à payer aux propriétaires du sol une

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 699.

» redevance annuelle de..... par hectare, et il prend encore l'engagement de payer telles indemnités que de droit pour dégâts et non jouissances occasionnés par les travaux d'exploitation. (Art. 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810.) Vis-à-vis de l'Etat, il s'engage à acquitter les redevances fixe et proportionnelle sur les mines, à se conformer aux lois et règlements sur la matière, ainsi qu'aux instructions qui pourront lui être données par l'Administration en ce qui concerne l'exploitation des mines.

» Le présent avis sera suivi de la pétition du demandeur en date du..... et le tout sera affiché à ses frais et à la diligence des maires pendant quatre mois consécutifs à..... chef-lieu du département..... à..... chef-lieu de l'arrondissement, dans les communes de..... où s'étend le périmètre de la concession sollicitée et à..... domicile du demandeur; le même avis sera, en outre, publié au moins une fois par mois, pendant la durée des affiches, à la porte de la mairie et des églises paroissiales et consistoriales, un jour de dimanche, à l'issue de l'office, dans les communes ci-dessus énumérées.

» Insertion en sera faite dans un journal du département de..... où la mine est située, et dans un journal du département de..... où réside le demandeur.

» Pendant le temps que dureront les publications et affiches, la pétition du sieur..... et les plans de surface joints à l'appui, resteront déposés à la préfecture du département, où le public pourra en prendre connaissance.

» Les oppositions ou demandes en concurrence auxquelles la présente demande pourrait donner lieu seront admises devant le préfet jusqu'au dernier jour du quatrième mois d'affiche, à compter de la date de celle-ci : elles devront être notifiées, par actes extrajudiciaires, aux parties intéressées, ainsi qu'à la préfecture, où elles seront consignées sur le registre à ce destiné, lequel sera ouvert à tous ceux qui en demanderont communication.

» Toute demande en concurrence devra faire connaître d'une manière précise la position des travaux de recherches exécutés par le pétitionnaire, l'indemnité proposée à ceux qui auraient découvert la mine et la redevance annuelle offerte aux propriétaires du sol, sans préjudice des indemnités dues pour dégâts et non jouissances de terrains causés par l'exploitation. Cette demande devra aussi être accompagnée d'un plan de surface, en triple expédition, à l'échelle de 1 à 10,000, et des extraits de rôle des contributions payées par le demandeur.

» Immédiatement après l'expiration du quatrième mois d'affiche, MM. les maires dresseront des certificats qui feront connaître : 1° la date de la réception du placard d'affiche ; 2° la date de l'ap-

» position de l'affiche dans leur commune, avec attestation que cette
 » affiche a été maintenue placardée pendant quatre mois; 3^o la date
 » de chacune des publications prescrites par la loi; 4^o les oppositions
 » qui auraient pu être remises à l'autorité locale au sujet de la
 » demande.

» L'envoi de ces certificats sera fait à la préfecture dans le délai de
 » huit jours au plus tard, après l'expiration du quatrième mois
 » d'affiche.

» Fait à.....

» *Le Préfet de.....* »

Travaux de recherches à exécuter par le demandeur pendant les quatre mois d'affiche.

Pendant les quatre mois d'affiche, le demandeur en concession ne doit pas se tenir inactif : il est de son intérêt le plus direct, il est de son devoir de poursuivre les travaux de recherches entrepris avant l'affiche, et de démontrer ainsi que le gîte minéral est susceptible, par sa consistance et son étendue, d'être concédé. Ces travaux de recherches doivent naturellement être plus étendus que les premiers, car autre chose est de prouver qu'une mine existe ou de prouver qu'elle est d'une consistance suffisante pour être concédée.

Cette distinction de deux espèces de travaux de recherches à exécuter avant et pendant les affiches, est nettement spécifiée par les termes suivants de la circulaire du 31 octobre 1837 (1).

« Dans le premier cas, il peut suffire que l'on sache positivement
 » qu'une mine existe : pendant la durée de l'instruction, les deman-
 » deurs pourront exécuter de *nouveaux* travaux de recherches et
 » fournir des indications plus complètes. Dans le second cas, celui
 » où il s'agit de concéder la mine, il faut que ces indications aient
 » été préalablement réunies, que l'on connaisse, sinon toutes les
 » circonstances du gisement (ce qui sera le fruit de travaux ultérieurs
 » entrepris en grand), du moins les principales allures de la mine ;
 » que l'on ait des données assez précises sur ses ramifications et son
 » étendue présumées ; autrement il serait impossible d'assigner avec
 » quelque connaissance de cause un périmètre à la concession, d'en
 » déterminer les charges ; on serait obligé d'agir aveuglément au
 » hasard. »

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 699.

Un autre motif qui fait que l'Administration exige de nouveaux travaux de recherches plus étendus pendant le délai d'affiche, c'est que, tout en laissant à celui qui sollicite une concession, le soin de calculer les chances de l'entreprise qu'il veut former, il est du devoir de l'Administration de s'opposer à la concession de gîtes minéraux d'une insuffisance notoire ou non encore reconnus : agir autrement, ce serait jeter dans l'industrie des titres sans valeur et pouvant prêter à l'agiotage.

L'instruction ministérielle du 3 août 1810 avait dit à cet égard, § 2 :

« Il y a lien à demande en concession, soit pour les mines nouvellement découvertes, lorsque le gisement des couches minérales est tellement reconnu, qu'il y a certitude d'une exploitation utile, soit pour des mines exploitées non encore concédées. »

On ne doit pas induire de ces expressions, dit la circulaire sus-mentionnée du 31 octobre 1837 :

« Qu'il faut, pour procéder à l'instruction d'une demande ni même à la concession, que l'on ait acquis la preuve que l'exploitation sera profitable au concessionnaire. C'est là une question qu'il serait toujours difficile et souvent impossible de résoudre par avance. »

Tout en laissant à l'industrie minérale une liberté raisonnable dans ses entreprises, l'Administration ne peut et ne doit concéder que les gîtes minéraux dont les principales allures et l'étendue sont assez reconnues, pour qu'on puisse déterminer avec connaissance de cause le périmètre à instituer, et les charges à introduire dans l'acte de concession.

Dans plusieurs circonstances, il est intervenu des décisions supérieures du gouvernement à l'appui de ces principes, et déclarant non avenues des demandes qui avaient pour objet des mines découvertes, mais dont le gisement n'était pas suffisamment connu pour qu'on pût instituer une concession.

Ainsi, le 2 février 1834, une décision du ministre du commerce et des travaux publics a déclaré non avenue

une demande en concession du baron de Bez, pour une mine de houille dans les communes d'Arre et d'Arrigas (Gard), attendu qu'il n'avait pas été reconnu dans ces localités de gîte exploitable (et cela, après qu'il avait été procédé aux affiches et à l'instruction locale) (1).

Les affleurements de houille ne constituent pas à eux seuls un indice suffisant pour qu'il y ait lieu à concession.

Les affleurements de houille à la surface du sol ne sont pas à eux seuls un indice suffisant pour qu'il y ait lieu à concession : ainsi, un arrêté du ministre du commerce et des travaux publics, du 24 septembre 1836, a déclaré non avenue une demande en concession de mines de houille, dans le département de la Vendée, formée par le sieur Bourgnon de Layre, qui n'avait exécuté aucun travail de recherches à l'appui de sa demande.

Les considérants de cet arrêté, qui méritent d'être cités, sont ainsi conçus (2) :

« Considérant que l'incertitude qui existe sur le plus ou moins de
» réussite qu'auraient, sous le point de vue industriel, l'exploitation
» d'une nouvelle mine dans le bassin de Vouvant (Vendée), ne
» serait pas à elle seule une raison suffisante d'ajourner la concession.
» Qu'il serait, en effet, souvent difficile de déterminer par avance si
» une exploitation pourra être profitable; que, s'il est convenable et
» utile que les ingénieurs interviennent auprès des parties par leurs
» conseils et les éclairent de leur expérience, c'est à elles surtout
» qu'il appartient de calculer les chances des entreprises qu'elles
» veulent former.

» Mais considérant qu'en l'absence de tous travaux opérés par
» M. de Layre, on ignore s'il existe véritablement une mine à
» concéder;

» Que la topographie souterraine exécutée par les soins de l'Administration dans les bassins de Vouvant et de Chantonay, il est
» vrai, signalé des affleurements de houille sur la partie du sol qui
» est sollicitée; mais que ces affleurements ne constituent pas la
» preuve de l'existence d'un gîte dans la profondeur;

» Qu'il résulte des dispositions de la loi du 21 avril 1810, et notamment du titre III intitulé : *Des actes qui précèdent la demande en*

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. V, p. 680.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. X, p. 616.

- » *concession de mines*, qu'il n'y a lien à concession que lorsque les
 » indications nécessaires sur la présence d'un véritable gîte minéral
 » et ses principales allures se trouvent acquises; que, dans le cas
 » contraire, des travaux de recherches sont toujours un prélimi-
 » naire indispensable;
 » Que cette règle a été formellement consacrée par l'instruction
 » ministérielle du 3 août 1810, qui a eu pour objet de pourvoir à
 » l'exécution de cette loi, et par plusieurs décisions intervenues dans
 » des espèces semblables;
 » Arrête, etc..... »

Ainsi donc, si le demandeur en concession n'exécute pas, pendant le délai d'affiches, des travaux de recherches propres à démontrer que le gîte est susceptible d'être concédé, il arrivera de deux choses l'une : ou bien la demande en concession pourra, sur l'avis des hommes spéciaux, être déclarée non avenue, comme dans les cas précédents; ou bien le demandeur sera mis en demeure, par l'Administration, d'avoir à exécuter de nouveaux travaux de recherches dans un délai donné.

Avantages de ces
travaux de recher-
ches pour le de-
mandeur.

Dans le premier cas, le demandeur sera déchu; dans le second, il sera menacé de l'être, et l'instruction de sa demande sera considérablement retardée.

Rappelons, du reste, pour justifier les garanties que le gouvernement exige avant d'instituer une concession de mines, que la règle imposée à l'Administration en pareille matière dérive des prescriptions suivantes de l'instruction ministérielle du 3 août 1810, qui doit être regardée comme un corollaire de la loi des mines.

- » Les principaux motifs qui déterminent à accorder à une demande
 » en concession sont : 1^o l'existence reconnue d'un minéral utilement
 » exploitable; 2^o la certitude de moyens d'exploitation offerte par
 » les localités, sans anéantir des établissements antérieurement en
 » activité; 3^o la faculté d'asseoir l'exploitation sur une étendue de
 » terrain suffisante, pour qu'elle soit suivie par les moyens les plus
 » économiques; 4^o la connaissance des débouchés qui doivent assurer
 » la prospérité de l'entreprise; 5^o une intelligence active de la part
 » des demandeurs, et la justification des moyens nécessaires pour
 » satisfaire aux dépenses de l'entreprise. »

On s'est plaint souvent, à juste raison, de la lenteur

qu'éprouve l'instruction des demandes en concession de mines. Parmi les causes principales de ces lenteurs, il faut citer l'inertie de certains demandeurs, qui se contentent d'adresser au préfet une pétition régulière sans exécuter de travaux de recherches à l'appui de leur demande; or, il faut bien le dire : en fait, le demandeur en concession avancera beaucoup plus l'instruction de son affaire par des travaux de recherches que par des Mémoires adressés à l'Administration, et, en même temps, il se créera, par ces travaux, un titre sérieux auprès du gouvernement dans le choix du concessionnaire.

En effet, le gouvernement, lorsqu'il institue une concession, tient grand compte aux demandeurs des efforts qu'ils ont faits pour découvrir de nouvelles mines ou pour reconnaître des gîtes minéraux dont l'existence était seulement soupçonnée, et dans le cas où celui qui a exécuté des travaux de recherches n'est pas déclaré concessionnaire, une indemnité lui est accordée par l'acte de concession, conformément à l'une des plus sages et des plus libérales dispositions de la loi de 1810.

Les explorateurs savent donc que, de toutes manières, ils pourront recueillir le fruit de tous les travaux véritablement utiles qu'ils auront opérés; ainsi, tout engage le demandeur en concession à faire des travaux de recherches sérieux.

De simples sondages peuvent, suivant les cas, suffire pour faire admettre une demande en concession de mines.

Ajoutons, au sujet de ces travaux de recherches, qu'ils peuvent être des tranchées, des galeries, des puits ou de simples sondages, suivant les cas : l'Administration n'impose pas au demandeur telle ou telle forme de travaux de recherches; elle peut lui donner des conseils par l'intermédiaire de ses ingénieurs, mais elle s'informe surtout du résultat des recherches, quel que soit le système de travaux employés.

Ainsi, M. le Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines a écrit au préfet du Nord, le 4 septembre 1838, conformément à l'avis du Conseil des Mines, que rien n'empêche d'admettre des demandes en concession

de mines de houille, lorsqu'elles s'appuient sur l'exécution de recherches propres à faire reconnaître si le gîte est susceptible d'être concédé, soit que les travaux consistent en puits, galeries ou même en sondages (1). Un des motifs déterminants de cette dépêche a été que, dans le cas dont il s'agissait, un puits de recherches à travers les terrains aquifères qui recouvrent les terrains houillers du Nord, était un ouvrage trop dispendieux pour l'exiger de simples demandeurs en concession.

Les certificats d'affiches dressés par les maires, attestant l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites et faisant mention des oppositions survenues sont transmis au sous-préfet de l'arrondissement, qui reconnaît s'ils sont réguliers, les légalise et les transmet à la préfecture avec son avis particulier sur la demande en concession, et les oppositions et demandes en concurrence qui auraient été formées pendant le délai d'affiches.

Le préfet, aussitôt après avoir reçu les certificats d'affiches et l'avis du sous-préfet, doit transmettre tout le dossier à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de dresser son rapport définitif sur l'affaire.

Avis du sous-préfet sur les demandes en concession.

Avis de l'ingénieur ordinaire des mines.

« Lorsqu'il y aura une demande en permission de recherches, concession ou permission d'usines, dit le décret du 18 novembre 1810 (art. 55), les ingénieurs ordinaires feront les reconnaissances et les opérations nécessaires, soit à la fixation des limites, soit pour se mettre à même de fournir tous les renseignements nécessaires pour indiquer le mode général d'exploitation, et pour régler les conditions qui seront exigées par l'acte de concession (2).

Une circulaire du Directeur général des Mines, en date du 17 août 1812 (3), recommande aux ingénieurs ordinaires de comprendre dans leurs rapports une description détaillée du gîte à exploiter et des terrains environnants, sous les rapports physiques et géologiques, et de

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 515.

(2) *Bulletin des Lois*, 3^e série, t. XIII, p. 729, n° 310.

(3) *Circulaires* du ministre de l'intérieur, t. II, p. 389.

figurer sur les plans de surface la direction et l'inclinaison du gîte, ainsi que l'allure des roches qui l'encaissent. S'il s'agit de concéder une mine déjà en exploitation, comme il y en avait beaucoup en 1812, la même circulaire recommande aux ingénieurs de joindre à leur rapport des plans et coupes des travaux déjà exécutés, et d'exposer et justifier les travaux d'art ou le mode d'exploitation qu'il sera jugé convenable de prescrire au concessionnaire dans le cahier des charges; enfin, pour les mines non encore exploitées, la circulaire recommande d'indiquer avec précision, dans le cahier des charges, les grands travaux d'art nécessaires à exécuter, et d'insérer un dernier article, astreignant le concessionnaire à se conformer au mode d'exploitation qui lui sera prescrit dans la suite par l'Administration.

Une circulaire ministérielle, du 8 octobre 1843, a transmis aux ingénieurs un modèle des clauses à insérer dans les projets des cahiers des charges des concessions de mines : nous n'avons pas à nous occuper, pour le moment, de ces clauses, qui seront examinées dans le chapitre : *Des Devoirs des Concessionnaires*. Disons seulement qu'il y a, dans ce modèle, un article ainsi conçu (1) :

« ART. B. — (Articles prescrivant l'exécution immédiate des travaux, pour l'exploitation et la reconnaissance des gîtes concédés, de travaux d'art préparatoires ou nécessaires à l'aménagement des mines ou le mode de continuation des travaux déjà en activité.) »

L'ingénieur des mines doit ainsi, dans son rapport, exposer et motiver les clauses qu'il proposera d'insérer à l'article B du cahier des charges.

En résumé, le rapport de l'ingénieur ordinaire des mines, sur une demande en concession, embrasse dans la pratique les points suivants :

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 852.

1° Exposition de l'instruction locale avec analyse des pièces du dossier ;

2° Description géologique du gîte minéral et des travaux de recherches exécutés ;

3° Le gîte minéral est-il susceptible d'être concédé ?

4° Peut-on y instituer plusieurs concessions, et quelles seront les limites et étendues de ces concessions ?

5° Travaux d'art particuliers au mode d'exploitation à prescrire aux futurs concessionnaires ;

6° Examen des titres et facultés des demandeurs ; discussions des oppositions ; à qui convient-il d'accorder les concessions proposées ?

7° Examen des indemnités à fixer au profit des propriétaires du sol et inventeurs ;

8° Rédaction des cahiers des charges afférents à ces concessions.

L'ingénieur ordinaire transmet son rapport, avec toutes les pièces du dossier, à l'ingénieur en chef, qui doit donner son avis motivé à la suite (article 23 du décret du 18 novembre 1810), et faire parvenir le tout au préfet.

Avis de l'ingénieur en chef des mines

« S'il y a discussion, dit l'instruction du 3 août 1810, entre les » propriétaires du terrain et le demandeur en concession, relative- » ment aux indemnités autorisées par les articles 6 et 32 de la loi, ou » réclamation de sa part, à l'égard des redevances proposées par » l'ingénieur des mines, ces objets seront soumis à l'avis du Conseil » de préfecture. »

Avis émanant du Conseil de préfecture, sur la redevance due au propriétaire du sol.

Les Conseils de préfecture, comme on voit, ne sont pas appelés à donner nécessairement leur avis sur les demandes en concession de mines ; il ne le sont que dans un cas particulier, et, dans ce cas, leur avis doit se borner à l'examen des redevances à attribuer aux propriétaires du sol, sans qu'ils aient à émettre aucun avis sur l'opportunité de la concession ou le choix du concessionnaire.

« Le préfet, dit l'instruction du 3 août 1810, sur le vu de la » demande, des plans qu'il doit viser, des certificats qui constatent » l'exécution des formalités prescrites, de l'avis des autorités locales,

Avis du préfet.

» de celui de l'ingénieur des mines, des oppositions, de l'avis du
 » Conseil de préfecture, s'il y a lieu, et après avoir pris des informa-
 » tions sur les droits et facultés des demandeurs, donne son opinion
 » sur le tout et la transmet au ministre de l'intérieur, avec toutes les
 » pièces. »

L'article 27 de la loi du 21 avril 1810 porte que l'avis du préfet doit être rendu, au plus tard, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'affiches.

Cette disposition toute réglementaire de la loi a eu pour but de porter remède aux lenteurs qu'entraîne l'instruction des demandes en concession de mines, et l'on peut voir, par la discussion de la loi de 1810, que Regnaud de Saint-Jean-d'Angely a plusieurs fois motivé cette disposition et insisté pour son maintien.

Malheureusement, dans la pratique, il est rare qu'il n'y ait pas de retards : l'un des plus fréquents, et que les demandeurs ne peuvent imputer qu'à eux-mêmes, tient à ce qu'à l'expiration du délai d'affiches, il n'a été fait que des travaux de recherches insignifiants et ne suffisant pas pour qu'on puisse décider si le gîte est susceptible d'être concédé; mais chaque administration a aussi quelquefois la responsabilité d'un retard, et les maires principalement négligent souvent de transmettre les certificats d'affiches à l'époque voulue.

Instruction au
 ministère — Avis
 du Conseil des Mi-
 nes. — Projet de
 décret de conces-
 sion.

Lorsque le dossier d'une demande en concession est parvenu au ministère, il s'ouvre une nouvelle période de l'instruction, dont le mode est réglé, en principe, par l'article 28 de la loi, ainsi conçu :

- » Il sera définitivement statué sur la demande en concession, par un
 » décret impérial délibéré en Conseil d'État.
- » Jusqu'à l'émission du décret, toute opposition sera admissible
 » devant le ministre de l'intérieur ou le secrétaire du Conseil d'État :
- » dans ce dernier cas, elle aura lieu par une requête signée et pré-
 » sentée par un avocat au Conseil, comme il est pratiqué pour les
 » affaires contentieuses, et, dans tous les cas, elle sera notifiée aux
 » parties intéressées.
- » Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine acquise par
 » concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les
 » tribunaux et Cours, »

Dans la pratique, voici comment les choses se passent :

Les opposants aux demandeurs peuvent adresser directement au ministre leurs oppositions, mémoires, observations signés par eux avec pièces à l'appui; ils peuvent aussi choisir un avocat au Conseil, chargé de présenter ces pièces au secrétariat du Conseil d'État, sous forme de requête signée par ceux-ci; mais, dans ce dernier cas même, toutes ces pièces sont renvoyées au ministre pour lui être soumises avant d'être examinées par le Conseil.

L'auteur du savant ouvrage sur le droit administratif, M. Cotelle, très au courant de l'instruction des demandes en concession devant l'Administration supérieure, s'exprime de la sorte (1) :

« Aujourd'hui, le Comité des travaux publics du Conseil d'État »
» entend qu'il ne doit émettre d'avis que sur les propositions et
» les projets de décisions que le ministre aura déjà médités; et ce
» Comité renvoie au ministre les Mémoires qui lui sont soumis,
» *omisso medio*, par les avocats; d'où il suit qu'en réalité, c'est
» devant l'Administration elle-même qu'il est opportun de se
» constituer. »

Ce pourvoi par requête devant le Conseil d'État, qui est la forme admise pour les affaires contentieuses, peut paraître extraordinaire pour une obtention de concession, laquelle n'est pas de nature contentieuse; la remarque en fut faite par le comte Defermont lors de la discussion de la loi (2), mais Regnaud de Saint-Jeand'Angely répondit que cette forme serait également suivie dans les affaires de mines, quand la loi l'aurait ordonné, et le Conseil adopta cette manière de voir.

Le ministre, après avoir ainsi reçu tous les Mémoires des opposants ou demandeurs, les fait joindre au dossier

(1) *Cours de Droit administratif appliqué aux travaux publics*, t. II, p. 96.

(2) Loaré, p. 116, séance du 23 juin 1809.

général, qui est examiné dans les bureaux. Si ce dossier est régulier, il le transmet à l'Inspecteur général, membre du Conseil des Mines, chargé de la division minéralogique qui comprend la mine en question.

L'Inspecteur général fait un examen complet de l'affaire; il juge les rapports de l'ingénieur ordinaire et l'avis motivé de l'ingénieur en chef; il propose, soit l'admission, soit le rejet ou la modification des demandes eu concession, et consigne toutes ses observations dans un rapport qui est lu en Conseil des Mines.

Les rapports de l'ingénieur ordinaire et de l'ingénieur en chef sont aussi lus en Conseil des Mines, et la discussion s'engage dans ce Conseil sur le fonds de l'affaire, sur la forme de l'instruction et toutes les questions relatives à la concession demandée.

Lorsque le Conseil trouve que l'instruction est complète et régulière, et qu'il se juge suffisamment éclairé, il émet son avis motivé, qui est transmis au ministre des travaux publics avec le dossier.

Discussion
au
Conseil d'État.

Le projet de décret de concession est préparé par le ministre et transmis au Conseil d'État, où il est soumis d'abord à l'examen particulier du Comité des travaux publics.

Remarquons ici que le projet de décret de concession n'est point préparé par le Comité du contentieux, attendu qu'une concession est un acte de haute administration mais non point un acte de nature contentieuse, et que le gouvernement, lorsqu'il concède une mine, examine et apprécie *des titres*, mais ne juge pas *des droits*.

M. Cotelle fait observer à cet égard que l'avis du Comité ne lie pas encore la religion du ministre; mais, dans tous les cas, avant d'être sanctionné par le chef du gouvernement, le projet de décret doit avoir été délibéré en Conseil d'État (art. 5); ce n'est qu'en Conseil d'État qu'il peut être définitivement statué sur le décret de concession (art. 28). C'est donc à ce Conseil, réuni en assemblée générale et administrative, qu'il appartient de statuer d'une manière décisive sur les

concessions de mines à instituer; aussi doit-on remarquer que tous les actes de concession portent, dans leur texte, cette clause solennelle : *Le Conseil d'État entendu.*

Nous venons d'exposer les diverses périodes de l'instruction ordinaire d'une demande en concession lorsqu'il ne se présente aucune circonstance exceptionnelle qui en vienne entraver la marche; il y a pourtant deux circonstances de ce genre qui méritent un examen tout particulier, en raison de leur importance et en raison surtout de ce qu'elles surgissent presque toujours à propos des demandes en concession : nous voulons parler des oppositions et demandes en concurrence.

Des oppositions et demandes en concurrence.

Selon qu'elles surgissent pendant les quatre mois d'affiches ou après ce délai, les oppositions et demandes en concurrence sont instruites d'une manière différente : pour les premières, le mode d'instruction est réglé par l'article 26 de la loi, ainsi conçu :

« Les demandes en concurrence et les oppositions qui y seront
 » formées, seront admises par le préfet jusqu'au dernier jour du
 » quatrième mois, à compter de la date de l'affiche : elles seront
 » notifiées par actes extra-judiciaires à la préfecture du département,
 » où elles seront enregistrées sur le registre indiqué à l'article 22.
 » Les oppositions seront notifiées aux parties intéressées; et le registre sera ouvert à tous ceux qui en demanderont communication. »

Opposition et demandes en concurrence survenues pendant les quatre mois d'affiches.

Une chose qui frappe dans la rédaction de cet article, c'est la mention cumulative, et, en quelque sorte, assimilative, qui y est faite des oppositions et des demandes en concurrence pour les formes de l'instruction; et, en effet, tout demandeur en concurrence est un opposant au demandeur primitif, qui sollicite, en outre, que la concession lui soit faite particulièrement; il n'est donc pas étonnant que la loi exige, dans les deux cas, les mêmes formalités.

Au reste, les doutes qui pourraient s'élever sur l'application pratique de l'article 26 sont levés par la circu-

laire du ministre de l'intérieur du 3 novembre 1812, laquelle est ainsi conçue (1) :

« La loi du 21 avril 1810 ordonne (art. 25) que les demandes en concession seront publiées et affichées pendant quatre mois.

» Conformément à l'article 26, les oppositions à ces demandes sont admises devant le préfet jusqu'au dernier jour du quatrième mois à compter de la date de l'affiche.

» D'après le même article, les demandes en concurrence sont admises, notifiées et enregistrées de la même manière et dans le même délai que les oppositions.

» Nulle part la loi n'a prescrit que les oppositions fussent affichées ni publiées; il ne s'est élevé aucun doute, à ce sujet, de la part des fonctionnaires chargés de la faire exécuter.

» Il n'en est pas de même des demandes en concurrence.

» Elles ont donné lieu à la question de savoir si elles doivent être soumises aux formalités de publications et affiches.

» Une demande en concurrence n'est qu'une opposition à la demande primitive, et le législateur lui a imprimé ce caractère en la mentionnant cumulativement, dans l'article 26, avec les oppositions.

» En effet, si cette demande avait lien à la fin du quatrième mois et qu'elle dût être affichée pendant quatre mois, l'instruction se prolongerait jusqu'au huitième mois; si à cette époque il se présentait un nouveau concurrent, sa réclamation reporterait l'instruction au douzième mois, et alors il n'y aurait pas de raison de voir le terme de ces retards administratifs.

» Le législateur n'a pu avoir l'intention d'exposer l'Administration à un semblable résultat.

» Il a donc évidemment assimilé les demandes en concurrence aux oppositions, pour lesquelles il n'a pas exigé la publication et l'affiche, mais qui doivent être notifiées aux parties.

» C'est dans ce sens que la loi doit être exécutée.

» Les demandes en concurrence devant être mises, comme les oppositions, sous les yeux de l'autorité supérieure, examinées par elle et discutées, s'il y a lieu, en Conseil d'État, les demandeurs en concurrence ont la certitude d'obtenir justice sans qu'ils aient droit de réclamer la formalité d'affiche et de publication, formalité inutile en elle-même, non prescrite par la loi, et qui n'aurait d'autre effet que d'éterniser les affaires. »

(1) *Circulaires du ministre de l'intérieur*, t. II, p. 308.

Les principes de la circulaire citée ont été confirmés de nouveau par une circulaire du ministre des travaux publics, du 30 mai 1843 (1). Il reste donc établi qu'une première demande en concession étant soumise aux affiches, les oppositions et les demandes en concurrence relatives au même périmètre que la première, qui surviennent pendant les quatre mois de publications, ne sont point affichées.

Elles ne sont pas affichées; elles sont mises à la connaissance du public par l'inscription au registre de la préfecture.

La publicité de ces dernières résulte de l'inscription sur le registre spécial tenu à la préfecture et ouvert à tout le monde, ce qui permet aux propriétaires du sol déjà mis en éveil par l'affiche, de faire telles réclamations ou observations qu'ils jugent convenables, au sujet de ces oppositions ou demandes en concurrence; d'autre part, le demandeur primitif recevant une notification directe par acte extra-judiciaire, est, pour sa part, suffisamment averti.

Dans ces circonstances, l'instruction locale est consommée, et toutes les formalités légales sont remplies en ce qui touche les opposants et demandeurs en concurrence qui ont agi dans le délai d'affiches. Leurs réclamations sont discutées en Conseil d'État en même temps que la demande primitive qui a été seule affichée, et il peut arriver, suivant les cas, que le demandeur en concurrence obtienne la concession de la mine par préférence au demandeur primitif, bien que sa demande n'ait été ni publiée ni affichée; cela résulte du droit de préférence, consacré par l'article 16 de la loi, pour le gouvernement, et qui lui permet de choisir entre tous les demandeurs qui ont satisfait aux formalités légales.

La demande en concurrence faite dans les délais, peut ainsi amener la concession sans qu'il y ait eu affiche.

Il arrive quelquefois, dans la pratique, qu'une même affiche sert à plusieurs demandes en concession, et voici comment :

Affiches simultanées et collectives.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 950.

Un premier demandeur sollicite la concession d'une mine pour un certain périmètre; l'Administration, avant de procéder aux affiches, ordonne que la pétition soit régularisée s'il y a lieu, et elle fait vérifier par l'ingénieur des mines si l'existence certaine de la mine est constatée; pendant ce temps, un second, un troisième demandeur surviennent et demandent la concession de la même mine avec le même périmètre ou des périmètres empiétant en partie les uns sur les autres. Dans ce cas, lorsqu'on affiche la pétition du premier demandeur, on affiche dans le même placard celles des deux autres, en y mentionnant l'ordre de date des diverses demandes, qui reste toujours constaté d'ailleurs par l'inscription au registre de la préfecture. Cette manière d'opérer, qui se justifie d'elle-même, est indiquée, du reste, dans les termes suivants par la circulaire du 30 mai 1843 (1) :

« Rien ne fait d'ailleurs obstacle à ce que diverses demandes soient » portées à la connaissance du public, par le moyen d'affiches » simultanées et collectives, lorsqu'aucune d'elles n'a encore été » l'objet d'un arrêté qui en prescrive la publication. »

Lorsqu'une demande en concurrence survient pendant le délai de quatre mois, et qu'elle porte à la fois sur le périmètre mentionné dans l'affiche et sur des terrains non encore demandés, y a-t-il lieu à l'afficher nécessairement?

La réponse à cette question dépend des circonstances; on ne peut pas dire oui d'une manière générale, car, sans cela, il dépendrait des demandeurs en concurrence d'éterniser l'instruction des affaires, en sollicitant successivement des périmètres peu différents les uns des autres, et dans lesquels ils comprendraient, à chaque fois, quelques hectares de terrain non encore demandés; le but formel de la loi de 1810 serait éludé, et l'on tomberait dans l'écueil signalé par la circulaire du 3 novembre 1812.

Eu pareille circonstance, l'ingénieur des mines recher-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 930.

chera premièrement si le gîte minéral existe d'une manière certaine dans les terrains que le demandeur en concurrence sollicite en dehors du périmètre indiqué par le demandeur primitif. Si ces terrains sont stériles, la demande en concurrence sera traitée comme si elle ne s'appliquait qu'au périmètre sollicité par le premier demandeur; elle ne sera pas soumise aux affiches, et l'inscription sur le registre de la préfecture suffira avec les notifications pour la publicité légale.

Si la mine existe dans les terrains demandés en dehors du périmètre primitif, il y aura toujours lieu de consulter l'Administration supérieure : l'ingénieur des mines exposera si le gîte minéral de ces terrains se relie avec ceux du premier périmètre, s'il doit être compris dans la concession qui sera instituée pour le gîte du périmètre primitif, ou s'il doit donner lieu à une concession séparée. L'Administration supérieure prononcera suivant les cas et ordonnera, ou bien de faire afficher la pétition du demandeur en concurrence pour la faire joindre au dossier primitif, ou bien de faire scinder en deux cette demande et de réclamer du demandeur deux pétitions distinctes, dont l'une, relative au périmètre primitif, sera simplement inscrite sur le registre de la préfecture et notifiée aux parties, tandis que l'autre, relative au gîte nouveau, sera soumise à une affiche spéciale se rapportant à une instruction distincte, et ne mettant pas obstacle à ce que l'instruction primitive suive son cours.

Occupons-nous maintenant des oppositions et demandes en concurrence *tardives*, c'est-à-dire survenues après les quatre mois d'affiches.

Premièrement, ces oppositions ou demandes en concurrence ne doivent pas être admises par le préfet; c'est ce qui résulte des articles 26 et 27 de la loi, et ce qui est dit d'une manière explicite dans l'article 1^{er} de l'arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 27 octobre 1812 (1):

Opposition et demandes en concurrence tardives.

(1) *Circulaires* du ministre de l'intérieur, t. II, p. 405.

« ART. 1^{er}. — Toutes oppositions ou demandes en concurrence
 » formées contre une demande en concession nouvelle, et notifiées
 » dans les formes prescrites par l'article 26 de la loi du 21 avril 1810,
 » à la préfecture d'un département, après le dernier jour du qua-
 » trième mois de l'affiche de cette demande, ne pourront être
 » admises par le préfet pour faire partie de l'instruction d'après
 » laquelle il statuera sur la demande en concession, conformément à
 » l'article 27 de la même loi, comme si ces oppositions ou demandes
 » en concurrence n'avaient point eu lieu. »

Les oppositions tardives sont admissibles jusqu'à ce que l'acte de concession soit rendu, soit devant le ministre, soit devant le secrétaire-général du Conseil d'État : cela est dit explicitement à l'article 28 de la loi, et cela a été toujours également appliqué pour les demandes en concurrence, bien que l'article 28 ne fasse pas mention de celles-ci.

En appliquant ainsi la loi, l'Administration estime que la priorité, dans la formation des demandes en concession, est un *titre*, mais non pas un *droit*; elle juge que le gouvernement, exerçant son droit de préférence dans l'intérêt de l'industrie minérale, doit pouvoir choisir parmi le plus grand nombre possible de concurrents, et ne doit pas exclure péremptoirement les demandeurs sérieux qui n'avaient pas songé d'abord à se mettre sur les rangs, et qui ont attendu pour cela les résultats d'une découverte par eux faite d'une nouvelle couche ou d'un nouveau filon. Cette manière d'agir est tout-à-fait conforme à l'esprit de la loi, qui a voulu développer l'industrie minérale par des encouragements donnés aux demandeurs en concession; si donc une demande en concurrence tardive est adressée au préfet, cet administrateur doit la transmettre aussitôt au ministre, comme il est dit à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1812 (1).

« ART. 2. — Le préfet auquel ces oppositions ou demandes tardives

(1) *Circulaires du ministre de l'intérieur*, t. II, p. 405

» auront été notifiées, les transmettra, néanmoins séparément au
» ministre, avec un arrêté constatant les motifs pour lesquels elles
» n'auront pas été comprises et discutées dans l'instruction prin-
» cipale sur la demande en concession, et son avis sur le mérite de
» ces oppositions. »

Cette assimilation pour l'instruction des demandes en concurrence et des oppositions tardives a été solennellement proclamée par le Conseil d'État dans la séance du 3 mai 1837 (1). Le Conseil d'État reconnaît qu'une demande en concurrence tardive peut toujours être accueillie par le gouvernement, qui surseoit à la concession, s'il le juge convenable; le demandeur tardif peut donc obtenir, en certains cas, la concession par préférence au pétitionnaire primitif; mais alors, ajoute le Conseil d'État, il est indispensable de soumettre la pétition du nouveau venu à une instruction complète; or, comme cette pétition tardive n'est plus admissible devant le préfet pour être inscrite sur le registre spécial, comme les demandes en concurrence faites dans les délais, il faut nécessairement soumettre aux affiches la nouvelle pétition.

Il résulte de cette interprétation du Conseil d'État que, malgré la latitude convenable laissée à l'Administration pour le choix du concessionnaire entre les divers concurrents, aucune concession de mine ne peut être accordée sans que la pétition du demandeur ait reçu la publicité voulue par la loi, publicité qui peut varier dans sa forme, ainsi qu'il a été dit, suivant que la demande en concurrence est faite pendant ou après les délais d'affiches, mais qui est toujours la publicité légale.

Lors de la discussion de la loi des mines, la Commission du Corps législatif, dans sa séance du 17 mars 1810, supprima de l'article 28 de la loi ces mots : *Ou demandes en concurrence*, en motivant cette suppression sur les

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XI, p. 661.

inconvenients qu'il y aurait d'admettre une demande en concurrence qui n'aurait pas été assujétie aux formalités prescrites par les articles qui précèdent (1).

L'avis du Conseil d'État, du 3 mai 1837, respecte au fond l'intention du législateur, puisque, tout en admettant les demandes tardives, il reconnaît qu'il faudra toujours, ayant de statuer sur ces nouvelles demandes, procéder aux formalités prescrites par la loi.

Ajoutons, comme le fait justement observer M. Cotelie, que le Conseil d'État de 1810, en adoptant la suppression proposée par la Commission dans la rédaction de l'article 28, n'entendit pas, pour cela, exclure péremptoirement les demandes tardives; et, en effet, Cambacérès disait, à ce sujet, dans la séance du 24 mars 1810 (2):

« On peut retrancher de l'article la disposition qui porte que la
» demande en concurrence pourra être portée devant le Conseil
» d'État, sans cependant qu'on puisse induire de ce retranchement,
» que s'il arrivait une demande en concurrence, lorsque l'affaire
» serait en discussion, elle dût être écartée comme tardive. »

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède qu'il y aura lieu de recommencer indéfiniment les formalités d'affiches au gré des prétendants et à chaque pétition tardive, car alors l'instruction des demandes en concession serait interminable. Le gouvernement, juge des divers concurrents pourra toujours statuer sur une demande en concession régulièrement instruite, nonobstant de nouvelles demandes tardives, lorsqu'il reconnaîtra que toutes les conditions désirables se trouvent déjà réunies pour que la mine soit concédée; c'est ce qui a été reconnu par le Conseil d'État dans son avis du 3 mai 1837, déjà mentionné.

Cet avis établissant une règle précieuse à connaître pour l'instruction des oppositions et demandes en con-

(1) Loaré, p. 355.

(2) Loaré, p. 371.

currence tardives, nous croyons devoir l'insérer ici (1) :

» Le Conseil d'État, qui, sur le renvoi ordonné par M. le ministre
» du commerce, a pris connaissance d'un rapport adressé par M. le
» Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines, sur la ques-
» tion de savoir :

» Si les demandes en concurrence pour des concessions de mines
» sont, comme les oppositions, admissibles après l'expiration du délai
» des affiches, et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la concession.

» Vu la loi du 21 avril 1810, et notamment les articles 26 et 28 ;

» Les instructions ministérielles du 3 août 1810 et du 3 novembre 1812 ;

» L'arrêté du ministre de l'intérieur du 27 octobre 1812 ;

» Considérant que les dispositions de la loi du 21 avril 1810, qui
» fixent un délai pour l'admission des oppositions et des demandes
» en concurrence, et qui autorisent l'Administration à statuer à
» l'expiration du délai, n'ont pas pour objet de conférer nécessaire-
» ment un droit exclusif aux demandeurs qui se sont pourvus dans
» les délais, et ne font pas obstacle à ce que l'Administration, lors-
» qu'elle le juge conforme à l'intérêt public, surseoie à la concession.

» Que toutefois le gouvernement ne peut statuer sur aucune
» nouvelle demande en concession, que lorsqu'il a été satisfait com-
» plètement à son égard aux formalités prescrites par le titre iv de la
» loi du 21 avril 1810 ;

» Est d'avis :

» 1^o Que lorsque les demandes en concession de mines ont été
» introduites conformément aux règles prescrites par la loi du 21
» avril 1810, le gouvernement peut accorder la concession nonob-
» stant une nouvelle demande qui serait présentée après les délais
» déterminés par la loi ;

» 2^o Que le gouvernement peut toujours aussi, si des demandes
» en concurrence sont présentées après les délais, et s'il le juge
» convenable, surseoir à la concession ;

» 3^o Que, dans ce cas, avant de statuer sur les nouvelles de-
» mandes, il est indispensable de procéder à une instruction com-
» plète, conformément aux prescriptions du titre iv de la loi du
» 21 avril 1810. »

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XI, p. 661.

CHAPITRE IV.

QUESTIONS DIVERSES RELATIVES A L'INSTITUTION DES CONCESSIONS. — INTERPRÉTATION. — RECOURS.

Les difficultés
pendantes sur la
propriété de la sur-
face n'empêchent
pas que le gouver-
nement puisse ins-
tituer une conces-
sion

D'après l'article 16 de la loi de 1810, le gouvernement est le juge unique des motifs ou considérations d'après lesquelles la préférence doit être accordée aux divers demandeurs, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres.

Le gouvernement juge également, dans l'intérêt de la chose publique, du moment où il est opportun de concéder une mine.

Les difficultés qui peuvent surgir entre les divers demandeurs en concession ne sauraient donc faire obstacle à ce que le gouvernement puisse instituer la concession lorsqu'il le juge opportun et convenable, en passant outre aux questions de propriété de la surface, qu'il appartient aux tribunaux de décider.

D'après l'article 6 de la loi, le gouvernement règle d'une manière abstraite le droit des propriétaires du sol sur le produit de la mine, sans qu'il lui soit nécessaire de vérifier leurs *titres de propriété*; c'est aux tribunaux qu'appartient ce soin, et celui-là percevra l'indemnité posée en principe par les articles 6 et 42 et stipulée par l'acte de concession, qui aura été déclaré par les tribunaux légitime propriétaire du sol.

Au lieu de cela, si le gouvernement ne pouvait instituer des concessions que lorsqu'il n'existe aucun procès sur la propriété des terrains compris dans les périmètres sollicités, comme ces périmètres comprennent quelquefois

une étendue considérable, 10, 15, 20 kilomètres carrés et davantage, il serait impossible, en fait, la plupart du temps, d'instituer des concessions de mines.

La doctrine que nous émettons sur la compétence du gouvernement en pareil cas, a acquis l'autorité de la chose jugée par l'ordonnance du 24 mai 1833, rendue dans les circonstances suivantes (1) :

Les mines de lignite de Peirui et la Taurelle (Var) étaient demandées en concession par la Compagnie Châteauneuf, d'une part, et par les sieurs Cachart et consorts, d'autre part.

La Compagnie Châteauneuf contesta pendant l'instance à la Compagnie Cachart la validité de deux ventes de terrains compris dans le périmètre sollicité, et qui lui avaient été consentis par le sieur Simien, associé du sieur Châteauneuf.

Le tribunal de première instance de Draguignan, devant qui la cause fut portée, se déclara incompétent d'après ce motif qu'il appartenait à l'Administration d'apprécier les actes produits devant elle, sous tous les rapports de la préférence qu'ils pouvaient donner pour l'obtention de la concession.

La Cour royale d'Aix confirma le jugement du tribunal de Draguignan, en réservant tous les droits des propriétaires de la surface.

Le 10 septembre 1831, M. le ministre du commerce et des travaux publics, qui avait été sollicité par la Compagnie Châteauneuf pour se prononcer sur la validité des actes contestés, a ordonné qu'il serait passé outre à la concession.

La Compagnie Châteauneuf s'est pourvue devant le Conseil d'État contre cette décision, en demandant un règlement de juges, et la Compagnie Cachart est intervenue dans l'instance pour en demander le maintien.

(1) Deloche, t. III, p. 290, et De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 525 et 568.

Le 24 mai 1833, une ordonnance a été rendue dans les termes suivants :

- « Sur le pourvoi contre la décision de notre ministre du commerce » et des travaux publics, du 10 septembre 1831 :
- » Considérant qu'aux termes de la loi du 21 avril 1810, il est définitivement statué par nous, en notre Conseil d'État, sur les demandes en concession de mines, et que la décision attaquée n'est qu'un acte d'instruction administrative qui ne peut nous être déféré par la voie contentieuse.
- » Sur la demande en règlement de juges :
- » Considérant que la Cour d'Aix n'a déclaré son incompétence que sur les questions dont l'appréciation appartient à l'autorité administrative, et a réservé tous les droits du propriétaire de la surface ;
- » Que par la décision attaquée, notre ministre du commerce et des travaux publics s'est abstenu de prononcer sur la question de propriété de ladite surface ;
- » Que dès lors il n'y a pas conflit négatif, et qu'il n'y a pas lieu de procéder à un règlement de juges.
- » Notre Conseil d'État entendu,
- » Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
- » Art. 1^{er}. — La requête des sieurs Châteauneuf et Compagnie est rejetée..... »

Le gouvernement peut accorder à un demandeur en concession un terrain non compris dans sa pétition, et compris dans la pétition affilée de son concurrent.

Le gouvernement qui a seul le pouvoir d'instituer les concessions de mines, a seul aussi le droit de déterminer l'étendue des terrains concédés. (Art. 29 de la loi.)

La seule chose nécessaire pour qu'un terrain puisse être compris dans une concession, c'est que les affiches et publications aient eu lieu, en ce qui concerne le terrain, afin que les propriétaires du sol aient pu faire telles observations ou oppositions qu'ils ont jugées convenables.

Le gouvernement, lorsqu'il règle la contenance et la forme d'un périmètre à concéder, se détermine d'après l'étendue et les ramifications du gîte; or, il arrive souvent, lorsque plusieurs concurrents sont en présence, qu'ils sollicitent des périmètres très-irréguliers de forme, et qui ne sont pas en rapport avec la disposition des gîtes minéraux; c'est au gouvernement qu'il appartient alors de modifier ces périmètres, conformément à l'allure et à la puissance des gîtes, de manière que chaque péri-

mètre concédé pris isolément embrasse une mine utilement exploitable. On comprend dès lors qu'il puisse arriver qu'un des demandeurs obtienne la concession d'une portion de terrain sollicitée par son concurrent, et réciproquement; le gouvernement, qui opère ces modifications dans l'intérêt d'une bonne distribution de la richesse publique, a toujours le droit de le faire; en se soumettant à cette unique restriction, de ne concéder que les terrains pour lesquels une demande, au moins, a été publiée et affichée.

L'ordonnance du 8 janvier 1834 nous offre une application de ce principe (1) : cette ordonnance a accordé au sieur de Castellaune une concession de lignite, désignée sous le nom de La Cadrière (*bis*), embrassant une portion de terrain qui n'était pas comprise dans la demande affichée dudit Castellanne, mais qui l'était dans la demande affichée du sieur Bazin, son concurrent.

Les partisans du droit exagéré des propriétaires du sol attaqueront peut-être cette ordonnance et diront que les propriétaires n'ont pas été suffisamment entendus; ils diront que tel propriétaire qui n'avait pas fait opposition à la demande du sieur Bazin, parce qu'il avait fait des conventions avec celui-ci, se serait peut-être porté opposant, si ce terrain avait été demandé publiquement par le sieur Castellanne.

Cette circonstance ne saurait être un obstacle à l'action du gouvernement et à son droit : en effet, c'est au gouvernement seul qu'il appartient de régler, par l'acte de concession, les droits des propriétaires sur les produits des mines (art. 6 et 42); il peut donc le faire nonobstant toutes conventions antérieures entre les propriétaires et les demandeurs, comme en l'absence de pareilles conventions. Ce principe de haute administration a plusieurs fois acquis l'autorité de la chose jugée,

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 539, et De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 547.

comme il sera dit plus tard, et l'ordonnance du 8 janvier 1834 est en pleine harmonie avec les conséquences qu'il entraîne.

Teneur des actes
de concession.

Au sujet de la teneur des actes de concession, l'instruction ministérielle du 3 août 1810 s'exprime de la manière suivante :

- « Le décret de concession énonce les prénoms, noms, qualités et
- » domicile du concessionnaire ou des concessionnaires, la nature et
- » la situation de l'objet concédé; il désigne les limites de la con-
- » cession accordée; exprime son étendue en kilomètres carrés, fixe
- » les indemnités à payer envers qui de droit; il détermine le mode
- » d'exploitation qui devra être suivi par le concessionnaire, et
- » notamment les galeries d'écoulement et autres grands moyens
- » d'épuisement, d'aérage ou d'extraction des minerais, qui devront
- » être exécutés pour l'exploitation la plus économique; les autres
- » conditions dépendantes des circonstances locales, et à l'exécution
- » desquelles le concessionnaire se serait soumis; enfin l'obligation
- » d'acquitter les redevances générales aux termes de la loi: il
- » indique l'époque à partir de laquelle la redevance proportionnelle
- » commencera à être percevable pour l'objet concédé, et l'obligation
- » aussi d'acquitter envers les propriétaires de la surface ou à l'égard
- » des inventeurs, les indemnités qui seront fixées ou qui seraient dues
- » aux termes des articles 6, 32, 51, 53, 55, et 43, 41, 45 et 46.
- » Un plan de la concession reste joint à la minute du décret.
- » S'il y avait des changements à opérer, en vertu du décret, sur les
- » plans fournis, ces changements seraient exécutés sous la surveil-
- » lance de l'Administration générale des Mines, et les plans seraient,
- » à cet égard, certifiés par le chef de l'Administration et visés par le
- » ministre de l'intérieur. »

Le 8 octobre 1843 (1), une circulaire ministérielle a transmis aux préfets un modèle de projet d'ordonnance de concession, avec cahier des charges, qui satisfait à toutes les prescriptions de l'instruction du 3 août, et se conforme aux différents actes intervenus depuis la législation de 1810. L'analyse de ce document sera faite, quand nous traiterons des devoirs des concessionnaires vis-à-vis du gouvernement.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 830.

Le décret de concession est d'abord inséré au *Bulletin des Lois*; en outre, d'après les termes de l'instruction du 3 août, il est adressé par le ministre au préfet du département qui le notifie, sans délai, au concessionnaire, et qui en ordonne les publications et affiches dans les communes sur lesquelles s'étend la concession.

Publicité donnée
au décret de con-
cession.

La loi de 1791 portait dans son texte un arrêté spécial, relatif aux publications et affiches des actes de concession.

Cet article est ainsi conçu :

« ART. 12. — Lorsque les concessions ou permissions auront été accordées, elles seront de même rendues publiques par affiches et proclamations, à la diligence du procureur-syndic du département. »

On comprend dès lors que pour nue concession rendue sous l'empire de la loi de 1791, alors que le décret de concession n'avait pas été affiché dans une commune où s'étendait la mine, il ait pu intervenir une décision du gouvernement qui ait déclaré le décret comme non avenu, relativement aux mines situées dans cette commune. C'est ainsi que l'ordonnance du 13 mai 1818 a annulé l'acte de concession du 1^{er} juillet 1809, relatif aux mines de houille, concédées à la Compagnie Fery - Lacombe, dans les communes de Gardanne, Peynier, Fuveau et Mimet, en ce qui touche la commune de Mimet, où les sieurs et dame Liotard s'étaient portés opposants et où le décret de concession n'avait pas été affiché (1).

La loi du 21 avril 1810 ne contient aucune disposition analogue à l'article 12 de la loi de 1791 : les termes de l'instruction du 3 août 1810 relatifs à la publicité à donner aux actes de concession ont paru faire croire que les dispositions de cet article sont toujours en vigueur; quoi qu'il en soit, M. Cotelle fait observer avec raison que

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. IV, p. 320.

l'instruction du 3 août trouve ailleurs que dans la loi de 1791 un fondement suffisant, savoir : dans l'avis du Conseil d'État du 25 prairial an xiii, concernant les formalités au moyen desquelles un acte du gouvernement devient obligatoire, soit qu'il concerne l'intérêt général ou l'intérêt local ou privé (1).

Au sujet de la publicité à donner aux actes de concession, le projet d'ordonnance joint à la circulaire du 8 octobre 1843 contient un article ainsi conçu (2) :

« ART. M. — La présente ordonnance sera publiée et affichée aux
» frais du concessionnaire, dans l.... commune de.... sur l.... quelle
» s'étend la concession. »

Il importe donc à tout nouveau concessionnaire de requérir au besoin, de la préfecture, les affiches et publications mentionnées à l'article M, parce que, faute de cette formalité d'affiches et publications, des oppositions pourraient surgir.

Quant à ce qui est des notifications du décret de concession aux parties intéressées, elles ne sont ordonnées ni par la loi de 1810 ni par les instructions survenues depuis; il n'en est pas question dans le texte des actes de concession; nous sommes donc foudés à penser qu'elles ne sont pas nécessaires.

Souvent le gouvernement rejetant les diverses demandes qui lui sont faites au sujet d'un gîte minéral, déclare qu'il n'y a pas lieu à concession.

Ainsi, deux décisions ministérielles déjà citées, en date des 2 février 1834 (baron de Bez) (3) et 24 septembre 1836 (Bourgnon de Layre) (4), ont déclaré non avenues deux demandes en concession qui avaient subi l'instruction locale, par ce motif que l'existence d'un gîte minéral concessible n'était pas démontrée.

Décision administrative déclarant qu'il n'y a pas lieu à concession.

(1) Cotelle, *Cours de Droit administratif*, t. II, p. 124.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 850.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. V, p. 680.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. X, p. 616.

Le demandeur en concession n'a-t-il aucun recours contre une pareille décision rendue par le ministre?

L'article 28 de la loi de 1810 dit qu'il sera *définitivement* statué sur la demande en concession par un décret impérial rendu en Conseil d'État.

De là il résulte que le pouvoir qui rejette définitivement une demande en concession ne saurait être autre que celui qui a qualité pour instituer la concession : une décision ministérielle ne saurait donc statuer définitivement sur le rejet d'une demande de ce genre; il faut pour cela un décret rendu en Conseil d'État.

Par quelle voie sera attaquable une décision ministérielle de cette nature? Bien que la délivrance d'une concession soit un acte de nature essentiellement gracieuse, nous pensons avec M. Cotelle que, comme il s'agit ici de l'exécution d'un article positif de la loi, le recours devra être formé dans la voie contentieuse.

« C'est ainsi, dit l'auteur du *Cours de Droit administratif*, qu'en matière de dons et legs faits aux communes et aux hospices et autres établissements légalement reconnus, le Code civil, portant que le gouvernement délibère sur l'autorisation dont ces établissements auraient bien pu accepter la libéralité, le Conseil d'État a annulé une décision du ministre de l'intérieur portant qu'il n'y avait pas lieu à autoriser un hospice à réclamer l'objet donné (1). »

Nous avons vu précédemment par l'ordonnance du 24 mai 1833 (Châteauneuf) (2), qu'une décision ministérielle portant qu'il serait passé outre à la concession d'une mine, nonobstant opposition, ne peut pas être déférée au Conseil d'État par la voie contentieuse. Ce principe n'a rien de contradictoire avec celui que nous émettons au sujet d'une décision ministérielle portant

(1) Cotelle, *Cours de Droit administratif*, t. II, p. 105.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 368, et Deloche, 2^e série, t. III, p. 290.

rejet définitif d'une demande en concession : en effet, dans le premier cas, il s'agit d'un acte d'instruction administrative qui ne statue pas sur la question définitive de concession, et donne seulement un libre cours à l'instruction de l'affaire, tandis que dans le second, il s'agit d'une décision qui conclut au rejet d'une demande et semble clore l'affaire, alors qu'un décret délibéré en Conseil d'État peut seul statuer définitivement sur une question de ce genre.

Interprétation
des actes de con-
cession. — Elle ap-
partient exclusive-
ment au gouverne-
ment.

Un décret de concession est un acte de haute administration dont l'interprétation appartient au gouvernement en vertu de ce principe de droit : *Ejus est interpretari, ejus condere legem*.

Rappelons, à ce sujet, que la loi du 24 août 1790 (art. 13, t. II) a interdit aux juges, à peine de forfaiture, de troubler de quelque manière que ce soit les opérations des Corps administratifs; plus tard, la loi du 16 fructidor an XIII a particulièrement interdit aux tribunaux de connaître des actes administratifs et d'en empêcher l'exécution d'une manière générale, et si depuis lors, dans les questions étrangères aux mines, les lois du 8 mars 1810 et du 7 juillet 1833 ont accordé aux tribunaux un droit de contrôle sur les formalités préalables à l'expropriation pour cause d'utilité publique, il faut bien remarquer qu'un pareil contrôle n'a pas été introduit dans la loi sur les mines.

Enfin, dans la question qui nous occupe, le principe de la compétence exclusive du Conseil d'État a été proclamé d'une manière solennelle par la Cour de cassation, dans un arrêt du 28 janvier 1833 rendu au sujet de l'affaire Parmentier, et qui a cassé un arrêt de la Cour de Besançon, du 28 mars 1831 (1).

Cet arrêt a déclaré que l'ordonnance du 25 août 1825, relative au sel gemme et délibérée en Conseil d'État, alors même qu'elle n'aurait pas été précédée des forma-

(1) Sirey, 35-1, p. 225.

lités prescrites par la loi de 1810, n'en aurait pas moins été rendue par une autorité compétente, et que, par suite, elle était attaquer seulement devant le Conseil d'État, puisqu'il ne s'agissait pas d'une question de la compétence des tribunaux.

Cette incompétence des tribunaux pour statuer sur les concessions de mines ne date pas seulement de la loi de 1810; elle existait antérieurement à cette loi, et l'on en voit une preuve dans le décret du 31 janvier 1806, lequel annule le jugement rendu par un juge de paix du département de la Roër au sujet de la mine d'Inbreilh (1).

Bien antérieurement à ce décret, le tribunal de cassation avait proclamé l'incompétence des tribunaux pour attaquer ou interpréter les actes de concession, par un arrêt du 14 nivôse an 11, rendu dans les circonstances suivantes (2):

L'Administration centrale du département de la Corrèze, par arrêté du 23 nivôse an VI, avait concédé au sieur Masaux l'exploitation des mines de houille de La Plaux et Janoney pour cinquante ans. Lorsque cet arrêt fut soumis à la sanction du gouvernement, le sieur Treich-Laplène, qui exploitait antérieurement la mine de La Barouillère, y forma opposition; mais le gouvernement passa outre à cette opposition. La question ayant été soumise aux tribunaux, le tribunal d'appel de Limoges, par deux jugements des 22 ventôse et 28 germinal an IX, fit défense de troubler le sieur Treich-Laplène dans la possession de la mine qu'il exploitait avant la décision administrative du 23 nivôse an VI.

Pourvoi en cassation; arrêt:

« Considérant, dit l'arrêt, que cette contestation était essentiellement administrative, puisqu'elle avait pour but de renverser la possession et la jouissance qui dérivait de l'arrêté de l'Administration centrale, du 23 ventôse an VI. Que, lors du jugement sur le

(1) Sirey, 6-2-263.

(2) Sirey, 5-2-266, et Dalloz, A. V^o MISES.

» fonds, Treich-Laplène a été réellement maintenu dans le droit et
 » possession où il était avant le trouble de jouir de toutes les mines
 » de La Barouillère; qu'il a été fait défense aux demandeurs en cas-
 » sation de troubler Treich-Laplène dans cette possession; qu'il
 » est évident, sous ces rapports, que le tribunal d'appel ne s'est pas
 » borné à prononcer sur la propriété; qu'il a violé par là les lois sus-
 » énoncées (24 août 1790 et 12 juillet 1791), et s'est mis en opposi-
 » tion avec l'arrêté de l'Administration centrale du 25 ventôse an vi,
 » tandis qu'il aurait dû se borner à se déclarer compétent sur le
 » droit de propriété, sauf aux parties à se pourvoir, après que le droit
 » de propriété aurait été fixé, pardevant l'Administration supérieure,
 » pour être statué ainsi qu'il appartiendrait;
 » Casse, etc.... »

Avant comme après la loi de 1810, il a donc été reconnu en principe que l'interprétation des actes de concession est de compétence administrative; nous citerons ultérieurement plusieurs applications de ce principe au sujet de divers points de doctrine interprétative en matière de concession de mines. Quant au principe même de la compétence, on en trouve une confirmation remarquable dans l'ordonnance du 30 décembre 1843, portant approbation d'un arrêté de conflit pris par le préfet du Nord, en tant qu'il revendique pour l'autorité administrative l'interprétation de divers actes relatifs à la concession des mines de houille de Vieux-Condé (1).

Cette ordonnance déclare non avenu un jugement du tribunal de Valenciennes devant qui la Compagnie d'Anzin avait porté le débat, et qui avait rejeté, à la date du 4 août 1842, le déclinatoire proposé par le préfet.

Disons enfin que la compétence du Conseil d'État pour interpréter les actes de concession s'étend aussi aux anciens arrêts du Conseil; on peut citer à l'appui le décret du 15 septembre 1848, relatif aux mines de

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 751, et Lebon, 2^e série, t. XIII.

houille de Vieux-Condé (1). Par ce décret, le Conseil d'État a donné directement, par la voie contentieuse, l'interprétation des arrêts du Conseil des 14 octobre 1749 et 21 avril 1751, et du décret des 24-31 mars 1806, alors qu'il y avait contestation entre la Compagnie d'Anzin et divers demandeurs en concession sur le sens et la portée de ces actes administratifs.

Le renvoi devant les tribunaux ne peut avoir lieu qu'en un seul cas : c'est celui où l'opposition est fondée sur une question de la propriété de la mine acquise par concession ou autrement.

Renvoi exceptionnel devant les tribunaux, en cas d'opposition motivée sur la propriété de la mine.

C'est ce qui résulte des termes de l'article 28 de la loi de 1810. Ces mots : *Ou autrement*, dit M. Cotelle, doivent s'entendre d'une cession qui aurait déjà été faite par un concessionnaire, ou de l'acquisition de la mine faite conformément aux règles du droit civil (2).

Cette exception de compétence, fondée sur le texte de la loi des mines elle-même, a été proclamée dans les considérants de l'arrêt de la Cour de cassation, du 24 décembre 1835 (Parmentier) (3).

D'un autre côté, si l'on se rapporte à la discussion de la loi de 1810, on voit que cette disposition exceptionnelle de compétence fut jointe à l'article 28 par la Commission du Corps législatif dans la séance du 17 mars 1810 (4), par ce motif que les mines devenant une propriété doivent, comme toutes les autres, être réglées par le droit commun.

Mais dans quelle forme doit se faire, dans ce cas particulier, le renvoi des parties devant les tribunaux et Cours? Quel que soit le motif des oppositions tardives

Oppositions motivées sur la propriété de la mine.

(1) Lebon et Gauté, 1818, p. 585, et *Annales des Mines*, 2^e série, t. XIV, p. 558.

(2) Cotelle, *Cours de Droit administratif appliqué aux travaux publics*, t. II, p. 159.

(3) Sirey et Devilleneuve, 56-1-128.

(4) Loaré, p. 355.

ou formées en temps utile, il importe à l'Administration supérieure de les connaître et d'être mise à portée d'en apprécier le mérite, ainsi que l'influence qu'elles peuvent avoir sur la décision à intervenir; c'est donc l'Administration supérieure qui doit statuer sur ce renvoi et l'ordonner, s'il y a lieu, comme il est dit à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1812 (1).

« ART. 4. — Toutes les fois qu'une opposition à une demande en » concession, notifiée à la préfecture dans le délai prescrit en l'article » 26 de la loi, sera motivée sur la propriété de la mine acquise à » l'opposant par concession ou autrement, et qu'ainsi la connaissance » sera susceptible d'en appartenir aux tribunaux, d'après les dispositions de l'art. 28 de la loi, le préfet ne pourra en ordonner le ren- » voi de son propre mouvement, mais il exprimera son avis sur la » nature de cette opposition, par un arrêté particulier et préparatoire, » qu'il transmettra, avec l'opposition et les pièces à l'appui, au » ministre de l'intérieur, lequel statuera sur le renvoi aux tribu- » naux, s'il y a lieu. »

Si une opposition fondée sur la propriété de la mine n'était formée qu'après le décret de concession, serait-elle directement admissible devant les tribunaux? La Cour de cassation est, à cet égard, d'un avis affirmatif, car les considérants de son arrêt précité, du 21 décembre 1835, rendu dans l'affaire Parmentier, sont ainsi conçus :

« Attendu qu'aux termes de l'article 28 de la loi du 21 avril 1810, » les oppositions aux ordonnances de concession de mines doivent » être portées en Conseil d'État; qu'il n'y a d'exception à cette règle » de compétence que pour le cas où l'opposition serait fondée sur » une question de la propriété de la mine antérieurement acquise » par concession du fonds ou autrement, etc. »

Où voit par là que la Cour de cassation étend l'exception de l'article 28 aux *oppositions aux ordonnances en concession*; et pourtant, il faut bien le dire, les oppositions dont il est question à l'article 28 de la loi de 1810, sont des oppositions antérieures au décret ou à l'ordon-

(1) *Circulaire* du ministre de l'intérieur, t. II, p. 305.

nance de concession, c'est-à-dire de simples *oppositions à des demandes en concession*. C'est ce qui résulte évidemment du texte même de cet article, ainsi conçu :

« Il sera définitivement statué sur la demande en concession, par un décret impérial délibéré en Conseil d'État.

» Jusqu'à l'émission du décret, toute opposition sera admissible devant le ministre de l'intérieur ou le secrétaire-général du Conseil d'État : dans ce dernier cas, elle aura lieu par une requête signée et présentée par un avocat au Conseil, comme il est pratiqué pour les affaires contentieuses; et, dans tous les cas, elle sera notifiée aux parties intéressées.

» Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine acquise par concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les tribunaux et Cours. »

Il résulte, comme on voit, du texte de l'article que les oppositions dont il y est question sont seulement celles qui sont soulevées avant l'émission du décret; nous pensons donc que l'article 28 n'autorise pas à porter directement devant les tribunaux les oppositions exceptionnelles à des décrets de concession, fondées sur la propriété de la mine; et, d'autre part, en vertu du principe de droit précité qui domine toute la question, comme c'est le Conseil d'État qui crée les concessions, nous estimons que les oppositions à des actes de concession fondées sur la propriété de la mine doivent lui être déférées, comme les autres oppositions admissibles au contentieux et dont il sera question plus tard.

L'opposition étant ainsi soumise au Conseil d'État, nous ne doutons pas que le Conseil, dans le but de rendre hommage à l'esprit de l'article 28, ne renvoie, s'il y a lieu, les parties devant les tribunaux dans le cas d'une opposition réellement fondée sur la propriété de la mine.

La présente discussion porte seulement, comme on voit, sur la forme du renvoi devant les tribunaux. Avant l'émission du décret, c'est le ministre qui prononce le renvoi; mais après cet acte, nous pensons que c'est le Conseil d'État qui peut seul le prononcer s'il y a lieu.

A l'appui de notre opinion, nous citerons l'ordonnance du 21 février 1814, rendu dans l'affaire Deschuytner, Hestre contre Marimont, etc. (1).

L'article 4 de l'ordonnance renvoie les parties devant les tribunaux pour être statué entre elles, conformément à l'article 28 de la loi, sur la propriété du bois de Bouilly et des sept bonniers de terrain qui étaient en litige avant les quatre décrets du 6 octobre 1810 relatifs aux mines des Sociétés de Marimont, Sarclouehamp, Houssu et la Hestre.

Un décret de concession n'est pas un acte de nature contentieuse.

Dans quelle forme le recours pour réformation peut-il avoir lieu au Conseil d'État, au sujet d'un décret de concession? Est-ce par la voie contentieuse? Est-ce par la voie dite gracieuse? Pour répondre à cette question, il y a lieu de se reporter à la nature même des actes de concession.

Lorsque le gouvernement institue une concession et qu'il exerce, par des motifs d'intérêt général, le droit de préférence qu'il possède seul d'après la loi de 1810, il ne donne pas satisfaction à un *droit* absolu du demandeur; la loi de 1810 ne reconnaît aux demandeurs en concession que de simples *titres*. La concession étant ainsi de la part du gouvernement un acte de propre mouvement, un acte administratif de juridiction gracieuse, il s'en suit que la voie contentieuse n'est pas recevable pour attaquer en réformation un décret de concession, lorsque les formalités définies par les articles 22 à 27 de la loi ont été observées. Ajoutons à l'appui de ce principe important que les oppositions faites dans la forme définie par ces articles épuisent tous les droits des opposants, propriétaires du sol ou autres.

Les concessions rendues après l'accomplissement des formalités légales, sont inattaquables par la voie contentieuse.

La jurisprudence fournit de nombreuses applications de ce principe, indiquées, pour la plupart, dans le célèbre ouvrage de M. de Cormenin sur le droit administratif. Nous citerons ces exemples avec développe-

(1) Sirey, 11-2-554.

ment, non pas seulement au point de vue de la procédure administrative, mais en raison des solutions importantes qu'ils renferment, de questions diverses relatives au droit des mines.

Disons d'abord qu'un propriétaire du sol est impuissant à attaquer un acte de concession rendu après l'accomplissement des formalités légales. Ce principe existait sous l'empire de la loi de 1791 comme il existe aujourd'hui sous celui de la loi de 1810; on peut citer, comme exemples à l'appui, les trois décrets du 11 août 1808, du 4 mars 1809 et du 4 août 1811. Dans le premier, les sieurs Boussiers et consorts, propriétaires et anciens exploitants sont déboutés de leurs recours au contentieux contre le décret du 25 prairial an XIII, qui avait concédé au sieur Cherbonnier des mines de houille situées dans le département de Maine-et-Loire (1).

Dans le second, le Conseil d'État rejette la requête des sieurs David et consorts contre le décret du 4 juillet 1806, qui avait accordé la concession des mines de La Motte et d'Avallon au sieur Giroud (2). Le décret du 4 juillet 1806 avait été rendu après l'accomplissement des formalités légales, et la requête des réclamants, qui étaient propriétaires du sol et anciens extracteurs, fut repoussée comme tardive. De même, le décret du 4 août 1811 a rejeté le recours au contentieux formé par le sieur Benoît, représentant du sieur Fricbet, propriétaire du sol et ancien exploitant contre le décret du 2 nivôse an XIV, qui avait régulièrement accordé au sieur Aubert la concession des mines de lignite du Pont-Saint-Esprit (3).

Ces exemples sont remarquables en ce qu'ils montrent que même sous la loi de 1791, alors qu'un droit de préférence était réservé au propriétaire du sol, celui-ci ne pouvait pas arguer de ce droit pour attaquer tardive-

Impuissance du propriétaire du sol à attaquer un acte de concession rendu dans les formes légales.

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. I, p. 484.

(2) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. I, p. 262.

(3) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. I, p. 520.

ment un acte de concession rendu après l'accomplissement des formalités légales.

Dans la législation actuelle, la question ne saurait faire doute en présence de l'article 17, ainsi conçu :

« L'acte de concession fait après l'accomplissement des formalités » prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits » des propriétaires de la surface et des inventeurs, ou de leurs ayant- » droit, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou » appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé. »

Le propriétaire du sol ne peut pas attaquer une concession rendue régulièrement, pour demander l'exécution de conventions antérieures.

Le propriétaire du sol qui aurait fait des arrangements particuliers avec un demandeur en concession, pour la redevance tréfoncière qui lui est due sur les produits de la mine, ne peut pas, après qu'il a été rendu un acte de concession réglant cette redevance, recourir en Conseil d'État contre l'acte de concession, afin d'obtenir l'exécution des conventions antérieures. C'est ce qui a été décidé par l'ordonnance du 24 janvier 1846 portant rejet d'un pourvoi des sieurs Fulchiron, Flachet et autres propriétaires de la surface contre l'ordonnance du 13 janvier 1842, qui avait institué régulièrement la concession des mines de houille de La Pérouinière (1).

Un ancien exploitant ne peut pas attaquer par la voie contentieuse une concession de mines faite après instruction contradictoire et accomplissement des formalités légales : ainsi, l'ordonnance du 26 août 1818 a rejeté le pourvoi formé au contentieux par la dame Lurat, née Vitalis, contre l'ordonnance du 17 septembre 1817, qui avait concédé les mines de lignite de Gardanne à la Compagnie Coste et de Castellanne et réglé les droits respectifs d'anciens exploitants, parmi lesquels se trouvait le sieur Vitalis (2).

Un ancien exploitant ne peut pas attaquer par la voie contentieuse une concession de mines faite après instruction contradictoire et accomplissement des formalités légales : ainsi, l'ordonnance du 26 août 1818 a rejeté le pourvoi formé au contentieux par la dame Lurat, née Vitalis, contre l'ordonnance du 17 septembre 1817, qui avait concédé les mines de lignite de Gardanne à la Compagnie Coste et de Castellanne et réglé les droits respectifs d'anciens exploitants, parmi lesquels se trouvait le sieur Vitalis (2).

Nous verrons plus tard que la dame Vitalis-Lurat

(1) Lebon et de la Boulinière, 1846, p. 49 et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IX, p. 656.

(2) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. IV, p. 410, et Sirey, C. cass., 20-1-77.

ayant formé ultérieurement une requête par la voie gracieuse, obtint satisfaction par ordonnance du 23 août 1820 (1).

Au sujet de cette ordonnance du 26 août 1818, le célèbre jurisconsulte Sirey pose la question suivante (t. XX-I-77) :

« Est-ce bien un *droit réel* que celui que l'Administration peut méconnaître à son gré?.... Est-ce bien un *droit*, ce qu'on ne peut obtenir que par *grâce*? »

Il y a lieu de répondre à cette question que, d'après les termes de la loi de 1810, et dans l'esprit qui domine toute cette loi, les demandeurs en concession, quels qu'ils soient, propriétaires, inventeurs ou autres, n'ont pas des *droits*, mais de simples *titres*, pour obtenir des concessions de mines. Ces titres différents, c'est le gouvernement qui les apprécie en tant que pouvoir gracieux, et lorsqu'il a institué ainsi, après comparaison de ces divers titres, une concession de mines précédée des formalités légales, sa décision ne saurait être attaquée par la voie contentieuse; c'est donc très-justement et conformément à ce principe que l'ordonnance du 26 août 1818 a été rendue en ce sens.

Quant à ce que le jurisconsulte Sirey appelle de la *justice discrétionnaire* (2), les faits répondent à cette attaque sans motifs, et les décisions du Conseil d'État attestent que ce Corps émiuent a toujours rempli les importantes fonctions qui lui sont dévolues par la loi de 1810 avec une impartialité et une hauteur de vues qui sont une des gloires de la France.

Un ancien concessionnaire, dont la déchéance a été prononcée régulièrement, ne peut pas attaquer par la voie contentieuse une concession instituée depuis, après

Un ancien concessionnaire déchu, ne peut pas attaquer au contentieux, une concession nouvelle.

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. V, p. 452, et Sirey, C. cass., 21-2-25.

(2) Sirey, 20-1-77.

accomplissement des formalités légales : c'est ce qu'a décidé l'ordonnance du 10 août 1825, rendue dans les circonstances suivantes (1) :

Le 15 mai 1787, le sieur Thomassin de Peyniers avait obtenu la concession, pour vingt ans, des mines de houille de Tretz et Peyniers; le terme devait expirer le 15 mai 1807, et le sieur de Peyniers en demanda la prorogation; mais le 28 janvier 1807, un arrêté préfectoral déclara que le sieur de Peyniers avait encouru la déchéance pour n'avoir fait aucun travail aux mines de Tretz. Diverses demandes en concession furent formées et instruites contradictoirement, dans les formes légales, après quoi survinrent plusieurs décrets en date du 1^{er} juillet 1809, qui concédèrent les mines de Tretz et de Peyniers aux Compagnies Rouquier, de Castellaue et autres; c'est contre ces décrets que se sont pourvus, en 1821, par la voie contentieuse, les sieurs Forbin d'Oppède et Villeneuve de Beauregard, représentants du sieur de Peyniers, et leur pourvoi a été rejeté par l'ordonnance du 10 août 1825.

Un tiers qui prétend avoir été omis, par erreur, au nombre des titulaires d'une concession, ne peut pas se pourvoir en rectification par la voie contentieuse.

Lorsqu'un tiers prétend avoir été omis par erreur dans un acte de concession, le recours en rectification ne peut pas être formé par la voie contentieuse, soit par lui ou par ses héritiers.

Le 24 novembre 1824, une ordonnance institua la concession des mines de houille de La Béraudière (Loire) en faveur des sieurs Bayon, Larderet et consorts. Peu de temps avant l'ordonnance, les personnes sus-nommées firent un traité d'association avec le sieur Peyret: l'acte de Société fut transmis à la préfecture, mais il ne parvint pas à temps au Conseil d'État, et le nom du sieur Peyret ne fut pas compris au nombre des titulaires désignés par l'ordonnance.

Le sieur Peyret mourut sans réclamer. En 1834, ses héritiers se sont pourvus en Conseil d'État par la voie

(1) Macarel, t. VII, p. 410.

contentieuse, en demandant à être déclarés co-titulaires de la concession instituée le 24 novembre 1824.

Le 20 juillet 1836, une ordonnance a rejeté la requête des héritiers Peyret, comme n'étant pas de nature à être présentée au gouvernement par la voie contentieuse (1).

Les concessionnaires, de même que les tiers, sont impuissants à attaquer par la voie contentieuse telle ou telle disposition du cahier des charges joint à un acte de concession ; si donc une décision ministérielle n'a fait qu'appliquer une disposition de ce cahier des charges, les concessionnaires ne sont pas recevables à attaquer cette décision par la voie contentieuse : c'est ce qui a été décidé par l'ordonnance du 16 novembre 1850, rendue dans les circonstances suivantes (2) :

Impuissance d'un concessionnaire de mines à attaquer, par la voie contentieuse, une disposition de son cahier des charges.

L'ordonnance du 22 août 1843, qui a concédé les mines de fer de Veyras, porte qu'après avoir assuré l'approvisionnement des deux hauts fourneaux de l'Horme, les concessionnaires seront tenus de fournir, autant que faire se pourra, à la consommation des usines établies dans le voisinage avec autorisation légale. Conformément à cette disposition, et sur la demande d'affouage formée par le sieur Genissieu, propriétaire du haut fourneau de Givors, un arrêté ministériel, du 14 juin 1847, a décidé que les concessionnaires des mines de Veyras, une fois les besoins des hauts fourneaux de l'Horme satisfaits, devraient livrer au sieur Genissieu telle quantité de minerai qui serait déterminée par le préfet de l'Ardèche sur le rapport des ingénieurs.

Les concessionnaires de Veyras s'étant pourvus au contentieux contre cette décision, l'ordonnance du 16 novembre 1850 a considéré l'arrêté ministériel comme

(1) Beaucousin, 2^e série, t. VI, p. 562, *Annales des Mines*, 2^e série, t. X, p. 601.

(2) Lebon et Gauté, 1850, p. 825, *Annales des Mines*, 2^e série, t. XVIII, p. 565, et Devilleneuve, 1851, 2-218.

n'ayant fait qu'appliquer l'article 17 du cahier des charges de la concession de Veyras, et a rejeté la requête de la Compagnie de l'Horme substituée aux droits et obligations des concessionnaires primitifs, comme n'étant pas recevable par la voie contentieuse.

Recours au contentieux contre un acte de concession rendu sans accomplissement de toutes les formalités légales.

L'acte de concession, avons-nous dit, rendu après accomplissement de toutes les formalités légales, purge, aux termes de l'article 17, tous les droits des propriétaires ou inventeurs; il épuise tous les droits des opposants; par contre, il suit de là que si les formalités légales n'ont pas été remplies, les tiers peuvent être admis à réclamer contre l'acte de concession par la voie contentieuse, devant le Conseil d'État, qui rend alors un véritable *jugement*.

Comme application de ce principe, on peut citer l'ordonnance du 13 mai 1818, rendue dans l'affaire Liotard contre Ferry-Lacombe (1). Un décret du 1^{er} juillet 1809 avait concédé à la Compagnie Ferry-Lacombe les mines de houille situées dans les communes de Gardannes, Peynier, Fuveau et Mimet : les proclamations et publications prescrites par les articles 11 et 12 de la loi du 28 juillet 1791 ne furent point faites dans la commune de Mimet; les sieurs et dame Liotard ayant formé une requête par la voie contentieuse, en ce qui concernait les mines de la commune de Mimet, furent reçus opposants par l'ordonnance du 13 mai 1818, qui déclara le décret du 1^{er} juillet 1809 non avenue, relativement aux mines de houille situées dans la commune de Mimet, sauf aux parties à se pourvoir devant qui de droit, pour l'exploitation desdites mines.

Ajoutons ici, à titre de renseignement, et pour montrer qu'une opposition motivée et faite dans les formes contre un acte de concession peut donner satisfaction complète aux titres de l'opposant, que, plus tard, une

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. IV, p. 320.

ordonnance du 1^{er} août 1821 a concédé au sieur et à la dame Liotard, anciens exploitants, les mines de houille situées dans la commune de Mimet (1).

L'opposition par voie contentieuse est encore admissible, sans renvoi, s'il y a lieu, devant les tribunaux, lorsqu'une concession de mines contenant délimitation de concessions anciennes porte atteinte aux droits acquis à des concessionnaires qui n'ont pas été entendus lors de ces délimitations.

Recours au contentieux par un concessionnaire antérieur, contre un acte de concession qui empiète sur son périmètre.

Ainsi, par un décret du 21 février 1814 déjà cité, la Société de La Hestre, qui se trouvait devenue propriétaire incommutable de sa concession ancienne, en vertu de l'article 51 de la loi du 21 avril 1810, fut reçue opposante aux quatre décrets du 6 octobre 1810, lesquels avaient assigné de nouvelles limites aux quatre concessions de La Hestre, de Marimont, de Sarelonchamp et de Houssu, et avaient été rendus sans que la Société de La Hestre eût été entendue.

L'article 1^{er} du décret porte que les parties sont remises au même état où elles étaient auparavant; l'art. 2 réintègre la Société de La Hestre dans les portions de terrains dont elle avait été dépossédée par les quatre décrets de 1810; l'article 3 porte que la Compagnie de Marimont paiera une indemnité à la Compagnie de La Hestre pour les extractions opérées sur ces terrains, et renvoie les parties devant les tribunaux pour le règlement de l'indemnité (2).

Si la voie contentieuse est interdite pour le recours en réformation des actes de concession institués après accomplissement des formalités légales, il n'en est pas de même de la voie gracieuse, et le tiers qui se croit lésé, peut, dans ce cas, adresser une requête directe au chef du gouvernement; l'affaire est instruite alors suivant la forme tracée par l'article 40 du décret du 22

Recours par la voie gracieuse.

(1) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XIII, n° 481.

(2) *Sirey*, 13-2-331.

juillet 1806, concernant la procédure du Conseil d'État, lequel est ainsi conçu :

« Lorsqu'une partie se croira lésée dans ses droits ou sa propriété » par l'effet d'une décision de notre Conseil d'État rendue en matière » non contentieuse, elle pourra nous présenter une requête pour, » sur le rapport qui nous en sera fait, être l'affaire renvoyée, s'il y » a lieu, soit à une section du Conseil d'État, soit à une Commission. »

En voici un exemple cité par M. Cotelle :

La dame Lurat, née Vitalis, avait inutilement formé, le 13 décembre 1817, une opposition au contentieux contre la concession de lignite de Gardanne (Bouches-du-Rhône), instituée régulièrement le 17 septembre 1817, en faveur de la Compagnie Coste et Castellane. Son pourvoi au contentieux fut rejeté par l'ordonnance du 26 août 1818.

Un ancien exploitant peut obtenir, s'il y a lieu, par la voie gracieuse, l'augmentation de l'indemnité qui lui est allouée par un acte de concession.

La dame Lurat adressa plus tard une requête au garde-des-sceaux, non plus par opposition, mais par voie de révision et dans les formes prescrites par le règlement du Conseil d'État du 22 juillet 1806; il est alors intervenu une ordonnance du 23 août 1820 qui, interprétant et réformant l'ordonnance du 17 septembre 1817, a rapporté l'article 8 de celle-ci, qui fixait l'indemnité due aux héritiers du sieur Vitalis, ancien exploitant, à la somme de deux mille sept cents francs, et a déclaré que les art. 6 et 7 de la même ordonnance leur étaient applicables (1).

Ces articles 6 et 7 accordaient aux anciens exploitants le remboursement de leurs puits, galeries et chemins qui seraient reconnus utiles à l'exploitation, suivant l'estimation qui en serait faite par experts, et, en outre, une indemnité basée sur les produits de cette exploitation.

Recours en interprétation d'un acte de concession.

Au pouvoir administratif appartient d'interpréter les actes de concession; en conséquence, outre les recours

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. V, p. 352, et Sirey, C. cass., t. XXI, 2-25.

au gouvernement pour réformation d'un acte de concession, il peut y avoir les demandes en interprétation de cet acte.

L'interprétation d'un acte de concession par le Conseil d'État est un véritable *jugement*; aussi pensons-nous avec M. Cotelle qu'une interprétation de concession est généralement de matière contentieuse (1).

Le recours en interprétation d'un acte de concession ne peut s'ouvrir que sur une décision administrative ou judiciaire.

Dans quel cas peut-on ouvrir un recours en Conseil d'État pour interprétation de concession? A cet égard, l'ordonnance du 3 mai 1839 a posé en principe qu'il n'y a pas lieu à statuer, par la voie contentieuse, sur une demande d'interprétation de concession, lorsqu'il n'existe aucune décision administrative ou judiciaire qui ait donné ouverture à ce recours en Conseil d'État. Cette ordonnance a été rendue dans les circonstances suivantes : une demande en concession de mines de houille était formée en 1833 pour le gîte des Mocquets situé au voisinage de la concession de La Chapelle-sous-Dun (Saône-et-Loire), accordée aux sieurs Teissier et de Villaine par décret du 20 novembre 1809; ceux-ci ont formé une demande en concurrence pour le même gîte, et ils se sont pourvus en Conseil d'État pour faire déclarer que le gîte des Mocquets, quoiqu'en dehors des limites indiquées dans leur acte de concession, devait leur appartenir comme étant compris dans le périmètre indiqué sur les plans de surface joints audit décret : le décret de 1809 ayant été rendu régulièrement, le Conseil des Mines émit l'avis que la voie contentieuse n'était pas admissible; le ministre conclut à rejeter la demande des requérants, et le pourvoi fut rejeté par l'ordonnance sus-mentionnée rendue sur le rapport du Comité de législation et de justice administrative (2).

(1) Cotelle, t. II, p. 151.

(2) Lebon, 2^e série, t. IX, p. 263, et *Annales des Mines*, 5^e série, t. XV, p. 726.

Recours en interprétation compliquée de demande au pouvoir gracieux.

Le recours en interprétation de concession peut se compliquer d'une demande au pouvoir gracieux. Nous en trouvons un exemple dans l'affaire Vitalis-Lurat souvent citée dans les traités de droit des mines.

Le sieur Vitalis, ancien exploitant d'une mine de lignite des environs d'Aix, avait formé et signé une demande en concession conjointement avec les sieurs Joseph Daniel, Ferry-Lacombe, Joseph Dubreuil et Compagnie. Le 1^{er} juillet 1809 un décret intervint, qui concédait ces mines aux sieurs Daniel, Ferry-Lacombe, Joseph Daniel et Compagnie.

Le sieur Vitalis était décédé avant le 1^{er} juillet 1809; après son décès, la dame de Lurat née Vitalis présenta une requête au Conseil d'État tendant à ce qu'il fût déclaré que le sieur Vitalis, son oncle, dont le gouvernement ignorait la mort lors de la concession, était l'un des concessionnaires compris dans l'expression générique : *Et Compagnie*.

Il s'agissait là d'une question contentieuse, et il appartenait au Conseil d'État, agissant comme pouvoir juridique, de reconnaître qu'il y avait eu erreur dans la désignation des titulaires de la concession, puisqu'on avait omis d'y faire figurer le nom du sieur Joseph Vitalis, l'un des codemandeurs.

Mais, en même temps, la dame de Lurat, se portant comme héritière du sieur Vitalis, demandait que quoique celui-ci fût décédé avant l'acte de concession, elle pût hériter de sa part dans la mine concédée le 1^{er} juillet 1809 : ici était la demande au pouvoir gracieux, laquelle soulevait la question de savoir si les héritiers d'un demandeur décédé avant l'acte de concession d'une mine peuvent hériter de celle-ci.

D'après les principes de la loi de 1810, le gouvernement reconnaît des titres et non des droits absolus aux demandeurs en concession. La concession étant ainsi un acte de munificence gratuite, il y a lieu, dans le cas de décès d'un demandeur, d'appliquer les règles de droit commun qui se rapportent aux actes à titre gratuit.

Lorsqu'un demandeur décide avant l'acte de concession, ses héritiers n'ont pas un droit absolu à jouir de la concession.

Le demandeur n'a pu transmettre à ses héritiers que les *titres* qu'il avait, lors de sa mort, à l'obtention de la concession, mais n'ont point la concession qu'il n'avait pas encore, ni des *droits* à celle-ci, puisqu'il n'y a pas de droits absolus en cette matière. Disons encore que, parmi les titres du demandeur, il y en a qui lui sont personnels et ne sauraient se transmettre; de ce genre sont les facultés industrielles et les garanties de capacité qui assurent que le demandeur exploitera convenablement le gîte minéral; la fortune même, qui offrait une garantie suffisante lorsqu'elle était réunie entre les mains du demandeur primitif, pourra être insuffisante après avoir été divisée entre les héritiers.

Il y aura donc lieu, de la part du gouvernement, de juger la position des héritiers du demandeur, d'examiner leurs titres personnels et ceux qui leur ont été transmis par le demandeur, et de décider enfin *s'il convient*, dans l'intérêt général, de leur accorder la concession. Or, un pareil acte du gouvernement est essentiellement un acte de *pouvoir gracieux*.

Le gouvernement peut néanmoins, par exception et suivant les cas, conférer cet avantage aux héritiers.

Dans certaines circonstances, la demande formée par les héritiers du demandeur pourra être accueillie par le pouvoir gracieux, mais c'est là une exception, et la règle générale n'en est pas moins qu'en principe, la concession faite à un demandeur qui vient à décéder avant l'acte de concession, est, à l'égard de ses héritiers, comme non avenue.

L'affaire Vitalis nous fournit un exemple de cette exception dans le décret du 14 février 1813 (1).

« Considérant, dit le décret, qu'il est constant que le sieur Joseph » Vitalis était l'un des copétitionnaires, et que l'intention de l'Administration a été qu'il fut compris au nombre des concessionnaires » pour une part que notre décret n'a point réglée, et qui dépend des » conditions faites entre les pétitionnaires, ou des intérêts acquis » qu'ils apportaient dans la Société. »

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. II, p. 277.

Ce considérant tranche la question contentieuse que nous avons fait ressortir plus haut.

Quant au dispositif du décret, il est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Le sieur Joseph Vitalis, et à son défaut ses ayant-cause, sont compris au nombre des concessionnaires auxquels nous avons accordé l'exploitation des mines de houille désignées dans notre décret impérial du 1^{er} juillet 1809. »

Ces mots de l'article 1^{er} : *Et à défaut ses ayant-cause*, sont une décision du pouvoir gracieux.

Le décret du 14 février 1813 contient donc implicitement deux décisions distinctes, et comme l'une de ces décisions était interprétative et contentieuse par sa nature, cela explique comment ce décret a été rendu au contentieux.

Le principe général qu'une concession faite nominativement à un demandeur décédé avant l'acte de concession doit être considérée comme non avenue, a été appliqué par l'ordonnance du 16 janvier 1840 (1). Cette ordonnance en a rapporté une autre du 15 octobre 1830, qui avait concédé les mines de houille de La Tabarière (Vendée) au sieur Robert de Grandville, décédé avant cette époque; de plus, une autre ordonnance de la même date, 16 janvier 1840, a fait concession de ces mines aux sieurs Mailhos et Cousin (2).

Au sujet des différents cas qui peuvent se présenter, dans la pratique, en matière d'interprétation de concession, nous citerons les exemples suivants qui fournissent des précédents précieux à connaître.

Le marquis d'Osmond, acquéreur d'une ancienne concession faite au due de Charost, le 11 juin 1767, pour les mines de houille de Roche-la-Morlière et Firminy (Loire), obtint plus tard la concession définitive de ces mines par ordonnance du 19 octobre 1814. Antérieure-

Le pouvoir administratif, en interprétant un acte de concession, laisse aux tribunaux le soin de juger l'exécution des traités d'association passés par le titulaire avec des tiers, avant ou après la concession.

(1) *Annales des Mines*, t. XVII, 3^e série, p. 701.

(2) *Annales des Mines*, t. XVII, 3^e série, p. 702.

ment à l'ordonnance, le marquis d'Osmond s'était adjoint comme associés les sieurs Ling et consorts ; mais l'ordonnance de 1814 ne portait comme titulaire que le seul marquis d'Osmond ; seulement, deux articles de cette ordonnance, les articles 6 et 7, faisaient mention d'*associés* du marquis d'Osmond, à propos de justification de facultés pécuniaires et de diverses charges de la concession.

Plus tard, les sieurs Ling et consorts ont intenté une action contre le sieur Baude, représentant du marquis d'Osmond, soutenant que d'après les articles 6 et 7 de l'ordonnance ils devraient être reconnus pour cotitulaires de la concession.

L'affaire fut portée devant le tribunal de Saint-Étienne, puis devant la Cour de Lyon, qui renvoya les parties devant le Conseil d'État pour interprétation de l'ordonnance, ce qui est une consécration à citer des principes exposés précédemment.

L'ordonnance du 11 février 1829 a déclaré que l'acte de concession du 19 octobre 1814 n'avait point statué sur les droits qui peuvent résulter des conventions privées entre le marquis d'Osmond et ses divers associés, et elle a renvoyé à cet égard les parties devant les tribunaux ; de plus, elle a rejeté la requête des sieurs Baude et consorts, en ce qui concernait leur prétention à être déclarés cotitulaires d'une concession accordée au marquis d'Osmond par une ordonnance régulièrement rendue après rejet de toute opposition, et qui conférerait nécessairement au marquis d'Osmond la propriété incommutable de la mine (1).

On voit dans cette ordonnance une démarcation bien nette de la limite des pouvoirs administratif et judiciaire : l'un interprète le texte et les effets de l'acte de concession ; l'autre juge les droits des associés quelconques, tels que ces droits peuvent résulter d'actes privés.

(1) Macarel et Deloche, t. XI, p. 43, et Sirey, 26-2-216.

La concession faite des mines existantes dans les propriétés des demandeurs, doit être interprétée dans un sens restrictif.

La disposition d'un décret portant qu'il est fait concession de *mines existantes dans les propriétés des demandeurs*, doit être interprétée dans un sens restrictif : c'est ce qui a été décidé dans l'espèce suivante (1).

L'article 1^{er} du décret du 1^{er} juillet 1809 avait concédé pour cinquante ans au sieur de Castellane et à la dame de Cabre les miues de houille existantes dans leurs propriétés situées partie commune de Belcodène, partie commune de Gréasque, sur une étendue de surface de 10 kilomètres, ladite concession limitée suivant les indications et bornes spécifiées à l'article 2 (2).

Mais dans ce périmètre défini par l'article 2 se trouvaient des terrains appartenant à des tiers, et entre autres un terrain appartenant aux héritiers Coulomb, où celui-ci avait antérieurement exploité une mine appelée *Rendegaire*. En 1814, les héritiers Coulomb intentèrent un procès au sieur de Castellane et à la dame de Cabre, soutenant que la mine du *Rendegaire*, située dans un terrain leur appartenant, ne pouvait pas être comprise dans la concession de Gréasque et Belcodène limitée aux propriétés desdits Castellane et dame de Cabre.

Le tribunal envoya les parties se pourvoir devant l'autorité compétente pour l'interprétation de l'acte de concession du 1^{er} juillet 1809.

Une requête fut engagée au Conseil d'État, et une ordonnance du 13 mai 1818 renvoya, avant faire droit, les parties devant les tribunaux, pour faire juger la propriété résultant du partage de la succession Coulomb, tous droits et moyens réservés.

« Considérant, dit l'ordonnance, que les héritiers Coulomb fondent leurs prétentions sur un droit de propriété résultant d'un » partage de succession, que la connaissance du droit contesté par » le sieur de Castellane est de la compétence des tribunaux ordinaires,

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 656.

(2) *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XI, n° 214.

» et qu'il n'y a pas lieu par conséquent à statuer par nous, quant à
» présent, en notre Conseil, sur les fins de la présente requête,
» etc., (1). »

Plusieurs des héritiers Coulomb firent des arrangements amiables avec le sieur de Castellane, et une ordonnance du 27 décembre 1820, donnait acte de ces transactions, déclara éteinte l'instance réservée par l'ordonnance du 13 mai 1818.

Plus tard, quatre des héritiers Coulomb, qui n'avaient pas fait de désistement formel, reprirent l'instance judiciaire ouverte par l'ordonnance de 1818, et un jugement du tribunal de Marseille, du 15 janvier 1834, se déclarant incompétent sur la question d'interprétation de concession, ordonna la vérification et l'estimation par experts des propriétés des héritiers Coulomb.

Un arrêt de la Cour d'Aix, du 9 juin, confirma ce jugement.

Le sieur de Castellane et la dame de Cabre présentèrent alors une requête au Conseil d'État, par la voie contentieuse, tendant à obtenir la jouissance du périmètre concédé et défini par le décret du 1^{er} juillet 1809.

C'est dans cette circonstance qu'est intervenue l'ordonnance interprétative du 25 avril 1839, ainsi conçue (2):

« Considérant que l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juillet 1809, rendu
» sous l'empire de la loi du 28 juillet 1791, n'a concédé au sieur de
» Castellane et à la dame de Cabre que le droit d'exploiter les mines
» de houille existantes dans celles de leurs propriétés qui étaient
» situées dans le périmètre tracé par l'article 2;

» Que les questions relatives au droit de propriété ont été ren-
» voyées aux tribunaux par l'ordonnance du 13 mai 1818, et résolues
» par les jugements et arrêts ci-dessus visés, lesquels ont reconnu
» en faveur des défendeurs des droits de copropriété sur la mine de
» Rendegaire et autres, situées, à l'époque de la concession, sur
» des propriétés appartenant aux héritiers Coulomb, dans l'enceinte
» du susdit périmètre.

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. IV, p. 317.

(2) Lebon, 2^e série, t. IX, p. 240, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 718.

- » Notre Conseil d'Etat entendu,
- » Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
- » Art 1^{er}. — Les mines situées dans le périmètre tracé par l'article 2 du décret du 1^{er} juillet 1809, mais sur des propriétés autres que celles du sieur de Castellane et de la dame de Cabre, ne font point partie de la concession à eux accordée par ledit décret. »

Une autre ordonnance du 16 août 1841, interprétative du même décret du 1^{er} juillet 1809, et rendue sur la requête introduite par la dame Vitalis-Lurat, a maintenu les mêmes conclusions que ci-dessus (1).

Le périmètre d'une concession est défini par les limites énoncées dans l'acte de concession et non par les plans erronés joints à cet acte.

Le périmètre d'une concession est défini par les limites énoncées dans le texte du décret; de plus, un plan de surface est joint à l'acte de concession, qui figure le périmètre défini par le texte; or, par suite d'une erreur topographique, il peut arriver qu'on ait figuré sur ce plan, à l'intérieur de l'enceinte de la concession, un hameau qui se trouve, en réalité, au-delà de cette enceinte, telle qu'elle est déterminée par le décret; dans ce cas, c'est au texte de l'acte de concession qu'il faut se reporter, et le hameau doit être déclaré hors de la concession.

L'ordonnance du 7 mars 1841 nous fournit un exemple de cette interprétation (2):

Le hameau des Moequets, qui recouvre un gîte houiller, se trouve porté par erreur à l'intérieur du plan joint au décret du 20 novembre 1809, qui a concédé les mines de houille de La Chapelle-sous-Dun (Saône-et-Loire) (3).

Les sieurs Bruyas et Gay, qui exécutaient des recherches aux Moequets, ont demandé ce gîte en concession, et les sieurs Teissier et de Villaine, propriétaires de la concession de La Chapelle-sous-Dun, ont demandé, de leur côté, la réunion de ce gîte à leur concession.

(1) Lebon, 2^e série, t. XI, p. 419, et *Annales des Mines*, 5^e série, t. XX, p. 692.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 761.

(3) *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XI, n^o 257.

Pendant l'instruction, les sieurs Teissier et de Villaine se sont pourvus en Conseil d'État par la voie contentieuse pour faire interpréter leur acte de concession; mais ce pourvoi a été rejeté comme il a été dit plus haut, attendu qu'il n'était ouvert sur aucune décision administrative ou judiciaire (1). (Ordonnance du 3 mai 1839.)

Les sieurs Teissier et de Villaine ont alors intenté un procès au sieurs Bruyas et Gay à raison des dommages causés par leurs travaux de recherches aux Mocquets; mais il y avait là une question d'interprétation de concession qui est toute du ressort de l'autorité administrative, et le tribunal de Charolles s'est déclaré incompétent par jugement du 21 novembre 1839, lequel a été confirmé, le 15 février 1840, par la Cour de Dijon.

Ce dernier arrêt n'ayant pas été suivi de pourvoi, est devenu définitif.

D'un autre côté, l'instruction des demandes en concession du gîte des Mocquets a suivi son cours devant l'autorité administrative, et elle a été close par l'ordonnance du 7 mars 1841 (2). Cette ordonnance a, d'une part, interprété le décret de 1809, en spécifiant que le terrain des Mocquets ne se trouve pas compris dans les limites de la concession de La Chapelle-sous-Dun, telles que ce décret les a fixées; et, d'autre part, elle a institué en faveur des sieurs Bruyas et Gay la concession nouvelle des Mocquets.

Nous avons rendu compte précédemment, au sujet du classement des substances minérales, de la discussion soulevée au sujet de savoir si la concession d'asphalte de Seyssel faite en l'an v au sieur Secrétan, comprenait le calcaire bitumineux de la surface du sol : il y avait là une question d'interprétation qui devait revenir à l'autorité administrative; aussi le renvoi devant l'Administra-

La concession d'une mine d'asphalte comprend les calcaires bitumineux de la surface du sol.

(1) Lebon, 2^e série, t. IX, p. 264.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 765.

tion a-t-il été ordonné par arrêt de la Cour de Lyon, du 19 juillet 1839.

L'ordonnance du 19 juillet 1843 (1) a décidé l'affirmative sur la question d'interprétation soulevée.

L'omission faite dans un acte de concession, de la désignation des communes sur lesquelles porte le périmètre, n'invalide pas les droits des concessionnaires.

L'omission faite, dans un acte de concession, de la désignation des diverses communes sur lesquelles porte le périmètre, n'invalide pas les droits des concessionnaires, alors que ce périmètre est explicitement défini d'ailleurs par le texte même de l'acte de concession.

L'ordonnance du 31 janvier 1845, citée et commentée par M. de Cheppe, nous fournit une application de cette doctrine; voici dans quelles circonstances elle a été rendue (2) :

L'ordonnance du 17 septembre 1817 a concédé aux sieurs de Castellanne et Coste (art. 1^{er}) les mines de houille de Gardanne (Bouches-du-Rhône) comprenant une surface de 29 kilomètres carrés, 52 hectares.

Aux termes de l'article 2 de la même ordonnance, la concession est limitée par des lignes précises qui comprennent une surface exactement concordante avec celle indiquée par l'article 1^{er}; mais, dans cet article, comme dans le précédent, on a omis de désigner nominativement les communes de Bone, Simiane et Mimet sur lesquelles porte la concession.

Le sieur de Foresta, propriétaire dans la commune de Mimet, se fonda sur cette omission pour demander la concession de la mine de houille de Mimet, en janvier 1840.

L'Administration ne donna pas suite à cette demande comme se rapportant à un périmètre déjà concédé.

Le sieur de Foresta s'est adressé alors au tribunal de Marseille, qui s'est déclaré incompétent par jugement du

(1) Lebon, 2^e série, t. XIII, p. 377, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 706.

(2) Lebon, année 1845, p. 47, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. VII, p. 554.

22 février 1842, et le demandeur s'est pourvu en Conseil d'État.

Les formalités d'affiches avaient eu lieu dans les communes de Bouc, Simiane et Mimet; ainsi, l'on ne pouvait pas arguer de l'exemple déjà cité de l'ordonnance du 13 mai 1818, qui a annulé le décret du 1^{er} juillet 1809 relatif aux mines de houille concédées à la Compagnie Ferry-Lacombe, en ce qui touche la commune de Mimet où les affiches et publications n'avaient pas eu lieu.

L'ordonnance du 17 septembre 1817 a concédé un certain périmètre pour houille, sans restriction aucune; on ne pouvait donc pas invoquer non plus l'antécédent de l'ordonnance du 25 avril 1839, qui a interprété dans un sens restrictif la concession faite le 1^{er} juillet 1809 au sieur de Castellanne et à la dame de Cabre des mines de houille *existantes dans leurs propriétés*, situées partie commune de Belcodène, partie commune de Gréasque (Bouches-du-Rhône).

L'ensemble des actes administratifs qui ont précédé l'ordonnance de 1817, prouve que toutes les mines de houille situées dans le périmètre défini par l'article 2 de l'ordonnance, devaient faire partie de la concession instituée par celle-ci; de plus, il résultait dans l'espèce que, par procès-verbal du 19 décembre 1817, dressé en exécution d'un arrêté du préfet, les concessionnaires avaient été effectivement mis en possession des mines de houille comprises dans la partie de la commune de Mimet, sur laquelle porte leur périmètre.

C'est par ces considérations que l'ordonnance du 31 janvier 1845 a rejeté le pourvoi du sieur de Foresta.

Un ancien concessionnaire de mines n'est pas fondé à réclamer le prix de sa concession, lorsqu'il a été indemnisé par les nouveaux titulaires, conformément aux actes de concession ou ordonnances interprétatives intervenus : c'est ce qui a été décidé par l'ordonnance

Un ancien concessionnaire de mines n'est pas fondé à réclamer le prix de sa concession, lorsqu'il a été indemnisé par les nouveaux concessionnaires.

du 20 juillet 1832, rendue dans les circonstances suivantes (1) :

En 1766, l'abbé Vitalis avait acquis de l'oratoire de Marseille les mines de houille de Camp-Jusion, moyennant 9,000 francs en rentes 4 p. % : en l'an VIII, il se libéra entre les mains de l'État, représentant des Oratoriens, par le paiement d'une somme de 5,400 francs.

Au 1^{er} juillet 1809, il intervint un décret qui concédait une partie de ces mines à la Compagnie Ferry-Lacombe, et comme le sieur Vitalis était l'un des copétitionnaires, bien qu'il ne fût pas nommé parmi les cotitulaires de la concession, un décret interprétatif déjà cité, du 14 février 1813, reconnut la dame Lurat-Vitalis comme comprise au nombre des concessionnaires (2).

Une autre partie des mines ayant appartenu à l'abbé Vitalis fut comprise dans la concession faite aux sieurs Coste et de Castellanne par l'ordonnance du 17 septembre 1817 : les articles 6 et 7 de l'ordonnance enjoignaient aux anciens exploitants de payer les puits, galeries et ouvrages d'art utiles à l'exploitation, ainsi qu'une indemnité proportionnelle aux revenus de la mine. L'article 8 ordonnait de payer la somme de 2,700 francs aux héritiers Vitalis, soit la moitié du prix versé par le sieur Vitalis dans la caisse de l'État.

Il y eut réclamation des deux côtés : une première requête au contentieux de la dame Lurat-Vitalis fut déclarée non valable par ordonnance du 26 août 1818 (3) ; une requête en révision ayant été formée auprès du garde-des-sceaux par la dame Lurat-Vitalis, il intervint alors l'ordonnance du 23 août 1820, qui admit la dame Lurat-Vitalis aux bénéfices des articles 6 et 7 de l'ordon-

(1) Deloche, t. II, 2^e série, p. 404.

(2) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. II, p. 277.

(3) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. IV, p. 440.

nance du 17 septembrs 1817, et rapporta l'article 8 de ladite ordonnance (1).

Tout se trouvait dès lors consommé, et la dame Lurat-Vitalis ayant réclamé une somme de 9,000 francs pour prix de l'ancienne concession de l'abbé Vitalis, l'ordonnance du 20 juillet 1832 rejeta sa requête, attendu qu'elle se trouvait entièrement indemnisée par les dispositions des décrets des 1^{er} juillet 1800, 14 février 1813, 17 septembre 1817 et 23 août 1820 de l'acquisition faite en 1766 par l'abbé Vitalis (2).

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. V, p. 452.

(2) Deloche, 2^e série, t. II, p. 401.

CHAPITRE V.

DEVOIRS DES CONCESSIONNAIRES VIS-A-VIS DES PROPRIÉTAIRES DU SOL. — DROITS DES PROPRIÉTAIRES DE LA SURFACE.

Devoirs des concessionnaires.

L'acte de concession d'une mine crée une propriété nouvelle, incommutable et transmissible comme les autres biens; il devient ainsi, pour le titulaire, une source de droits nouveaux qui convergent tous vers l'exploitation du gîte concédé; mais il lui impose en même temps divers devoirs ou charges qui dérivent tant de l'acte de concession en lui-même que des lois et règlements sur les mines.

Les devoirs ou obligations des concessionnaires sont de quatre sortes : devoirs vis-à-vis des propriétaires du sol, devoirs vis-à-vis des inventeurs et explorateurs, devoirs vis-à-vis du gouvernement, devoirs vis-à-vis des ouvriers.

Devoirs des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol.

Occupons-nous d'abord des obligations des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol, lesquelles constituent par contre les droits de ces derniers.

Deux sortes d'indemnités au propriétaire du sol.

Dans la législation des mines en vigueur depuis 1810, les concessionnaires sont assujétis à payer aux propriétaires du sol deux sortes d'indemnités : l'une est une redevance annuelle qui purge les droits du propriétaire sur le produit de la mine concédée; l'autre se rapporte aux dégâts de la surface et occupations de terrains résultant de l'exploitation : la première a son principe dans les articles 6 et 42 de la loi, ainsi conçus :

« Art. 6. — Cet acte (l'acte de concession) règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées.

« Art. 42. — Le droit attribué par l'article 6 de la présente loi, aux propriétaires de la surface, sera réglé à une somme déterminée par l'acte de concession. »

La deuxième est réglée par les articles 43 et 44, qui seront commentés plus tard.

Occupons-nous de la redevance annuelle due au propriétaire du sol. Et d'abord, qu'est-ce que cette redevance? Que représente-t-elle? Est-elle le prix payé au propriétaire du sol à titre d'expropriation?

Redevance due
au propriétaire. —
Sa nature.

Non, répondrons-nous péremptoirement, parce qu'il n'y a pas *expropriation* en matière de concession de mines. Dans notre législation, celui qui possède la surface n'est pas propriétaire et ne peut pas jouir de la mine non encore concédée qui se trouve dans son fonds; aussi, avant la concession, la propriété de la mine n'existe pas.

Il n'y a pas, disons-nous, *expropriation*, car toute *expropriation* présuppose une estimation de la chose *expropriée*, une expertise; or, en matière de ce genre, rien de pareil: le gouvernement, qui a seul le pouvoir d'instituer les concessions, n'estime pas à l'avance la valeur vénale des mines à concéder; il décide, dans l'intérêt public, si tel gîte est susceptible d'être concédé; il juge souverainement si tel ou tel individu propriétaire du sol, inventeur ou autre, doit être investi du privilège et peut le mieux en tirer parti dans l'intérêt de tous; rien n'est donc plus opposé à une *expropriation* qu'une institution de concession de mine.

Nous disons, en outre, que la propriété du sol n'emporte pas, dans la législation actuelle, la propriété de la mine: cela résulte explicitement du texte de la loi du 21 avril 1810.

Le gouvernement seul crée et donne le droit d'exploiter les mines (art. 5);

Le gouvernement règle à son gré le droit qu'il lui convient d'attribuer au propriétaire du sol sur les produits des mines (art. 6 et 42);

Le gouvernement crée la propriété de la mine, propriété nouvelle qui naît de l'acte de concession (art. 7).

Le gouvernement octroie cette propriété de la mine avec une entière liberté de choix, à tout individu propriétaire, inventeur ou autre qui a rempli les formalités lé-

gales, et qui lui paraît devoir être préféré par motif d'intérêt public (art. 16).

Le gouvernement, en créant la propriété de la mine, dégage et purge celle-ci de tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs (art. 17).

Ainsi donc, quelles qu'aient été les discussions qui ont précédé la promulgation de la loi de 1810, quelle qu'ait été l'opinion personnelle de tel ou tel membre du Conseil d'État, il résulte nécessairement du texte de la loi :

1° Que la propriété des mines instituée par les actes de concession est une propriété nouvelle complètement et nettement séparée de la propriété du sol ;

2° Que le gouvernement a le droit absolu d'instituer la propriété des mines, et de choisir les titulaires de la propriété ainsi instituée.

D'autre part, cette double doctrine ressort nettement de deux pièces officielles qui sont comme les pièces angulaires de la loi de 1810, savoir : l'exposé des motifs de Regnaud de Saint-Jean-d'Angely et le rapport du comte de Girardin.

La loi de 1791 avait déclaré (art. 1^{er}) que les mines sont à la disposition de la nation, et le jurisconsulte Proudhon, qui pense que la loi de 1810 n'a pas explicitement abrogé ce principe, dit à ce sujet :

« Le vrai maître de la mine est donc ici le pouvoir national exercé » par le roi, puisqu'il n'appartient qu'à lui de disposer de la » chose (1). »

Nous observerons, à ce sujet, que la loi de 1791 avait bien dit, en principe, qu'elle mettait les mines à la disposition de la nation, mais elle ne l'avait pas fait, car le droit de préférence réservé en faveur du propriétaire du sol annihilait et rendait illusoire le droit de concession conféré au gouvernement.

La loi de 1810 n'a pas fait de déclaration de principe comme celle de 1791, mais elle a mis réellement et effica-

(1) Proudhon, *Traité du Domaine de Propriété*, t. II, p. 400.

cement les mines à la disposition du gouvernement, représentant suprême de l'intérêt public, par les art. 5, 7, 16 et 17.

La chambre des requêtes de la Cour de cassation, dans un arrêt du 1^{er} février 1841, rendu dans l'affaire Castellan contre Coulomb (1), déclare qu'avant la concession d'une mine les choses restent soumises au droit commun, suivant lequel (art. 552 du Code civil) la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Quel que soit notre respect pour les décisions de la Cour suprême, nous croyons devoir dire que cette déclaration nous paraît contraire à l'esprit de la loi de 1810.

En effet, avant l'acte de concession, la propriété de la mine n'existe pas, puisque c'est cet acte même qui donne la propriété de la mine (art. 7). Avant la concession, on peut dire à différents points de vue, que la mine appartient à tous et à personne : *à tous*, car tout individu peut demander la concession et l'obtenir, s'il est agréé par le gouvernement ; *à personne*, car nul ne peut exploiter la mine avant la concession (art. 5 et 12).

Comment concevoir qu'avant la concession le propriétaire du sol soit aussi propriétaire de la mine, alors que ni lui ni personne ne peut en jouir ? Le propriétaire a un droit assuré sur les produits futurs de la mine après la concession ; mais ce droit, la seule chose qu'il possède relativement à la mine, il ne lui appartient même pas de le régler lui-même : c'est le gouvernement qui le règle par l'acte de concession (art. 6 et 42), et qui peut le régler nonobstant toute convention antérieure (2).

L'arrêt précité de la Cour de cassation nous paraît donc contraire à l'esprit de la loi de 1810, et contraire par cela

(2) Devilleneuve, 1. XXXI-1-121, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. 1, p. 730.

(1) Ordonnance du 24 janvier 1836 (Fulchiron et consorts) et jugement du Tribunal des conflits, du 5 novembre 1851 (Vincent et consorts).

même aux dispositions finales de l'article 552 du Code civil, qui restreint le principe énoncé dans cet article et le subordonne aux lois et règlements sur les mines.

On dira peut-être que, sur cette question de principe, l'avis énoncé par nous est celui des administrateurs, tandis que l'arrêt précité représente l'ancienne opinion des parlementaires, mais à cela l'on peut faire observer, avec M. de Cheppe (1), que la Cour de cassation elle-même a rendu d'autres arrêts où elle confirme l'opinion que nous avons énoncée et qui nous paraît résulter du texte même de la loi de 1810.

Ainsi, l'arrêt du 8 août 1839, rendu dans l'affaire des mines de sel de Gouhenans (2), s'exprime dans les termes suivants, qui sont catégoriques et formels :

- » Attendu que la propriété des mines dérive de la concession qui en
- » est faite par l'autorité publique ;
- » Que cette matière a pour règle les lois qui la régissent et non
- » l'art. 552 du Code civil, qui d'ailleurs renvoie lui-même à ces lois ;
- » Qu'il n'y a pas lieu, à raison de la concession de la mine, à agir
- » par expropriation contre le propriétaire de la surface, ni par con-
- » séquent à indemnité préalable à son égard ;
- » Qu'il ne lui est attribué par la loi du 21 avril 1810, qu'une rede-
- » vance en argent, portant sur les produits de la mine et qui est
- » réglée par l'administration ;
- » Qu'aucune préférence pour la concession n'est même attribuée
- » par cette loi au propriétaire de la surface ;
- » Qu'au cas où la concession est faite à son profit, elle crée pour
- » lui-même une propriété distincte et nouvelle, sur laquelle peuvent
- » être assises des hypothèques également distinctes et nouvelles ;
- » Que toute exploitation de la mine, avant d'en avoir obtenu la
- » concession, est spécialement prohibée sur son terrain au proprié-
- » taire de la surface, et n'est de sa part qu'un acte punissable de
- » peines correctionnelles ;
- » Qu'il résulte clairement de toutes ces dispositions de la loi du 21
- » avril 1810, que la propriété de la surface ne confère par elle-même

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 710.

(2) *Devilleucure*, t. XXXIX - 1 - 669, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 711.

» aucun droit privatif et direct sur les mines, et par suite sur les
 » substances qui les composent. »

Assurément jamais administrateur n'a énoncé sur la propriété des mines, et sur sa séparation de la propriété du sol; des principes plus absolus et plus favorables au droit de l'Etat que ceux posés par la Cour de cassation.

Un autre arrêt de la Cour de cassation du 4 janvier 1844, rendu dans le procès de Castellanne, contre Michel et consorts, contient les considérants suivants, tout-à-fait conformes à ceux de l'arrêt du 8 août 1839 :

« Attendu qu'aux termes de l'article 552 du Code civil, la propriété
 » du sol n'emporte la propriété du dessous, que sauf les modifications
 » résultant des lois et règlements sur les mines;
 » Attendu qu'aux termes des articles 5, 7 et 16 de la loi du 21
 » avril 1810, la propriété des mines ne résulte que d'un acte de con-
 » cession délibéré en Conseil d'Etat (1). »

Enfin, si la redevance était le prix de la propriété de la mine, elle serait sujette au droit proportionnel de 4 p. ‰, qui atteint toutes les mutations de propriétés immobilières : or, la Cour de cassation a décidé, le 26 mai 1834 (mines de Roche La Morlière et Firminy), que l'acte portant fixation de cette redevance n'est passible d'aucun droit proportionnel, soit de création de rente, soit de cession de droits immobiliers (2); un autre arrêt de la Cour de cassation du 8 novembre 1827, avait décidé de même, dans l'affaire la Direction de l'enregistrement contre Paillou (3).

La redevance
 n'est pas sujette au
 droit de mutation
 de 4 p. ‰.

De tout ce qui précède il résulte :

1° Qu'avant la concession, la propriété de la mine n'existe pas encore et, par suite, ne fait pas partie de la propriété du sol;

2° Que la redevance payée par le concessionnaire au

(1) Devilleneuve, t. XLIV-1-725, et *Annales des Mines*, t. V, 1^{re} série, p. 651.

(2) Sirey-Devilleneuve, t. XXXIV-1-457.

(3) Sirey-Devilleneuve, t. XXVIII-1-85.

propriétaire n'est pas le solde de la propriété de la mine.

Que représente donc cette redevance? Dans le chapitre I^{er} de cet ouvrage nous avons énoncé que, tout en déniaut au propriétaire du sol la propriété absolue de la mine, il est juste et équitable de lui reconnaître un titre vague de droit de tréfonds sur les produits des mines situées dans sa propriété;

Ce droit du propriétaire ainsi restreint et limité par l'Etat a été reconnu par le célèbre jurisconsulte Domat (1), il a été consacré en principe par l'article 552 du Code civil, et il a été respecté, formulé, sanctionné par la loi du 21 avril 1810 (articles 6, 17, 18 et 42); c'est ce droit restreint du propriétaire, sur les produits de la mine, qui est soldé et purgé par la redevance annuelle payée par le concessionnaire.

Règlement de la redevance.

L'article 6 de la loi dit que la redevance sera une portion des produits de la mine; l'art. 42 dit, d'autre part, que cette redevance sera une somme d'argent déterminée par l'acte de concession. Quelques personnes ont vu dans cette opposition des deux articles, une contradiction qui leur paraît un vice : nous pensons au contraire que la latitude laissée au gouvernement de régler cette redevance à une part proportionnelle, ou à une somme fixe, était une nécessité pratique résultant de la nature des choses, et nous dirons avec Proudhon : « il n'y a pas, et il ne doit pas y avoir, sur la question qui nous occupe, une règle invariable de décision (2). »

Développons cette opinion :

En principe, cette redevance doit être peu élevée.

En principe de bonne administration, l'intérêt général étant lié à la propriété de l'industrie des mines, il importe que la redevance attribuée au propriétaire du sol ne soit pas trop élevée.

Une redevance trop forte serait une lourde charge pour l'exploitant, et augmenterait sensiblement le prix

(1) *Droit public*, livre 1, titre II, section II, t. XIX, p. 47.

(2) *Traité du Domaine de Propriété*, t. II, p. 372.

de revient des matières extraites : or, il est certaines substances minérales, la houille par exemple, dont le bon marché est désormais nécessaire pour la vie industrielle et l'indépendance politique des nations.

Le gouvernement qui est souverain pour régler la redevance due aux propriétaires sur les mines qu'il concède, doit donc, dans l'intérêt de tous, atténuer autant que possible la redevance à imposer sur les mines nouvelles. Disons encore qu'une redevance trop élevée serait une barrière dressée contre les entreprises naissantes et une entrave pour les exploitations en activité : avec la concurrence incessante que les houilles étrangères font aux houilles françaises, il importe à la prospérité de notre pays que le prix de revient de la houille soit réduit au chiffre le plus bas possible, ce qui limite forcément la redevance due au propriétaire.

D'autre part, il est certaines parties de la France, le département de la Loire notamment, où l'usage de redevances importantes en faveur des propriétaires du sol a constitué, pour ceux-ci, une sorte de droit acquis; voici dans quelles circonstances ces redevances se sont constituées : avant l'édit de 1698, nul ne pouvait exploiter, en France, des mines de houille ou autres substances minérales, sans une permission concédée par le souverain; cet édit, qui fut rapporté plus tard par l'arrêt du Conseil de 1744, octroyait aux propriétaires du sol le droit d'exploiter librement la houille existante dans leur tréfonds, de telle sorte que dans cet intervalle de 1698 à 1752, une foule d'exploitations s'ouvrirent en France et principalement dans le Forez, aussi l'on pût dire, à cette époque, que chaque propriétaire du Forez devint exploitant de mine.

Considérées sous le rapport de l'art des mines, ces exploitations entreprises sans suite et dirigées uniquement sur les gîtes superficiels, amenèrent le gaspillage des couches supérieures et l'irruption des eaux dans les entrailles du bassin houiller, à tel point qu'aujourd'hui encore, les effets désastreux de ces exploitations anciennes

opérées par les propriétaires du sol pèsent lourdement sur l'exploitation des mines du bassin de la Loire.

Au point de vue qui nous occupe, ces exploitations opérées par les propriétaires du sol devinrent le principe de l'état de choses actuel; bon nombre de propriétaires ne voulant pas ou ne pouvant pas exploiter par eux-mêmes affermèrent à des gens du métier le droit d'exploiter, et ainsi s'établit l'usage d'une forte redevance au propriétaire du sol, sur les produits des mines de houille du Forez.

En présence de cet état de choses, le gouvernement, dans les concessions houillères qu'il a instituées dans la Loire, depuis 1810, a tenu compte des usages acquis, il a maintenu au propriétaire du sol un droit proportionnel sur les produits, et il a fait dans ce cas particulier l'application spéciale de l'article 6.

La loi de 1810, elle-même, nous fournit, à l'article 53, un exemple frappant de cette déférence pour les usages établis, lorsqu'elle sanctionne les conventions passées antérieurement entre les propriétaires du sol et les exploitants de mines : cet article est ainsi conçu :

« ART. 53. — Quant aux exploitants de mines qui n'ont pas exécuté » la loi de 1791, et qui n'ont pas fait fixer conformément à cette loi » les limites de leurs concessions, ils obtiendront les concessions de » leurs exploitations actuelles conformément à la présente loi; à » l'effet de quoi les limites de leurs concessions seront fixées sur » leurs demandes ou à la diligence des préfets, à la charge seulement » d'exécuter les conventions faites avec les propriétaires de la surface, et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42 » de la présente loi. »

Ainsi donc, pour les anciennes concessions ou exploitations, la loi maintenait l'efficacité des traités passés avec les propriétaires, en ce qui touche la redevance; d'après cela, comme l'exécution des contrats appartient aux tribunaux, il était logique d'appeler ceux-ci à trancher les questions soulevées par le paiement de la redevance dans ce cas particulier, c'est ce que fait aussi l'article 55, conçu dans les termes suivants :

« En cas d'usages locaux ou d'anciennes lois qui donneraient lieu
 » à la décision de cas extraordinaires, les cas qui se présenteront
 » seront décidés par les actes de concession ou par les jugements de
 » nos Cours et tribunaux, selon les droits résultant pour les parties
 » des usages établis, des prescriptions légalement acquises, ou des
 » conventions réciproques. »

Hormis ces cas exceptionnels d'usages locaux, et lorsqu'il s'agira d'une mine nouvelle, c'est-à-dire dans la généralité des cas, il y aura lieu d'appliquer, pour la fixation de la redevance, l'article 42 de la loi et de régler, dans l'intérêt public, cette redevance à une rente modique de 10, 15 ou 20 centimes par hectare. En pareil cas, en effet, la redevance du tréfonds est pour le propriétaire du sol, une sorte *d'épave souterraine* à laquelle il ne s'attendait point, et l'on ne blessa pas l'équité en réglant cette redevance à un prix peu élevé; si l'on considère, en outre, que tous les dégâts faits à la surface par l'exploitation, ainsi que les occupations de terrains sont payés au double de leur valeur, que l'exploitation des mines entraînant des constructions de bâtiments et habitations, donne souvent une plus-value notable à des terrains pauvres, on reconnaît que tout concourt à faire adopter un chiffre modique pour la redevance due au propriétaire du sol sur les mines concédées.

Ces principes posés, nous allons donner quelques exemples du taux de ces redevances, telles que les actes de concession les ont fixées.

Exemples de redevances.

Ces exemples nous paraissent destinés à éclairer la matière qui est complexe par sa nature et qui, par cela même qu'elle se lie aux circonstances locales, ne saurait être régie par des règles fixes.

En France, les redevances payées aux propriétaires du sol en vertu des actes de concessions de mines, se classent en trois catégories, savoir :

1° Ou bien elles sont proportionnelles aux produits extraits, conformément à l'article 6;

2° Ou bien elles se réduisent à une rente fixe, conformément à l'article 42;

3° Ou bien elles se composent de deux redevances, l'une proportionnelle et l'autre fixe, ce qui satisfait à la fois aux deux articles 6 et 42.

Redevances proportionnelles aux produits extraits.

Voici quelques exemples de redevances proportionnelles aux produits extraits :

Houille.

C'est dans le département de la Loire surtout que les redevances payées aux propriétaires atteignent des chiffres élevés.

Vingt-deux concessions houillères instituées dans le département de la Loire en 1824, et parmi lesquelles on peut citer Le Treuil, Méon, Terre-Noire, Montrambert, etc..... contiennent les dispositions suivantes, qui leur sont communes.

- « Pour les couches de 2 mètres de puissance et au-dessus, à ciel ouvert, la redevance sera le quart du produit brut;
- » Par puits, jusqu'à 50 mètres inclusivement, le sixième;
- » — de 50 à 100 — — le huitième;
- » — de 100 à 150 — — le dixième;
- » — de 150 à 200 — — le douzième;
- » — de 200 à 250 — — le quatorzième;
- » — de 250 à 300 — — le seizième;
- » et au-delà de 300 — — le vingtième.
- » Ces fractions diminueront d'un tiers pour les épaisseurs de couches de deux à un mètre, de moitié pour les épaisseurs d'un à un demi-mètre, et de trois quarts pour les couches au-dessous d'un demi-mètre.
- » Enfin, toutes ces fractions seront réduites d'un tiers dans le cas où le concessionnaire emploierait la méthode d'exploitation, dite *par remblais*. Néanmoins, cette réduction n'aura lieu que dans le cas où il sera reconnu que le remblai occupera la huitième partie, au moins, des excavations opérées, et que la méthode procurera l'enlèvement des cinq sixièmes au moins de la houille contenue dans chaque tranche de couche en extraction (1). »

Les deux concessions de La Porchère et du Martoret,

(1) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. X, p. 370.

instituées en 1825 dans le département de la Loire, contiennent les mêmes dispositions (1). Il en est de même des concessions de La Sibertière (2), de Benela (3) et de Saint-Jean de Bonnefonds (4), instituées en 1841, et de celles de La Péronnière (5) et de La Grand-Croix (6), du même département, qui se rapportent à 1842.

La concession de La Calaminière (Loire), créée en 1849, stipule les mêmes redevances que les précédentes, avec cette différence que la progression de diminution, au lieu de s'arrêter à 300 mètres, est poussée suivant la même loi, jusqu'à 500 mètres (7).

Pour la concession du Plat-de-Gier (Loire), instituée en 1850 (8), les redevances sont réglées comme précédemment, jusqu'à 350 mètres, et elles sont sensiblement diminuées pour des profondeurs plus grandes, de manière à n'être plus que de $1/200^e$, $1/300^e$, $1/400^e$, $1/800^e$ pour les quatre catégories de couches situées à plus de 600 mètres de profondeur : les mêmes redevances ont été stipulées dans la concession de La Faverge (Loire), instituée en 1851 (9).

Tel est le système d'après lequel les redevances dues aux propriétaires sont généralement assises dans les mines de la Loire. En raison de l'importance des mines de ce bassin, nous avons cru devoir entrer dans quelques détails sur ces circonstances vraiment exceptionnelles.

Ajoutons à ce sujet, et à titre de renseignement, qu'en 1849, pour une valeur totale de 6,463,333 fr. 28 cent. de charbon extrait dans le bassin houiller de Saint-Étienne,

(1) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. X, p. 552 et 553.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 778.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 782.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 784.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 797.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I p. 809.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XV, p. 610.

(8) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVII, p. 695.

(9) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIX, p. 745.

la redevance payée aux propriétaires s'est élevée à 507,354 fr. 92 cent., ce qui correspond à 7,84 p. % des produits bruts. En 1850, pour une valeur en charbons extraits de 7,164,534 fr. 48 cent., la redevance a été de 567,871 fr. 29 cent., soit de 7,92 p. %, et en 1851, pour une valeur de 6,139,486 fr. 88 cent., la redevance a été de 582,120 fr. 23 cent., soit de 9,48 p. % (1).

Dans le département de l'Aveyron, les redevances ne sont pas réglées d'après le même mode qu'à Saint-Étienne : ainsi, pour les mines de houille d'Aubin et Crausac, concédées en 1831 (2), et pour celle de Megrin, concédée en 1850 (3), cette redevance est fixée à 1 centime par hectolitre raz de houille, lorsque l'extraction a lieu à moins de 50 mètres de profondeur ;

A 1/2 centime, pour les travaux profonds de 50 à 100 mètres ;

A 1/4 de centime, pour les travaux ayant une profondeur supérieure à 100 mètres.

Pour la mine de houille de Lacaze (Aveyron), concédée en 1836, les redevances sont doubles des précédentes (4).

Les concessions de mines de houille de Ternay et de Communay (Isère), accordées en 1833, nous offrent un autre exemple de redevances proportionnelles.

Pour les couches de 2 mètres de puissance et au-dessus, la redevance est fixée :

A $\frac{1}{20}$ du produit brut, pour les profondeurs de		0 ^m à 70 ^m
A $\frac{1}{24}$	—	70 à 100
A $\frac{1}{28}$	—	100 à 150
A $\frac{1}{32}$	—	150 à 200
A $\frac{1}{36}$	—	200 à 250
A $\frac{1}{40}$	—	250 à 300
A $\frac{1}{48}$	à une profondeur de plus de 300	

(1) Ces chiffres nous ont été communiqués par M. Arnoux, ingénieur des mines du sous-arrondissement de St-Étienne.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 490.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVIII, p. 581.

(4) *Annales des Mines*, 5^e série, t. IX, p. 678.

Les fractions ci-dessus sont réduites de $1/4$ quand il s'agit des couches de $1^m 50$ à 2 mètres;

De $1/2$ pour les couches de 1^m à $1^m 50$;

Et de $3/4$ pour les couches inférieures à 1 mètre de puissance (1).

Fer.

10 centimes par quintal métrique : concessions de St-Chamond (2), du Soleil et de l'Etivalière (Loire), 1831 (3).

7 centimes par quintal métrique de minerai lavé : concession de Wiuckel (Haut-Rhin), 1831 (4).

1 fr. 25 par mètre cube de minerai extrait : concession de Saulnot (Haute-Saône), 1831 (5).

0 fr. 70 par mètre cube de minerai, à la commune de Laissey, propriétaire de la surface, avec une garantie de 200 fr. de rente minimum : concession de Laissey (Doubs), 1842 (6).

Mines diverses.

Schistes carbo-bitumineux de Menat (Puy-de-Dôme), 1827 (7) : $1/4$ du produit pour l'exploitation à ciel ouvert; et pour l'exploitation souterraine, tarif des mines de houille de Firminy (Loire).

Lignite et schiste carbonifère de Boutaressé (Puy-de-Dôme), 1839 (8). Le tarif des redevances est le même que celui des mines de houille concédées dans la Loire en 1824.

Concession de bitume d'Armentieu, de l'Echalassière,

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 560 et 562.

(2) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 441.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 492 et 498.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 508.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 479.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. II, p. 801.

(7) *Annales des Mines*, 2^e série, t. III, p. 238.

(8) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 751.

de La Bourdette et de Pozat (Landes), 1839 et 1844 (1) : 9 centimes par quintal métrique de minerai extrait propre à être employé.

Redevances fixes.

Le mode de redevances fixes est celui qui est le plus généralement employé, et, parmi celles-ci, les redevances de 10 centimes et de 5 centimes par hectare sont les plus usuelles, sans comparaison; il y a néanmoins une certaine variété dans les redevances fixes, comme on le verra par les exemples suivants :

3 fr. par are pour les propriétaires des terrains sous lesquels il sera établi un champ d'exploitation : concession des salines de l'Est à l'État; périmètre demandé par la Compagnie Thonnellier (2).

5 fr. par hectare : sel de Larralde (Basses-Pyrénées), 1848 (3).

1 fr. par hectare : mines d'alunite du Mont-d'Or (Puy-de-Dôme), 1827 (4); fer de Servanee (Hte-Saône), 1827 (5), et sources d'eaux salées de Camarade (Ariège), 1848 (6).

65 cent. par hectare : fer d'Ottange (Moselle), 1847 (7).

50 centimes par hectare : antimoine de Chaumadoux (Puy-de-Dôme), 1828 (8). etc.

40 centimes par hectare : fer du Boulet (Pyrénées-Orientales), 1845 (9).

30 cent par hectare : houille du Grand-Moloy (Saône-et-Loire), 1831 (10), houille de Bert (Allier), 1832 (11).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 738 et 746, et 4^e série, t. V, p. 703 et 705.

(2) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. III, n^o 55.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 557.

(4) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 535.

(5) *Annales des Mines*, 2^e série, t. III, p. 187.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 559.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XII, p. 677.

(8) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 464.

(9) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 512.

(10) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 504.

(11) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 604.

25 centimes par hectare : houille des Fauches (Saône-et-Loire), 1832 (1), etc.

20 cent. par hectare : antimoine de Terraillon (Lozère), 1832 (2); cuivre et fer des Mouzaïas (Algérie), 1846 (3); cuivre et plomb du Cap-Tenez (Algérie), 1849 (4), etc.

15 centimes par hectare : fer de la Caune-des-Causses (Aude), 1831 (5), etc.

12 centimes 1/2 par hectare : lignite de Calamiac (Hérault), 1851 (6).

12 cent. par hectare : houille de Rieumort (Aveyron), 1832 (7).

10 centimes par hectare : ce chiffre de redevance est excessivement usuel, et l'on en trouve plus de cinquante exemples dans les diverses concessions instituées depuis 1831 à 1851, pour les mines de houille, fer, plomb et autres : houille de Livignac-le-Haut et Aubin (Aveyron), 1832 (8); houille de Ragny (Saône-et-Loire), 1839 (9); sel de Grozon (Jura), 1845 (10), etc., etc.

7 centimes 1/2 par hectare : lignite de Cavillargues (Gard), 1832 (11).

6 centimes par hectare : lignite de Manosque-Sud (Basses-Alpes), 1831 (12).

5 centimes par hectare : cette redevance est très-fréquente, comme celle de 10 centimes, et l'on en trouve plus de soixante applications dans les concessions insti-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 747.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 727.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. X, p. 796.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XV, p. 613.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 516.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIX, p. 719.

(7) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 733.

(8) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 569.

(9) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 730.

(10) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VII, p. 555.

(11) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 574.

(12) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 521.

tuées depuis 1831 jusqu'à 1851 ; dans ce nombre, on peut citer les mines de houille de Douchy (Nord), 1832 (1) ; d'Odomez (Nord), 1832 (2) ; les mines de fer de Veyras (Ardèche), 1813 (3), etc., etc.

4 centimes par hectare : houille de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire), 1816 (4), etc.

3 centimes par hectare : anthracite de Mont-de-Lans (Hautes-Alpes), 1818 (5).

2 cent. par hectare : fer de Rancié (Ariège), 1833 (6), etc.

La redevance, tout en étant fixe, est quelquefois réglée à tant par hectare, plus une rente annuelle, comme dans les cas suivants :

Lignite de Connaux (Gard), 1831 : rente annuelle de 1,200 fr. à la commune de Connaux pour les terrains lui appartenant, plus 5 centimes par hectare aux autres propriétaires (7).

Houille des Porrots (Saône-et-Loire), 1833 : rente annuelle de 500 fr. aux hospices civils de Dijon pour les terrains leur appartenant, et 25 centimes par hectare aux autres propriétaires (8).

Fer de Lagnes (Vaucluse), 1833 : 5 centimes par hectare et reute de 300 fr. à la commune de Lagnes (9).

Fer de La Fauillera (Aude), 1848 : rente de 80 fr. à la commune de Villerrouge, et 10 centimes par hectare pour les terrains non communaux (10).

La redevance stipulée en faveur des propriétaires du sol

Redevances
mixtes.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 676.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. III, p. 715.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 710.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. 9, p. 654.

(5) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. IV, p. 171.

(6) *Annales des Mines*, 5^e série, t. IV, p. 572.

(7) *Annales des Mines*, 5^e série, t. I, p. 551.

(8) *Annales des Mines*, 5^e série, t. IV, p. 556.

(9) *Annales des Mines*, 5^e série, t. V, p. 688.

(10) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 627.

se compose quelquefois de deux parties : l'une fixe, l'autre proportionnelle, comme dans les exemples suivants :

Houilles, anthracites, lignites.

15 centimes par hectare, plus une redevance de $\frac{1}{20}$ des minerais extraits à ciel ouvert, et de $\frac{1}{40}$ des minerais extraits par puits ou galeries, bitume de Forens-Sud (Ain), 1844 (1).

10 centimes par hectare, plus une redevance de $\frac{1}{20}$, $\frac{1}{40}$, ou de $\frac{1}{60}$ pour les profondeurs de 0 à 100^m, de 100 à 200^m, et celles supérieures à 200^m : anthracites de Charbonnière (2), de Bully et Fragny (3) (Loire), 1843, etc.

10 centimes par hectare, plus une redevance de $\frac{1}{30}$, $\frac{1}{40}$ ou $\frac{1}{50}$ pour les profondeurs de 0 à 50^m, de 50 à 100^m, et au-delà de 100^m : houille de Lassouts (Aveyron), 1847 (4).

5 centimes par hectare, plus $\frac{1}{50}$ de la valeur du produit brut : lignite de La Bruguière (Tarn), 1841 (5).

5 centimes par hectare, plus une rétribution proportionnelle de 1 centime par hectolitre comble de houille extraite de 0 à 50^m de profondeur, $\frac{1}{2}$ centime de 50 à 100^m, et $\frac{1}{4}$ de centime pour les profondeurs au-dessous de 100^m : concession houillère de Madie (Cantal), 1841 (6); concession houillère de Champleix (Cantal), 1842 (7), etc.

5 centimes par hectare, plus 1 centime par quintal métrique de lignite extrait pendant les premiers cinq ans, et $\frac{1}{40}$ du produit brut après cette époque : lignite de la Colle de Villemus (Basses-Alpes), 1845 (8).

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VI, p. 655.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. 3 p. 901.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 699.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XI, p. 726.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 709.

(6) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 681.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 820.

(8) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VIII, p. 837.

Fer.

25 centimes par hectare, plus 20 centimes par mètre cube de minerai : concession de Pagney (Jura), 1850 (1).

25 centimes par hectare, plus 5 centimes par quintal métrique de minerai : concession de La Caunette (Aude), 1845 (2).

20 centimes par hectare, plus 25 centimes par mètre cube de minerai trié : concession de Thostes et Beauregard (Côte-d'Or), 1848 (3).

20 centimes par hectare, plus 20 centimes par mètre cube de minerai trié : concession d'Ougney (Jura), 1846 (4).

10 centimes par hectare, plus 25 centimes par mètre cube de minerai : concession de Fangy (Jura), 1844 (5).

10 centimes par hectare, plus 20 centimes par mètre cube de minerai : concession du Creux-de-Fée (Côte-d'Or), 1851 (6).

8 centimes par hectare, plus 20 centimes par mètre cube de minerai : concession de Farinole et d'Olméta (Corse), 1849 (7).

5 centimes par hectare, plus 65 centimes par quintal métrique de minerai propre à être traité : concession de Chaumadoux (Puy-de-Dôme), 1848 (8).

5 centimes par hectare, plus 25 centimes par tonne de minerai extrait : concession de Pierre-Morte (Gard), 1841 (9).

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVIII, p. 597.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VIII, p. 836.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIII, p. 740.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. X, p. 863.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 708.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIX, p. 761.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XV, p. 648.

(8) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 573.

(9) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 688.

5 centimes par hectare, plus 20 centimes par tonne de minerai propre à être traité : concession de Velle-Minfroy (Haute-Saône), 1842 (1).

5 centimes par hectare pour certains terrains et 10 centimes par tonne de minerai extrait pour d'autres terrains : concession de Moyeuve (Moselle), 1834 (2).

5 centimes par hectare, plus 30 centimes par mètre cube de minerai lavé : concession des Fourgs (Doubs), 1842 (3).

5 centimes par hectare, plus 25 centimes par mètre cube de minerai trié : concession de Saint-Quentin (Isère), 1843 (4).

Bitumes plomb, zinc, manganèse, etc.

30 centimes par hectare, plus une redevance de 1/20 des produits à ciel ouvert, et 1/40 des produits extraits par puits ou galeries avec garantie d'un minimum de 300 fr. par an à la commune de Corbonod : bitume d'Orbagnoux (Ain), 1843 (5).

15 centimes par hectare, plus 1/20 du minerai extrait : manganèse des Espagnes (Rhône), 1834 (6).

15 centimes par hectare, plus une redevance de 1/20 sur les produits extraits à ciel ouvert, et de 1/40 sur les produits extraits par puits ou galeries : bitume de Forcens-Sud (Ain), 1844 (7).

10 centimes par hectare, plus 1/20 des produits extraits à ciel ouvert, et 1/40 des produits extraits par travaux

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. II, p. 797.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VII, p. 612.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. II, p. 799.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 936.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 702.

(6) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VI, p. 575.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. VI, p. 633.

souterrains : schiste bitumineux d'Igornay (Saône-et-Loire), 1841 (1).

10 centimes par hectare, plus 1/40 du minerai extrait : manganèse de La Pouzanque (Aude), 1839 (2).

10 centimes par hectare, plus une redevance de 1/25 sur les produits extraits à ciel ouvert, et de 1/50 sur les produits extraits par puits ou galeries : bitume de Servas (Gard), 1844 (3).

10 centimes par hectare, plus 1/100 de la valeur des minerais bruts : plomb et zinc de La Croix-de-Pallières (Gard), 1848 (4).

5 centimes par hectare, plus 30 centimes par mètre cube de combustible : bois fossile du Grand-Denis (Doubs), 1842 (5).

5 centimes par hectare, plus 1 centime par quintal métrique de minerai extrait : bitume de Grenouillès (Basses-Alpes), 1848 (6).

5 centimes par hectare, plus une redevance de 1/30 sur les produits extraits à ciel ouvert, et de 1/60 sur les produits extraits par puits ou galeries : bitume des Plaines (Basses-Alpes), 1844 (7).

Ces exemples de redevances mixtes ont de l'analogie avec la redevance établie en Belgique par la loi du 2 mai 1837, laquelle est de 25 centimes au moins par hectare, plus de un à trois p. $\%$ du produit net en faveur de tous les propriétaires compris dans le périmètre de la concession. Disons cependant qu'au point de vue de l'équité entre les divers propriétaires, l'avantage n'est pas du côté de la loi belge, qui attribue la même rede-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 686.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 745.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 698.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 488.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. II, p. 794.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 574.

(7) *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 692.

vance proportionnelle aux propriétaires, que leurs tréfonds soient riches ou qu'ils soient stériles.

Quelquefois, lorsqu'une mine s'étend sur des terrains communaux, la redevance stipulée en faveur de la commune propriétaire comprend le devoir, pour les concessionnaires, de livrer les produits nécessaires aux habitants de la commune à un prix fixé d'avance: ainsi, dans l'ordonnance de concession de la mine d'anthracite de Pramorel (Hautes-Alpes), en date du 26 mars 1831, on lit ce qui suit (1):

Autres formes de redevances

» Le droit attribué aux propriétaires de la surface, à l'égard de
» la commune de Briançon, propriétaire de la totalité du sol concédé,
» sera réglé de la manière suivante :

» 1^o Le concessionnaire paiera à cette commune une rente annuelle
» de 15 francs ;

» 2^o Conformément à l'offre qu'il en a faite, il livrera pendant vingt
» ans, aux habitants de la commune de Briançon, la houille anthracite
» employée au chauffage domestique ou à la cuisson de la chaux au
» prix de 50 centimes les 100 kilog., à prendre au lieu d'extraction ; à
» l'expiration de ce terme de 20 ans, le prix de la houille anthracite
» sera réglé de 10 en 10 années entre la commune et le concession-
» naire, de gré à gré, ou à dire d'experts choisis ou nommés
» d'office..... »

On trouve des conditions analogues dans les actes de concession des mines d'anthracite de Saint-Martin-de-Queyrières (Hautes-Alpes), 1845 (2);

Anthracite de Chabas (Hautes-Alpes), 1839 (3);

Anthracite de Mont-de-Laus (Isère), 1840 (4), etc.

Mais il faut dire à cet égard que, dans plusieurs cas, cette fixation d'un maximum, pour le prix de vente aux habitants d'une commune désignée, purge à la fois et les droits de redevance relatifs aux terrains communaux et les droits des usagers.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. I, p. 500.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VII, p. 639.

(3) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVI, p. 750.

(4) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVIII, p. 801.

Droits des propriétaires confondus avec ceux des inventeurs et usagers, et réglés ensemble.

Quelquefois les droits des propriétaires sont confondus avec ceux des inventeurs et usagers, et réglés ensemble. Ainsi, dans l'ordonnance de concession des mines de lignite du Pin (Gard), 5 mars 1833, on lit ce qui suit (1) :

- « Les droits résultant pour la commune du Pin, tant de la propriété »
- » superficielle d'une partie des terrains compris dans la concession,
- » que de l'invention de la mine et de l'exploitation provisoire qui a »
- » eu lieu jusqu'à ce jour, sont purgés de la manière suivante :
- » Les concessionnaires paieront annuellement à la commune du »
- » Pin une rente de 1,500 francs.
- » Ils livreront aux habitants de ladite commune, la houille pour »
- » leur chauffage particulier et la chaux pour les constructions et »
- » réparations de leurs habitations, au prix, par quintal métrique, »
- » de 30 centimes pour la houille, et 50 centimes pour la chaux. »

Pour les autres propriétaires, il est stipulé une redevance annuelle de 15 centimes par hectare.

La concession de lignite du Mas-de-Carrière (Gard), 1849, fournit un autre exemple de redevance analogue au précédent (2).

Consécration exclusive des conventions antérieures, pour des exploitations anciennes.

Quelquefois, pour des mines exploitées avant d'avoir été concédées, l'acte de concession stipule purement et simplement l'exécution des conventions antérieures avec les propriétaires du sol : ainsi, l'ordonnance de concession des mines de houille de Saint-Gervais (Hérault), 12 février 1833, porte ce qui suit (3) :

- « Les concessionnaires exécuteront les conventions qui auraient »
- » été faites par eux ou par leur auteur avec les propriétaires de la »
- » surface, ils satisferont en outre, en exécution de l'article 55 de »
- » la loi du 21 avril 1810, aux droits résultant pour les propriétaires, »
- » ainsi que pour les autres habitants du pays, soit des usages »
- » établis, soit des prescriptions légalement acquises, soit des conventions réciproques. »

On trouve d'autres exemples analogues dans les actes de concession des mines :

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 547.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 646.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 545.

De fer de Massevaux (Vosges et Haut-Rhin), 1834 (1).

De Bitwiller (Vosges et Haut-Rhin), 1834 (2).

De houille de Saint-Georges-de-Chatelaison (Maine-et-Loire), 1843 (3).

De fer de Puymorens (Pyrénées-Orientales), 1843 (4).

Houille et minces métalliques de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), 1849 (5).

Hormis ces cas exceptionnels d'anciennes exploitations prévus par les articles 53 et 55 de la loi de 1810, le gouvernement a le droit de régler la redevance due aux propriétaires du sol sur le produit des mines concédées.

Au gouvernement seul appartient le droit de régler définitivement la redevance due au propriétaire du sol sur les produits de la mine.

Ce droit est écrit textuellement dans les articles 6 et 17 de la loi du 21 avril 1810.

« L'acte de concession, dit l'article 17, fait après l'accomplissement des formalités prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs, ou de leurs ayant-droit, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé. »

La loi de 1810, en stipulant au profit des propriétaires du sol une redevance sur les mines, a consacré pour eux un droit qu'ils n'avaient point dans le système législatif de 1791 : il est vrai que la loi nouvelle a supprimé le droit de préférence attribué aux propriétaires par la loi de 1791, qui avait produit des résultats si déplorables ; c'est ce qui est énoncé dans les termes suivants par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dans son exposé des motifs.

« Désintéressé par la redevance à laquelle il a droit, le propriétaire n'a plus à la concession ce droit de préférence, l'une des conséquences les plus remarquables de la loi de 1791. »

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VI, p. 540.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VI, p. 543.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 890.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 719.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVI, p. 578.

Mais cette redevance au profit du propriétaire, ce n'est pas le propriétaire qui doit la régler, c'est le gouvernement qui en sera *le modérateur suprême*, comme le disait le rapporteur au Corps législatif, le comte de Girardin.

Le propriétaire du sol a droit à une redevance : les articles 6 et 42 en consacrent le principe.

Le propriétaire a le droit d'être entendu dans toutes ses réclamations et oppositions, aux termes de l'art. 17, et à cet effet, les publications et affiches, ainsi que le registre ouvert à la préfecture, lui fournissent les moyens de formuler ses réclamations.

Mais le propriétaire, une fois qu'il a été entendu, ne peut pas prétendre à régler la redevance qui lui est due : au gouvernement seul il appartient de fixer le chiffre de cette redevance, en vertu des articles 6, 17 et 42, de même qu'à lui seul appartient le droit d'instituer les concessions et de choisir entre les divers concurrents, d'après les articles 5, 7 et 16.

On ne peut donc pas plus contester au gouvernement le droit de fixer la redevance due au propriétaire que le droit d'instituer les concessions et de choisir entre les prétendants ; ces deux droits, écrits dans la loi, découlent du même principe.

Il ne faut pas s'étonner du soin qu'a pris le législateur de mettre entre les mains du gouvernement le droit de fixer cette redevance, parce qu'il s'agissait ici d'une question qui intéresse essentiellement l'industrie minière, et par suite, l'intérêt public. En effet, dans cette création de la propriété de la mine opérée par l'acte de concession, la redevance due au propriétaire n'est pas un accessoire qu'on pût laisser régler au gré des parties ; elle est une condition inhérente à la concession, et devant durer autant que celle-ci ; elle touche à l'essence même de la propriété instituée, et peut avoir sur l'avenir de la mine une influence décisive : trop forte, elle sera une entrave pour le concessionnaire, elle paralysera ses moyens, et la concession ne sera pas viable, ou bien les

produits minéraux ne pourront pas être livrés à bas prix, et l'intérêt public en souffrira.

C'est ici le cas d'établir, en principe, la grande différence qui existe entre la redevance due au propriétaire et les indemnités pour dégâts et occupations de terrains. Pour ces dernières indemnités, dont l'objet est restreint à un intérêt privé, on comprend qu'elles puissent être réglées par des conventions directes entre le propriétaire et le concessionnaire, parce que ce dernier a une garantie contre l'exigence du propriétaire, et qu'il peut toujours, à défaut d'accord, en appeler aux tribunaux, pour régler ces indemnités, conformément aux art. 43 et 44; mais il n'en serait pas de même de la redevance, si le propriétaire du sol avait le droit d'en fixer le chiffre par une convention directe avec le demandeur en concession : lorsqu'une demande en concession serait faite, les concurrents seraient désarmés vis-à-vis de l'exigence du propriétaire du sol; ils lui feraient des offres souvent exagérées, et celui-ci traiterait naturellement *avec le plus offrant* : ce serait alors une vraie surenchère, les propriétaires du sol disposeraient des mines non concédées dans leurs tréfonds, et il arriverait en fait que certaines redevances exagérées équivaldraient à *la vente de la mine*. Or, cela est totalement opposé à la loi de 1810, à son texte comme à son esprit : l'acte de concession créant la propriété de la mine, cette propriété n'existe pas avant la concession, et avant cette époque, le propriétaire du sol, qui n'a aucun droit de préférence, ne peut pas vendre une propriété qui n'existe point encore et ne lui appartient pas : une vente parcellaire serait donc nulle de plein droit.

Quant à la redevance due au propriétaire, le principe en est écrit dans la loi, mais il y est écrit aussi que le gouvernement a seul le droit de la régler : conséquemment, toutes les conventions antérieures à l'acte de concession passées entre les demandeurs et les propriétaires sont essentiellement conditionnelles; elles sont dominées

par cette consécration importante : *Si le gouvernement approuve.*

M. de Cheppe fait observer avec raison, à l'appui de ce principe, qu'une convention n'est valable, aux termes du Code civil (art. 1108, 1131, 1134), que lorsqu'elle est légalement formée et qu'elle a une cause licite; il n'y a, d'après l'article 1128, que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions (1). On ne saurait donc arguer du seul fait de conventions antérieures, qu'elles doivent nécessairement recevoir leur exécution.

De 1810 à 1842, le gouvernement a usé d'une grande tolérance vis-à-vis des conventions au sujet de la redevance, antérieures à l'acte de concession; mais cette tolérance, qui n'était qu'une abdication volontaire d'une portion de ses droits, a produit des effets fâcheux pour l'industrie minière, et le pouvoir administratif en est justement revenu : un très-grand nombre de concessions de mines instituées dans cet intervalle contiennent un article ainsi conçu, lequel suit l'énoncé des redevances à payer au propriétaire du sol.

» Les présentes dispositions seront applicables toutes les fois qu'il
» n'existera pas, à ce sujet, de conventions antérieures entre les
» concessionnaires et les propriétaires de la surface. S'il existe de
» telles conventions, elles seront exécutées, pourvu toutefois, qu'elles
» ne soient pas en opposition avec les règles qui seront prescrites, en
» vertu de l'acte de concession, pour la conduite des travaux souterrains et dans la vue d'une bonne exploitation. Dans le cas contraire,
» lesdites conventions ne pourront donner lieu, entre les parties
» intéressées, qu'à une action en indemnité (2). »

C'était dans des intentions éminemment conciliatrices que des dispositions de ce genre avaient été introduites

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. IX, p. 669.

(2) Voir par exemple, le cahier des charges des vingt-deux concessions instituées dans la Loire en 1823; *Annales des Mines*, 4^{re} série, t. X, p. 370, et une foule d'autres.

dans les actes de concession, et l'Administration croyait avoir suffisamment garanti les intérêts des exploitants par la restriction finale : l'expérience a prouvé le contraire.

En effet, lorsque la redevance au profit du propriétaire est trop élevée, ce n'est pas seulement tel ou tel mode d'exploitation qu'elle entrave, c'est l'exploitation même qu'elle empêche. Le concessionnaire est souvent forcé par les circonstances de livrer ses produits à un prix donné, ou bien de suspendre son exploitation : ainsi, pour la houille, par exemple, il est tel ou tel bassin où *il faut* produire le charbon à 4 fr. 50 c. la tonne, pour pouvoir le vendre : or, avec certains tarifs de redevance, ceux de Saint-Etienne notamment, le droit du propriétaire qui entre pour une part notable dans le prix de revient de la houille, peut devenir en certains cas un obstacle absolu à la vente.

D'autre part, il est telle circonstance où un puits, une galerie d'écoulement exécutés à propos par le concessionnaire pourraient réduire le prix de revient de la houille de 50 ou 80 centimes par tonne; le concessionnaire exécuterait ce travail, s'il n'était pas obligé de desservir 10 ou 20,000 fr. par an aux propriétaires du sol; mais, en présence de cette charge, et en raison de ce que ses capitaux sont bornés, il ne fera pas le travail d'aménagement et l'exploitation restera languissante; dans ce cas, on ne pourra pas rigoureusement dire que le chiffre élevé de la redevance est *en opposition avec les règles qui seront prescrites au concessionnaire, en vertu de l'acte de concession, pour la conduite des travaux souterrains dans la vue d'une bonne exploitation*, car le concessionnaire pourrait exécuter le travail d'aménagement nécessaire, si ses capitaux étaient indéfinis; mais il n'en est pas ainsi dans la pratique, et il arrivera fréquemment que le concessionnaire ne pouvant pas avancer les frais du travail d'aménagement, le prix de revient ne s'abaissera point et l'exploitation restera dans un état précaire, le tout par le fait d'une redevance exagérée attribuée au propriétaire de la surface.

Tous ces motifs ont été pris en juste considération par l'Administration et par le Conseil d'État; aussi les voyons-nous appliqués, dès le 13 janvier 1842, dans l'ordonnance de concession des mines de houille de La Péronnière (Loire).

L'article 5 de cette ordonnance est ainsi conçu :

Le gouvernement peut régler et règle aujourd'hui, par les actes de concession, la redevance due au propriétaire du sol, nonobstant toutes conventions antérieures.

« Les dispositions du tarif ci-dessus seront applicables nonobstant
 « les stipulations contraires qui pourraient résulter des conventions
 « antérieures entre les concessionnaires et les propriétaires de la
 « surface, lesdites conventions étant à cet égard déclarées nulles et
 « non avenues (1). »

Une pareille disposition est franche, et elle rompt nettement avec la tolérance fâcheuse du passé pour rentrer dans l'esprit de la loi et s'harmoniser avec le véritable intérêt public.

Un procès a été engagé au sujet de ces mines de La Péronnière, et il n'a servi qu'à consacrer de la manière la plus formelle le droit du gouvernement de régler la redevance nonobstant toutes conventions antérieures.

Le 16 février 1843, les sieurs Fulchiron et consorts ont assigné devant le tribunal de Saint-Étienne les sieurs Benoît, Pierron et Compagnie, concessionnaires de La Péronnière, pour obtenir l'exécution des conventions antérieures, relative à la redevance.

Le 10 mai 1843, un déclinatoire a été proposé par le préfet de la Loire, et il a été rejeté par jugement du tribunal de Saint-Étienne du 21 mars 1843.

Un arrêté de conflit fut pris par le préfet de la Loire, et cet arrêté a été confirmé le 1^{er} juin 1843, par une ordonnance rendue en Conseil d'État, sur le rapport du Comité de législation, qui déclare non avenu l'exploit introductif d'instance et le jugement du tribunal de Saint-Étienne. Le considérant de cette ordonnance est ainsi conçu :

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. I, p. 797.

« Considérant que la demande du sieur Fulchiron et consorts a pour objet de faire fixer, d'après des conventions écrites ou verbales, le taux des redevances dues par les concessionnaires de la mine de houille de La Pérounière aux propriétaires de la surface; que les concessionnaires repoussent cette demande, en exéipant de l'ordonnance de concession qui a fixé le taux des redevances et déclaré nulles et non avenues toutes conventions antérieures contraires; qu'à nous seuls il appartient d'apprécier le sens et l'étendue de ladite ordonnance (1). »

Le 26 août 1843, les sieurs Fulchiron et consorts se sont pourvus en Conseil d'État par la voie contentieuse comme demandeurs en interprétation, et au besoin, opposants; puis, par un mémoire subsidiaire, ils ont demandé qu'on renvoyât la cause et les parties devant qui de droit, pour y discuter contradictoirement soit le maintien des traités particuliers, soit la fixation d'une nouvelle redevance tréfoncière.

Le 24 janvier 1846, une ordonnance rendue sur le rapport du Comité du contentieux a rejeté la requête des sieurs Fulchiron et consorts, par les considérations suivantes (2) :

« Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir, résultant de ce que le pourvoi contre l'ordonnance de concession du 13 janvier 1842 n'aurait pas été formé en temps utile ;

« En ce qui touche la demande en interprétation des articles 4 et 5 de l'ordonnance dont il s'agit ;

« Considérant que les termes de ces articles qui disposent que le droit attribué aux propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées est réglé à une redevance en nature proportionnelle aux produits de l'extraction, laquelle sera payée par les concessionnaires aux propriétaires des terrains sous lesquels ils exploiteront, et que l'application du tarif de cette redevance sera faite nonobstant les stipulations contraires qui pourraient résulter des conventions antérieures entre les concessionnaires et les pro-

(1) Lebon, 3^e série, t. XIII, p. 245, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 955.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IX, p. 657, Lebon, année 1846, p. 49, et Devilleneuve, t. XLVI, 2-547.

- » propriétaires de la surface, lesdites conventions étant, à cet égard,
- » déclarées nulles et non avenues, déterminent d'une manière générale et sans exception la quotité des droits attribués aux propriétaires de la surface sur le produit de la mine concédée, et ne présentent ni obscurité, ni ambiguïté; qu'il n'y a lieu dès lors de les interpréter;
- » En ce qui touche la demande en rapport ou annulation des mêmes articles;
- » Considérant que ladite ordonnance a été rendue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, par l'autorité administrative dans la limite de ses pouvoirs, et n'est pas de nature à nous être déférée par la voie contentieuse;
- » Notre Conseil d'Etat entendu, etc. »

Enfin, le droit du gouvernement, en matière de redevance, a été consacré encore dans une occasion récente, se rapportant à la même mine de La Péronnière; cet exemple est cité et commenté par M. de Bourcuille (*Annales des Mines*, 4^e série, t. XX, p. 697).

Les sieurs Vincent et consorts, propriétaires, avaient passé avant la concession avec Benoit et Compagnie, un traité moyennant lequel une redevance du dixième des produits leur était réservée, tant pour la faculté d'opérer des recherches et d'extraire de la houille dans leurs terrains qu'en compensation des dommages de la surface.

Lorsque l'ordonnance de concession est intervenue (le 13 janvier 1842), elle a décidé que les dommages seraient payés conformément aux articles 43 et 44, et que la redevance serait réglée d'après un tarif déterminé, nonobstant toutes conventions antérieures.

Les sieurs Vincent et consorts ont réclamé alors le paiement de la différence entre la redevance du dixième stipulée par les conventions et le tarif de l'ordonnance de concession, comme représentant l'indemnité relative à l'occupation du sol.

Le tribunal de Saint-Étienne, par jugement du 29 août 1850, a ordonné une expertise, avant faire droit au fonds, pour vérifier les houilles extraites, et ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour de Lyon, du 8 avril 1851. Mais de son côté, le préfet avait proposé un

déclinatoire, et ce déclinatoire ayant été rejeté, il a pris, le 21 avril 1851, un arrêté de conflit.

Le tribunal des conflits se trouvait dès lors saisi de l'affaire, et à la date du 5 novembre 1851, il a jugé de la manière suivante :

« Considérant que la demande des sieurs et dame Vincent et Jala-
bert, résultant de l'assignation du 20 novembre 1849, quels qu'en
soient les motifs et quelles que soient les distinctions établies par la
conclusion postérieure, tend à faire fixer au dixième des quantités
de houille extraite, le taux de la redevance fixée à une quotité infé-
rieure par l'ordonnance de concession ;

« Qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 21 avril 1810, il n'appar-
tient qu'à l'autorité administrative de régler les droits des proprié-
taires de la surface sur le produit des mines concédées ; que les
demandes d'indemnité qui pourraient être formées à tout autre
titre que celui de redevance, peuvent, suivant les causes indiquées,
être de la compétence, soit de l'autorité judiciaire, soit de l'autorité
administrative, mais qu'il n'y a lieu, d'après les motifs ci-dessus
indiqués, de statuer dans l'espèce, sur la compétence respective
à cet égard de l'une ou de l'autre autorité, décide :

« Art. 1^{er}. — L'arrêté de conflit sus-visé est maintenu.

« Art. 2. — Sont considérés comme non avenue l'acte d'assigna-
tion du 20 novembre 1849 et les conclusions postérieures, le juge-
ment du tribunal de première instance de Saint-Etienne du 20
novembre 1850, l'acte d'appel et l'arrêt de la Cour de Lyon du 8 avril
1851 (1). »

Il reste donc désormais établi et jugé que le gouver-
nement a le droit de régler, par l'acte de concession, la
redevance due au propriétaire de la surface sur le pro-
duit des mines concédées, nonobstant toutes conventions
antérieures.

Ce principe découle naturellement de la loi du 21 avril
1810; aussi pareil droit a-t-il été reconnu, en Belgique,
au gouvernement dans des circonstances analogues (Cour,
de Liège, 13 mars 1841) (2).

(1) Lebon et Gaulé, v. 1851, p. 649.

(2) Chicorot et Ernest Dupont, *Code des Mines*, p. 40.

Ajoutons que l'institution de la concession des mines de houille de La Péronnière, en 1812, a ouvert une nouvelle ère pour le règlement de la redevance. Depuis cette époque, la redevance due au propriétaire est réglée d'une manière exclusive par l'acte de concession; aussi la presque totalité des actes de concession postérieurs à cette époque contiennent un article ainsi conçu, et qui est inséré dans la formule générale jointe à la circulaire du 8 octobre 1813 (1).

« Ces dispositions seront applicables nonobstant les stipulations
 » contraires qui pourraient résulter des conventions antérieures
 » entre le concessionnaire et les propriétaires de la surface. »

L'Administration n'aura plus à craindre désormais que la concession une fois faite, les propriétaires du sol exhibent des traités occultes, pour réclamer du concessionnaire des redevances exorbitantes et ruineuses pour l'exploitation, que ceux-ci auraient imprudemment souscrites à une époque antérieure, soit qu'ils fussent préoccupés d'un intérêt de spéculation bien plus que de l'avenir des concessions, soit qu'ils voulussent acquérir à tout prix l'assentiment d'un propriétaire exigeant, soit enfin qu'ils ne se rendissent pas un compte exact des choses. Si de pareils traités se concluent, les parties sont désormais prévenues; elles sauront que ces traités sont essentiellement conditionnels par leur nature, et le gouvernement pourra toujours, comme dans l'affaire de La Péronnière, réduire la redevance exigible par le propriétaire du sol au tarif qu'il a fixé dans l'acte de concession, en sa qualité de modérateur suprême et dans l'intérêt de tous.

Voici maintenant quelques principes relatifs à la redevance, établis par la *Jurisprudence des Mines*:

La vente d'un terrain faite sans stipulation contraire comprend, comme l'expropriation forcée, le fonds et le

La redevance attachée au fonds est la vente ou l'expropriation du fonds, à moins de stipulation contraire.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 850.

tréfonds avec les droits attachés à celui-ci par les lois.

Ainsi, dans le cas d'un acte de concession intervenu postérieurement à cette vente, la redevance sur les produits suit la vente de la propriété à moins de stipulation contraire. Ce principe découle naturellement de l'art. 18 de la loi ainsi conçu :

« La valeur des droits résultant en faveur du propriétaire de la surface, en vertu de l'article 6 de la présente loi, demeurera réunie à la valeur de ladite surface, et sera affectée avec elle aux hypothèques prises par les créanciers du propriétaire. »

L'arrêt de la Cour de cassation du 14 juillet 1840, cité et commenté par M. de Cheppe (1), fournit une application de ce principe : le sieur Dubouchet, propriétaire dans le département de la Loire, avait obtenu en 1809, du préfet du département, une permission provisoire d'exploiter la houille dans sa propriété qui ne fut pas ratifiée par le gouvernement; en 1812, le domaine du sieur Dubouchet fut saisi pour dettes et adjugé au sieur Berlier, l'un des créanciers, et le jugement d'adjudication ne fit nulle réserve des droits de tréfonds.

Plus tard, en 1825, les terrains autrefois possédés par le sieur Dubouchet ayant été concédés pour houille, celui-ci demanda aux concessionnaires le paiement de la redevance pour droit de tréfonds, se fondant sur ce que le tréfonds avait été séparé de la surface avant l'expropriation par la permission provisoire d'exploiter qu'il avait obtenue en 1809; l'affaire fut portée au tribunal de Saint-Étienne, qui décida contre le sieur Dubouchet.

La Cour d'appel de Lyon considéra de même que la séparation du tréfonds et de la superficie n'avait pas pu être opérée par une simple permission provisoire d'exploiter, attendu qu'il faut pour cela un acte du gouvernement, et le jugement du tribunal de Saint-Étienne fut confirmé.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XV, p. 619.

Un pourvoi fut formé devant la Cour de cassation, et il fut rejeté, en ces termes, par arrêt du 14 juillet 1840 (1):

« Attendu que l'arrêt attaqué n'a point décidé d'une manière absolue que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, mais seulement que la saisie d'un immeuble, à moins d'énonciation contraire ou de séparation préexistante, comprenait le tréfonds comme la superficie;

« Attendu, en fait, que les demandeurs conviennent que ni dans le procès-verbal de saisie, ni dans le cahier des charges, ni dans le jugement d'adjudication qui a conféré la propriété de l'immeuble saisi, il n'est fait mention et par conséquent réserve du tréfonds; que l'arrêt attaqué déclare encore, en fait, et après examen des titres des parties, qu'il n'a point existé de séparation antérieure à ladite adjudication entre la propriété de la superficie et celle du tréfonds, et que la mine de houille contenue dans ledit tréfonds n'avait pas été non plus encore l'objet d'une concession définitive antérieure à ladite époque;

« Attendu qu'en décidant dans un pareil état de choses, que par l'adjudication du 6 août 1812 ledit Berlier était devenu propriétaire, non-seulement du sol, mais encore du tréfonds, l'arrêt attaqué a fait la plus juste application de l'article 552 du Code civil, et n'a point violé les articles indiqués de la loi du 28 juillet 1791 et de celle du 21 avril 1810;

» Rejette, etc. »

La redevance due au propriétaire est une rente mobilière.

D'après les articles 18 et 19 de la loi du 21 avril 1810, la redevance due au propriétaire du sol est susceptible d'hypothèques; mais il ne faudrait pas en conclure pour cela que cette redevance est immobilière par elle-même et considérée isolément; en effet, cette faculté d'être susceptible d'hypothèques, la redevance ne la possède que, lorsque réunie à la surface, elle forme avec celle-ci un tout indivis; mais lorsqu'elle en est séparée après la concession de la mine, elle rentre dans la catégorie des rentes mobilières.

Plusieurs arrêts de la Cour de cassation ont confirmé

(1) Devilleneuve, t. XL, 1-910, et *Annales des Mines*, 3^e série t. XX, p. 651.

ce principe entièrement conforme à la loi de 1810 et à la loi civile.

Citons d'abord l'arrêt du 13 novembre 1848, rendu dans les circonstances suivantes (Chol contre Flachat) (1) :

La veuve Chol possédait des droits de redevances qui furent saisis par le sieur Flachat comme chose immobilière et par expropriation forcée.

Le tribunal de Saint-Étienne, par jugement du 1^{er} avril 1846, a déclaré nulle la saisie immobilière pratiquée par Flachat, en ce qui concerne les redevances qui ne sont pas inhérentes aux propriétés superficielles également saisies contre la veuve Chol.

Sur l'appel intenté par Flachat, la Cour de Lyon a jugé contrairement, le 29 décembre 1846, que la saisie immobilière avait été bien faite, attendu que les mines sont immeubles, bien que leurs produits soient meubles, et qu'il en est de même du droit à la redevance (2).

Un pourvoi a été formé en cassation, et la Cour suprême, par arrêt du 13 novembre 1848, a cassé la décision de la Cour de Lyon dans les termes suivants :

» La Cour, vu le titre x, livre V, Code proc.; vu les articles 529 et 530 du Code civil, 6 et 32 de loi du 21 avril 1810;

» Attendu que la redevance payable annuellement par le concessionnaire d'une mine au propriétaire de la surface est une rente, et que les rentes sont mises par les articles 529 et 530 du Code civil au rang des biens mobiliers;

» Attendu que ces redevances ne sont susceptibles d'hypothèques, aux termes des articles 18 et 19 de la loi du 21 avril 1810, que, lorsque réunies à la valeur de la surface, elles forment avec cette surface un tout resté indivis; mais que lorsqu'elles en sont séparées, après la concession de la mine, elles ne conservent que les effets distincts attachés à leur nature propre de rente mobilière, et se règlent conformément à l'article 42 de la loi précitée, en la somme d'argent déterminée par l'acte de concession;

» Attendu que le Code de procédure civile, par le titre x de son

(1) Devilleucuve, t. XLVIII, 1-682.

(2) Devilleucuve, t. XLVII, 2-96.

- » livre V, a réglé les formalités à suivre pour la saisie des rentes
 » constituées sur des particuliers, et que l'arrêt attaqué, en jugeant
 » que Flachet avait bien procédé, et avait à bon droit pratiqué sur la
 » redevance due à la veuve Chol une saisie immobilière, a formel-
 » lement violé les lois précitées;
 » Casse, etc. »

Un autre arrêt de la Cour de cassation, rendu le 15 janvier 1849, dans l'affaire la Direction de l'enregistrement contre la Compagnie des houillères de la Chazotte, renferme les mêmes considérants et confirme le même principe. Par cet arrêt, la Cour a reconnu que le droit de redevance est un droit mobilier dont la vente, lorsqu'il se trouve séparé de la propriété par suite d'aliénation, ne peut donner ouverture au droit de transcription (1).

Enfin, par un autre arrêt du 24 juillet 1850, la Cour de cassation a confirmé ce principe que le droit de redevance ne peut être saisi que dans la forme de la saisie des rentes, et non dans la forme de la saisie immobilière (de Rhins-Curnieux contre de Rhins-Beaulieu) (2).

La redevance est
due solidairement
par les concession-
naires.

Bien que l'exploitation des mines ne soit pas une affaire de commerce et que les associés d'une Société civile ne soient pas solidairement responsables des dettes sociales (art. 1862 Code civil), néanmoins les concessionnaires de mines ou associés pour l'exploitation d'une mine sont solidairement responsables du paiement de la redevance due au propriétaire de la surface. Cette solidarité résulte de l'indivisibilité des concessions établie par la loi de 1810 (art. 7), laquelle entraîne celle de l'exploitation et fait du droit de redevance une rente indivisible au regard des débiteurs.

C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 10 décembre 1845, rendu conformément à

(1) Devilleneuve, t. XLIX, 1-207.

(2) Devilleneuve, t. M, 1-65.

la décision de la Cour de Lyon, du 17 mai 1844, dans l'affaire Albert et Perret contre Novallet (1).

Si la redevance est indivisible vis-à-vis du concessionnaire, elle est, d'un autre côté, divisible vis-à-vis du propriétaire du sol, et tant qu'elle n'a pas été séparée de la propriété de la surface par aliénation, elle suit naturellement les divisions et subdivisions de celle-ci. Par suite, le concessionnaire d'une mine ne peut pas contraindre les propriétaires du sol à s'unir et déléguer un mandataire unique, pour la perception des redevances tréfoncières.

La redevance se divise naturellement avec la surface du sol, tant qu'elle n'est pas séparée de celle-ci par aliénation.

C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Lyon du 19 février 1841, rendu au sujet des mines de La Côte-Thiollière (2).

Plus tard, le sieur Boisgelin, l'un des redevanciers de ces mines, poursuivit contre le sieur Verlochères et autres, qui étaient redevanciers des mêmes mines, une demande en licitation du droit de redevance; mais le tribunal de Saint-Étienne, par jugement du 7 juin 1841, et la Cour de Lyon, par arrêt du 11 février 1842, rejetèrent la demande en licitation et considérèrent le droit de redevance comme incontestablement divisible.

Cette question de la licitation des redevances avait une importance très-grande dans le département de la Loire, et si le droit de licitation avait été admis, ce qui n'a pas été fait, il serait arrivé certainement que les concessionnaires de mines du bassin, en achetant les droits de quelques propriétaires, auraient provoqué la licitation forcée des droits de redevances pour un grand nombre de concessions.

Après l'arrêt de la Cour de Lyon précité, le sieur Boisgelin demanda le partage en nature de la redevance, la nomination d'experts pour former des lots, et au cas

(1) Devilleneuve, t. XLVI, 1-625.

(2) Devilleneuve, t. XLVI, 1-176.

où les experts déclareraient la redevance impartageable, il demandait de nouveau la licitation.

Mais ce système n'a pas été admis par le tribunal de Saint-Étienne, qui a considéré le droit de redevance comme une créance divisée de plein droit entre ceux auxquels elle appartient.

Sur le pourvoi en cassation formé par Boisgelin, la Cour a reconnu, par arrêt du 10 novembre 1845, que le droit de redevance, qui se traduit en paiements de sommes d'argent ou de meubles divisibles, rentre dans la classe des droits divisibles, et qu'il est même divisé de plein droit dans la main de chacun des propriétaires (1).

Le chômage autorisé par l'Administration, dans une certaine portion du périmètre d'une concession, ne peut pas donner lieu à une indemnité au propriétaire du sol.

Avec le système de redevance en usage dans le département de la Loire, chaque propriétaire du sol est intéressé à ce que le concessionnaire exploite sous son fonds et que l'exploitation y soit activée le plus possible; mais tels ne sont pas toujours les intérêts de l'exploitant et du public.

Au point de vue de l'aménagement du gîte, il est des points déterminés où l'extraction doit être assise en premier lieu; au point de vue du commerce des houilles et de l'intérêt public, il importe que le concessionnaire puisse extraire à bon marché un combustible vendable, et pour cela, il doit choisir pour siège de ses travaux les parties de son périmètre où la houille est d'une exploitation facile et de bonne qualité, de préférence aux autres. Le concessionnaire n'est pas seul juge en cette matière: c'est l'Administration, organe de l'intérêt public, qui l'autorise, soit à ouvrir un nouveau champ d'exploitation, soit à suspendre des travaux onéreux dans un certain quartier de sa concession. Cette autorisation obtenue, le concessionnaire ne saurait être astreint à payer des dommages aux propriétaires des terrains où les travaux sont arrêtés et pour lesquels cesse la redevance proportionnelle.

(1) Devilleueve, t. XLVI, 1-176.

C'est ce qui a été décidé dans le département de la Loire au sujet de la concession houillère de Collenou : les sieurs Binachon et Compagnie, concessionnaires, ayant suspendu les travaux du puits de Saint-Irénée, avaient sollicité une autorisation administrative pour approuver cette suspension, et un arrêté du préfet de la Loire fut rendu en ce sens. Le sieur Michel, propriétaire de la surface, ayant intenté aux concessionnaires une action en dommages, le tribunal de Saint-Étienne se reconnut incompétent.

La Cour de Lyon, par arrêt du 3 juin 1841 (1), a reconnu en droit que l'Administration avait seule qualité pour prononcer sur la nécessité et l'opportunité du chômage, mais qu'aux tribunaux appartenait de statuer sur les dommages auxquels peut donner lieu un chômage iudu, et qu'ainsi le tribunal de Saint-Étienne avait méconnu sa propre compétence; sur la question de fonds, la Cour a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à dommages.

Le sieur Michel a porté ensuite devant l'Administration supérieure une nouvelle réclamation, qui a été rejetée par les motifs énoncés dans l'arrêté du préfet de la Loire.

Lorsqu'une exploitation est suspendue de manière à inquiéter les besoins des consommateurs, l'Administration peut et doit y aviser, conformément à l'article 49 de la loi de 1810; mais ce n'était pas ici le cas d'appliquer cet article : le chômage d'un quartier particulier d'une concession où l'extraction est onéreuse, ne compromet en rien l'intérêt public, et l'Administration commettrait une injustice et un abus de pouvoir, si elle forçait le concessionnaire à maintenir l'exploitation en activité dans un quartier pareil, dans le seul but de procurer au propriétaire de la surface une redevance lucrative.

(1) Devilleneuve, t. XLII, -625, et De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 635.

Indemnités payées
aux propriétaires
du sol, pour dom-
mages ou occupa-
tions de terrains.

Occupons-nous maintenant des indemnités dues aux propriétaires du sol par les concessionnaires, pour dommages et occupations de terrains résultant de travaux postérieurs à la concession. Ces indemnités sont régies par les articles 43 et 44 ainsi conçus :

« Art. 43. — Les propriétaires de mines sont tenus de payer les » indemnités dues au propriétaire de la surface sur le terrain duquel » ils établiront leurs travaux.

» Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les proprié- » taires de mines ne sont que passagers, et si le sol où ils ont été » faits peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était » auparavant, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait » produit net le terrain endommagé.

» Art. 44. — Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche » et les travaux des mines, prive les propriétaires du sol de la » jouissance du revenu au-delà d'une année, ou lorsqu'après les » travaux, les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut » exiger des propriétaires des mines l'acquisition des terrains à » l'usage de l'exploitation. Si le propriétaire de la surface le requiert, » les pièces de terre trop endommagées ou dégradées sur une trop » grande partie de leur surface devront être achetées en totalité par » le propriétaire de la mine.

» L'évaluation du prix sera faite, quant au mode, suivant les » règles établies par la loi du 16 septembre 1807, sur le dessèchement » des marais, etc., titre XI; mais le terrain à acquérir sera toujours » estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'exploitation de la » mine. »

Compétence ex-
clusive des tribu-
naux ordinaires
pour juger des con-
testations relatives
à ces indemnités.

La première question à se poser au sujet de ces indemnités, question controversée en ces derniers temps, est celle-ci :

Par qui seront jugées les contestations relatives à la fixation de cette indemnité?

L'instruction ministérielle du 3 août 1810 dit, au § 1^{er} de sa section B, que ces contestations seront jugées par les tribunaux ordinaires; d'autre part, un arrêté ministériel du 7 octobre 1837 porte que ces contestations devront être jugées par les Conseils de préfecture (1) :

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 672.

ajoutons maintenant que, dans la pratique, ce sont les tribunaux ordinaires qui jugent les différends relatifs à ces indemnités.

M. le ministre, dans son arrêté de 1837, invoque la corrélation des articles 10, 43 et 44 :

A ce sujet, nous ferons l'observation suivante : ces trois articles sont corrélatifs, il est vrai, mais cette corrélation s'applique uniquement aux travaux antérieurs à la concession : or, il s'agit ici seulement des travaux exécutés depuis l'acte de concession. Quant aux indemnités relatives aux travaux antérieurs à la concession, nous nous référons à ce que nous avons dit à ce sujet dans le chapitre II, relatif aux recherches de mines.

L'article 46 de la loi, avons-nous dit à ce chapitre, doit être appliqué uniquement aux indemnités dues par les concessionnaires à des explorateurs ou anciens exploitants, pour des travaux d'arts antérieurs à l'acte de concession, et nous avons donné nos raisons à l'appui.

Une circulaire du Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines, en date du 5 novembre 1837, argue, en faveur de la compétence des Conseils de préfecture, de ce que la Commission du Corps législatif avait demandé la suppression de l'article 44. A cela il faut observer que l'article 44, dont il s'agit, qui se rapportait à la septième rédaction de la loi, ne comprenait pas tout l'article 44 de la loi actuelle, mais seulement le dispositif suivant :

« L'évaluation du prix sera faite suivant les règles établies par la loi du 16 septembre 1807, sur le dessèchement des marais, titre XI ;
 » le terrain à acquérir sera toujours compté pour 25 ares, lors même
 » que la surface à acquérir sera plus petite (1). »

Le Conseil d'État admit la suppression de la dernière phrase, mais il maintint dans la rédaction de l'art. 44 de la loi la disposition suivante :

(1) Loaré, p. 561.

« L'évaluation du prix sera faite, quant au mode, suivant les
» règles établies par la loi du 16 septembre 1807, sur le dessèche-
» ment des marais, titre xi. »

Au sujet de cette disposition, nous observerons avec M. Peyret-Lallier, qui a réfuté avec une grande logique les principes émis dans l'arrêté ministériel de 1837 (1), que l'art. 44 de la loi n'a fait que régler le *mode d'évaluation de l'indemnité*, sans fixer la juridiction compétente, ainsi que cela est fait nettement par l'article 46 pour le solde des travaux antérieurs à la concession; et encore, est-il rigoureusement vrai que le mode d'évaluation de l'indemnité doit être fait conformément au titre XI de la loi de 1807? Non, car d'après la loi de 1807, les terrains doivent être payés d'après leur valeur avant l'entreprise des travaux et sans nulle augmentation du prix d'estimation, et d'après l'article 44 de la loi de 1810, les terrains acquis par les concessionnaires de mines doivent être payés au double de la valeur qu'ils avaient avant l'exploitation de la mine; non encore, car d'après la loi de 1807, le tiers-expert devrait être nommé par le préfet, tandis que d'après l'article 87 de la loi de 1810, « toutes » *les expertises à faire en exécution de ladite loi doivent » être soumises aux dispositions du titre XIV du Code de » procédure civile* (art. 303 à 323) », lesquels articles spécifient que les experts sont nommés par le jugement, lorsqu'ils ne sont pas convenus par les parties (art. 304 et 305).

Les dispositions de l'article 87 de la loi de 1810 s'appliquent, c'est incontestable, aux indemnités pour travaux exécutés par les concessionnaires de mines; on peut citer, à cet égard, comme un exemple *à fortiori*, l'ordonnance du 24 juillet 1835 (2), rendue en Conseil d'État, qui déclare que les dispositions de l'article 87

(1) *Traité sur la Législation des Mines*, t. 1, p. 516.

(2) *Beaucousin*, 2^e série, t. V, p. 491, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 602.

s'appliquent aux travaux antérieurs à la concession. L'art. 87 de la loi a donc complètement dérogé à l'art. 44 en ce qui touche le mode d'évaluation des indemnités; les dispositions de cet article 44 étant abrogées en fait, en ce qui touche le mode d'évaluation de l'indemnité, on ne saurait arguer de ces dispositions mêmes qu'elles confèrent aux Conseils de préfecture la juridiction de compétence. La Commission du Corps législatif avait donc raison de demander la suppression de ces dispositions comme inutiles (1).

M. le ministre des travaux publics, dans son arrêté du 7 octobre 1837, observe qu'en matière de mines, il n'y a pas expropriation, mais seulement occupation de terrain, et que lorsqu'il y a vente de terrain, ce n'est que sur la volonté du propriétaire du sol. Ce principe est incontestable; mais de ce qu'il n'y a pas expropriation, il n'en résulte pas que la juridiction des indemnités appartienne nécessairement aux Conseils de préfecture.

Si l'on considère l'ensemble de la loi de 1810, et si l'on se rapporte aux paroles mémorables de Napoléon lors de la discussion de la loi, on devra reconnaître que l'intention du législateur a été de faire des mines une propriété nouvelle, séparée de celle du sol, disponible, transmissible, susceptible d'hypothèques, comme les autres immeubles (art. 7, 8, 19), et régie conséquemment, autant que possible, par le droit commun.

Lorsqu'un concessionnaire de mines occupe un terrain pour son exploitation et qu'il traite avec le propriétaire du sol de l'indemnité qu'il doit lui payer, il n'y a pas d'intérêt public en jeu : ce sont ici deux intérêts privés en présence; il est donc rationnel *à priori* que les tribunaux ordinaires statuent entre les intérêts de ce genre; les circonstances ne sont pas les mêmes, lorsqu'il s'agit de faire indemniser par un concessionnaire de mines un

(1) Locré, p. 365.

explorateur qui a fait des travaux avant la concession ; il y a, dans ce cas, deux intérêts généraux en regard : l'industrie des recherches de mines, qu'il faut encourager en indemnisant l'explorateur, et l'industrie de l'exploitation minérale, qu'il faut ménager en ne forçant pas le concessionnaire à solder intégralement tous les travaux faits avant la concession, utiles ou inutiles ; d'après cela, on comprend que la loi ait dû donner au tribunal administratif des Conseils de préfecture la juridiction relative à cette sorte d'indemnités ; mais ici rien de pareil, et l'intérêt général n'est pas mis en jeu dans le débat ; il ne saurait s'agir, en effet, d'encourager l'exploitation des mines au détriment des propriétaires de la surface : les concessionnaires doivent, d'après la loi, payer le double de la valeur des terrains occupés ; il n'y a donc, en cas de débat, qu'une seule chose à faire, estimer les terrains occupés et fixer l'indemnité au double de l'estimation ; or, c'est là, nous le répétons, un jugement d'intérêts priés qui est essentiellement de la compétence des tribunaux ordinaires.

D'autre part, l'intention du législateur de laisser à la juridiction des tribunaux le jugement des indemnités pour dommages à la propriété du sol, se montre clairement dans l'article 15 ainsi conçu :

« Il (le concessionnaire) doit aussi, le cas arrivant de travaux à
» faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploita-
» tions ou dans leur voisinage immédiat, donner caution de payer
» toute indemnité, en cas d'accident : les demandes ou oppositions
» des intéressés seront, en ce cas, portées devant nos tribunaux et
» cours. »

Ainsi, pour les dommages aux habitations, pour les dommages d'exploitant à exploitant, la juridiction des tribunaux est incontestable ; or, il serait impossible de concilier ces dispositions avec l'article 44, si on lui donnait l'interprétation exposée dans l'arrêté ministériel du 7 octobre 1837.

A chaque pas, l'intention du législateur se montre donc de faire des mines une fois concédées une vraie

propriété, justiciable, comme celle du sol, des tribunaux ordinaires, juges naturels de toute propriété : ainsi l'article 45 ordonne le règlement par experts des dommages d'exploitant à exploitant, et rapproché des articles 15 et 87 de la loi, il met dans la juridiction des tribunaux le jugement des dommages de ce genre ; l'article 56 décide, en vertu du même principe, que les contestations pour délimitation, qui auraient lieu entre des exploitants voisins, seront jugées par les tribunaux et Cours.

L'ensemble et l'esprit de la loi de 1810 nous paraissent donc avoir laissé aux tribunaux ordinaires la juridiction relative aux indemnités de terrains pour travaux postérieurs à la concession ; que si, néanmoins, l'on trouvait cette loi obscure sur cette question de compétence, il conviendrait, ainsi que l'observe M. Peyret-Lallier (1), de l'interpréter par la loi antérieure, du 28 juillet 1791, qui était formelle sur la compétence des tribunaux ; mais, ainsi qu'il a été dit, il nous paraît inutile de recourir à la loi de 1791 pour établir ce principe.

Le rapporteur au Corps législatif, le comte Stanislas de Girardin, s'exprimait en ces termes sur cette question :

« Toutes les questions d'indemnités ou d'achats, dont il vient
» d'être parlé, sont de la compétence des tribunaux et Cours, puisque
» ce sont des contestations entre des propriétaires voisins à raison
» de leurs droits respectifs de propriété (2). »

L'instruction ministérielle du 3 août 1810 reconnaissait formellement aux tribunaux le droit de juger en matière d'indemnités de ce genre, et depuis la promulgation de la loi, les tribunaux n'ont pas cessé de juger ces contestations.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 21 avril 1823, rendu dans l'affaire du sieur d'Osmond contre Dubouche

Les conseils de
préfecture n'ont
pas à s'occuper de
ces indemnités.

(1) *Traité sur la Législation des Mines*, t. I, p. 595.

(2) *Loché*, p. 420.

et Massardier, tranche la question de juridiction en ces termes :

« Attendu qu'il résulte évidemment des articles 15, 46 et 56, que
 » les contestations élevées à raison des travaux *postérieurs* à la con-
 » cession des mines et relatifs à leur exploitation doivent être por-
 » tées devant les tribunaux, et qu'il n'y a que les questions d'in-
 » demnités à payer à raison de *recherches ou de travaux antérieurs*
 » à la concession qui, aux termes précis de l'article 46, soient de la
 » compétence de l'autorité administrative (1). »

Un autre arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1839, rendu dans l'affaire Dulac et autres contre Saphy, a déclaré, en principe, que c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de procéder à la fixation de l'indemnité due aux propriétaires de terrains endommagés par l'exploitation d'une mine alors, du moins, que l'État se trouve sans intérêt dans la contestation.

« Attendu d'ailleurs, dit cet arrêt, qu'en renvoyant l'évaluation de
 » l'indemnité, quant au mode, à la loi du 16 septembre 1807, titre
 » II, l'article 44 de la loi du 21 avril 1810 a eu pour objet les articles
 » 56 et 17 sur la nomination des experts et le concours du préfet;
 » que cet article déroge au droit commun et aux garanties judiciaires
 » du droit de propriété; que l'application doit dès lors être entendue
 » et restreinte aux cas où l'État se trouve avoir intérêt; ce serait, en
 » effet, une chose tout à fait contraire aux idées reçues en législation
 » et jurisprudence, en économie politique, de faire nommer un tiers
 » expert par le préfet entre deux particuliers, et de faire régler, entre
 » particuliers, par le Conseil de préfecture, une indemnité en argent,
 » à raison de l'expropriation d'un immeuble; dès lors, en la suppo-
 » sant recevable, l'exception d'incompétence devrait être rejetée,
 » etc. (2). »

Le Conseil d'État a jugé de même, de son côté, et il n'a jamais admis le principe de juridiction énoncé dans l'arrêté ministériel du 7 octobre 1837 : témoins, deux

(1) Sirey, t. XXIII, 1-592.

(2) Devilleneuve, t. XXXIX, 1-666.

ordonnances des 18 février et 3 décembre 1846, rendues dans les circonstances suivantes :

Les sieurs Lahore et consorts, concessionnaires de la mine de schiste bitumineux de Surmoulin (Saône-et-Loire), avaient demandé au préfet de ce département d'occuper pour leur exploitation, dans leur périmètre, un terrain appartenant au sieur Ponelle.

De son côté, le sieur Ponelle assigna les sieurs Lahore et consorts devant le tribunal d'Autun, en se fondant 1° sur ce que le terrain en question était à moins de 100 mètres de son habitation; 2° subsidiairement, sur ce que le sieur Lahore devait, dans tous les cas, n'occuper sa propriété qu'après indemnité fixée par des experts.

Le Conseil de préfecture, par arrêté du 5 septembre 1845, avait mis Lahore en possession provisoire du terrain et nommé des experts pour régler l'indemnité.

Le préfet de Saône-et-Loire a posé un déclinatorio fondé 1° sur ce qu'à l'autorité administrative seule il appartient d'autoriser les travaux des mines; 2° sur ce que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 donnent aux Conseils de préfecture la juridiction en matière d'indemnités.

Sur ce déclinatorio, est intervenu un jugement du tribunal d'Autun du 5 novembre 1845, lequel, tout en se déclarant compétent, a sursis à prononcer jusqu'à ce que l'arrêté précité eût été rétracté ou annulé par l'autorité administrative.

Le préfet a élevé le conflit et, le Conseil d'État entendu, il est intervenu une ordonnance du 18 février 1846, qui a annulé l'arrêté du préfet de Saône-et-Loire.

En ce qui touche la question de compétence en fait d'indemnités, l'ordonnance s'exprime comme il suit :

« Sur le second chef de la demande :

- » Considérant que l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, ne soumet
- » à la décision des Conseils de préfecture les questions d'indemnité à
- » payer aux propriétaires de la surface des mines que lorsqu'il s'agit
- » de travaux faits, avant toute concession, en vertu d'autorisations
- » administratives; qu'il résulte de la combinaison des articles 43, 44,
- » 87 et suivants de ladite loi, que ces mêmes questions doivent être

» portées devant l'autorité judiciaire, lorsqu'il s'agit de travaux
 » postérieurs à la concession, et effectués par le concessionnaire, en
 » vertu des droits de propriété qu'il tient de ladite concession (1). »

L'ordonnance du 3 décembre 1846, rendue dans un procès survenu entre les sieurs Collard, concessionnaire des mines de Giromagny (Haut-Rhin), et Fogle, propriétaire du sol, confirme les mêmes principes.

« Considérant, dit cette ordonnance, que l'autorité judiciaire
 » n'était appelée qu'à régler, en exécution des articles 43 et 44 de la
 » loi du 21 avril 1810, le prix des terrains dont l'acquisition aurait
 » pu être exigée du concessionnaire, ou les indemnités auxquelles
 » les propriétaires du sol pouvaient avoir droit par suite de travaux
 » postérieurs à la concession (2). »

Il reste donc établi désormais que les tribunaux et Cours sont seuls compétents pour juger les débats relatifs aux indemnités dues aux propriétaires du sol pour dommages et occupations de terrain provenant de travaux postérieurs à la concession : les juges de paix eux-mêmes, dans la limite de leur compétence, se trouvent appelés à juger en pareille matière ; c'est donc à tort que l'arrêté ministériel du 7 octobre 1837, contraire à la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour de cassation, attribue aux Conseils de préfecture la juridiction de ces indemnités.

Terminons, au sujet de cette question, en disant que la compétence des tribunaux en pareille matière a été reconnue par les principaux jurisconsultes qui se sont occupés du droit des mines, savoir :

Proudhon, *Domaine privé*, n° 798 ;

Cormenin, t. II, p. 334 ;

Dalloz, *Jurisprudence générale*, v° MINES.

Peyret-Lallier, *Traité de la Législation des Mines*, n° 412.

(1) Devilleneuve, 1846, 2-549.—Lebon et de la Boulinière, 1846, p. 86, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IX, p. 645.

(2) Lebon et de la Boulinière, 1816, p. 522 ; Devilleneuve, 47-2-152, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. X, p. 755 et 851.

La demande en dommage formée par un propriétaire du sol contre un concessionnaire de mine, pour dégâts à la surface, ne concernant par nature que des intérêts privés, n'est pas nécessairement sujette à communication au ministère public; en conséquence, elle peut être soumise par compromis à des arbitres agissant comme amiables compositeurs.

Le règlement de ces indemnités peut être soumis par compromis à des arbitres.

L'article 89 de la loi de 1810, portant que le procureur impérial sera toujours entendu et donnera ses conclusions sur le rapport des experts, ne s'applique qu'au cas où il y a expertise, et non pas aux cas d'arbitrage. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 14 mai 1829, rendu dans l'affaire Mallez contre de Castellane (1).

Le propriétaire des terrains occupés par un concessionnaire de mines pendant plus d'un an peut exiger, aux termes de l'article 44, l'acquisition de ces terrains à un prix double de leur valeur; il peut, en outre, en vertu de l'article 43, obtenir une indemnité de non jouissance, basée sur le double du domaine réel, pendant tout le temps de l'occupation, et non pas seulement à partir de la demande en justice.

L'indemnité pour achat de terrains n'annule pas celle due pour non jouissance antérieure.

Ce droit du propriétaire, basé sur les termes de la loi de 1810, a été confirmé par un arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1839, cité tout à l'heure et rendu dans l'affaire Dulac et autres contre Saphy (2).

L'article 43 a posé en principe que les concessionnaires doivent une indemnité au propriétaire de la surface, sur le terrain duquel ils établissent leurs travaux.

Indemnités dues au propriétaire du sol, dans le cas où les travaux des mines le privent d'eau servant à l'irrigation.

Mais outre le dommage direct porté au propriétaire du sol par l'occupation d'une partie de son terrain, il est d'autres dommages indirects, non moins réels, qui peuvent être causés à la surface par l'exploitation des mines : ainsi, par exemple, il peut arriver que les travaux

(1) Sirey-Devilleneuve, t. XXIX, 1-225.

(2) Devilleneuve, t. XXXIX, 1-666.

souterrains privent le propriétaire des eaux qui servaient à l'irrigation de ses propriétés. En pareil cas, la simple équité veut que le propriétaire du sol reçoive pour ce dommage une indemnité particulière commandée, du reste, par l'esprit de la loi de 1810.

La Cour de cassation a consacré ce principe par un arrêt du 4 janvier 1841, rendu dans les circonstances suivantes : le sieur Allègre, locataire à *perpétuité*, dès 1787, d'une prairie appartenant au sieur Pagès de La Vernède, *et louée telle qu'elle était jouie à cette époque*, demandait une indemnité à ce dernier, devenu plus tard concessionnaire d'une mine existant dans ces terrains, en raison de ce que les travaux souterrains avaient détourné les eaux qui surgissaient à la surface. Le sieur de La Vernède alléguait que la redevance attribuée au propriétaire par l'acte de concession indemnisait celui-ci d'un pareil dommage.

Le tribunal de Largentière et la Cour de Nîmes avaient repoussé le système du sieur de La Vernède, et l'arrêt de la Cour de Nîmes a été confirmé par la Cour de cassation dans les termes suivants (1) :

« Attendu que le principe d'indemnité, que l'arrêt attaqué a puisé
 » dans la loi du 21 avril 1810, ressort évidemment de l'esprit comme
 » du texte et de l'ensemble des dispositions de cette loi, notamment
 » de la combinaison de l'article 6 avec les articles 11, 15, 43 et 44,
 » dans tous lesquels on voit les intérêts du propriétaire de la sur-
 » face protégés contre les entreprises du propriétaire de la mine ;
 » Attendu d'ailleurs que l'article 6 déclare expressément que l'acte
 » de concession ne règle que les droits du propriétaire de la surface
 » sur le produit des mines concédées, et qu'il suit de là qu'on ne
 » saurait admettre, surtout en présence des cas d'indemnités prévus
 » par les articles subséquents, que la redevance attribuée au proprié-
 » taire de la superficie ait eu pour objet d'affranchir les concession-
 » naires de toutes les conséquences de l'exploitation. »

(1) Devilleneuve, 1-525, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 859.

Un autre arrêt de la Cour de cassation, du 20 juillet 1842, a confirmé le même principe, et a décidé qu'une indemnité était due au sieur Guillemain, dont le pré se trouvait privé d'eau par les travaux des mines de houille de la Grand-Croix (Loire).

Le principe de l'indemnité avait été admis par les tribunaux de Saint-Étienne et de la Cour de Lyon. La Cour suprême l'a motivé sur les considérations générales qui suivent :

» Attendu que la propriété de la mine est sans doute la propriété
» du concessionnaire ; mais c'est une propriété modifiée par sa rela-
» tion immédiate avec la surface dont la propriété a elle-même reçu
» une modification grave par la concession de la mine ;

» Attendu que l'obligation première et principale du concession-
» naire de la mine envers le propriétaire du sol est de supporter et
» maintenir le toit de la mine ; c'est une condition naturelle, absolue,
» perpétuelle, qu'il est inutile d'imposer, et lorsque les moyens
» ordinaires ne suffisent pas pour soutenir le sol, le concessionnaire
» doit en employer d'extraordinaires, même faire une voûte si cela
» est indispensable ; d'où il résulte en fait et en droit que, dans
» l'espèce, la faute est présumée d'après l'événement, sans qu'il soit
» besoin d'autre vérification, et qu'il a été fait à la cause une juste
» application des articles 1382 et 1383 du Code civil ;

» Attendu enfin que loin de déroger aux conséquences qui résul-
» tent de la nature des choses et des principes généraux du droit, la
» loi du 21 avril 1810 a littéralement consacré le principe d'indem-
» nité en faveur du propriétaire de la surface pour tous les préju-
» dices que lui cause l'exploitation de la mine ; ce principe ressort
» évidemment du texte, de l'esprit et de l'ensemble de la loi, notam-
» ment de la combinaison de l'article 6 avec les articles 10, 11, 15,
» 43 et 45 (1). »

De même que les travaux de mines, par suite des mou-
vements du sol qu'ils occasionnent, font souvent dispa-
raître des sources qui surgissaient à la surface, de même,
les galeries de mines donnent souvent lieu à des sources
nouvelles qui déversent sur les fonds inférieurs des eaux

Indemnité due
aux propriétaires
du sol pour déver-
sements d'eau nu-
issables à la véga-
tion, provenant
des travaux des
mines.

(1) Devilleucuve, 32-1-965, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 862.

provenant des excavations souterraines. Ces eaux sont quelquefois salines ou mêlées de substances étrangères qui les rendent nuisibles à la végétation, et dans ce cas, le propriétaire des fonds inférieurs a droit à une indemnité pour le dommage souffert en vertu des motifs exposés tout à l'heure; dans ce cas particulier, les tribunaux peuvent ordonner d'établir des fossés ou autres ouvrages pour empêcher ce déversement des eaux.

Ce principe a été appliqué dans l'espèce suivante, citée par M. de Cheppe (1) :

Le sieur Bonnaud, propriétaire de prairies situées en dessous de la mine de houille de Prades (Ardèche), a assigné les sieurs Champanhét et Compagnie devant le tribunal de Largentière en paiement d'indemnité pour dommages causés à ses prairies par les eaux de la mine. Le sieur Bonnaud a demandé en même temps que les concessionnaires fussent astreints à construire des canaux ou fossés pour empêcher le déversement des eaux.

Le tribunal, par jugement du 18 août 1840, a accueilli la plainte du sieur Bonnaud.

La Cour d'appel de Nîmes a confirmé ce jugement. Les sieurs Champanhét et Compagnie se sont pourvus devant la Cour de cassation qui a rejeté leur pourvoi par un arrêt rendu le 3 août 1843 et motivé comme il suit :

« Sur le premier moyen, attendu que d'après l'arrêt attaqué, le » préjudice éprouvé par Bonnaud a pour cause non-seulement le » dépôt fait par les demandeurs, sur le terrain qu'ils exploitent, de » monceaux de houille extraits de la mine, ce qui pourrait être considéré comme l'exercice légitime du droit inhérent à leur concession, » mais surtout l'ouverture de galeries pratiquées par les concessionnaires dans la montagne où se trouve la mine; qu'il est de plus » constaté que les eaux qui sortent en grande abondance desdites » ouvertures, réunies à celles qui ont traversé la houille, sont nuisibles à la végétation, et ont occasionné des dommages à la prairie » de Bonnaud; qu'en concluant de ces diverses circonstances que

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 647.

- » la servitude naturelle résultant de la situation des lieux a été
- » aggravée par le fait du propriétaire du fonds supérieur, lequel doit
- » réparer envers le propriétaire inférieur le tort qu'il lui a causé,
- » l'arrêt a fait des articles invoqués une juste application;
- » Attendu, sur le second moyen, qu'on ne peut considérer comme
- » une servitude établie sur le fonds supérieur pour l'avantage de la
- » prairie de Bonnaud, l'obligation imposée par l'arrêt aux deman-
- » deurs, d'exécuter les travaux nécessaires pour suspendre le cours
- » des dommages qui se perpétuent par leur fait; que cette obligation
- » était la conséquence nécessaire de la constatation de l'état des
- » lieux, et peut cesser avec la cause qui l'a produite, etc. (1). »

La Cour de cassation a établi, comme on voit, une différence entre le dommage provenant des eaux de la mine et celui qui provient de l'infiltration des eaux pluviales à travers les tas de matières minérales déposées à l'entrée des mines. Dans la jurisprudence de la Cour suprême, le dernier dommage provient de l'exercice légitime du droit des concessionnaires et ne donne pas lieu nécessairement à une indemnité en faveur du propriétaire des fonds inférieurs.

Cette distinction, au point de vue du dommage dû, entre les eaux infiltrées dans les tas de minerais déposés à l'entrée des mines et les eaux sortant des galeries de mines, nous paraît bien subtile : le fait d'ouvrir des puits et galeries est aussi bien un exercice légitime du droit inhérent au titre des concessionnaires de mines que le fait de déposer, à l'entrée, les minerais extraits par ces puits et galeries; si donc le concessionnaire doit indemnité pour les dommages causés à la végétation par les eaux découlant des galeries de mines ou extraites par des puits, il en doit aussi, par les mêmes motifs, pour les dommages résultant de l'infiltration des eaux pluviales dans les tas de minerais.

Ces deux dommages, en effet, résultent exclusivement de l'exploitation de la mine, de la mise en valeur d'une

(1) Devilleneuve, 1811, 1-137.

propriété instituée postérieurement à la propriété du sol, et, en principe, ils doivent donner lieu à indemnité, tant en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil que de l'article 43 de la loi de 1810.

L'indemnité au double du dommage est due pour fissures, éboulements ou autres désordres causés à la surface par les travaux des mines.

Le principe général de l'indemnité, au double du dommage, étant posé dans l'article 43, il s'en suit que lorsque les travaux des mines provoquent à la surface des fissures, éboulements et autres désordres, bien que les travaux extérieurs de l'exploitation n'occupent pas ces terrains, il y a lieu à une indemnité basée sur le double du dommage en faveur du propriétaire du sol : ce qui revient à dire que le chiffre de l'indemnité est réglé en pareil cas par les articles 43 et 44 de la loi de 1810, et non point par les articles 1382 et 1383 du Code civil.

Ce principe a été appliqué dans un procès survenu entre les héritiers Fricaud, propriétaires du sol et les sieurs Chagot et consorts, exploitants des mines de houille de Blanzv. Le tribunal de Châlons, par un jugement du 24 mai 1848, a fixé au double du revenu l'indemnité due aux héritiers Fricaud, tant pour les terrains occupés par l'exploitation des mines que pour ceux fissurés et dépréciés par les travaux souterrains.

La Cour de Dijon, par arrêt du 30 mars 1849, a confirmé le jugement du tribunal de Châlons et fixé l'indemnité au double du dommage pour les terrains occupés ou dépréciés; seulement elle a réduit d'un cinquième le chiffre de l'indemnité, pour tenir compte de l'usage plus ou moins profitable que les consorts Fricaud pourraient faire des terrains fissurés et dépréciés.

La Cour de cassation, par arrêt du 23 avril 1850, a rejeté le pourvoi qui avait été formé contre la décision de la Cour de Dijon (1).

Un nouvel arrêt de la Cour de cassation, en date du 22 décembre 1852, portant rejet du pourvoi du sieur

(1) Devilleneuve, 1850, 1.755.

Rambour contre un arrêt de la Cour de Riom, du 31 janvier 1852, a confirmé la même doctrine (1).

La Cour a considéré dans cet arrêt que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 ne distinguent pas entre le cas où le dommage a été causé par une occupation extérieure et celui où l'occupation résulte indirectement de travaux intérieurs, c'est-à-dire lorsque ces travaux ont occasionné une détérioration telle qu'elle équivaut à une véritable occupation. On occupe, en effet, le terrain d'autrui, lorsqu'on rend impossible à son égard la possession utile de ce terrain. Le résultat étant le même de part et d'autre, il faut appliquer la loi spéciale au règlement de l'indemnité (art. 43 et 44 de la loi de 1810), et non pas le droit commun (art. 1382 du Code Napoléon).

Ajoutons que cette doctrine de la Cour de cassation est pleinement conforme aux intentions du législateur. On lit, en effet, les phrases suivantes dans le rapport du comte de Girardin au Corps législatif sur le projet de la loi des mines :

« Dans l'exploitation des mines, il n'y a pas réciprocité » entre le propriétaire de la surface et le propriétaire de la mine. »
 « Sous ce rapport, il était donc juste de doubler l'indemnité et » même le prix du terrain, en cas d'achat. »

L'indemnité en fait de travaux de ce genre devant être payée au double de la valeur du terrain avant l'exploitation de la mine, la raison veut que ces expressions : « *Avant l'exploitation de la mine,* » soient entendues de l'exploitation contemporaine et génératrice du dommage causé, et non de celle plus ou moins ancienne qui remonterait à la mise en activité de la mine : c'est aussi ce qui a été décidé par le précédent arrêt de la Cour suprême.

L'indemnité doit-elle être préalable? A ce sujet, il y a lieu de distinguer deux sortes d'indemnités : celle qui se rapporte à l'occupation de terrains et celle qui se rapporte

L'indemnité doit-elle être préalable?

(1) *Gazette des Tribunaux*, numéro du 25 décembre 1852.

aux dégâts résultant de l'exploitation. La première peut être prévue et évaluée d'avance; mais il n'en est pas de même de la dernière qui est un dommage et qui ne saurait ainsi être soldée préalablement.

Les articles 43 et 44 ne disent pas explicitement que l'indemnité due par le concessionnaire au propriétaire du sol pour occupation de terrain sera préalable, comme cela est dit formellement dans l'art. 10, pour les travaux de recherches antérieurs à la concession; mais d'autre part, ces mêmes articles assimilent les explorateurs aux concessionnaires pour toutes leurs dispositions; il est donc assez naturel de pousser l'assimilation jusqu'au bout et de penser que l'indemnité, pour occupation de terrain, doit être soldée préalablement par le concessionnaire de même que par l'explorateur. Tel a été l'avis de la Cour de Bourges, avis consigné dans un arrêt du 20 avril 1831, lequel est confirmatif d'un jugement du tribunal de Nevers, rendu le 14 janvier 1829, dans l'affaire l'Administration des mines de Décize contre Pinet (1).

Le concessionnaire qui veut ouvrir un nouveau champ d'exploitation doit solliciter l'autorisation auprès de l'Administration, qui précise les points d'ouverture de puits et galeries et les étendues de terrains nécessaires à l'établissement de ces travaux, si les propriétaires de la surface soulèvent des difficultés.

Cette autorisation obtenue, le concessionnaire règle et acquitte l'indemnité d'occupation de terrain aux propriétaires et il se met à l'œuvre : en cas de difficulté de la part du propriétaire sur le chiffre de l'indemnité, le concessionnaire fait un acte d'offres et assigne le propriétaire devant le tribunal, qui ne peut refuser d'ordonner les travaux moyennant le paiement ou la consignation de l'indemnité; après l'acquiescement de l'indemnité ou la consignation de la somme agréée par le tribunal, le concessionnaire a le droit de commencer les travaux et l'on

(1) Sirey-Devilleneuve, t. XXXI-2-321.

conçoit qu'il doive en être ainsi, afin que le mauvais vouloir d'un propriétaire de la surface ne puisse pas entraver indéfiniment des travaux de mines autorisés par l'Administration.

Le propriétaire du sol a droit à indemnité, comme on vient de voir, pour les dégâts de tout genre causés à la surface par les travaux des mines; mais si ce propriétaire vend son fonds à une Compagnie de chemin de fer, la Compagnie du chemin de fer peut-elle exciper des droits du propriétaire pour des dégâts causés par l'exploitation des mines à un tunnel qu'elle aurait établi dans le périmètre d'une concession préexistante?

Les indemnités dues pour dommages à la surface, en vertu de l'art. 43, ne s'appliquent pas aux dégâts éprouvés par le tunnel d'un chemin de fer postérieur à la concession de la mine.

La question a été soulevée en 1843 entre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon et les sieurs Allimand et consorts, concessionnaires de la mine de houille de Couzon.

Le tribunal de Lyon, par jugement du 11 décembre 1843, décida qu'il y avait lieu à indemnités comme pour les dégâts à la surface. Appel fut fait et la Cour de Lyon a annulé le jugement du tribunal par un arrêt du 4 juillet 1846, dont voici les termes (1) :

- « La Cour, attendu qu'il résulte, soit du rapport d'experts, soit » des divers documents du procès, que les concessionnaires de » la mine de Couzon, en exploitant cette mine, ont satisfait à toutes » les précautions prescrites, et se sont soumis à toutes les interdic- » tions prononcées par l'arrêté préfectoral rendu le 25 novembre » 1829, à l'occasion et dans l'intérêt du chemin de fer souterrain » pratiqué sous le monticule de Couzon ;
- » Attendu qu'ils n'ont point touché au massif de 50 mètres établi » pour ledit chemin, et que l'exploitation de la mine a, d'ailleurs, » eu lieu de la manière usitée et suivant toutes les règles de l'art ;
- » Que, dès lors, on ne saurait imputer aux concessionnaires » aucune imprudence qui puisse donner lieu, contre eux, à la res- » ponsabilité dérivant des articles 1582 et suivants du Code civil, » ni motiver, sous ce rapport, la demande en dommages-intérêts

(1) Devilleneuve, 1847, 2-17, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. X, p. 781.

» formée par la Compagnie du chemin de fer aux concessionnaires
» de la mine de Couzon ;

» Attendu qu'à la vérité, si l'action exercée avait pour cause des
» dommages éprouvés à la surface, les concessionnaires de la mine,
» dont l'exploitation aurait causé ces dommages, seraient tenus de
» les réparer, lors même qu'ils auraient agi avec les précautions
» ordinaires ;

» Qu'en effet le droit d'utiliser le sol et d'y faire toute culture,
» plantation et construction, est un droit primitif antérieur à toute
» concession ou exploitation de mines, et qui constitue, à l'égard de
» celles-ci, une servitude naturelle et légale ;

» Mais que cette règle, qui résulte d'ailleurs des articles 47, 50 et
» de l'esprit général de la loi de 1810, cesse d'être applicable lorsqu'il
» s'agit, non plus de la surface, mais d'un chemin de fer souterrain
» autorisé et établi depuis la concession de la mine ;

» Qu'une telle œuvre, tout exceptionnelle, qui n'existe pas à la
» surface, qui ne constitue point un usage naturel du sol, ne peut
» imposer à la mine, dont elle traverse le périmètre, des pertes et des
» dépenses que celle-ci n'aurait point éprouvées si le tunnel n'a-
» vait pas été créé après la concession ;

» Attendu que les pertes que la mine a subies par l'effet des pres-
» criptions administratives de 1829, ont donné lieu à une indemnité
» que les propriétaires du chemin de fer ont été condamnés à payer ;

» Que si, par l'expropriation d'un massif plus considérable, ou
» par des interdictions d'exploiter plus étendues, on eut alors assuré
» au chemin de fer une solidité plus inaltérable, cette extension,
» dans les prohibitions imposées à la mine, aurait obligé les proprié-
» taires du chemin de fer à des indemnités plus fortes ;

» Que les travaux d'entretien ou de consolidation, qui arrivent au
» même but, doivent suivre la même règle, et par conséquent être
» à la charge du chemin souterrain pour lequel ils sont faits ;

» Attendu que ce serait en quelque sorte détruire l'effet des déci-
» sions judiciaires antérieurement rendues entre les parties que
» d'obliger, dans l'intérêt exclusif du tunnel, les concessionnaires de
» la mine à des travaux et à des frais extraordinaires qui pourraient
» dépasser, et, en tout cas, absorberaient en tout ou en partie
» l'indemnité que les propriétaires du chemin de fer ont été con-
» damnés à leur payer ;

» Par ces motifs,

» La Cour, statuant sur l'appel et y faisant droit, met le jugement
» dont est appel au néant ;

» Décharge, en conséquence, les appelants des condamnations
» contre eux prononcées ;

» Et statuant au fond, renvoie lesdits appelants de la demande qui leur a été formée par la Compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon, etc. »

Un pourvoi a été formé en cassation contre cet arrêt, mais il n'a pas eu de suite, ou, du moins, la Cour suprême n'a pas rendu d'arrêt sur ce sujet, à notre connaissance.

Ajoutons que l'arrêt de la Cour du Lyon du 4 juillet 1843 est conforme aux principes posés par la Cour suprême dans ses arrêts des 18 juillet 1837 et 3 mars 1841, rendus au sujet du tunnel du Couzon (1) :

Par ces deux arrêts, dont le dernier a été rendu toutes les chambres réunies, la Cour suprême a désormais fixé le principe qu'une indemnité est due à des concessionnaires de mines quand, par suite de l'établissement d'un chemin de fer, ils sont privés, pour cause d'utilité publique, d'une portion quelconque de leur concession.

De tout ce qui précède, il résulte :

1° Que les propriétaires du sol ont droit à une redevance sur les produits de la mine, réglée par le décret de concession ;

Droits des propriétaires de la surface.

2° Qu'ils ont droit à une indemnité pour les occupations de terrains ou dégâts de tout genre, directs ou indirects, causés à la surface par l'exploitation, ladite indemnité étant basée dans l'un et l'autre cas sur le double de la valeur des terrains occupés ou des dégâts commis.

La loi de 1810 est plus libérale envers la propriété du sol que celle de 1791, en ce qui concerne les indemnités de terrains, car bien que l'article 22 de la loi de 1791 fixât l'indemnité au double du dommage, il était stipulé qu'en cas d'achat, le prix ne devait pas s'élever au-dessus de la valeur estimative.

Le Conseil d'État de l'Empire et la Commission législative ont considéré que les mines sont doublement

(1) Devilleneuve, 1837, 1-661 et 1841, 1-259, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 692 et 3^e série, t. XX, p. 658.

enclavées : en agriculture, en cas d'enclave, le passage pour la culture des terres étant une servitude réciproque, l'équité n'exigeait que la simple indemnité du dommage; mais on a considéré que, dans l'exploitation des mines, il n'y a pas réciprocité entre le propriétaire de la surface et le propriétaire de la mine sous ce rapport, et qu'il est juste de doubler l'indemnité et même le prix du terrain en cas d'achat.

En dehors de ces indemnités, qui constituent un droit pour le propriétaire du sol, celui-ci exerce encore un double droit vis-à-vis des concessionnaires de mines, savoir, le droit de caution spécifié par l'article 15 en cas de travaux sous les lieux habités, et le droit conféré par l'art. 11, d'interdire les ouvertures des puits ou galeries à moins de 100 mètres de distance des maisons d'habitation et enclos murés.

Caution due par le concessionnaire de mines, en cas de travaux sous les lieux habités.

La loi du 21 avril 1810 n'interdit pas d'une manière absolue les travaux d'exploitation des mines sous les lieux habités : bien plus, elle prévoit le cas de travaux pareils, et elle impose à l'exploitant de mines l'obligation de donner caution, comme il est dit à l'art. 15 ainsi conçu :

« Il doit aussi, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons
» ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur
» voisinage immédiat, donner caution de payer toute indemnité en
» cas d'accident : les demandes ou oppositions des intéressés seront,
» en ce cas, portées devant nos tribunaux et cours. »

D'autre part, la discussion au Conseil d'Etat, dans la séance du 13 février 1810 (1), nous apprend que les législateurs n'ont pas entendu prohiber d'une manière générale l'exploitation des filons et couches sous les lieux habités, lorsqu'il n'y a pas danger pour la conservation de la surface, et, dans cette séance même, Napoléon insista pour que l'exploitant de mines fut astreint à donner caution, en cas de dommages à craindre pour les habitations; enfin,

(1) *Loché*, p. 517.

dans l'exposé des motifs du projet de loi, le comte de Girardin dit explicitement que la restriction stipulée par l'article 11, « ne comprend pas d'ailleurs les galeries » d'écoulement ou d'exploitation que la disposition des lieux ou de la mine obligerait à prolonger sous terre, « dans une profondeur telle que la solidité des édifices » ne pourrait en être compromise (1). »

Le droit des concessionnaires de faire des travaux sous les lieux habités, lorsque l'Administration les a autorisés comme ne menaçant pas la sûreté publique, est donc une chose hors de doute.

En cas de travaux de ce genre, quels sont les droits du propriétaire?

Si les travaux lui paraissent devoir inévitablement menacer la solidité de son habitation, il peut en appeler à l'Administration, pour qu'elle refuse au concessionnaire l'autorisation de les étendre sous les lieux habités; s'ils sont autorisés, le propriétaire peut toujours demander que le concessionnaire fournisse une caution, et dans le cas où la caution fournie lui paraîtrait insuffisante, il peut en appeler aux tribunaux et Cours chargés exclusivement de juger, aux termes de l'article 15, toutes les contestations relatives soit à la caution, soit à l'indemnité.

L'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 8 de la loi du 27 avril 1838, qui donnent à l'Administration le droit de police sur les mines, lui fournissent les moyens de pourvoir à tout ce que le bon ordre et la sûreté publique peuvent exiger : ainsi donc, en vertu de ces articles l'Administration peut toujours interdire des travaux de mines sous les lieux habités, lorsqu'en raison des circonstances locales ces travaux lui paraissent inévitablement devoir menacer la solidité des habitations. Par contre, lorsque ces travaux en raison de leur profondeur et de la nature des roches encaissantes, ne compromettent en rien la solidité des édifices, c'est au préfet qu'il appartient de

Le recours contre un arrêté préfectoral qui autorise des travaux sous des lieux habités, doit être formé devant le ministre.

(1) Locré, p. 308.

les autoriser, sur le rapport des ingénieurs, sauf le recours des parties intéressées devant le ministre.

Le propriétaire d'une maison d'habitation sous laquelle un concessionnaire de mines veut étendre ses travaux, doit donc d'abord adresser au préfet ses réclamations ou oppositions à cet égard ; si l'arrêté du préfet passe outre à la réclamation du propriétaire et autorise les travaux, celui-ci peut en appeler au ministre, comme on le voit par l'exemple suivant cité par M. de Cheppe (1).

Le 6 mai 1842, les concessionnaires des mines de manganeuse de La Romanèche ont demandé l'autorisation de porter leurs travaux sous un terrain où se trouvent deux maisons d'habitation appartenant aux sieurs Mazoyer et Jacquet.

Ceux-ci ont formé opposition aux travaux : nonobstant cette opposition, un arrêté du préfet de Saône-et-Loire, du 4 août 1842, a autorisé ces travaux, sauf caution et règlement d'indemnité, mais à la condition de ne les commencer qu'après l'abandon de ces maisons par les locataires.

Cet arrêté, disons-le tout de suite, était radicalement contraire à l'esprit de la loi de 1810 ; cette loi, il est vrai, n'interdit pas d'une manière générale les travaux sous les lieux habités, et la discussion qui l'a précédée, nous apprend que les législateurs ont voulu que de pareils travaux pussent être permis lorsqu'ils sont sans dangers probables pour les habitations, mais alors seulement ; si la loi exige toujours une caution, c'est qu'en pareil cas, le dommage pour les édifices est toujours possible en principe, quelque peu probable qu'il puisse être en fait ; mais lorsque par suite des circonstances locales, la solidité des habitations est menacée d'une manière certaine, comme c'était le cas à La Romanèche où l'on enjoignait aux locataires de quitter les lieux, alors l'Administration doit résolument interdire les travaux.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 872.

Après l'arrêté du 4 août, les sieurs Mazoyer et Jaquet ont persisté dans leur opposition.

Un nouvel arrêté du 29 octobre 1842 a ordonné aux propriétaires et habitants desdites maisons de les abandonner dans le délai de 20 jours.

Les sieurs Mazoyer et Jaquet ont formé opposition à ces deux arrêtés devant le ministre qui, suivant l'avis du Conseil général des Mines, a annulé, par décision du 15 mai 1843, les deux arrêtés du préfet de Saône-et-Loire.

Ce n'est pas devant les tribunaux que le propriétaire d'une maison d'habitation doit formuler son opposition à des travaux de mines *projetés* sous sa maison, comme les derniers mots de l'article 15 semblent le faire croire au premier abord : le recours devant les tribunaux qui est ordonné par cet article, se rapporte exclusivement aux demandes et contestations relatives à la caution que l'exploitant est tenu de fournir, et les tribunaux ne peuvent interdire les travaux sous les lieux habités qu'au cas où le concessionnaire ne fournirait point la caution suffisante.

Compétence exclusive de l'Administration pour interdire les travaux sous les lieux habités.

Et en effet, les travaux de cette nature ne sont pas interdits d'une manière générale, ils peuvent être autorisés lorsqu'ils sont, en vertu des circonstances locales, sans danger probable pour ces habitations ; or, quelle est l'autorité compétente pour constater ce fait dans chaque cas particulier ? C'est évidemment l'autorité administrative agissant sur l'avis des ingénieurs des mines, car c'est à elle qu'il appartient de juger de ce que réclament les besoins d'une exploitation et de déterminer les mesures à prendre pour prévenir les accidents et garantir la sûreté publique ; c'est à l'autorité administrative que la police des mines appartient, aux termes de l'article 50 de la loi de 1810 et des règlements sur les mines, tels que le décret du 3 janvier 1813, le décret du 18 novembre 1810, et l'ordonnance du 26 mars 1843 ; l'autorité administrative est donc compétente pour autoriser des travaux de mines sous les lieux habités, lorsqu'elle juge ces travaux nécessaires à l'exploitation souterraine et sans danger pour la surface :

En conséquence, lorsqu'une autorisation de ce genre a été donnée par un préfet, agissant dans la limite de ses attributions, il est interdit aux tribunaux d'en connaître, et ce n'est point à eux que les propriétaires des habitations doivent recourir, mais au ministre, ainsi qu'il a été dit. Lorsqu'il y a dommage effectué par des travaux de mines, quels qu'ils soient, le cas est différent, et dès lors les tribunaux sont seuls aptes à juger les contestations relatives aux indemnités dues pour ces dommages.

La caution n'est due que pour les lieux habités antérieurs à l'acte de concession.

La caution pour travaux sous les lieux habités est-elle due pour les habitations construites après l'acte de concession?

Nous pensons, avec M. Richard, que l'équité conduit à restreindre l'application de l'article 15 aux habitations construites avant la date de l'acte de concession : il faut, en effet, que l'individu qui obtient la concession d'une mine puisse apprécier à l'avance la somme des cautionnements qu'il aura à fournir; or, comme l'exploitation des mines entraîne le plus souvent la construction d'habitations nouvelles dans le voisinage des puits et galeries, il ne serait pas juste d'assujettir le concessionnaire à fournir caution pour des travaux situés au-dessous de toutes ces habitations, qui n'existaient pas lorsqu'il a sollicité et obtenu la concession (1).

Ajoutons à l'appui de cette interprétation que l'art. 15 applique directement l'obligation de la caution *au demandeur en concession*, ce qui conclut implicitement à n'accorder le droit de caution qu'aux propriétaires d'habitations existantes à l'époque de la concession.

Disons enfin que les prescriptions de l'article 11 relatives à la distance à observer pour les ouvertures de mines, vis-à-vis des habitations, ont été restreintes par la Cour de cassation aux établissements antérieurs à la concession (2), et que, par analogie, il y a tout lieu d'appliquer la même

(1) *Législation des Mines*, t. I, n° 150.

(2) Arrêt de la Cour de cas. du 18 juillet 1857 (mines du Couzon).

restriction aux dispositions de l'article 15, pour les travaux sous les lieux habités.

Le texte de l'article 15 laisse quelques doutes, au point de vue grammatical, sur la question de savoir si la caution est exigible dans le cas de travaux exécutés dans le voisinage immédiat des habitations, mais l'esprit de la loi permet aisément de résoudre cette question. En effet, la solidité des maisons peut déjà être menacée lorsque des travaux de mines parviennent dans leur voisinage immédiat; quand le propriétaire prévoit un danger pareil, il peut s'adresser à l'Administration pour obtenir soit l'interdiction des travaux en vertu de l'article 50, soit la prescription de mesures propres à garantir la sûreté de la surface; mais quelle que soit la décision administrative, il peut toujours en appeler aux tribunaux pour obtenir la caution exigée par l'art. 15; si le tribunal reconnaît qu'il y a danger, il est certain qu'il accordera au propriétaire le droit de caution, alors même que les travaux seraient seulement dans le voisinage immédiat des habitations sans être parvenus sous celles-ci.

L'art. 15 s'applique aux travaux de mines dans le voisinage immédiat des habitations.

Les tribunaux ont plein pouvoir, aux termes de l'art. 15, en ce qui touche la caution due au propriétaire en cas de travaux sous les lieux habités; par conséquent, ils peuvent non-seulement fixer le chiffre de la caution, mais encore limiter le temps pendant lequel la caution sera due : il suit de là que lorsque les tribunaux reconnaîtront que le danger a cessé par suite des précautions prises ou des circonstances locales, ils pourront relever les concessionnaires de l'obligation de fournir caution.

Durée de la caution.

L'article 11 confère un droit important aux propriétaires de maisons d'habitation ou clôtures murées, c'est celui d'empêcher les exploitants de mines de faire des sondes et d'ouvrir des puits ou galeries, ou d'établir des machines et magasins à moins de 100 mètres de distance des dites clôtures ou habitations sans son consentement formel.

Droit du propriétaire de maisons d'habitation ou clôtures murées d'empêcher les concessionnaires d'ouvrir des puits ou galeries à moins de 100 mètres de distance.

Cette prohibition atteint les concessionnaires de mines comme les explorateurs : c'est ce qui résulte expressé-

ment des termes de l'article 11 : « Nulle permission de » recherches ni *concession de mines* ne pourra, etc..... » Il est survenu pourtant un arrêt de la Cour de Lyon, à la date du 30 août 1820 (d'Osmond contre Dubouchet et Massardier), qui déclare que « l'article 11 n'est relatif » qu'à des mines qu'il s'agit de rechercher et de décon- » vrir, et nullement à des mines concédées dont l'exploit- » ation est en activité. » Mais cet arrêt de la Cour de Lyon fut cassé par la Cour de cassation le 21 avril 1823, comme violant l'article 11 (1).

Les tribunaux
sont chargés de
faire exécuter la
prohibition spéci-
fiée à l'art. 11.

La prohibition de l'article 11 est positive et absolue : ce n'est pas ici, comme dans le cas de travaux sous les lieux habités, où il y a, d'une part, des appréciations locales à faire pour interdire ou autoriser, d'autre part, des prescriptions d'art à ordonner pour éviter les éboulements à la surface, toutes choses qui sont exclusivement dans la compétence de l'autorité administrative, ainsi qu'il vient d'être dit. Aux termes de l'article 11, aucun puits ou galerie de mine ne peut être ouvert à moins de 100 mètres d'une maison ou enclos, sans le consentement formel du propriétaire de ces maisons ou enclos. La loi est dure, il faut bien le dire, à l'égard des exploitants, mais elle est la loi ; *Dura lex sed lex*. En pareille circonstance, comme l'art. 11 a pour but de défendre strictement la propriété privée, en ce qui concerne les habitations et enclos murés, on comprend qu'en cas de violation de cet article, le propriétaire d'habitation en appelle aux tribunaux, défenseurs naturels de la propriété privée, par cette raison qu'ici le texte est formel, qu'il n'y a pas d'appréciation d'art à faire sur les dangers du fait et les besoins de l'exploitation, et que le juge n'a qu'une chose à faire, c'est d'interdire tout travail à moins de 100 mètres des habitations, à moins du consentement formel du propriétaire de celles-ci.

(1) Sirey, 23-1-592.

Ces considérations expliquent comment les tribunaux sont appelés à appliquer la prohibition spécifiée par l'article 11, tandis que les questions d'autorisation ou interdiction de travaux sous les lieux habités doivent être du ressort administratif.

Cette compétence exclusive des tribunaux pour l'application de l'article 11 a été reconnue en maintes circonstances; par arrêt du 30 août 1820, la Cour de Lyon avait décidé que l'application de l'article 11 est de la compétence administrative, mais cette décision fut cassée par l'arrêt de la Cour de cassation du 21 avril 1823, mentionné tout à l'heure (d'Osmond contre Dubouchet et Massardier) (1).

Le Conseil d'État, de son côté, a décidé à plusieurs reprises dans le même sens que la Cour de cassation; une première fois, le 5 avril 1826, dans l'affaire Jovin contre Chol (2); une deuxième fois, le 18 février 1846, dans l'affaire Ponelle contre Lahore et consorts.

La dernière ordonnance est motivée dans les termes suivants, qui sont formels :

« Considérant que les oppositions formées par des particuliers aux travaux des concessionnaires de mines, en vertu de l'article 11 de la loi du 21 avril 1810, doivent être portées devant l'autorité judiciaire, d'après les règles générales de la matière, et conformément à l'article 15 de la loi précitée (3). »

La compétence des tribunaux ne saurait donc plus faire doute : cette compétence s'étend aussi aux cas où les puits et galeries sont ouverts avant la concession par un explorateur. Les raisons que nous avons données pour confirmer aux tribunaux l'application de l'article 11, s'appliquent évidemment au cas de travaux exécutés avant la concession comme aux travaux des concessionnaires.

(1) Sirey, 25-1-392.

(2) Macarel, t. VIII, p. 199.

(3) Lehou et de la Boulinière, 1846, p. 86, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. IX, p. 635.

Comme exemple de l'autorité des tribunaux en cette matière, on peut invoquer l'arrêt de la Cour de cassation déjà cité, du 1^{er} août 1843 (Decoster contre Dancoisne) (1), qui applique la prohibition de l'article 11 aux recherches exécutées par les propriétaires du sol ou avec leur consentement, à moins de 100 mètres des maisons des tiers.

La prohibition de 100 mètres s'applique aux enclos murés, cours ou jardins comme aux maisons d'habitation.

Le jurisconsulte Proudhon estime que la prohibition de l'article 11 ne serait pas applicable à l'égard d'un enclos entouré de murs que le propriétaire aurait isolément établi au milieu d'une campagne, sans y être accompagné ou accosté d'aucune maison d'habitation (2).

La loi met pourtant les habitations et enclos murés sur la même ligne, au point de vue de la prohibition des travaux de mines, sans établir aucune distinction. Nous pensons donc que le texte de la loi est contraire à l'opinion de Proudhon. Sans doute, s'il s'agissait de refaire la loi, nous n'hésiterions pas à dire qu'il est trop rigoureux d'étendre la prohibition de l'article 11 aux enclos isolés dans la campagne; mais il s'agit ici d'interpréter la loi et son texte est formel. A l'appui de notre opinion, disons qu'un arrêt de la Cour de cassation, du 23 janvier 1827 (3), a maintenu la prohibition déjà prononcée par le tribunal et la Cour d'Angers contre un puits de mine ouvert par les sieurs Panlet et Berthand, concessionnaires, à moins de 100 mètres de distance d'un jardin clos de murs, appartenant à la dame Moreau. Disons encore que, dans ce cas particulier, le puits de mine interdit par la Cour suprême avait été autorisé par un arrêté du préfet de Maine-et-Loire, ce qui confirme le principe déjà émis plus haut de la compétence exclusive des tribunaux en ce qui touche la prohibition de l'article 11.

Dans la discussion que fait le jurisconsulte Proudhon de l'article 11, il est dit « qu'il est généralement interdit,

(1) Devilleneuve, 1845, 1-795.

(2) *Traité du Domaine de propriété*, t. II, n° 753.

(3) Siry, 27-1-105.

- » même aux propriétaires des fonds situés dans la zone
- » extérieure de 100 mètres de largeur, d'y pratiquer des
- » recherches de mines, *comme encore d'en obtenir la con-*
- » *cession*, sans le consentement formel du propriétaire de
- » la surface, des habitations et clôtures murées, qui sont
- » les fonds auxquels la servitude est due (1). »

Ici le célèbre jurisconsulte va trop loin et fait erreur : il n'est pas besoin, en effet, du consentement des propriétaires des maisons d'habitation et clôtures pour obtenir la concession de mines situées à moins de 100 mètres de celles-ci. Toutes les concessions accordées par le gouvernement comprennent bien certainement quelque habitation ou clôture murée sur leur périmètre, et le gîte minéral, objet de ces concessions, est accordé pour toutes les portions du périmètre sans exception. Sans doute, le concessionnaire ne peut pas ouvrir de puits ou galeries à moins de 100 mètres des habitations ou clôtures sans le consentement du propriétaire de celles-ci, mais il a le droit d'exploiter le gîte minéral compris dans les fonds réservés, par des puits ou galeries ouverts à plus de 100 mètres des maisons ; il peut même, en certains cas, moyennant une autorisation administrative, exploiter par le prolongement de ses travaux souterrains un gîte situé sous des habitations, car, ainsi que nous l'avons établi plus haut, les travaux de mines sous les lieux habités ne sont pas interdits d'une manière générale, et ils sont même prévus par l'article 15 de la loi de 1810.

Au sujet de la prohibition de l'article 11, nous nous poserons la question suivante : Cette prohibition s'étend-elle indistinctement à toutes les habitations faites ou à faire, quelle que soit leur date ?

L'art. 11 de la loi de 1810, ne peut être appliqué qu'aux établissements fondés après la concession.

Un puits de mine est ouvert par un concessionnaire à plus de 100 mètres de toute habitation, et il est autorisé par l'Administration. Un propriétaire de la surface qui

(1) *Domaine de Propriété*, t. II, p. 315.

construira plus tard une habitation ou un enclos muré à moins de 100 mètres du puits, ne saurait évidemment invoquer l'article 11, car, sans cela, les concessionnaires de mines ne pourraient ouvrir un puits en un point quelconque de leur périmètre sans être astreints à acheter tous les terrains environnants dans un rayon de 100 mètres, ce qui rendrait l'exploitation des mines pratiquement impossible.

Ainsi donc, le bon sens indique qu'on ne saurait appliquer l'article 11 aux maisons et clôtures postérieures en date aux galeries ou puits de mines.

Il y a plus : si l'on se rapporte au texte de l'article 11, on reconnaîtra que par ces mots : « *Nulle permission de recherches ni concession de mines, etc.*, » le législateur a dû entendre l'acte même de concession de même que l'acte de permission. Il suit de cette interprétation que la prohibition mentionnée par l'article 11 ne saurait s'appliquer qu'aux habitations ou clôtures murées déjà existantes à l'époque où la concession a été instituée.

Ajoutons que c'est en ce sens que l'article 11 a été interprété par la Cour de cassation dans son arrêt du 18 juillet 1837 (1), où l'on peut lire la disposition suivante (la Compagnie des mines du Couzon contre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Étienne) :

« Attendu que l'article 11 de la loi de 1810, ne peut être appliqué » aux établissements formés après la concession, et notamment aux » routes souterraines pratiquées dans le périmètre de la mine.

La Cour de cassation en interprétant ainsi l'article 11 a compris que les prescriptions qu'il contient étaient déjà assez onéreuses par elles-mêmes pour être renfermées dans leurs strictes limites.

Ajoutons, du reste, que si les propriétaires de maisons et clôtures construites après la concession ne peuvent

(1) Devilleneuve et Carotte, 1837, 1-663, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 692.

pas invoquer l'article 11, ils conserveront toujours leurs recours au civil contre les dommages résultant d'un puits de mine ouvert dans leur voisinage; bien plus, si un ouvrage de mines est ouvert assez près de ces constructions pour en menacer la solidité sans qu'il y ait encore dégât, les propriétaires peuvent recourir à l'autorité administrative qui est suffisamment armée par l'article 50 de la loi de 1810 et l'article 8 de la loi du 27 avril 1838 pour interdire de pareils ouvrages, lorsqu'ils menacent la sûreté des habitations de la surface et deviennent ainsi *dangeroux pour la sécurité publique*.

Nous avons établi *à priori* dans le chapitre des recherches de mines, que la prohibition de l'art. 11 s'applique à toutes les ouvertures de travaux *sans exception* faites à moins de 100 mètres des habitations ou enclos sans le consentement du propriétaire de ces habitations ou enclos; d'où il suit que nul ne peut ouvrir un puits ou une galerie de mine, même dans sa propriété, à moins de 100 mètres de la maison d'un tiers, sans le consentement explicite de ce dernier. A l'appui de cette opinion, nous avons cité la doctrine de la Cour de cassation, établie par les arrêts des 21 avril 1823 (1) et 23 janvier 1827 (2). Cette doctrine vient d'être nouvellement consacrée par un arrêt de la Cour suprême en date du 28 janvier 1852 (3), rendu dans l'affaire des mines de La Sibertière, lequel casse un arrêt de la Cour de Lyon du 7 décembre 1849.

Cet arrêt spécifie que la prohibition de l'article 11 subsiste alors même que le fonds dans lequel sont pratiquées les ouvertures, est séparé des enclos ou habitations par une route nationale.

Nous terminerons, au sujet des droits des propriétaires, en faisant observer que ceux-ci ne peuvent pas vendre

La prohibition de l'art. 11 subsiste malgré l'interposition d'un chemin public entre les habitations et les entrées de mines.

Le droit du propriétaire ne s'étend pas à vendre la mine non concédée qui existe dans son fonds.

(1) Affaire d'Osmond, Sirey, t. XXIII, 1-592.

(2) Affaire Poullet et Berthaud, Sirey, t. XXVII, 1-105.

(3) Devilleneuve, t. LII, 1-700.

la mine non concédée qui existe dans leurs terrains; et, en effet, la propriété n'est autre chose que le droit de jouir et de disposer; or, le propriétaire ne peut pas exploiter sans concession la mine existant dans son terrain (art. 12 de la loi); s'il exploite dans son terrain une mine non concédée, il commet une contravention punissable de peines correctionnelles, en vertu des articles 93 et suivants de la loi (arrêts du 8 septembre 1832 (1) et du 8 août 1839 (2)); d'où il suit que les mines proprement dites sont hors du commerce, comme le fait observer M. Cotelle (3), tant qu'elles n'ont pas été concédées, et les conventions qui les concernent sont nulles comme ayant un objet illicite et comme contraires à l'ordre public (art. 1133, Code civil).

Il ne peut pas
vendre son droit de pré-
férence à la con-
cession.

Le propriétaire de la surface ne peut pas non plus, dans la législation actuelle, vendre son droit de préférence à obtenir la mine non concédée qui existe dans son fonds, puisque l'article 16 a supprimé ce droit, tandis que, sous la législation de 1791, une pareille vente était valable, ainsi qu'il a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 5 août 1819, rendu dans l'affaire Ponsnel et consorts contre Reversat (4).

Il peut vendre
son droit à la re-
devance.

Dans la législation actuelle, le propriétaire du sol, déchu de la préférence, a droit à une simple redevance sur les produits des mines concédées, qui est fixée par l'acte de concession (art. 6 et 42); dans ces conditions, le propriétaire de la surface peut-il vendre valablement, avant la concession d'une mine, le droit de redevance qui lui appartiendra sur la mine à concéder et qui sera fixé par le gouvernement? Il n'existe pas, à notre connaissance, de précédent judiciaire sur cette question;

(1) Sirey, t. XXXII, 1-645 (Parmentier).

(2) Devilleneuve, t. XXXIX, 1-669 (Parmentier).

(3) *Cours de Droit administratif appliqué aux travaux publics*, t. III, p. 217.

(4) Sirey, 20-1-75.

mais notre opinion est qu'on doit y répondre par l'affirmative, en vertu des articles 1130 et 1176 du Code civil, qui déclarent permises les obligations ayant pour objet des choses futures.

CHAPITRE VI.

DEVOIRS DES CONCESSIONNAIRES VIS-À-VIS DES INVENTEURS, DES EXPLORATEURS ET DES ANCIENS EXPLOITANTS.

Deux sortes d'indemnités sont accordées aux inventeurs.

Les législateurs de 1810 ont voulu encourager les recherches de mines, qui forment une branche importante de l'industrie minérale, et ils ont réservé solennellement, pour l'inventeur d'une mine qui n'en obtiendrait pas la concession, un droit à payer par le concessionnaire. Ce droit est consacré par le 2^e § de l'article 16 ainsi conçu :

« En cas que l'inventeur n'obtienne pas la concession d'une mine, »
« il aura droit à une indemnité de la part du concessionnaire ; elle »
« sera réglée par l'acte de concession. »

Ce droit d'inventeur, réglé par l'acte de concession, est une récompense pour service rendu à l'industrie minérale ; il compense en quelque sorte le bénéfice que l'inventeur pouvait espérer faire s'il avait participé au bénéfice de la concession, et il est complètement distinct de l'indemnité qui lui est due par le concessionnaire en raison des travaux que le premier a faits antérieurement à la concession ; cette dernière indemnité, qui est le solde d'une dépense faite, est réglée par le Conseil de préfecture, conformément à l'article 46 de la loi ainsi conçu :

« Toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires »
« de mines, à raison de recherches ou travaux antérieurs à l'acte »
« de concession, seront décidées conformément à l'art. 4 de la loi du »
« 28 pluviôse an VIII. »

L'inventeur de la mine peut n'être pas le seul à avoir fait des travaux antérieurs à la concession : d'autres

explorateurs peuvent avoir fait des recherches à son imitation; enfin, dans certains cas, la mine peut avoir été exploitée avant la concession, et il y a lieu à indemniser l'ancien exploitant qui a exécuté des ouvrages d'art utiles à l'exploitation ultérieure. Aux termes de l'article 46, toutes ces indemnités sont réglées par le Conseil de préfecture, qui estime les travaux antérieurs à la concession au double point de vue de leur importance comme recherches et de leur utilité pour l'exploitation future. Ajoutons que le législateur a pris un tel soin des indemnités dues pour travaux antérieurs à la concession qu'il les a spécialement garanties et sanctionnées par les prescriptions de l'article 20, portant que la mine peut être affectée *par privilège* au paiement des travaux de recherches.

De là deux indemnités distinctes à payer par le concessionnaire :

1^{re} Indemnité à l'inventeur, réglée par l'acte de concession et purgeant les droits d'invention ;

2^e Indemnité à l'inventeur, aux explorateurs, aux anciens exploitants pour travaux antérieurs à la concession, réglée par le Conseil de préfecture.

Occupons-nous d'abord des droits d'inventeurs proprement dits. Ces droits devront varier nécessairement suivant les cas et se proportionner au mérite de l'invention et à l'importance de la mine. A ce sujet, nous croyons devoir citer les exemples suivants d'indemnités payées aux inventeurs en vertu de différents actes de concession.

Parmi ces exemples, le plus remarquable nous est fourni par l'ordonnance du 21 août 1825, concernant la concession faite à l'État des mines de sel gemme des départements de l'Est. Par l'article 4 de cette ordonnance, le droit attribué aux inventeurs est réglé à deux millions de francs, indépendamment du remboursement des avan-

(1) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. III, n^o 55, et *Annales des Mines*, 4^{re} série, t. XI, p. 398.

ces qu'ils ont faites pour la recherche du sel gemme et pour les travaux existant à l'époque de la concession.

Par l'ordonnance du 25 septembre 1848, relative à la concession des sources salées de Camarade (Ariège), il est accordé 40,000 francs aux propriétaires des cent soixante actions de l'ancienne Société usagère des eaux salées de Camarade pour satisfaire aux droits d'invention reconnus à cette Société (1).

Mines de houille de Désert (Maine-et-Loire), 1842 : 30,000 francs sont accordés à MM. de Tilly, Ozou et Compagnie pour la part qu'ils ont prise à l'invention des gites houillers de la vallée de la Loire (2).

Mines de plomb et zinc sulfurés de Scutein et St-Lary (Ariège), 1848 : 30,000 francs seront payés dans le délai d'un an par les concessionnaires à divers pour droits d'inventeurs (3).

Mines d'anthracite de Bully et Fragny (Loire) 1843 : 20,000 francs sont accordés au sieur Marnier pour la part qu'il a prise à l'invention du gîte (4).

Mine de houille de Gouhenans (Haute-Saône) 1828 : les concessionnaires paieront, dans le délai de trois mois, aux sieurs de Chambon, Vuilleret et Compagnie, héritiers des sieurs Berthod et Lamotz, qui ont découvert les gites de houille de Gouhenans, sans en faire une reconnaissance complète, la somme de 20,000 francs, en exécution de l'article 16 de la loi de 1810 (5).

Mine de manganèse de La Féronnière (Aude) 1835 : 8,000 francs seront payés, dans le délai de cinq ans, aux héritiers ou ayant-droit du sieur Jean-Pierre Avy, inventeur du gîte (6).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 559.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 805.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 551.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 699.

(5) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VI, p. 186.

(6) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 601.

Mine de houille d'Athésans (Haute-Saône), 1839 : 4,000 francs seront payés, dans le délai de six mois, à la succession de feu Goirand, inventeur (1).

Mine de houille de La Boufferie (Vendée), 1831 : 3,000 francs seront payés, dans le délai de trois mois, au sieur Aubineau à titre de droits d'inventeur (2).

Mine de houille du Grand-Moloy (Saône-et-Loire), 1831 : 3,000 francs sont alloués à la Compagnie Manrice Haber, pour la portion du droit d'invention afférant à cette Compagnie (3).

Mine de plomb argentifère de Gourgoul et Saurier (Puy-de-Dôme), 1828 : le concessionnaire paiera au sieur Tuzet, comme inventeur : 1^e une somme de 1,500 francs dans le délai du mois qui suivra la notification de l'ordonnance; 2^e pareille somme de 1,500 francs dans dix ans, à partir de cette notification (4).

Mine d'anthracite de Prunières (Isère), 1835 : une somme de 2,500 francs est accordée au sieur Giroud, qui a été substitué aux droits de l'inventeur (5).

Mine de plomb argentifère de St-Amand-Roche-Savine (Puy-de-Dôme), 1828 : les concessionnaires paieront, aussitôt la notification de l'ordonnance, au sieur Jean Coudert, cultivateur, une somme de 2,000 francs, à titre d'indemnité, pour sa participation à la découverte de la mine concédée (6).

Mine d'anthracite des Boines (Isère), 1834 : une somme de 1,500 francs est allouée au sieur Baronfaure pour droits d'inventeur (7).

Mine de houille de Bordezac (Gard), 1832 : une somme

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XVI, p. 748.

(2) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 454.

(3) *Annales des Mines*, 5^e série, t. I, p. 504.

(4) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 516.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 606.

(6) *Annales des Mines*, 2^e série, t. V, p. 550.

(7) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VII, p. 625.

de 1,000 francs est allouée au sieur Augustin Nicolas pour droits d'inventeur (1).

Mine d'antimoine de Cassagnas (Lozère), 1832 : une somme de 600 francs est accordée au sieur Rauzier pour droits d'inventeur (2).

Mine de houille de Vacheresse (Vosges), 1812 : les droits d'inventeur du sieur François Simard sont réglés à 500 francs (3).

Mine de plomb de St-Sautin-Cantalès (Cantal), 1839 : une somme de 400 francs sera payée au sieur Charles Yose, inventeur, dans le délai d'un mois (4).

Quelquefois les droits d'inventeur sont réglés à une rente annuelle : ainsi, l'ordonnance de concession de la mine de lignite de Connaux (Gard), 1831, a stipulé, pour règlement du droit d'invention reconnu à la commune de Connaux, une rente annuelle de 550 francs (5).

Recours contre
un acte de concession,
par un inven-
teur qui n'a
pas été entendu.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 21 avril 1810, l'acte de concession purge, en faveur du concessionnaire, les droits des inventeurs ou ayant-droit après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement.

Par contre, il suit de là qu'un tiers qui a réclamé primitivement le titre d'inventeur et qui n'a pas été appelé ou entendu pendant l'instruction, peut être admis à recourir par la voie contentieuse contre l'acte de concession qui a gardé le silence sur ses droits. C'est ainsi que l'ordonnance du 18 mars 1843 a admis l'opposition du sieur Fabre contre l'ordonnance du 27 avril 1838, portant concession des mines d'antimoine, plomb et cuivre de La Bouzole (Aude), aux sieurs Paliopy, Ribes et Compagnie.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 617.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 572.

(3) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. II, p. 791.

(4) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XV, p. 727.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 551.

L'ordonnance est conçue dans les termes suivants (1) :

- » Considérant qu'aux termes de l'art. 17 de la loi du 21 avril 1810,
- » l'acte de concession ne purge en faveur du concessionnaire tous
- » les droits des propriétaires et des inventeurs qu'autant que ceux-ci
- » ont été appelés et entendus;
- » Considérant que le sieur Fabre, par une demande enregistrée au
- » secrétariat de la préfecture de l'Aude, le 16 mai 1835, prétendait
- » avoir découvert les mines qui furent concédées, par notre ordon-
- » nance du 27 avril 1838, aux sieurs Paliopy et Ribes, et dont il
- » sollicitait lui-même la concession; que c'est en qualité d'inventeur
- » de ces mines qu'il réclame pardevant nous une indemnité;
- » Considérant que le sieur Fabre n'a été ni appelé ni entendu dans
- » le cours de l'instruction à laquelle la demande des sieurs Paliopy
- » et Ribes a donné lieu;
- » Art. 1^{er}. — L'opposition du sieur Fabre est admise;
- » Art. 2. — Le sieur Fabre est renvoyé devant notre ministre des
- » travaux publics pour faire statuer tant sur sa qualité d'inventeur
- » des mines dont il s'agit, que pour faire déterminer la quotité de
- » l'indemnité qui peut lui être due. »

On remarquera que cette ordonnance ne contredit pas ce principe précédemment établi, qu'un acte de concession rendu après accomplissement de toutes les formalités légales est inattaquable par la voie contentieuse; en effet, dans le cas présent, le sieur Fabre avait formé le premier une demande en concession de la mine en invoquant son titre d'inventeur du gîte. Plus tard, pendant l'instruction qui fut faite de la demande en concession des sieurs Ribes et Paliopy, la demande de ces derniers aurait dû être notifiée au sieur Fabre, et celui-ci aurait dû être appelé à formuler ses observations ou oppositions (art. 17 et 26 de la loi) : cela n'eut pas lieu, et, dès lors, l'acte de concession n'ayant pas été précédé des formalités légales vis-à-vis d'un tiers qui avait primitivement revendiqué le titre d'inventeur, ce dernier se trouvait

(1) Lebon, t. XIII, 2^e série, p. 144 et *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 902.

apte à recourir par la voie contentieuse contre l'acte de concession.

Incompétence
d'un ministre,
pour statuer définitivement sur les
droits d'inventeur.

Les droits d'inventeur ne peuvent être réglés que par l'acte de concession (art. 16), et comme les actes de concession doivent être délibérés en Conseil d'État (art. 5), il suit de là qu'un ministre excède sa compétence lorsqu'il statue définitivement sur le règlement des droits d'inventeur en rejetant la réclamation d'un tiers, admis comme opposant à un acte de concession.

C'est ainsi que dans l'affaire des mines de la Bouzole, bien que le sieur Fabre eût été renvoyé devant le ministre des travaux publics par ordonnance du 18 mars 1843, pour faire statuer tant sur sa qualité d'inventeur que sur la quotité de l'indemnité à laquelle il avait droit, il n'appartenait qu'au chef du gouvernement, agissant en Conseil d'État, de statuer définitivement sur le renvoi; aussi une décision du ministre des travaux publics, en date du 6 juin 1844, ayant rejeté la réclamation du sieur Fabre, cette décision fut annulée pour excès de pouvoir par l'ordonnance du 23 novembre 1847 (1).

Disons à ce sujet que, par suite de cette annulation, un projet tendant à faire rejeter la demande du sieur Fabre, fut soumis au Conseil d'État, et un arrêté du 10 mai 1848 fut rendu en ce sens (2). Ce dernier arrêté fut rendu, *le Conseil d'État entendu*, par le membre du gouvernement provisoire ministre des travaux publics; mais il y a lieu d'observer qu'à cette époque, en vertu du décret du 2 mars 1848, les affaires d'Administration courante qui, dans l'état précédent de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, étaient valablement décidées par les ministres provisoires des départements respectifs.

Les tribunaux sont incompétents pour régler les droits

Aliénation des
droits d'inventeur.
— Compétence des
tribunaux, pour
interpréter les
actes de vente.

(1) Lebon et de la Boulinière, vol. 4817, p. 655.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIII, p. 770.

d'inventeurs; mais il peut arriver en certains cas qu'ils soient appelés à décider si un individu déclaré inventeur par le gouvernement n'a pas aliéné son droit d'invention par un contrat antérieur.

L'ordonnance du 17 novembre 1833, portant concession en faveur du sieur Charleuf, de la mine de houille des Petits-Châteaux (Saône-et-Loire), nous fournit une application de ce principe (1).

Le sieur Dautun, propriétaire à Valvron, forma, en 1816, une demande en concession pour une mine de houille qu'il avait découverte dans sa propriété : eu 1822, cette propriété fut vendue au sieur Charleuf; les héritiers du sieur Dautun formèrent, en 1827, comme représentants de leur auteur, une nouvelle demande en concession contre laquelle le sieur Charleuf se porta opposant et demandeur en concurrence, prétendant qu'en lui vendant la propriété de Valvron, en 1822, les ayant-droit du sieur Dautun lui avaient en même temps vendu la mine ou leurs droits sur elle.

Le tribunal d'Autun, par jugement du 13 juillet 1829, rejeta la prétention du sieur Charleuf qui contestait aux héritiers Dautun la faculté de se porter demandeurs en concession, attendu que l'acte de vente de 1822 n'avait pu évidemment conférer la propriété de la mine; que cette propriété ne pouvait s'obtenir que par l'effet d'une concession du gouvernement, seul juge des titres et moyens des prétendants.

L'instruction administrative ayant repris son cours à la suite de ce jugement, le sieur Charleuf fit de nouveaux travaux d'exploration, et la concession lui fut accordée par ordonnance du 17 novembre 1833.

Il est dit dans cette ordonnance que l'indemnité due pour droit d'invention, en vertu de l'article 16 de la loi

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. V, p. 701 et de Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 529.

du 21 avril 1810, est fixée à 1,500 francs, et que cette somme sera payée à qui de droit par le sieur Charleuf, à moins qu'il ne soit reconnu que le droit d'invention a été compris dans la vente qui lui a été faite en 1822.

Les tribunaux se sont ainsi trouvés appelés à décider si l'acte de vente de 1822 portait aliénation des droits d'inventeur, et si le concessionnaire devait payer 1,500 francs d'indemnité aux héritiers Dautun pour le solde de ces droits.

Indemnités dues
aux inventeurs,
explorateurs ou
anciens exploi-
tants, pour tra-
vaux antérieurs à
la concession.

Sous l'empire de la loi de 1791, les indemnités dues aux inventeurs, explorateurs ou anciens exploitants étaient réglées, en cas de contestation, par les tribunaux, en vertu de l'article 27 de cette loi, qui attribuait à ceux-ci la connaissance exclusive des contestations relatives aux demandes et règlements d'indemnités en matière de mines.

Plusieurs arrêts du Conseil d'État avaient proclamé cette compétence, et notamment le décret du 11 août 1808, rendu dans l'affaire Boussier et consorts contre Cherbonnier (1).

Règlement de
ces indemnités par
le Conseil de pré-
fecture. — Avan-
tages de ce mode
de juridiction.

Observons à ce sujet que la loi de 1810, qui a conféré aux Conseils de préfecture la juridiction relative aux indemnités dues pour travaux antérieurs à la concession, s'est mieux conformée que n'avait fait la loi de 1791 à ce principe, qui veut que les tribunaux administratifs soient saisis toutes les fois que l'intérêt général est en jeu.

Et en effet, il ne s'agit pas de faire solder intégralement par le concessionnaire tous les travaux sans distinction faits par les explorateurs ou anciens exploitants avant l'époque de la concession, qu'ils aient été fructueux ou non, comme recherches, qu'ils soient utiles ou non, à l'exploitation future, comme ouvrages d'art. Le règlement de cette indemnité est lié aux intérêts géné-

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. 1, p. 181, et Sirey, *C. cass.*, 10-2-392.

raux de l'industrie minérale et touche essentiellement à l'action administrative.

Ainsi, en premier lieu, il est nécessaire de constater et de distinguer quels sont les travaux antérieurs qui sont vraiment utiles à l'exploitation à venir; de plus, il est juste de comprendre dans les travaux à indemniser non-seulement ceux qui peuvent servir directement à l'exploitation, mais ceux qui, comme recherches ou reconnaissances, ont servi à éclairer sur la consistance et l'allure du gîte; enfin, dans l'estimation des travaux de recherches, il est juste de tenir compte du surcroît de dépenses occasionné à l'explorateur par l'incertitude où il se trouvait sur la disposition du gîte à l'époque où il a effectué ses travaux.

Le Conseil général des Mines, dans un avis qu'il a eu à fournir au sujet de la concession de Bert (1), a émis le principe qu'on ne doit pas comprendre dans les travaux à estimer des ouvrages qui auraient été entrepris avec une inexpérience manifeste de l'art des mines, et qui n'auraient absolument servi à rien; mais on ne doit pas non plus exclusivement compter comme travaux utiles ceux qui sont d'un avantage direct pour l'exploitation, il faut y comprendre aussi les simples travaux de recherches qui ont eu pour résultat de fournir des renseignements sur l'allure et la disposition des gîtes. C'est aux Conseils de préfecture à apprécier les faits et à statuer en conséquence.

Dans cette appréciation des travaux antérieurs à la concession au triple point de vue de leur mérite, comme résultat, leur difficulté, comme exécution, et leur utilité pour l'exploitation future, deux intérêts généraux sont en présence, tous les deux également recommandables : d'une part, l'industrie de la recherche des mines qu'il s'agit d'encourager par une indemnité équitable des dépenses faites par les explorateurs, et, d'autre part,

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIII, p. 729.

l'industrie de l'exploitation des mines qu'il faut ménager, en n'imposant pas aux concessionnaires l'obligation de solder des travaux inutiles à l'exploitation à venir, ou des recherches qui n'ont rien appris sur le gîte : or, satisfaire à la fois ces deux intérêts généraux, c'est essentiellement faire œuvre d'administration ; aussi est-il rationnel que la loi de 1810 ait confié ces fonctions à la juridiction administrative, c'est-à-dire aux Conseils de préfecture.

A ce sujet, nous croyons utile de citer un fait judiciaire qui vient à l'appui de notre assertion et démontre que la loi de 1791 avait eu tort de conférer aux tribunaux ordinaires le jugement des indemnités pour travaux antérieurs à la concession.

Le 14 juillet 1810, la Cour d'Angers, à laquelle un décret du 18 juillet 1809 avait renvoyé le jugement de l'indemnité à payer par le sieur Cherbonnier, concessionnaire, aux sieurs Boussier et consorts, pour travaux antérieurs à la concession, ordonna qu'avant faire droit, les sieurs Boussier et consorts se pourvoieraient devant le ministre de l'intérieur, à l'effet de faire constater quels étaient les travaux exécutés par eux qui étaient utiles à l'exploitation du sieur Cherbonnier.

Cette décision de la Cour d'Angers, qui en appelait en quelque sorte à l'Administration pour une affaire mise exclusivement dans sa compétence par la loi de 1791, est un aveu, une confirmation évidente que l'affaire qui lui était soumise était d'essence administrative.

Le système de la Cour d'Angers ne fut pas admis, et il intervint, le 24 novembre 1810, un arrêt ainsi conçu (1) :

« Considérant que par nos décrets du 11 août 1808 et 18 juillet 1809, nous avons décidé que la contestation était du ressort de l'autorité judiciaire, que tout ce qui y est relatif doit être décidé par la même autorité ; que, par conséquent, les tribunaux étaient compétents pour apprécier quels sont ceux des travaux faits par

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. I, p. 330.

- » les anciens concessionnaires dont le prix doit leur être remboursé,
- » ou pour lesquels il leur est dû des indemnités ;
- » Notre Conseil d'Etat entendu,
- » Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :
- » ART. 1^{er}. — L'arrêt de notre Cour d'appel d'Angers est annulé,
- » en ce que les demandeurs sont renvoyés à se pourvoir devant
- » notre ministre de l'intérieur, pour faire déterminer quels sont les
- » travaux dont les nouveaux concessionnaires ont profité ;
- » ART. 2. — Notre grand juge, ministre de la justice, est chargé
- » de l'exécution du présent décret. »

Lorsque ce dernier décret est intervenu, la loi de 1810 était en vigueur, et le règlement des indemnités pour travaux antérieurs à la concession était sorti désormais de la juridiction des tribunaux ordinaires, pour entrer dans celles des Conseils de préfecture : c'est sans doute parce que l'autorité judiciaire se trouvait déjà saisie de la contestation, tant par le fait de la loi de 1791, que par les décrets des 11 avril 1808 et 18 juillet 1809, que le décret du 24 novembre 1810 a laissé à l'autorité judiciaire le jugement de la contestation pendante entre le sieur Cherbonnier et les sieurs Boussier et consorts.

Depuis cette époque, il a été reconnu que les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur toutes les questions d'indemnité à payer par les concessionnaires, pour travaux antérieurs à la concession, soit qu'elle ait précédé ou qu'elle ait suivi la loi de 1810. L'ordonnance du 17 avril 1822 a confirmé ce principe dans les circonstances suivantes :

Un décret du 21 août 1806, portant concession d'une mine de houille dans le département de la Nièvre, contenait cette disposition, que le concessionnaire paierait aux anciens exploitants et au trésor public s'il y avait lieu, la valeur, sur dire d'experts, des puits, ustensiles ou travaux leur appartenant, reconnus utiles à l'exploitation.

Un arrêté du Conseil de préfecture, du 4 janvier 1809, avait rejeté la demande en indemnité du sieur Boizet, ancien exploitant ; à cette époque un semblable arrêté

La compétence du Conseil de préfecture s'étend aussi aux indemnités à régler pour travaux antérieurs à une concession ancienne. faite avant 1810.

était entaché d'incompétence, aussi fut-il annulé par l'ordonnance du 17 avril 1822 ainsi conçue (1) :

« Considérant, sur la compétence, qu'à la date de l'arrêté attaqué, » la loi du 28 juillet 1791 qui réglait alors la matière, avait investi » les tribunaux du droit de prononcer sur les demandes en règlement d'indemnité pour le fait des mines; qu'ainsi le Conseil » de préfecture a excédé les bornes de sa compétence en statuant, le » 4 janvier 1809, sur l'objet de la contestation;

» Considérant que, par les articles 7 et 51 de la loi du 21 avril » 1810, les concessionnaires de mines ont été déclarés propriétaires » de ces mines, sans distinction, soit qu'elles leur eussent été concédées avant la publication de cette loi, soit qu'elles leur aient été » concédées depuis; que, par l'article 46 de la même loi, toutes les » questions d'indemnités à payer par les concessionnaires de mines, » à raison de recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, » sont réservées, sans exception, à la connaissance des Conseils de » préfecture, et qu'en l'état de la cause, la présente contestation doit » être jugée d'après la loi actuellement en vigueur.

» Notre Conseil d'Etat entendu, etc.

» Art. 1^{er}. — L'arrêté attaqué du Conseil de préfecture de la » Nièvre est annulé, comme ayant été incompétemment pris à » l'époque du 4 janvier 1809.

» Art. 2. — Les parties sont renvoyées devant ledit Conseil de » préfecture. »

Les considérants de cette ordonnance nous paraissent trancher nettement la question, aussi nous inclinons à penser que le décret précité, du 21 novembre 1810, rendu dans l'affaire Boussier et consorts contre Cherbonnier, aurait dû renvoyer les parties devant les Conseils de préfecture, seuls compétents sur la matière depuis le 21 avril 1810.

Les expertises ordonnées par les Conseils de préfecture doivent être faites suivant la forme du Code de procédure civile

Les Conseils de préfecture, lorsqu'ils sont appelés à régler les indemnités dues par les concessionnaires, pour travaux antérieurs à la concession, ordonnent le plus ordinairement une expertise, et dès lors les dispositions de l'article 87 sont applicables à cette opération.

(1) Macarel, t. IV, p. 561.

Cet article est ainsi conçu :

« Dans tous les cas prévus par la présente loi et autres naissant
» des circonstances où il y aura lieu à expertise, les dispositions du
» titre xiv du Code de procédure civile, articles 303 à 328 seront
» exécutées. »

Cette application de l'article 87 aux expertises ordonnées par le Conseil de préfecture, en vertu de l'art. 46, satisfait complètement la raison qui veut que dans les cas où, comme celui-ci, l'Etat n'est pas intéressé directement, le tiers-expert ne soit pas nommé par le préfet, comme le veut la loi du 16 septembre 1807, mais bien par le tribunal compétent, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Nous trouvons un exemple à l'appui de cette doctrine, dans l'ordonnance du 24 juillet 1835, rendue au sujet des mines de Saint-Pierre-de-Lacour, dans les circonstances suivantes (1) :

Les sieurs Bazouin et Compagnie, concessionnaires des mines de Saint-Pierre-de-Lacour (Mayenne), avaient été condamnés par le Conseil de préfecture et à la suite d'une expertise, à payer une certaine indemnité aux sieurs Oudet et consorts, pour travaux antérieurs à la concession.

Les sieurs Bazouin et Compagnie se sont pourvus en Conseil d'Etat, en fondant leur pourvoi sur trois moyens, savoir : sur l'incompétence du Conseil de préfecture, sur ce qu'ils n'avaient pas été présents à la prestation de serment des experts, et sur ce qu'ils n'avaient pas été mis régulièrement en demeure d'assister à l'expertise. Les deux premiers moyens ont été repoussés et le troisième seul a été admis par les considérations suivantes :

« En ce qui touche l'incompétence du Conseil de préfecture :
» Considérant qu'aux termes de l'article 46 de la loi du 21

(1) *Beaucousin*, 2^e série, t. V, p. 491, et *Annales des Mines*, 5^e série, t. VIII, p. 602.

» avril 1810, toutes les questions d'indemnités à payer par les propriétaires de mines, à raison de recherches ou de travaux antérieurs à l'acte de concession, doivent être portées devant les Conseils de préfecture ;

» Considérant que l'indemnité qui peut être due à la Compagnie Ondet, pour les travaux et ouvrages qu'elle a faits sur la mine de Saint-Pierre-de-Lacour antérieurement à l'acte de concession faite à la compagnie Bazouin, a été expressément réservée par l'article 4 dudit acte de concession, qu'ainsi il ne saurait y avoir lieu à appliquer, quant à ladite indemnité, l'article 17 de la loi du 21 avril 1810 ;

» En ce qui touche l'arrêté du 26 avril 1831 :

» Considérant qu'en reconnaissant le principe d'une indemnité due pour les travaux utiles qu'aurait pu pratiquer sur la mine la Compagnie Ondet avant l'acte de concession, le Conseil de préfecture a fait une juste application des lois de la matière ;

» En ce qui touche l'arrêté du 6 décembre 1831 :

» Considérant qu'aux termes de l'article 87 de la loi du 21 avril 1810, toutes les expertises à faire en exécution de ladite loi, doivent être soumises aux dispositions du titre xiv du livre III du Code de procédure civile, à partir de l'article 505 jusqu'à l'article 525 ;

» Sur le grief résultant de ce que les parties n'auraient pas assisté à la prestation de serment des experts ;

» Considérant qu'aux termes de l'article 507 du Code de procédure, il n'est pas nécessaire que les parties soient présentes à ladite prestation ;

» Sur le grief résultant de ce que les parties n'auraient pas été mises en demeure d'assister à l'expertise ;

» Considérant qu'aux termes du 5^{me} § de l'article 515 dudit Code, les parties, lorsqu'elles n'ont pas assisté, lors de la prestation du serment des experts, à l'indication du jour de leur opération, doivent recevoir une sommation à se trouver au jour et heure indiqués par les experts ;

» Considérant que dans l'espèce, l'avis donné par l'un des experts au sieur Guesdon, du jour au lendemain, sans qu'il apparaisse de pouvoirs spéciaux qui lui eussent été donnés à cet effet, n'a point satisfait au vœu dudit article 515 ;

» Que les sieurs Bazonin et consorts n'ont été représentés à ladite expertise que par un associé commanditaire, qu'ainsi il y a lieu, de ce chef, d'annuler l'opération des experts ;

» Notre Conseil d'Etat entendu,

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» ART. 1^{er}. — L'expertise constatée par le rapport d'experts, en date

» en date du 5 juin 1831, et l'arrêté du Conseil de préfecture de la Mayenne, en date du 6 décembre 1831, sont annulés.

ART. 2. — Les parties sont renvoyées devant ledit Conseil de préfecture pour être procédé à une nouvelle expertise, en conformité de l'arrêté dudit Conseil, en date du 26 avril 1831, toutes parties présentes, ou elles dûment appelées. »

Nous avons donné le dispositif entier de cette ordonnance, parce qu'il définit nettement le mode d'action des Conseils de préfecture dans le règlement des indemnités qui sont dues aux explorateurs pour travaux antérieurs à la concession.

Il suit de ce qui précède et du principe de la compétence exclusive des Conseils de préfecture pour régler, conformément à l'article 46, les indemnités dues aux explorateurs, qu'un préfet dépasse les bornes de ses attributions, lorsqu'il prescrit à des concessionnaires, dans un règlement d'indemnité de ce genre, de choisir leur expert sinon qu'il sera désigné d'office.

Incompétence des préfets en cas d'expertises de ce genre.

C'est ainsi qu'une décision du ministre du commerce et des travaux publics, du 9 janvier 1833, a annulé un arrêté rendu dans ce sens, le 18 octobre 1832, par le préfet de l'Allier, au sujet des indemnités dues par les sieurs Bouquet et Compagnie, concessionnaires des mines de houille de Bert, à la Compagnie Meilheurat-Rossigneux, pour explorations faites avant la concession (1).

L'expertise ayant lieu devant le Conseil de préfecture dans les mêmes formes que devant les tribunaux, pour tout ce qui concerne les travaux antérieurs à la concession, il s'en suit que les Conseils de préfecture peuvent, pour fixer l'indemnité afférente à ces travaux, se rendre propre une expertise déjà faite devant les tribunaux ordinaires et en adopter les résultats, lorsqu'elle paraît équitable.

Le Conseil de préfecture peut se rendre propre une expertise déjà faite devant l'autorité judiciaire.

La question a été résolue en ce sens par l'ordonnance

(1) De Cleppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIII, p. 729.

du 27 avril 1825, rendue dans les circonstances suivantes :

Les sieurs Coste et de Castellane, devenus concessionnaires des mines de lignite de Camp-Jussieu (Bouches-du-Rhône), par ordonnance du 17 septembre 1817, étaient tenus aux termes de l'article 6 de l'ordonnance, de rembourser aux anciens exploitants la valeur des travaux utiles à l'exploitation.

La dame Lurat-Vitalis, représentant un des anciens exploitants, assigna le sieur de Castellane devant le tribunal de Marseille qui ordonna une expertise, et par un jugement du 27 avril 1822, confirmé sur appel le 24 juillet suivant, le sieur de Castellane fut condamné à payer 5,167 fr. d'indemnités à la dame Lurat-Vitalis.

Observons à ce sujet, que l'incompétence des tribunaux ordinaires en cette question était notoire; il ne s'agissait pas en effet de juger une question d'opposition motivée sur la propriété de la mine, juridiction réservée aux tribunaux par l'article 28, mais de régler l'indemnité due par le concessionnaire pour des travaux antérieurs à la concession, chose toute différente et dont les Conseils de préfecture peuvent seuls connaître aux termes de l'article 46; cette compétence exclusive des Conseils de préfecture en pareille matière ne pouvait faire doute, et elle avait été précédemment reconnue par un arrêt de la Cour de cassation du 21 avril 1823 (1).

Aussi arriva-t-il dans ce procès que les parties furent naturellement ramenées à porter leurs difficultés devant le Conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône, qui admit l'expertise faite devant le tribunal de Marseille.

Un recours au Conseil d'Etat fut formé par le sieur de Castellane, et sa requête a été rejetée dans les termes suivants par l'ordonnance du 27 avril 1825 :

« Considérant qu'aux termes de l'article 46 de la loi du 24 avril

(1) Sircy, 25-1-392 (d'Osmond contre Dubouchet).

- » 1810, le Conseil de préfecture était compétent pour régler l'indemnité due à la dame Lurat-Vitalis ;
- » Considérant que le Conseil de préfecture a pu adopter une expertise déjà faite et qui contenait tous les documents convenables ;
- » Considérant qu'en effet l'expertise dont il s'agit a été faite équitablement, et que le Conseil de préfecture a eu de justes motifs d'adopter l'estimation portée au rapport des experts ;
- » Rejette, etc. (1) »

Le gouvernement, depuis la circulaire du 8 octobre 1843, insère dans tous les actes de concession qu'il délivre, un article ainsi conçu :

- » En exécution de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810, toutes les questions d'indemnités à payer par le concessionnaire, à raison de recherches ou travaux antérieurs à la présente ordonnance, seront décidées par le Conseil de préfecture. »

(Article F. du modèle des clauses à insérer dans les actes de concession).

Il est arrivé néanmoins, en certaines circonstances, que le chiffre des indemnités dues aux anciens exploitants a été réglé à l'avance par l'acte de concession ; mais ces cas sont fort rares, ils se rapportent à une double indemnité réglant tout à la fois les droits de l'inventeur et le solde des travaux utiles de l'explorateur, et encore est-il stipulé que les parties seront renvoyées devant le Conseil de préfecture pour les discussions à survenir.

Ainsi, dans l'ordonnance de concession de la mine de houille de Messeix (Puy-de-Dôme), 1831, il est dit qu'il sera payé aux propriétaires exploitant dans l'étendue du territoire concédé et à ceux qui auraient possédé des travaux en activité dans le même territoire à l'époque de la publication de la demande du sieur Sablon, concessionnaire, une indemnité de 5,000 francs, sauf renvoi au Conseil de préfecture pour les discussions (2).

Nous terminerons, au sujet des indemnités dues pour

Le règlement de l'indemnité due aux explorateurs est spécifié, par prévoyance, dans les actes de concession.

(1) Macarel, t. VII, p. 215.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. I, p. 519.

travaux antérieurs à la concession, en citant le dispositif d'une ordonnance de concession, du 13 septembre 1820, qui nous paraît avoir posé explicitement les vrais principes sur la matière.

« Dans l'examen de ces questions, dit l'ordonnance, seront considérés comme travaux utiles aux concessionnaires, d'une part, tous les puits, galeries et ouvrages d'art quelconques qui seront reconnus applicables à la poursuite d'une bonne exploitation; et, d'autre part, tous les ouvrages d'art qui seront reconnus avoir contribué à faire connaître le gîte exploitable. Le tout d'après le procès-verbal dressé par l'ingénieur des mines ou d'après les expertises que le Conseil de préfecture ordonnera s'il y a lieu, conformément à l'article 88 de la loi de 1810. »

Cet exemple est cité par M. Richard (1).

(1) *Législation française sur les Mines*, n° 139.

CHAPITRE VII.

DEVOIRS DES CONCESSIONNAIRES VIS-A-VIS DU GOUVERNEMENT.

Les devoirs des concessionnaires vis-à-vis du gouvernement sont de deux sortes : les uns résultent directement des lois, décrets et règlements généraux sur les mines, ils atteignent tous les concessionnaires indistinctement ; les autres, particuliers à chaque exploitant, dérivent des clauses spéciales insérées dans les actes de concession.

Nous nous occuperons d'abord des premiers ; ceux-ci peuvent, à leur tour, être subdivisés en deux catégories, correspondant au double droit du gouvernement sur les mines : droit de redevance et droit de surveillance, tous les deux écrits dans la loi du 21 avril 1810.

Deux sortes de redevances sont dues à l'État : une redevance fixe, calculée en raison de l'étendue des concessions, et une redevance proportionnée aux produits de l'extraction, ainsi qu'il est dit aux articles 33 et 34 ainsi conçus :

*Redevances fixes
et proportionnelles
dues à l'État.*

« ART. 33. — Les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'État une redevance fixe, et une redevance proportionnée au produit de l'extraction.

» ART. 34. — La redevance fixe sera annuelle, et réglée d'après l'étendue de celle-ci : elle sera de 10 fr. par kilomètre carré.

» La redevance proportionnelle sera une contribution annuelle, à laquelle les mines seront assujetties sur leurs produits. »

La redevance fixe, aux termes de l'article 34, est de 10 francs par kilomètre carré, soit de 10 centimes par hectare.

Redevance fixe.

Une sur-imposition de un décime par franc est établie sur la redevance fixe comme sur la redevance proportionnelle, en vertu de l'article 36 ainsi conçu :

« Il sera imposé en sus un décime pour franc, lequel formera un
» fonds de non valeur à la disposition du ministre de l'intérieur, pour
» dégrèvement en faveur des propriétaires de mines qui éprouveront
» des pertes ou accidents. »

La perception de la redevance fixe est réglementée en ces termes par l'instruction ministérielle du 3 août 1810 (§ 12).

« L'exploitation des mines, minières et carrières, n'est pas sujette
» à patente; mais les propriétaires de mines doivent payer annuel-
» lement :

» 1^o Une redevance fixe de 10 fr. par kilomètre carré de la conces-
» sion accordée. Il est évident que cette redevance porte sur l'étendue
» de la concession rapportée à un plan horizontal, soit que la con-
» cession ait été accordée par limites verticales ou par couches. Ce
» serait éluder la loi que de prétendre que les concessions par couches
» de minerais ne doivent payer cette redevance que relativement à une
» seule surface commune à toutes ces concessions. Elles peuvent être
» en nombre indéfini au-dessous de cette seule surface; outre que ce
» serait là une application inexacte de la loi, ce serait encore encon-
» rager un mode de concession reconnu généralement comme étant le
» plus mauvais; et enfin, si l'une des concessions par couches était
» abandonnée, la redevance serait augmentée pour les concessions
» restantes; cette redevance ne serait donc plus fixe. Sous aucun
» rapport, on ne peut voir qu'il y ait ici d'équivoque sur le sens de
» la loi; et qu'est-ce, d'ailleurs, que cette redevance de 10 fr. par
» kilomètre carré? La surface concédée ne sera jamais assez consi-
» dérable pour que cette taxe soit importante : c'est le vœu prononcé
» du gouvernement; et dans le département de Jemmapes, pour le-
» quel cette prétention a été élevée, les concessions sont souvent
» au-dessous d'un kilomètre carré.

» L'acquiescement de la redevance fixe ne présentera aucune diffi-
» culté; elle sera évaluée sur le plan même de la concession accordée,
» qui fera connaître l'étendue de la surface. »

En cas de con-
cessions superpo-
sées, la redevance
fixe est exigible
séparément, pour
chaque concession

On voit que dans le cas de concessions par couches, comme il en existait dans les départements de la Belgique, autrefois réunis à la France, la redevance fixe de 10 fr. par kilomètre carré était exigible pour chaque conces-

sion, en raison de sa superficie et abstraction faite des autres concessions superposées.

En France, les concessions ne s'accordent point par couches de gîte minéral, mais bien par plans verticaux ; néanmoins, il arrive qu'un même terrain forme quelquefois l'objet de deux concessions différentes, l'une pour houille, par exemple, et l'autre pour fer. Dans ce cas, dont on trouve de fréquentes applications, la redevance fixe est séparément exigible pour chacune d'elles, quel que soit leur nombre et bien qu'elles soient assises sur les mêmes terrains, aussi l'acte relatif à la concession la plus récente stipule pour le titulaire l'obligation d'acquitter la redevance fixe, comme s'il n'existait pas de mine antérieurement concédée. (*Voir*, par exemple, les actes de concession des mines de fer de Tréllys et Palmesalade, superposées aux mines de houille du même nom (Gard), 1836 (1); des mines de fer de Trescol, superposées aux mines de houille de Trescol et Pluzor (Gard), 1836 (2); des mines de zinc de La Croix-de-Palières, assises en partie sur les mines de couperose de Palières (Gard), 1848 (3), et tous les actes relatifs aux concessions instituées dans des cas analogues depuis 1810).

La perception de la redevance fixe et celle de la redevance proportionnelle ont été règlementées par le décret du 6 mai 1811 (4).

L'assiette de la redevance fixe sur les mines concédées se fait à l'aide de tableaux dressés par le soin des ingénieurs des mines, sous les ordres des préfets; ces tableaux doivent énoncer le nom et la désignation de la mine concédée, sa situation, les noms, professions et demeures des concessionnaires, la désignation et la date du titre de concession, l'étendue de la concession exprimée en

Assiette de la redevance fixe sur les mines concédées.

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. X, p. 657.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. X, p. 656.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 850.

(4) *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XIV, n^o 569.

kilomètres carrés et fractions de kilomètres carrés jusqu'à deux décimales et la somme à percevoir. (Art. 1 et 2 du décret de 1811.)

Pour les concessions antérieures à 1811 et dont le titre ne portait pas énonciation de la contenance superficielle, les concessionnaires furent tenus de justifier, dans le délai d'un mois, par un arpentage légal ou relevé sur des cartes exactes, de la surface rigoureusement contenue dans les limites prescrites par l'acte de concession ; faute par eux de faire cette justification, la contenance du terrain devait être portée provisoirement au tableau, sur le pied de l'évaluation approximative faite par le préfet, d'après l'avis de l'ingénieur des mines, sauf dégrèvement ultérieur après la vérification officielle des surfaces de concession (art. 5 et 3).

Quant aux concessions anciennes dont le titre n'exprimait ni contenance superficielle positive, ni limites suffisamment précises pour dresser des plans de surface, elles furent taxées provisoirement jusqu'à la fixation définitive des limites.

Les tableaux officiels destinés à l'assiette des redevances fixes et proportionnelles sur les mines ont varié plusieurs fois dans leur forme depuis 1810. Nous exposerons, à l'occasion de la redevance proportionnelle, la forme de tableau désormais adoptée depuis la circulaire du 12 avril 1849.

Assiette de la redevance fixe sur les mines non concédées

A l'époque où fut promulguée la loi de 1810, il existait en France un grand nombre de mines exploitées sans concession régulière ou sans aucune concession. L'Administration, dans l'intérêt de l'industrie minière, n'appliqua pas à ces exploitations anciennes, dont plusieurs étaient fort importantes, les dispositions rigoureuses de l'article 5 de la loi de 1810 qui interdit d'exploiter les mines non concédées ; elle voulut laisser aux exploitants le temps de faire régulariser leurs titres ou d'obtenir des concessions dans les formes légales, et elle toléra, en attendant, l'existence de ces exploitations. On comprend dès lors que l'équité, d'une part, et, de l'autre, les

intérêts du Trésor, exigeaient que les exploitants qui jouissaient ainsi provisoirement de la propriété de mines exploitées sans concession régularisée, fussent soumis aux deux sortes de redevances établies en principe sur les *propriétaires de mines* par les articles 33 et 34 de la loi de 1810 : c'est, en effet, ce qui fut fait. L'Administration était d'autant plus fondée à réclamer désormais les redevances fixes et proportionnelles pour toutes les mines, sans distinction, que, par l'article 40 de la loi de 1810, les anciennes redevances dues à l'État étaient abolies.

Les articles 11 à 15 du décret du 6 mai 1811 règlent l'établissement de la redevance fixe sur les mines exploitées sans concession régulière.

Les tableaux à dresser pour cette redevance doivent énoncer le nom et la désignation de la mine exploitée sans concession, sa situation; les noms, professions et demeures des exploitants; la date de leur demande en concession, confirmation ou limitation de concession; l'étendue superficielle du terrain qui leur aura été provisoirement assignée ou attribuée par les autorités anciennes ou actuelles, ou sur lequel s'étend leur exploitation, quoique les limites n'en aient pas encore été déterminées, exprimée en kilomètres carrés jusqu'à deux décimales, et la somme à percevoir (art. 11).

Les exploitants qui négligeaient de fournir à la préfecture une déclaration de la contenance superficielle du terrain dont ils voulaient obtenir la concession, devaient être taxés d'office comme occupant une étendue superficielle égale au *maximum* fixé par la loi de 1791 (art. 13).

Ces attributions de contenances superficielles faites ainsi à des exploitants non concessionnaires, d'une manière provisoire, et au seul point de vue de l'assiette de la redevance fixe, ne constituaient pas un titre dont ceux-ci pussent se prévaloir pour la délimitation définitive de leur mine (art. 15).

Disons à ce sujet que dans les années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1810, il existait un grand nombre de mines non concédées soumises à la redevance

fixe. Cet état de choses a presque entièrement disparu aujourd'hui par suite des concessions ou délimitations obtenues par les exploitants.

Reclamations pour
décharge ou dégré-
vement de la rede-
vance fixe.

Les réclamations pour décharge complète ou dégrèvement de la redevance fixe doivent être adressées au préfet; l'instruction de ces demandes en décharge ou dégrèvement se fait dans la forme prescrite par les articles 44, 45 et 46 du décret du 6 mai 1811 ainsi conçus :

« ART. 44. — Tout particulier concessionnaire ou non concessionnaire, exploitant de mines, qui, par vente, bail, cessation de travaux ou toute autre cause légale, aurait cessé d'être imposable aux redevances fixes et proportionnelles, et qui aurait été porté sur les rôles, et tous ceux qui réclameront des réductions, soit en raison des taxes d'office, faute d'avoir fait régulariser en temps utile leurs exploitations, soit pour cause d'erreurs dans l'énoncé de l'étendue superficielle des concessions, adresseront leurs réclamations au préfet.

« ART. 45. — Ces réclamations seront accompagnées de pièces justificatives; elles seront renvoyées à l'ingénieur des mines, qui, après avoir fait les vérifications nécessaires, fournira son avis motivé.

« ART. 46. — S'il y a lieu à ce que la cote soit réduite, le Conseil de préfecture prononcera la quotité de la réduction, sauf le pourvoi selon les lois. »

Les réclamations contre la redevance fixe doivent être instruites de deux manières différentes, suivant les cas; si le réclamant demande une simple réduction de cette redevance, le préfet soumet la demande au Conseil de préfecture qui prononce la quotité de la réduction, sauf le pourvoi, selon les lois. Si le réclamant demande une décharge complète de la redevance fixe, comme ayant encouru la déchéance d'après les dispositions de l'ancienne loi, ou comme sollicitant le retrait de la concession, le préfet doit transmettre cette demande, avec son avis motivé, à l'Administration supérieure, seule compétente pour décider la question.

Cette distinction des différentes réclamations contre la redevance fixe a été définie dans les termes suivants

par la circulaire du ministre de l'intérieur, du 1^{er} septembre 1812 (1) :

« L'article 46 du 6 mai 1811, fixe clairement les attributions du
 » Conseil de préfecture ; s'il y a lieu (y est-il dit) à ce que la cote soit
 » réduite, le Conseil de préfecture prononcera la quotité de la
 » réduction, sauf le pourvoi selon les lois. Ce Conseil n'a donc à
 » connaître que des réclamations qui ont le trop imposé pour objet :
 » ce n'est que par une interprétation erronée de cet article et du 44^e,
 » qu'on a pu renvoyer aux Conseils de préfecture des réclamations
 » fondées sur ce que les réclamants n'ayant point fait usage de leurs
 » concessions, en avaient encouru la déchéance par les dispositions
 » de l'ancienne loi, ou sur ce qu'ils proposaient leur renouciation
 » pour se soustraire au paiement des redevances établies par la loi
 » nouvelle.

» Toutes les réclamations sur les redevances fixes doivent, aux
 » termes de l'article 41 du décret, être remises indistinctement au
 » préfet du département où est située la concession ou l'exploitation ;
 » ce magistrat doit leur donner la suite dont elles sont susceptibles et
 » prendre l'avis motivé de l'ingénieur des mines ainsi que l'art. 45 le
 » prescrit ; après cette instruction préalable, il doit, selon la nature de
 » leur réclamation, ou la renvoyer au Conseil de préfecture s'il ne
 » s'agit que de statuer sur une réduction, ou à l'autorité administra-
 » tive supérieure, s'il y a lieu de statuer sur le refus de se soumettre
 » au paiement de la redevance, par le motif que le concessionnaire
 » a renoncé à son titre de concession ; dans ce dernier cas, il doit
 » joindre à l'envoi de cette réclamation son avis motivé ainsi que
 » toutes les pièces de l'instruction. »

Une autre circulaire du Directeur général des Mines, du 19 mai 1813, expose que l'étendue d'une concession, étant déterminée par le décret qui l'a conférée, ne peut être changée que par un décret ultérieur qui détermine de nouvelles limites, et qu'ainsi, c'est à tort que quelques Conseils de préfecture se sont crus fondés à prononcer soit une modération, soit un dégrèvement de la redevance fixe sur des mines dont l'étendue était clairement spécifiée par les actes de concession (2).

(1) *Circulaires et instructions du Ministère de l'intérieur*, t. II, p. 391.

(2) *Circulaires et instructions du Ministère de l'intérieur*, t. II, p. 356.

Ces principes ont été confirmés d'une manière solennelle par l'ordonnance du 8 janvier 1817, qui a annulé un arrêté du Conseil de préfecture de la Lozère, lequel avait prononcé la décharge de la redevance fixe sur les mines de plomb de Saint-Sauveur avant que la renonciation à la concession de ces mines eût été admise et prononcée suivant les lois.

« Considérant, dit l'ordonnance, que le Conseil de préfecture en » déchargeant les concessionnaires de la redevance fixe à laquelle ils » étaient imposés pour 1811, n'a pas fondé sa décision sur une renon- » ciation faite et admise conformément aux lois, mais qu'il a établi, » dans les motifs de son arrêté, le fait de cette renonciation par des » considérations dont l'examen ne lui appartenait pas ;

» Notre Conseil d'Etat entendu,

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. — L'arrêté du Conseil de préfecture du département de » la Lozère, du 25 juin 1812, est annulé ;

ART. 2. — Les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de » droit, pour faire prononcer sur le fait de la renonciation, sauf à » elles à présenter ensuite leurs demandes en décharge au Conseil » de préfecture s'il y a lieu (1). »

Le Conseil de préfecture est encore incompétent pour assigner de nouvelles limites à des exploitants ou concessionnaires qui demandent une réduction de limites, et, par suite, une réduction de redevances. C'est ce qui a été décidé par l'ordonnance du 5 décembre 1833, qui a annulé un arrêté du Conseil de préfecture de la Loire, rendu au sujet des mines de plomb de Saint-Julien-Molin-Molettes (2).

« Considérant, dit l'ordonnance, que le Conseil de préfecture de- » vait se borner à prononcer la quotité de la réduction de la rede- » vance pour cause de cessation des travaux, qu'en conséquence il a » excédé sa compétence, en assignant de nouvelles limites aux mines » de plomb de Saint-Julien-Molin-Molettes. »

(1) Sircy, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. III, p. 470.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. V, p. 712, et Deloche, 2^e série, t. II, p. 682.

Enfin, lorsqu'une ordonnance de concession contient une erreur dans l'énonciation de l'étendue du périmètre concédé, la rectification de l'erreur de superficie est faite par une autre ordonnance; ainsi, l'ordonnance du 19 mars 1834 a été rendue pour rectifier l'article 1^{er} de l'ordonnance de concession des mines de lignite de Martigues et de Château-Neuf-des-Martigues (Bouches-du-Rhône), en date du 26 décembre 1814, en ce qui concerne l'énonciation de l'étendue de cette concession; cette étendue portée dans ledit article à 12 kilomètres carrés, 81 hectares, a été reconnue n'être que de 6 kilomètres carrés, 10 hectares (1).

Lorsqu'une mine concédée est inexploitée, la redevance fixe n'en est pas moins due par le concessionnaire jusqu'à ce que le retrait de la concession ait été prononcé par le chef du gouvernement; la circulaire du Directeur général des Mines du 26 mai 1812 dit à cet égard :

La redevance est due sur les mines inexploitées, jusqu'à ce qu'il y ait retrait de concession.

« L'état d'abandon de ces mines ne détruisant pas le caractère de » propriété incommutable que la loi leur a donné, les concession- » naires ne peuvent s'en prévaloir pour se dispenser de la redevance » fixe, laquelle frappant sur la propriété et non sur les produits, est » due jusqu'à ce qu'il y ait renonciation formelle au titre, de la part » du concessionnaire, avec les formalités exigées par la loi. »

Ajoutons que l'instruction du 29 décembre 1838, pour l'exécution de la loi du 27 avril précédent, s'exprime sur le même sujet, dans les termes suivants (2) :

« Je rappellerai ici qu'en tout état de cause, une mine même non » exploitée, dès qu'elle a été concédée, doit rester sur les rôles de » la redevance fixe; que, d'après la loi du 21 avril 1810 et le décret » du 6 mai 1811, cette redevance est une charge inhérente à la con- » cession, qui doit subsister tant que la concession elle-même sub- » siste. Lorsque des concessionnaires ne veulent plus supporter les » frais d'une exploitation ou en courir les chances, ils peuvent, ou » renoncer à leur concession qui alors redeviendra disponible et

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 560.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 602.

» pourra passer en d'autres mains, ou demander une réduction de
 » l'étendue qui leur a été concédée. »

La redevance
 fixe n'est pas, à
 proprement parler,
 une contribution.

Nous terminerons sur la redevance fixe en faisant observer que cette redevance n'est pas, à proprement parler, une *contribution*, attendu qu'elle n'est pas réglée chaque année par le budget de l'État comme les contributions de toutes sortes, qu'elle est déterminée par la loi de 1810, d'après des éléments invariables, et n'est point soumise aux mutations annuelles du budget.

Cette manière d'envisager la redevance fixe a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 14 juin 1830, lequel a décidé que la redevance fixe n'étant pas, comme la redevance proportionnelle, une contribution directe, ne pouvait pas concourir à la formation du cens électoral, en vigueur à cette époque (1).

Redevance pro-
 portionnelle.

Le principe d'une redevance sur les mines, *proportionnée au produit de l'extraction*, est écrit dans l'article 33 de la loi du 21 avril 1810.

L'article 34 de la même loi dit que la redevance proportionnelle sera une contribution annuelle à laquelle les mines seront assujéties sur leurs produits.

L'article 35 porte que,

« La redevance proportionnelle sera réglée, chaque année, par
 » le budget de l'État, comme les autres contributions publiques :
 » toutefois elle ne pourra jamais s'élever au-dessus de cinq pour cent
 » du produit net. Il pourra être fait un abonnement pour ceux des
 » propriétaires des mines qui le demanderont. »

Au sujet de la redevance proportionnelle et de son emploi, l'instruction ministérielle du 3 août 1810 s'exprime de la sorte (A, § 12) :

« La redevance proportionnelle imposée sur les produits, a pour
 » objet en ajoutant la somme de son produit à celle de la redevance
 » fixe, de faire face aux dépenses de l'administration des mines, à
 » celles des recherches, ouvertures et mises en activité de mines
 » nouvelles, ou au rétablissement de mines anciennes. »

(1) Sirey, 50-1-207.

Le chiffre de la redevance proportionnelle ne peut pas s'élever au-dessus de 5 pour % du produit net (art. 35 de la loi). En conséquence, pour établir l'assiette de la redevance proportionnelle, il est indispensable d'établir auparavant le produit net imposable des mines.

Assiette de la redevance proportionnelle.

L'établissement du produit net imposable comprend trois opérations distinctes : la déclaration des concessionnaires, le travail du Comité de proposition et le travail du Comité d'évaluation des redevances.

Anx termes de l'instruction ministérielle du 3 août 1810, les propriétaires de mines étaient tenus d'adresser au préfet du département, dans la première quinzaine de chaque trimestre de l'année, les états de produits de leurs mines, conformément aux modèles qu'ils auraient reçus de la préfecture avant le 15 février de chaque année.

Déclaration des concessionnaires.

Depuis lors, cette disposition a été modifiée, et les exploitants ne sont plus tenus que de fournir, une fois l'an, la déclaration du produit net de leur exploitation pendant l'exercice précédent. L'article 27 du décret du 6 mai 1811 s'exprime de la sorte à cet égard :

« Les exploitants, concessionnaires ou usufruitiers, ou leurs ayants cause, seront tenus de remettre au secrétariat de la préfecture, le plus tôt possible, pour cette année et pour les années suivantes, avant le 1^{er} mai, la déclaration détaillée du produit net imposable de leurs exploitations, faute de quoi l'appréciation aura lieu d'office. »

Cette déclaration du concessionnaire doit comprendre deux chapitres distincts. Au chapitre des recettes, l'exploitant doit énoncer explicitement :

1^o La quantité de matière minérale extraite pendant l'exercice, avec indication des quantités de minerai restant sur le carreau de la mine au 1^{er} janvier et au 31 décembre;

2^o Les quantités de matières minérales vendues avec indication des prix de vente.

Au bas de la colonne des produits des ventes, on doit exprimer le total, qui représente le *produit brut* de la mine.

Au chapitre des dépenses, l'exploitant doit donner le détail de toutes les *dépenses relatives à l'exploitation* opérées pendant l'exercice correspondant, mais de celles-là seulement.

Nous reviendrons plus tard sur ce sujet, et nous mentionnerons, d'une part, les catégories de dépenses à admettre en signalant, d'autre part, quelques natures de dépenses qui ne doivent pas être admises en défalcation du produit brut, et que plusieurs exploitants de mines font figurer à tort sur leurs déclarations.

Préparation des
états de redevances.

Les déclarations des concessionnaires sont transmises par le préfet à l'ingénieur des mines qui les transcrit sur les états de redevances à leur colonne correspondante, et les communique aux concessionnaires, pour qu'ils y apposent leur signature à la place indiquée.

Voici comment s'exprime le décret du 6 mai 1811 sur la préparation des états de redevances des mines :

« ART. 16. — La matrice de rôle pour la redevance proportionnelle
» sur les mines concédées qui sont en extraction, sera dressée d'après
» les états d'exploitation.

» ART. 17. — Il y aura un état d'exploitation pour chaque mine
» concédée : la confection en sera divisée en deux parties, savoir :
» 1^o la partie descriptive ; 2^o la proposition de l'évaluation du produit
» net imposable.

» ART. 18. — La partie descriptive des états d'exploitation sera faite
» par l'ingénieur des mines du département, après avoir appelé et
» entendu les concessionnaires et leurs agents, conjointement avec
» les maires et adjoints de la commune ou des communes sur les-
» quelles s'étendent les concessions, et les deux répartiteurs commu-
» naux qui seront les plus forts imposés.

» Elle comprendra le nom et la nature des mines, le numéro des
» articles, les noms des communes ; les noms, professions et demeures
» des concessionnaires, possesseurs ou usufruitiers ; la désignation
» sommaire des ouvrages souterrains entretenus et exploités, ainsi
» que celle des machines ; enfin, la désignation des bâtiments et
» usines servant à l'exploitation. »

En fait, les états de redevances, dressés par les soins de l'Administration des Mines, sont de deux sortes, savoir :

1° Les *états d'exploitation* en nombre égal à celui des mines existant dans le département, et qui sont soumis à l'examen final du Comité d'évaluation, lequel y consigne sa décision ;

2° L'*état récapitulatif par mines* des redevances afférentes à chaque département qui est rempli par l'ingénieur des mines, d'après les décisions du Comité d'évaluation.

Les états d'exploitation comprennent deux parties distinctes : la partie descriptive qui forme la première page de l'état, et l'évaluation du produit net imposable qui forme le verso.

La forme de ces états d'exploitation a plusieurs fois varié depuis 1811. Nous donnons à la page 353 le spécimen du modèle adopté aujourd'hui pour les états d'exploitation depuis la circulaire du 12 avril 1839. (*Voir le modèle n° 1*).

La première page de l'état, qui forme la partie descriptive, n'est pas remplie, dans la pratique, par le Comité de proposition, comme l'indique l'article 18 du décret du 6 mai 1811, mais bien par l'ingénieur des mines, qui s'occupe de ce travail dans sa tournée d'inspection, en s'aidant de tous les renseignements fournis par l'état des lieux et par les plans des mines, pour faire figurer sur cet état les longueurs et volumes des puits, galeries et ouvrages d'art entretenus. Ce travail de description de la mine rentre par sa nature dans les attributions de l'ingénieur, et les maires, adjoints et répartiteurs qui forment avec l'ingénieur le Comité de répartition, et qui sont généralement dépourvus de connaissances spéciales en matière d'art des mines, restent d'ordinaire étrangers à la confection de la partie descriptive de l'état d'exploitation, qui est une opération toute technique.

Cette partie descriptive remplie, l'ingénieur des mines transcrit au verso de l'état, à la colonne à ce destinée, la déclaration détaillée des produits et dépenses, faite par l'exploitant, en la faisant signer par ce dernier. Cela fait, le Comité de proposition commence réellement son œuvre.

Travail du Comité de proposition ou répartition.

Les maires, adjoints et répartiteurs doivent être avertis par le préfet de l'époque à laquelle l'ingénieur des mines sera rendu sur les lieux pour concourir avec eux à l'œuvre du Comité de répartition ou proposition. Voici comment le décret du 6 mai 1811 s'exprime à cet égard :

« ART. 20. — Les préfets régleront les époques auxquelles les ingénieurs des mines, maires, adjoints et répartiteurs devront se réunir, de manière que la partie descriptive des états d'exploitation et la proposition d'évaluation soient achevées sans délai cette année, et que, par la suite, elles aient subi, avant le 15 mai de chaque année, les changements qu'il sera nécessaire d'y faire annuellement. »

Le Comité de proposition prend connaissance de la déclaration des concessionnaires, et il consigne ses observations sur cette déclaration, tant pour la partie des recettes que pour la partie des dépenses. Les maires, adjoints et répartiteurs qui font partie de ce Comité, sont à même de fournir des renseignements sur l'extraction journalière, sur les ventes locales, sur les prix des matériaux et de la main-d'œuvre dans la localité, etc., tous renseignements précieux comme contrôle du dire des concessionnaires. L'ingénieur des mines fournit de son côté des renseignements techniques, et il s'éclaire des données toutes locales fournies par les autres membres du Comité.

Les membres du Comité de proposition consignent sur l'état leur estimation du produit brut de la mine; ils consignent de même dans la colonne qui s'y rapporte leur estimation des dépenses faites, et ils établissent ainsi, par la comparaison du produit brut et des dépenses, le produit net de la mine qu'ils transcrivent sur l'état, en le faisant suivre de leurs signatures.

Avis de l'ingénieur des mines.

L'ingénieur ordinaire des mines, bien qu'il fasse partie du Comité de proposition, doit émettre avec détail son avis personnel et motivé sur la déclaration des concessionnaires en discutant successivement tous les articles de dépenses et de recettes. On comprend, en effet, que cet avis personnel de l'ingénieur puisse différer de celui déjà émis par la majorité du Comité de proposition, et

puis, après la réunion de ce Comité, l'ingénieur des mines peut avoir recueilli dans ses tournées des renseignements propres à éclairer le Comité d'évaluation; il doit réunir avec soin tous ces renseignements, ainsi que cela est ordonné par l'article 28 du décret de 1811, et les consigner sur l'état d'exploitation, à la colonne réservée *ad hoc*.

L'estimation faite par l'ingénieur, du produit brut de la mine, doit être consignée sur l'état après celle du Comité de proposition; l'estimation des dépenses classées conformément à la circulaire du 12 avril 1849 doit aussi être transcrite à la colonne qui s'y rapporte, avec les motifs à l'appui. Enfin, l'estimation du produit net par la comparaison du produit brut et des dépenses, telle qu'elle résulte des appréciations personnelles de l'ingénieur, doit être également transcrite sur l'état, et suivie de la signature de ce dernier.

Les états d'exploitation ainsi préparés sont dressés en triple expédition par l'ingénieur des mines qui en transmet deux expéditions au préfet, en réservant la troisième pour son bureau.

*Avis du directeur
des contributions
directes.*

Ce magistrat, avant de soumettre les pièces au Comité d'évaluation, doit les communiquer au Directeur des contributions directes, conformément à la circulaire du 12 avril 1849. Ce fonctionnaire fournit à son tour son avis motivé sur la déclaration des concessionnaires, sur les évaluations du Comité de proposition et sur celle de l'ingénieur, et il transcrit son appréciation personnelle du produit brut des dépenses et du produit net aux places indiquées sur l'état.

*Décision du Co-
mité d'évaluation.*

L'avis du Directeur des contributions étant fourni, le préfet convoque le Comité d'évaluation des redevances, dont la composition et les attributions sont réglées par les articles 24, 25 et 26 du décret du 6 mai 1811 ainsi conçus :

« ART. 24. — Ce Comité sera composé du préfet, de deux membres du Conseil général du département nommés par le préfet, du Directeur des contributions et de l'ingénieur des mines, et de deux

» des principaux propriétaires de mines dans les départements où il
» y a un nombre d'exploitations suffisant.

» ART. 25. — Le Comité est chargé de déterminer les évaluations
» définitives du produit net imposable de chaque mine, d'en faire
» porter l'expression au bas de chaque état d'exploitation, à l'avant-
» dernière colonne de la matrice du rôle, et d'arrêter les états et
» matrices.

» ART. 26. — Le Comité d'évaluation procédera aux appréciations
» du produit net imposable, soit d'office, soit en ayant égard aux
» déclarations des exploitants qui les auront fournies. »

Les concessionnaires ou exploitants de mines ont, comme on voit, deux représentants au sein du Comité d'évaluation des redevances, pour défendre leurs droits; aussi peut-on dire que le mode de taxation de la redevance proportionnelle est aussi libéral et équitable que possible.

Le Comité d'évaluation doit être convoqué dans le courant du mois de juin, et ses délibérations sont consignées dans un procès-verbal détaillé, dressé par un de ses membres (1).

Les décisions du Comité d'évaluation des redevances, en ce qui concerne le produit brut, les dépenses et le produit net, sont consignées aux places indiquées sur chaque état d'exploitation, et les signatures des membres du Comité sont apposées à la suite de l'évaluation du produit net.

Ces décisions sont transcrits sur les trois expéditions des états, et l'ingénieur des mines s'occupe ensuite à dresser l'état récapitulatif par mines.

Etat récapitulatif
par mines.

Cet état récapitulatif par mines comprend toutes les exploitations souterraines d'un département, et il est conçu dans la forme indiquée, page 356, *modèle n° 2*.

(1) Circulaire du 12 avril 1849.

REDEVANCE PROPORTIONNELLE SUR LES MINES, EXERCICE 18 .

Mines concédées du département d

ÉTAT d'exploitation, pour l'exercice 18 , (travaux et produits de 18), de la mine d , commune d , canton d , arrondissement d .

Numéro de l'Etat : Désignation du titre de concession* de la mine. Étendue de la concession en hectares. Quantité de la redevance fixe annuelle, résultant de cette étendue.		le concession Communes sur lesquelles portent les travaux d'exploitation Commune où les redevances sont perçues.		Noms, professions et demeures des concessionnaires. Noms, professions et demeures des exploitants.	
Désignation des ouvrages entretenus et exploités ou en cours d'exécution, TELS QUE Puits, GALERIES ET AUTRES EXCAVATIONS RÉGULIÈRES ET IRRÉGULIÈRES ET MACHINES.					Situation, nombre, nature et Superficie métrique des BATIMENTS ET ATELIERS.
NOMBRE ET ESPÈCES.	Longueur. mètres cour.	Cubage. mètres cubes.	Machines. (Désigner l'espèce et la puissance, évaluée en force de cheval, des machines à vapeur).		

Suite de l'ÉTAT d'exploitation de la mine de

NOMBRE des ouvriers de chaque espèce.		NOMBRE de chevaux		QUANTITÉ du Produit brut.	VALEUR du quintal métrique de chaque sorte et qualité sur l'établis- sement.	VALEUR du produit brut sur l'établis- sement.	DÉ	
A l'intérieur.	A l'extérieur.	A l'intérieur.	A l'extérieur.	(Distinguer les diverses sortes et qualités).	quintaux mèt.	francs.	francs.	
DÉCLARATION DES								
ESTIMATION DU COMITÉ								
PROPOSITION DE								
AVIS DU DIRECTEUR DES								
DÉCISION DU								
							TOTAUX.	TOTAUX.

A. Salaires d'ouvriers.
B. Achat et entretien de
chevaux servant à l'explo-
tation.
C. Entretien de tous les
travaux souterrains de la
mine, puits, galeries, et
autres ouvrages d'art.
**D. Mise en action et en-
tretien de moteurs, machi-
ne et appareils (machines**
d'extraction, appareils pour

la descente et la remonte
des ouvriers, machines d'é-
puisement, appareils d'ad-
vance).
**E. Entretien de bâti-
ments d'exploitation.**
**F. Entretien et renou-
vellement de l'outillage pro-
prement dit.**
G. Entretien de voies de
communication (routes, che-
mins de fer, etc.), soit entre

PENSEES.

les différents centres d'exploitation de la mine, soit entre les centres d'exploitation et les lieux où s'opère la vente des produits, lorsque ces voies de communication font partie intégrante de la mine.

II. Premier établissement de puits, galeries et autres ouvrages d'art.

I. Premier établissement

de machines, appareils et moteurs.

K. Premier établissement de bâtiments d'exploitation.

L. Premier établissement des voies de communication dont il est question à l'article G ci-dessus.

M. Frais de bureau qui ont lieu au siège de l'exploitation, mais en le réduisant à ceux qui sont strictement nécessaires pour la marche de l'entreprise.

Selon l'ingénieur des mines.

francs.

Selon le Directeur des contrib. d "

francs.

Selon le Comité d'évaluation.

francs

Revenu net imposable.

Revenu net

fixé par

abonnement.

EXPLOITANTS.

Valeur du produit brut . .

Dépenses

Revenu net imposable . .

A le

Signature des exploitants (noms et qualités).

DE PROPOSITION.

Valeur du produit brut . .

Dépenses

Revenu net imposable . .

A le

Signature des membres du Comité de proposition (chaque signature doit être suivie de l'indication de la qualité du signataire).

L'INGÉNIEUR DES MINES.

Valeur du produit brut . .

Dépenses

Revenu net imposable . .

A le

Signature de l'ingénieur des mines.

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Valeur du produit brut . .

Dépenses

Revenu net imposable . .

A le

Signature du Directeur des contributions directes.

COMITÉ D'ÉVALUATION.

Valeur du produit brut . .

Dépenses

Revenu net imposable . .

A le

Signature des membres du Comité d'évaluation (chaque signature doit être suivie de l'indication de la qualité du signataire).

TOTAUX.....

TOTAUX...

TOTAUX...

Par décision du

en date du

la mine de

est abonnée à la réduction proportionnelle pour les années

sur le pied d'un revenu net de

DÉBOUCHÉS ET OBSERVATIONS.

FIN DU MODÈLE N° 1.

MODÈLE N° 2.

TABLEAU
Par mine, des résultats du travail des redevances imposées, en (Produits de),
sur les mines du département d

NOTA. — Il faut porter sur ce tableau d'abord les mines d'une même espèce, totaliser les résultats particuliers qu'elles présentent; puis porter les mines d'une autre espèce, faire un nouveau total, et ainsi de suite. — Au bas du tableau, il faut faire un total général à chaque colonne dont les nombres sont susceptibles d'être additionnés.

INDICATION de celles qui sont	ETENDUE de la surface	NOMS des exploit- tantes.	NOMBRE des Ouvriers Chariots	NATURE et espèces des machines	Quantité du produit brut.	PRIX du quintal métrique sur l'établisse- ment.	Valeur du produit brut sur l'établisse- ment.	REVENU NET (fixe par le Comité d'évalua- tion)	Rede- vance proposée en prin- cipal.	Rede- vance fixe en prin- cipal.	Dir. cent. fonds de non valeur des redev. cent. solida- itaires.	Total des deux redev. vances	OBSERVATIONS.
Noms et espèces des Mines.	concedée. non concedée. concedée.	concedée. non concedée. concedée.	interieur. interieur. interieur.	interieur. interieur. interieur.	en mèt.	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	

L'ingénieur des mines clôt cet état récapitulatif en y faisant figurer les chiffres admis comme produits nets par le Comité d'évaluation, et il calcule la redevance proportionnelle afférente à chaque mine à 5 p. % du produit net en y joignant la redevance fixe à 10 centimes par hectare, et le décime additionnel sur les deux redevances, exigible en vertu de l'article 36 de la loi de 1810, de manière à composer la redevance totale.

Dans la colonne des observations, l'ingénieur fait un rapprochement des redevances de l'année avec celles de l'exercice précédent, pour chacune des exploitations.

Cet état récapitulatif par mine est dressé en triple expédition, comme les états d'exploitation. Une expédition de tout le travail est transmise au préfet, pour être communiquée au Directeur des contributions directes qui établit, en conséquence, la matrice des rôles de chaque mine; la deuxième expédition est transmise au ministre des travaux publics par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef des mines, qui joint ses observations à la suite, et la troisième reste dans le bureau de l'ingénieur ordinaire.

Outre ces états de redevances, l'ingénieur des mines doit dresser un procès-verbal de séance du Comité d'évaluation des redevances, dont copie est transmise au ministre.

Le rôle des redevances fixes et proportionnelles une fois dressé, comme il a été dit, par le Directeur des contributions, le percepteur de la commune où la mine est située, poursuivra le recouvrement sur les rôles délivrés par le Directeur des contributions, vérifiés et certifiés par le préfet. (Articles 40 et 41 du décret du 6 mai 1811.)

Recouvrement
de la redevance.

Lorsque le terrain concédé embrassera plusieurs communes, le percepteur de la commune où seront situés les bâtiments, usines et maison de direction, sera seul chargé du recouvrement.

Dans les premières années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1810, alors qu'il existait un grand

Redevance sur
les mines non con-
cédées.

nombre de mines non concédées, la redevance proportionnelle était assise et perçue sur le produit net de ces exploitations comme sur les mines concédées, conformément à l'article 30 du décret du 6 mai 1811; il y avait seulement une matrice de rôle séparée pour ces exploitations.

On aura une idée de la nécessité financière qu'il y avait, en 1812, d'asseoir la redevance sur les mines non concédées, en songeant qu'à cette époque, sur deux cent soixante-une mines exploitées en France, quatre-vingt-six seulement étaient régularisées par des actes de concession (1).

Quant au droit de redevance, au profit de l'État, sur les produits de semblables mines, exploitées sans concession, il ne saurait être contesté, et la circulaire du 25 mai 1811 dit justement à cet égard :

« Partout où il y a extraction l'impôt est exigible, sauf à régler ensuite les droits des exploitants, car il serait contraire à l'ordre et à la justice que, parce qu'on s'est arrogé le droit d'exploiter sans la permission du prince, l'État fut obligé de renoncer à celui d'imposer un revenu que la loi a déclaré imposable. »

Aujourd'hui les mines exploitées et non encore concédées sont en bien petit nombre : nous avons dû dire, néanmoins, que la redevance proportionnelle est due pour les mines qui sont dans ce cas.

Quant à ce qui est des recherches de mines, pour lesquelles un permis de vente des produits a été accordé par l'Administration, nous avons exposé au chapitre des recherches qu'en général la redevance proportionnelle n'était pas perçue sur les produits de ces entreprises, sauf les cas exceptionnels où ces produits atteindraient une importance vraiment majeure.

Aux termes de l'article 35 de la loi du 21 avril 1810, il peut être fait un abonnement à la redevance propor-

Abonnement pour la redevance proportionnelle.

(1) Cordier, *Journal des Mines*, t. XXXVI, p. 321, n° 215.

tionnelle pour ceux des propriétaires de mines qui en forment la demande.

L'instruction ministérielle du 3 août 1810 expose (A, § 12) que la durée de l'abonnement n'excèdera pas cinq années et qu'il pourra être renouvelé après ce terme, et fixé en raison de l'état des exploitations et des circonstances qui influent sur leur activité.

Quant aux formalités à remplir pour obtenir un abonnement à la redevance proportionnelle, elles sont indiquées dans les articles 31 à 35 du décret du 6 mai 1811 ainsi conçus :

« ART. 31. — Les exploitants, concessionnaires ou non concessionnaires qui désireront jouir de la faveur de l'abonnement, déposeront, dans le délai d'un mois après la publication du présent décret, pour les années 1811 et 1812, et pour les années ultérieures avant le 15 avril, au secrétariat de la préfecture de leur département, leur soumission appuyée de motifs détaillés : il leur en sera délivré un reçu.

» Faute par ces exploitants de déposer leur soumission dans le délai prescrit, ils seront imposés proportionnellement à leur revenu net présumé, comme il est dit au titre précédent.

» ART. 32. — Les soumissions d'abonnement pour 1811 et 1812 pourront être acceptées, sur l'avis des préfets, par le Directeur général des Mines, d'après une estimation, faite sur les renseignements indiqués à l'article 28, du produit des mines pour lesquelles sera proposé l'abonnement.

» ART. 33. — Pour les années 1813 et suivantes, les soumissions d'abonnement seront acceptées, modifiées ou rejetées, après avoir pris l'avis du Comité d'évaluation, lorsque les opérations prescrites au titre II auront eu lieu.

» ART. 34. — Les abonnements seront approuvés, savoir :
 » Par le préfet, sur l'avis de l'ingénieur des mines, quand l'évaluation du revenu net donnera une redevance au-dessous de 1,000 fr.,
 » Par le ministre de l'intérieur, sur le rapport du Directeur général, quand la redevance sera au-dessus de 1,000 jusqu'à 5,000 fr. ;
 » Et, au-dessus de 5,000 fr., par un décret rendu en Conseil d'Etat.

» ART. 35. — L'état certifié des abonnements qui auront été admis sera transmis au Directeur des contributions pour être employé sur le rôle; il accompagnera le mandement qui sera annuellement délivré par le préfet pour l'imposition de la redevance proportionnelle. »

Il résulte de ce qui précède que lorsqu'une soumission d'abonnement est faite, l'avis du Comité d'évaluation des redevances est pris, dans tous les cas, conformément à l'article 33 du décret, et la composition mixte de ce Comité assure aux demandeurs que leurs justes intérêts seront entendus et discutés.

Lorsque l'abonnement est accordé, l'exploitant n'en est pas moins tenu de fournir tous les ans, pendant la période de l'abonnement, la déclaration des produits et dépenses de sa mine, exigée par l'article 27 du décret de 1811, et l'ingénieur des mines doit, de son côté, apprécier chaque année cette déclaration, en consignant ses observations sur l'état d'exploitation tout comme s'il n'y avait pas d'abonnement. Ces déclarations annuelles des exploitants, accompagnées chaque fois des observations de l'ingénieur, doivent fournir, on le comprend, des documents précieux, destinés à éclairer l'Administration à la fin de la période d'abonnement, lorsqu'il s'agira de statuer sur son renouvellement. Quant au Comité de proposition, il doit aussi donner son avis, à titre de renseignement, dans la même occasion (circulaire du 12 avril 1849); ajoutons seulement que pendant toute la période de l'abonnement, le Comité d'évaluation n'a pas à s'occuper des mines abonnées à la redevance proportionnelle.

Demande en réduction ou décharge de la redevance proportionnelle.

L'article 37 de la loi du 21 avril 1810 porte que les réclamations à fin de dégrèvement ou de rappel à l'égalité proportionnelle, seront jugées par le Conseil de préfecture.

Le dégrèvement sera de droit, ajoute la loi, quand l'exploitant justifiera que la redevance excède 5 p. % du produit net de son exploitation.

Les réclamations dont il est question dans cet article, sont celles qui sont fondées sur une prétendue surcharge, et il était naturel de les faire juger par le tribunal administratif, juge ordinaire des questions de ce genre.

Mais il est une autre nature de demandes que la loi de 1810 a prévues, puisque, par l'article 36, elle met à la

disposition du ministre de l'intérieur les 10 centimes additionnels de redevances, lesquels formeront un fonds de non valeur pour *dégrèvement* en faveur des propriétaires de mines qui éprouveront des pertes ou accidents. Ces sortes de demandes s'adressent à la bienveillance du gouvernement pour obtenir une faveur et non pas la satisfaction d'un droit; on conçoit dès lors que le gouvernement est seul compétent pour statuer sur des questions pareilles qui sortent des attributions générales des Conseils de préfecture.

L'instruction ministérielle du 3 août dit à cet égard (A, § 12) :

« Lorsque des accidents de force majeure qui ne résulteront pas de
 » négligence ou d'impéritie dans l'exécution du mode d'exploitation,
 » ou lorsque des motifs d'encouragements pour des travaux difficiles
 » donneront lieu à ce qu'il soit fait une remise sur la redevance
 » proportionnelle, les demandes seront adressées aussi au préfet du
 » département, et l'affaire sera instruite dans la même forme que
 » pour les demandes en dégrèvement, mais avec cette différence, que
 » l'approbation du gouvernement est indispensable dans ce cas, et
 » que par conséquent il est statué par un décret, sur le rapport du
 » ministre et l'avis de l'Administration générale des Mines. »

L'instruction des demandes en dégrèvement de la redevance proportionnelle pour motif de surcharge, est réglée par les articles suivants du décret du 6 mai 1811 :

« ART. 47. — Les exploitants concessionnaires ou non concession-
 » naires qui se croiroient trop imposés à la redevance proportionnelle,
 » se pourvoiront également pardevant le préfet.

« ART. 48. — Le préfet enverra les réclamations au sous-préfet
 » de l'arrondissement, au Directeur des contributions et à l'ingénieur
 » des mines, pour avoir leur avis; il enverra aussi au maire de la
 » commune, pour avoir l'avis des répartiteurs qui auront été en-
 » tendus selon l'article 18, et il soumettra le tout au Conseil de
 » préfecture, qui prononcera sur la réduction de la cote.

« ART. 49. — Si les sous-préfet, Directeur des contributions et
 » ingénieur des mines ne conviennent pas de la surtaxe, deux experts
 » seront nommés, l'un par le préfet et l'autre par le réclamant. A
 » l'époque fixée par le préfet, ces experts se rendront sur les lieux
 » avec le contrôleur des contributions; et, en présence de l'ingénieur

» des mines et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifient les faits exposés dans la réclamation, et rectifieront, s'il y a lieu, l'appréciation du revenu net de l'exploitation.

» ART. 50. — Le contrôleur des contributions rédigera un procès-verbal des dires des experts et des parties intéressées; il y joindra son avis, ainsi que celui de l'ingénieur des mines, et adressera le tout au sous-préfet, qui le transmettra au préfet.

» Le Conseil de préfecture, après avoir vu l'avis du Directeur des contributions, prononcera sur la réclamation, sauf le pourvoi, comme il est dit à l'article 46.

» ART. 51. — Les frais d'expertise, de présence et de vérification seront réglés par le préfet.

» ART. 52. — Quand la réclamation aura été reconnue mal fondée, les frais seront supportés par le réclamant.

» ART. 53. — Si elle est reconnue fondée, les frais seront pris sur la portion du fonds de non valeur, mise à la disposition du préfet, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Le Conseil de préfecture ne prononce pas, comme on voit, d'une manière définitive, sur les demandes en dégrèvement de la redevance proportionnelle pour motif de surcharge, et la partie réclamante peut recourir au Conseil d'État par une requête au contentieux. Ce recours, conforme à nos lois administratives, est particulièrement désigné par l'article 46 du décret du 6 mai 1811.

Quant aux demandes en dégrèvement, à titre de secours, formées après un accident extraordinaire, elles sont instruites conformément aux articles 54, 55 et 56 ainsi conçus :

» ART. 54. — Lorsque, par des événements extraordinaires, un exploitant aura éprouvé des pertes, il adressera sa pétition détaillée au préfet, qui la renverra à l'ingénieur des mines.

» L'ingénieur se transportera sur les lieux, vérifiera les faits en présence des maires, constatera la quotité de la perte et en adressera un procès-verbal détaillé au préfet, qui prendra l'avis du sous-préfet de l'arrondissement et du Directeur des contributions.

» ART. 55. — Le préfet réunira les différentes demandes qui lui auront été faites, dans le cours de l'année, en remises et modération; et l'année expirée, il fera entre les contribuables dont les réclamations auront été reconnues justes et fondées, la distribution des sommes qu'il pourra accorder sur les fonds de non valeur mis à sa disposition.

» Art. 56. — L'état de distribution sera envoyé au Directeur
 » général des Mines, pour être soumis au ministre de l'intérieur et
 » recevoir son approbation. »

Pour ce qui est des moyens de faire face aux dégrèvements de redevance, il sont déterminés de la manière suivante par l'article 57 du décret :

« Sur les dix centimes imposés additionnellement à la redevance
 » proportionnelle, moitié est mise à la disposition des préfets pour
 » être employée aux frais de confection des états, tableaux, matrices
 » et rôles, aux décharges et réductions, remises et modérations,
 » ainsi qu'aux frais d'expertise et de vérification des réclamations en
 » dégrèvement; l'autre moitié restera à la disposition particulière du
 » ministre de l'intérieur, et sera destinée principalement à accorder
 » des suppléments de fonds aux départements auxquels le maximum
 » des centimes additionnels ne suffirait pas pour faire face aux
 » dépenses précédemment énoncées, et à accorder des remises et
 » modérations extraordinaires aux départements où les exploitations
 » auraient éprouvé des accidents majeurs. »

La distinction des deux sortes de demandes en dégrèvement de redevance et l'indication des moyens financiers d'y faire face sont clairement exposées, dans les termes suivants, par la circulaire du Directeur général des Mines du 28 juin 1820 (1) :

« Parmi les réclamations qui peuvent être formées par les exploitants, il ne faut pas confondre les demandes faites à l'effet d'obtenir
 » des secours pour pertes considérables, éprouvées par suite d'accidents majeurs, avec les réclamations en dégrèvement pour cause
 » de surtaxe. Ces dernières doivent être jugées par le Conseil de
 » préfecture, et instruites d'après les formes prescrites par les articles 44 à 53, du décret du 6 mai 1811. Les premières, au contraire,
 » doivent être instruites conformément à l'article 54 du même décret,
 » et elles peuvent donner lieu à trois espèces de discussions différentes,
 » savoir :

» 1^o Si la perte est peu considérable, il y a lieu seulement à
 » accorder une remise ordinaire à prendre sur les cinq centimes

(1) *Circulaires et instructions du ministre de l'intérieur*, t. IV,
 p. 58.

» départementaux dont le préfet peut disposer, et qui proviennent de
 » la moitié des dix centimes imposés en sus des redevances pour
 » fonds de non valeur. Le préfet prend, à cet égard, un arrêté qui
 » est adressé au Directeur général des Mines, pour être, s'il y a lieu,
 » proposé par ce dernier, à l'approbation du ministre des finances;

» 2° Si la perte est considérable, il y a lieu à deux décisions dis-
 » tinctes : la première épuise, dans la forme qui vient d'être expli-
 » quée ci-dessus, les cinq centimes du préfet; la seconde a pour
 » objet d'accorder une remise extraordinaire sur les cinq centimes
 » généraux réservés par l'article 57 du décret cité ci-dessus, au
 » ministre de l'intérieur. Le préfet donne son avis, en forme d'arrêté,
 » sur les propositions des ingénieurs, et après que les formalités
 » prescrites par l'article 54 du même décret ont été remplies, le
 » ministre, sur le rapport du Directeur général des Mines, accorde
 » le secours, s'il y a lieu;

» 3° Lorsque les deux modes précédents n'offrent pas des moyens
 » de secours suffisamment proportionnés à l'énormité des pertes
 » éprouvées, l'ingénieur peut présenter une troisième proposition
 » distincte et séparée des premières, savoir : de faire à l'exploitant
 » l'application de la faveur spécifiée en l'article 38 de la loi du 21
 » avril 1810, c'est-à-dire d'une remise de la redevance proportionnelle
 » pour un nombre d'années déterminé. Cette remise est accordée par
 » Sa Majesté dans les formes ordinaires. »

Le mode financier de subvenir aux décharges et dégrèvements de redevance a depuis été modifié par l'ordonnance du 19 novembre 1828 (1) :

« Considérant, dit cette ordonnance, que les cinq centimes de non
 » valeur qui, dans un grand nombre de départements, excèdent
 » les besoins, ne suffisent pas dans plusieurs autres pour couvrir les
 » dépenses, et qu'il importe de donner à tous les départements les
 » moyens d'assurer cette partie du service,

» Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» Art. 1^{er}. — A compter de 1829, il sera formé du produit des
 » cinq centimes de non valeur des redevances fixes et proportion-
 » nelles sur les mines, un fonds commun dont la distribution sera
 » faite par notre ministre secrétaire d'Etat des finances entre les
 » divers départements où ces mines existent, en raison de l'importance de leurs besoins. »

(1) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. IX, n° 261.

En résumé, les demandes en dégrèvement de redevances proportionnelles, à titres de secours, sont toujours adressées au préfet qui les instruit comme il a été dit, et les transmet à l'Administration supérieure avec son avis, en forme d'arrêté. Lorsqu'on peut satisfaire à ces demandes à l'aide des 10 centimes de non valeur, une décision ministérielle suffit pour accorder le dégrèvement; observons seulement, à cet égard, que 5 centimes du fonds de non valeur sont centralisés entre les mains du ministre des finances (1), tandis que les autres 5 centimes sont à la disposition particulière du ministre des travaux publics, qui remplit les fonctions attribuées au ministre de l'intérieur par le décret de 1811.

Lorsque les 10 centimes de non valeur ne suffisent point, la remise en tout ou partie de la redevance proportionnelle est accordée, pour le temps qui est jugé convenable, par un acte du chef du gouvernement, et cela en vertu de l'art. 38 de la loi qui est ainsi conçu :

« Le gouvernement accordera, s'il y a lieu, pour les exploitations »
 » qu'il en jugera susceptibles, et par un article de l'acte de concession,
 » ou par un décret spécial délibéré en Conseil d'Etat, pour les mines
 » déjà concédées, la remise en tout ou partie du paiement de la redevance proportionnelle, pour le temps qui sera jugé convenable; et
 » ce, comme encouragement, en raison de la difficulté des travaux :
 » semblable remise pourra aussi être accordée comme dédommagement, en cas d'accident de force majeure qui surviendrait pendant
 » l'exploitation. »

On peut citer plusieurs exemples de pareilles remises de la redevance proportionnelle, faites en vertu du précédent article.

Ainsi, l'ordonnance du 13 avril 1828 a fait remise aux concessionnaires des mines de plomb et d'argent de Villefort et Vialas, de la redevance proportionnelle pendant quinze années. Cette remise a été faite à la charge, par les concessionnaires, d'achever dans le plus court

(1) Ordonnance du 10 novembre 1828.

délai possible, une galerie d'écoulement de 900 mètres (1).

De même, l'ordonnance du 30 juin 1830 a fait remise à la Compagnie Deshours-Farel, propriétaire des mines de houille de Cavaillac (Gard), de la redevance proportionnelle pendant dix années (2).

Le 7 février 1833, une ordonnance royale a accordé, pour un an, la remise de la redevance proportionnelle sur les mines de houille de Montrelais (Loire-Inférieure), sous la condition de reprendre le foncement de deux puits (3).

Une ordonnance du 17 mars 1834 a accordé aux concessionnaires des mines du Creuzot la remise de la redevance proportionnelle à laquelle ces mines étaient assujéties pour l'exercice 1833 (4).

Le 31 mai 1835, une ordonnance a fait remise de la redevance proportionnelle, pour cinq années, au propriétaire de la minière concédée de lignite pyritolumineux et de l'usine vitriolique de Bourg et Comin (Aisne); la même ordonnance a rejeté la demande en remise de redevance des propriétaires des minières concédées d'Urceel et de Chaillevet (5).

Le 15 juin 1835, une ordonnance a fait remise de la redevance proportionnelle, pour dix années, -aux concessionnaires des mines de houille de Schœneck (Moselle) (6).

Le 6 juin 1836, une remise de la redevance proportionnelle, pour dix années, a été accordée aux concessionnaires de la mine de houille de Bertholène (Aveyron), etc. (7).

La destination du produit des deux redevances était

Destination du
produit des deux
redevances.

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VI, p. 159.

(2) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 301.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 512.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 559.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 658.

(6) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 597.

(7) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IX, p. 688.

primitivement réglée par l'article 39 de la loi du 21 avril 1810 qui est ainsi conçu :

« Le produit de la redevance fixe et de la redevance proportionnelle formera un fonds spécial, dont il sera tenu un compte particulier au Trésor public, et qui sera appliqué aux dépenses de l'administration des mines, et à celles des recherches, ouvertures, mises en activité des mines nouvelles ou rétablissement des mines anciennes. »

Dans les premières années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1810, le produit des deux redevances formait, en effet, un fonds spécial, et les Directeurs des contributions, ainsi que les Receveurs généraux, envoyaient mensuellement au Directeur général des Mines un bordereau de leurs recouvrements des redevances et de leurs versements au Trésor; mais par suite du nouveau système introduit dans les finances en 1815, les fonds spéciaux furent détruits et les redevances et revenus des mines ont été confondus dans les produits généraux de l'État; depuis cette époque aussi, les bordereaux mensuels ont été supprimés, et il a suffi, pour la comptabilité, de transmettre chaque année à l'Administration supérieure un état indicatif et détaillé du montant des rôles des redevances fixes et proportionnelles. C'est ce qui résulte de la circulaire du Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines du 16 septembre 1815 (1).

Nous avons développé avec détail le mode d'établissement de la redevance proportionnelle; il nous reste maintenant à exposer divers principes admis dans la pratique de l'assiette de cette redevance. En règle ordinaire, la redevance proportionnelle, pour chaque exercice, s'établit sur le revenu net de l'exploitation pendant l'exercice précédent. Ce mode de procéder est le plus équitable, puisqu'il permet d'asseoir la base de la redevance sur des faits accomplis, pleinement discutables, et non point sur des éventualités incertaines.

Pour la première année d'exploitation, la redevance s'établit sur le revenu présumé de cette année.

(1) Circulaire du ministre de l'intérieur, t. II, p. 575.

Néanmoins, pour la première année de l'exploitation, comme il serait préjudiciable aux intérêts du Trésor de renvoyer à un an l'acquittement d'un impôt dû par l'exploitant, la redevance proportionnelle doit s'établir exceptionnellement sur le revenu net présumé de l'exercice courant (1).

Il en sera de même si une mine dont l'exploitation était suspendue, vient à être exploitée de nouveau.

Il n'est pas tenu compte, dans l'évaluation du produit net imposable à la redevance proportionnelle, des déficits des exercices antérieurs.

La redevance proportionnelle s'établit sur le revenu net de la mine, pendant un exercice distinct, sans tenir compte des déficits antérieurs; de telle sorte que lorsqu'une mine a été en perte pendant un exercice, et n'a pas dû conséquemment être imposée à la redevance proportionnelle, l'année suivante, il n'y a plus lieu désormais de porter en ligne de compte le déficit du précédent ou des précédents exercices. Ce principe est conforme aux règles générales admises en matière d'impôt foncier; il est conforme, en outre, aux dispositions du décret du 6 mai 1811, qui portent que les états annuels d'exploitation forment la base du travail pour l'établissement de la redevance proportionnelle; on en trouve une application dans la décision de M. le ministre des travaux publics, du 28 février 1835, rendue relativement aux mines de cuivre de Chessy et Sainbel, d'après l'avis du Conseil général des Mines (2).

De ce principe, il suit que les dépenses de premier établissement d'ouvrages nécessaires à l'exploitation doivent être précomptées en totalité pour l'année dans laquelle elles auront été faites, sans pouvoir donner lieu à un report ou à un prélèvement, par annuités, dans le cas où elles excèderaient la valeur du produit brut (3); il suit également que, pour la première année de l'exploitation d'une mine, la redevance proportionnelle doit s'établir

(1) Circulaire du 12 avril 1849.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 735.

(3) Circulaire du 12 avril 1849.

sans avoir égard aux dépenses faites avant l'institution de la concession.

Lorsqu'un concessionnaire aura éprouvé une perte considérable pendant un exercice, s'il veut obtenir un dégrèvement de la redevance proportionnelle pour l'exercice suivant, il devra former auprès du préfet une demande en remise, à titre de secours, conformément à l'article 54 du décret du 6 mai 1811.

Les concessions de mines forment par leur nature des propriétés distinctes, soumises individuellement aux redevances fixes et proportionnelles. Lors donc que le même individu possède deux concessions de mines, il y a lieu d'établir la redevance proportionnelle sur le revenu net afférent à chacune d'elles, de même que lorsque deux usines ou manufactures distinctes sont possédées par le même propriétaire, on établit séparément une cote d'imposition pour chacune.

Disons à l'appui de ces considérations de droit que si le contraire était admis, et si l'une des concessions était en perte pendant que l'autre est en bénéfice, le Trésor serait frustré de tout ou partie des droits légaux qu'il possède, sur les produits de la mine en bénéfice, ce qui est inadmissible.

On trouve une application de ce principe dans deux décisions du ministre des finances, des 8 mars et 8 mai 1835, relatives aux redevances des mines de cuivre de Chessy et de Sainbel (1).

Hormis le cas d'abonnement, la redevance proportionnelle, payée chaque année, doit être *proportionnée aux produits de l'extraction*, conformément à l'article 33 de la loi du 21 avril 1810. Lors donc qu'une mine est affermée, on ne doit pas considérer le taux du fermage comme le revenu net imposable de la mine, et il faut établir ce revenu comme si la mine n'était pas en ferme; il peut arriver, en effet, que le fermier soit en perte, et alors il

La redevance proportionnelle s'établit séparément sur deux mines formant deux concessions distinctes, alors même qu'elles appartiennent au même propriétaire.

Le prix de ferme d'une mine ne doit pas être considéré nécessairement comme le revenu net imposable.

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 736.

ne serait pas équitable de considérer le taux du fermage comme le chiffre du revenu réel; d'autre part, il arrivera le plus souvent que ce taux sera inférieur au revenu net, et alors on frustrerait injustement le Trésor d'une partie de ses droits sur les produits de l'extraction effective (1).

Établissement du
produit brut ou re-
venu brut.

L'établissement de la redevance proportionnelle sur une mine comprend deux opérations distinctes, savoir : 1^o la détermination du chiffre du *produit brut*; 2^o la détermination du chiffre total des dépenses relatives à l'exploitation proprement dite; c'est ensuite par la comparaison de ces deux chiffres qu'on obtient le revenu net ou le déficit de la mine.

La redevance devant être *proportionnée aux produits de l'extraction* d'après l'article 33 de la loi de 1810, il s'en suit que le *produit brut* doit être calculé d'après la totalité des *produits extraits*. Cette doctrine, conforme au vœu de la loi, et conforme aussi à l'assimilation de la redevance à la contribution foncière, a été émise dans un avis récent du Conseil des Mines (2).

Les produits extraits formeront le plus souvent des catégories diverses, suivant leur qualité et l'emploi qui en est fait dans l'industrie. Ce sera au Comité à fixer les prix de vente ou valeurs estimatives qu'il convient d'appliquer à ces diverses catégories, pour obtenir le produit brut de la mine.

Le produit brut devant se composer par l'estimation totale des produits extraits, il s'en suit que les droits du Trésor sont absolus et indépendants de l'usage qu'il plairait à l'exploitant de faire des produits de sa mine, comme, par exemple, d'en appliquer une partie à sa consommation propre ou à des donations gratuites (3). Il appartiendra au Comité d'évaluation de fixer, suivant les

(1) Circulaire ministérielle du 12 avril 1849.

(2) Circulaire du 14 juin 1852.

(3) Circulaire du 14 juin 1852.

cas, la valeur estimative de certaines portions des produits extraits qui auront eu un emploi exceptionnel, et l'on conçoit, *à priori*, que tout ce qu'il sera possible d'admettre en faveur des concessionnaires, c'est de supposer que ces portions de produits ont été vendues au prix de revient.

Enfin, il a été décidé que dans l'établissement du prix de vente moyen des produits extraits de la mine, lequel sert à établir le revenu brut, on ne compterait pas les primes et les escomptes accordés aux acheteurs, et dont il serait justifié (1).

Lorsque les produits extraits d'une mine sont vendables en nature, la valeur du produit brut doit être déterminée d'après le prix de vente de la substance minérale sur le carreau de la mine (2).

Dans les cas où les matières extraites ne sont livrées à la consommation qu'après une élaboration métallurgique, comme, par exemple, les minerais de fer, de plomb, etc., il ne faut pas établir la redevance sur les produits élaborés, mais seulement sur les minerais extraits, tels qu'ils sont livrés sur place à l'usine d'élaboration. Agir autrement, ce serait cumuler les bénéfices de l'extraction du minerai avec ceux de l'usine où ces minerais sont traités, chose injuste en principe, puisque le propriétaire de l'usine, quel qu'il soit, paie séparément une imposition spéciale pour son industrie métallurgique.

Ce principe a été consacré par l'ordonnance du 4 juin 1839, portant annulation d'un arrêté du Conseil de préfecture du département du Haut-Rhin, relatif à l'imposition de la redevance proportionnelle sur la mine de fer de Massevaux :

« Considérant, dit l'ordonnance, que la loi du 21 avril 1810 et le

Le revenu brut doit s'établir sur les minerais extraits et non pas sur les minerais élaborés.

(1) Circulaires des 1^{er} décembre 1850 et 13 juin 1852.

(2) Circulaire du 12 avril 1819.

« décret du 6 mai 1811, n'imposent à la redevance proportionnelle
 « que l'exploitation des mines, et prescrivent que cette redevance
 « soit établie d'après le produit net de l'extraction; que dès lors,
 « c'est à tort que cette redevance a été calculée pour la mine de
 « Massevaux, en raison des produits du haut fourneau sis au même
 « lieu, tandis qu'elle aurait dû l'être d'après le produit net des
 « quantités extraites de minerai (1). »

Comment s'établira cette valeur estimative des minerais extraits, destinés à être élaborés dans une usine? On ne pourra procéder évidemment qu'en ayant égard à divers renseignements comparatifs et en recherchant les prix marchands des minerais analogues dans les localités voisines; c'est ainsi, en effet, qu'opèrent les Comités des redevances.

Lorsque ces données comparatives manqueront, en raison de ce que les minerais à évaluer ne seront pas l'objet d'un commerce, on s'aidera, pour apprécier leur valeur, de celle des produits marchands qui en résultent, sans admettre des calculs desquels il résulterait que l'exploitant perd sur l'extraction des minerais et gagne sur leur élaboration (2).

Dépenses à admettre pour la fixation du revenu net.

Les dépenses à défalquer de la valeur du produit brut, pour la fixation du revenu net imposable, sont uniquement et exclusivement celles qui se rapportent à l'exploitation proprement dite, et elles doivent être admises seulement pour l'année où elles ont été réellement faites (3):

La circulaire du 12 avril 1849 classe les dépenses ainsi admissibles en douze catégories, savoir:

A. — Salaire d'ouvriers.

Ce chapitre doit comprendre les dépenses en journées ou à prix-faits pour les travaux d'abatage, roulage et sortage, ainsi que les salaires des manœuvres divers.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 712, et Devilleneuve, t. XL, 2-92.

(2) Circulaire du 12 avril 1849.

(3) Circulaire du 12 avril 1849.

B. — *Achat et entretien de chevaux servant à l'exploitation.*

C. — *Entretien de tous les travaux souterrains de la mine, puits, galeries et autres ouvrages d'art.*

Dans ce chapitre, on comprendra les travaux à la journée ou à prix-fait pour l'entretien des puits et galeries, pour l'avancement des galeries au rocher et autres, ainsi que les boisages, les muraillements, l'huile, la poudre et autres faux frais, la pose et l'entretien des chemins de fer intérieurs, etc.; on y comprendra aussi les dommages causés à la surface par les éboulements ou les eaux des mines (1).

D. — *Mise en action et entretien des moteurs, machines et appareils, machines d'extraction, appareils pour la descente et la remonte des ouvriers, machines d'épuisement, appareils d'aérage.*

E. — *Entretien des bâtiments d'exploitation.*

F. — *Entretien et renouvellement de l'outillage proprement dit.*

Les frais d'entretien et renouvellement du matériel mobile d'une exploitation souterraine, tels que waggons, bennes, caisses, corbeilles doivent trouver leur place ici avec tout ce qui concerne l'outillage.

G. — *Entretien des voies de communication (routes, chemins de fer...), soit entre les différents centres d'exploitation de la mine, soit entre les centres d'exploitation et les lieux où s'opère la vente des produits, lorsque ces voies de communication font partie intégrante de la mine.*

La circulaire du 12 avril 1849 porte qu'on reconnaitra les voies de transport faisant *partie intégrante* de la mine « à cette circonstance qu'il n'y a pas de différence » entre le prix de la substance minérale sur le puits ou » la galerie d'extraction et le prix de cette substance » rendue à la gare, de telle sorte qu'on puisse dire que

(1) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

« c'est réellement à la gare que se trouve le carreau de la mine. »

Plus tard, la circulaire du 1^{er} décembre 1850 a spécifié qu'on ne devait ranger dans cette catégorie que les voies de communication pour lesquelles le concessionnaire peut requérir l'expropriation en vertu des articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810.

Au sujet de l'explication donnée par cette dernière circulaire, nous croyons qu'il faudrait la compléter par ces mots : « *Et les chemins de fer situés dans le périmètre de la concession qui sont le prolongement des chemins de fer intérieurs.* »

Sans cette condition, en effet, les chemins de fer extérieurs, qui font le plus souvent partie intégrante de la mine, au moins autant que les chemins carrossables, ne sauraient rentrer dans la catégorie G, attendu que pour l'établissement de ces voies de communication, on ne peut pas requérir le mode d'occupation spécifié par les articles 43 et 44 de la loi de 1810.

H. — *Premier établissement de puits, galeries et autres ouvrages d'art.*

Dans ces frais d'établissement de puits ou galeries nouvelles, on fera entrer naturellement les prix d'acquisition de terrains qui s'y rapportent (1); mais il y a lieu d'observer que tous ces frais d'établissement de nouveaux ouvrages d'art devront être précomptés en totalité pour l'année dans laquelle ils ont été faits, sans jamais donner lieu, soit à un report, soit à un prélèvement par annuités, dans le cas où ils excéderaient la valeur du produit brut (2).

I. — *Premier établissement de machines et appareils moteurs.*

Il y a lieu de faire, pour les dépenses de ce chapitre, les mêmes observations que pour le précédent.

(1) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

(2) Circulaire du 12 avril 1819.

K. — *Premier établissement de bâtiments d'exploitation.*
Même remarque.

L. — *Premier établissement des voies de communication dont il est question, à l'article G ci-dessus.*

Même remarque.

M. — *Frais de bureau qui ont lieu au siège de l'exploitation, mais en les réduisant à ceux qui sont strictement nécessaires pour la marche de l'entreprise.*

Les frais de direction, les frais généraux et appointements des maîtres mineurs, placiers et autres employés attachés au service de l'exploitation rentrent dans le chapitre M; on doit encore y comprendre les secours donnés aux ouvriers blessés sur les travaux, soit en visites de médecins, soit en médicaments, en vertu de l'obligation imposée aux exploitants par les articles 15, 16 et 20 du décret du 3 janvier 1813; enfin, l'on doit aussi comprendre dans le chapitre M les frais auxquels donne lieu la vente aux entrepôts extérieurs, tels que salaires de garde-magasins, mesureurs et autres employés, mais seulement lorsque les lieux de dépôt où s'opère la vente, sont réunis au carreau de la mine par des voies de communication qui en font partie intégrante, de telle sorte que le prix de vente à ces entrepôts et sur le carreau même soit identique (1).

Après avoir énuméré avec détail les dépenses qu'il y a lieu d'admettre en défalcation du produit brut, nous citerons sommairement quelques dépenses qui ne sauraient être admises en matière de redevances, bien qu'elles soient réelles, mais parce qu'elles ne sont pas relatives à l'exploitation proprement dite. Tels sont, par exemple, les intérêts d'emprunts, d'actions, de mises de fonds ou de capitaux quelconques engagés dans l'entreprise (2);

Les dépenses pour secours aux ouvriers ou à leurs

Dépenses qu'il n'y a pas lieu d'admettre en défalcation du produit brut, pour l'établissement du revenu net.

(1) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

(2) Circulaires des 26 mai 1812 et 12 avril 1839.

familles que font spontanément les concessionnaires (1);

Les pertes de place, frais de voyageurs et autres frais analogues qui sont étrangers au prix conveuu entre l'acheteur et le concessionnaire (2);

Les frais de chargement des matières extraites;

Les impositions aux redevances fixes et proportionnelles;

Les redevances diverses, résultant de l'acte de concession, aux propriétaires de la surface, inventeurs et anciens exploitants;

Les frais de vente, entrepôts, etc., en des lieux de dépôts qui sont extérieurs au carreau de la mine, ou qui n'y sont pas réunis par des voies de communication, faisant partie intégrante de celle-ci (3).

La redevance proportionnelle devant être imposée et perçue comme la contribution foncière, il est clair d'abord qu'on ne doit pas défalquer du revenu brut les intérêts d'emprunts, d'actions et mises de fonds, pas plus qu'on ne défalque du revenu d'un champ les dettes du propriétaire, dans la péréquation de l'impôt foncier : de même, il est de règle, en matière d'impôt foncier, qu'on ne déduise pas du revenu le paiement de cet impôt lui-même, d'où il suit que le paiement de la redevance proportionnelle ne doit pas être compté en déduction du produit brut de la mine.

Du principe qu'il est dû à l'État une redevance proportionnée au produit de l'extraction, il suit qu'on ne doit pas admettre en déduction du produit brut les pertes de places ou donations gratuites à titre de secours, faites spontanément aux ouvriers par les concessionnaires.

Les redevances aux propriétaires du sol et aux inventeurs sont des dettes, sous forme de rentes, que les concessionnaires ont librement consenties en acceptant la

(1) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

(2) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

(3) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

concession ; en conséquence, elles ne doivent pas être comptées en déduction du produit brut, pas plus que dans l'établissement de l'impôt foncier, on ne déduit du revenu d'une terre les rentes dues par le propriétaire.

Quant aux frais de chargement des matières extraites, ce ne sont pas, à proprement parler, des dépenses d'exploitation ; les matières *chargées* ont une valeur supérieure aux matières *extraites*, sur lesquelles la redevance doit être établie ; elles ont déjà subi un certain degré de transport et sont entrées dans le commerce ; si l'on voulait compter les frais de chargement, il faudrait augmenter le produit brut dans le rapport des valeurs de la matière chargée et de la matière extraite, et dès lors, on établirait la redevance proportionnelle sur les produits élaborés, au lieu de l'établir sur les produits extraits, ce qui serait contraire au vœu de la loi. Enfin, pour ce qui est des frais de vente dans des entrepôts extérieurs et étrangers à la mine, on ne doit pas les admettre, parce que ce ne sont pas, en réalité, des dépenses d'exploitation. Ces dépenses se rapportent aux *matières transportées* et non pas aux *matières extraites*, et il y a lieu de répéter ici le même raisonnement qu'au sujet des frais de chargement.

L'abonnement à la redevance proportionnelle, qui est autorisé en principe par l'article 35 de la loi du 21 avril 1810, est réglementé, dans la pratique, par les dispositions suivantes de la circulaire du 12 avril 1849 :

Règles particulières aux redevances proportionnelles, acquittées par abonnement.

- « Si la mine est dans un état stationnaire, on doit prendre pour base de l'abonnement la moyenne du revenu net, pendant une période comprenant au moins les trois années antérieures.
- « Si la mine est en progrès continu, le calcul s'établira sur le même nombre d'années au moins, et l'on appliquera aux années que l'abonnement devra embrasser, la progression moyenne présentée par les années antérieures, de manière que le chiffre proposé pour l'abonnement soit lui-même la moyenne des revenus probables ainsi calculés.
- « Lorsque l'exploitant aura exécuté, pendant les années auxquelles on se reporte, des travaux extraordinaires, devant donner à la mine un grand développement pendant les années de l'abonnement

» demandé, on ne tiendra pas compte, pour la fixation du chiffre de
 » l'abonnement, des dépenses que ces travaux auraient occasionnées.
 » L'abonnement ne devra pas être consenti lorsqu'on sera en
 » droit de supposer de grandes variations dans l'état commercial de
 » la mine, pendant la durée de l'abonnement sollicité. En effet, il
 » serait alors très-difficile, si ce n'est impossible, d'évaluer d'une
 » manière suffisamment rigoureuse la base de l'abonnement. »

Avant la circulaire du 12 avril 1849, il était d'usage, pour les mines obtenant un abonnement, de ne porter chaque année, parmi les dépenses à déduire du produit brut, que le dixième des dépenses de premier établissement; il a été décidé, à l'égard de ces mines, « à titre
 » de mesure transitoire, que l'on dresserait les états
 » d'exploitation comme par le passé jusqu'à l'expiration
 » des abonnements, mais en tant seulement qu'il s'agit
 » des dépenses de premier établissement faites avant ces
 » abonnements. Les annuités, en quelque nombre qu'elles
 » fussent, qui resteraient encore à amortir après l'expiration de l'abonnement, seraient défalquées en une
 » seule fois du produit brut de l'exercice suivant (1). »

La question s'est présentée de savoir si un exploitant de mines de houille est sujet à patente pour la conversion de la houille menue en coke.

A ce sujet, on a considéré que les exploitants étant forcés le plus souvent d'extraire la houille menue de leurs travaux pour éviter des incendies, sont forcés, pour trouver le débit de ces houilles et éviter leur détérioration ultérieure, de les convertir en coke. La fabrication du coke, opérée par les exploitants, n'est ainsi qu'un mode particulier de l'exploitation de leurs mines, analogue à la carbonisation du bois en forêts faite par les propriétaires fonciers, et, par suite, elle doit être dispensée de la patente comme dépendance de l'exploitation. La question a été résolue dans les termes suivants par l'ordonnance du 21 janvier 1847, portant annulation d'un

La fabrication du coke opérée par un exploitant de mines de houille, n'est pas soumise à patente.

(1) Circulaire du 1^{er} décembre 1850.

arrêté du Conseil de préfecture de la Loire qui avait maintenu au rôle des patentes la Compagnie de Chaney, à raison de la conversion de la houille menue en coke.

« Considérant, dit l'ordonnance, qu'aux termes des articles 52 et 53 de la loi du 21 avril 1810, l'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à patente ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction, que la Compagnie de Chaney se borne à convertir en coke les charbons des mines dont elle est concessionnaire, et que cette opération n'est qu'un mode d'exploitation desdites mines ; d'où il suit que c'est à tort que le Conseil de préfecture de la Loire a maintenu la Compagnie de Chaney aux droits de patente auxquels elle a été imposée pour 1842 ; etc. (1). »

Le même principe a été maintenu depuis lors, dans des cas analogues, par des décisions en date du 30 novembre 1850, de la section du contentieux du Conseil d'État, intervenues sur le pourvoi de diverses Compagnies (2).

La conséquence rigoureuse du principe précédent, c'est que la fabrication du coke opérée par les concessionnaires échappant au droit de patente, comme dépendance de l'exploitation, doit être soumise par cela même à la redevance proportionnelle. C'est aussi ce qui est prescrit par la circulaire du 9 avril 1851.

La fabrication du coke opérée par un concessionnaire est soumise à la redevance proportionnelle.

Dans l'établissement de la redevance sur la fabrication du coke, on suppose que le concessionnaire se vend à lui-même les houilles menues au prix de revient : on joint à cette dépense de matière première les frais de fabrication, et l'on obtient ainsi le prix de revient du coke fabriqué ; la différence entre ce prix de revient et le prix de vente du coke sur le carreau de la mine donne le revenu net afférent à la fabrication du coke.

Le bénéfice résultant de la fabrication du coke se joint au bénéfice de vente des houilles, et l'on compose ainsi le revenu net imposable de la mine : s'il arrive que,

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XI, p. 725.

(2) Circulaire du 9 avril 1851.

dans un exercice particulier, la fabrication du coke donne des pertes, celles-ci doivent évidemment être déduites du revenu net relatif aux houilles brutes.

L'exploitation des mines ne devient passujette à patente par le fait de l'association de plusieurs concessionnaires.

L'exploitation des mines qui n'est pas sujette à patente, en vertu de l'article 32 de la loi de 1810, n'y devient pas soumise par le fait de l'association de plusieurs concessionnaires, qui se réunissent pour vendre en commun les produits de leurs concessions. C'est ce qui a été décidé par l'ordonnance du 7 juin 1836, portant annulation d'un arrêté du Conseil de préfecture de l'Aude qui avait maintenu au rôle des patentes les concessionnaires des mines de houille de Boussagues et de Saint-Gervais (Hérault), pour avoir établi en commun un entrepôt de vente de leurs charbons à Castelnaudary.

« Considérant, dit l'ordonnance, qu'aux termes de l'article 32 de la loi du 21 avril 1810, l'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est pas sujette à patente ;
 » Qu'aucune disposition de cette loi n'établit de distinction à l'égard des concessionnaires qui se réunissent en association pour exploiter et vendre en commun les produits de leurs mines ; etc., etc. (1). »

Les Compagnies d'exploitation de mines, non constituées en Sociétés anonymes, ne sont passibles de la taxe des biens de main-morte.

L'article 1^{er} de la loi du 20 février 1849 a fait naître la question de savoir si les Compagnies de mines qui n'ont pas été autorisées à se constituer en Sociétés anonymes, sont passibles de la taxe des biens de main-morte.

Cet article est ainsi conçu :

« Il sera établi, à partir du 1^{er} janvier 1849, sur les biens immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes et tous les établissements publics légalement autorisés, une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès. Cette taxe sera calculée à raison de soixante-deux centimes et demi pour franc du principal de la contribution foncière. »

(1) Sirey-Devilleneuve, 36-2-321, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. IX, p. 689.

Disons d'abord que les mines ne sont à aucun égard des établissements publics. « L'acte de concession, dit la loi de 1810, fait des mines une propriété incommutable, disponible et transmissible comme les autres biens, et l'acte de concession institue ainsi une *propriété nouvelle*. » C'est assez dire que les mines, une fois concédées, rentrent essentiellement dans la classe des choses privées et n'ont aucun caractère des établissements publics.

Il résulte de là que les Compagnies concessionnaires de mines, non constituées en Sociétés anonymes, ne sont pas susceptibles de la taxe des biens de main-morte. Ce double principe a été deux fois consacré dans les circonstances suivantes :

Les Compagnies des mines d'Anzin, de Douchy et de Vicoigne ayant été imposées en 1849 à la taxe des biens de main-morte pour les mines et divers immeubles qu'elles possèdent, ont réclamé par le motif qu'elles étaient constituées en Sociétés civiles et non en Sociétés anonymes, et que la loi du 20 février 1849 ne s'applique qu'à cette dernière forme de Société. Le Conseil de préfecture du Nord a admis leur réclamation.

Le ministre des finances s'est pourvu contre la décharge prononcée par l'arrêté du Conseil de préfecture.

Le Conseil d'État, par arrêt du 7 juin 1851, a rejeté le pourvoi du ministre des finances par le motif suivant :

« Considérant qu'il résulte des pièces ci-dessus visées que la » Compagnie des mines d'Anzin n'est pas constituée en Société ano- » nyme, et qu'elle ne peut être considérée comme un établissement » public légalement autorisé, dans le sens de la loi du 20 février » 1849; que, dès lors, elle n'est pas imposable à la taxe établie par » cette loi (1). »

La question a été décidée dans le même sens par un décret du 29 mai 1852, rendu conformément aux con-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 724.

elusions de l'Administration des travaux publics, en faveur de la Compagnie des mines de la Loire.

Dans cette circonstance, le Conseil de préfecture avait admis la taxe, et, par neuf arrêtés différents, il avait rejeté la demande en décharge des taxes de bien de main-morte formée par la Compagnie dans neuf communes de la Loire.

La Compagnie s'est pourvue en Conseil d'État, et sa réclamation a été admise par un décret rendu sur le rapport de la section du contentieux et motivé comme il suit (1) :

- « Considérant que les pourvois sus-visés sont connexes, et qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par un seul et même décret;
- » Considérant qu'il résulte de l'instruction que la Compagnie des mines de la Loire n'est point une Société anonyme, qu'elle ne constitue pas non plus un établissement public légalement autorisé dans le sens de la loi du 20 février 1849;
- » Considérant d'ailleurs que, sous aucun rapport, la Société des mines de la Loire ne peut être rangée parmi les établissements ou personnes civiles désignées par l'article 1^{er} de ladite loi; que, dès lors, c'est à tort que le Conseil de préfecture de la Loire a rejeté ses demandes en décharge des taxes de bien de main-morte auxquelles elle a été imposée pour 1849 et 1850, dans les diverses communes ci-dessus dénommées; etc. »

Obligation des concessionnaires de subvenir à l'entretien des chemins extérieurs.

Après avoir parlé des contributions que les concessionnaires paient directement à l'État à titre de redevances, nous sommes amenés à nous occuper des subventions qu'ils sont obligés de payer pour l'entretien des chemins dont ils font un fréquent usage.

Une pareille mesure se justifie d'elle-même en raison du roulage énorme que les exploitations minérales ajoutent souvent aux chemins qui les avoisinent; disons aussi que ce principe, de faire contribuer les concessionnaires à l'ouverture ou à l'entretien des chemins qui conduisent à leurs mines a été appliqué depuis longtemps, comme on le voit par les exemples suivants :

(1) *Annales des Mines*, 8^e série, t. I, p. 57.

Ainsi, le 9 prairial an VII, un arrêté du Directoire exécutif fixe à un cinquième de la dépense totale, la taxe d'entretien des routes, pour les matières destinées à l'approvisionnement et à l'exploitation des mines de plomb de Poullaouen (1).

Le 1^{er} germinal an XII, un arrêté portant concession des mines de houille de Méthamis (Vaucluse), impose aux concessionnaires l'obligation de faire réparer à leurs frais le chemin conduisant de Malenconrt à ces mines (2).

Les deux décrets du 7 fructidor an XII portant concession des mines de houille du Devois de Graissessac et de Boussagues (Hérault), mettent à la charge des concessionnaires de la première de contribuer, pour les deux tiers, aux frais du chemin à faire de Graissessac à Hérépian, en attribuant l'autre tiers aux concessionnaires de Boussagues (3).

Un autre décret du 7 fructidor an XII, portant concession des mines de houille du Bousquet (Hérault), met à la charge du concessionnaire la moitié des dépenses du chemin de Camplong à la Tour, jusqu'à la route de Saint-Pons à Lodève (4).

L'ordonnance du 14 novembre 1833, survenue dans les circonstances suivantes, nous fournit un exemple remarquable de cette obligation des concessionnaires de réparer les chemins extérieurs (5).

Le décret du 1^{er} juillet 1809, portant concession des mines de lignite de Fuveau (Bouches-du-Rhône) aux sieurs de Castellane et de Cabre, a astreint les concessionnaires à contribuer, dans la proportion qui sera réglée, aux frais d'entretien et de réparation de la route de Marseille à Draguignan.

(1) *Bulletin des Lois*, 2^e série, n° 283.

(2) *Bulletin des Lois*, 5^e série, t. IX, n° 559.

(3) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. I, n° 13.

(4) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. I, n° 13.

(5) De Clappe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. VI, p. 551 et 557.

Le 9 juin 1824, une ordonnance royale a fixé au tiers de la dépense à faire, la part des concessionnaires, et à la moitié, leur part dans les frais d'entretien annuel.

Ce contingent ayant été fixé par deux arrêtés préfectoraux, les concessionnaires réclamèrent à l'effet de ne contribuer qu'aux frais de réparation et entretien après que la route aurait été reconstruite, et le Conseil de préfecture admit leur réclamation.

Sur ce, l'ordonnance du 14 novembre 1833 a annulé l'arrêté du Conseil de préfecture, pour avoir violé l'ordonnance du 9 juin 1824, qui obligeait les concessionnaires à contribuer pour un tiers dans les frais de restauration de la route dont il s'agit.

Une autre ordonnance du 16 juin 1836 a fixé la part contributive des concessionnaires des mines de lignite de Tretz (Bouches-du-Rhône), dans les frais de reconstruction et d'entretien de la route départementale de Marseille à Draguignan, au dixième de la somme assignée aux autres concessionnaires des environs de Fuveau par l'ordonnance du 9 juin 1824.

Cette ordonnance s'est appuyée, à cet égard, sur le décret du 1^{er} juillet 1809, portant concession des mines de Tretz, qui assujétit les concessionnaires à contribuer, dans la proportion qui sera réglée, à la réparation et à l'entretien des chemins qui pourraient être jugés nécessaires.

Loi du 18 juillet
1825

Pour ce qui est des chemins vicinaux, la loi du 28 juillet 1824 avait déjà généralisé (art. 7) cette obligation des exploitants de mines, carrières, de forêts ou autres entreprises industrielles de subvenir à l'entretien des chemins extérieurs. On trouve une application de cette loi dans l'ordonnance du 21 avril 1830, rendue dans l'affaire Michel et consorts contre la commune de Reynel (Haute-Marne) (1).

La subvention imposée en principe aux concessionnaires de mines, pour l'entretien des chemins extérieurs, par la

(1) Macarel et Deloche, t. XII, p. 201.

loi du 28 juillet 1824, n'est pas restreinte au cas où les ressources des communes seraient épuisées ou insuffisantes; d'autre part, cette subvention doit être réglée chaque année dans la proportion du dommage causé, et comme elle est établie dans la prévision de dégradations éventuelles dont l'importance et les causes sont variables de leur nature, elle ne saurait être réglée, une fois pour toutes, par le Conseil de préfecture, à une redevance fixe et annuelle. Ce double principe a été consacré par l'ordonnance du 25 août 1835, rendue dans l'affaire Wautier, maître de forges, contre le préfet du Nord (1).

Le mode de subvention des concessionnaires de mines, pour l'entretien des chemins vicinaux, est réglé aujourd'hui par l'article 14 de la loi du 21 mai 1836, lequel est ainsi conçu :

Dispositions de
la loi du 21 mai
1836

« Toutes les fois qu'un chemin vicinal entretenu à l'état de viabilité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la couronne ou à l'Etat, il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront lieu pour les uns ou pour les autres, des subventions spéciales, dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations. »

« Ces subventions pourront, au choix des subventionnaires, être acquittées en argent ou en prestations en nature, et seront exclusivement affectées à ceux des chemins qui y auront donné lieu. »

« Elles seront réglées annuellement sur la demande des communes, par les Conseils de préfecture, après des expertises contradictoires, et reconstruites comme en matière de contributions directes. »

« Les experts seront nommés suivant le mode déterminé par l'article 17 ci-après. »

« Ces subventions pourront aussi être déterminées par abonnement, elles seront réglées, dans ce cas, par le préfet, en Conseil de préfecture. »

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. IX, p. 641.

Aucune disposition de la loi du 21 mai 1836 n'exige que l'état de viabilité des chemins habituellement ou temporairement dégradés par des exploitations de mines, carrières ou forêts ait été constaté avant l'exploitation de celles-ci. Ce principe a été plusieurs fois consacré par le Conseil d'État, notamment dans les ordonnances des 26 novembre 1846 (1) et 10 décembre, même année (2). La première a statué sur un pourvoi formé contre un arrêté du Conseil de préfecture de l'Aisne, par le sieur Agombard, briquetier à Saint-Quentin, et la seconde, sur un pourvoi du ministre des finances contre un arrêté du Conseil de préfecture du Bas-Rhin. Un décret du 16 février 1853 a été rendu dans le même sens, dans l'affaire Boignes et Compagnie (3).

Le Conseil d'État a décidé, en outre, dans la première de ces ordonnances, qu'à défaut par l'une des parties d'avoir désigné son expert, c'est au Conseil de préfecture, et non pas au sous-préfet, à le désigner d'office, et que le recours, en pareille matière, contre les arrêtés des Conseils de préfecture est sans frais, comme en matière de contributions directes.

Nous avons terminé l'examen des diverses questions relatives aux redevances; il nous reste à examiner maintenant les autres devoirs que tous les concessionnaires, sans distinction, ont à remplir vis-à-vis du gouvernement.

En tête de ces devoirs ou obligations, il faut placer l'interdiction imposée aux concessionnaires de vendre, par lots ou partages, une mine sans l'autorisation du gouvernement.

Indivisibilité des
concessions, sans
l'autorisation du
gouvernement.

L'indivisibilité des concessions sans l'autorisation du pouvoir administratif est écrite dans la disposition finale de l'article 7 de la loi de 1810, lequel est ainsi conçu :

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 665.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 668.

(3) *Moniteur* du 25 février 1853.

« Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme les autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile. Toutefois, une mine ne peut être vendue par lots ou partagée, sans une autorisation préalable du gouvernement donnée dans les mêmes formes que la concession. »

Ce principe de l'indivisibilité des concessions tient à l'essence même de la loi du 21 avril 1810. C'est principalement parce que les exploitations souterraines ne sont pas susceptibles, comme les propriétés de la surface, de divisions à l'infini, que la loi de 1810 a fait des mines des propriétés distinctes et séparées de la propriété du sol, et qu'elle a créé les concessions comme des *unités* indivisibles de l'exploitation souterraine. Ce que la loi a voulu, dans l'intérêt de tous, c'est que chaque concessionnaire obtint un périmètre suffisamment étendu pour y établir des travaux réguliers et durables, et que la concession une fois accordée, le titulaire ne pût pas morceler l'exploitation de manière à détruire les effets de la concession primitive, en brisant l'harmonie des travaux dans le périmètre concédé.

Le but principal de l'article 7, en interdisant le partage des mines concédées, a été d'interdire le partage des exploitations, et d'organiser dans chaque concession un système de travaux concourant nécessairement à un but unique; et, en effet, la loi n'interdit pas le partage des intérêts dans une mine, lorsqu'il s'agit d'une Société organisée pour exploiter avec ensemble et unité le périmètre d'une concession; aussi mentionne-t-elle (art. 8) que les actions ou intérêts dans une Société ou entreprise pour l'exploitation des mines sont meubles, et d'autre part, elle dit à l'article 13, que les individus agissant en Société peuvent demander et obtenir, s'il y a lieu, une concession de mines. En conséquence, toutes les fois qu'il y aura doute, dans la pratique, sur l'application de l'art. 7, il y aura lieu de se poser la question suivante : L'exploit-

tation de la concession est-elle divisée? En cas d'affirmative, on devra regarder l'œuvre de partage comme illicite, sauf approbation préalable du gouvernement.

La prescription de l'article 7 est très-précieuse au point de vue de la bonne exploitation des richesses minérales; elle est un mode d'action efficace et permanent, pour le gouvernement, de contraindre les concessionnaires au bon aménagement des gites concédés.

La loi de 1810, en faisant des concessions de mines des propriétés disponibles et transmissibles comme les autres biens, n'a pas voulu que l'Administration pût intervenir à chaque instant pour dire arbitrairement à l'exploitant: Vous exploiterez de telle manière et non pas de telle autre, hormis les cas exceptionnels spécifiés par les articles 49 et 50; mais elle a voulu, une fois pour toutes, en instituant des concessions indivisibles sans l'assentiment du pouvoir administratif, forcer les concessionnaires à exploiter avec ensemble et harmonie dans l'intérieur de leurs périmètres respectifs, et l'article 7 a atteint ce but.

Les mines sont ainsi des propriétés d'une nature distincte, puisque leur exploitation, leur jouissance ne peuvent pas être divisées. Cette doctrine a été proclamée par la Cour de cassation, dès le 27 juin 1830, dans un arrêt relatif aux mines de La Chana (1).

« Attendu, dit l'arrêt, que, dans l'espèce, l'exploitation des mines
» de houille de La Chana était l'objet de la Société, que c'est à cette
» Société déjà formée en corps moral que fut faite, par le gouverne-
» nement, la concession perpétuelle de cette exploitation; que cette
» concession était chose indivisible, en ce sens que la loi prohibait
» aux sociétaires de partager entre eux les mines concédées et d'en
» diviser l'exploitation, qu'il ne faut pas confondre la chose dont la loi
» interdit le partage, pour qu'elle ne forme qu'un seul tout, avec les
» biens meubles et immeubles qui sont ou peuvent être accidentelle-
» ment susceptibles ou non susceptibles de partage et de division en
» lots égaux ou inégaux, etc. »

(1) Sirey-Devilleneuve, 30-1-205.

La Cour suprême n'a pas toujours, il est vrai, maintenu ces saines doctrines sur l'indivisibilité des concessions : ainsi, par un arrêt du 4 juillet 1833, elle a confirmé celui de la Cour de Lyon du 18 février 1832, lequel portait « que les sieurs Rolland-Palle et Polluat, concessionnaires de la mine de houille du quartier Gaillard, « avaient eu le pouvoir de partager en deux l'exploitation, en se restreignant chacun à extraire la houille « sous leurs propriétés (1). »

Malgré notre respect pour les décisions de la Cour suprême, nous dirons qu'un pareil système était complètement subversif de la législation de 1810, car il tendait forcément et logiquement à établir dans la propriété souterraine toutes les divisions de la surface ; or, c'est principalement pour éviter pareille chose que la loi de 1810 a été faite.

« Attendu, avait dit la Cour de Lyon, que deux puits étaient « ouverts dans le périmètre du quartier Gaillard, lors de la demande « en concession, l'un sur les propriétés de Pollnat, l'autre sur « celles de Rolland-Palle, que dès lors la concession se trouvait « divisée par là même en deux champs d'exploitation, etc. »

Nous eîtons ces termes de l'arrêt pour montrer que la Cour de Lyon, non-seulement sortait des principes de la loi de 1810 dans son arrêt du 18 février 1832, mais encore qu'elle sortait de ses attributions et qu'elle faisait de l'Administration ; en effet, la Cour donne à entendre que par la présence de deux puits à l'époque de la demande en concession, la mine était divisée et pouvait l'être en deux exploitations séparées. Mais il faut répondre à cela que deux puits ne font pas toujours deux mines distinctes ; les deux puits primitifs ouverts dans le terrain du quartier Gaillard furent considérés par le gouvernement comme pouvant et devant se rattacher plus tard à une exploitation unique du gîte, et c'est pour cela qu'ils

(1) Sirey-Devilleneuve, 33-1-757.

furont compris dans la même concession ; or, le système admis par la Cour tendait évidemment à faire deux exploitations, deux concessions de fait là où le gouvernement n'avait institué qu'une concession unique, destinée à être exploitée avec ensemble par les efforts des concessionnaires, et il menait à un abus de pouvoir de la part de la magistrature.

Le même principe de l'indivisibilité des exploitations de mines, qui nous paraît être le but principal de l'article 7 de la loi de 1810 et l'une des bases de cette loi tout entière, nous conduit à conclure que l'amodiation partielle des concessions de mines, opérée sans l'approbation formelle du gouvernement est interdite ; et, en effet, dans ce cas particulier, comme le fermier d'une mine ou portion de mine n'exploite pas dans des vues d'avenir et de bon aménagement aussi bien que le ferait le propriétaire de la chose, il s'en suit évidemment qu'en fait, le fermage partiel des concessions de mines serait beaucoup plus nuisible à la bonne exploitation des gites et à leur aménagement que le partage même de ces concessions ; nous croyons donc que cette amodiation partielle est contraire à l'esprit de la loi et au principe général qui la domine, malgré la doctrine contraire émise dans un arrêt de la Cour de cassation du 30 décembre 1837, confirmatif d'un arrêt de la Cour de Lyon de décembre 1836 (1). La Cour de cassation nous paraît dans l'erreur lorsqu'elle dit que, dans le cas d'amodiation partielle, les garanties en faveur du gouvernement sont les mêmes, puisque la propriété et la responsabilité reposent toujours sur la tête du gîte primitif. Tout le droit du gouvernement ne se borne pas, en effet, à prélever une redevance sur les mines et à maintenir sur celles-ci la surveillance de police stipulée par les articles 49 et 50. Le gouvernement, lorsqu'il a institué une concession, force les concession-

(1) *Sirey-Devilleneuve*, 35-1-91 (Neyron).

naires à exploiter le gîte concédé avec ensemble et harmonie, par suite des prescriptions de l'article 7, et il exerce, au point de vue de cette harmonie, une influence permanente et forcée sur le bon aménagement des concessions, influence qui cesserait de fait avec les amodiations partielles.

Les dangers de ces doctrines, admises d'abord par l'autorité judiciaire, ont été signalés avec force dans les débats qui eurent lieu aux deux Chambres lors de la discussion de la loi du 27 avril 1838.

Voici comment s'exprimait M. d'Argout, rapporteur, à la Chambre des pairs :

« Son but (de l'article 7 de la nouvelle loi) est de donner une » sanction efficace à l'article 7 de la loi de 1810, qui veut que les » concessions demeurent indivisibles, disposition capitale et trop » souvent éludée. En effet, la loi de 1810 prohibe formellement toute » vente par lots et tout partage d'une concession sans autorisation » préalable du gouvernement, mais elle a omis aussi d'interdire les » baux à long terme et les amodiations partielles : or, en affirmant » pour un grand nombre d'années diverses parties d'une même » concession, on est parvenu à diviser cette concession en un nombre » plus ou moins considérable d'exploitations indépendantes les unes » des autres et travaillant d'après des plans tout-à-fait différents, » c'est-à-dire que l'on est arrivé à un résultat diamétralement opposé » à celui que la loi de 1810 avait voulu consacrer comme une condition de salut pour les mines, etc. (1). »

Un autre arrêt de la Cour de Lyon, du 13 mai 1842, a décidé que le baron de Rochetaillée, concessionnaire de la mine de houille du Cros, avait pu subroger la veuve Fromage, propriétaire d'un terrain enclavé dans son périmètre, à exploiter séparément les charbons existant dans son terrain (2). Nous ne dirons rien autre chose de cet arrêt que ce que nous avons dit de l'autre arrêt de la même Cour, du 18 février 1832, c'est qu'il est subversif

(1) Séance du 16 avril 1838. — *Moniteur* du 17.

(2) Sirey-Devilleneuve, 42-2-435.

des principes fondamentaux de la loi de 1810. En effet, s'il était admis qu'un concessionnaire de mines peut subroger un propriétaire du sol pour exploiter, dans les limites de la concession, la partie de la mine existant dans ses propriétés, il pourrait aussi en subroger deux, trois, etc., et les concessions de mines n'auraient plus raison d'être; l'on arriverait ainsi à la division indéfinie de l'exploitation des mines, chose que les législateurs de 1810 ont voulu empêcher pardessus tout.

La Cour de Montpellier a émis dans un arrêt rendu le 21 janvier 1841, sur le débat de la Compagnie de Decazeville contre Galtier, une doctrine toute contraire à celle de la Cour de Lyon. Cette doctrine de la Cour de Montpellier, pleinement conforme, selon nous, à l'ensemble et à l'esprit de la loi de 1810, est justifiée dans les termes suivants (1) :

- » Attendu que les attributs de la propriété sont définis par la loi
- » civile; qu'aux termes de l'article 544 du Code, on ne peut en jouir
- » et en disposer que conformément aux lois et règlements; que,
- » d'après l'article 552, la propriété du sol emporte la propriété du
- » dessous, mais que le même article excepte les droits résultants de
- » la législation spéciale des mines;
- » Qu'aux termes de la loi du 21 avril 1810, la propriété des mines
- » est entièrement indépendante de celle du sol; qu'elle résulte uni-
- » quement de la concession faite par le gouvernement, que le pro-
- » priétaire de la surface n'a aucun droit de préférence, et que la loi
- » lui accorde seulement une indemnité.....
- » Que l'article 7 de la loi du 21 avril 1810 prohibe toute vente par
- » lots, et par conséquent toute cession partielle d'une mine, autre-
- » ment qu'avec le concours et l'autorisation du gouvernement,
- » laquelle autorisation ne peut être donnée qu'après l'accomplissement
- » de toutes les formalités prescrites pour une première concession. »
- » Que cette disposition, mue par un principe d'intérêt public, a
- » pour objet d'empêcher tout morcellement préjudiciable à l'explo-
- » itation. »

Disons, à ce sujet, que la Cour de cassation, par

La cession du droit d'exploiter, faite à un propriétaire du sol, est interdite sans l'autorisation du gouvernement.

(1) *Sirey*, 42-2-80, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 750.

arrêt du 27 mars 1843, a confirmé l'arrêt de la Cour de Montpellier (1). La Cour suprême a modifié ainsi la jurisprudence qu'elle avait adoptée, le 4 juillet 1833, dans l'affaire des mines de La Chana, et elle a décidé que la cession du droit d'exploiter une portion des terrains concédés, faite par un concessionnaire à un propriétaire du sol, forme, en réalité, un partage de la mine, et comme telle, est prohibée par la loi : c'est le principe que l'Administration n'avait cessé de défendre en toute occasion.

La Cour de cassation, fidèle désormais à ce principe, a cassé, par arrêt du 26 novembre 1845, l'arrêt de la Cour de Lyon, du 13 mai 1842, dont il a été question tout à l'heure, et qui déclarait licite la concession partielle du droit d'exploiter faite par un concessionnaire à un propriétaire du sol (2).

Disons encore que la Cour de cassation, par arrêt du 4 janvier 1844, rendu dans l'affaire de Castellane contre Michel et consorts, a proclamé ce principe défendu par nous tout à l'heure, que l'amodiation partielle des mines est prohibée par l'article 7 de la loi de 1810, et qu'elle est ainsi revenue sur la jurisprudence adoptée par elle le 30 décembre 1837 (3).

« Attendu, dit la Cour de Cassation, que l'amodiation ou le
 » louage d'une mine concédée, s'appliquant à des choses fongibles
 » et qui se consomment par l'usage, à des substances qui ne peuvent
 » se reproduire, constitue une aliénation, et par conséquent une
 » aliénation partielle, lorsque le louage ou l'amodiation ne porte
 » point sur la totalité de la concession ;

» Que d'ailleurs le but de l'article 7 précité de la loi du 21 avril
 » 1810, a été d'empêcher la division d'exploitation, division qui ré-
 » sulterait des baux partiels.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 864, et Dalloz, D. P., 45-1-195.

(2) Devilleneuve, 46-1-240, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. VIII, p. 782.

(3) Devilleneuve, 44-1-725, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 647.

« Que l'intérêt général du bon aménagement des gîtes et de la conservation des richesses minérales exige que la loi qui a pour objet de prévenir le morcellement si préjudiciable des exploitations, ne puisse pas être éludée par des amodiations partielles, lesquelles produiraient les mêmes effets que la vente par lots ou le partage proprement dit;

« Attendu que le droit de l'Administration de faire cesser la division d'exploitation, résultant d'un partage ou d'une amodiation, n'exclut pas celui de chacun des concessionnaires de se refuser à l'exécution d'actes et de conventions contraires à la disposition d'ordre public de l'article 7 précité de la loi du 24 avril 1810, et de faire proclamer la nullité desdits actes et conventions;

« Que l'exercice de ce droit par les concessionnaires leur offre le moyen d'éviter l'interdiction ou la suspension d'exploitation dont l'Administration serait armée contre eux, s'ils respectaient des engagements de nature à compromettre l'unité d'exploitation (1); » etc. »

Les conventions par lesquelles des concessionnaires se concerteraient de manière à exploiter chacun dans sa propriété, constituent un partage de la mine et sont nulles de plein droit. Ce principe, que nous avons essayé de justifier tout à l'heure, a été appliqué aux mines de La Romanèche par un arrêt la Cour de Dijon, du 27 janvier 1844 (2).

Instruction des
demandes en par-
tage de concession.

La demande en partage d'une concession de mines doit être adressée au préfet, avec trois plans à l'appui, à l'échelle de 10 millimètres pour 100 mètres, et celui des travaux intérieurs, à l'échelle de 1 millimètre par mètre, avec les extraits des rôles des impositions des demandeurs et avec les avis des autorités locales sur leurs moyens et leurs facultés (instruction du 3 août 1810).

La première condition à remplir dans le cas d'une demande pareille, c'est que la pétition soit faite collectivement par tous les titulaires de la concession ou leurs

(1) Devilleneuve, 41-4-725, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 651.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 655.

représentants, car la concession ayant été donnée d'une manière indivise, pour être exploitée en commun, ne peut être modifiée que sur leur consentement collectif. C'est ainsi qu'une demande en partage de la concession des mines de manganèse de La Romanèche, formée par un seul des titulaires, le sieur Mazoyer, et sans le consentement de ses associés, les sieurs Cadot et Joesnin, a été repoussée par l'Administration (1).

Le gouvernement ne se refuse pas à accorder la division des concessions lorsque la mine est susceptible de division, et que chacun des copartageants, qui deviendrait propriétaire d'une portion de la mine, a les facultés nécessaires et offre à l'Administration toutes les garanties convenables pour la bonne exploitation de son lot. Comme exemples à l'appui de ce fait, on peut citer :

L'ordonnance du 12 février 1832, relative au partage de la concession des mines de houille du Creuzot et de Blanzv (Saône-et-Loire) (2) ;

L'ordonnance du 24 octobre 1838, portant que le partage de la concession des mines de houille du Creuzot en deux portions distinctes est approuvé (3).

L'ordonnance du 7 juillet 1847, portant division de la concession des mines de houille de Saint-Georges-Châtelais (Maine-et-Loire), en deux concessions distinctes, etc. (4).

D'autre part, le gouvernement refuse ces demandes en partage de concession lorsque la consistance du gîte minéral ne le permet point : ainsi, l'ordonnance du 21 août 1835 a rejeté la demande en division de la concession des mines de houille de Gourd-Mariv (Loire) par les motifs suivants (5) :

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 655.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. II, p. 580.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 585.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XII, p. 671.

(5) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 604.

« Considérant que la concession de Gourd-Marin n'offre pas une
 « assez grande étendue pour qu'elle puisse devenir l'objet de deux
 « concessions distinctes ;

« Que la division demandée serait contraire au bon aménagement
 « des gîtes de cette concession , et qu'en détruisant l'ensemble qu'il
 « importe de maintenir dans l'exploitation , elle compromettrait la
 « sûreté des hommes et des choses , etc. »

Obligation, pour
 les concessionnai-
 res, de justifier
 d'une direction
 unique des tra-
 vaux, et d'un
 représentant vis-à-
 vis de l'Adminis-
 tration.

L'article 7 de la loi de 1810 a voulu, en prononçant l'indivisibilité des concessions sans le consentement du gouvernement, forcer les concessionnaires à exploiter chaque mine avec ensemble et harmonie; mais cet article n'est pas assez explicite et manque de sanction, comme le disaient aux Chambres les rapporteurs de la loi du 27 avril 1838; c'est pour combler cette lacune qu'il a été inséré dans cette dernière loi un article ainsi conçu (art. 7) :

« Lorsqu'une concession de mine appartiendra à plusieurs per-
 « sonnes ou à une Société, les concessionnaires ou la Société devront,
 « quand ils en seront requis par le préfet, justifier qu'il est pourvu
 « par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation
 « soient soumis à une direction unique et coordonnés dans un intérêt
 « commun.

« Ils seront pareillement tenus de désigner, par une déclaration
 « authentique faite au secrétariat de la préfecture, celui des conces-
 « sionnaires ou tout autre individu qu'ils auront pourvu des pouvoirs
 « nécessaires pour assister aux assemblées générales, pour recevoir
 « toutes notifications et significations, et en général, pour les repré-
 « senter vis-à-vis de l'Administration, tant en demandant qu'en
 « défendant.

« Faute par les concessionnaires d'avoir fait, dans le délai qui leur
 « aura été assigné, la justification requise par le § 1^{er} du présent
 « article, ou d'exécuter les clauses de leurs conventions, qui auraient
 « pour objet d'assurer l'unité de la concession, la suspension de tout
 « ou partie des travaux pourra être prononcée par un arrêté du
 « préfet, sauf recours au ministre et, s'il y a lieu, au Conseil d'Etat,
 « par la voie contentieuse, sans préjudice d'ailleurs de l'application
 « des articles 93 et suivants de la loi du 21 avril 1810. »

L'Administration est donc suffisamment armée maintenant pour obtenir que, dans chaque concession, il y ait une direction unique imposée aux travaux et que les

copropriétaires de chaque concession aient un représentant auprès d'elle. Cette justification d'une direction unique doit être désormais une chose sérieuse et non pas un acte illusoire.

L'instruction du 29 décembre 1838, pour l'exécution de la loi du 27 avril précédent, s'exprime de la manière suivante au sujet de l'article 7 (1) :

« La convention que les concessionnaires sont tenus de présenter, doit nécessairement, pour remplir son but, indiquer un plan de travaux qui s'applique réellement à l'ensemble de la concession, qui fasse connaître comment les travaux existants sont ou seront coordonnés entre eux relativement à l'aérage, à l'expulsion des eaux, à l'aménagement des gîtes, à l'extraction des minerais, et les nouveaux ouvrages que la Compagnie se propose d'exécuter, comme le développement ou le complément des anciens.

« Elle doit aussi instituer au chef-lieu de l'établissement un bureau spécial pour la réunion de tous les plans et coupes des travaux pratiqués dans les mines, et des registres d'avancement des travaux.

« Il faut en outre qu'elle confie à un seul et même directeur, la direction générale des exploitations ouvertes ou à ouvrir dans la concession. Cela ne s'oppose point à ce que des agents secondaires soient chargés de la surveillance et de la conduite de certaines parties de l'exploitation; mais la loi veut une direction unique, et une semblable direction ne peut être le fait de plusieurs personnes. Il doit donc y avoir un agent principal à la direction duquel tout vienne aboutir comme à un centre commun. C'est aux concessionnaires à nommer ce directeur; l'autorité administrative doit veiller à ce qu'il soit désigné et offre les garanties que requièrent ses fonctions.

« Toutes ces obligations dérivent les unes des autres et de l'unité de la concession, qui est le point fondamental en cette matière. La loi a indiqué dans quel but la convention qu'elle prescrit est exigée. C'était dire implicitement ce qu'elle doit contenir pour remplir cette fin, pour être complète et régulière.

« Une suite de ces mêmes principes est que toute demande relative à des travaux à ouvrir doit être présentée par le fondé de pou-

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 591.

« voir des concessionnaires. Aux termes de l'article 7 de la loi, l'Administration ne peut connaître que ce correspondant.

« Mais il ne suffit pas que la demande soit formée par lui, il faut encore, pour qu'elle puisse être accueillie, que l'on ait constaté qu'il n'en résultera rien qui soit de nature à compromettre l'unité des travaux.

« Il pourrait arriver que des tiers auxquels les concessionnaires auraient loué des portions de leur concession, empruntassent l'intervention du correspondant pour faire autoriser leurs extractions, et que celui-ci, par suite de ces traités, se crut obligé de faire des démarches en conséquence; le premier soin de l'autorité, quand une pétition lui est adressée, doit être d'examiner si elle est d'accord avec la conservation et le bon aménagement des mines. L'ingénieur est consulté, puis le préfet autorise ou refuse, suivant l'état des choses, et conformément à ce qui est indiqué au cahier des charges.

« Quant aux amodiations ou louages partiels, l'Administration ne peut les admettre. Quelles que soient les transactions que les concessionnaires aient pu faire entre eux, elle n'a point à traiter avec eux isolément, elle n'a de rapport qu'avec leur représentant légal, et elle doit tenir la main à ce que l'exploitation soit conduite dans des vues de bon ordre et d'avenir avec unité... »

Nous avons donné avec développement le commentaire de l'article 7 de la loi de 1838, tel qu'il est contenu dans l'instruction du 29 décembre suivant, en raison de l'importance de cet article, au point de vue d'une surveillance efficace des mines par le gouvernement.

L'article 7 de la loi de 1838, exigeant une *direction unique* dans chaque concession, entraîne, comme conséquence logique et inévitable, la présence d'un *Directeur unique* pour les travaux de chaque mine; d'autre part, le même article exige qu'il y ait un *représentant* vis-à-vis de l'Administration, délégué par les concessionnaires. Ce représentant pourra en même temps être Directeur, et en pareil cas même, l'unité d'action que les lois ont voulu apporter dans chaque concession de mine, sera le plus convenablement satisfaite; mais la loi de 1838 n'exige pas textuellement que ce soit la même personne, et le représentant peut être un concessionnaire, un gérant, un administrateur ou tout autre indi-

vidu fondé de pouvoir des concessionnaires et délégué par eux.

Si les concessionnaires ne s'entendent pas pour choisir leur représentant vis-à-vis de l'Administration, qui pourra le désigner d'office? Il est naturel de répondre que cette faculté revient aux tribunaux, défenseurs naturels des intérêts privés. La question a été tranchée en ce sens par un arrêt de la Cour de Lyon, du 17 juin 1835, cité par M. Peyret-Lallier. Par cet arrêt, la Cour a désigné, pour remplir l'emploi de représentant des concessionnaires de la mine de houille de La Béraudière, la personne qui serait choisie par la chambre des notaires de Saint-Étienne (1).

En l'absence d'un représentant régulièrement désigné auprès de l'Administration par une Société concessionnaire de mines, tous les membres de cette Société sont solidairement responsables, vis-à-vis du gouvernement, de l'accomplissement des obligations résultant, soit des lois et règlements sur les mines, soit de l'acte de concession. Ce principe, tout de droit commun, résulte de ce que la chose mise en Société est indivisible, conformément à l'article 7 de la loi du 21 avril 1810.

Solidarité des
titulaires
d'une
concession vis-à-vis
du gouvernement.

On trouve une application de ce principe dans l'art. 9 de l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 25 janvier 1835, relatif aux mines de la Loire (2).

Les concessionnaires ou propriétaires de mines étant tenus de déléguer un représentant vis-à-vis de l'Administration, il importait que ce représentant fût astreint à élire un domicile où pussent lui être adressés les actes administratifs; d'autre part, en cas de transfert de la propriété de la mine, il convenait de spécifier la même obligation pour les nouveaux acquéreurs.

Election de do-
micile à faire par
les concessionnai-
res ou proprié-
taires de mines.

Un règlement d'administration publique a été rendu

(1) *Traité sur la Législation des Mines*, t. II, p. 308.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VII, p. 648.

pour établir explicitement ces prescriptions; il est contenu dans le dispositif de l'ordonnance du 18 avril 1842, ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Tout concessionnaire de mines devra être un domicile administratif qu'il fera connaître par une déclaration adressée au préfet du département où la mine est située.

« Art. 2. — En cas de transfert de la propriété de la mine, à quel que titre que ce soit, l'obligation énoncée en l'article précédent est également imposée au nouveau propriétaire (1). »

Obligations des propriétaires de mines en cas de mutation de propriété.

Les ventes, cessions ou autres actes translatifs des mines ne pouvaient avoir lieu avant la loi de 1810, et d'après l'arrêté du Directoire exécutif du 3 nivôse an vi, qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement; il n'en est plus de même aujourd'hui, et l'autorisation du gouvernement n'est plus nécessaire désormais que dans le cas où il est question de partager une mine ou de la vendre par lots; mais dans tous les cas de transfert, les nouveaux propriétaires doivent désigner un représentant et indiquer son domicile administratif, comme il est dit dans l'ordonnance précédente.

Aucune prescription des lois et règlements ne force les propriétaires de mines à désigner un lieu plutôt qu'un autre pour le domicile administratif de leur représentant; mais il est de leur intérêt que leur représentant soit au courant des circonstances locales, et il leur convient de toute manière de placer ce domicile dans le département où la mine est située.

Nécessité d'une autorisation du gouvernement pour sanctionner la concentration de plusieurs concessions dans les mains du même propriétaire.

La liberté laissée aux transactions et cessions en matière de mines ne va pas jusqu'à permettre la concentration de plusieurs concessions entre les mêmes mains, de manière à étouffer la concurrence et constituer un monopole que les législateurs ont voulu prévenir en séparant la propriété des mines de la propriété du sol, et instituant des concessions dont le gouvernement règle le nombre et l'étendue par des motifs d'intérêt général.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 812.

Ce point de droit longtemps controversé est désormais hors de doute, depuis l'apparition du décret du 23 octobre 1852, lequel est ainsi conçu :

- « Louis-Napoléon, Président de la République française,
 « Vu les nombreuses réclamations adressées au gouvernement
 « contre les réunions de mines opérées sans autorisation adminis-
 « trative sur divers points du territoire;
 « Considérant que, dans certains cas, ces réunions sont de nature
 « à porter un grave préjudice aux intérêts du commerce et de l'in-
 « dustrie;
 « Considérant, dès lors, qu'il est du devoir de l'autorité publique
 « de s'y opposer;
 « Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines;
 « Vu l'article 6 de la Constitution;
 « Sur le rapport du ministre des travaux publics et de l'avis du
 « Conseil des ministres,
 « Décrète :
- « ART. 1^{er}. — Défense est faite à tout concessionnaire de mines, de
 « quelque nature qu'elles soient, de réunir sa ou ses concessions à
 « d'autres concessions de même nature, par association ou acquisi-
 « tion ou de toute autre manière, sans l'autorisation du gouverne-
 « ment.
- « ART. 2. — Tous actes de réunion opérés en opposition à l'article
 « précédent seront, en conséquence, considérés comme nuls et non
 « avenue, et pourront donner lieu au retrait des concessions, sans
 « préjudice des poursuites que les concessionnaires des mines réunies
 « pourraient avoir encourues en vertu des articles 414 et 419 du
 « Code pénal. »

Décret du 23
octobre 1852.

Ce décret, qui a été accueilli avec faveur par la masse des consommateurs, comme une satisfaction donnée à ses justes intérêts, est conforme au véritable esprit qui domine toute la loi du 21 avril 1810.

Et en effet, la loi de 1810, en séparant la propriété des mines de celle du sol, a créé des propriétés nouvelles dont les concessions sont les *unités*; elle n'a pas voulu que ces concessions fussent librement divisibles, car il n'eût servi à rien alors de séparer la propriété du tréfonds de celle de la surface, pour en faire une propriété nouvelle (article 7 de la loi); elle n'a pas voulu non plus que les concessions fussent trop vastes, elle a entendu

que leur superficie fut réglée par les convenances ; c'est ce qui est dit explicitement dans les termes suivants de l'exposé des motifs de la loi :

« Le maximum de l'étendue de la concession n'est pas fixé par la loi nouvelle comme dans celle de 1791 ; il sera réglé par les convenances ; et la jurisprudence actuelle du Conseil, qui est de multiplier les concessions, en ne les accordant pas trop vastes, sera maintenue (1). »

Quant aux inconvénients graves qui résulteraient, pour le public, de la concentration d'un grand nombre de concessions entre les mêmes mains, ils ont été décrits, en ces termes, dans le rapport du comte de Girardin au Corps législatif, et en ce qui touche les Compagnies houillères du département de Jemmapes (2).

« Réunir ces compagnies en une seule, ce serait nuire à l'intérêt public. Jusqu'ici tout le charbon a été exploité, tandis qu'une Compagnie unique abandonnerait les couches peu productives pour suivre exclusivement l'exploitation de celles qui le sont davantage ; mais un plus grand inconvénient encore serait que cette Compagnie pût hausser à sa volonté le prix du charbon, et faire peser tous les inconvénients du monopole sur les consommateurs, au nombre desquels les manufactures se présentent au premier rang. »

Les législateurs ont donc voulu, c'est incontestable, éviter le monopole résultant de la concentration d'un grand nombre de mines dans les mêmes mains ; s'ils n'ont pas limité par un maximum commun l'étendue des concessions, ils ont dit que cette étendue serait réglée par les convenances spéciales à chaque cas. Ajoutons, à ce sujet, que d'après l'esprit général qui domine toute la loi de 1810, les législateurs de cette époque se sont préoccupés avant tout des intérêts généraux, en réorganisant à fond la propriété des mines ; or, ils ne pouvaient pas, en cette occasion, négliger l'intérêt direct des consommateurs, qui

(1) Loaré, p. 386.

(2) Loaré, p. 415.

demande des concessions multiples, comme seul moyen efficace de maintenir la concurrence.

Un véritable privilège est donné au concessionnaire par le gouvernement, lorsqu'il y a institution de concession; or, ce privilège est donné dans un intérêt général et non point dans un intérêt privé, et le premier exige impérieusement des concessions nombreuses et concurrentes.

Faut-il conclure de là que le gouvernement doit interdire à tout jamais à un concessionnaire de mines d'acquiescer une concession située dans le voisinage de la sienne? Non, sans doute, et lorsque la réunion de ces deux concessions pourra s'effectuer, sans faire craindre un monopole, et que les convenances techniques viendront à l'appui de cette réunion, le gouvernement ne s'y opposera point.

Ainsi, par exemple, l'introduction des chemins de fer dans les mines, le perfectionnement des moyens de roulage, l'application des machines à vapeur à l'extraction, à l'épuisement et à l'aérage ont tellement perfectionné l'exploitation des mines, depuis un demi-siècle, qu'il sera plus avantageux, dans certain cas, d'exploiter deux concessions voisines, avec un même ensemble de travaux d'art, un personnel unique et un seul matériel, que de maintenir deux exploitations séparées; dans ce cas, la réunion des deux concessions dans les mêmes mains amènera nécessairement une diminution du prix de revient des matières extraites, chose avantageuse au pays, et s'il existe dans un certain rayon des concessions rivales qui empêchent de redouter le monopole, il est très-probable que la concentration des concessions sera autorisée par l'Administration.

D'autres fois, lorsque les produits de plusieurs concessions de même nature devront servir à l'alimentation d'une même usine métallurgique et seront vraiment nécessaires à la marche de cette usine, il pourra convenir d'autoriser le propriétaire de l'usine à posséder ces différentes concessions.

Les exemples que nous citons ne sont pas les seuls où l'on conçoive que le gouvernement puisse autoriser la réu-

nion de plusieurs concessions dans les mêmes mains; il serait impossible d'établir, *à priori*, une règle générale sur cette matière qui dépend essentiellement des circonstances spéciales à chaque cas.

En résumé, lorsque la concentration des concessions doit amener une diminution du prix de revient des matières extraites, sans entraîner de monopole, il y a lieu de penser que l'autorisation du gouvernement ne sera point refusée; mais ce qui est évident, c'est que pareille chose ne peut avoir lieu que pour le cas de concessions contiguës ou peu éloignées et avec le concours de certaines circonstances locales; par conséquent, cette raison tirée du prix de revient et qui touche directement à l'intérêt général, ne saurait être invoquée pour motiver la concentration entre les mêmes mains, de plusieurs concessions situées à une grande distance les unes des autres, dans des bassins distincts: les concentrations de ce genre n'ont qu'un seul but, c'est de dominer le marché de vente, et le gouvernement, gardien des intérêts publics, doit s'y opposer résolument.

L'Administration s'est opposée maintefois à la réunion en une seule, de plusieurs concessions contiguës appartenant aux mêmes individus, lorsqu'il lui a semblé que cette réunion était contraire à l'intérêt public: c'est ainsi qu'une décision du ministre des travaux publics, du 15 mai 1843, a rejeté la demande de la Compagnie des mines de houille de Blanzv, qui sollicitait l'autorisation de réunir en une seule les quatre concessions contiguës de Blanzv, des Porrots, des Badcaux et de La Theurée-Maillot (1). De même aussi, le gouvernement pourra, par des considérations d'intérêt public et pour éviter le monopole, empêcher des transactions qui auraient pour effet de mettre entre les mêmes mains plusieurs concessions de même nature, quoique distinctes.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 866.

Plusieurs personnes ont argué des termes de l'article 31 de la loi de 1810, pour établir qu'un propriétaire de mines peut librement en acquérir d'autres de même nature à la seule condition de les exploiter toutes à la fois.

Cette liberté dans les transactions, qui couduirait au monopole des concessions de mines, par suite de concentrations abusives, est condamnée, avons nous dit, par l'esprit et l'ensemble de la loi de 1810; nous ajouterons qu'elle n'est point justifiée par l'article 31 dont voici les termes :

« Plusieurs concessions pourront être réunies entre les mains du même concessionnaire, soit comme individu, soit comme représentant une Compagnie, mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession. »

Remarquons d'abord que le mot *pourront* ne paraît pas devoir désigner un droit absolu, qu'il semble porter en lui-même une restriction indécise, et qu'il ne contredit pas le principe de la nécessité d'une autorisation du gouvernement pour les réunions de concessions. D'autre part, ces mots *du même concessionnaire* nous paraissent avoir un sens important : le législateur n'a pas employé l'expression *propriétaire de mines*, comme il l'a fait dans d'autres articles de la loi, d'où nous concluons que les réunions dont il est parlé dans l'article 31, sont exclusivement celles qui s'appliquent au concessionnaire primitif, et qui dérivent directement du titre même de la concession. D'après notre interprétation, l'article 31 voudrait dire qu'un individu ou une Compagnie déjà concessionnaire d'une mine, peut *obtenir* une autre concession de même nature à certaines conditions, de telle sorte que cet article se rapporterait non pas aux ventes ou achats de mines, mais uniquement à *l'obtention des concessions* : tel est aussi le titre de la section qui le contient, et dans laquelle il a été inséré avec intention par les législateurs.

Dans cette interprétation, les dispositions de l'article 31 s'expliquent naturellement comme un corollaire du

droit de préférence attribué au gouvernement par l'article 16; l'on conçoit en effet que le gouvernement, arbitre des intérêts généraux, doit pouvoir donner une concession nouvelle à celui qui en possède déjà une si l'intérêt général y conduit, et c'est cette latitude seulement qui est consacrée par l'article 31 de la loi.

Cet article ne saurait donc être invoqué, à bon droit, contre le décret du 23 octobre 1852.

De la surveillance
des mines par le
gouvernement.

L'exploitation des mines a toujours été soumise en France à la surveillance du gouvernement; on a vu dans le chapitre premier comment, sous l'ancienne monarchie, cette surveillance exercée d'abord par le Grand-Maitre et ses délégués, passa plus tard et au dernier siècle entre les mains des intendants et du contrôleur général des finances, mais fut exercée toujours au nom du roi.

Lorsque la loi de 1810 vint réorganiser la propriété des mines et lui donner une sécurité inconnue jusqu'alors dans notre pays, ce ne fut point pour en faire un bien dont le titulaire pourrait librement user et abuser. Si telle avait été l'intention du législateur, mieux aurait valu, à coup sûr, ne pas faire des mines une propriété particulière, et les déclarer *des fruits de la terre* à la libre disposition des propriétaires du sol. Mais il est une question de fait qui touche essentiellement à l'intérêt général des nations, et qui n'a pas échappé aux administrateurs éminents qui ont coopéré à l'élaboration de la loi de 1810, c'est que les matières minérales, si nécessaires à l'industrie générale ne se reproduisant pas comme les fruits du sol, les besoins de la consommation nécessitent de la part de l'Etat une surveillance toute spéciale sur l'exploitation des mines; et en effet, il n'en est pas d'une mine comme d'un champ, où l'activité intelligente de l'agriculteur peut toujours réparer les dégâts résultant d'une jachère ou d'une mauvaise culture; une mine mal exploitée est bien souvent une mine perdue pour l'avenir; lorsque les incendies, les inondations ou les éboulements généraux menacent une exploitation souterraine, si l'exploitant ne prend pas les mesures commandées par les

circonstances et les règles de l'art, il arrive le plus ordinairement qu'on ne peut plus rentrer dans la mine et qu'une portion de la richesse minérale est à jamais perdue.

Voici pour la question de fait, et quant à la question de droit, rappelons que d'après la législation en vigueur, c'est le gouvernement qui *donne* les concessions; la loi ne reconnaît pas aux demandeurs des *droits réels*, mais seulement des *titres* que le gouvernement pèse et apprécie en souverain, au point de vue de l'intérêt général; l'institution d'une concession est essentiellement un acte du pouvoir gracieux, et cela est si vrai qu'après l'accomplissement des formalités légales, les concessions sont inattaquables par la voie contentieuse; par suite et par une juste compensation, la concession étant un don fait par le gouvernement dans l'intérêt général, le gouvernement peut imposer au concessionnaire l'obligation d'exploiter le bien qu'il a reçu, de manière à ne pas compromettre les besoins des consommateurs.

Surveiller les mines dans l'intérêt de la richesse publique est donc un droit pour le gouvernement, et ce droit devient un devoir par suite de la nature même des matières minérales.

C'est d'après ce principe que les législateurs de 1810 ont organisé la surveillance du gouvernement; ils ont justement défini cette surveillance pour qu'elle ne devînt pas arbitraire, et ils ont voulu pour cela même qu'elle fût réelle et efficace dans les limites tracées par la loi. Une sanction pénale, la déchéance manquait à la loi de 1810, bien qu'elle y fût en germe, et dès 1813, un projet de loi fut préparé, relativement à l'abandon des mines par déclaration expresse ou par cessation de travaux; mais les événements politiques et militaires ne permirent pas de donner suite à ce projet, et ce n'est qu'en 1838 qu'une loi nouvelle est venue compléter la loi de 1810 au point de vue de la surveillance à exercer par l'État sur les mines et de la sanction à donner à cette surveillance.

Le commentaire du baron Locré nous fournit des détails

précieux sur l'intention réelle des législateurs en ce qui touche la surveillance du gouvernement sur les mines.

Ainsi, ce n'est pas dans l'Administration des Mines que les ingénieurs du gouvernement ont à intervenir, c'est seulement *comme gens de l'art*. Telles sont les paroles prononcées par Napoléon dans la séance du 3 février 1810 (1).

Dans la même séance, le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely défendit avec vigueur et logique le droit de surveillance sur l'exploitation des mines, et lutta contre Napoléon lui-même qui paraissait craindre que l'intervention des ingénieurs du gouvernement n'elevât aux exploitants la juste liberté dont ils doivent jouir.

L'opinion de Napoléon n'était pas pourtant d'annihiler l'action du gouvernement sur les mines concédées, et la preuve en est dans les paroles suivantes, prononcées par lui dans la séance du 13 février 1810 (2).

« Napoléon dit que le titre v ne remplit pas ses intentions. On ne
 « donne pas assez d'action aux agents de l'Administration; les
 « préfets doivent être chargés de surveiller les exploitations, *sous*
 « les rapports d'utilité publique et de la salubrité. Il faut aussi pré-
 « voir le cas où une mine qui appartiendrait à un enfant, par exemple,
 « ou à un homme en démence, ne serait pas exploitée du tout : ce
 « cas sera rare; on peut cependant le prévoir. Il faut déterminer les
 « fonctions des ingénieurs des mines, de sorte qu'ils puissent con-
 « naître le mode d'exploitation usité dans les mines; s'ils reconnais-
 « sent qu'il est nuisible à l'intérêt public, qu'il peut attaquer la
 « solidité de quelques établissements, ils doivent en informer l'auto-
 « rité; mais si ce mode d'exploitation n'a d'autre inconvénient que
 « de ne pas rendre au propriétaire tout le produit qu'il pourrait
 « retirer, les ingénieurs n'ont pas le droit de le réformer. »

Ainsi donc, surveillance des exploitations au point de vue de l'utilité publique, de la salubrité et de la solidité

(1) Loaré, p. 292.

(2) Loaré, p. 329.

des établissements, tel est le mode d'action du gouvernement qui était dans les idées de l'empereur, et tel est aussi celui qui a été consacré par la loi.

Ajoutons que l'Empereur signalait comme un cas à prévoir celui où *une mine ne serait pas exploitée du tout*. La loi de 1810 a prévu, en effet, ce cas, mais seulement dans des dispositions vagues qui ont été précisées et sanctionnées par la loi du 27 avril 1838.

La Commission du Corps législatif, dans sa séance du 17 mars 1810, voulut encore restreindre la surveillance des ingénieurs, et elle proposait de remplacer l'art. 47 de la loi par le suivant (1) :

« Les ingénieurs des mines ne s'immisceront en aucune manière, » si ce n'est à la demande des propriétaires, dans le mode d'exploitation des mines. »

Cette modification ne fut pas adoptée.

La Commission proposait, de même, de remplacer l'article 48 de la loi par le suivant :

« Ils pourront toutefois, sur la réquisition du préfet ou d'office, » entrer dans les mines, en examiner les travaux, et en rendre » compte au préfet et au ministre de l'intérieur. »

Cette rédaction ne fut pas adoptée. Ce double refus d'accéder aux changements proposés par la Commission du Corps législatif est une preuve de ce fait, que les législateurs ont voulu, en 1810, organiser une surveillance officielle et efficace de la part des ingénieurs du gouvernement sur l'exploitation des mines.

Après l'élaboration définitive de la loi au sein du Conseil d'État, le célèbre rapporteur, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, définissait, en ces termes, la surveillance à exercer, par le gouvernement, sur les mines (2) :

« L'action de l'Administration sur les mines est réduite aux plus

(1) Loaré, p. 366.

(2) Loaré, p. 391.

» simples termes : elle est renfermée dans le strict besoin de la société.

« Le Corps des ingénieurs des mines, dont l'organisation définitive suivra nécessairement de près la publication de cette loi, portera partout des lumières et des conseils, sans imposer des lois, sans exercer aucune contrainte sur la direction des travaux.

» Ils n'auront d'action que pour *prévenir* les dangers, pourvoir à la conservation des édifices, à la sûreté des individus.

« Ils éclaireront les propriétaires et l'Administration, ils rechercheront les faits, les constateront, et ne statueront jamais. »

Ces paroles ont de l'importance, et notons que l'expression de *prévenir*, employée par le rapporteur, emporte, pour l'Administration, l'idée d'une action *préventive*, et non pas seulement *répressive*.

Les législateurs de 1810, en constituant la propriété des mines, n'ont pas eu l'intention de créer une propriété libre et indépendante de l'action de l'État comme celle du sol. C'est ce qui fut dit dans les termes suivants par le comte de Girardin, rapporteur, au Corps législatif :

« Les mines n'étant pas et ne pouvant pas être considérées comme des propriétés ordinaires, devaient être assujéties à des règles particulières et soumises à une surveillance de la part de l'Administration. La manière dont elle doit être exercée est fixée par le titre v (1). »

Cette intention des législateurs d'organiser une surveillance efficace et sérieuse du gouvernement sur les mines a été maintes fois signalée.

Dans le royaume des Pays-Bas, une Commission fut instituée, par arrêté royal du 19 septembre 1827, pour la révision des décrets et instructions ministérielles relatifs à l'exécution de la loi de 1810. Cette Commission, après avoir d'abord blâmé en principe l'exagération de la surveillance du gouvernement, concluait dans les termes suivants, cités par M. Cotelle (2) :

(1) Loaré, p. 421.

(2) *Cours de Droit administratif*, t. II, p. 167.

« La propriété des mines, résultant uniquement de la faveur que
 » le gouvernement accorde gratuitement aux concessionnaires, et
 » cette faveur n'étant accordée que dans le seul but de faire jouir la
 » société des avantages qui sont conférés au concessionnaire, il est
 » clair que le gouvernement peut et doit même, en accordant la
 » concession, veiller à ce que ce résultat soit le plus avantageux
 » possible au bien-être général de la société..... La conséquence
 » immédiate de ce principe nous paraît être le droit qu'on ne peut
 » raisonnablement contester au gouvernement de prendre, dans
 » l'acte de concession même, ou après, des mesures efficaces, afin
 » d'empêcher que l'exploitation de la mine, loin de favoriser l'indus-
 » trie de la nation ne tourne à son désavantage, et manque ainsi le
 » but dans lequel la mine avait été si généralement accordée. »

Il n'est pas possible certainement de formuler d'une manière plus ferme le droit de surveillance du gouvernement sur les mines et de l'asseoir sur des bases plus larges qu'il a été fait par la Commission des Pays-Bas.

Lors de la discussion de la loi du 27 avril 1838, les principes de la loi de 1810, en ce qui concerne le droit de surveillance du gouvernement, furent établis avec vigueur dans un éloquent discours de M. Sauzet, rapporteur, à la Chambre des députés. (Séance du 1^{er} mars 1838.)

« La nature même des mines qui s'épuisent sans se reproduire,
 » disait le rapporteur, leur importance dans la société qui ne peut
 » ni se passer d'elles ni les remplacer; l'origine du droit qui les con-
 » stitue, tout cela impose à un état bien réglé l'obligation de con-
 » server son droit souverain sur les mines.

« L'exemple des autres peuples, les antécédents de notre législa-
 » tion se réunissent pour prouver que l'Etat n'a jamais renoucé à
 » cette nécessité de protection sociale.

« La loi de 1810, elle même, repose sur cette idée. Si elle enlève
 » aux propriétaires de la surface le trésors que la loi de 1791 et le
 » Code civil leur conféraient par droit d'accession, ce n'est que pour
 » garantir la bonne exploitation qu'elle consacre cette dérogation au
 » droit commun; elle réserve à l'Etat la délimitation de la concession
 » et le choix du concessionnaire, pour que l'un et l'autre puissent
 » être déterminés dans l'intérêt général des mines. Le législateur
 » aurait-il donné aux concessionnaires gratuitement choisis, le droit
 » capricieux qu'il a enlevé aux premiers et véritables propriétaires?
 » Il est impossible de le penser. Une concession n'est pas un caprice
 » de faveur ou de munificence; elle est un acte de haute administra-

» tion ; en échange, l'Etat reçoit du concessionnaire l'assurance d'une
 » exploitation persévérante. Cette promesse doit être efficacement
 » garantie : un contrat qui n'engagerait que d'un côté, serait une
 » monstruosité législative.

» Telle n'a pas été la pensée de la loi de 1810. Son esprit et son texte
 » le démentent également.

» Le principe de l'exploitation obligatoire est tellement inhérent à
 » toute concession, qu'il ne suffit pas au titulaire qui en réunit deux
 » sur sa tête, d'en exploiter une seule ; il est tenu d'entretenir cons-
 » tamment chacune d'elles en activité. Telle est la disposition formelle
 » de l'article 51.

» Les articles 47, 48 et 49, organisent le droit de l'Etat sur les
 » mines. L'article 47 maintient le droit de police pour la sûreté des
 » mines et de la surface.

» L'article 48 établit la surveillance des ingénieurs ; c'est une
 » autorité d'avertissement et de conseil. Ils éclairent le propriétaire,
 » mais ils ne le contraignent pas.

» Seulement ils dénoncent les abus à l'autorité dont la vigilance
 » ainsi commandée par la loi ne saurait toujours rester vaine.

» Cette vigilance doit agir lorsque de grands intérêts sont com-
 » promis : tel est le devoir qui lui est tracé par l'article 49.

» Lorsque, porte cet article, l'exploitation est restreinte ou sus-
 » pendue de manière à compromettre la sûreté publique ou les
 » besoins des consommateurs, il en sera rendu compte par le préfet
 » au ministre de l'intérieur, pour être statué par lui ainsi qu'il appar-
 » tiendra.

» Le droit de statuer, attribué au gouvernement, n'est pas défini
 » par son mode ni par les effets, mais il est caractérisé par son but.
 » Un grand mal est signalé à l'autorité : la source est dans la suspen-
 » sion des travaux ; le remède, c'est de les reprendre. Si le conces-
 » sionnaire s'y refuse, il faut bien que l'Etat l'y contraigne. Il ne peut
 » exister d'autres moyens de rendre au marché les approvisionnements
 » dont la privation affecte à un haut degré le bien-être public. »

Ces préliminaires posés, allons au texte de la loi de 1810. La surveillance de l'Administration sur les mines est réglée par les articles 47, 48, 49 et 50 ainsi conçus :

« ART. 47. — Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres
 » du ministre de l'intérieur et des préfets, une surveillance de police
 » pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.

» ART. 48. — Ils observeront la manière dont l'exploitation sera
 » faite, soit pour éclairer les propriétaires sur les inconvénients ou

» son amélioration, soit pour avertir l'Administration des vices, abus
» ou dangers qui s'y trouveraient.

» ART. 49. — Si l'exploitation est restreinte ou suspendue de ma-
» nière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consomma-
» teurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en ren-
» dront compte au ministre de l'intérieur pour y être pourvu ainsi
» qu'il appartiendra.

» ART. 50. — Si l'exploitation compromet la sûreté publique, la
» conservation des puits, la solidité des travaux, la sûreté des
» ouvriers mineurs ou des habitations de la surface, il y sera pourvu
» par le préfet, ainsi qu'il est pratiqué en matière de grande voirie
» et selon les lois. »

Quel que soit le laconisme de ces quatre articles, nous allons établir qu'il ont suffisamment organisé le principe d'une juste surveillance administrative, de manière à sauvegarder les intérêts de tous en respectant les intérêts privés.

La surveillance de l'Administration sur les mines, est à la fois répressive et préventive.

Disons d'abord que cette surveillance a un double caractère : elle est répressive vis-à-vis des travaux existants, et préventive vis-à-vis des travaux à ouvrir ou de ceux à abandonner.

Pour les travaux existants, lorsque les ingénieurs du gouvernement y auront reconnu des vices, abus ou dangers (art. 48), lorsqu'ils compromettent la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité de l'exploitation, la sûreté des ouvriers mineurs ou des habitations de la surface (art. 50), il y sera pourvu par le préfet.

Cette action répressive du préfet variera nécessairement suivant les circonstances, et c'est pour apprécier ces circonstances techniques que les ingénieurs seront consultés. En certains cas, il n'y aura qu'une chose à faire pour l'exercer, ce sera d'interdire l'exploitation ou une portion d'exploitation, et le préfet pourra prendre un arrêté d'interdiction en vertu des articles 47 et 50.

D'autres fois, il y aura des mesures matérielles à prendre, des ouvrages d'art à exécuter pour faire cesser les vices, abus ou dangers constatés, et le préfet pourra encore enjoindre aux concessionnaires de prendre les mesures de précautions et d'exécuter les travaux in-

diqués par les ingénieurs du gouvernement. Dans ce dernier cas, l'action de l'Administration sera à la fois répressive et préventive, mais cela résulte de la nature même des choses. En matière d'exploitation de mines comme en matière de grande voirie, le présent et l'avenir sont tellement corrélatifs, que les mesures prises doivent souvent devenir préventives pour avoir de l'efficacité.

Obligation des concessionnaires d'obtenir une autorisation administrative, pour ouvrir un nouveau champ d'exploitation.

La surveillance du gouvernement sera spécialement préventive lorsqu'il s'agira, pour le concessionnaire, d'ouvrir un nouveau champ d'exploitation, et constatons ici, pour ce dernier, l'obligation de demander et d'obtenir, en pareil cas, l'autorisation administrative avant d'entreprendre des travaux d'art, tels que puits ou galeries partant du jour.

Cette obligation résulte logiquement des principes de surveillance posés dans la loi de 1810, comme nous allons l'établir par l'analyse suivante :

Les préfets doivent pourvoir à ce que l'exploitation ne compromette pas la sûreté des ouvriers mineurs ; or, si le concessionnaire veut ouvrir un puits ou une galerie dans un quartier où l'Administration prévoit des dangers sérieux pour la vie des ouvriers, soit pour cause d'incendie, d'irruption des eaux ou d'éboulements imminents, faudra-t-il attendre que le mal soit fait pour le réprimer ? Évidemment, non ; et le concessionnaire devra former une demande en autorisation pour le puits ou la galerie à ouvrir, afin que l'Administration puisse refuser à temps l'autorisation demandée, ou bien l'accorder en ordonnant les mesures commandées par les circonstances et les règles de l'art.

Autre hypothèse : il ne serait plus temps d'interdire un puits, une galerie après qu'ils auraient enlevé les eaux d'une fontaine nécessaire aux besoins d'une ville ou d'un village ; dans ce cas donc, il faudra que le concessionnaire ait obtenu préalablement l'autorisation administrative, pour entreprendre les nouveaux travaux qu'il projette.

La conservation des édifices, la sûreté du sol, la sûreté publique sont aussi des choses auxquelles l'Administration doit veiller d'une manière expresse; or, elle ne peut y veiller efficacement que par des mesures à la fois préventives et répressives, et l'on arrive ainsi à conclure que toutes les fois qu'un concessionnaire veut ouvrir un nouveau champ d'exploitation, il doit auparavant solliciter et obtenir une autorisation de l'Administration; celle-ci, devons-nous ajouter, lorsqu'elle accorde ou refuse cette autorisation, ne se préoccupe pas du plus ou moins de bénéfice que l'exploitant pourra retirer du travail qu'il projette; elle se préoccupe exclusivement des intérêts généraux confiés à sa surveillance par les articles 47, 48, 49 et 50 de la loi de 1810, et elle refuse l'autorisation demandée, suivant les cas, ou bien elle l'accorde en ordonnant les mesures propres à éviter les dangers ou abus qu'elle a mission de prévenir.

L'article 50 de la loi de 1810 dit textuellement que la surveillance des mines sera exercée par les préfets, comme il est pratiqué en pareille matière de grande voirie; or, ainsi que le fait observer M. Cotelle, « en matière de » voirie, nul ne peut construire le long de la voie publique sans être muni d'une *permission préalable* (1). » Il résulte donc du texte même de la loi de 1810 que la surveillance administrative sur les mines doit être non-seulement répressive, mais encore préventive.

Ajoutons, en outre, que l'intention du législateur à cet égard ne saurait être douteuse, en présence des motifs suivants que l'orateur du gouvernement, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, a donnés de l'action du gouvernement sur les mines dans son discours au Corps législatif : « Prévenir les dangers, pourvoir à la conservation des » édifices et à la sûreté des individus..... »

Ce n'est pas sans intention que les législateurs de cette

(1) *Cours de Droit administratif*, t. II, p. 164.

époque ont attribué à l'Administration plutôt qu'aux tribunaux l'exercice de la surveillance sur les mines, telle qu'elle est définie au titre v de la loi ; en effet, la mission de la justice est de réprimer, tandis que celle de l'Administration est à la fois de réprimer et de prévenir.

Concluons de ce qui précède que c'est bien conformément à l'esprit et au texte de la loi du 21 avril 1810 que le gouvernement insère dans les cahiers des charges des concessions qu'il institue, les deux clauses suivantes :

« ART. G. — Il ne pourra être procédé à l'ouverture de puits ou » galeries portant du jour, pour être mis en communication avec des » travaux existants, sans une autorisation du préfet accordée sur la » demande du concessionnaire et sur le rapport des ingénieurs des » mines.

» ART. H. — Lorsque le concessionnaire voudra ouvrir un nouveau » champ d'exploitation, il adressera au préfet un plan qui devra se » rattacher au plan général de la concession, et un mémoire indiquant » son projet de travaux : le tout dressé conformément à ce qui est » prescrit par l'article E ci-dessus. Le préfet, sur le rapport des ingénieurs des mines, approuvera ou modifiera ce projet ainsi qu'il est » dit à l'article F (1). »

Tous les concessionnaires de mines sans distinction sont soumis aux prescriptions ci-dessus, qu'elles soient ou non mentionnées dans les cahiers des charges de leurs concessions, puisqu'elles découlent directement des termes de la loi.

Les principes que nous avons émis au sujet de la surveillance des mines, en nous inspirant exclusivement de la loi de 1810, ont été maintes fois proclamés par le Conseil d'État et les tribunaux.

Dès le 11 août 1808, un décret rendu au Conseil d'État sur l'avis de la Commission du contentieux, annulait un jugement du tribunal de Mons, relatif aux mines de Boussu, et déclarait qu'à l'autorité administrative seule il appartient, soit d'autoriser les travaux nécessaires à

(1) Circulaire du 8 octobre 1815.

l'exploitation des mines, soit de maintenir ou de faire supprimer les ouvrages pratiqués sans autorisation (1).

Depuis la promulgation de la loi de 1810, la compétence de l'Administration à cet égard ne lui a pas été enlevée : ainsi, un arrêt de la Cour de cassation, du 5 juin 1828, rendu dans l'affaire Raelet et Lachaume contre Mazoyer et Joesmin, a maintenu la doctrine de la Cour de Dijon qui avait décidé, par arrêt du 3 mai 1816, qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'interdire l'exploitation d'une mine autorisée par l'Administration, et qui s'était abstenue d'en connaître (2).

Le même principe a été confirmé par l'ordonnance du 3 décembre 1846, relative aux mines de Giromagny, rendue dans les circonstances suivantes :

Un arrêté du préfet du Haut-Rhin, du 28 juin 1845, avait autorisé le sieur Collard à ouvrir diverses galeries dans la propriété du sieur Fogle; le sieur Collard fit des offres d'indemnité au propriétaire et requit le maire de la commune de constater l'état des lieux; le sieur Fogle refusa ces offres, et il actionna les ouvriers dudit Collard devant le juge de paix de Giromagny, qui condamna ces ouvriers à enlever les matériaux et déblais, à remettre les lieux dans leur état primitif et à payer des dommages-intérêts.

Un jugement du tribunal civil de Belfort, du 12 août 1846, ayant maintenu la compétence du juge de paix de Giromagny, un conflit fut élevé par le préfet, et l'ordonnance du 3 décembre 1846 déclara non avenus le jugement du juge de paix et celui du tribunal de Belfort, comme il avait été fait par l'ordonnance du 11 août 1808, pour le jugement du tribunal de Mons (3).

Rappelons encore que la Cour de cassation, par ses

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. 1, p. 181.

(2) *Journal du Palais*, années 1827-28.

(3) Lebon et de la Boulinière, 1816, p. 522, et *Annales des Mines* 1^{re} série, t. X, p. 851.

deux arrêts des 18 juillet 1837 (1) et 3 mars 1841 (2), rendus dans l'affaire du tunnel de Couzon, a reconnu, d'une manière générale, à l'autorité administrative, le droit de pourvoir, par des arrêtés préfectoraux, à la conservation des puits, à la solidité des travaux des mines, à la sûreté des habitations de la surface et à exercer, en un mot, une surveillance de police sur les exploitations souterraines.

Observons enfin que la loi du 27 avril 1838, en sanctionnant et précisant à certains égards la surveillance à exercer par le gouvernement sur les mines, a confirmé implicitement cette obligation, des concessionnaires, d'obtenir une autorisation administrative lorsqu'ils veulent ouvrir un nouveau champ d'exploitation.

Il résulte de l'article 7 de cette loi, comme le fait observer l'instruction du 29 décembre 1838, que le correspondant des concessionnaires doit justifier de l'unité de l'exploitation par un plan des travaux existants et des travaux futurs, avec indication des moyens d'aérage, d'épuisement des eaux et d'aménagement, pour le tout être soumis à la sanction administrative.

La loi de 1838 ne se contente pas de poser ce principe, elle y joint une sanction pénale par l'article 8, qui est ainsi conçu :

« Tout puits, toute galerie, ou tout autre travail d'exploitation » ouvert en contravention aux lois ou règlements sur les mines, » pourront aussi être interdits dans la forme énoncée dans l'article » précédent, sans préjudice également des articles 93 et suivants de » la loi du 21 avril 1810. »

L'instruction du 29 décembre 1838, adressée aux préfets, s'exprime ainsi qu'il suit sur l'application de cet article :

(1) Devilleneuve, 37-1-661, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 692.

(2) Devilleneuve, 41-4-259, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 658.

« Ainsi, toute les fois que des travaux sont entrepris illicitement dans une concession, soit par des tiers qui viendraient troubler le concessionnaire, soit par le titulaire lui-même ou des personnes qui se diraient ses amodiateurs, ses représentants, vous êtes autorisé à les faire fermer d'office, sauf au procureur du Roi à poursuivre ensuite, si le cas y échoit, les délinquants devant le tribunal de police correctionnelle. »

Le concessionnaire ou le représentant régulier des concessionnaires, lorsqu'il voudra obtenir l'autorisation d'ouvrir un nouveau champ d'exploitation, adressera sa pétition au préfet, avec indication du nombre des puits et galeries ou autres ouvrages projetés et de leur position respective.

Formalités à suivre par les concessionnaires, pour obtenir l'autorisation d'ouvrir un nouveau champ d'exploitation.

Cette pétition sera dressée sur papier timbré; elle sera accompagnée des deux pièces suivantes :

1° Un plan dressé à l'échelle de un millimètre par mètre et divisé en carreaux de 10 en 10 millimètres, se rattachant au plan général d'exploitation et indiquant le mode d'exploitation projeté, la position précise des puits ou galeries à ouvrir, avec les contenances et dispositions des terrains à acquérir pour les dépendances immédiates de l'exploitation future.

On joindra à ce plan les coupes nécessaires pour l'intelligence du mode d'exploitation projeté, et, dans tous les cas, on fera bien d'y marquer par des cotes les hauteurs respectives des différents points remarquables, par rapport au niveau auquel se rapporte le plan général des travaux ;

2° Un Mémoire descriptif indiquant avec détail le mode d'exploitation projeté, la relation du nouveau champ d'exploitation avec les anciens travaux et le système général d'aménagement, d'aérage et d'épuisement des eaux qu'on se propose d'établir.

Le préfet, après avoir reçu ces pièces, les transmet à l'ingénieur des mines qui se rend sur les lieux et dresse un rapport sur l'affaire.

L'ingénieur en chef donne son avis sur ce rapport, et le préfet prend un arrêté qui autorise l'ouverture des

travaux projetés en ordonnant les mesures techniques indiquées par les ingénieurs, ou qui refuse l'autorisation, suivant les cas.

Recours contre les arrêtés préfectoraux, en matière de surveillance des mines.

Le concessionnaire à qui le préfet a refusé l'autorisation d'ouvrir un nouveau champ d'exploitation, ou qui ne la lui a accordée qu'à des conditions qui lui paraissent trop dures et inacceptables, peut se pourvoir contre cet arrêté.

Observons seulement que ce pourvoi doit être formé auprès du ministre des travaux publics, et non pas en Conseil d'État. En effet, le préfet, lorsqu'il prend un arrêté semblable, le fait en conséquence du décret de concession de la mine; or, l'exécution de ce décret a été confiée au ministre, et par le ministre au préfet, et si le préfet, loin d'assurer l'exécution du décret, l'a rendue impossible par l'arrêté attaqué, cette faute ou cette erreur de l'Administration ne peut être réparée que par l'autorité supérieure à celle du préfet, dans l'ordre hiérarchique.

Ce principe, qui découle des règles fondamentales en matière administrative, a été consacré par le Conseil d'État dans deux décrets, des 12 janvier 1812 et 18 janvier 1813, relatifs à l'exploitation des mines de lignite de Bize (Aude), par le sieur Campagne (1).

Obligation des concessionnaires, en cas de travaux souterrains, des lieux habités.

Les concessionnaires de mines seront particulièrement soumis à obtenir une autorisation spéciale de l'Administration toutes les fois qu'ils voudront pousser leurs travaux sous des maisons habitées ou dans leur voisinage.

Ainsi qu'il a été dit dans le chapitre V (p. 304), les travaux de ce genre ne sont pas interdits d'une manière absolue, et il appartient à l'Administration de les interdire suivant les cas, ou de les autoriser en ordonnant les mesures de précaution commandées par les circonstances.

Cette obligation ne dispense pas les concessionnaires de fournir, en pareil cas, la caution prescrite par l'art. 15

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. II, p. 4 et 252.

de la loi de 1810, les discussions qui pourraient surgir au sujet de cette caution devant être jugées par les tribunaux et Cours.

A l'appui de ce qui précède, on pourrait citer un grand nombre d'exemples :

Ainsi, le 21 octobre 1838, une décision ministérielle a approuvé un arrêté du préfet de la Loire qui autorisait, moyennant certaines conditions, des travaux projetés par les concessionnaires des mines de houille de Beaubrun sous la ville de Saint-Étienne (1), malgré les oppositions de divers propriétaires.

Une autre décision ministérielle, du 21 avril 1843, a autorisé l'exploitation des mines de Verchères-Feloin, sous le territoire de Rive-de-Gier (2), malgré différentes oppositions.

Ces décisions consacrent un double principe, savoir :

Le *droit* pour les concessionnaires d'exécuter des travaux sous les lieux habités, moyennant certaines conditions, et le *devoir* pour eux de solliciter et d'obtenir une autorisation administrative avant d'entreprendre des travaux de ce genre.

Du principe de surveillance établi par le titre v de la loi du 21 avril 1810, il suit qu'un concessionnaire de mines ne pourra pas abandonner un champ d'exploitation sans une autorisation préalable donnée par l'Administration.

Nécessité pour le concessionnaire d'obtenir une autorisation administrative avant d'abandonner un champ d'exploitation.

On comprend, en effet, qu'en cas d'abandon d'un quartier d'exploitation souterraine, il est des mesures de précaution à prendre contre les dangers d'inondation, d'inondation et d'éboulements généraux qui pourraient compromettre à la fois l'exploitation des autres portions du gîte et la sûreté de la surface. Il est donc du devoir de l'Administration de prescrire ces mesures et de pour-

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIV, p. 529.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 920.

voir à ce que le concessionnaire n'abandonne pas ~~q~~ ^{de} la portion des travaux avant de les avoir prises.

Le devoir des concessionnaires, en pareille ~~con~~ ^{con} stance, est écrit dans le décret du 3 janvier 1813 qui réglemente la matière par les deux articles 8 et 9 ainsi conçus :

« ART. 8. — Il est défendu à tout propriétaire d'abandonner en
» totalité une exploitation, si auparavant elle n'a pas été visitée par
» l'ingénieur des mines.

» Les plans intérieurs seront visités par lui; il en dressera procès-
» verbal, par lequel il fera connaître les causes qui peuvent nécessiter
» l'abandon.

» Le tout sera transmis par lui, ainsi que son avis, au préfet
» du département.

» ART. 9. — Lorsque l'exploitation sera de nature à être abandonnée
» par portions ou étages, et à des époques différentes, il y sera pro-
» cédé successivement et de la manière sus-indiquée.

» Dans les deux cas, le préfet ordonnera les dispositions de police,
» de sûreté et de conservation qu'il jugera convenables, d'après
» l'avis de l'ingénieur des mines. »

D'autre part, l'Administration, qui est chargée, par l'article 49, de veiller à ce que l'exploitation de chaque concession ne soit pas restreinte de manière à inquiéter les consommateurs, devra s'assurer, avant d'accorder à un concessionnaire l'autorisation nécessaire pour abandonner un quartier d'exploitation, que le gîte est vraiment épuisé dans ce quartier, ou qu'il ne peut plus s'exploiter sans préjudice sérieux pour le concessionnaire.

Dans le cas où une redevance proportionnelle aux produits de l'extraction est due au propriétaire du sol, cette question de l'opportunité de l'abandon de tel ou tel quartier de l'exploitation acquiert une importance toute particulière, et c'est l'Administration qui est appelée naturellement à décider si le quartier est réellement épuisé, ou s'il y a, par d'autres motifs, nécessité de fait d'y arrêter les travaux.

L'ordonnance du 5 juillet 1826, rendue au contentieux dans l'affaire Jovin contre Chol, a consacré ce principe justement reconnu par le tribunal de Saint-Étienne, qu'à

l'autorité administrative seule il appartient de décider si tel champ d'exploitation est épuisé et peut être abandonné (1).

La Cour de Lyon, de son côté, par arrêt du 3 juin 1841, rendu dans l'affaire Michel contre Binachon et Compagnie, a reconnu de même qu'en cas de chômage de l'exploitation d'une mine, « à l'Administration, chargée seule de la surveillance et de la direction des mines, appartient le droit de prononcer sur la nécessité ou l'opportunité du chômage (2). »

Ajoutons que le pourvoi contre des parcelles arrêtées, de la part des concessionnaires ou des propriétaires de la surface, est ouvert devant le ministre des travaux publics.

Les principes que nous avons émis au sujet de l'abandon d'un champ d'exploitation par un concessionnaire, s'appliquent, *à fortiori*, au cas où celui-ci voudrait abandonner tous les travaux de sa concession.

Droits des concessionnaires en cas d'abandon complet de la mine.

L'article 8 du décret du 3 janvier 1813, cité tout à l'heure, s'applique formellement au cas d'abandon de toute la mine, qui se trouvait déjà réglementé dans les termes suivants par l'instruction du 3 août 1810 (§ 4) :

« Lorsque le propriétaire d'une mine ou d'une minière concédée en abandonnera l'exploitation pour quelque cause que ce soit, il est extrêmement important que l'état de la mine ou minière et celui des travaux restent constatés par des plans et des descriptions exacts.

« Sans cette précaution, il serait, dans tous les temps, plus difficile et plus dangereux de reprendre l'exploitation, et il est utile pour celui même qui l'abandonne que d'autres puissent en tenter la reprise, et l'indemniser de la valeur des travaux et machines qu'il y aurait laissés. Cela est intéressant, d'ailleurs, pour les propriétaires des terrains, à raison des droits qui pourraient leur avoir été attribués en vertu de l'article 6 de la loi, et à raison de la sécurité qu'ils ont droit de réclamer pour la conservation de leur propriété.

« C'est donc une mesure d'ordre public, que d'exiger d'un proprié-

(1) Macarel, t. VIII, p. 199.

(2) Devilleneuve, 31-2-623.

» taire de mine ou minière qu'il prévienne l'Administration des
 » Mines, au moins trois mois d'avance, lorsqu'il sera déterminé à
 » abandonner l'exploitation, afin qu'il soit pris, par l'Administration,
 » les mesures convenables pour conserver une connaissance exacte
 » de l'état des travaux, et qu'il soit pourvu aux moyens de sûreté et
 » de conservation qui seront jugés nécessaires.

» Dans tout état de chose, une expédition du procès-verbal de
 » description et du plan avant l'abandon de l'exploitation, doit être
 » déposée aux archives de la préfecture, et une autre à celles de l'Ad-
 » ministration des Mines, pour y avoir recours au besoin. »

Ces obligations des concessionnaires, en cas d'abandon de leurs mines, ont été rappelées par la circulaire du 30 novembre 1834 (1).

Devoirs des con-
 cessionnaires de
 mines, en cas de
 dangers dans les
 exploitations.

Bien que la loi de 1810 eût organisé, en principe, la surveillance à exercer, par le gouvernement, sur les mines dans l'intérêt de la sûreté publique et de la solidité des travaux, des circonstances impérieuses, résultant de la nature des choses, contraindraient bientôt le gouvernement à publier un règlement d'administration générale sur cet objet.

C'est ainsi que fut rendu le décret du 3 janvier 1813 (2).

Lorsqu'il y aura lieu, dans une mine, de prévoir un danger probable ou prochain sans qu'il y ait urgence, le concessionnaire devra prendre les dispositions indiquées par l'article 3 du décret et le 1^{er} § de l'article 4 ainsi conçus :

« ART. 3. — Lorsque la sûreté des exploitations ou celle des ouvriers
 » sera compromise par quelque cause que ce soit, les propriétaires
 » seront tenus d'avertir l'autorité locale de l'état de la mine qui serait
 » menacée ; et l'ingénieur des mines, aussitôt qu'il en aura connais-
 » sance, fera son rapport au préfet et proposera la mesure qu'il
 » croira propre à faire cesser la cause du danger.

» ART. 4. — Le préfet, après avoir entendu l'exploitant ou ses
 » ayant-eause dûment appelés, prescrira les dispositions convenables,
 » par un arrêté qui sera envoyé au Directeur général des Mines, pour
 » être approuvé, s'il y a lieu, par le ministre de l'intérieur... »

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. VI, p. 598.

(2) *Bulletin des Lois*, 4^e série, t. XVIII, n^o 367.

Lorsque le danger, sans être imminent, sera tel qu'il y ait urgence, « l'ingénieur, conformément au 2^e § de l'article 4, en fera mention spéciale dans son rapport, » et le préfet pourra ordonner que son arrêté soit provisoirement exécuté. »

Enfin, lorsqu'il y a danger imminent, ce qui est le troisième cas prévu par le décret, les devoirs de l'Administration et du concessionnaire sont tracés par l'art. 5 ainsi conçu :

« Lorsqu'un ingénieur, en visitant une exploitation, reconnaitra une cause de danger imminent, il fera, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales, pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ, d'après les dispositions qu'il jugera convenables, ainsi qu'il est pratiqué en matière de voirie, lors du péril imminent de la chute d'un édifice. »

L'article 5 met, comme on voit, un grand pouvoir aux mains des ingénieurs du gouvernement : c'est le droit de réquisition aux autorités locales pour les dispositions à prendre dans les mines en cas de péril imminent. La nature des choses commandait une pareille mesure, qui se justifie d'elle-même et n'est appliquée que dans de rares circonstances.

Le décret de 1813 donne, comme on voit, à l'Administration le droit de prescrire et d'exécuter d'office certaines dispositions ordonnées par les dangers de l'exploitation, et quant au mode d'exécution, l'article 10 spécifie que ces dispositions seront exécutées d'office, aux frais des exploitants, dans les formes établies par l'article 37 du décret du 18 novembre 1810; or, ce dernier article, qui ne se rapporte qu'à la surveillance à exercer par les ingénieurs dans des circonstances où une exploitation est délaissée, porte que les frais occasionnés par cette surveillance seront prélevés sur les valeurs existant sur les mines, telles que minerais extraits, machines ou ustensiles servant à l'exploitation, ce qui conduisait à un mode tout-à-fait inefficace dans la pratique.

D'autre part, le recours au ministre, énoncé par l'article 4 du décret de 1813, entraînait des lenteurs là où

Insuffisance du
décret de 1813.

la promptitude est chose indispensable, puisqu'il s'agit de dangers qui pourraient causer de grands désastres s'il n'y était porté un remède immédiat.

Obligation résultant de l'ordonnance du 26 mars 1843.

Ces motifs ont décidé le gouvernement à compléter et modifier les dispositions du décret de 1813 par un règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'État, pour l'exécution de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810. C'est ce but qu'est venue remplir l'ordonnance du 26 mars 1843 (1).

Les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 7 de cette ordonnance indiquent, dans les termes suivants, les devoirs des concessionnaires et les attributions de l'Administration en cas de dangers dans les mines.

« ART. 1^{er}. — Dans les cas prévus par l'article 50 de la loi du 21 avril 1810, et généralement lorsque, par une cause quelconque, »
 » l'exploitation d'une mine compromettra la sûreté publique ou celle »
 » des ouvriers, la solidité des travaux, la conservation du sol et des »
 » habitations de la surface, les concessionnaires seront tenus d'en »
 » donner immédiatement avis à l'ingénieur des mines et au maire de »
 » la commune où l'exploitation sera située.

» ART. 2. — L'ingénieur des mines ou, à son défaut, le garde- »
 » mines, se rendra sur les lieux, dressera procès-verbal et le »
 » transmettra au préfet, en y joignant l'indication des mesures »
 » qu'il jugera propres à faire cesser la cause du danger.

» Le maire adressera aussi au préfet ses observations et ses propo- »
 » sitions sur ce qui pourra concerner la sûreté des personnes et celle »
 » des propriétés.

» En cas de péril imminent, l'ingénieur des mines du départe- »
 » ment fera, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires pour »
 » qu'il y soit pourvu sur-le-champ, le tout conformément aux dispo- »
 » sitions de l'article 5 du 5 janvier 1815.

» ART. 3. — Le préfet, après avoir entendu le concessionnaire, »
 » ordonnera telles dispositions qu'il appartiendra.

» ART. 4. — Si le concessionnaire, sur la notification qui lui sera »
 » faite de l'arrêté du préfet, n'obtempère pas à cet arrêté, il y sera »
 » pourvu d'office, à ses frais, et par les soins des ingénieurs des »
 » mines.

» ART. 5. — Quand les travaux auront été exécutés d'office par

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 900.

- » l'Administration, tous les travaux de confection et tous autres frais
- » seront réglés par le préfet. Le recouvrement en sera opéré par les
- » préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines,
- » comme en matière d'amende, frais et autres objets se rattachant à
- » la grande voirie.
- » Les réclamations contre le règlement de ces frais seront portées
- » devant le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat.
- » ART. 7. — Les dispositions ci-dessus seront exécutées sans pré-
- » judice de l'application, s'il y a lieu, des articles 93 et suivants, de
- » la loi du 21 avril 1810. »

L'ordonnance du 26 mars 1843 n'établit, comme on voit, que deux distinctions pour l'exercice de la surveillance spécifiée par l'article 50, tandis que le décret de 1813 en avait établi trois. En cas de péril imminent, l'ingénieur agit par réquisition, comme dans le décret de 1813; dans le cas de danger ordinaire, l'ingénieur propose au préfet les mesures et dispositions à prendre et le préfet entend le concessionnaire et ordonne, par arrêté, l'exécution de certaines mesures, auxquelles il est pourvu d'office, par les ingénieurs, en cas de refus du concessionnaire d'y obtempérer.

Ce mode de procéder, qui garantit à la fois la sûreté publique et les droits des exploitants, est conforme, en fait, aux besoins des choses, et en droit, aux règles de la grande voirie, dont l'application est recommandée par l'article 50 de la loi de 1810.

En cas d'exécution de travaux d'office, aux frais des exploitants, par les soins des ingénieurs des mines, il est pourvu aux frais de confection des travaux et à tous autres frais comme en matière de grande voirie; un mandement exécutoire est rendu par le préfet, et ce mandement, qui doit produire les mêmes effets et obtient la même force que les actes des tribunaux ordinaires, est mis à exécution par les receveurs de l'enregistrement et des domaines. Ce mode d'agir est justifié par ce principe, consacré depuis longtemps, que lorsqu'un préfet ordonne ce que doit, en matière de grande voirie, pour faire cesser un dommage, sa décision est un véritable *jugement*, et doit en avoir tous les effets. Ce prin-

cipe est justement rappelé par l'instruction ministérielle du 10 mai 1843 qui cite à l'appui les avis du Conseil d'État des 16 thermidor an xii, 29 octobre 1811, 24 mars 1812, approuvés par l'Empereur. (*Bulletin des Lois*, 1^{er} semestre, 1812, p. 281. *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 944.)

Obligation des concessionnaires, en cas de mines inondées ou menacées d'inondation.

Lorsqu'une mine est inondée ou menacée de l'être, il peut arriver que l'inondation compromette l'existence des travaux d'exploitation, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs; dès lors c'est un droit et un devoir pour le gouvernement d'y pourvoir, d'après le principe posé dans les articles 49 et 50 de la loi de 1810, et c'est un devoir, pour les concessionnaires, d'obtempérer aux dispositions ordonnées après qu'ils ont été entendus.

D'autre part, dans le cas de plusieurs mines voisines, il y a solidarité entre les exploitants en ce qui touche les dangers d'inondations et les moyens d'y pourvoir. L'envahissement d'une mine peut souvent entraîner nécessairement l'envahissement de l'autre, et, par contre, les efforts tentés dans une concession contre l'invasion des eaux auront pour effet de prévenir l'inondation de toutes les autres, d'où il résulte que, dans certaines circonstances, l'assèchement de plusieurs mines doit être opéré en commun pour avoir de l'efficacité.

C'est pour assurer, dans la pratique, cet assèchement en commun des mines inondées ou menacées de l'être que fut rendue la loi du 27 avril 1838, à l'occasion de l'inondation de plusieurs mines dans le bassin de Rived-Gier.

M. Sauzet, rapporteur à la Chambre des députés, s'exprimait de la sorte sur les motifs fondamentaux de la loi. (Séance du 1^{er} mars 1838.)

« La loi repose sur deux principes : le premier, c'est qu'un danger commun doit appeler une résistance commune. Il ne saurait être permis à un seul de compromettre, par l'égoïsme ou l'apathie, le salut des intérêts de tous. Le second dérive de la nature même des mines. Concéduées gratuitement par l'État pour être exploitées »

» elles doivent suivre la loi de leur destination. Le concessionnaire qui s'y refuse abdique la condition de sa propriété, le droit que la société lui avait conféré sous la foi de sa promesse.....

» Faciliter la production, encourager l'association; tel est, sans contredit, le double but d'un gouvernement qui comprend le devoir de protéger la liberté commerciale. Les mines touchent de près à ces deux principes, et le projet de loi se rattache également à l'un et à l'autre; car il impose à chaque concessionnaire le devoir de produire conformément à son titre; et il soumet tous les concessionnaires ensemble à la nécessité d'une collaboration commune contre des dangers communs. »

Après une double discussion aux deux Chambres, dont on trouve le résumé dans le *Cours de Droit administratif* de M. Cotelle (1) et le *Traité* de M. Peyret-Lallier (2), la loi fut définitivement adoptée, puis promulguée à la date du 27 avril 1838.

L'article 1^{er} de la loi est ainsi conçu :

« Lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes seront atteintes ou menacées d'une inondation commune, qui sera de nature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, le gouvernement pourra obliger les concessionnaires de ces mines à exécuter en commun et à leurs frais les travaux nécessaires, soit pour assécher tout ou partie des mines inondées, soit pour arrêter les progrès de l'inondation.

» L'application de cette mesure sera précédée d'une enquête administrative à laquelle tous les intéressés seront appelés, et dont les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique. »

Le droit du gouvernement, d'ordonner l'exécution de travaux d'assèchement, est explicitement formulé, comme on voit, dans cet article, en même temps que le devoir, pour les concessionnaires, d'exécuter ces travaux en commun.

Mais la mesure ne peut être appliquée, dit l'article 1^{er}, qu'après une enquête; cette enquête, qui est une garantie

(1) *Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics*, t. I, p. 180.

(2) *Traité de la Législation des Mines*, t. II, p. 254.

précieuse pour les droits des intéressés, avait besoin d'être déterminée dans sa forme d'une manière précise, et le 2^e § de l'article 1^{er} annonce qu'il sera rendu ultérieurement un règlement d'administration publique à cet effet; ce règlement se trouve dans l'ordonnance du 23 mai 1841, délibérée en Conseil d'État, laquelle est ainsi conçue (1):

« ART. 1^{er}. — L'enquête administrative qui doit précéder l'application des dispositions de la loi du 27 avril 1838, relatives aux mines inondées ou menacées d'inondation, sera ordonnée par notre ministre secrétaire d'État des travaux publics, et aura lieu dans les formes ci-après déterminées.

« ART. 2. — L'enquête s'ouvrira sur un mémoire rédigé par l'ingénieur en chef des mines, et faisant connaître :

« La quantité des produits que les mines inondées fournissaient avant d'être envahies par les eaux ;

« La quotité de ceux que fournissent encore les mines que l'inondation peut atteindre ;

« Les relations que ces diverses mines ont entre elles ;

« Les causes de l'inondation qui les atteint ou qui les menace ;

« La manière dont cette inondation se propage, les progrès qu'elle a déjà faits et ceux qu'elle peut faire encore ;

« Les circonstances d'où il résulte qu'elle est de nature à compromettre l'existence des mines, la sûreté publique ou les besoins des

« consommateurs, et qu'il y a lieu par le gouvernement de recourir à l'application de la loi du 27 avril 1838, à l'effet d'obliger les con-

« cessionnaires à exécuter en commun et à leurs frais, les travaux nécessaires soit pour assécher les mines inondées, soit pour

« garantir de l'inondation les exploitations qui n'en sont point encore atteintes.

« A ce mémoire seront joints les plans et coupes nécessaires pour en faciliter l'intelligence.

« ART. 3. — Les pièces mentionnées en l'article précédent seront déposées à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel les mines sont situées, après avoir été visées par le préfet.

« ART. 4. — Un registre destiné à recevoir les observations auxquelles la mesure projetée pourra donner lieu, sera ouvert pendant deux mois à cette sous-préfecture ; le mémoire et les plans produits

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 757.

» par l'ingénieur en chef y resteront déposés pendant le même temps.

» Des registres seront également ouverts dans chaque commune « de la circonscription des mines auxquelles il s'agit de faire application de la loi du 27 avril 1838 ; à ces registres seront annexés les » copies conformes des pièces déposées à la sous-préfecture.

ART. 5. — L'enquête sera annoncée par des affiches placées au » chef-lieu du Département, à celui de l'arrondissement et dans » toutes les communes dans lesquelles sont situées les mines inondées ou menacées d'inondation.

» Les représentants des concessionnaires ou des Sociétés propriétaires de chacune de ces mines, nommés en exécution de l'art. » 7 de la loi du 27 avril 1838, seront informés individuellement, » par notification administrative, de l'ouverture de cette enquête.

» ART. 6. — Une commission, composée de cinq membres au moins » et de sept au plus, sera formée au chef-lieu de l'arrondissement.

» Les membres et le président de cette commission seront nommés » par le préfet.

» ART. 7. — Cette commission se réunira immédiatement après » l'expiration du délai fixé par l'article 4.

» Elle examinera les déclarations consignées au registre ; elle » recevra les dires, mémoires et observations de toute espèce ; elle » entendra les propriétaires des mines inondées ou menacées d'inondation, les ingénieurs des mines, les chefs des établissements » industriels et toutes les personnes qu'elle jugera à même de lui » fournir d'utiles renseignements ; puis elle donnera son avis motivé » sur la question de savoir s'il y a lieu à l'application de la mesure » indiquée dans l'article 1^{er} de la loi du 27 avril 1838.

» Ces diverses observations devront être terminées dans le délai » d'un mois ; il en sera dressé procès-verbal, lequel sera transmis » immédiatement au préfet par le président, avec les registres et » autres pièces de l'enquête.

» ART. 8. — Les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures des villes situées tant à l'intérieur » qu'au dehors du département, qu'il paraîtrait utile de consulter, » seront appelées à donner leur avis.

» ART. 9. — Toutes les pièces de l'enquête seront transmises au » ministre des travaux publics par le préfet, lequel y joindra son avis motivé.

» ART. 10. — Notre ministre secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des Lois*.

On remarque, dans le règlement, cette disposition de

l'article 1^{er} qui porte que l'enquête ne peut être ordonnée que par le ministre des travaux publics. C'est assez dire que dans une question aussi grave et qui touche aux droits de propriété des concessionnaires, on a voulu entourer de toutes les garanties désirables l'initiative des mesures à prendre.

L'article 2 dit que l'enquête s'ouvrira sur un Mémoire détaillé de l'ingénieur en chef; cette pièce importante, dont l'article 2 spécifie la teneur avec détail, doit être portée préalablement à la connaissance du ministre des travaux publics qui décide sur l'opportunité de l'enquête et ordonne, s'il y a lieu, de recourir à la loi du 27 avril 1838. C'est ce qui est spécifié dans la circulaire du 29 juin 1841 (1).

L'enquête terminée, il sera procédé comme il est dit aux articles 2, 3 et 4 de la loi conçus en ces termes :

» Art. 2. — Le ministre décidera, d'après l'enquête, quelles sont
» les concessions inondées ou menacées d'inondation qui doivent
» opérer, à frais communs, les travaux d'assèchement.

» Cette décision sera notifiée administrativement aux concessionnaires intéressés. Le recours contre cette décision ne sera pas suspensif.

» Les concessionnaires ou leurs représentants, désignés ainsi qu'il sera dit à l'article 7 de la présente loi, seront convoqués en assemblée générale, à l'effet de nommer un syndicat composé de trois ou cinq membres pour la gestion des intérêts communs.

» Le nombre des syndics, le mode de convocation et de délibération de l'assemblée générale seront réglés par un arrêté du préfet.

» Dans les délibérations de l'assemblée générale, les concessionnaires ou leurs représentants auront un nombre de voix proportionnel à l'importance de chaque concession.

» Cette importance sera déterminée d'après le montant des redevances proportionnelles acquittées par les mines en activité d'exploitation, pendant les trois dernières années d'exploitation, on par les mines inondées, pendant les trois années qui auront précédé

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 851.

» celle où l'inondation aura envahi les mines. La délibération ne sera
 » valide qu'autant que les membres présents surpasseraient en nombre
 » le tiers des concessions, et qu'ils représenteraient entre eux plus de
 » la moitié des voix attribuées à la totalité des concessions comprises
 » dans le syndicat.

» En cas de décès ou de cessation des fonctions des syndics, ils
 » seront remplacés par l'assemblée générale dans les formes qui auront
 » été suivies pour leur nomination.

» ART. 3. — Une ordonnance royale rendue dans la forme des
 » règlements d'administration publique, et après que les syndics au-
 » ront été appelés à faire connaître leurs propositions, et les inté-
 » ressés, leurs observations, déterminera l'organisation définitive et
 » les attributions du syndicat, les bases de la répartition, soit provi-
 » soire, soit définitive, de la dépense entre les concessionnaires inté-
 » ressés, et la forme dans laquelle il sera rendu compte des recettes
 » et des dépenses.

» Un arrêté ministériel déterminera, sur la proposition des syn-
 » dics, le système et le mode d'exécution et d'entretien des travaux
 » d'épuisement, ainsi que les époques périodiques où les taxes devront
 » être acquittées par les concessionnaires.

» Si le ministre juge nécessaire de modifier la proposition du syn-
 » dicat, le syndicat sera de nouveau entendu. Il lui sera fixé un délai
 » pour produire ses observations.

» ART. 4. — Si l'assemblée générale, dûment convoquée, ne se
 » réunit pas, ou si elle ne nomme point le nombre de syndics fixé
 » par le préfet, le ministre, sur la proposition de ce dernier, insti-
 » tuera d'office une commission composée de trois ou de cinq person-
 » nes, qui sera investie de l'autorité et des attributions des syndics.

» Si les syndics ne mettent point à exécution les travaux d'assèche-
 » ment, ou s'ils contreviennent au mode d'exécution et d'entretien
 » réglé par l'arrêté ministériel, le ministre, après que la contraven-
 » tion aura été constatée, les syndics préalablement appelés, et après
 » qu'ils auront été mis en demeure, pourra, sur la proposition du
 » préfet, suspendre les syndics de leurs fonctions, et leur substituer
 » un nombre égal de commissaires.

» Les pouvoirs des commissaires cesseront de droit à l'époque fixée
 » pour l'expiration de ceux des syndics. Néanmoins le ministre, sur
 » la proposition du préfet, aura toujours la faculté de les faire cesser
 » plus tôt.

» Les commissaires pourront être rétribués; dans ce cas, le mi-
 » nistre, sur la proposition du préfet, fixera le taux des traitements,
 » et le montant sera acquitté sur le produit des taxes imposées aux
 » concessionnaires. »

Les dispositions des précédents articles sont tellement explicites qu'il y a peu de chose à ajouter; observons seulement que le recours non suspensif, dont il est question à l'article 2, ne pourra être formé, ainsi que le fait observer M. Cotelle, que par la voie gracieuse, selon les formes prescrites par l'article 40 du règlement du 22 juillet 1806.

On voit, par l'article 3, que ce n'est pas un simple arrêté préfectoral, mais bien un arrêté ministériel qui fixera le mode d'exécution et d'entretien des travaux d'épuisement, ainsi que les époques périodiques où les taxes devront être acquittées par les concessionnaires.

En cas de retard des concessionnaires à acquitter ces taxes, aux époques indiquées, l'intérêt sera-t-il dû à compter du jour où le paiement devait être effectué? Nous concluons pour l'affirmative, et nous pensons avec M. Peyret-Lallier qu'il ne s'agit pas ici de contributions publiques, pour lesquelles l'intérêt n'est pas dû, mais d'une dépense commune où l'associé retardataire est débiteur des intérêts, conformément aux dispositions de l'article 1846 du Code civil (1).

La sanction de la loi commence à apparaître à l'art. 4, dans le pouvoir donné au ministre de nommer des commissaires pour exécuter d'office les travaux d'assèchement en cas de mauvais vouloir ou d'inertie de la part des syndics. Dans le premier projet, il était interdit au ministre de choisir pour commissaires des personnes intéressées aux concessions, mais on se privait ainsi du concours d'hommes utiles et parfois indispensables en certains cas, et cette restriction fut justement écartée par la Commission de la Chambre des députés.

L'article 5, conçu comme il suit, règle le mode de recouvrement des taxes à percevoir sur les concessionnaires.

(1) *Traité sur la Législation des Mines*, t. II, p. 279.

« ART. 5. — Les rôles de recouvrement des taxes réglées en vertu des articles précédents, seront dressés par les syndics et rendus exécutoires par le préfet.

» Les réclamations des concessionnaires sur la fixation de leur quote-part dans lesdites taxes, seront jugées par le Conseil de préfecture, sur mémoires des réclamants communiqués au syndicat, et après avoir pris l'avis des ingénieurs des mines.

» Les réclamations relatives à l'exécution des travaux, seront jugées comme en matière de travaux publics.

» Le recours, soit au Conseil de préfecture, soit au Conseil d'Etat, ne sera pas suspensif. »

Les moyens coercitifs qui servent de sanction indispensable à la loi, sont définis comme il suit :

« ART. 6. — A défaut de paiement dans le délai de deux mois, à dater de la sommation qui aura été faite, la mine sera réputée abandonnée; le ministre pourra prononcer le retrait de la concession, sauf le recours au roi, en son Conseil d'Etat, par la voie contentieuse.

» La décision du ministre sera notifiée aux concessionnaires déchus, publiée et affichée à la diligence du préfet.

» L'Administration pourra faire l'avance du montant des taxes dues par la concession abandonnée, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à une concession nouvelle, ainsi qu'il sera dit ci-après.

» A l'expiration du délai de recours, ou, en cas de recours, après la notification de l'ordonnance confirmative de la décision du ministre, il sera procédé publiquement, par voie administrative, à l'adjudication de la mine abandonnée. Les concurrents seront tenus de justifier des facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges.

» Celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus favorable, sera déclaré concessionnaire, et le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'Etat, appartiendra au concessionnaire déchû ou à ses ayant-droit. Le prix, s'il y a lieu, sera distribué judiciairement et par ordre d'hypothèques.

» Le concessionnaire déchû pourra, jusqu'au jour de l'adjudication, arrêter les effets de la dépossSESSION en payant toutes les taxes arriérées, et en consignat la somme qui sera jugée nécessaire pour sa quote-part dans les travaux qui resteront encore à exécuter.

» S'il ne se présente aucun soumissionnaire, la mine restera à la disposition du domaine, libre et franche de toutes charges provenant du fait du concessionnaire déchû. Celui-ci pourra, en ce cas,

» retirer les chevaux, machines et agrès qu'il aura attachés à
» l'exploitation, et qui pourront être séparés sans préjudice pour la
» mine, à la charge de payer toutes les taxes dues jusqu'à la dépo-
» sition, et sauf au domaine à retenir, à dire d'experts, les objets
» qu'il jugera utiles. »

Le principe du retrait des concessions de mines était tenu en germe dans l'art. 49 de la loi de 1810, qui donne au gouvernement le droit de pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, dans les cas où l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs; mais réduit à ces termes vagues, ce principe était inefficace. Née de la nécessité des choses, la loi de 1838 est venue développer ce germe, elle a précisé et formulé le droit du gouvernement de prononcer la déchéance des concessionnaires dans certains cas prévus et définis.

C'est chose grave assurément que de poser au grand jour ce principe de la déchéance des mines, mais c'était chose inévitable : *les mines doivent être surveillées par le pouvoir qui les concède*. Nous avons établi avec développement ce principe qui découle de la nature des choses, de l'esprit de la loi de 1810 et de ses termes formels; or, qui veut le but veut les moyens, et pour que la surveillance soit efficace, il faut au gouvernement un droit de déchéance justement limité.

La loi du 27 avril 1838 a défini ce droit dans ses limites ainsi que dans son exercice, et elle a entouré, on peut le dire, le concessionnaire menacé de déchéance de toute la protection compatible avec les nécessités d'intérêt général, en lui permettant d'arrêter les effets de la dépossession jusqu'au jour de la mise en adjudication de la mine; ajoutons même qu'en cas d'adjudication, le prix de la concession est soldé à l'ancien concessionnaire ou à ses ayant-droit après le prélèvement des taxes, de telle sorte que la loi de 1838 ne prononce pas la déchéance pure et simple, mais plutôt une *expropriation* motivée par l'intérêt public.

Les dispositions des articles 1 à 5 de la loi du 27 avril 1838 ne s'appliquent qu'au cas de l'inondation de plusieurs concessions voisines.

Obligation d'un concessionnaire isolé, lorsque les mines de sa concession sont inondées ou menacées de tout autre danger.

Lorsqu'une concession isolée est menacée d'inondation ou de tout autre danger provenant d'éboulements ou d'incendies, l'article 50 de la loi de 1810 pose en principe général que le préfet devra y pourvoir comme il est pratiqué en matière de grande voirie. Le préfet peut donc, en pareil cas, ordonner l'exécution d'office de certains travaux préservateurs, et deux règlements d'administration publique, le décret du 3 janvier 1813 et l'ordonnance du 26 mars 1813 sont venus préciser, à cet égard, le mode d'exécution de l'article 50, comme il a été dit déjà.

Ainsi donc, au cas où les mines d'une concession unique sont inondées, et lorsqu'il n'y a pas danger d'inondation pour les concessions voisines, c'est en vertu de l'art. 50 de la loi de 1810 que le préfet ordonnera, le cas échéant, l'exécution d'office de certains travaux, aux frais du concessionnaire.

Si ce dernier se refuse à payer les frais, il faudra pouvoir l'y contraindre; or, la sanction pénale qui manquait à l'article 50 de la loi de 1810 et au décret de 1813, a été insérée dans la loi du 27 avril 1838.

L'exposé des motifs de la loi s'exprimait ainsi à cet égard :

« Indépendamment des inondations générales qui envahissent
 » tout un bassin houiller, ou seulement plusieurs mines à la fois,
 » d'autres dangers, tels que les éboulements, l'incendie, des inon-
 » dations partielles, peuvent atteindre l'intérieur d'une exploitation.
 » Le décret du 5 janvier 1813 autorise, dans ces circonstances,
 » l'Administration à faire exécuter les travaux que la situation des
 » choses peut exiger; mais il ne donne pas les moyens de contraindre
 » au paiement des frais avancés.

« Nous pensons, Messieurs, que nous devons tout à fait assimiler
 » ce cas à celui que prévoit l'article 6 : l'analogie est incontestable,
 » l'exploitation est évidemment compromise et interrompue; on doit
 » employer les mêmes moyens et recourir à la même pénalité. »

L'article 9 de la loi, conçu dans les termes suivants,

est venu apporter à la surveillance des mines la sanction pénale qui manquait :

« ART. 9. — Dans tous les cas où les lois et règlements sur les mines autorisent l'Administration à faire exécuter des travaux dans les mines, aux frais du concessionnaire, le défaut de paiement de la part de ceux-ci donnera lieu contre eux à l'application des dispositions de l'article 6 de la présente loi. »

Cela fait ainsi un deuxième cas de déchéance en dehors de celui qui est spécifié, à l'article 6, pour le refus de contribuer à l'assèchement en commun. Ce cas de déchéance était nécessaire en principe, comme sanction de l'article 50 de la loi de 21 avril 1810. Ajoutons, du reste, que le gouvernement ne fait que tenir ce droit en réserve pour des cas exceptionnels et graves, et qu'aucun reproche n'a pu lui être fait d'abuser des moyens coercitifs mis à sa disposition par la loi du 27 avril 1838.

Mines : inexplo-
rées. — Cas de dé-
chéance.

Un troisième cas de déchéance est posé par l'article 10 de cette loi : il se rapporte au cas où un concessionnaire laisserait l'exploitation de sa mine restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter les besoins des consommateurs.

Cet article est conçu dans les termes suivants :

« Dans tous les cas prévus par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, le retrait de la concession et l'adjudication de la mine ne pourront avoir lieu que suivant les formes prescrites par le même article 6 de la présente loi. »

Rappelons ici que l'article 49 s'applique au cas où « l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs. »

La discussion de cet article donna lieu à une vive controverse au sein de la Chambre des pairs, qui a été résumée par MM. Cotelle et Peyret-Lallier.

Les orateurs du gouvernement firent triompher ce juste principe, que l'institution d'une concession de mine est faite dans l'intérêt général et pour fournir aux consommateurs des objets de première nécessité que les

mines seules peuvent produire; en conséquence, le concessionnaire qui laisse sa mine inexploitée dans des circonstances qui entraînent une souffrance réelle de la part des consommateurs, manque au premier de ses devoirs; il viole l'espèce de contrat qu'il a passé avec le gouvernement en demandant et acceptant le privilège d'une concession de mine, et il encourt le retrait de sa concession comme juste pénalité de son incurie.

« Les obligations d'un concessionnaire, disait M. Legraud, commissaire du roi, dans la séance du 11 avril 1838, peuvent se résumer dans les termes suivants :

» Il doit exploiter sans interrompre son travail, et de manière à ne pas compromettre les besoins des consommateurs;

» Il doit exploiter suivant les règles de l'art et de manière à ne compromettre ni la sûreté des ouvriers, ni celle du sol, ni la conservation de ses propres travaux;

» Enfin, il doit payer à l'État les taxes annuelles qui lui sont imposées par son cahier des charges. Les lois qui assurent le recouvrement des impôts, assurent en même temps l'accomplissement de cette dernière obligation.

» L'article 50 de la loi de 1810 pourroit aux cas qui peuvent dériver de la seconde obligation. Le préfet procède, dans ce cas, comme en matière de grande voirie.

» Quant à la première, elle tombe dans la prévision de l'article 19, et c'est à la circonstance que signale cet article que la dépossession peut-être appliquée. Un particulier a été investi de la concession d'une mine à la charge de l'exploiter, à la charge de mettre au jour et de verser dans la circulation les richesses qu'elle recèle; il n'exploite pas la mine; il laisse enfouis dans le sein de la terre les produits que les consommateurs attendent avec impatience, n'est-il pas juste de lui retirer une concession dont il n'accomplit pas la première et la plus essentielle des conditions?

» Ce retrait est-il autre chose que la pénalité qui doit s'attacher naturellement à l'inexécution d'un contrat?.... »

Ce droit de retrait des concessions inexploitées serait une arme terrible entre les mains de l'Administration si elle en faisait un usage discrétionnaire, mais les faits sont là pour démontrer le contraire, et aucun abus de ce genre ne peut lui être reproché : ce n'est que dans les cas graves où il est pleinement constaté que l'abandon

d'une mine est cause que les besoins des consommateurs ne sont pas satisfaits, ce n'est qu'après la mise en demeure du concessionnaire de reprendre ses travaux, que le gouvernement procède à l'exercice du pouvoir conféré par l'article 10 de la loi de 1838, pouvoir dont l'exercice est pour lui un devoir aussi bien qu'un droit. Nous ne croyons pouvoir mieux faire à ce sujet que de citer les instructions contenues à cet égard dans la circulaire du Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines, du 29 décembre 1838 (1):

« Toutefois il est bien entendu qu'on ne doit employer qu'avec
 » une grande réserve la faculté de poursuivre la déchéance pour
 » cause d'exploitation. Beaucoup de circonstances indépendantes
 » du concessionnaire, des revers de fortune, des procès, des affaires
 » de famille, quand une succession vient à s'ouvrir, les difficultés
 » mêmes de l'exploitation ou le manque de débouchés, la baisse des
 » prix dans le commerce, peuvent occasionner des interruptions
 » dans les travaux; et d'un autre côté, l'intérêt public n'est pas
 » toujours menacé parce qu'une mine n'est pas exploitée. On a quel-
 » quefois soutenu, en thèse générale, que les besoins des consomma-
 » teurs sont effectivement compromis dans une localité, lorsqu'on
 » ne tire aucun parti d'une substance minérale qui y existe et qu'il
 » faut cependant faire venir du dehors; qu'il pourrait se faire, quel-
 » que faible que fut le prix de la matière ainsi importée, qu'une
 » exploitation locale la donnât à un prix encore inférieur; que si
 » on ne peut rien affirmer à cet égard, il semble qu'il n'y a aucune
 » raison positive non plus à objecter à l'avance contre la possibilité
 » de la réduction. La question ainsi envisagée, on serait assez fondé
 » à dire qu'il y a du moins présomption que le consommateur paie
 » trop cher quand on n'exploite pas une mine qui est à sa portée, et
 » qu'alors ses intérêts sont en souffrance. Mais, dans l'application,
 » ces généralités conduiraient souvent à l'arbitraire; et quand il
 » s'agit de mesures de rigueur, il faut surtout qu'on ne puisse pas
 » en contester l'application. On sent très-bien qu'en pareille matière
 » il y a un grand nombre de considérations à apprécier, et que c'est
 » dans les faits surtout que l'Administration doit chercher sa force et
 » son droit. Elle porterait atteinte elle-même à son autorité si elle
 » procédait autrement; son action sera d'autant plus efficace qu'elle
 » aura su tenir compte de toutes les circonstances. Il convient donc,

1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 594.

» quand une mine n'est pas exploitée, d'adresser d'abord des avertissements au propriétaire de la mine, de le prévenir des mesures qui pourront être prises contre lui s'il ne se met pas en règle, et de l'engager à s'expliquer. Il convient aussi de procéder, dans ces circonstances, à une enquête administrative ayant pour objet de faire connaître si, et jusqu'à quel point, cette interruption des travaux est de nature à porter préjudice aux consommateurs. La loi n'exige pas absolument ici cette enquête; elle ne la prescrit explicitement que lorsqu'il est question de contraindre les concessionnaires à exécuter en commun et à leurs frais des travaux pour assécher leurs mines inondées ou arrêter les progrès de l'inondation. Mais elle se réfère à l'article 49 de la loi de 1810; elle indique que les poursuites ne devront être exercées que s'il y a un véritable intérêt public compromis. Il est donc convenable, avant d'user des voies de rigueur, de bien constater que l'on s'est trouvé obligé d'y recourir; il faut entendre les intéressés, voir s'il y a des plaintes, recueillir en un mot toutes les informations nécessaires. C'est lorsque ces préliminaires auraient été épuisés, qu'alors, s'il y avait lieu, vous prendriez un arrêté spécial qui assignerait au concessionnaire, conformément à l'article 6 précité, un délai de deux mois, passé lequel, si l'exploitation n'était pas remise en activité, vous transmettriez à l'Administration, avec un rapport des ingénieurs, vos propositions pour le retrait de la concession, s'il vous paraissait qu'il dût être prononcé. Il serait ensuite, après la décision du ministre et l'expiration des délais de recours, ou après la modification de l'ordonnance confirmatrice de la décision, procédé publiquement par voie administrative à l'adjudication de la mine, ainsi qu'il est déterminé dans ce même article de la loi.

» Si le domicile du titulaire de la concession ou de ses ayant-cause était inconnu, la sommation devrait être faite conformément aux articles 68 et 69 du Code de procédure civile..... »

Tout respire, dans ces instructions, la volonté ferme de satisfaire les intérêts réels des consommateurs, lorsqu'ils ont été régulièrement constatés, et de garder de justes ménagements vis-à-vis de la propriété des mines.

Lorsque plusieurs mines sont réunies entre les mains du même concessionnaire, celui-ci est-il tenu, dans toute la rigueur du mot, d'avoir toutes ses concessions en activité permanente comme le dit l'article 31 de la loi du 21 avril 1810?

L'obligation reste la même en cas de plusieurs mines possédées par le même concessionnaire.

L'article 31, fidèle à ce principe, que dans notre législation, en matière de mines, les concessions sont les *unités de la propriété souterraine*, a voulu que par le fait de la concentration de plusieurs concessions entre les mêmes mains, le propriétaire n'échappât à aucune des obligations afférentes à chacune d'elles considérées isolément, mais il n'a pas pu vouloir autre chose. En effet, les articles 31 et 49 sont corrélatifs; or, il résulte implicitement de l'article 49 que lorsque la suspension momentanée des travaux ne doit pas compromettre la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, cette suspension peut être tolérée par l'Administration; conséquemment, il est dans l'équité d'accorder cette tolérance aussi bien au concessionnaire qui possède plusieurs concessions qu'à celui qui n'en possède qu'une seule, lorsque d'ailleurs il n'en doit résulter aucun préjudice pour les consommateurs.

A l'appui de cette interprétation, on peut citer la décision ministérielle du 21 août 1845, qui accorde à la Compagnie propriétaire des mines de houille de Blanzv l'autorisation de suspendre l'exploitation des concessions houillères de La Theurée-Maillot, des Porrots et des Badeaux, acquises par elle, tant que l'Administration jugera que l'intérêt public ne réclame pas la reprise de l'exploitation de ces concessions; cette autorisation est accordée à charge, par la Compagnie, de se conformer à toutes les dispositions qui pourront être prescrites, soit pour la conservation des travaux d'exploitation desdites concessions, soit dans l'intérêt de la sûreté publique, et d'établir, ainsi qu'elle en a fait l'offre, sur le carreau des exploitations en chômage, des entrepôts de houille qui devront être toujours approvisionnés de manière à fournir aux besoins de la consommation locale, et où le prix du combustible ne pourra excéder les prix de vente sur le carreau des mines de Blanzv (1).

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. VIII, p. 777.

Observons, au sujet de cette décision ministérielle, qu'elle rejette, d'autre part, la demande de la Compagnie de Blanzv, tendant à obtenir la réunion en une seule des quatre concessions de Blanzv, de La Theurée-Maillot, des Porrots et des Badeaux.

Les devoirs des concessionnaires, en ce qui touche les accidents, sont de trois sortes : les uns ont pour but de les prévenir, les autres consistent dans des mesures à prendre en prévision de ces accidents, les derniers se rapportent aux mesures à prendre après qu'ils ont eu lieu.

Obligations des concessionnaires en cas d'accidents.

Les obligations des concessionnaires, en ce qui concerne les dangers à craindre et les moyens de prévenir les accidents d'une manière générale, ont été définies dans le présent chapitre, à propos de l'ordonnance du 26 mars 1843, qui est un règlement d'administration publique, rendu pour l'exécution de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810.

Mesures préventives.

Mais il n'est pas possible de prescrire d'une manière générale les mesures à prendre pour éviter les accidents dans les mines; ces mesures doivent nécessairement varier suivant les cas; aussi fallait-il qu'une latitude suffisante fût laissée aux préfets, afin de pouvoir ordonner, sur le rapport des ingénieurs des mines, les mesures préventives spéciales à chaque cas; c'est aussi ce qui a été fait par l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et l'ordonnance du 26 mars 1843.

Ce sera donc le devoir général de tous les concessionnaires de mines d'exécuter les mesures propres à prévenir les accidents, qui leur seront ordonnées par des arrêtés préfectoraux, rendus sur le rapport des ingénieurs des mines.

Dans tous les départements où il existe des mines de houille, des arrêtés du préfet ordonnent l'emploi exclusif des lampes de sûreté dans les mines où il existe du gaz inflammable ou grisou. Rappelons à ce sujet qu'une instruction pratique sur l'emploi des lampes de sûreté dans les mines, et sur les moyens de pénétrer sans dan-

ger dans les lieux méphitisés, a été publiée en avril 1824, par M. le Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines (1). Bien que la construction des lampes de sûreté ait subi des perfectionnements depuis cette époque, il n'en est pas moins vrai que les exploitants trouveront dans cette instruction des notions précieuses.

Il est généralement de règle administrative qu'un arrêté préfectoral interdise l'usage des épinglettes et bourroirs en fer, en prescrivant l'emploi des épinglettes et bourroirs en cuivre, ou bien l'emploi des fusées de sûreté. Ces dispositions ont pour but d'éviter les accidents résultant du tirage à la poudre, et elles ne sauraient rencontrer d'obstacle de la part des exploitants. Si les ouvriers refusent de s'y conformer par esprit de routine, c'est aux exploitants de mines à les y contraindre.

Mesures en pré-
vision des accidents

Les mesures générales prescrites à tous les concessionnaires, en prévision des accidents, sont contenues dans les articles 15 et 16 du décret du 3 janvier 1813 ainsi conçus :

« ART. 15. — Les exploitants seront tenus d'entretenir sur leurs établissements, dans la proportion du nombre d'ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, les médicaments et les moyens de secours qui leur seront indiqués par le ministre de l'intérieur, et de se conformer à l'instruction réglementaire qui sera approuvée par lui à cet effet.

« ART. 16. — Le ministre de l'intérieur, sur la proposition des préfets et le rapport du Directeur général des Mines, indiquera celles des exploitations qui, par leur importance et le nombre des ouvriers qu'elles emploient, devront avoir et entretenir à leurs frais un chirurgien spécialement attaché au service de l'établissement.

« Un seul chirurgien pourra être attaché à plusieurs établissements à la fois, si ces établissements se trouvent dans un rapprochement convenable ; son traitement sera à la charge des propriétaires proportionnellement à leur intérêt. »

La sagesse et la convenance des mesures prescrites

(1) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. X, p. 3, et Blavier, t. III, p. 166.

par ces deux articles n'ont pas besoin d'être démontrées.

L'instruction réglementaire dont il est question dans l'article 15 et dont les prescriptions sont obligatoires pour les exploitants de mines, a été jointe à une circulaire du Directeur général des Mines, du 17 février 1813 (1).

Cette instruction, qui fut rédigée par M. Salmade, docteur en médecine de la Faculté de Paris, puis approuvée par le ministre de l'intérieur, contient des détails pratiques d'une grande utilité, et en cas d'accident fortuit, survenu en l'absence d'un médecin, les exploitants de mines y trouveront des renseignements précieux.

Les médicaments prescrits en principe par l'article 15 du décret, sont spécifiés à la fin de l'instruction; ils varient avec la nature des mines exploitées.

Pour satisfaire au vœu de ce même article 15, l'instruction indique une boîte de secours dont elle règle la composition, et qui devra être placée dans chaque établissement, au service duquel un chirurgien sera spécialement attaché. La circulaire du 17 février 1813 ajoute, à ce sujet, qu'une seule boîte de secours pourra suffire par commune pour les divers établissements. « Il est juste, ajoute la circulaire, que cette boîte commune soit achetée et entretenue aux frais de tous les exploitants, en raison du nombre des ouvriers employés. »

Cette obligation des concessionnaires d'entretenir constamment sur leurs établissements les médicaments et autres moyens de secours, qui résulte des termes formels du décret de 1813, a été souvent négligée; néanmoins elle est bien positive, et elle a été rappelée dans l'art. 6 de l'ordonnance réglementaire du 26 mars 1813, qui donne aux préfets les moyens d'y pourvoir d'office, et aux frais des concessionnaires, en cas de refus de ces derniers.

Les mesures à prendre au moment où un accident

Mesures en cas d'accidents.

(1) *Journal des Mines*, t. XXXIII, p. 231, n° 193, et Blavier, t. III, p. 300.

arrive et après l'accident, sont spécifiées dans les articles suivants du décret de 1813 :

« ART. 11. — En cas d'accidents survenus dans une mine, mineière, usine et ateliers qui en dépendent, soit par éboulement, par inondation, par le feu, par asphyxie, par rupture des machines, engins, câbles, chaînes, poniers, soit par émanations nuisibles, soit par toute autre cause, et qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers, les exploitants, directeurs, maîtres mineurs et autres préposés, sont tenus d'en donner connaissance aussitôt au maire de la commune et à l'ingénieur des mines, et, en cas d'absence, au conducteur.

« ART. 12. — La même obligation leur est imposée dans le cas où l'accident compromettrait la sûreté des travaux, celle des mines ou des propriétés de la surface, et l'approvisionnement des consommateurs.

« ART. 13. — Dans tous les cas, l'ingénieur des mines se transportera sur les lieux ; il dressera procès-verbal de l'accident, séparément, ou concurremment avec les maires et autres officiers de police ; il en constatera les causes et transmettra le tout au préfet du département.

« En cas d'absence, les ingénieurs seront remplacés par les élèves-conducteurs et garde-mines assermentés devant les tribunaux. Si les uns et les autres sont absents, les maires et autres officiers de police nommeront des experts à ce connaissant, pour visiter l'exploitation et mentionner leurs dires dans un procès-verbal.

« ART. 14. — Dès que le maire et autres officiers de police auront été avertis, soit par les exploitants, soit par la voix publique, d'un accident arrivé dans une mine ou usine, ils en préviendront immédiatement les autorités supérieures. Ils prendront, conjointement avec l'ingénieur des mines, toutes les mesures convenables pour faire cesser le danger et en prévenir la suite. Ils pourront, comme dans le cas de péril imminent, faire des réquisitions d'outils, chevaux, hommes, et donneront les ordres nécessaires.

« L'exécution des travaux aura lieu sous la direction de l'ingénieur et des conducteurs ou, en cas d'absence, sous la direction des experts délégués à cet effet par l'autorité locale.

« ART. 17. — Les exploitants et directeurs des mines voisines de celle où il serait arrivé un accident, fourniront tous les moyens de secours dont ils pourront disposer, soit en hommes, soit de toute manière, sauf leur recours, pour leur indemnité, s'il y a lieu, contre qui de droit.

« ART. 18. — Il est expressément prescrit aux maires et autres

« officiers de police, de se faire représenter les corps des ouvriers qui
 « auraient péri par accident dans une exploitation, et de ne permet-
 « tre leur inhumation qu'après que le procès-verbal de l'accident aura
 « été dressé conformément à l'article 84 du Code civil, et sous les
 « peines portées dans les articles 358 et 359 du Code pénal.

« ART. 19. — Lorsqu'il y aura impossibilité de parvenir jusqu'aux
 « lieux où se trouvent les corps des ouvriers qui auraient péri dans
 « les travaux, les exploitants, directeurs et autres ayant-cause, seront
 « tenus de faire constater cette circonstance par le maire ou autre
 « officier public, qui en dressera procès-verbal et le transmettra au
 « procureur impérial, à la diligence duquel, et sur l'autorisation du
 « tribunal, cet acte sera annexé au registre de l'état civil.

« ART. 20. — Les dépenses qu'exigeront les secours donnés aux
 « blessés, noyés ou asphyxiés, et la réparation des travaux, seront à
 « la charge des exploitants.

« ART. 21. — De quelque manière que soit arrivé un accident, les
 « ingénieurs des mines, maires et autres officiers de police, trans-
 « mettront immédiatement leurs procès-verbaux aux sous-préfets et
 « aux procureurs près les tribunaux. Les procès-verbaux devront être
 « signés et déposés dans les délais prescrits.

« ART. 22. — En cas d'accidents qui auraient occasionné la perte
 « ou la mutilation d'un ou de plusieurs ouvriers, faute de s'être
 « conformés à ce qui est prescrit par le présent règlement, les exploi-
 « tants, propriétaires et directeurs pourront être traduits devant les
 « tribunaux, pour l'application, s'il y a lieu, des dispositions des
 « articles 319 et 320 du Code pénal, indépendamment des dommages
 « et intérêts qui pourraient être alloués au profit de qui de droit. »

Les articles sus-mentionnés sont tellement clairs et précis que leur application ne saurait soulever aucun doute dans la pratique; mentionnons seulement les prescriptions suivantes, qui sont les principales :

Tout exploitant de mines est tenu de prévenir d'urgence le maire de la commune et l'ingénieur des mines des accidents qui surviennent dans son exploitation; cette obligation est impérieuse, et il est arrivé maintes fois que les tribunaux ont sévi contre les exploitants qui avaient négligé de s'y soumettre.

L'ingénieur des mines et le maire doivent se rendre sur les lieux, dès qu'ils sont prévenus; c'est un de leurs devoirs les plus sacrés. Ils ont le droit, comme dans le cas de péril imminent, de faire des réquisitions d'outils,

chevaux et hommes, et de donner les ordres nécessaires.

L'exploitant des mines devra, autant que possible, présenter à l'ingénieur des mines les pièces rompues, câbles, engins, lampes de sûreté, outils ou autres objets qui seront supposés être la cause de l'accident survenu; ces pièces ne devront être ni déplacées ni dénaturées avant la visite de l'ingénieur, sauf ce qui serait indispensable pour secourir les blessés et prévenir de nouveaux accidents. Cette disposition, bien qu'elle ne soit pas spécifiée dans le décret, est une mesure d'ordre public commandée par la nature des choses.

Les exploitants voisins de la mine où l'accident est survenu, sont tenus de fournir tous les moyens de secours à leur disposition, et ils peuvent par suite être requis, par le maire ou l'ingénieur, de remplir cette obligation. Cette mesure de solidarité, qui dérive de la nature exceptionnelle des mines, a de l'analogie avec le principe appliqué dans la loi du 27 avril 1838 pour l'assèchement eu commun.

Les dépenses qu'exigeront les secours donnés aux blessés, noyés ou asphixiés, sont essentiellement à la charge des exploitants.

Obligations relatives à la tenue des plans et registres d'avancement des travaux.

Il arrive trop fréquemment qu'en cas d'accidents, quelques ouvriers sont momentanément enfermés dans des ateliers souterrains par des éboulements ou par l'irruption des eaux ou des gaz délétères. Les plans de mines sont indispensables en pareil cas; ils servent de boussole dans les moyens de sauvetage, et sans eux, les ouvriers cernés seraient souvent à tout jamais ensevelis.

Cette circonstance suffirait à elle seule pour justifier l'obligation imposée aux exploitants de mines d'avoir, au siège de l'exploitation, un plan complet des travaux, tenu régulièrement au courant de leur avancement; ajoutons à cela que la tenue des plans est indispensable à la bonne direction des exploitations, à la sûreté des ouvriers et des habitations de la surface, et nous aurons surabondamment établi que les règlements devaient imposer aux exploitants l'obligation de tenir des plans des

travaux souterrains raccordés avec la surface : c'est ce qui a été fait.

Ce n'est pas tout encore, et il ne suffit pas qu'il y ait des plans au siège des travaux : il importe qu'une copie de ces plans soit déposée au bureau de l'ingénieur en chef, chargé de centraliser la surveillance technique du gouvernement sur les mines; la surveillance administrative serait inefficace ou aveugle si ces plans n'étaient pas entre les mains des ingénieurs; comment, en effet, pourvoir à ce qu'une exploitation ne compromette pas la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité des ouvrages, la sûreté des mincurs ou des habitations de la surface si l'on n'a pas en sa possession les plans de ces travaux? L'obligation, pour les concessionnaires, de fournir à l'Administration des plans complets de leurs travaux, dérive donc d'une manière implicite, mais logique, de l'article 50 de la loi de 1810.

Ajoutons, d'autre part, que les plans de mines fournissent le seul moyen de reconnaître à quelle partie du sol correspondent les excavations qui menacent ruine; il faut qu'un propriétaire puisse savoir à temps quand ses bâtiments ou lieux d'habitation sont menacés par les travaux faits au-dessous ou dans leur voisinage, afin de pouvoir s'y opposer, s'il y a lieu, devant l'autorité compétente et de réclamer, en tous cas, la caution stipulée par l'article 15 de la loi de 1810; or, c'est le plan des travaux qui pourra seul fournir au propriétaire des lieux habités les indications qui l'intéressent; il ne faut pas qu'il ait besoin de la complaisance du concessionnaire ou qu'il soit obligé de requérir les tribunaux, pour voir ce plan; il faut qu'il puisse le trouver dans les bureaux de l'Administration des Mines.

Tout concourt, on le voit, à démontrer la nécessité de deux expéditions des plans souterrains, dont une déposée au bureau de l'ingénieur en chef des mines, et cette prescription se trouve écrite, en effet, dans les règlements.

Le registre d'avancement des travaux est le complé-

ment nécessaire du plan; dans ce registre, qui est en quelque sorte le mémorial de l'exploitation souterraine, le concessionnaire doit mentionner les circonstances importantes de l'avancement des travaux, les dates d'ouverture, reprise ou abandon des ouvrages, les principaux faits relatifs à l'allure du gîte, aux massifs abandonnés, aux difficultés rencontrées pour l'aérage, l'épuisement, la solidité, etc. Ce registre, qui est le complément historique du plan, servira de guide pour l'avenir de l'exploitation, dans des cas analogues à ceux signalés déjà, et il empêchera les reconnaissances inutiles ou dangereuses dans des quartiers stériles ou menaçants.

Le bon sens indique donc que le gouvernement devait exiger des exploitants la tenue d'un registre d'avancement des travaux : c'est aussi ce qui a été fait. Il suffira seulement que ce registre soit tenu sur les exploitations, et il n'est pas nécessaire qu'une copie soit déposée dans le bureau de l'ingénieur en chef des mines, l'Administration conservant le droit de se faire montrer ce registre à l'occasion des visites faites par les ingénieurs et lorsqu'il y aura lieu.

Ces principes posés, voici en quels termes sont conçus les règlements sur les mines en ce qui concerne les plans et registres d'avancement des travaux.

On lit au § 11, section A de l'instruction ministérielle du 3 août 1810 :

« Une obligation essentielle qui doit aussi être énoncée aux actes
« de concession et permission, et dont les exploitants éclairés sentiront bien toute l'importance, c'est celle d'avoir des plans et coupes
« des travaux à mesure de leurs progrès. Sans cette pratique indispensable, on est exposé à chaque instant, dans l'intérieur des mines,
« à toute sorte d'accidents désastreux. La confection des plans dans
« les travaux des mines est une mesure de sûreté publique et de la
« plus grande utilité pour l'intérêt de l'exploitant; il est donc nécessaire que chaque exploitant adresse au préfet de son département,
« tous les ans, dans le mois de janvier ou de février au plus tard,
« les plans et coupes, sur une échelle d'un millimètre pour mètre,
« des travaux faits pendant l'année précédente; et il joindra à ce
« premier envoi, pour les mines entièrement exploitées, les plans

« des travaux précédemment exécutés, autant qu'il sera possible de
 « le faire. Ces plans seront transmis à l'ingénieur en chef de l'arron-
 « dissement ou à l'ingénieur ordinaire en faisant les fonctions, pour
 « être vérifiés, certifiés et conservés avec ordre dans leurs bureaux,
 « afin d'être consultés au besoin. »

L'obligation, pour l'exploitant, de tenir sur les mines un plan et un registre d'avancement des travaux est aussi spécifiée dans l'art. 6 du décret du 3 janvier 1813.

« ART. 6. — Il sera tenu, sur chaque mine, un registre et un plan
 « constatant l'avancement journalier des travaux et les circonstances
 « de l'exploitation dont il sera utile de garder le souvenir.

« L'ingénieur des mines devra, à chacune de ses tournées, se faire
 « représenter ce registre et ce plan; il y insérera son procès-verbal
 « de visite et ses observations sur la conduite des travaux. Il laissera
 « à l'exploitant, dans tous les cas où il le jugera utile, une ins-
 « truction écrite sur le registre, contenant les mesures à prendre sur
 « la sûreté des hommes et des choses. »

Ce n'est pas tout, et l'Administration justement préoccupée de l'importance des plans de mines, a voulu prévoir le cas où ces plans, n'étant pas tenus ou ne lui étant pas fournis, il appartiendrait aux préfets de les faire dresser d'office aux frais des exploitants. C'est à cet effet qu'il a été inséré, dans l'ordonnance réglementaire du 26 mars 1813, un article ainsi conçu :

« ART. 6. — Il sera procédé, ainsi qu'il est dit aux articles 3, 4 et
 « 5 ci-dessus, à l'égard de tout concessionnaire qui négligerait, soit
 « d'adresser au préfet, dans les délais fixés, les plans de ses travaux
 « souterrains, soit de tenir sur ses exploitations le registre et le plan
 « d'avancement journalier des travaux, soit enfin d'entretenir con-
 « stamment sur ses établissements les médicaments et autres moyens
 « de secours. »

Les art. 3, 4 et 5, auxquels il est renvoyé ci-dessus, donnent le pouvoir au préfet de faire prendre d'office les dispositions auxquelles l'exploitant se refuse, et d'ordonner les frais qui s'y rapportent dans un mandement exécutoire qui est recouvré par les receveurs des domaines.

La double obligation, pour les concessionnaires, de tenir au siège de l'exploitation un plan des travaux sou-

terrains et de fournir à l'Administration une copie de ce plan, ne saurait donc pas faire doute.

L'échelle de ces plans est fixée par les règlements; elle est de 1 millimètre par mètre. Nous terminerons, au sujet de ces plans, en faisant observer qu'il convient de les munir de cotes rapportées à un niveau unique. L'avantage des plans cotés pour les exploitations est incontestable, en ce que ces plans permettent d'établir des coupes exactes dans toutes les directions voulues, ce qui fournit des indications précieuses dans un grand nombre de cas.

Bornage des concessions.

Tous les concessionnaires sont astreints à faire limiter et borner leurs concessions par l'Administration; ce bornage, qui est une sorte d'interprétation de l'acte de concession, en ce qui concerne l'étendue du périmètre concédé, intéresse le gouvernement à un double titre.

D'abord, comme dispensateur et gardien de la richesse minérale, le gouvernement doit veiller à ce que le concessionnaire restreigne son exploitation au périmètre concédé, et il faut, pour cela, qu'il fasse procéder à un bornage dont les résultats seront indiqués sur les plans des travaux que l'exploitant est astreint à tenir. D'autre part, au point de vue de la redevance fixe, il importe au gouvernement de faire établir d'une manière exacte la contenance de chaque périmètre concédé, chose qui ne peut se faire que par un bornage.

C'est à ce dernier point de vue qu'on trait les art. 5 et 6 du décret du 6 mai 1811 ainsi conçus :

« ART. 5. — Si la contenance superficielle d'une concession ne se
 » trouve point énoncée dans le texte du titre, soit en kilomètres carrés, soit en lieues carrées, soit en tout autre mesure anciennement
 » en usage, le préfet en prévient immédiatement le concessionnaire, qui sera tenu de justifier, dans le délai d'un mois, par un
 » arpentage légal ou relevé sur des cartes exactes, de la surface
 » rigoureusement contenue dans les limites prescrites par l'acte de
 » concession; et, faute par lui de faire cette justification, la contenance du terrain sera provisoirement portée sur le tableau, et la
 » redevance provisoirement exigible, conformément aux dispositions
 » de l'article 3 ci-dessus.

- » Art. 6. — La vérification de la surface des concessions sera faite
 » par l'ingénieur des mines du département; à cet effet, les conces-
 » sionnaires qui seront dans le cas de l'article précédent, fourniront
 » un plan de leur concession en triple expédition, et dressé sur une
 » échelle de dix millimètres pour cent mètres : ce plan, accompagné
 » d'un procès-verbal d'arpentage détaillé, sera envoyé au préfet, qui
 » le transmettra à l'ingénieur des mines, pour être vérifié sur le ter-
 » rain, s'il y a lieu, et visé par lui. »

Tous les concessionnaires de mines étant soumis indistinctement aux prescriptions du décret précité, l'Administration a plein pouvoir pour faire relever la contenance exacte, et, par suite, opérer la délimitation officielle de toutes les concessions de mines. Ajoutons, du reste, que les actes de concessions rendus depuis longues années contiennent un article ainsi conçu :

- « Dans le délai de trois mois, à dater de la notification de l'acte de
 » concession, il sera planté des bornes sur tous les points servant de
 » limites à la concession où cela sera reconnu nécessaire. L'opération
 » aura lieu aux frais du concessionnaire, à la diligence du préfet et
 » en présence de l'ingénieur des mines, qui en dressera procès-ver-
 » bal. Expéditions de ce procès-verbal seront déposées aux archives
 » de la préfecture et à celles de la commune. »

On voit, d'après cela, que tous les concessionnaires de mines sans distinction, qu'ils aient ou non des voisins, sont tenus de faire procéder à un bornage administratif en présence des ingénieurs du gouvernement.

Dans un bornage de ce genre, l'Administration s'attache principalement à fixer les points désignés comme limites dans l'acte de concession, et non pas les points intermédiaires; on comprend, néanmoins, qu'en cas de concessions limitrophes, ces points intermédiaires acquièrent de l'importance, et, d'autre part, il peut naître alors, entre les concessionnaires voisins, des litiges semblables à ceux qui naissent entre les propriétaires de terrains contigus, relativement au bornage de leurs propriétés; il est naturel dès lors que ces litiges, sur les limites séparatives de deux ou plusieurs concessions, soient portés devant les tribunaux, défenseurs naturels

de la propriété : c'est aussi ce qui est spécifié dans l'article 56 de la loi de 1810, lequel est ainsi conçu :

- Les difficultés qui s'élèveraient entre l'Administration et les exploitants, relativement à la délimitation des mines, seront décidées par l'acte de concession.
- A l'égard des contestations qui auraient lieu entre les exploitants et voisins, elles seront jugées par les tribunaux et Cours. »

On voit, par cet article, qu'il y a deux choses distinctes dans la délimitation des concessions, savoir : les difficultés entre l'Administration et les exploitants, et celles entre les concessionnaires voisins. Les premières, qui constituent une véritable interprétation de l'acte de concession, sont soumises au pouvoir qui institue les concessions, et appellent ainsi un *bornage administratif*, tandis que les autres, qui sont des litiges d'intérêt privé, sont jugées par les tribunaux.

Au cas où les concessionnaires nouveaux ne seraient pas requis dans les trois mois qui suivront la notification du décret, de procéder au bornage de leur concession, nous les engageons, dans leur intérêt, à provoquer d'eux-mêmes ce bornage administratif; il y a tout à gagner, en effet, à ce qu'une opération de ce genre se fasse peu de temps après la concession, en présence des ingénieurs qui se sont occupés de l'instruction de la demande, et qui ne sauraient hésiter sur la fixation des vrais points-limites; en attendant plus tard, on s'exposera à voir naître des doutes sur l'interprétation des points-limites, et l'on prêterait le flanc à des procès.

Il importait de spécifier dans les règlements des mines que les ingénieurs et les préposés sous leurs ordres pourront, chaque fois qu'ils le jugeront utile, visiter les exploitations souterraines et trouver, toutes facilités à cet égard, de la part des exploitants.

La double obligation, pour les ingénieurs, de faire ces visites, et pour les exploitants de s'y prêter, est insérée dans les deux articles suivants du décret du 3 janvier 1813 :

Obligation, pour les concessionnaires, de se prêter aux visites de leurs exploitations par les ingénieurs.

• ART. 25. — Indépendamment de leurs tournées annuelles, les ingénieurs des mines visiteront fréquemment les exploitations dans lesquelles il serait arrivé un accident, ou qui exigerait une surveillance particulière.

• Les procès-verbaux seront transcrits sur un registre ouvert à cet effet dans les bureaux des ingénieurs; ils seront en outre transmis aux préfets des départements.

• ART. 21. — Les propriétaires de mines, exploitants et autres préposés, fourniront aux ingénieurs et aux conducteurs tous les moyens de parcourir les travaux, et notamment de pénétrer sur tous les points qui pourraient exiger une surveillance spéciale. Ils exhiberont le plan tant intérieur qu'extérieur, et les registres d'avancement des travaux, ainsi que du contrôle des ouvriers; ils leur fourniront tous les renseignements sur l'état d'exploitation, la police des mineurs et autres employés; ils les feront accompagner par les directeurs et maîtres-mineurs, afin que ceux-ci puissent satisfaire à toutes les informations qu'il serait utile de prendre.

Cette obligation des concessionnaires, vis-à-vis des ingénieurs et leurs préposés nous amène à résumer d'une manière succincte les principales attributions de ces fonctionnaires, en ce qui touche leurs rapports avec les concessionnaires et exploitants de mines, telles qu'elles résultent des règlements sur la matière. Ce résumé sera nécessairement sommaire, attendu que les fonctions des ingénieurs se trouvent définies au fur et à mesure de l'exposé de l'ouvrage.

Résumé des principales attributions des ingénieurs.

Le Conseil général des Mines est composé des inspecteurs généraux de première et de deuxième classe.

Conseil général des Mines.

Le Conseil général est présidé par le ministre, et, en son absence, par un inspecteur général, délégué à cet effet.

Un secrétaire, nommé par le ministre et choisi parmi les ingénieurs, est adjoint au Conseil.

Le Conseil général doit donner son avis :

Sur les demandes en concessions ;

Sur des travaux d'art auxquels il conviendra d'assujettir le concessionnaire, comme condition de la concession ;

Sur les reprises des travaux ;

Sur l'utilité ou les inconvénients des partages des concessions;

Sur le perfectionnement des procédés de l'art et sur tous les autres objets pour lesquels il sera jugé utile au service de connaître son opinion.

Le Conseil général des Mines doit être nécessairement consulté sur les questions contentieuses qui doivent être décidées par le ministre des travaux publics ou portées au Conseil d'État. (Décret du 18 novembre 1810, art. 45 et 46.)

Ingénieurs en chef.

Les ingénieurs en chef rendent compte aux préfets des travaux relatifs aux exploitations, reçoivent et exécutent leurs ordres pour la surveillance administrative. (*Idem*, art. 16.)

Ils dénoncent au Directeur général, aux préfets et aux procureurs impériaux les infractions aux lois et règlements sur les mines. (*Idem*, art. 18.)

Ils inspectent les mines de leur arrondissement dans des tournées qui sont réglées par le Directeur général. (*Idem*, art. 19.)

Ils conservent dans leurs bureaux des copies de tous les plans des concessions anciennes et des concessions nouvelles, demandées ou obtenues. (*Idem*, art. 21.)

Ils proposent aux préfets et adressent au Directeur général les projets d'affiches et de cahiers des charges pour les concessions de mines et permissions d'usines. (*Idem*, art. 24.)

Ils donnent leur avis motivé à la suite des avis ou rapports des ingénieurs ordinaires. (*Idem*, art. 23.)

Ils doivent, à défaut d'ingénieurs ordinaires, en remplir les fonctions. (*Idem*, art. 26.)

Ingénieurs ordinaires.

Les ingénieurs ordinaires doivent visiter, au moins une fois l'an, les exploitations qui existent dans leurs sous-arrondissements. (*Idem*, art. 28.)

Dès qu'une infraction aux lois, un abus, un danger ou un accident leur est signalé dans une exploitation, ils se rendent sur les lieux, dressent un procès-verbal qu'ils transmettent à l'ingénieur en chef, avec un rapport, le

cas échéant, sur les moyens d'y porter remède. (*Idem*, art. 29, 30 et 31.)

Ils préviennent les exploitants des défectuosités qu'ils remarquent dans les mines, et leur proposent, à titre de conseils, les améliorations qu'ils conçoivent. (*Idem*, art. 32.)

Ils vérifient et visent les plans joints aux demandes en permis de recherches, concessions de mines et permissions d'usines. (*Idem*, art. 33 et 34.)

Ils donnent à la suite des demandes en concession leur avis motivé sur l'ensemble de l'affaire, font connaître l'état de la mine et indiquent le mode d'exploitation le plus utile. (Instruction ministérielle du 3 août 1810, A, § 2.)

Ils donnent généralement leur avis aux préfets dans l'instruction de toutes les affaires administratives qui ont trait aux mines, minières, usines et carrières. (*Idem*, A, § 13.)

Ils préparent les états de redevances des mines, assistent aux séances des divers Comités de proposition, conçoivent, sur ces états, leur évaluation personnelle et motivée sur les revenus nets des mines, prennent part au travail du Comité d'évaluation et fournissent leurs avis sur les demandes en abonnement, dégrèvement ou décharges. (Décret du 6 mai 1811.)

Dans les cas prévus par l'article 50 de la loi de 1810, ils proposent aux préfets les mesures commandées par les circonstances, et, sur le refus des concessionnaires, ils les font exécuter d'office aux frais de ceux-ci, en vertu d'arrêtés préfectoraux rendus à cet effet. (Ordonnance du 26 mars 1843, art. 1 à 5.)

En cas de péril imminent, il font, sous leur responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ. (Décret du 3 janvier 1813, art. 5, et ordonnance du 26 mars 1813, art. 2.)

Ils peuvent se charger des expertises, en fait de mines et usines, désignées par l'article 73 de la loi du 21 avril

1810, lorsque ces expertises auront été ordonnées par les tribunaux ou demandées par les parties contractantes. (Décret du 18 novembre 1810, art. 42 (1)).

Ils peuvent, avec l'autorisation du Directeur général, et sur la demande des concessionnaires, lever des plans de mines et suivre des travaux d'exploitation ou des constructions d'usines; mais ils ne peuvent ni verbaliser, ni faire de rapports, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans les affaires judiciaires ou administratives auxquelles lesdites exploitations donneraient lieu. (*Idem*, art. 43.)

Garde-mines.

Le décret du 3 janvier 1813 prévoit le cas où la surveillance administrative sera exercée par des fonctionnaires placés sous les ordres des ingénieurs; il est dit à l'art. 13 qu'en cas d'absence, les ingénieurs seront remplacés par les élèves conducteurs et garde-mines, assermentés devant les tribunaux; d'autre part, l'art. 24 du même décret oblige les concessionnaires à fournir *aux conducteurs* les moyens de visiter les travaux souterrains.

Plusieurs conducteurs des mines se trouvaient ainsi institués, en 1813 et 1814, auprès des ingénieurs; aussi est-il fait mention, en ces termes, de leur emploi dans les bureaux des ingénieurs, par l'instruction, pour les ingénieurs en chef, du 1^{er} septembre 1814:

- Il serait également bon que, dans les localités où cela est praticable, les conducteurs des mines, minières, carrières et tourbières
- déjà institués, fussent employés dans les bureaux des ingénieurs,
- lorsqu'ils ne sont pas en exercice sur le terrain. •

Les fonctions remplies d'abord par les conducteurs des mines, sont confiées aujourd'hui aux garde-mines,

(1) Un arrêt de la Cour de cassation, du 19 décembre 1853, a rejeté le pourvoi du sieur Parmentier, qui avait récusé un ingénieur des mines pour expert, et a maintenu qu'en principe, la loi de 1810 n'exclut pas les ingénieurs des expertises, en matière de mine, par ce motif qu'ils font partie de l'Administration des Mines. (Sirey-Devilleneuve, t. XXXV-1, p. 56.)

depuis l'arrêté ministériel du 18 février 1840, relatif à leur institution (1).

Les garde-mines sont chargés de concourir, sous les ordres des ingénieurs, à l'exécution des lois et règlements relatifs aux mines, miuières, carrières et appareils à vapeur; ils ont pour mission, aux termes de l'art. 3 de l'arrêté précité, de reconnaître comment chaque partie de l'exploitation des mines est conduite;

De signaler sur-le-champ toutes les causes de dangers qu'ils y découvrent;

De constater, par des procès-verbaux, les infractions aux cahiers des charges et aux règlements de police souterraine;

De prendre, en cas de péril imminent, toutes les mesures provisoires que comporte l'état des choses;

De vérifier les plans produits par les exploitants, de lever ceux dont l'exécution est ordonnée d'office, d'assembler ceux de ces plans qui sont relatifs à un même groupe de mines;

D'exécuter les opérations trigonométriques et les travaux de recherches qui sont entrepris pour définir les gîtes de minéraux utiles.

Les garde-mines reçoivent, en outre, des instructions spéciales au service dont ils sont chargés, qui sont rédigées par les ingénieurs et soumises à l'approbation du ministre.

Ajoutons que le décret du 24 décembre 1851, portant organisation du Corps des mines, a complété l'institution des garde-mines et réglé ce qui touche à leur personnel sans modifier leurs fonctions.

Telles sont les attributions principales des fonctionnaires de l'Administration des mines, avec qui les exploitants et concessionnaires peuvent se trouver en rapport.

Nous avons parcouru en détail toutes les obligations

Obligations particulières dérivant, pour les concessionnaires, des cahiers des charges de leurs concessions.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVII, p. 730.

qui dérivent directement et explicitement, pour tous les concessionnaires sans exception, des lois et règlements sur les mines.

Occupons-nous maintenant des obligations particulières insérées dans les cahiers des charges des concessions de mines.

Le principe fondamental de la loi de 1810, c'est que l'acte de concession d'une mine crée une *propriété nouvelle*. La propriété des mines, bien qu'elle soit déclarée disponible et transmissible comme les autres biens par l'article 7 de la loi, a donc cela de particulier d'avoir, à son origine, un acte du gouvernement qui l'a créée, qui l'a instituée.

« Pour les propriétaires ordinaires, dit judicieusement M. Richard, le titre de propriété n'est jamais que *translatif*, tandis que pour le propriétaire de la mine, il est *constitutif* de la propriété qui est créée par l'acte de concession et *attribuée* à un titulaire. Or, tout propriétaire devant jouir de sa propriété conformément à son titre, il est de droit commun que les concessionnaires de mines ne puissent user de leur propriété qu'en se conformant aux obligations insérées dans l'acte de concession. »

« L'acte de concession réglera l'exploitation de la mine, » disait Napoléon lors de la discussion de la loi du 21 avril 1810 (1), et ce principe posé par l'Empereur a été écrit en termes explicites et formels dans l'article 5 de la loi ainsi conçu :

« Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat. »

Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession ; or, comme un acte est une chose essentiellement *une* par sa nature, il en résulte que toutes les clauses insérées dans cet acte sont obligatoires pour le concessionnaire, et que celui-ci ne peut pas disjoindre l'acte constitutif de sa propriété, accepter quelques-unes

(1) Loaré, p. 35. Séance du 21 octobre 1808.

des clauses qu'il renferme et rejeter les autres. L'acceptation du bénéfice de l'acte de concession, par le demandeur, implique donc nécessairement l'acceptation des charges qui y sont attachées.

Ce principe de droit commun a été récemment appliqué par le Conseil d'État dans la circonstance suivante : les concessionnaires des mines de fer de Veyras, représentés par la Compagnie des fonderies et forges de l'Horme, avaient attaqué par la voie contentieuse un arrêté du ministre des travaux publics, du 14 juin 1817, qui les obligeait, conformément à l'article 17 du cahier des charges de la concession, à livrer du minerai au sieur Genissieu, propriétaire du haut fourneau de Givors ; leur requête a été rejetée en Conseil d'État par arrêt du 8 novembre 1850 (1).

Il reste donc établi désormais qu'un concessionnaire de mines ne saurait s'affranchir à son gré des clauses insérées dans l'acte de sa concession, en répudiant les unes et acceptant les autres : toutes les clauses des actes de ce genre sont également obligatoires pour le titulaire. Tel est le principe que nous avons cru devoir établir, en raison de quelques controverses qu'il a soulevées (2).

Cette mission du gouvernement d'insérer dans chaque acte de concession des obligations spéciales et particulières, dans l'intérêt de l'exploitation, a été sérieusement comprise dès la promulgation de la loi des mines ; aussi l'instruction ministérielle du 3 août 1810 s'exprime-t-elle en ces termes à cet égard (§ 2) :

- « Il (le décret de concession) détermine le mode d'exploitation qui
- » devra être suivi par le concessionnaire, et notamment les galeries
- » d'écoulement et autres grands moyens d'épuisement, d'aérage ou

(1) Lebon et Gauté, 1850, p. 825, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVIII, p. 570.

(2) Voir, dans le *Cours de Droit administratif* de M. Cotelle, une dissertation remarquable à l'appui de ce principe, t. II, p. 159 et suivantes.

» d'extraction des minerais, qui devront être exécutés pour l'exploitation la plus économique..... »

Comme corrélation avec les dispositions précédentes, rappelons qu'aux termes de l'instruction ministérielle, tout demandeur en concession doit formuler dans sa pétition la soumission de se conformer au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement.

L'Administration a toujours attaché une grande importance à la rédaction des cahiers des charges des concessions; aussi l'article 24 du décret du 18 novembre 1810, portant organisation du Corps des mines, a-t-il chargé nominativement les ingénieurs en chef de cette mission, qui a été rappelée dans trois circulaires en date des 18 décembre 1812 et 14 octobre 1813 :

« Les cahiers des charges, dit la circulaire du 18 décembre 1812 aux préfets, doivent indiquer les travaux d'art nécessaires à exécuter par le concessionnaire et le mode d'exploitation convenable, et il est indispensable qu'ils soient consentis par le demandeur (1). »

La circulaire du 18 décembre 1812, adressée aux ingénieurs, s'exprime dans les termes suivants au sujet des soins à donner à la rédaction des cahiers des charges :

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler tout le soin qu'il est nécessaire que vous apportiez à la rédaction des cahiers des charges ; il vous suffira de penser que la prospérité des établissements dépendra souvent des dispositions que vous y insérerez. Il faut, en conséquence, que ces cahiers renferment tout ce qu'il sera essentiel d'ordonner pour assurer le succès des entreprises ; mais vous ne perdrez pas de vue que l'assujettissement à des travaux trop dispendieux, relativement aux moyens de fortune des Compagnies exploitantes, pourrait porter, par la suite, ces Compagnies à des réclamations fondées, et occasionner peut-être l'inexécution entière des charges ordonnées.

» Vous n'oublierez pas, non plus, que la sûreté publique et l'assurance à long terme des besoins des consommateurs, sont aussi essentiellement dépendantes de la régularité des exploitations ; que

(1) *Circulaire* du Ministre de l'intérieur, t. II, p. 319.

» ces deux intérêts, spécialement indiqués dans le titre v de la loi du 21 avril 1810, excitent également la sollicitude du gouvernement, et qu'ils doivent être particulièrement l'objet de votre constante prévoyance (1). »

Ces derniers termes de la circulaire exposent clairement dans quel esprit sont généralement conçus les cahiers des charges, et comment les obligations qui y sont insérées dérivent des prescriptions de la loi de 1810, et ne sont, d'autre part, que des applications anticipées de cette loi adaptées à chaque cas particulier.

Les deux circulaires du 18 décembre 1812, adressées aux préfets et aux ingénieurs, exposent que les projets de cahiers des charges doivent être consentis par les demandeurs en concession. Cette formalité du consentement écrit a offert des inconvénients dans la pratique, d'autant plus qu'il ne s'agissait encore que d'un *projet* de cahier des charges, le cahier des charges définitif, qui fait partie intégrante de l'acte de concession, ne pouvant être arrêté qu'au sein du Conseil d'État, qui est souverain à cet égard, et qui doit conserver jusqu'au dernier moment sa liberté d'option entre les demandeurs. La formalité du consentement, ainsi que le fait observer M. Richard (2), a donc été remplacée par une communication du cahier des charges, qui doit être faite par le préfet au demandeur en concession, celui-ci conservant la faculté de consigner ses observations dans un Mémoire adressé au préfet et au ministre, pour être examiné en Conseil d'État.

Une autre circulaire du 14 octobre 1813 (3), contient des instructions détaillées sur le mode de rédaction des cahiers des charges, et invite les ingénieurs à prescrire dans leurs projets, à cet égard, les travaux d'art principaux à effectuer, les dispositions nécessaires à la conser-

(1) *Circulaires du Ministère de l'intérieur*, t. II, p. 418.

(2) *Législation française sur les Mines*, t. I, p. 257.

(3) *Circulaires du ministre de l'intérieur*, t. II, p. 485.

vation de ceux-ci, ainsi que le mode d'exploitation à employer.

« La concession donnant la propriété incommutable de la mine, » dit cette circulaire, il faut que les mesures nécessaires à la conservation de la chose concédée soient ordonnées dans l'acte même qui en confère la propriété. »

Conformément aux instructions contenues dans ces circulaires, les cahiers des charges des concessions instituées depuis cette époque nous fournissent de fréquents exemples de cette insertion de clauses particulières, motivés par les circonstances locales, et nous en citons quelques-uns.

Exemples de prescriptions spéciales des cahiers des charges.

Ainsi, l'ordonnance du 19 octobre 1814, portant concession au marquis d'Osmond des mines de houille de Roche-la-Molière, impose au concessionnaire l'obligation de suivre le plan général d'exploitation qui sera tracé dans le plus bref délai par l'Administration des mines et approuvé par le ministre (1).

L'ordonnance de concession des mines de houille de d'Erlenback (Haut-Rhin), en date du 30 janvier 1819, contient les détails d'un mode d'exploitation qui est imposé aux concessionnaires (2).

Cahier des charges des concessions de Saint-Étienne.

Vingt-deux concessions de mines de houille ont été instituées dans le bassin de Saint-Étienne par ordonnances du 27 octobre 1824, et toutes avec un cahier des charges commun dont les prescriptions principales sont les suivantes (3):

Les concessionnaires doivent se conformer aux instructions qui leur seront données par l'Administration. (Art. 10 du cahier des charges.)

Ils doivent maintenir jusqu'à épuisement l'activité des exploitations existantes dans l'étendue de leurs concessions. (Art. 11.)

(1) *Journal des Mines*, t. XXXVI, n° 215, p. 399.

(2) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. IV, p. 558.

(3) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. X, p. 568.

Ils doivent, dans les quatre mois, à dater de la notification de l'ordonnance, adresser au préfet des plans et coupes des travaux existants, accompagnés des profils et du tracé circonstancié des travaux projetés, avec un Mémoire explicatif (Art. 12.)

Ils doivent indiquer, sur la projection horizontale des plans qu'ils fourrissent annuellement à l'Administration, les limites des propriétés territoriales de la surface du sol. (Art. 14.)

Ils doivent, dans le cas de circonstances imprévues qui obligeraient à modifier le plan général d'exploitation, en faire immédiatement la déclaration au préfet. (Art. 15.)

Ils ne doivent pas procéder à l'ouverture d'un nouveau puits vertical ou incliné, destiné à communiquer avec les travaux existants, sans en avoir fait la déclaration au préfet trois mois à l'avance. (Art. 16.)

Lorsqu'ils voudront ouvrir un nouveau champ d'exploitation, ils en feront la déclaration au préfet six mois à l'avance, en y joignant la désignation des propriétés que le nouveau champ d'exploitation devra embrasser et le tracé des travaux, accompagné d'un Mémoire explicatif. Un extrait de cette déclaration, rédigé par l'ingénieur, sera affiché pendant un mois dans les communes sur lesquelles porte le périmètre de la concession. (Art. 17.)

Le préfet pourra modifier, suspendre ou interdire l'exécution des travaux projetés, lorsque les ingénieurs auront constaté, dans le projet d'exploitation, des vices susceptibles de compromettre la sûreté et la conservation de la mine concédée ou des concessions voisines. (Art. 18.)

Toute mine où il sera reconnu qu'on ne suit plus le mode d'exploitation adopté par le préfet, sera mise en surveillance de police, et un garde-mines ou autre préposé y sera placé par le préfet aux frais du concessionnaire; ces frais et ceux qui résulteraient d'une levée de plan ordonnée d'office, seront recouvrés comme en matière de grande voirie. (Art. 19 et 20.)

Les concessionnaires ne pourront abandonner tout ou

partie notable des travaux, sans avoir fait à cet égard une déclaration, qui sera affichée, et qu'après avoir obtenu du préfet une autorisation qu'ils feront notifier aux intéressés. (Art. 21.)

Dans le cas où le gouvernement reconnaîtrait nécessaire à la sûreté ou à la prospérité des exploitations de faire exécuter des travaux d'art communs à plusieurs exploitants, le concessionnaire sera tenu de souffrir l'exécution de ces travaux et d'y contribuer dans la proportion déterminée par un règlement d'administration publique, rendu après les parties entendues. (Art. 25 et 26.)

Dans le cas de travaux sur les mêmes couches dans deux concessions contiguës, le gouvernement pourra ordonner qu'il soit réservé des massifs intacts, d'une épaisseur déterminée, près de la limite des concessions. (Art. 28.)

La houille menue et les débris susceptibles de s'enflammer spontanément seront transportés au jour, à moins d'une autorisation spéciale. (Art. 29.)

Les concessionnaires devront se conformer aux mesures qui seront prescrites par l'Administration pour prévenir les dangers d'explosion de gaz. (Art. 30.)

Ils devront tenir les machines d'extraction constamment garnies d'un frein en bon état. (Art. 31.)

Ils ne pourront confier la direction de leurs exploitations qu'à un individu qui justifiera de la capacité nécessaire pour bien conduire les travaux. Lorsqu'une concession sera exploitée par une Société en nom collectif, cette Société sera tenue de désigner, par une déclaration authentique, faite au secrétariat de la préfecture, celui de ses membres, ou toute autre personne qu'elle aura pourvue des pouvoirs nécessaires pour correspondre en son nom avec l'autorité administrative, et, en général, pour la représenter vis-à-vis de l'Administration, tant en demandant qu'en défendant. (Art. 33.)

Ils procureront un libre accès dans leurs exploitations aux élèves externes de l'École des mines de Paris, envoyés en mission, et tous les deux ans, ils procureront

de même un libre accès de leurs mines, pendant une semaine, à cinq élèves de l'École des mineurs de Saint-Étienne. (Art. 34.)

En cas d'abandon de la mine ou de renonciation à la concession, ils préviendront le préfet six mois à l'avance. (Art. 35.)

Telles sont les principales conditions insérées dans les cahiers des charges des concessions houillères de Saint-Étienne : nous les avons données avec développement en raison de l'importance et du grand nombre des mines auxquelles elles se rapportent ; dans ces cahiers des charges se trouvent aussi stipulées les redevances aux propriétaires du sol, dont nous avons déjà fait mention dans le cours du présent ouvrage.

On remarquera que les articles 25 et 26 de ce cahier des charges vont au-devant des prescriptions de la loi du 27 avril 1838, en ce qui touche l'assèchement des mines en commun ; il faut même ajouter que ces articles prévoient le cas de travaux à exécuter collectivement, par des concessionnaires voisins, pour voies d'aérage, chose étrangère à cette loi. Observons seulement que le recouvrement des dépenses, ordonné conformément à la loi du 14 floréal an II, manquait de l'efficacité suffisante pour la sanction, et que cette sanction a été donnée par la loi du 27 avril 1838.

L'article 33 du cahier des charges des concessions de Saint-Étienne avait aussi formulé, pour les concessionnaires, l'obligation de déléguer un représentant auprès de l'Administration, obligation qui a depuis été étendue à tous les propriétaires de mines par l'article 7 de la loi du 27 avril 1838.

Cet article 33 du cahier des charges des concessions houillères de Saint-Étienne était inexécuté dans la pratique, et c'est pour pourvoir efficacement à son exécution que le ministre de l'intérieur prit, à la date du 25 janvier 1835, un arrêté conçu en ces termes (1) :

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VII, p. 648.

« Considérant que les Compagnies concessionnaires n'ont pas de
« correspondants ou qu'elles n'en ont que de fictifs, dont les mandats
« n'émanent point réellement de l'ensemble des titulaires d'une même
« concession pris collectivement;

« Qu'il résulte de cet état de choses que les obligations imposées
« par l'article 33 des concessions de la Loire ne sont point exécutées,
« et qu'il est instant d'y pourvoir;

« Considérant que l'ordonnance royale qui institue une concession
« de mines, rend tous ceux qui l'ont obtenue responsables, comme
« copropriétaires de cette concession, de l'inexécution des clauses
« portées audit acte et au cahier des charges qui en fait partie;

« Qu'aux termes de l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, une con-
« cession ne peut être partagée ou vendue par lots sans une autori-
« sation préalable du gouvernement;

« Que cette restriction à la libre disposition de la concession, place
« les titulaires, les uns à l'égard des autres, dans une position telle
« qu'en vertu des articles ci-dessus cités du Code civil (1217, 1218
« et 1252), l'un d'eux peut encourir la responsabilité, sauf son
« recours contre les autres, de l'inexécution des clauses imposées
« au titre de concession;

« Arrête ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — Il sera procédé immédiatement à la vérification de
« toutes les déclarations déposées jusqu'ici au secrétariat de la pré-
« fecture du département de la Loire, à l'effet de reconnaître si elles
« présentent les conditions qu'elles doivent remplir, conformément
« au second paragraphe de l'article 33 des clauses générales de
« concession.

« ART. 2. — Pour qu'une déclaration soit considérée comme vala-
« ble, il devra être justifié qu'elle émane réellement des titulaires
« d'une même concession agissant collectivement, et donnant à leur
« représentant un pouvoir collectif.

« ART. 3. — Toute déclaration qui n'offrira pas la justification
« énoncée en l'article précédent, sera réputée nulle et non avenue.

« ART. 4. — Il sera dressé, par les soins des ingénieurs des mines
« et du préfet, un tableau dans lequel les concessions du département
« de la Loire seront classées dans l'ordre suivant :

« 1^o Concessions possédées par un seul titulaire, et auxquelles par
« conséquent l'article 33 des clauses générales n'est point appli-
« cable;

« 2^o Concessions accordées à des sociétés à l'égard desquelles il a
« été justifié que la déclaration exigée confère un pouvoir collectif;

« 3^o Concessions de même espèce, pour lesquelles la déclaration a
« été faite, mais sans justification suffisante de sa validité;

» 4^e Concessions accordées à des Sociétés à l'égard desquelles aucune
» déclaration n'a encore été faite.

» Une copie du tableau dont il s'agit, sera adressée par le préfet à
» M. le Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines.

» ART. 5. — Il sera également dressé et transmis au Directeur
» général des Ponts et Chaussées et des Mines, un tableau des conces-
» sions auxquelles s'applique la clause spéciale rappelée dans l'art. 5
» de l'ordonnance relative à la concession de la Berandière ; elles
» seront classées dans l'ordre suivant :

» 1^o Concessions à l'égard desquelles l'obligation prescrite a été
» remplie ;

» 2^o Concessions à l'égard desquelles il n'y a point été satisfait.

» ART. 6. — Un avertissement particulier sera de nouveau adressé
» par le préfet aux Compagnies comprises dans les paragraphes 5 et
» 4 de l'article 4 ci-dessus. Cet avertissement énoncera formellement
» les conditions que les déclarations doivent remplir, pour que l'Ad-
» ministration puisse les accepter.

» Ces compagnies devront, dans un délai de trois mois, à dater
» de l'avertissement qui leur aura été notifié, produire des déclara-
» tions régulières.

» A l'expiration dudit délai, celles de ces Compagnies qui n'auront
» point fait cette production, seront poursuivies conformément au
» titre I^{er} de la loi du 21 avril 1810.

» ART. 7. — Le préfet exigera la remise, par les titulaires des
» concessions comprises dans le deuxième § de l'article 5 ci-dessus,
» de la convention dont ils sont tenus de demander l'approbation, en
» ce qui concerne l'exploitation des mines concédées.

» A défaut, par eux, de satisfaire à cette obligation dans le délai de
» trois mois au plus, ils seront également poursuivis devant les tri-
» bunaux.

» ART. 8. — Lorsqu'une Compagnie n'aura pas de correspondant
» dûment accrédité auprès de l'Administration, les demandes qu'elle
» formera, soit pour pratiquer de nouvelles ouvertures au jour, soit
» pour quelque autre objet que ce soit, seront considérées comme
» non avenues, à moins qu'elles n'intéressent directement la con-
» servation des travaux, celle des édifices de la surface ou celle des
» hommes. Dans ce cas, elles devront être instruites sous ce rapport
» seulement, et les mesures jugées nécessaires seront ensuite, s'il y
» a lieu, prescrites dans l'intérêt de l'ordre public.

» Les dispositions contenues au paragraphe précédent seront
» applicables aux Compagnies qui n'ont point rempli l'obligation
» rappelée à l'article 5 ci-dessus.

» ART. 9. — A l'égard des communications, défenses ou injonctions

» qu'il y aura lieu de faire aux Compagnies dont il est fait mention à l'article précédent, le préfet s'adressera, à son choix et directement, en vertu de la solidarité qui existe entre les membres de toute Société soumise à des obligations d'une chose indivisible, à l'un des titulaires dénommés dans l'acte de concession, et ce titulaire encourra, sans les recours de droit, la responsabilité de l'exécution des mesures prescrites.

» Le choix du préfet sera également libre dans toutes les circonstances où de nouvelles communications, défenses ou injonctions, devront être faites à la Société.

» ART. 10. — Les notifications à faire, en vertu des articles 6 et 7 ci-dessus, auront lieu suivant le mode indiqué en l'article précédent.

» ART. 11. — Le présent arrêté sera publié et affiché d'office dans toutes les communes du département de la Loire où il existe des concessions de mines. »

Nous avons cité, *in extenso*, le présent arrêté, non pas au point de vue de l'obligation, pour les concessionnaires du bassin houiller de la Loire, de désigner un représentant vis-à-vis de l'Administration, puisque l'article 7 de la loi du 27 avril 1838 y a pourvu d'une manière générale, mais parce que cet arrêté fournit un exemple remarquable de la mise à exécution des clauses insérées dans les cahiers des charges.

Comme exemples de prescriptions particulières insérées dans les cahiers des charges des concessions de mines, nous citerons encore les suivants :

L'ordonnance du 19 juillet 1826, portant concession des mines de houille de Bosmoreau, Thauron et Saint-Dizier (Creuze), ordonne l'exécution d'un canal d'écoulement et de galeries à travers bancs pour mettre les diverses couches en communication avec ce canal, le tout conformément à ce qui sera déterminé par le préfet, sur le rapport des ingénieurs des mines (1).

L'ordonnance du 8 août 1827, portant concession des mines de fer sphatique d'Alleverd, stipule formellement

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. 1, p. 332.

la peine de la révocation de concession par le ministre de l'intérieur, dans le cas où l'exploitation serait restreinte ou suspendue sans cause reconnue légitime (1).

L'ordonnance de concession des mines d'alunite du Mont-d'Or, en date du 6 décembre 1827, oblige les concessionnaires à exécuter les travaux de recherches qui seront prescrits par l'Administration, pour la reconnaissance des gîtes (2).

L'ordonnance de concession des mines de houille du Doyet (Allier), en date du 19 décembre 1827, oblige les concessionnaires à ouvrir deux puits de recherches en des points indiqués (3).

L'ordonnance du 27 février 1828, portant concession des mines de plomb de Pont-Gibaud (Puy-de-Dôme), ordonne la continuation de certains travaux de recherches (4).

L'ordonnance de concession des mines de houille du Plessis (Maine), du 13 mars 1828, ordonne l'exécution de sondages ayant un but déterminé, dans le délai de trois mois (5).

L'ordonnance de concession des mines d'antimoine sulfuré de Messeix (Puy-de-Dôme), en date du 6 octobre 1832, oblige les concessionnaires à foncer en un point déterminé un puits de 10 mètres au moins de profondeur avec deux galeries horizontales d'allongement, de 20 mètres au moins de longueur, partant du fond de ce puits (6).

Les cahiers des charges des deux concessions houillères d'Odomez et de Bruille (Nord), instituées par ordonnance du 6 octobre 1832, obligent de laisser intact

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 153.

(2) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 555.

(3) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 538.

(4) *Annales des Mines*, 2^e série, t. IV, p. 525.

(5) *Annales des Mines*, 2^e série, t. V, p. 359.

(6) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 710.

sur chaque couche de houille, en dedans des limites de la concession, un massif de 25 mètres d'épaisseur au moins (1).

Dans l'ordonnance du 11 mai 1833, portant concession de mines de fer situées dans le département de l'Isère, on remarque la clause suivante (2) :

« Ils (les concessionnaires) contribueront au traitement du garde-
» mines d'Allevard, de telle sorte que ce traitement, fixé d'abord à
» 1,000 fr., pour le service des quatorze premières concessions, et
» augmenté depuis lors proportionnellement à l'importance relative
» des concessions successivement accordées, soit accru aujourd'hui
» d'une somme proportionnelle à la quantité de minerai extraite dans
» la présente concession, comparée à la quantité totale des minerais
» extraits dans les quatorze concessions primitives. »

Le cahier des charges, joint à l'ordonnance du 9 juin 1841, règle avec détail le mode d'exploitation des mines de manganèse de Milhac (Dordogne) (3).

Concessions au
voisinage des villes.

Dans le cas de concessions au voisinage des villes, il est inséré au cahier des charges une clause particulière dont on trouve un exemple dans les concessions voisines des villes de Saint-Étienne et de Rive-de-Gier, et qui est conçue dans les termes suivants :

« Dans le cas où les travaux projetés par les concessionnaires de-
» vraient s'étendre sous le territoire de la ville de..., il ne pourra y être
» donné suite qu'après une autorisation expresse du préfet, sur le
» rapport de l'ingénieur des mines, et après que le maire et le Conseil
» municipal de la ville, ainsi que les propriétaires intéressés, auront été
» entendus. Cette autorisation sera refusée, s'il est reconnu que
» l'exploitation peut compromettre la sûreté du sol, la conservation
» des habitants et celle des édifices (4). »

Concessions au
voisinage de riviè-
res ou de canaux.

Le voisinage d'une rivière ou d'un canal doit imposer naturellement des charges spéciales à un concessionnaire;

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 743 et 745.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 565.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 789.

(4) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. X, p. 367.

on en voit un exemple dans l'ordonnance du 23 mai 1841, portant concession des mines de houille de Saint-Germain-des-Prés (Maine-et-Loire), et qui contient un article ainsi conçu (1) :

« ART. 8. — Dans le cas où les travaux projetés devraient s'approcher du lit de la Loire, à une distance telle qu'on pourrait craindre l'inondation de la mine, ou bien s'ils devaient s'étendre sous un canal ou à une distance de ses bords moindre de dix mètres, ces travaux ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une autorisation du préfet, donnée sur le rapport de l'ingénieur des mines.

» Lorsqu'il s'agira d'un canal, les ingénieurs des ponts et chaussées seront entendus, et les travaux ne pourront être autorisés qu'après que les concessionnaires auront donné caution de payer l'indemnité exigée par l'article 15 de la loi du 21 avril 1810. Les contestations relatives soit à la caution, soit à l'indemnité, seront portées devant les tribunaux et Cours, conformément audit article.

» L'arrêté du préfet qui autorisera, s'il y a lieu, les travaux, pourra ordonner aux concessionnaires d'entretenir le canal dans un lit de glaise, de manière à ne permettre aucune infiltration, et de maintenir solidement ou de remblayer complètement les excavations souterraines, si la nature du sol ou le peu de profondeur de ces excavations donne lieu de craindre des affaissements.

» L'autorisation pourra même être refusée, s'il est reconnu qu'il est impossible de préserver la mine d'une inondation, ou que, malgré toutes les précautions qui pourraient être prises, les travaux sont de nature à compromettre la conservation du canal ou des édifices et constructions qui en dépendent. »

L'ordonnance de concession des mines d'anthracite de Solesme, en date du 20 juin 1841 (2), fournit encore un exemple de clauses spéciales, motivées par le voisinage d'une rivière (La Sarthe).

En cas de concessions multiples sur le même périmètre, pour des substances minérales différentes, les cahiers des charges des concessions instituées en dernier lieu

Concessions multiples sur le même périmètre.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 785.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 792.

doivent contenir des clauses toutes spéciales; on en trouvera des exemples dans les ordonnances suivantes :

Ordonnance du 1^{er} février 1831, portant concession des mines de fer de Saint-Chamond (Loire), sur un périmètre déjà concédé pour houille (1).

Voir aussi l'ordonnance de concession de la mine de fer du Soleil (Loire), en date du 28 février 1831, qui a concédé les gites de minerais de fer connexes ou non connexes avec la houille, et non susceptibles d'être exploités à ciel ouvert, existant dans les quatre concessions houillères du Treuil, de La Roche, de Bérard, de Méons et dans une partie de celle du Cros, etc., etc. (2).

Modèle général
de cahier des charges.

L'Administration, depuis le 8 octobre 1843, a adopté un modèle général des clauses à insérer dans les projets d'ordonnances de concessions, accompagné d'un modèle de celles à insérer dans les projets de cahiers des charges (3).

Ce cadre général, dressé sur l'avis du Conseil des Mines, permet de mettre de l'uniformité dans les dispositions et le texte des ordonnances et cahiers des charges s'appliquant aux mêmes circonstances, chose excessivement désirable; d'autre part, il présente un type convenu qui permet de rédiger à l'avance les conditions spéciales, variant selon la nature du gîte et selon les faits qui ont précédé ou qui doivent suivre la concession.

Lorsqu'il s'agit de mines de fer, l'ordonnance de concession spécifie explicitement que les droits des propriétaires de la surface sont réservés tant à l'égard des minerais de fer d'alluvion que relativement aux minerais en filons ou en couches situés près de la surface et susceptibles d'être exploités à ciel ouvert, sans que cette exploitation rende impossible le travail en profondeur. (Art. B.)

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 441.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. I, p. 492.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 850.

Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gites de tout minéral étranger à celui qui fait l'objet de la concession, qui peut exister dans le périmètre concédé. (Art. C.)

Les droits attribués aux propriétaires de la surface, par les articles 6 et 42 de la loi, sont fixés à un taux applicable nonobstant les stipulations contraires qui pourraient résulter de conventions antérieures entre le concessionnaire et les propriétaires de la surface. (Art. D.)

Le concessionnaire est tenu de se conformer exactement aux dispositions du cahier des charges annexé à l'ordonnance de concession, et qui est considéré comme en faisant partie essentielle. (Art. H.)

Les prescriptions relatives aux Sociétés de mines et dérivant de l'article 7 de la loi du 27 avril 1838, sont rappelées explicitement. (Art. I et J.)

Le retrait de concession, pour le cas où l'exploitation serait restreinte ou suspendue sans cause légitime et de manière à nuire aux besoins des consommateurs, est formellement annoncé conformément à l'article 10 de la loi. (Art. K.)

Lorsque la concession nouvelle porte sur un terrain antérieurement concédé pour une autre substance minérale, les droits du concessionnaire antérieur sont réservés. (Art. K²).

En cas d'abandon projeté par le concessionnaire, celui-ci est tenu d'en prévenir le préfet six mois à l'avance, en joignant à sa pétition le plan et l'état descriptif des travaux avec un certificat du Conservateur des hypothèques, constatant qu'il n'existe pas d'inscriptions hypothécaires sur la concession, ou, dans le cas contraire, un état de celles qui pourraient avoir été prises. (Art. L.)

L'ordonnance de concession doit être publiée et affichée, aux frais du concessionnaire, dans toutes les communes où elle s'étend. (Art. M.)

Telles sont les principales prescriptions insérées dans le projet d'ordonnance de concession joint à la circulaire du 8 octobre 1843. Voici maintenant les clauses princi-

pales insérées dans le projet de cahier des charges joint à la même circulaire :

Il est ordonné de faire planter des bornes sur les points-limites de la concession, dans le délai de trois mois, aux frais du concessionnaire, à la diligence du préfet et en présence de l'ingénieur des mines, qui en dresse procès-verbal. (Art. A.)

Dans le cas où il y a lieu de prescrire l'exécution immédiate de travaux de reconnaissance au propriétaire, ou bien le mode de continuation des travaux en activité, ces prescriptions particulières sont spécifiées avec détail. (Art. B.)

En outre, le droit est réservé à l'Administration d'ordonner l'exécution, dans un délai prescrit, des travaux qui seront jugés nécessaires pour compléter l'exploration des terrains compris dans la concession. (Art. C et D.)

L'obligation, pour le concessionnaire, d'adresser à l'Administration les plans et coupes de ces travaux ordonnés d'office avec un Mémoire indiquant le mode d'exploitation projeté, est explicitement formulée. (Art. E.)

Dans le cas d'une redevance proportionnelle à payer aux propriétaires du sol, il est spécifié que les plans et le Mémoire contiendront le tracé et la déclaration des propriétés territoriales que les travaux doivent embrasser. Un extrait de cette déclaration, rédigé par l'ingénieur des mines, doit être affiché pendant un mois dans les communes où s'étend la concession. Le concessionnaire ne pourra porter l'exploitation sous une propriété nouvelle, sans prévenir le propriétaire du sol, qui pourra placer, à ses frais, un préposé sur la mine, chargé de vérifier la quotité des produits. (Art. E' et F'.)

Si l'Administration reconnaît, dans le mode d'exploitation projeté par le concessionnaire, quelques-uns des inconvénients ou dangers énoncés dans les lois et règlements sur les mines, elle pourra le modifier. (Art. F.)

Tout puits ou galerie partant du jour, pour communiquer avec les travaux existants, devra être préalable-

ment autorisé par le préfet, sur la demande du concessionnaire et sur le rapport des ingénieurs des mines. (Art. G.)

En cas d'ouverture projetée d'un nouveau champ d'exploitation, l'autorisation administrative sera aussi nécessaire. (Art. H.)

Dans le cas où les travaux projetés devront s'étendre sous une ville, sous une habitation ou des édifices, ils ne pourront être exécutés que sur une autorisation spéciale du préfet, donnée sur le rapport des ingénieurs des mines, après que le Conseil municipal et les propriétaires intéressés auront été entendus, et après le paiement de la caution exigée par l'article 15 de la loi. (Art. H¹).

Une autorisation spéciale du préfet sera de même nécessaire dans le cas où les travaux projetés seront situés dans le voisinage d'un canal, d'un bassin, d'un cours d'eau, d'une route ou d'un chemin de fer; l'autorisation sera donnée, sur le rapport des ingénieurs des mines, après que les propriétaires et ingénieurs de l'ouvrage ou du cours d'eau menacé auront été entendus. (Art. H².)

Dans le cas où les travaux doivent être ouverts dans une forêt domaniale ou communale, aucune ouverture ne pourra être faite avant que l'Administration forestière n'ait dressé un état des lieux. Le concessionnaire sera civilement responsable des dégâts commis dans la forêt par les ouvriers ou par ses bestiaux, dans la distance fixée par l'article 31 du Code forestier; lorsqu'il abandonnera une partie de la mine, il pourra être tenu de la faire combler et de faire repeupler ce terrain en essence convenable au sol. (Art. H³, H⁴ et H⁵.)

Chaque année, dans le courant de janvier, le concessionnaire adressera au préfet les plans et coupes, à l'échelle de 1 millimètre par mètre, des travaux exécutés dans le cours de l'année précédente. (Art. I.)

En cas de circonstances imprévues, le mode d'exploitation déterminé pourra être modifié, sur la demande des

concessionnaires ou sur le rapport des ingénieurs des mines, les uns et les autres entendus. (Art. J.)

Aucune portion des travaux ne pourra être abandonnée qu'après une déclaration faite par le concessionnaire et en vertu d'un arrêté du préfet, qui prescrira les mesures de sûreté jugées nécessaires. (Art. K.)

Au cas où une redevance proportionnelle serait due aux propriétaires du sol sur les produits extraits, la déclaration du concessionnaire sera affichée et notifiée aux propriétaires intéressés. (Art. K¹.)

L'exploitation sera tenue en activité constante et ne pourra être suspendue sans cause reconnue légitime par l'Administration. (Art. L.)

Le concessionnaire se conformera aux instructions qui lui seront adressées par l'Administration, pour mettre l'exploitation en mesure de pourvoir aux besoins des consommateurs et éviter de compromettre la sûreté publique, celle des ouvriers et la conservation de la mine. (Art. M.)

Dans le cas où l'exploitation compromettra la sûreté publique ou celle des ouvriers, la solidité des travaux, la conservation du sol et des habitations, le concessionnaire sera tenu d'en donner avis immédiat à l'ingénieur des mines et de se conformer aux prescriptions ordonnées par le préfet, conformément à l'ordonnance du 26 mars 1843. (Art. N.)

Chaque puits sera muni de machines, tant d'extraction que d'épuisement, d'une force suffisante; ces machines seront garnies d'un frein en bon état. (Art. O.)

En cas de concession de mines de houille, le concessionnaire sera tenu de transporter au jour la houille menue et les matières susceptibles de s'enflammer, à moins d'une autorisation spéciale; il devra de même se conformer aux mesures qui seront prescrites pour éviter toute explosion de gaz inflammable. (Art. O¹ et O².)

Pour les mines de fer, le concessionnaire sera tenu : 1^o de fournir aux usines qui s'approvisionnaient déjà à la mine en question, l'approvisionnement fixé par l'Admi-

nistration; 2° de fournir, après avoir assuré l'approvisionnement desdites usines et autant que faire se pourra, aux usines établies ou à établir dans le voisinage avec autorisation légale; en cas de contestation entre plusieurs maîtres de forges, il sera statué par le préfet. (Art. O³, O⁴ et O⁵.)

Pour les concessions de mines de sel gemme où l'exploitation aurait lieu par dissolution, le concessionnaire sera tenu d'exécuter les travaux prescrits par l'Administration pour déterminer la situation et l'étendue des excavations souterraines produites par l'action des eaux, et de se conformer aux mesures ordonnées en conséquence. (Art. O⁶.)

Le concessionnaire ne pourra confier la direction des travaux qu'à une personne qui aura justifié d'une capacité suffisante.

Les maîtres-mineurs ou chefs d'ateliers souterrains seront tous des personnes ayant travaillé au moins trois mois dans les mines comme mineurs, boiseurs ou charpentiers, ou des élèves de l'École des mineurs de Saint-Étienne, ou des élèves brevetés de l'École des maîtres-mineurs d'Alais. Tous les ouvriers employés dans les mines seront porteurs de brevets. (Art. P.)

Le concessionnaire devra tenir constamment à jour sur chaque mine les plans et coupes des travaux à l'échelle de 1 millimètre par mètre, le registre d'avancement des travaux, le registre du contrôle journalier des ouvriers et un registre d'extraction et de vente; il communiquera ces plans et registres aux ingénieurs, et transmettra au préfet, à l'époque indiquée, la déclaration du revenu net imposable de son exploitation. (Art. Q.)

Dans le cas d'une redevance proportionnelle due aux propriétaires du sol, les plans et registres contiendront l'indication des propriétés territoriales sous lesquelles l'exploitation aura lieu. (Art. Q¹.)

Le concessionnaire tiendra sur son établissement les médicaments et autres moyens de secours qui lui seront indiqués par le préfet. (Art. R.)

En cas de négligence, par le concessionnaire, d'adresser au préfet les plans annuels ou de tenir sur son établissement les plans, registres, médicaments et moyens de secours exigés par les règlements, il y sera pourvu d'office et à ses frais par le préfet. L'Administration pourra aussi ordonner d'office la levée des plans reconnus inexacts. (Art. S.)

Faute par le concessionnaire de soumettre au préfet un projet d'exploitation ou de se conformer au mode d'exploitation déterminé par le préfet, ce magistrat ordonnera l'exécution des travaux nécessaires à la sûreté publique ou à la conservation de la mine et la suspension ou l'interdiction des ouvrages dangereux. Les frais résultant de l'application de ces mesures seront recouvrés conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 26 mars 1843. (Art. T.)

Au cas où la concession faite s'étend sur des terrains déjà concédés pour une autre substance minérale, le cahier des charges prescrit des mesures générales propres à garantir les droits réciproques des concessionnaires, ou bien des mesures spéciales à chaque cas. (Art. T¹ et T².)

Si les gites se prolongent hors de la concession, l'Administration pourra ordonner qu'il soit réservé des massifs d'une épaisseur déterminée près des limites qui ne pourront être traversés ou entamés par un ouvrage quelconque que sur l'autorisation du préfet. (Art. U.)

En cas de travaux sous des exploitations dépendant d'une autre concession, ou dans leur voisinage immédiat, le concessionnaire fournira la caution exigée par l'art. 15 de la loi de 1810. (Art. V.)

Dans le cas de travaux nécessaires pour mettre en communication les voies d'aérage, d'écoulement ou de secours de deux concessions limitrophes, ces ouvrages seront ordonnés par le préfet, sauf recours au ministre; en cas d'urgence, ils pourront être entrepris sur la simple réquisition de l'ingénieur des mines. Dans ces divers cas, les indemnités de concessionnaires à concessionnaires

seront réglées par des experts, conformément à l'art. 45 de la loi de 1810. (Art. W.)

Dans le cas de travaux d'assèchement communs à plusieurs mines situées dans des concessions différentes, les prescriptions des articles 1 à 6 de la loi du 27 avril 1838 seront appliquées. (Art. X.)

En cas d'exploitation future de minerais étrangers à la substance concédée portant sur le périmètre de la concession, et opérée légalement par les propriétaires du sol ou de nouveaux titulaires, le concessionnaire sera tenu de souffrir les travaux que l'Administration reconnaitrait utiles à l'exploitation desdits minerais, et même, si cela est nécessaire, le passage dans ses propres travaux, le tout moyennant indemnité. (Art. Z.)

Telles sont les clauses et conditions généralement insérées dans les concessions de mines, instituées depuis la circulaire du 8 octobre 1843.

Les concessionnaires de mines constitués en Compagnie anonyme sont soumis à des obligations particulières, résultant de leur forme de Société; ainsi, les amendements ajoutés par le gouvernement aux statuts délibérés par une Société anonyme sont obligatoires, comme les statuts eux-mêmes, attendu qu'ils sont une condition de l'homologation.

Obligations particulières aux concessionnaires constitués en Société anonyme.

Ce principe a été confirmé par une ordonnance du 25 juin 1817, rendue dans l'affaire Collignon contre la Compagnie des mines de Décize (1).

Nous terminerons, au sujet de la surveillance exercée par le gouvernement, par quelques mots sur le régime des mines en Algérie :

De régime des mines en Algérie.

« Les mines et minières de l'Algérie sont régies par la législation générale de la France, » dit l'article 5 de la loi du 16 juin 1851 sur la constitution de la propriété en Algérie (2).

(1) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. IV, p. 58.

(2) *Annales des Mines*, 2^e série, t. XIX, p. 770.

Observons, à titre d'exception, qu'antérieurement à cette loi, le régime des mines et minières de fer de l'Algérie avait été profondément modifié par l'arrêté du président du Conseil, du 9 octobre 1848. Cet arrêté, motivé par des exigences spéciales, porte que les minerais d'alun et les mines de fer, en filons ou en couches exploitables à ciel ouvert, seront assujétis au régime des concessions, de même que les mines de fer exploitables par travaux souterrains (1); il a été confirmé depuis par le décret du 6 février 1852, ayant force de loi (2).

En cas de chômage ou d'abandon des mines, les prescriptions de l'article 49 de la loi du 21 avril 1810 et de l'article 10 de la loi du 27 avril 1838 sont évidemment applicables en Algérie comme en France; il y a plus : on comprend que les exigences d'une colonie naissante motivent de la part de l'Administration une surveillance plus rigoureuse, pour veiller à ce que les mines ne restent pas inexploitées; aussi ces exigences ont-elles motivé l'arrêté du ministre de la guerre, du 10 novembre 1848, conçu en ces termes (3) :

- « Le ministre de la guerre,
- « Vu les lois sur les mines, des 21 avril 1810, et 27 avril 1838;
- « Vu l'arrêté du président du Conseil, chef du pouvoir exécutif, du 9 octobre 1848;
- « Vu les diverses ordonnances portant concessions de mines en Algérie, et les arrêtés ministériels accordant des permis d'exploration pour des gisements métalliques signalés;
- « Considérant que les concessions de mines sont instituées en vue de l'intérêt public; que, par conséquent, le gouvernement doit veiller à ce qu'elles ne demeurent pas inexploitées;
- « Considérant que plusieurs des concessions déjà instituées en Algérie n'ont encore été l'objet d'aucun travail sérieux d'exploitation; que, dans d'autres, les travaux ont été restreints ou suspendus;
- « que le plus grand nombre des personnes auxquelles des permis d'exploration avaient été accordés, n'en ont fait encore aucun usage;

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 565.

(2) *Bulletin des Lois*, 10^e série, t. IX, n^o 492.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIV, p. 578.

« Considérant qu'il importe de rendre à l'Etat, dans un temps déterminé, la libre disposition des mines concédées, demeurées improductives, et de faire procéder à la reconnaissance des gisements non concédés ;

« Arrête :

« Art. 1^{er}. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent arrêté, est fixé aux concessionnaires de mines en Algérie, pour commencer leur exploitation, s'ils n'ont pas encore exploité, ou pour reprendre leurs travaux d'une manière régulière et constante, s'ils les ont restreints ou suspendus.

« Art. 2. — A l'expiration de ce délai, il sera procédé, en exécution de l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, des prescriptions insérées en vertu de cet article dans les ordonnances et les cahiers des charges desdites concessions, et suivant les formes déterminées par les articles 6 et 10 de la loi du 27 avril 1838, à la révocation des concessions pour lesquelles il n'aurait pas été obtenu l'empêchement d'injonctions du présent arrêté.

« Art. 3. — Dans le même délai, les personnes auxquelles des permis d'exploration ont été accordés, devront commencer leurs travaux de recherches; et celles qui se sont mises en instance pour en obtenir, devront faire connaître, par une déclaration adressée au ministre, si elles persistent dans leur demande, faute de quoi, les permis d'exploitation accordés seront retirés, et les demandes précédemment faites seront considérées comme nulles et non avenues.

« Art. 4. — Le gouverneur général de l'Algérie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Moniteur universel*, au *Moniteur Algérien* et au *Bulletin des actes officiels de l'Algérie*. »

Cet arrêté du ministre de la guerre a été mis à exécution, et trois arrêtés, en date du 14 septembre 1849, ont prononcé la déchéance des concessions des mines de fer des Karéas, de Bouhamra et d'Aïn-Morkha (1).

Citons encore, comme exemples de retraits de concessions en Algérie, l'arrêté du ministre de la guerre, du 28 mars 1851, relatif aux mines de fer de La Méboudja près Bône (2), et le procès-verbal, en date du 30 octobre 1851, relatif à l'adjudication de cette concession (3).

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVI, p. 565 et suivantes.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIX, p. 752.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 715.

CHAPITRE VIII.

DEVOIRS DES CONCESSIONNAIRES VIS-A-VIS DES
OUVRIERS.

La vie de l'ouvrier mineur est un long combat, et les périls de son existence laborieuse imposent aux concessionnaires de mines des devoirs spéciaux.

Édit d'Henri IV.

Voici comment ces devoirs ont été formulés, il y a deux siècles et demi, dans un édit donné par Henri IV, le 14 mai 1604, sur le fait des mines et minières :

« Etant lesdites mines bien souvent ouvertes en lieux qui sont cloï-
gnés des paroisses et villages, tellement que les ouvriers qui y tra-
vaillent n'ont aucun exercice de leur religion, et s'ils tombent ma-
lades, ou leur arrive quelque accident esdites mines, par ravages
d'eaux, impétuosité de vent, ou autres inconvénients, esquels
ceux qui y travaillent sont snjets, ne peuvent être secourus, les
sacrements leur être administrés, ni pourvu à la sépulture des morts,
faute de prêtres, et de moyens pour les faire assister en telles
nécessités; Sa Majesté vent et ordonne pareillement, qu'en chaque
mine qui sera ouverte en ce royaume, de quelque qualité et nature
qu'elle soit, un trentième soit pris sur la masse entière de tout ce
qui en proviendra de bon et de net, pour être mis es mains du
trésorier et receveur-général d'icelles mines, qui en fera un cha-
pitre de recette à part, et seront les deniers employés pour l'en-
tretènement d'un ou deux prêtres, selon qu'il en sera besoin, tant
pour dire la messe à l'heure qui sera réglée tous les dimanches et
jours de fête, sur semaine, administrer les sacrements, que pour l'en-
tretènement d'un chirurgien, et achat de médicaments, afin que les
pauvres blessés soient secourus gratuitement, et par cet exemple
de charité, les autres plus encouragés au travail desdites mines; de
la quelle dépense, l'état sera fait et arrêté par ledit Grand-Maitre
et super-intendant desdites mines et minières, ou son lieutenant

» général en son absence, tout ainsi que des autres dépenses, selon
» l'ordre contenu audit édict du mois de juin 1601 (1). »

La bonté justement célèbre du roi Henri IV est empreinte dans ces paroles; il y règne un esprit de haute charité qu'on aime à retrouver dans une ordonnance souveraine, et qui démontre que depuis longtemps, en France, le pouvoir s'est préoccupé de porter remède aux misères de toute espèce qui affligent le peuple mineur.

Nous exposerons tout à l'heure que les caisses de secours établies dans plusieurs mines de la France, sont fondées sur une retenue de 3 p. %, prélevée sur le salaire des ouvriers; il est assez curieux que le chiffre de cette retenue soit presque le même que celui du trentième ordonné par Henri IV, avec cette différence toutefois que, d'après l'édit de 1604, la contribution du trentième était prise sur tout le revenu net de la mine et directement soldée par l'exploitant.

La retenue du trentième ordonnée par l'édit d'Henri IV avait ce grand avantage, d'être une mesure générale pour toutes les mines du pays, et il existe, croyons-nous, une lacune à cet égard dans les lois et règlements des mines aujourd'hui en vigueur.

Dans le plus grand nombre des mines de France, et principalement dans tous les grands établissements, des caisses de secours ont été instituées, il est vrai, par les efforts libres et généreux des concessionnaires, mais cela ne suffit point : bon nombre d'exploitations manquent encore de cette précieuse institution, et lorsqu'un accident de mine y arrive, la misère la plus affreuse vient sévir sur le blessé ou sur la famille du mort, et ce n'est pas ici, de notre part, une hypothèse gratuite; le fait que nous avançons, nous en avons été témoin, à différentes reprises, depuis onze ans que nous exerçons les fonctions d'ingénieur des mines. Nous reviendrons sur ce sujet dans le courant du chapitre.

(1) Blavier, t. III, p. 1.

Décret de 1813.

Les dispositions de l'édit d'Henri IV ne sont plus en vigueur depuis bien longtemps, mais il existe un autre arrêt organique dont les mesures bienfaisantes protègent aujourd'hui les ouvriers mineurs, c'est le décret du 3 janvier 1813, qui met à la charge des exploitants de mines de fournir gratuitement les secours et médicaments aux ouvriers blessés, et de tenir un médecin attaché à ces établissements. (Art. 15, 16 et 20.) Chose digne de remarque, ce sont les deux souverains dont le peuple de France a gardé un si profond et glorieux souvenir, qui ont usé de leur pouvoir pour adoucir les misères des ouvriers mineurs.

Des efforts répétés ont été tentés par le gouvernement et les concessionnaires de mines pour instituer des caisses de secours et de prévoyance, et bon nombre d'institutions parcellaires fonctionnent régulièrement en France. Nous croyons faire une chose utile en consignait ici quelques renseignements sur les efforts tentés à cet égard, et sur les règlements des caisses établies dans les différents bassins de l'industrie minérale.

Société de pré-
voyance du départe-
ment de l'Ourthe.

Deux tentatives infructueuses ont été faites par le gouvernement français, en 1813 et 1817, pour organiser des caisses de secours à Liège et à Rive-de-Gier.

Le 26 mai 1813, un décret donné au quartier impérial de Buntzlau a autorisé, en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthe, la formation d'une Société de prévoyance ayant son siège d'administration dans la ville de Liège (1).

Aux termes de ce décret, les ouvriers sont admis à faire partie de cette Société en faisant la déclaration qu'ils consentent à une retenue de 2 pour % sur leur salaire. (Art. 2.)

Les fonds de la Société de prévoyance se composent : (Art. 6.)

(1) *Bulletin des Lois*, 3^e série, t. XVIII, n° 503, et *Journal des Mines*, t. XXXIII, p. 459, n° 198.

1° Des fonds de bienfaisance dont le ministre de l'intérieur autorisera l'emploi, sur la proposition du préfet et le rapport du Directeur général des mines;

2° Du produit de la retenue de 2 p. $\frac{1}{2}$ sur les salaires de tous les ouvriers et autres employés sociétaires;

3° Du produit d'un demi p. $\frac{1}{2}$, calculé sur le montant des salaires des ouvriers et employés sociétaires, que les propriétaires d'exploitations se sont soumis ou se soumettront à payer, à titre de secours particulier, *et sans préjudice des dispositions portées dans le décret du 3 janvier 1813.*

L'administration de la Société de prévoyance sera confiée à une Commission de dix membres, dont cinq inamovibles et cinq élus chaque année. Les membres inamovibles sont le préfet du département, l'évêque diocésain, le procureur impérial près le tribunal de première instance, le maire de la ville de Liège, l'ingénieur en chef des mines, et, en son absence, l'ingénieur ordinaire le plus ancien en grade. Les membres amovibles sont choisis, un parmi les propriétaires des grandes exploitations, un parmi les directeurs des forges, deux parmi les maîtres-mineurs et un parmi les ouvriers houilleurs; ils sont nommés par les membres inamovibles. (Art. 10.)

Les propriétaires de mines feront eux-mêmes sur leurs ouvriers la retenue de 2 p. $\frac{1}{2}$ et en verseront le montant, de mois en mois, avec le produit de $\frac{1}{2}$ pour $\frac{1}{2}$, dont ils sont ou seront chargés, dans la caisse d'un receveur-comptable, nommé par la Commission administrative et pris hors de son sein. (Art. 8 et 11.)

Le 25 juin 1817, une ordonnance royale a institué à Rive-de-Gier une caisse de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs des environs de cette ville (1). En voici les dispositions principales :

Caisse de pré-
voyance de Rive-
de-Gier.

Chaque année, le ministre de l'intérieur fera verser

(1) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. VI, n° 243.

dans cette caisse, ce qui restera disponible des sommes perçues pour les fonds de non valeur, en sus des redevances fixes et proportionnelles imposées sur les mines des environs de Rive-de-Gier, et les fonds de bienfaisance dont il pourra autoriser l'emploi. (Art. 2.)

Un registre sera ouvert à la mairie de Rive-de-Gier, pour l'inscription des exploitants, propriétaires de la surface et ouvriers qui voudront participer à l'institution. (Art. 4.)

Le Comité d'administration de la caisse sera composé du préfet de la Loire, président, et, en son absence, du sous-préfet de Saint-Étienne, de l'ingénieur en chef des mines de l'arrondissement, et, en son absence, de l'ingénieur ordinaire, du maire, du plus ancien curé de Rive-de-Gier, d'un officier de santé ou pharmacien nommé par le préfet, et des membres amovibles pris parmi les concessionnaires ou exploitants, les propriétaires de la surface et les anciens mineurs. (Art. 5.)

L'ordonnance du 25 juin 1817 annonçait un règlement à intervenir sur l'administration de la caisse de prévoyance, et qui serait soumis par le Directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines à l'approbation du ministre de l'intérieur. (Art. 7.)

Ce règlement est intervenu, et il a réglé, comme il suit, la composition des fonds de la caisse (1) :

1° Les fonds obtenus de la munificence royale, en vertu de l'article 2 de l'ordonnance précédente;

2° Le versement fait par les exploitants de un centime par hectolitre de houille extraite dans leurs exploitations, déduction faite du nombre des hectolitres livrés à titre de redevance aux propriétaires de la surface,

3° Du versement fait par les propriétaires de la surface, de deux centimes par hectolitre de houille à eux livrée à titre de redevance;

(1) Blavier, t. III, p. 339.

4^e Des dons volontaires inférieurs à cette quotité qui pourront être offerts par les propriétaires ou tout autre, sans cependant leur donner le droit de faire partie de la Société. (Art. 2.)

L'administration est confiée à un Comité général et à une Commission permanente.

Le Comité général sera composé, comme il est dit à l'article 5 de l'ordonnance de 1817, et de cinq membres amovibles pris parmi les concessionnaires ou exploitants et les propriétaires de la surface faisant partie de l'association. (Art. 4.)

La Commission permanente sera composée des membres amovibles du Comité général qui, au besoin, appelleront auprès d'eux l'officier de santé, membre du Comité général. (Art. 5.)

Trois ouvriers, dont un gouverneur, un piqueur et un traîneur, assisteront à la séance de la Commission de permanence lorsqu'il y aura distribution de secours; ils n'auront pas voix délibérative, mais ils auront le droit de faire consigner leur avis sur le procès-verbal. (Art. 6.)

Un caissier avec appointements sera nommé, à la pluralité des voix, dans une assemblée composée des syndics de chaque Compagnie d'exploitants. (Art. 8.)

Le Comité général s'assemblera au 1^{er} mai de chaque année; il entendra le rapport des opérations de la Commission de permanence, vérifiera et arrêtera ses comptes, mais sans pouvoir délibérer sur la quotité des secours ou dépenses autorisés par celle-ci. (Art. 9 et 20.)

Aucun secours ne sera accordé à un ouvrier, à sa veuve ou à ses enfants, s'il n'a été, pendant la durée du travail, muni d'un brevet, conformément au décret de 1813. (Art. 12.)

L'ouvrier blessé ou malade par suite de ses travaux dans les mines, recevra 50 centimes par jour jusqu'à parfaite guérison, constatée par le chirurgien; il pourra lui être alloué, selon les besoins de sa famille, 25 centimes pour sa femme, et pareille somme pour chacun de ses enfants incapables de travailler. (Art. 13.)

Après un délai de cinq ans, à dater de l'approbation du présent règlement par le ministre de l'intérieur, il sera accordé une pension viagère de 75 centimes par jour à tout vieillard de soixante ans hors d'état de travailler, et justifiant de trente ans de travaux dans les mines. (Art. 14.)

Les veuves et enfants des ouvriers tués ou morts à la suite de blessures obtiendront une pension qui sera de 50 centimes par jour pour la veuve, de 25 centimes pour chacun des enfants au-dessous de dix ans et de 50 centimes pour chaque orphelin aussi au-dessous de dix ans. (Art. 15.)

Les veuves des ouvriers morts dans l'indigence et sans accidents extraordinaires, pourront, ainsi que leurs enfants, recevoir de la Commission des secours en rapport avec leur position. (Art. 16.)

L'ouvrier qui perdra l'usage d'un bras ou d'une jambe jouira de suite de la pension assignée aux vieillards, et ses enfants seront traités comme ceux des veuves. (Art. 18.)

Les avantages qu'on s'était promis des caisses de secours instituées dans le département de l'Ourthe, par le décret du 26 mars 1813, et dans le bassin de Rive-de-Gier, par l'ordonnance du 25 juin 1817, n'ont pas été obtenus.

Caisse de secours
des mines de Rancé
(Ariège).

Le gouvernement a été plus heureux dans l'ordonnance du 25 mai 1843; cette ordonnance a institué une caisse de secours en faveur des ouvriers des mines de fer de Rancé (Ariège). Ces mines, qui ont été concédées aux huit communes formant l'ancienne vallée de Viedessos, sont administrées par le préfet de l'Ariège et dirigées par l'ingénieur des mines du département, placé sous les ordres d'un ingénieur en chef, résidant à Toulouse; par conséquent, le gouvernement; en instituant une caisse de secours aux mines de Rancé, a agi, en quelque sorte, en qualité de concessionnaire.

L'ordonnance du 25 mai 1843 n'a fait que régulariser et organiser un usage qui existait déjà de temps immémorial aux mines de Rancé; les mineurs du même chan-

tier étaient dans l'usage d'extraire, de temps à autre, en sus de leur travail journalier, des charges ou *voltes* de minerai, dites de *charité*, pour un mineur de leur escouade ou sa famille, lorsque survenait un malheur subit. Or, il arrivait parfois que, par suite de l'indifférence de quelques ouvriers du chantier, la volte de charité n'était pas extraite, et dès lors, le mineur malade, la veuve nécessiteuse se trouvaient dans un dénûment complet. L'ordonnance du 25 mai 1843 a porté remède à cet état de choses (1).

Aux termes de cette ordonnance, chaque mineur de Rancié est tenu d'extraire, dans le courant du mois, en dehors des quantités habituelles de minerais, deux voltes ou voyages supplémentaires, dont le produit forme le fonds de la caisse de secours. Cette cotisation représente pour chaque ouvrier un apport de 1 fr. 10 centimes par mois, et produit un revenu annuel d'environ 4,600 francs.

La Commission de répartition des secours se compose de l'un des jurats (maîtres-mineurs), président, et de quatre ouvriers choisis par le préfet parmi les plus anciens mineurs.

La caisse de secours établie de la sorte fonctionne très-régulièrement aujourd'hui aux mines de Rancié, et cette institution, franchement acceptée par les ouvriers mineurs, a pleinement réussi.

Une des causes qui ont aidé à la réussite de cette institution, c'est que la prestation en nature, qui forme la cotisation des mineurs, était déjà dans les usages du pays. L'idée de régulariser cet usage par une mesure générale appartient à M. Vène, ingénieur en chef des mines à Toulouse. L'auteur de cet ouvrage, qui était en 1843 ingénieur ordinaire des mines à Viadessos, sous les ordres de M. Vène, dut préparer à l'avance les ouvriers de Rancié à se soumettre à la mesure projetée. Plusieurs mois se passèrent ainsi à les disposer favorablement par

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 925.

la persuasion à l'institution de la caisse de secours ; les maires des huit communes concessionnaires se prononcèrent unanimement en faveur de ce projet, et dès le mois de juillet 1843, l'institution fonctionnait d'une manière régulière ; tous les ouvriers se soumièrent à la *corvée de secours* et versèrent intégralement, entre les mains des maîtres-mineurs, le produit de leur travail supplémentaire.

Nous avons cru devoir donner quelques détails sur cette organisation, en raison de ce qu'elle a pour base une cotisation particulière qui est la prestation en nature. Dans beaucoup de mines, les ouvriers se montrent mal disposés pour l'établissement des caisses de secours fondées sur une retenue de leur salaire ; peut-être pourrait-on, en pareil cas, les amener à se soumettre à un travail de quelques heures de plus par mois au profit de l'œuvre ; le concessionnaire verserait dans la caisse le produit évalué de ce travail supplémentaire, et l'on atteindrait ainsi le même but par un moyen détourné.

Voici maintenant quelques détails sommaires sur les caisses de secours instituées dans les principales mines de la France.

Caisse de secours
des mines de Pont-
Gibaud (Puy-de-
Dôme.)

Aux mines de plomb argentifère de Pont-Gibaud (Puy-de-Dôme), il existe une caisse de secours et de prévoyance, instituée depuis 1835 par M. Pallu.

Nous donnons ici un extrait des statuts de la caisse, inséré dans un Mémoire de MM. Rivot et Zeppenfeld (1) :

- « Les fonds de la caisse de secours sont divisés en deux catégories :
- » 1^o les fonds de service ; 2^o les fonds de réserve.
- » On peut prendre sur les fonds de réserve, en cas d'insuffisance des premiers, pour payer les honoraires des médecins et les médicaments, mais en aucune circonstance, pour donner des secours pécuniaires aux malades et blessés.
- » Les fonds sont produits par une retenue mensuelle et propor-

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. XVIII, p. 429.

tionnelle sur les salaires, par les amendes et par la retenue de la première journée de tout ouvrier nouvellement admis.

» La retenue mensuelle est de 1 fr. pour tout ouvrier gagnant plus de 1 fr. par jour ;

» De 50 cent. pour les ouvriers gagnant de 50 cent. à 1 fr. ;

» De 25 cent. pour les ouvriers gagnant moins de 50 cent.

» L'emploi des fonds est discuté dans un Conseil qui s'assemble tous les mois, sous la présidence d'un employé supérieur. Le Conseil est composé des contre-maitres, de deux ouvriers mineurs et un ouvrier des fonderies. Les ouvriers sont soumis à une élection annuelle.

» Un médecin spécial est attaché à l'établissement.

» Les ouvriers malades ou blessés n'ont droit aux secours que sur la présentation d'un bulletin de maladie, signé par le médecin de l'établissement et par un des contre-maitres : du reste, pendant leur maladie, les ouvriers peuvent faire venir, soit le médecin spécial, soit tel autre médecin de Pont-Gibaud qu'ils désignent.

» Tout ouvrier malade reçoit, pendant tout le temps de son incapacité de travail, dûment justifiée, un secours variable avec son salaire ordinaire.

» Les ouvriers gagnant plus de 1 fr. reçoivent 50 cent. par jour.

» — entre 50 cent. et 1 fr.... 25 cent. —

» — moins de 50 cent..... 12 cent. 1/2 —

» La caisse de secours profite des sommes versées par les ouvriers qui, volontairement quittent l'usine ou les mines, ainsi que par ceux renvoyés pour cause d'incapacité ou manque de service. »

Caisse de secours
des mines de Blanzv
(Saône-et-Loire.)

La caisse de secours et d'épargne des mines de houille de Blanzv date du 1^{er} février 1834 ; ses statuts sont contenus dans un règlement signé des gérants, Jules Chagot et Eugène de Bassano.

Aux termes de ce règlement, la caisse de secours est formée :

1^o D'une retenue proportionnelle et mensuelle de 4 p. % sur les salaires des ouvriers, cette retenue équivalant à un peu moins qu'une journée de travail ;

2^o Des amendes pour mauvaise conduite ou fautes commises contre le règlement de l'établissement ;

3^o D'une subvention mensuelle, fournie par la Compagnie, de 102 fr. 89 cent., à laquelle il a été ajouté, le 1^{er} janvier 1845, l'équivalent du produit de l'augmentation de 1 p. % sur les salaires des employés et ouvriers,

soit 400 francs en moyenne, et pour le tout 500 francs environ.

La Compagnie fournit, en outre, le logement et le chauffage au médecin rétribué par la caisse de secours; elle fournit de même le local d'une école primaire et le logement et le chauffage d'un instituteur payé aussi par la caisse.

Les secours à donner aux ouvriers blessés ou atteints de maladies contractées dans les mines, sont de 50 centimes par jour pour un ouvrier célibataire, et de 75 centimes pour un ouvrier marié sans enfants.

Ce secours est augmenté de 10 centimes en sus par jour et par enfant au-dessous de l'âge de dix ans, jusqu'à concurrence de trois enfants; de telle sorte que le maximum des secours accordés ne peut, dans aucun cas, excéder 1 fr. 5 centimes par jour.

L'ouvrier nouveau n'a droit à ces secours qu'après un an consécutif de travail, sauf les cas exceptionnels, qui sont appréciés par le Conseil d'administration.

La pension des veuves des ouvriers morts par accidents est fixée à 15 fr. par mois. Cette pension sera augmentée de 3 fr. par mois par enfant au-dessous de l'âge de dix ans.

Les orphelins de père et mère jouissent d'une pension de 6 fr. par mois jusqu'à l'âge de douze ans révolus.

La femme veuve qui se remarie ou vit en commun avec un autre homme, n'a plus droit à sa pension.

Pour ce qui est de l'école primaire instituée sur les fonds de la caisse, tout ouvrier, après un mois de travail consécutif dans l'établissement, a le droit d'envoyer ses enfants à l'école; les enfants des veuves et orphelins y sont aussi admis de droit.

Le Conseil d'administration de la caisse est composé:

Des directeurs des travaux, du plus ancien maître-mineur, du plus ancien marqueur, de deux mineurs choisis et nommés par les mineurs, d'un manœuvre choisi et nommé par les manœuvres et du médecin des mines ayant seulement voix consultative.

Ce Comité est présidé par l'agent principal de la Compagnie.

Aux mines de houille de Decazeville, les fonds de la caisse de secours sont formés :

Caisse des mines
de Decazeville
(Aveyron.)

1° Par une retenue de 2 p. $\frac{0}{10}$, prélevée sur les salaires des ouvriers ;

2° Par les amendes autres que celles qui ne seraient que le remboursement d'un préjudice matériel fait à la Compagnie.

Les charges de la caisse de secours sont les suivantes :

1° Appointements d'un médecin payé à raison de 3,000 fr., plus 200 fr. d'indemnité de logement et 360 fr. pour l'entretien d'un cheval ;

2° Solde de médicaments chez un pharmacien désigné *ad hoc* ;

3° Traitement d'un instituteur et d'une institutrice ;

4° Traitement d'un infirmier à raison de 1 fr. par chaque malade et par jour, plus 20 fr. par mois pour le blanchissage du linge de l'infirmerie ;

5° Frais de locaux de l'infirmerie et des écoles ;

6° Une rétribution journalière aux ouvriers malades hors de l'infirmerie, calculée à raison de :

50 cent. pour les ouvriers gagnant 3 fr. par jour ;

40 cent. — — 1 fr. 80 cent. à 3 fr.

30 cent. — — 1 fr. 75 cent. et au-dessous.

7° Il est accordé à toute veuve une somme de 90 fr., payée par à-comptes de 10 fr. et par mois. Il est distribué, en outre, à diverses veuves, un ou deux pains par semaine, selon la décision prise par les commissaires de la caisse de secours, qui se réunissent une fois par mois.

Aux mines d'Anzin, on ne fait aucune retenue sur les salaires des ouvriers, et il n'y a pas de caisse de secours.

Mines d'Anzin
(Nord.)

La Compagnie d'Anzin fournit intégralement les fonds annuellement distribués à ses ouvriers à titre de pensions, de secours, etc. ; elle supporte également en totalité les dépenses de médecin, de médicaments et autres, que nécessitent les justes intérêts des ouvriers attachés à son service.

Mines de plomb
et argent de Poullaouen (Finistère.)

Aux mines de Poullaouen, il existe une caisse de secours alimentée par une retenue de 3 p. %, faite sur tous les salaires ou appointements, y compris ceux du directeur et des sous-directeurs. Un médecin, logé au siège de l'entreprise, reçoit un traitement de 1,500 fr. de la caisse de prévoyance et une somme égale de la Compagnie concessionnaire. Il doit soigner gratuitement tous les ouvriers malades ou blessés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants, et leur fournir aussi gratuitement les médicaments nécessaires, à l'exception de certains médicaments très-chers, dont la caisse lui rembourse le prix. Quand un ouvrier est malade ou blessé, il reçoit de son contre-maitre un bon de maladie qui est visé par l'un des ingénieurs et porté au médecin, lequel doit à l'instant aller visiter le patient.

L'ouvrier malade reçoit, pour chaque journée de travail perdue, une indemnité égale à la moitié du prix ordinaire de sa journée; l'ouvrier blessé reçoit paie entière jusqu'au jour de sa guérison.

Lorsque les fonds de réserve de la caisse de secours le permettent, une pension de retraite est accordée aux ouvriers qui ont trente ans de service accomplis dans l'établissement, sans solution de continuité.

Caisse de la Compagnie des mines de la Loire.

La Compagnie générale des mines de la Loire a institué depuis longtemps des caisses de secours à ses mines; tous les établissements de ce genre antérieurement existants ont été remplacés par une seule et même institution, dont le règlement contient les principales dispositions qui suivent :

- » ART. 2. — La caisse de secours est destinée :
- » 1^o A donner des secours en argent ;
- » Aux ouvriers blessés ou malades et à leurs enfants en bas-âge ;
- » Aux veuves et enfants en bas-âge des ouvriers décédés à la suite de blessures reçues pendant la durée de leur travail ;
- » Aux mères des ouvriers célibataires morts dans les mêmes circonstances, lorsque ces mères sont veuves et que le fils qu'elle^s auront ainsi perdu, était leur unique soutien ;
- » 2^o A donner des secours médicaux aux ouvriers blessés ou malades et à tous leurs ascendants, ainsi qu'aux femmes et enfants.

» ART. 3. — Les droits à la caisse de secours ci-dessus stipulés courent :

» Pour les ouvriers blessés pendant la durée de leur travail et leurs enfants, dès le jour de l'accident ;

» Pour les ouvriers malades et pour les ouvriers blessés hors du travail, ainsi que pour leurs enfants, à partir du huitième jour seulement de la maladie ou de la blessure, sauf les cas exceptionnels, dont la Commission d'administration de la caisse sera juge, et dans lesquels la distribution des secours devra commencer plus tôt ;

» Pour les veuves et leurs enfants, et pour les mères, dès le jour de la mort de l'ouvrier.

» ART. 5. — Par exception à la règle de l'article 4 qui précède :

» Il pourra être accordé un secours temporaire ou permanent à l'ouvrier qui, n'étant frappé que d'une incapacité partielle de travail, pourvoira d'une manière quelconque aux besoins de son existence.

» ART. 7. — Des secours facultatifs et extraordinaires en argent pourront aussi être accordés aux familles d'ouvriers qui, sans avoir aucun des droits établis par les présents statuts, seraient dans un état exceptionnel de besoin.

» ART. 10. — Les cas de maladie, de blessures ou de mort, donnant des droits à la caisse de secours, seront constatés par les médecins ou chirurgiens attachés gratuitement, ainsi qu'il sera dit à l'article 14, au service de la caisse. Toutes constatations faites par d'autres médecins, ne seront point admises.

» ART. 11. — Les revenus de la caisse se composent :

» 1^o Des fonds qui pourront être obtenus du gouvernement ou des administrations départementales ou communales ;

» 2^o Des dons volontaires qui pourront être faits à la caisse par quelque personne que ce soit ;

» 3^o D'une retenue proportionnelle sur le prix de la journée de travail de chaque ouvrier ;

» 4^o Du produit des amendes encourues par suite d'infraction aux règlements du travail ;

» 5^o D'une subvention de la Compagnie des Mines de la Loire, qui sera déterminée ci-après.

» ART. 12. — La retenue proportionnelle prélevée sur les salaires sera de deux pour cent pour tous les ouvriers de la Compagnie sans exception. Néanmoins, elle sera momentanément remplacée à Rived-Gier par une retenue fixe de cinq centimes sur le prix de la journée de chaque ouvrier.

» ART. 13. — La subvention volontaire de la Compagnie des mines de la Loire consiste dans l'apport d'une somme annuelle, égale à la retenue faite sur les salaires des ouvriers.

» Toutefois, la Compagnie se réserve le droit de supprimer la subvention, si elle le juge convenable, en prévenant six mois d'avance le Conseil d'administration de la caisse de secours.

» Indépendamment de cette subvention, la Compagnie prend à sa charge les honoraires de médecins et les frais de médicaments pour ses ouvriers et pour les membres de leur famille.

» ART. 14. — Les médecins attachés au service médical de la Compagnie sont, de droit et gratuitement, chargés de celui de la caisse de secours, ainsi qu'il est dit à l'article 10 ci-dessus.

» ART. 15. — La quotité des secours temporaires ou permanents est fixée comme il suit :

» 1° A l'ouvrier blessé ou malade, 1 fr. par journée de travail ;

» 2° A la veuve et à la mère ayant des droits à la caisse, 50 cent. par journée de travail ;

» 3° A chacun des enfants, âgés de moins de douze ans, de ces veuves ou ouvriers, 25 cent. par journée de travail.

» La quotité des secours facultatifs prévus par les articles 5, 6 et 7, sera, pour chaque cas, fixée par les administrateurs de la caisse.

» ART. 17. — L'administration de la caisse de secours est gratuite, elle est exercée par un Comité général divisé en deux commissions permanentes, dont une pour la division de St-Etienne et une pour la division de Rive-de-Gier.

» ART. 18. — Le Comité général présidé de droit par le président du Conseil de la Compagnie des mines de la Loire, et, en son absence, par un des administrateurs délégués de la Compagnie, est composé de dix-huit membres amovibles, dont six pris parmi les actionnaires, les administrateurs ou les délégués de la Compagnie, et douze parmi les ouvriers de la Compagnie, sachant lire et écrire.

» Les douze derniers membres seront pris en nombre égal dans chacun des deux bassins de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier, et dans chacune des catégories d'ouvriers ci-après indiqués, de telle sorte qu'il y ait :

» 2 gouverneurs, dont un de St-Etienne et un de Rive-de-Gier ;

» 2 machinistes, — —

» 2 receveurs, — —

» 2 piqueurs, — —

» 2 boiseurs, — —

» 2 traineurs, — —

» ART. 19. — Les six membres du Comité général, représentant la Compagnie des mines de la Loire, seront nommés par le Conseil d'administration de la Compagnie.

» Les douze autres membres seront élus séparément, par moitié,

dans chaque bassin, par l'assemblée générale des ouvriers convoquée en la forme déterminée ci-après.

« Art. 20. — L'assemblée générale des ouvriers sera composée d'un délégué de chaque puits, nommé par les ouvriers employés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de ce puits.

» Art. 28. — Tout ouvrier entrant au service de la Compagnie a droit aux avantages stipulés dans les présents statuts.

» Tout ouvrier qui quittera le service de la Compagnie, perdra tous les droits conférés par les présents statuts et, dans aucun cas, il ne pourra répéter les retenues prélevées sur son salaire.

« Art. 59. — Tout ouvrier qui entrera au service de la Compagnie des mines, fera, par ce seul fait, acte d'adhésion sans réserve aux statuts de la caisse de secours.

» Art. 40. — Dans le cas où la Compagnie des mines cesserait de participer à l'entretien de la caisse de secours, ainsi qu'elle s'en est réservé le droit par l'article 15, elle cesserait toute intervention dans l'administration de cette caisse. La Compagnie serait alors déchargée de toute responsabilité, tant pour les engagements pris jusques là par l'administration de la caisse de secours, que pour ceux qui pourraient être contractés plus tard.

» La Compagnie s'interdit d'ailleurs tout droit de répétition sur les sommes par elle versées avant le retrait de sa subvention, et sur celles qui seraient en caisse à la date de ce retrait. »

La Compagnie des mines de houille de Firminy (Loire) a institué une caisse de secours, fondée sur une retenue de 3 p. % du salaire des ouvriers.

Caisse de la Compagnie des mines de Firminy (Loire).

La Compagnie subvient, de son côté, pour l'entretien d'un hôpital et de plusieurs écoles, ce qui représente une subvention annuelle d'environ 13,000 fr.

Les conditions de l'institution sont, du reste, à peu près les mêmes que dans les mines de la Compagnie générale de la Loire.

Il existe aux mines de houille de Carmaux (Tarn) une caisse de secours mutuels fondée sur les bases suivantes :

Caisse des mines de Carmaux (Tarn)

Les fonds de la caisse sont fournis :

1° Par les cotisations mensuelles des ouvriers, qui sont de 75 centimes pour les hommes faits, et de 50 centimes pour les enfants ;

2° Par les droits d'entrée, fixés à 10 fr. pour les hommes, et 5 fr. pour les enfants ;

3° Par les amendes;

4° Par les dons gratuits;

5° Par la subvention de la Compagnie, qui a pris l'engagement de couvrir les déficits de la caisse.

Les secours accordés aux malades consistent, pour les hommes, en un salaire de 1 fr. par jour en temps de maladie et de 50 centimes en convalescence; pour les enfants, de 50 centimes par jour de maladie, et de 25 centimes en convalescence.

Les honoraires des médecins sont payés moitié par la caisse de secours, moitié par la Compagnie; quant aux médicaments, ils ne sont délivrés gratuitement qu'aux ouvriers blessés dans l'exercice de leurs fonctions, et, dans ce cas, la Compagnie en fait les frais.

Mines d'anthracite de la Mayenne et de la Sarthe.

Aux mines d'anthracite de la Mayenne et de la Sarthe, les ouvriers blessés ou malades, ainsi que les veuves et orphelins, sont secourus directement par la Compagnie générale, qui exerce sur tous les salaires sans distinction une retenue de 5 p. %, moyennant laquelle elle se charge, comme à forfait, de distribuer tous les secours nécessaires.

Tout homme blessé reçoit gratuitement les soins du médecin et les médicaments nécessaires; il reçoit, en outre, une indemnité journalière qui s'élève aux deux tiers de son salaire habituel; il est admis, si cela lui convient, en cas de maladie, comme en cas de blessure, et aux frais de la Compagnie, soit à l'hôpital de Laval, soit à celui de Sablé.

Les mineurs mis, par un accident, hors d'état de retourner dans les travaux, sont occupés au jour comme machinistes, chauffeurs ou trieurs, suivant leur intelligence et leurs forces physiques.

Les hommes qui se trouvent dans l'impossibilité absolue ou à peu près absolue de travailler, reçoivent une pension annuelle de 200 à 240 fr.

Les veuves de mineurs ont une pension qui varie, suivant les cas, de 12 à 15 fr. par mois, et qui s'élève, dans certaines circonstances, jusqu'à 300 fr. par an : les

pensions des veuves sont proportionnées au nombre des enfants et diminuent à mesure que ceux-ci atteignent l'âge de travailler.

Tel est le mode employé aux mines de la Sarthe et de la Mayenne pour secourir les ouvriers blessés et malades; il est fondé sur des habitudes locales, et les ouvriers l'ont accepté sans répugnance.

Une tentative a été faite à ces mines pour y organiser une caisse de secours mutuels, administrée par un Comité de représentants des ouvriers, mais elle n'a pas réussi, et l'on s'en est tenu aux usages établis.

Les mines de houille de La Grand-Combe possèdent depuis longtemps une caisse de secours dont voici les statuts principaux:

Caisse des mines
de la Grand-Combe.
(Gard).

» ART. 2. — Les ressources de l'association se composent :

» 1^o D'une retenue de 3 p. % opérée sur les salaires ou sur les émoluments des membres de l'association.

» Cette retenue sera de rigueur pour tous les ouvriers et employés attachés à l'exploitation, aux ateliers et à l'administration des mines de la Société.

» 2^o Du produit des retenues pour infraction à la discipline, infligées aux membres de l'association ;

» 3^o Des dons provenant de la munificence des sociétaires ou non sociétaires.

» ART. 3. — L'administration de la caisse de secours est gratuite, elle est confiée à un Comité spécial composé comme il suit :

» L'un des gérants de la société, président; le directeur de l'exploitation, vice-président; le sous-directeur, secrétaire, chargé de la comptabilité de la caisse; les deux sous-ingénieurs, un employé de l'extérieur, deux employés au jour, les maîtres-mineurs, deux mineurs à Thérond, deux mineurs à Gazay, deux mineurs au Trou-du-Mulet, deux mineurs à Roux, deux mineurs à Mourier, deux mineurs à Fournier, deux mineurs à Luce, deux mineurs à Abilon, deux mineurs à Rotsebild, un boiseur à Saos-Nom, un ouvrier au jour.

» ART. 5. — Le service des fonds de l'association est fait gratuitement par la Société qui se rend responsable des recettes.

» L'encaissement des retenues et les paiements pour compte de la caisse de secours seront faits par le receveur de la société.

» La société servira l'intérêt des sommes appartenant à la caisse de secours, sur le pied de 5 p. %.

» ART. 7. — Tout membre de l'association blessé dans les travaux ou malade par suite de l'exercice de sa profession, à moins qu'il ne préfère être placé à l'hôpital, recevra chaque jour un secours de 50 cent. jusqu'à guérison, si la maladie n'exécède pas quinze jours; et ce secours sera de 1 fr. par jour, si la maladie excède cette durée.

» Il pourra lui être alloué en outre, suivant l'état de ses ressources et s'il est marié, 25 cent. pour sa femme et pareille somme pour chacun de ses enfants incapables de travailler.

» Quand il arrivera que des secours auront été donnés à un membre de l'association pendant six mois consécutifs, ils ne pourront lui être continués que d'après une délibération du Comité qui aura à en fixer le taux conformément aux prescriptions du présent article, et le chiffre ne pourra, dans tous les cas, dépasser 1 fr. 50 cent. par jour.

» S'il y a lieu, une nouvelle délibération sera prise par le Comité à l'expiration de l'année. A partir de ce délai, elle devra être renouvelée de trois en trois mois.

» ART. 8. — Les vieillards de soixante ans et au-dessus, reconnus hors d'état de travailler et justifiant de vingt ans de travaux consécutifs dans les mines de la Société, jouiront d'une retraite ou pension viagère de 75 cent. par jour.

» ART. 9. — Tout membre de l'association qui, sans le consentement exprès et par écrit du directeur de l'exploitation, quittera temporairement l'exploitation pour aller travailler dans des exploitations étrangères à la Société, ou sera renvoyé pour une infraction à la discipline ou pour tout autre motif quelconque, perdra son rang d'ancienneté et ses droits à la retraite; son nom sera rayé du contrôle avec indication des motifs; s'il vient à rentrer, son service ne comptera que du jour de sa dernière rentrée.

» ART. 10. — Il sera accordé aux veuves et aux enfants des membres de l'association tués dans les travaux ou morts à la suite de blessures, une pension qui se composera, autant que l'état de la caisse le permettra, savoir :

» Pour une veuve, de 50 cent. par jour;

» Pour chacun de ses enfants au-dessous de dix ans et jusqu'à cet âge, de 25 cent. par jour;

» Pour chaque orphelin au-dessous de dix ans et jusqu'à cet âge, de 50 cent. par jour.

» Toutefois, les enfants seront de préférence employés au service de l'exploitation ou dans les ateliers de la Compagnie, et la veuve qui se remariera, perdra son droit à la pension; cette dernière pourra aussi, pour mauvaise conduite reconnue, être privée pour toujours ou pour un temps déterminé seulement, de la pension qui pourrait lui avoir été accordée, mais seulement après que le Comité en aura décidé.

» ART. 11. — Indépendamment des secours accordés, le Comité fournit aux frais de pansement, de traitement et d'inhumation.

» Il pourroit aussi aux frais des écoles instituées pour les enfants des deux sexes, tant pour les diverses fournitures nécessaires aux élèves dont les parents seront partie de l'association, que pour les traitements des instituteurs, institutrices et locaux nécessaires.

» ART. 12. — Les membres de l'association, blessés hors des travaux et par suite d'événements étrangers à l'exploitation, ainsi que les veuves des ouvriers morts dans l'indigence et sans accidents extraordinaires, pourront, ainsi que leurs enfants, recevoir du Comité des secours qu'il modifiera d'après leur position et d'après celle de leur famille; le Comité sera entièrement libre de refuser ou d'allouer les secours qui pourront lui être demandés dans ces divers cas, l'association n'ayant à cet égard aucune obligation.

» ART. 13. — Le membre de l'association qui, au service de la Compagnie, perdra entièrement l'usage d'un bras ou d'une jambe, et s'il est dans l'impossibilité de remplir utilement un service, jouira d'une pension égale à celle assignée aux vieillards par l'art. 8, et ses enfants seront traités comme ceux des veuves.

Modifications faites au précédent règlement :

» Par suite du déficit de la caisse, il n'a été alloué jusqu'à ce jour aux membres de l'association blessés dans les travaux que la somme de 50 cent. par jour, peu importe la durée de leur maladie.

» Jusqu'à présent, le Comité institué par l'art. 6 n'a point fonctionné; le Conseil d'administration s'est réuni chaque mois et a statué lui-même sur toutes les demandes de secours ainsi que sur toutes les questions qui se sont présentées, parce qu'il a été reconnu que le Comité ne pouvait être suffisamment éclairé sur tous les cas qui pouvaient se présenter.

» Dans sa séance du 28 mai 1849, le Conseil d'administration a décidé que vu le déficit de la caisse, il serait fait généralement une réduction d'un tiers sur chacune des sommes qu'elle aurait à payer, tant à titre de pension de veuve ou d'orphelin, qu'à titre de secours en faveur des blessés, soit dans les mines, soit aux autres travaux.

» Il sera établi trois catégories dans lesquelles doivent être classés les divers membres de l'association, et il est affecté un chiffre différent à chaque catégorie.

» La première comprend tous les hommes, quel que soit le prix de leur journée, et pour laquelle le chiffre de 50 cent. fixé par les statuts est maintenu.

» La deuxième comprend les femmes et les enfants gagnant plus

de 1 fr. et jusqu'à 1 fr. 50 cent. par jour, pour laquelle le chiffre de 55 cent. a été déterminé;

Et la troisième comprend les divers membres (femmes et enfants sans distinction) dont le prix de la journée est inférieur à 1 fr., et pour laquelle l'indemnité de secours est fixée à 25 cent.

» Les membres de la première catégorie seront seuls appelés à jouir du bénéfice des dispositions de l'art. 7, qui porte le chiffre de 50 cent. par jour à 1 fr. par jour, pour les maladies de plus de quinze jours de durée, lorsque le Conseil aura décidé que cette dernière prescription doit être mise à exécution, décision qu'il regrette de ne pouvoir prendre, vu la situation de la caisse, et qu'il ne prendra pas tant que cette situation ne sera pas améliorée au point de ne plus être en déficit.

» Les enfants compris dans la deuxième catégorie feront partie de droit de la première catégorie, du moment que le taux de leur journée excédera 1 fr. 50 cent.

» La femme mariée, membre de l'association, n'aura droit à aucun secours pour ses enfants ni pour son mari, si ce dernier ne fait pas partie des membres de l'association, soit en travaillant en dehors des chantiers de l'exploitation, ou soit en ne travaillant pas du tout, même quand il ferait partie de l'association s'il travaillait.

» La femme veuve a droit à l'indemnité qui lui est personnelle comme membre de l'association, et fixée pour la catégorie dans laquelle le prix de sa journée la fait entrer, plus à 25 cent. par jour, pour chacun de ses enfants en bas âge.

» Il sera accordé à la femme mariée, membre de l'association, dont le mari ne travaillerait pas pour cause de maladie, autre que celle voulue par le règlement pour que ce dernier puisse avoir droit au secours, 25 cent. pour son mari et 25 cent. pour chacun de ses enfants en bas-âge; la femme, dans ce cas, se trouvant dans la position ordinaire du mari, et devant alors être considérée comme chef de famille.

» Le nombre des membres du Conseil sera augmenté ainsi qu'il est ci-après déterminé :

» 1^o Trois placiers; 2^o un surveillant de la fabrication du coke; 3^o cinq ouvriers des places; et 4^o deux ouvriers cokeurs.

» L'obligation est imposée à tous les membres blessés et guéris de l'association, d'aller se faire inscrire à la pharmacie sur le livre qui y sera déposé à cet effet, et ce, du moment qu'ils seront guéris, toutefois en fixant l'époque du 2 du mois suivant celui dans lequel ils auront été blessés ou guéris, pour limite du délai dans lequel ils devront se présenter.

» A l'avenir il ne pourra être admis de demandes de secours que

pour le mois qui précèdera immédiatement, et à la rigueur, dans des cas exceptionnels, pour celui d'avant le mois dans lequel se trouvera la réunion du Conseil (en séance de janvier, ou admettra décembre, et à la rigueur, novembre).

» Une Commission de cinq membres, présidée par le président du Conseil, est créée pour accorder aux membres de l'association qui en feront la demande, l'autorisation de se faire traiter par des médecins ou des personnes autres que le médecin de l'association.

» L'autorisation donnée à un malade ou à un blessé, par la Commission sus-énoncée, de se faire soigner par une personne étrangère au médecin de l'établissement, met le membre qui l'aura obtenue, dans le même cas que s'il était traité par ce dernier, c'est-à-dire, qu'il a droit alors aux secours et pensions prévus par le règlement, mais que cependant les frais du médecin doivent rester à sa charge, l'association n'étant point tenue au paiement de ces frais.

» En cas de refus de la Commission d'autoriser un blessé ou malade à se faire soigner par une personne autre que le médecin de l'établissement, cette personne étant désignée à la Commission par le blessé ou le malade, ce dernier, devenant estropié, perdra ses droits à la pension qu'il aurait obtenue, si les soins du médecin de l'établissement avaient eu pour lui les mêmes résultats. Cette pénalité s'applique non-seulement au membre blessé ou malade, mais encore à sa femme ou à ses enfants.

» En cas de refus d'autorisation par la Commission, et si le blessé persiste néanmoins à se faire traiter par une personne étrangère, l'indemnité lui sera supprimée; cependant, après guérison, il pourra lui être accordé un secours, qui sera déterminé plus tard, pour un temps que le Conseil aurait à fixer, sur la proposition de la Commission.

» La pension fixée par l'article 10 des statuts, pour les enfants d'un membre de l'association pensionné, est à payer aux enfants nés de ce dernier depuis la fixation de sa pension, comme pour ceux qu'il avait alors que sa pension lui a été accordée.

» Les membres de l'association malades autrement qu'à la suite de blessures prises aux travaux, ne pourront point à l'avenir être admis à l'hôpital de l'association.

» Tout ouvrier blessé, membre de l'association, sera tenu de prévenir l'employé sous les ordres duquel il se trouve, de la blessure qu'il aura reçue, dans les soixante-douze heures qui suivront celle à laquelle il a été blessé, sous peine de perdre tous ses droits aux secours, tant pour lui que pour sa femme et ses enfants. »

Il existe aux mines de houille de Bessèges (Gard) une caisse de secours organisée depuis plusieurs années.

Caisse des mines
de houille de Bes-
sèges (Gard).

Voici un extrait du règlement de cette caisse :

« Le Conseil de la caisse de secours est composé du directeur, du sous-directeur, de deux maîtres-mineurs, quatre mineurs et un chef placier.

» Le médecin de l'établissement devra donner les renseignements nécessaires. Le Conseil réuni, a décidé ce qui suit :

» 1^o La retenue sur les ouvriers de la mine sera de 3 pour ‰ ; la retenue sur les ouvriers du dehors sera de 1 p. ‰ ;

» 2^o Tous les ouvriers blessés ou malades recevront gratuitement, pour eux et leurs familles, les soins du médecin et les médicaments nécessaires ;

» 3^o Tout ouvrier blessé ou malade aura le droit d'entrer à l'hôpital, au compte de la caisse de secours ;

» 4^o Tout ouvrier de la mine, blessé au travail, si sa blessure a occasionné plus de sept à huit jours ouvriers de chômage, recevra, par jour de travail, 1 fr. 25 ;

» 5^o Suivant les circonstances et l'état de la caisse, le Conseil pourra, chaque mois, allouer des secours aux familles les plus nécessiteuses ;

» 6^o Les pensions des veuves et des orphelins seront fixées chaque mois par le Conseil de la caisse de secours ;

» 7^o Tout ouvrier qui sera hors d'état de travailler, devra faire connaître sa position et se faire inscrire au bureau des maîtres-mineurs, qui est ouvert tous les jours à deux heures de l'après-midi. Les jours d'incapacité de travail ne compteront qu'à dater du jour de l'inscription, et seront arrêtés lorsque le médecin déclarera que le blessé est en état de travailler. »

Ajoutons qu'à Bessèze, les concessionnaires subviennent à tous les déficits de la caisse de secours pour médicaments, honoraires de médecin, pensions et autres dépenses à la charge de l'institution.

Aux mines de fer de Bessèze, gérées et exploitées par la Compagnie des fonderies et forges de Loire et Ardèche, il existe une caisse de secours des mineurs, distincte de celle des ouvriers des forges et hauts fourneaux. Voici un extrait du règlement :

« ART. 29. — La caisse de secours est alimentée :

» 1^o Par le produit des amendes, abstraction faite de celles destinées à couvrir la Compagnie des dommages éprouvés par elle ;

» 2^o Par une retenue de 2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ sur le salaire des surveillants et des ouvriers de toute espèce;

» 3^o Par la capitalisation des intérêts à 5 p. $\frac{1}{2}$ payés chaque année par la Compagnie sur la somme dont elle est dépositaire.

» La Compagnie contribue à la caisse de secours par le paiement des honoraires du médecin chargé de traiter gratuitement à domicile, ou dans les hospices fondés par elle, les blessures ou les maladies des ouvriers ou de leurs familles.

» ART. 51. — La caisse de secours des ouvriers mineurs est administrée par une Commission composée comme il suit :

» Le syndic-gérant, président de droit; l'ingénieur des mines qui préside la Commission à défaut du syndic-gérant; un maître-mineur, un mineur, un boiseur, un rouleur;

» Les derniers, nommés à la pluralité des voix.

» ART. 52. — Pour être appelé à voter la nomination des commissaires, l'ouvrier doit être âgé de dix-huit ans au moins.

» Les commissaires sont nommés pour quatre ans et remplacés au fur et à mesure des vacances : ils peuvent être réélus.

» La Commission se réunit tous les mois. La présence de quatre membres suffit pour rendre valables ses délibérations qui sont prises à la majorité des voix.

» Le président a voix prépondérante en cas de partage.

» ART. 53. — Les fonds de la caisse de secours sont déposés dans la caisse de la Compagnie.

» La Commission et le syndic-gérant en ont chacun par moitié la libre disposition, pour être distribués, comme fonds de secours, ou pour être appliqués au service des pensions.

» Chaque année, il est rendu compte par le syndic-gérant, à la Commission, de l'emploi des sommes dont il a disposé.

» ART. 54. — En cas de maladie, et pendant tout le temps que dure l'incapacité de travail, les secours qui sont accordés à l'ouvrier malade, sont fixés à 1 fr. par jour : au-dessous de dix-huit ans, le chiffre de secours est de 50 centimes seulement.

» Sur le nombre des jours de maladie jusqu'à douze, il est fait déduction de trois jours, pour le paiement de la somme allouée ci-dessus.

» Ainsi quatre jours se paient un jour;

» Douze se paient neuf; à partir du treizième jour, chaque jour est intégralement compté.

» Il n'est fait aucune déduction sur les jours de maladies causées par des blessures.

» Dans les hospices fondés par elle, la Compagnie se contente de

ne recevoir que la moitié de l'allocation donnée par la caisse de secours, pour le traitement des ouvriers malades (1).

» Art. 53. — L'ouvrier qui volontairement ou par toute autre cause, cesse d'être employé par la Compagnie, perd ses droits à la caisse de secours : il ne les reconvre que par sa rentrée dans les établissements de la Compagnie.

» Les secours ou la pension accordés à la veuve d'un ouvrier cessent de plein droit le jour où la veuve contracte un nouveau mariage. »

Caisse des mines
de fer de Palmesalade
(Gard).

La Compagnie Drouillard-Benoist a institué, le 1^{er} janvier 1852, une caisse de secours mutuels aux mines de fer de Palmesalade. Le règlement de cette caisse a été étendu aux établissements analogues fondés depuis longtemps à la mine de houille de Rochebelle et à l'usine à fer d'Alais, qui sont aussi entre les mains de la Compagnie.

Les principales dispositions de ce règlement sont les suivantes :

« Il sera créé, pour subvenir aux besoins de la Société, un fonds commun alimenté par tous les associés au moyen d'une retenue de 3 p. 0/0, faite sur les salaires quelconques payés aux employés de l'atelier.

» Cette retenue sera faite au moment de la paie, et le produit en sera versé immédiatement dans la caisse de l'usine, qui en paie l'intérêt à raison de 3 p. 0/0 par an. (Art. 6.)

» Toutes les amendes disciplinaires infligées seront ajoutées au fonds commun de la caisse de secours. (Art. 7.)

» La caisse de secours sera administrée par un Conseil, composé de la manière suivante :

» Le directeur, président; l'ingénieur, vice-président; le caissier de l'usine, trésorier; le maître-mineur, secrétaire; quatre délégués de la mine, un médecin. (Art. 9.)

» Les délégués seront choisis parmi les ouvriers les plus recommandables aux yeux de leurs camarades et nommés à la majorité des voix, au scrutin secret; ils devront autant que possible savoir lire

(1) Cet article et les deux précédents sont communs aux caisses de secours des mines, et à celles des usines de Terre-Noire, La Voulte et Vienne, établissements possédés par la Compagnie, qui y a fait construire plusieurs hospices.

et écrire : cette dernière condition pourra, sur l'appréciation du Conseil, ne pas être obligatoire. La durée de leurs fonctions sera d'une année, mais ils pourront être réélus. (Art. 10.)

» Chacun des délégués aura sous son inspection immédiate deux commissaires ou plus, si le Conseil le juge nécessaire. (Art. 11.)

» Chaque délégué présentera, tous les ans, une liste de candidats à la fonction de commissaire; il s'entendra, à cet effet, avec ses camarades : le nombre des candidats présentés sera double de celui des commissaires que nommera le conseil votant au scrutin secret.

» Les commissaires seront ainsi soumis, tous les ans, à une réélection, et pourront être réélus. (Art. 12.)

» Les commissaires devront être reconnus comme hommes de bonne conduite. (Art. 13.)

» Les commissaires seront chargés de surveiller, dans leurs quartiers respectifs, la distribution de secours et de médicaments faite aux ouvriers malades; ils appelleront l'attention du Conseil sur les besoins à secourir ou sur les abus à réprimer. (Art. 14.)

» En cas de faute grave, un commissaire pourra être révoqué par le Conseil, qui pourvoira à son remplacement par le mode employé pour les élections des commissaires; ainsi exclu, un commissaire ne pourra plus être réélu. (Art. 15.)

» Le Conseil d'administration de la Société se réunira au moins une fois par mois. (Art. 16.)

» Le président aura la faculté de provoquer des réunions extraordinaires. (Art. 17.)

» A la fin de l'année, une assemblée générale de tous les sociétaires sera convoquée, à l'effet d'entendre la lecture des comptes de la Société et d'apprécier les résultats qu'elle aura produits.

» Les délibérations du Conseil seront suivies de votes pris à la majorité des voix, quel que soit le nombre des membres présents; en cas de partage, la voix du président sera prépondérante; le secrétaire dressera un procès-verbal de délibération du Conseil. (Art. 18.)

» Le Conseil sera seul chargé de la gestion de la Société; il examinera les comptes de pharmacie-hôpital, et il entendra les rapports des administrateurs délégués et celui du trésorier; il s'occupera des intérêts des ouvriers et signalera à l'Administration supérieure les dispositions nécessaires à leur bien-être et compatibles avec les intérêts de tous; il encouragera par tous les moyens possibles l'ordre, l'économie et la bonne conduite, qui constituent la richesse de l'ouvrier et qui assurent son bien-être et le bonheur de sa famille.

» La caisse subviendra au frais suivants:

» Pharmacie et frais d'hôpital, traitement du médecin, indem-

nités aux ouvriers malades, pensions aux veuves et aux orphelins.

» Un médecin est spécialement attaché au service médical des ouvriers de la mine de Palmesalade.

» Il aura tous les jours une consultation dans un local fixe, et visitera les malades qui ne pourront pas venir le trouver.

» Le médecin inscrira chaque jour, sur un registre, le nom des malades qu'il aura vus et le genre de leur maladie.

» Les médicaments seront pris spécialement à un pharmacien désigné.

» Le médecin notera le jour où la maladie a commencé et le jour où le malade aura pu reprendre son travail; il en rendra compte au Conseil. (Art. 19.)

» Les médicaments ne seront délivrés que sur un bon du médecin attaché à la caisse de secours. (Art. 20.)

» Les médicaments pris sur l'ordonnance d'un médecin étranger ou à une autre pharmacie que celle désignée, ne seront pas payés par la caisse de secours. (Art. 21.)

» Les visites des médecins étrangers ne seront pas payées par la caisse de secours, hormis le cas où elles auront été faites sur la demande du médecin de la Société. (Art. 22.)

» Tout ouvrier qui sera hors d'état de travailler, devra immédiatement faire connaître sa position au commissaire le plus voisin et fournir un certificat du médecin de la Société, constatant la durée de sa maladie. (Art. 23.)

» L'ouvrier ne recevra de secours pécuniaires que lorsqu'il aura été malade plus de cinq jours, et, en tous cas, les cinq premiers jours ne seront pas comptés, à moins qu'il n'y ait blessure reçue au travail, auquel cas, tous les jours seront comptés.

» Les indemnités seront fixées de la manière suivante:

» Pour les salaires de

2 fr. 00 à 2 fr. 50. 50 cent. par jour.

2 fr. 50 à 3 fr. 00. 60 —

3 fr. 00 à 3 fr. 50. 70 —

3 fr. 50 et au-dessus. 80 —

» Pour les ouvriers travaillant à prix-fait, l'indemnité à accorder sera calculée en prenant pour base le prix moyen de leurs journées pendant les deux mois précédant leur maladie. (Art. 24.)

» Quand un ouvrier mourra, sa veuve recevra une pension de 25 centimes par jour pendant un temps égal à celui pendant lequel il aura travaillé à la mine de Palmesalade depuis le 1^{er} janvier 1852.

» Elle perdra ses droits à cette pension en se remarquant.

» Si la conduite de la veuve n'est pas ce qu'elle doit être, sa pension sera supprimée par délibération du Conseil.

» Les enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de douze ans, recevront un secours de 20 centimes s'ils ont leur mère, 40 centimes s'ils sont orphelins.

» Tout ouvrier devenu pour toujours incapable de travailler par suite de blessures reçues au travail, recevra par jour une pension de 50 centimes.

» Les enfants, jusqu'à l'âge de douze ans, recevront 15 centimes par jour. (Art. 25.)

» Si un ouvrier devient incapable de travailler par maladie ou accident survenu en dehors du travail, le Conseil pourra lui allouer un secours variable dont il appréciera le chiffre.

» Tout ouvrier quittant l'atelier perd ses droits aux secours de la caisse; s'il rentre, les nouveaux droits qu'il acquiert, comptent depuis sa rentrée seulement. (Art. 26.)

» La plus grande latitude est laissée au Conseil dans l'interprétation et l'application des présents statuts. Ces statuts pourront être modifiés par le Conseil, qui devra alors réunir, au moins, les trois quarts des membres qui en font partie. (Art. 28.)

» La caisse de secours pourra être liquidée sur la proposition du Conseil. Dans ce cas, les fonds qui pourraient rester, seront répartis entre les ouvriers, après avoir payé autant que possible aux pensionnaires le capital de la pension qui leur est due. »

Aux mines de cuivre des Mouzaïas, province d'Alger, il existe une caisse de secours alimentée par une retenue de 2 p. %, faite sur les salaires des ouvriers. Un médecin attaché à l'établissement réside au village des Mouzaïas; il a à sa disposition les médicaments et moyens de secours payés sur les fonds de la caisse (1).

Caisse des mines
de cuivre des Mou-
zaïas, province
d'Alger.

En Belgique, il y a deux sortes d'établissements de bienfaisance à l'usage des ouvriers mineurs, savoir : des caisses de secours spéciales à chaque concession et une caisse de prévoyance, commune à toutes les mines du même arrondissement.

Caisses de secours
des mines de Bel-
gique.

Une circulaire du ministre des travaux publics adressée, le 4 janvier 1841, aux gouverneurs des provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur,

(1) *Recherches sur les Roches, etc., de l'Algérie*, par M. Ville, ingénieur, p. 550.

s'exprime dans les termes suivants au sujet de ces institutions (1) :

« Des caisses de secours, alimentées par les retenues faites sur le salaire des ouvriers et par les dons des exploitants, ont été créées près de la plupart des exploitations de mines.

» La fréquence des accidents, les charges qui en résultaient pour les caisses de secours, l'insuffisance de ces institutions, ont provoqué l'érection de caisses communes de prévoyance. La province de Liège en est dotée depuis dix-huit mois; les provinces de Namur et de Luxembourg, depuis un an. Enfin, les arrondissements de Mons et de Charleroy viennent, à leur tour, d'ériger, en leur sein, ces utiles établissements. La législature, dans le budget de 1810, a consacré un subside de 45,000 fr. aux caisses de prévoyance.....

» Les caisses de prévoyance auront une influence heureuse sur le sort des ouvriers mineurs. Elles attacheront l'ouvrier à l'établissement près duquel il travaille, et qui est le dépositaire des sommes qu'il a versées. Il ne renoncera pas témérairement au fruit de ses économies. Un lien plus intime s'établira entre le maître et l'ouvrier : le premier appréciera la valeur du patronage qu'il exerce, dès que le second se soumettra avec reconnaissance, à une protection dont il ne pourra méconnaître les effets.

» Non-seulement la caisse de prévoyance, alimentée par moitié par les exploitants et par les ouvriers, indépendamment du subside du gouvernement, subvient au soulagement des besoins physiques de l'ouvrier ou de sa famille, mais elle le protège encore dans ses intérêts moraux.

» Aucun emploi plus utile ne peut être fait d'une partie des fonds de la réserve de ces caisses, que pour la création d'écoles garçonniques, l'envoi des enfants de l'ouvrier aux écoles primaires, ou la fondation de classes d'adultes. On améliorera ainsi indirectement le sort des instituteurs primaires; mais surtout l'on assurera l'instruction d'un grand nombre d'enfants, qui, sans le secours de la caisse, en seraient restés dépourvus.

» La Société générale, pour favoriser l'industrie nationale, celle des capitalistes réunis dans un but de mutualité industrielle, la Société de commerce de Bruxelles, viennent de donner un exemple qui mérite d'être suivi, en accordant annuellement à la caisse de prévoyance de l'arrondissement de Mons, un don qui sera, au moins,

(1) Chicora et Ernest Dupont, *Code des Mines*, p. 504.

» de 5,000 fr., spécialement destiné à favoriser l'enseignement des
» enfants des ouvriers..... »

Voici maintenant quelques détails sur les caisses de prévoyance belges que je dois à l'obligeance de M. Gernaert, ingénieur en chef des mines à Liège.

La caisse commune de prévoyance de chaque arrondissement est alimentée :

- 1° Par une retenue de 1 p. $\frac{1}{2}$ %, faite sur le salaire des ouvriers;
- 2° Par le versement fait, par chaque exploitant, de 1 p. $\frac{1}{2}$ % du montant total des salaires;
- 3° Par une subvention du gouvernement qui est réglée, chaque année, par les Chambres;
- 4° Par les dons volontaires.

La caisse commune est administrée par un Comité composé du gouverneur de la province, de six exploitants et de l'ingénieur en chef: les ingénieurs ordinaires assistent aux séances du Comité avec voix consultative. Le Comité se réunit tous les trois mois.

La caisse commune de prévoyance secourt principalement les ouvriers mutilés, les veuves, orphelins et parents qui vivaient du salaire de la victime et les ouvriers infirmes.

Les blessures ordinaires, les maladies sont secourues par des caisses spéciales à chaque concession, qui sont alimentées par une retenue de 2 pour $\frac{1}{2}$ %, faite sur le salaire des ouvriers, et par les dons volontaires des exploitants.

Nous avons placé à dessein l'institution des caisses de secours en tête des devoirs que les concessionnaires ont à remplir vis-à-vis de leurs ouvriers, bien qu'il n'existe pas de loi ou règlement qui rende obligatoires de pareilles institutions; mais il y a obligation morale, il faut bien le dire, pour l'homme qui emploie des ouvriers à des travaux dangereux par leur nature, de les entourer d'une sollicitude toute spéciale et de *les forcer à être prévoyants*. Or, c'est là le cas des concessionnaires vis-à-vis

Considérations
générales sur les
caisses de secours
des mines.

des ouvriers mineurs, qu'on pourrait appeler à bon droit les soldats de l'industrie.

La très-grande majorité des concessionnaires de mines, nous nous empressons de le dire, comprend et remplit ces obligations; la France industrielle est couverte, en quelque sorte, de caisses de prévoyance; le nombre de ces institutions augmente de jour en jour, et les établissements existants reçoivent les modifications et perfectionnements indiqués par l'expérience.

Mais il existe encore plusieurs mines où ces institutions ne sont pas organisées; quelques exploitants se sont rebutés trop vite après quelques efforts infructueux, tentés auprès des mineurs, qui se prêtent peu à l'établissement d'institutions pareilles, lorsqu'elles sont nouvelles pour eux, et qu'ils n'ont pas pu en apprécier les bienfaits résultats. On ne saurait assez recommander la persévérance en pareil cas, et nous nous estimerons heureux si les exemples que nous avons donnés, de quelques règlements des caisses de secours déjà établies, peuvent servir de modèles aux exploitants, et amener la fondation de caisses nouvelles (1).

Il y aurait lieu de rendre les caisses de secours obligatoires. — Vues nouvelles.

Nous terminerons, sur ce sujet, par les considérations suivantes que nous a inspirées la vue des misères qui pèsent souvent sur les ouvriers mineurs, lorsqu'il n'y a pas de caisse de secours; nous les soumettons, en toute humilité de cause, aux appréciations du gouvernement.

Les mineurs ne sont pas des ouvriers ordinaires; séparés souvent de la mort par la longueur seule de leur pic, soumis aux coups de feu, aux éboulements, aux inondations, ils luttent, toute leur vie, contre le

(1) La circulaire ministérielle du 10 mai 1845, relative à l'exécution de l'ordonnance du 26 mars précédent, engageait les ingénieurs à donner une impulsion efficace pour la multiplication des caisses de secours. (*Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 231.)

danger (1). D'après cela, on comprend que s'il est vrai de dire que les caisses de secours sont utiles dans tous les établissements industriels, il faut ajouter que dans les exploitations de mines, elles sont *nécessaires*; les caisses de secours, disons-nous, sont nécessaires, elles sont *indispensables* dans les mines, d'où nous concluons qu'elles devraient être *obligatoires*.

Nous croyons qu'il serait temps de faire passer, dans les lois et règlements en matière de mines, une institution qui a pénétré dans les mœurs des ouvriers, et dont la nécessité absolue ne saurait être contestée.

Nous soumettons donc à l'appréciation du pouvoir, les dispositions suivantes, que nous voudrions voir insérées dans une loi :

1° Tous les exploitants de mines devront, dans un délai de....., instituer des caisses de secours dans leurs établissements ;

2° Les exploitants contribueront, pour leur part, à alimenter la caisse, en versant mensuellement 1 pour % en sus du total des salaires des ouvriers mineurs ;

3° Les ouvriers y contribueront par une retenue mensuelle de 3 p. % sur leur salaire ;

4° Un Conseil d'administration règlera la répartition des secours ; ce Conseil sera présidé par le gérant ou par le directeur de la mine ; le médecin de l'établissement, un maître-mineur et deux ouvriers mineurs, au moins, en feront partie ;

5° L'ingénieur des mines du gouvernement, en tournée, aura le droit de provoquer la réunion du Conseil d'administration de la caisse de secours, d'y assister et de prendre connaissance des registres et pièces de gestion de la caisse ;

(1) Il existe certaines mines où la mortalité annuelle par accidents est de 1 sur 79, et les blessures, de 1 sur 24 : on comprend d'après ces chiffres, que nos appréciations des dangers qui menacent normalement l'ouvrier mineur, ne sont pas exagérées.

6° A la fin de chaque année, l'ingénieur des mines adressera un rapport général sur la situation des caisses de secours du département au préfet, qui le transmettra avec ses observations au ministre des travaux publics;

7° Lorsque des accidents fortuits ou des circonstances particulières auront grevé extraordinairement la caisse de secours d'une exploitation, l'ingénieur des mines proposera dans son rapport, soit une subvention à la caisse, soit un secours en argent aux familles des ouvriers tués ou blessés, à fournir par le gouvernement.

Ces subventions et secours seront pris sur la partie disponible des dix centimes de non valeur des redevances fixes et proportionnelles.

Notre prétention n'est pas assurément de proposer une loi toute faite : nous avons cru seulement pouvoir indiquer quelques dispositions nouvelles à prendre sur un sujet que nous étudions depuis longtemps, et nous allons essayer de les justifier.

1° Obligation de la Caisse.

Nous avons établi, en commençant, que la position particulière des ouvriers des mines, les nombreux et incessants dangers qui les menacent, justifient suffisamment la mesure toute spéciale qui obligerait tous les exploitants de mines à instituer des caisses de prévoyance dans chaque établissement.

En droit, l'industrie des mines n'est pas absolument libre en France, et pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au titre v de la loi du 21 avril 1810, au décret du 3 janvier 1813 et à la loi du 27 avril 1838. Si le législateur a imposé des règles à l'exploitation des mines, au point de vue de la sûreté publique, des besoins des consommateurs, de la conservation des travaux et en raison de la nature exceptionnelle des substances minérales, il pourrait de même, et par un principe analogue, imposer des règles à l'économie administrative de l'exploitation souterraine, et rendre obligatoires les caisses de secours et de prévoyance, en raison des dangers exceptionnels et

incessants qui menacent la vie des ouvriers mineurs. Ajoutons qu'en fait, il existe des précédents qui témoignent de l'intervention directe du gouvernement dans l'Administration des Mines, au point de vue des mesures économiques à prendre pour parer aux accidents qui déciment les ouvriers mineurs, savoir : l'édit d'Henri IV du 14 mai 1604 et le décret impérial du 3 janvier 1813.

En 1604, Henri IV imposait aux exploitants la retenue d'un trentième sur le produit net des mines, pour assurer les secours spirituels et temporels nécessaires aux ouvriers; en 1813, Napoléon obligeait les exploitants de mines à fournir gratuitement les soins et médicaments aux mineurs blessés et à tenir un médecin attaché à leurs établissements.

2^e Contribution des exploitants.

Il est de droit naturel que celui qui profite d'un travail dangereux contribue, pour sa part, à porter remède aux malheurs qui menacent l'ouvrier qui s'y livre; or, tel est le cas de l'exploitant de mines, vis-à-vis de l'ouvrier mineur.

Citons encore, comme applications de ce principe, les prescriptions de l'édit du 16 mai 1604 et celles des articles 15, 16 et 20, aujourd'hui en vigueur, du décret du 3 janvier 1813.

La contribution des exploitants aux charges des caisses de secours est donc une de ces mesures dont la justice ne peut pas être contestée.

Au point de vue de l'opportunité pratique, nous ajouterons que cette contribution de 1 p. $\frac{1}{2}$, de la part des exploitants, facilitera beaucoup l'institution de caisses nouvelles et aidera à la marche des caisses déjà instituées. L'ouvrier se prêterait plus volontiers à la retenue opérée sur son salaire, lorsqu'il aura la certitude que le propriétaire de la mine se soumet, de son côté, à une retenue sur ses bénéfices.

Ajoutons que cette contribution imposée à l'exploitant n'est pas une charge entièrement nouvelle; elle remplace

cera, pour celui-ci, l'obligation qui lui est imposée par le décret de 1813, de supporter les dépenses qu'exigent les secours à donner aux blessés et d'entretenir un chirurgien attaché à l'établissement; elle la remplacera d'une manière avantageuse, en facilitant l'établissement et la marche d'une institution féconde en bienfaits.

Parmi les exemples de caisses de secours que nous avons cités, on remarquera qu'aux mines de houille de Blanzv, les concessionnaires se soumettent précisément à cette retenue de 1 p. % que nous proposons de rendre obligatoire et générale.

C'est que ce chiffre de 1 p. % nous paraît, en effet, devoir suffire aux exigences pratiques, et il est à notre connaissance que dans un établissement important, on projette d'insérer cette clause dans le règlement de la caisse.

3° Retenue sur le salaire des ouvriers

Le chiffre de 3 p. % adopté dans un grand nombre d'établissements, et notamment à La Grand'Combe, nous paraît devoir suffire, avec la contribution des concessionnaires, à tous les besoins de la caisse.

Disons ici que nous excluons les amendes comme moyen d'alimenter les caisses de secours; ces amendes, toujours très-impopulaires parmi les ouvriers, ont souvent déversé leur impopularité sur l'institution des caisses de prévoyance.

D'autre part, nous avons été témoin de ce fait, que les amendes multipliées aigrissent les ouvriers mineurs sans produire le résultat qu'on en attend. Si un ouvrier, par sa négligence ou son incurie, cause un préjudice matériel au concessionnaire, qu'il lui soit fait une *retenue* sur son salaire: c'est juste. Quant à l'ouvrier imprévoyant qui, par son imprudence ou son incurie habituelle, provoque des dangers d'éboulements, d'incendie, d'inondation ou autres, au lieu de lui infliger une amende qui ne le corrige point, il nous paraît préférable de l'exclure de la mine pour quelque temps après un premier avertisse-

ment, et de l'exclure tout-à-fait, s'il persiste. Nous voyons appliquer, depuis plusieurs années, ce système aux mines de houille de Bessèges, et nous avons été témoin de ses bons résultats.

4° Conseil d'administration.

Les dispositions que nous proposons au sujet des Conseils d'administration, sont insérées dans la plupart des règlements des caisses de secours existantes : la présence du médecin, dans cette Commission, nous paraît indispensable, au point de vue de l'appréciation exacte des besoins des blessés et des malades.

5° Inspection des ingénieurs des mines, subvention du gouvernement.

Du moment que l'obligation d'instituer des caisses de secours serait entrée dans les lois et règlements sur les mines, il serait naturel de donner mission aux ingénieurs de veiller à l'exécution de cette disposition de la loi comme à celle de toutes les autres, et pour cela, il conviendrait d'autoriser l'ingénieur en tournée à convoquer le Conseil d'administration et vérifier la gestion de la caisse.

Ce contrôle, de la part de l'ingénieur, se bornerait à constater la situation financière de la caisse et à vérifier si les prescriptions légales sont observées; l'ingénieur n'aurait pas à intervenir dans la répartition des fonds et pensions distribuées.

Cette intervention des ingénieurs, à titre d'inspecteurs, deviendrait d'autant plus nécessaire que nous proposons une subvention de la part de l'État, au moyen de la partie disponible des 10 centimes de non valeur des redevances sur les mines; or, pour régler cette subvention de l'État d'une manière équitable et en vraie connaissance de cause, il faudrait évidemment que le gouvernement pût faire vérifier la situation et les besoins réels des caisses de prévoyance par ses ingénieurs.

Disons au sujet de cette subvention du gouvernement

en cas d'accident survenu dans les mines, qu'elle n'est pas nouvelle; les ouvriers mineurs n'ignorent point que dans les grands malheurs qui les frappent, le pouvoir vient en aide aux familles des victimes : ainsi, pour citer un exemple, dans le seul département du Gard, le gouvernement a distribué, sur le rapport des ingénieurs, 1,690 fr. en 1850, 1,030 fr. en 1851 et 1,695 fr. en 1852, à titre de secours, aux familles des ouvriers tués ou blessés dans les mines.

La disposition que nous proposons, aurait pour résultat d'uniformiser l'action bienfaisante du gouvernement, en lui fournissant tous les moyens d'être éclairé sur les besoins réels des ouvriers mineurs.

Médicaments. —
Chirurgien. — Se-
cours aux blessés.

Après avoir terminé sur les caisses de secours, parlons des obligations positives que les concessionnaires ont à remplir vis-à-vis des ouvriers, en vertu des règlements existants.

Ces obligations résultent des articles 15, 16 et 20, ainsi conçus, du décret du 3 janvier 1813 :

« ART. 15. — Les exploitants seront tenus d'entretenir sur leurs établissements, dans la proportion du nombre d'ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, les médicaments et les moyens de secours qui leur seront indiqués par le ministre de l'intérieur, et de se conformer à l'instruction réglementaire qui sera approuvée par lui à cet effet.

« ART. 16. — Le ministre de l'intérieur, sur la proposition des préfets et le rapport du Directeur général des Mines, indiquera celles des exploitations qui, par leur importance et le nombre des ouvriers qu'elles emploient, devront avoir et entretenir à leurs frais un chirurgien attaché au service de l'établissement.

« Un seul chirurgien pourra être attaché à plusieurs établissements à la fois, si ces établissements se trouvent dans un rapprochement convenable; son traitement sera à la charge des propriétaires, proportionnellement à leur intérêt.

« ART. 20. — Les dépenses qu'exigeront les secours donnés aux blessés, noyés ou asphyxiés, et la réparation des travaux, seront à la charge des exploitants. »

Les obligations stipulées par les précédents articles sont formelles; elles s'adressent à tous les exploitants.

Disons, à ce sujet, que si un exploitant de mines, après avoir institué dans son établissement une caisse de secours, ne fournaissait aucune subvention à la caisse et laissait à celle-ci la charge entière des frais de médicaments, des soins à donner aux blessés et du traitement du médecin, il faillirait gravement à ses devoirs.

Après avoir parlé des devoirs des concessionnaires envers les ouvriers, nous mentionnerons quelques obligations particulières des exploitants de mine en ce qui concerne les ouvriers employés par eux.

Tous les ouvriers employés dans les mines, à quelque titre que ce soit, à l'extérieur ou à l'intérieur, doivent être munis de livrets : c'est ce qui résulte spécialement, pour les mines, de l'article 26 du décret du 3 janvier 1813 ainsi conçu :

Livrets.

« Tout mineur de profession ou autre ouvrier, employé, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dans l'exploitation des mines et minières, usines et ateliers en dépendants, devra être pourvu d'un livret et se conformer aux dispositions de l'arrêté du 9 frimaire an xii.

« Les registres d'ordre sur lesquels l'inscription aura lieu dans chaque commune, seront conservés au greffe de la municipalité, pour y recourir au besoin. Il est défendu à tout exploitant d'employer aucun individu qui ne serait pas porteur d'un livret en règle, portant l'acquis de son précédent maître. »

C'est un devoir sérieux pour les concessionnaires, et qui touche à l'ordre public, de n'employer que des ouvriers mineurs munis de livrets, et ils sont les plus intéressés à se montrer sévères à cet égard.

L'influence utile et bienfaisante des livrets a été justement appréciée, dans les termes suivants, par une circulaire du ministre des travaux publics de Belgique, en date du 4 janvier 1841 (1) :

« Le livret place l'ouvrier directement sous la protection de l'autorité : c'est son titre, son laissez-passer. Le livret forme, pour l'exploitant, le gage de l'exécution du contrat qu'il a passé avec

(1) Chicora et Ernest Dupont, *Code des Mines*, p. 507.

» l'ouvrier. Sûr de lui voir achever sa tâche, il se montre plus confiant, il lui fait même des avances pécuniaires.

» L'ouvrier, sans livret, est exposé à une foule de séductions. La concurrence tend à l'embaucher, les mauvaises passions l'entraînent dans des coalitions; un moment de mécontentement l'éloigne de l'exploitation qui avait besoin de son concours.

» L'exploitant qui n'est point assuré de l'exécution des conditions de son contrat avec l'ouvrier, se montre plus précautionneux, plus réservé; il cherche à maintenir l'ouvrier sous sa dépendance, par ses intérêts pécuniaires; il hésitera à l'obliger; le lendemain, l'ouvrier qui ne possède ordinairement rien, peut avoir quitté son établissement. »

Contrôle journalier des ouvriers.

Le livret et l'inscription à la mairie ne suffisent pas encore : le concessionnaire est astreint à tenir un registre officiel du contrôle journalier des ouvriers, que l'ingénieur des mines et le maire de la commune peuvent vérifier quand ils le jugent convenable : c'est ce qui résulte des articles 27 et 28 du décret du 3 janvier 1813 ainsi conçus :

« ART. 27. — Indépendamment des livrets et registres d'inscription à la mairie, il sera tenu, sur chaque exploitation, un contrôle exact et journalier des ouvriers qui travaillent, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des mines, minières, usines et ateliers en dépendants : ces contrôles seront inscrits sur un registre qui sera coté par le maire et paraphé par lui tous les mois.

» Ce registre sera visé par les ingénieurs, lors de leurs tournées.

» ART. 28. — Dans toutes leurs visites, les ingénieurs des mines devront faire faire, en leur présence, la vérification du contrôle des ouvriers.

» Le maire de la commune pourra faire cette vérification quand il la jugera convenable, surtout dans le moment où il y aura lieu de présumer qu'il peut y avoir quelque danger pour les individus employés aux travaux. »

Travail des enfants dans les mines.

L'emploi d'enfants trop jeunes aux travaux des mines peut offrir de graves inconvénients; il altère prématurément leur santé, et les expose à des dangers particuliers à l'imprévoyance de leur âge.

L'article 9 du décret du 3 janvier 1813 a, en conséquence, interdit l'accès des mines aux enfants âgés de moins de dix ans. Cet article, qui contient des prescrip-

tions relatives aux ouvriers ivres ou malades et aux étrangers non accompagnés, est ainsi conçu :

- « Art. 29. — Il est défendu de laisser descendre ou travailler dans
 » les mines et minières, les enfants au-dessous de dix ans.
 » Nul ouvrier ne sera admis dans les travaux s'il est ivre ou en
 » état de maladie : aucun étranger n'y pourra pénétrer sans la per-
 » mission de l'exploitant ou du directeur, et s'il n'est accompagné
 » d'un maître-mineur. »

Le choix des maîtres-mineurs exerce une grande importance sur la solidité des travaux et la sûreté des ouvriers. A ce point de vue donc, le décret de police souterraine, du 3 janvier 1813, devait ordonner certaines prescriptions dans l'intérêt général; c'est ce qui a été fait, dans les termes suivants, par l'article 25 :

- « A l'avenir, ne pourront être employés en qualité de maîtres-mi-
 » neurs ou chefs particuliers des travaux des mines et minières, sous
 » quelque dénomination que ce soit, que des individus qui auront
 » travaillé comme mineurs, charpentiers, boiseurs ou mécaniciens,
 » depuis au moins trois années consécutives. »

Disons, au sujet des maîtres-mineurs, que le gouvernement, qui avait déjà pourvu à l'enseignement des ingénieurs par les deux Ecoles de Paris et de Saint-Étienne, a organisé l'enseignement professionnel des maîtres-mineurs par la création de l'Ecole des Maîtres-Ouvriers-Mineurs d'Alais, instituée le 22 septembre 1843.

L'Ecole des Maîtres-Mineurs d'Alais a un but essentiellement pratique : les élèves brevetés de cette école sont de vrais ouvriers susceptibles de former des chefs de postes ou des maîtres-mineurs; aussi croyons-nous devoir, dans le double intérêt des exploitants de mines et de l'Ecole, donner quelques détails sommaires sur cette institution encore nouvelle, et qui mérite d'être encouragée comme un des rares établissements professionnels que nous ayons en France. Il n'est reçu dans l'Ecole que des ouvriers âgés de plus de seize ans et justifiant, par un livret, qu'ils ont déjà travaillé dans les mines pendant, au moins, une année. Les connaissances

Choix des maîtres-mineurs.

Ecole des Maîtres-Ouvriers-Mineurs d'Alais.

exigées pour l'admission sont : la lecture, une écriture lisible et courante, la pratique de la numération écrite et parlée et des quatre premières règles de l'arithmétique, les notions élémentaires du système métrique des poids et mesures.

L'enseignement de l'Ecole d'Alais est à la fois théorique et pratique, et sa durée est de deux ans. Pendant chacune de ces deux années, les élèves passent alternativement un trimestre à l'Ecole, pour l'enseignement théorique, et un trimestre aux exercices pratiques, dans les mines des environs d'Alais.

L'enseignement théorique comprend : l'arithmétique, la géométrie, le lever des plans superficiels et souterrains, des notions très-élémentaires de physique, de chimie, de minéralogie et géologie, avec deux cours complets d'exploitation de mines et de mécanique appliquée. Quant aux exercices pratiques, la position unique de l'Ecole d'Alais, à proximité des mines de houille de la Grand-Combe (couches puissantes), des mines de houille de Bessèze (couches minces), des mines de plomb argentifère de Vialas (filons), des mines de fer de Palmesalade (amas), permet de faire travailler, pendant trois mois chacun, tous les élèves à l'exploitation des quatre grandes variétés connues de gîtes minéraux.

Pendant les exercices pratiques, les élèves sont assimilés aux ouvriers des mines où ils travaillent ; ils doivent se nourrir et suffire à leur entretien par leur salaire : tout élève qui serait en déficit dans son travail aux mines pendant deux trimestres successifs, est exclu, de droit, de l'Ecole.

Cette épreuve des exercices pratiques a l'effet le plus salutaire sur l'enseignement de l'Ecole d'Alais ; elle écarte de l'établissement les sujets qui ne sont pas vraiment ouvriers ; elle maintient les élèves dans la pratique de leur métier et leur permet, à leur sortie de l'Ecole, de travailler avec aptitude, comme simples ouvriers, en attendant qu'ils aient obtenu une position de chef de poste ou de maître-mineur. Par ce côté pratique et vrai-

ment professionnel, l'Ecole des Maîtres-Mineurs d'Alais se recommande aux exploitants, désireux d'avoir de bons maîtres-mineurs à leur service.

Presque tous les élèves de l'Ecole d'Alais sont boursiers ; les bourses sont faites par le gouvernement, les départements et les Compagnies d'exploitations de mines.

Les Compagnies de La Grand-Combe, de Commentry, de La Voulte et de Bessèges ; les départements du Gard, de la Loire, de Saône-et-Loire, de l'Isère, de l'Hérault, de la Sarthe, de la Mayenne, du Tarn, de l'Ardèche, des Pyrénées-Orientales et de l'Ariège ont fait des bourses à l'établissement.

Nous terminerons le chapitre des obligations des exploitants de mines, en ce qui concerne les ouvriers, par quelques mots sur les devoirs des ouvriers.

Devoirs des ouvriers.

S'il est une industrie où l'ordre intérieur et la discipline soient plus particulièrement nécessaires, c'est certainement l'industrie des mines, car, dans les exploitations souterraines, l'imprudence, l'incurie, le mauvais vouloir d'un individu peuvent avoir les conséquences les plus désastreuses.

L'article 30 du décret de 1813 s'exprime, dans les termes suivants, au sujet des devoirs des ouvriers :

« Tout ouvrier qui, par insubordination ou désobéissance envers
 » le chef des travaux, contre l'ordre établi, aura compromis la sûreté
 » des personnes ou des choses, sera poursuivi et puni selon la gravité
 » des circonstances, conformément à la disposition de l'art. 22 du
 » présent décret. »

Cet article 22 est conçu dans les termes qui suivent :

« En cas d'accidents qui auraient occasionné la perte ou la mutilation d'un ou de plusieurs ouvriers, faute de s'être conformés à ce
 » qui est prescrit par le présent règlement, les exploitants, propriétaires et directeurs, pourront être traduits devant les tribunaux,
 » pour l'application, s'il y a lieu, des articles 319 et 320 du Code pénal, indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient
 » être alloués à qui de droit. »

Ces deux articles punissent d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 fr. à 600 fr.

les homicides involontaires, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 fr. à 100 fr. les simples blessures aussi involontaires, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements.

CHAPITRE IX.

DROITS DES CONCESSIONNAIRES.

Dans la législation minérale qui régit la France depuis la loi du 21 avril 1810, la propriété des mines est une propriété *nouvelle qui naît de l'acte de concession*. Ce principe forme, on peut dire, la base de toute la loi.

De la propriété
des mines

Lors de la discussion de la loi, dans la séance du 8 avril 1809, l'Empereur posa nettement ce principe dans les termes suivants :

« Une mine est une *propriété nouvelle* susceptible d'être concédée (1). »

Dans la discussion qui eut lieu le 20 juin 1809, au sujet de la troisième rédaction du projet de loi, le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dit que la section avait évité, dans la rédaction, l'expression de *propriété nouvelle*, afin de ne pas ébranler les concessions anciennes; mais il est avéré depuis, et l'article 19 à lui seul en fait foi, que pour les mines non encore concédées, la doctrine de la *propriété nouvelle* était celle du législateur (2).

Avant la concession, nul ne peut jouir ni disposer des mines; or, le droit de jouir et de disposer des choses, c'est la propriété telle qu'elle est définie par la loi civile (article 544 du Code civil); d'où il résulte qu'avant la concession, la propriété de la mine n'existe pas.

Ce principe, qui fait partie de la doctrine de la propriété nouvelle, fut énoncé par l'empereur Napoléon, à

(1) Loaré, p. 55,

(2) Loaré, p. 99.]

la séance du 18 novembre 1809, dans les termes suivants, remarquables de vigueur et de précision :

« Avant la concession, les mines ne sont pas des propriétés, mais des biens (1). »

La nature de la propriété des mines et les droits des concessionnaires résultent des articles 5, 7, 8 et 9 de la loi ainsi conçus :

» ART. 5. — Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat.

» ART. 7. — Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile.

» Toutefois, une mine ne peut être vendue par lots ou partagée, sans une autorisation préalable du gouvernement, donnée dans la même forme que la concession.

» ART. 8. — Les mines sont immeubles.

» Sont aussi immeubles, les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'article 524 du Code civil.

» Sont aussi immeubles par destination, les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation.

» Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation, que ceux qui sont exclusivement attachés aux travaux intérieurs des mines.

» Néanmoins les actions ou intérêts dans une Société ou entreprise pour l'exploitation des mines, seront réputés meubles, conformément à l'article 529 du Code civil.

» ART. 9. — Sont meubles, les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers. »

Les termes de ces articles sont formels, et c'est en pleine conformité avec leur esprit que la Cour de cassation a pu dire, dans un arrêt du 8 août 1839, que « la propriété des mines dérive de la concession qui en est faite par l'autorité publique et que cette matière a pour

(1) Loaré, p. 236.

- » règle les lois qui la régissent, et non point l'art. 552
- » du Code civil, qui, d'ailleurs, renvoie lui-même à ces
- » lois (1). »

La concession donnant, aux termes de l'article 7, la propriété perpétuelle de la mine laquelle devient dès lors disponible et transmissible comme les autres biens, doit-on en conclure que la propriété de la mine est aussi parfaite que celle des fonds ordinaires? Non, et le jurisconsulte Prondhon fait justement observer, à cet égard, que le propriétaire de la mine est atteint dans ses deux droits de jouir et de disposer, qui forment les deux attributs de toute propriété parfaite (2).

Le droit de jouir est limité, dans l'intérêt général, par la surveillance administrative, telle qu'elle est définie par les articles 47 à 50 de la loi du 21 avril 1810 : ainsi, l'on voit, à l'article 49, que le propriétaire d'une mine n'est pas libre de laisser son exploitation restreinte ou suspendue, lorsqu'il en doit résulter un dommage pour les consommateurs.

Disons encore que la loi du 27 avril 1838, que nous avons analysée précédemment, a précisé les limites apportées au droit de jouissance des concessionnaires, et qu'elle en a introduit de nouvelles, en ce qui touche l'assèchement des mines en commun.

D'autre part, le droit de disposer de la propriété des mines est formellement limité par l'article 7, qui interdit le partage ou la vente par lots sans l'autorisation du gouvernement. Ce droit est encore restreint par le décret du 23 octobre 1852, décret pleinement conforme à l'esprit de la loi de 1810, et qui interdit les réunions de concessions à un titre quelconque sans l'autorisation du gouvernement.

La propriété des mines est donc bornée dans ses deux

(1) Devilleneuve, 39-1-669, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 702 (Parmentier).

(2) Proudhon, *Traité du Domaine de Propriété*, t. II, n° 767.

attributs, qui sont le droit de jouir et celui de disposer ; mais ces bornes ont été posées dans l'intérêt général, et si la loi de 1810 n'a pas fait des mines une propriété parfaite, elle leur a donné une stabilité inconnue auparavant en France et elle a tenu une juste balance entre l'intérêt général et les intérêts privés.

La loi de 1810, qui a fait des mines une propriété nouvelle, les a franchement et nettement distinguées de la surface. Cette séparation de la propriété des mines et sa libération des droits des propriétaires du sol et des inventeurs sont formulées dans les termes suivants par l'article 17 de la loi :

« L'acte de concession fait après l'accomplissement des formalités prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits des propriétaires de la surface et des inventeurs, ou de leurs ayants droit, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé. »

Du principe que les mines sont des propriétés perpétuelles, qu'elles sont immeubles, il devait suivre la faculté d'asscoir des hypothèques sur cette nouvelle propriété immobilière, distincte de la surface, et les privilèges qui grèvent la propriété ordinaire, devaient être étendus aux mines. Cette matière a été réglée par les articles 19, 20 et 21 de la loi ainsi conçus :

« ART. 19. — Du moment où une mine sera concédée, même au propriétaire de la surface, cette propriété sera distinguée de celle de la surface, et désormais considérée comme *propriété nouvelle*, sur laquelle de nouvelles hypothèques pourront être assises, sans préjudice de celles qui auraient été ou seraient prises sur la surface ou la redevance, comme il est dit à l'article précédent.

« Si la concession est faite au propriétaire de la surface, ladite redevance sera évaluée pour l'exécution dudit article.

« ART. 20. — Une mine concédée pourra être affectée, par privilège, en faveur de ceux qui, par acte public et sans fraude, justifieraient avoir fourni des fonds pour les recherches de la mine, ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à la charge de se conformer aux articles 2103 et autres du Code civil, relatifs aux privilèges.

« ART. 21. — Les autres droits de privilège et d'hypothèque pour-

» sont être acquis sur la propriété de la mine aux termes et en conformité du Code civil, comme sur les autres propriétés immobilières. »

Le premier droit du concessionnaire, celui d'où découlent tous les autres, c'est le droit d'exploiter jusqu'à entier épuisement la substance ou les substances définies par l'acte de concession, dans tout le périmètre déterminé par cet acte.

Droits primitifs
des concessionnaires.

Dans la législation qui régit la France depuis 1810, la propriété de la mine n'est pas séparée de celle de la surface par un plan divisoire, établi à un niveau déterminé, comme cela avait lieu d'après la loi de 1791, qui avait laissé aux propriétaires du sol la jouissance des mines de leur tréfonds jusqu'à 190 pieds de profondeur. Cette disposition a été abrogée par la loi nouvelle, qui a classé en trois catégories sous le nom de mines, minières et carrières, les masses de substances minérales renfermées dans le sein de la terre ou existantes à la surface (art. 1^{er}), quelles que soient leur position et leur plus ou moins de profondeur sous le sol (1); d'où il suit que lorsqu'une substance a été concédée comme mine, le concessionnaire a le droit d'exploiter le gîte entier, la partie superficielle comme la portion souterraine, dans l'entier espace circonscrit par des plans verticaux menés suivant les limites définies dans le titre de concession.

Nous avons établi ce principe au chapitre troisième en démontrant que, sauf l'exception des minerais de fer, des pyrites et des gîtes alumineux, les substances minérales sont classées parmi les mines d'après leur nature, et non point d'après leur plus ou moins de profondeur au-dessous du sol; nous n'ajouterons donc rien à cet égard; disons seulement que lorsque le gîte minéral concédé viendra percer la surface du sol de manière à

(1) Voir, comme application de ce principe, l'ordonnance du 19 juillet 1845 (asphalte de Seyssel, Lebon, t. XIII, p. 577), et les autres exemples cités, p. 155 et suivantes de l'ouvrage.

constituer un *affleurement*, celui-ci fera partie de la mine, et le concessionnaire pourra l'exploiter comme le gîte souterrain, après avoir payé les indemnités pour dégâts et occupation de la surface, conformément aux articles 43 et 44.

Droit de recherches du concessionnaire, sur les substances non concédées, situées dans son périmètre.

L'acte de concession détermine la nature précise de la substance minérale concédée, et le droit d'exploitation du concessionnaire est restreint à cette substance; de telle sorte que si ce dernier vient à découvrir une substance minérale nouvelle dans son périmètre, il ne pourra pas l'exploiter sans avoir obtenu une concession spéciale à cet égard. Ce principe est nettement établi, dans les termes suivants, par l'instruction ministérielle du 3 août 1810 (§ 11):

« Si le concessionnaire vient à découvrir, dans l'étendue de sa concession, une substance minérale d'une autre espèce que celle pour laquelle il lui a été accordé une concession, il en demandera une particulière pour cet objet, s'il veut l'exploiter. On sent parfaitement, 1^o que celui qui a obtenu la concession d'un objet, peut n'être pas jugé susceptible de la même faveur pour un autre; 2^o que les limites déterminées pour la première concession, et les dispositions prescrites par le décret qui y est relatif, peuvent n'être pas également convenables pour la seconde; 3^o il peut arriver encore, et il arriverait souvent que la nouvelle substance découverte dût donner lieu à une concession qui se porterait hors des limites de la première, et même sur d'autres concessions de mines différentes; 4^o enfin, sous le rapport des droits des tiers et celui de l'intérêt de l'Etat, il est indispensable que le gouvernement établisse positivement et distinctement les droits du concessionnaire pour chaque espèce de mines. »

Les principes posés par l'instruction ministérielle ont été formulés depuis dans le modèle général des clauses et cahiers des charges des actes de concessions joint à la circulaire du 8 août 1843, lequel contient un article ainsi conçu :

« Art. C. — Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gîtes de tout minéral étranger à..... qui peuvent exister dans l'étendue de la concession de..... La concession de ces gîtes de minéral sera accordée, s'il y a lieu, après une instruction particulière, soit au concessionnaire des mines de....., soit à une autre personne.

- » Les cahiers des charges des deux concessions régleront, dans ce dernier cas, les rapports des deux concessionnaires entre eux, pour la conservation de leurs droits mutuels et pour la bonne exploitation des deux substances. »

Ajoutons qu'il existe bon nombre d'exemples de concessions ainsi faites sur le même périmètre, à des titulaires différents, pour des matières minérales diverses.

Le concessionnaire possède pourtant un privilège précieux à l'égard des substances étrangères à celles qui ont fait l'objet de sa concession et qui se trouvent à l'intérieur de son périmètre : c'est celui du droit de recherches, qui a été formulé d'une manière explicite dans le rapport du comte de Girardin au Corps législatif. (*Voir* au chapitre II, pag. 134 et suiv.)

Le droit d'occupation de terrains est le premier qui découle, pour le concessionnaire, de son droit d'exploiter la mine dans un périmètre déterminé. L'exercice de ce droit, en ce qui concerne les indemnités à payer aux propriétaires de la surface, est réglé par les articles 43 et 44 de la loi.

Droit d'occupation de terrains.

Lorsque le concessionnaire voudra ouvrir un nouveau champ d'exploitation ou procéder à l'ouverture de puits ou galeries portant du jour pour être mis en communication avec les travaux existants, il devra solliciter et obtenir, au préalable, une autorisation administrative. Ce point a été éclairci dans le chapitre VII du présent ouvrage, et nous avons indiqué les formalités à suivre par le concessionnaire en pareil cas (pag. 414 et suiv.).

L'autorisation administrative obtenue, le concessionnaire doit faire offre d'indemnité au propriétaire du sol, et en cas de contestation, s'adresser aux tribunaux pour faire régler le chiffre de l'indemnité; après quoi, il occupe les terrains et commence ses travaux.

Les tribunaux n'ont à connaître, en pareil cas, que du chiffre de l'indemnité, et nullement de la question d'opportunité ou convenance des travaux nouveaux. Nous avons établi ce principe (p. 284 et 416) et nous avons cité diverses décisions à l'appui : l'arrêt de la Cour de cassation

du 5 juin 1828 (Raclet et Lachaume) et l'ordonnance du 3 décembre 1846 (Collard contre Fogle, pag. 417).

Droit de poursuivre les travaux sous les lieux habités, après une autorisation administrative

Nous avons établi au chapitre V (pag. 304), que la loi du 21 avril 1810 n'interdit pas d'une manière absolue les travaux d'exploitation de mines sous les lieux habités, et que, bien plus, elle prévoit à l'article 15 l'exécution de pareils travaux. Nous avons établi de même qu'à l'Administration seule il appartient d'autoriser ou d'interdire les travaux de ce genre (pag. 420).

Le concessionnaire qui voudra poursuivre ses travaux d'exploitation sous des lieux habités ou dans leur voisinage, devra donc préalablement solliciter l'autorisation administrative auprès du préfet (chapitre VII, p. 420). L'autorisation préfectorale obtenue, si les propriétaires ont une opposition à former, ils devront la faire auprès du ministre (chapitre V, pag. 305), et le concessionnaire, de son côté, s'il trouve que les conditions attachées à l'autorisation sont trop dures, pourra également recourir au ministre.

Les deux décisions ministérielles déjà citées (chap. VII, pag. 421), des 21 octobre 1838 et 21 avril 1843, consacrent formellement, pour les concessionnaires, le droit de poursuivre leurs travaux sous les lieux habités, malgré les oppositions des propriétaires, à la double condition, pour eux, d'avoir obtenu une autorisation administrative et d'avoir fourni la caution stipulée par l'art. 15.

Les droits et devoirs des concessionnaires, en ce qui touche les travaux sous les habitations, sont formulés dans les termes suivants au modèle général des cahiers des charges, joint à la circulaire du 8 octobre 1843 (1).

« ART. II¹. — Dans le cas où les travaux projetés par le concessionnaire devraient s'étendre (sous la ville de..., les habitations de..., ou les édifices de.....) ces travaux ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une autorisation spéciale du préfet, donnée sur le rapport des ingénieurs des mines, après que le Conseil municipal et les

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. IV, p. 850.

« propriétaires intéressés auront été entendus, et après que le concessionnaire aura donné caution de payer l'indemnité exigée par l'article 15 de la loi du 21 avril 1810. Les contestations relatives soit à la caution, soit à l'indemnité, seront portées devant les tribunaux et Cours, conformément audit article.

« L'autorisation d'exécuter les travaux sera refusée par le préfet, s'il est reconnu que l'exploitation peut compromettre la sûreté du sol, celle des habitants ou la conservation des édifices. »

La loi de 1810 a imprimé aux mines le caractère de la propriété foncière; d'où il suit que lorsqu'un puits ou une galerie de mine n'a aucune issue sur la voie publique, le concessionnaire pourrait, si la loi des mines ne lui donnait pas la faculté d'ouvrir un chemin extérieur, invoquer le bénéfice de l'article 682 du Code civil. Mais pour invoquer cet article, il faut qu'il y ait enclave absolue, il faut qu'il n'y ait *aucune issue sur la voie publique*; s'il existe un chemin tortueux ou en mauvais état, le propriétaire ne peut plus réclamer le bénéfice de cet article.

De pareilles conditions ne peuvent pas satisfaire, c'est évident, aux besoins de l'industrie des mines. Si les chemins qui aboutissent à un puits ou à une galerie ne permettent, par exemple, que le transport à dos de mulet; s'ils ne sont pas des chemins à charroi, ou bien s'ils sont par trop difficiles et dégradés, ils sont incompatibles avec une bonne exploitation des mines, chose qu'a voulu garantir la loi de 1810.

Ce n'est donc pas dans l'article 682 du Code civil qu'il faut chercher le droit, pour les concessionnaires, d'ouvrir des chemins extérieurs convenables à l'exploitation des mines, c'est dans les articles 43 et 44 de la loi. Ces articles ne mentionnent pas, il est vrai, d'une manière explicite les chemins extérieurs; ils parlent seulement, en termes généraux, de l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines; mais cela suffit pour motiver l'ouverture des chemins; et, en effet, les travaux des mines ne consistent pas seulement dans le percement des puits ou galeries; il y a les dépendances immédiates et indispensables de l'exploitation souterraine qui rentrent nécessairement dans ces travaux; ces

Droit d'ouvrir
les chemins extérieurs
nécessaires à
l'exploitation.

ouvrages ou dépendances comprennent les machines d'extraction et d'épuisement, les halles et magasins de dépôt pour les minerais et outils, les canaux ou rigoles servant à conduire les eaux d'épuisement, et enfin les chemins extérieurs qui servent à porter aux mines les matériaux nécessaires et à exporter les produits extraits. Ces dépendances sont tellement liées à l'exploitation des mines, que vouloir empêcher leur établissement serait rendre l'exploitation impossible.

La conclusion de cette analyse est celle-ci, que les concessionnaires pourront occuper, en vertu des articles 43 et 44, et moyennant la double indemnité, les terrains nécessaires à l'établissement des chemins extérieurs, autorisés par l'Administration comme dépendances indispensables de l'exploitation des mines. D'une part, le paiement des terrains au double de leur valeur, et d'autre part, la nécessité d'une autorisation administrative seront, pour les propriétaires du sol, une garantie suffisante que les concessionnaires ne pourront pas silonner la surface de chemins inutiles.

L'interprétation que nous donnons des articles 43 et 44 est pleinement conforme aux paroles suivantes, prononcées par le comte de Girardin au Corps législatif (1) :

« La loi imprimant aux mines le caractère de la propriété foncière, il semble, au premier aperçu, qu'on aurait pu leur appliquer l'article 682 du Code civil, ainsi conçu :

« Le propriétaire dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

« Les mines, en effet, sont doublement enclavées; le corps de la mine est dans le sein de la terre. On ne peut y arriver que par des puits, et ces puits eux-mêmes, dont l'emplacement est toujours indiqué d'une manière absolue par le gisement ou l'allure de la mine, sont ordinairement dans l'intérieur des terres.

« Cependant votre Commission a pensé, comme le Conseil d'Etat,

(1) Loeré, p. 119.

« qu'on ne pouvait se borner à une simple indemnité proportionnée
 « au dommage.

« Le passage pour la culture des terres étant une servitude réci-
 « proque, l'équité n'exigeait que la simple indemnité du dommage.

« Mais dans l'exploitation des mines il n'y a pas de réciprocité entre
 « le propriétaire de la surface et le propriétaire de la mine.

« Sous ce rapport, il était donc juste de doubler l'indemnité et
 « même le prix du terrain en cas d'achat.

« L'article 22 de la loi du 28 juillet 1791, fixait aussi l'indemnité au
 « double du dommage; mais en cas d'achat, le prix ne s'élevait pas
 « au-dessus de la valeur estimative.

« Néanmoins, votre Commission n'a pas cru devoir demander que
 « cette dernière disposition de la loi de 1791 fut conservée. Elle a pensé
 « que l'intérêt de l'agriculture et le respect dû à la plus ancienne
 « comme à la plus précieuse des propriétés, exigeaient que les exploi-
 « tants fussent contraints, pour leur propre intérêt, d'y causer le
 « moins de dommage possible; c'est pourquoi l'obligation d'acheter
 « le terrain au double de sa valeur a été imposée. »

Il ressort clairement de ces paroles que le législateur a assimilé, pour l'indemnité, les occupations de terrains pour foncements de puits et celles pour l'ouverture des chemins extérieurs qui servent à traverser la double enclave renfermant les mines au sein de la terre; or, les prescriptions des articles 43 et 44 sont indivisibles, et si le concessionnaire en supporte les charges pour le taux de l'indemnité, il doit en avoir les avantages au point de vue du droit d'occupation; d'où découle pour lui la faculté d'occuper les terrains nécessaires à un chemin de charroi conduisant à l'entrée d'une mine, après une autorisation administrative, comme celle d'occuper l'emplacement d'un puits.

Rappelons à ce sujet que cette faculté donnée aux concessionnaires de mines n'est pas nouvelle; elle était écrite dans la loi de 1791, et les articles 21 et 22 de cette loi mentionnent *les chemins* parmi les ouvrages que les concessionnaires peuvent établir sur les propriétés des tiers, moyennant indemnité. De même, dans l'ancienne législation française, le droit du concessionnaire de mines comprenait la faculté d'ouvrir les *voyes, passages* et *chemins* nécessaires à l'exploitation. On peut en voir

un exemple dans l'extrait déjà cité (chapitre I^{er}, pag. 27) d'un édit de Louis XII, daté de juillet 1514, portant concession de mines d'argent, plomb, cuivre et autres métaux aux sieurs Pierre et Jean de Besze frères (1). Et quant aux règlements généraux sur les mines, ils mentionnent aussi pareil droit pour les exploitants. Ainsi, l'édit d'Henri IV, de mai 1604, porte qu'il sera pris par le seigneur haut-justicier « un quarantième denier » pour tout droit, et sans qu'il puisse prétendre aucune autre chose davantage, à la charge encore d'assister lesdits entrepreneurs de *passages et chemins commodes* pour leur travail, et de toutes autres commodités, et d'être privés à jamais dudit droit et grâce, tant lesdits hauts-justiciers que fonciers, s'ils font refus de laisser faire les ouvertures et *chemins nécessaires* pour lesdites mines (3). »

Il existe un exemple remarquable de cette application du droit des concessionnaires, dans le système de la loi de 1810, d'ouvrir les chemins de charroi nécessaires à l'exploitation. Cet exemple, relatif aux mines de Chaney (Loire), a été cité par M. de Cheppe, qui l'a accompagné d'un commentaire complet sur la question (3).

En 1837, les concessionnaires de la mine de Chaney, voulant ouvrir un chemin de charroi pour conduire à un puits situé au milieu des terres, furent arrêtés par deux propriétaires, les sieurs Granjon et Payet, qui se refusaient à toute conciliation.

De leur côté, ces derniers prétendirent que la concession de Chaney ne se trouvait pas dans le cas d'enclave déterminé par l'article 682 du Code civil, et qu'il existait des voies de communication pour arriver à la grand-route.

Le préfet de la Loire, sur l'avis de l'ingénieur des

(1) Ordonnance des rois de France de la 3^e race, t. XXI, p. 545.

(2) Blavier, t. III, p. 7.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 551.

mines, reconnu qu'il suffisait que les voies existantes dans une concession n'aboutissent pas à un puits d'extraction ou fussent hors d'état de lui servir, comme c'était le cas dans l'espèce, pour que le concessionnaire fût autorisé à ouvrir un nouveau chemin, conformément aux articles 43 et 44 de la loi, et il prit, le 11 juillet 1837, un arrêté qui autorisait le chemin projeté.

Les sieurs Payet et Granjon se sont pourvus contre cet arrêté devant le ministre, mais leur réclamation a été rejetée par une décision du 30 avril 1838, qui a maintenu l'arrêté du préfet de la Loire.

La doctrine adoptée par l'Administration en cette circonstance est conforme à celle que les tribunaux ont professée plusieurs fois, et M. de Cheppe cite à cet égard une décision relative à la mine du Gourd-Marin (1). En 1836, une contestation étant survenue entre les concessionnaires de cette mine et un propriétaire de la surface, le tribunal de Saint-Étienne décida que les concessionnaires n'étaient pas fondés à invoquer l'article 682 de la loi civile, attendu que leur puits avait une issue sur la voie publique, bien qu'elle eût été déclarée par les experts impraticable pour les produits de la mine; mais en même temps, le tribunal renvoya les concessionnaires à se pourvoir devant l'Administration, pour obtenir l'autorisation d'ouvrir le chemin en question.

La doctrine émise par le tribunal de Saint-Étienne est pleinement conforme à celle que nous avons exposée.

Avant la concession de la mine, un permissionnaire de recherches peut-il obtenir l'autorisation d'ouvrir un chemin extérieur, nécessaire aux travaux d'exploration, à l'exemple des concessionnaires de mines?

La permissionnaire de recherches a-t-il le droit d'ouvrir des chemins extérieurs?

Nous avons cité (chapitre II, pag. 134), l'exemple du refus d'une demande pareille, fondé sur ce que l'Administration avait jugé que, dans l'espèce, il n'y avait pas

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIV, p. 558.

nécessité d'ouvrir le chemin demandé; mais il ne faudrait pas en conclure qu'en principe, les autorisations de ce genre seront toujours refusées aux permissionnaires de recherches.

En effet, l'article 43 de la loi mentionne cumulative-ment *les travaux entrepris par les explorateurs ou par les propriétaires de mines*; l'article 44, de son côté, mentionne, en les assimilant, les occupations de terrains *pour la recherche ou les travaux de mines*; d'où il faut conclure que les prescriptions de ces deux articles sont applicables à la fois aux permissionnaires de recherches et aux concessionnaires. De là, il suit qu'en principe, le droit d'ouvrir des chemins extérieurs pourra dériver de ces articles, suivant les circonstances, pour les uns comme pour les autres, et il appartiendra à l'autorité administrative d'en décider: ainsi, par exemple, si un puits d'exploration important entrepris, au milieu des terres, par un permissionnaire de recherches fournit des déblais assez abondants pour devoir être transportés, ou si le permissionnaire a obtenu l'autorisation de vendre les produits extraits de ses travaux, on comprend que l'Administration, tenant compte des circonstances particulières à chaque cas, pourra autoriser le permissionnaire à ouvrir les chemins nécessaires aux explorations, comme elle le ferait à l'égard d'un concessionnaire.

Chemins de fer
extérieurs aux mi-
nes.

On sait qu'il existe à l'intérieur des mines des chemins de fer destinés au roulage des matières minérales, et disons même à ce sujet que c'est dans les mines que les premières voies de ce genre ont pris naissance (1).

Au sujet de ces voies de fer, on est amené naturellement à se poser la question suivante: un concessionnaire pourra-t-il obtenir l'autorisation d'ouvrir un chemin de

(1) Les premiers chemins à rails établis en Europe ont été construits vers le milieu du dix-septième siècle, pour l'exploitation des houillères de Newcastle-sur-Tyne. (Nich. Wood, *Traité pratique des Chemins de fer*, p. 5.)

fer extérieur, en vertu des articles 43 et 44, comme il peut le faire pour un chemin de charroi?

La question a été résolue administrativement par la négative, dans les circonstances suivantes :

Un arrêté du préfet du Puy-de-Dôme, du 8 octobre 1847, avait autorisé la Compagnie Arnoux, concessionnaire des mines de houille de La Vernade, à occuper, pour l'établissement d'un chemin de fer extérieur, des terrains situés dans le périmètre d'une concession voisine, dite de La Roche.

La Compagnie, propriétaire de cette dernière concession, s'est pourvue en Conseil d'État contre cet arrêté.

Le Conseil l'a annulé par un arrêt du 8 mars 1851, motivé comme il suit (1) :

« Considérant que le préfet du Puy-de-Dôme a autorisé la Compagnie concessionnaire des mines de La Vernade à construire un chemin de fer sur des parcelles de terrains situées en dehors du périmètre de sa concession ;

« Considérant que, aux termes de l'article 3 de la loi du 3 mai 1841, aucun chemin de fer ne peut être exécuté qu'en vertu d'une autorisation émanée soit du pouvoir législatif, soit du chef du pouvoir exécutif ;

« Considérant que les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810 ne sont applicables qu'aux surfaces comprises dans le périmètre des mines concédées ;

« Considérant que les dispositions de l'article 80 sont restreintes aux permissions délivrées en vertu du titre VII de la loi ;

« Que, dès lors, le préfet du Puy-de-Dôme, en accordant à la Compagnie Arnoux l'autorisation ci-dessus mentionnée, a excédé les limites de ses pouvoirs ; etc. »

Dans le cas présent, il s'agissait d'étendre le chemin de fer hors de la concession, et comme les articles 43 et 44 ne s'appliquent qu'au périmètre concédé, les concessionnaires devaient être inévitablement condamnés ; mais en aurait-il été de même s'il se fut agi uniquement d'un

(1) Lebon et Gouté, 1851, p. 170 ; Devilleneuve et Carette, t. LI-II, 459, et *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIX, p. 720.

chemin de fer compris dans le périmètre concédé? La teneur du précédent arrêt porte à le croire, puisque, parmi les motifs invoqués, le Conseil a formulé celui-ci, que, d'après les termes de l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841, aucun chemin de fer ne peut être exécuté qu'en vertu d'une autorisation émanée, soit du pouvoir législatif, soit du chef du pouvoir exécutif.

L'article 3 de la loi invoquée dit, en effet, qu'une ordonnance suffira pour autoriser l'exécution des chemins de fer d'embranchement de moins de 20,000 mètres de longueur, tandis qu'il faudra une loi pour tous les autres chemins de fer. Mais n'est-il pas bien rigoureux d'appliquer ces prescriptions aux chemins de fer extérieurs aux mines, compris à l'intérieur des périmètres concédés?

Les chemins de fer extérieurs aux mines construits par les concessionnaires, ne sont habituellement que le prolongement des chemins de fer intérieurs; ils ont la même largeur que ces derniers, largeur de 1 mètre environ, bien différente de celle des autres voies de ce genre destinées aux voyageurs, laquelle est de 1^m 44, ce qui ne permet pas de les confondre avec celles-ci; les premiers sont donc une dépendance de l'exploitation des mines, dépendance aussi immédiate, au moins, que les chemins de charroi, auxquels l'Administration étend l'application des articles 43 et 44.

Supposons une galerie de mine dont l'entrée est à 200 mètres des bords d'une route ou d'un canal, où les concessionnaires ont établi leur entrepôt : faudra-t-il forcer les exploitants à décharger les minerais à l'entrée de la galerie, pour les transporter à 200 mètres par un chemin de charroi, alors qu'un petit chemin de fer de la même largeur que celui de la galerie permettrait d'opérer le transport des minerais, sans déchargement, à un prix cinq à six fois moindre? Faudra-t-il forcer le concessionnaire à faire déclarer d'utilité publique ce chemin de 200 mètres de longueur? Une loi sera nécessaire dans ce système, pour autoriser ce chemin, quelque faible que soit son parcours, attendu que ce n'est pas un chemin d'embran-

chement : c'est ce qui résulte de la déclaration faite par le ministre, M. Teste, à la Chambre des pairs lors de la discussion de la loi de 1841 (1).

Prenons encore l'hypothèse suivante, qui trouve de fréquentes applications dans la pratique : une mine est ouverte sur une montagne, et il s'agit de transporter les minerais à quelques centaines de mètres de là, dans la vallée, sur le bord d'une route; si l'on établit un chemin de fer et des plans inclinés automoteurs, le transport ne coûtera peut-être que 30 centimes par tonne; si l'on fait une route carrossable au contraire, le parcours sera trois ou quatre fois plus long et le transport pourra coûter 2 fr. la tonne ou davantage; or, faudra-t-il forcer indirectement les exploitants à établir un chemin de charroi, en leur imposant l'obligation d'une loi pour l'établissement du chemin de fer? J'ajoute que la supposition que je fais n'est pas arbitraire, et les personnes qui s'occupent d'exploitation de mines, reconnaîtront qu'elle est très-fréquente dans la pratique.

On dira que ces obstacles n'empêchent pas les exploitants de mines, en France, d'établir des chemins de fer extérieurs, puisque ces chemins se construisent chaque jour, à la suite d'arrangements amiables avec les propriétaires du sol. A cela, nous répondrons qu'il existe à notre connaissance bon nombre de chemins pareils qui avaient été projetés par les exploitants, et auxquels ceux-ci ont renoncé par suite des exigences des propriétaires de la surface, et par leur répugnance à provoquer l'émission d'une loi pour des travaux d'aussi mince importance; quant aux chemins construits, leur établissement n'a pu se faire, dans beaucoup de cas, qu'après des sacrifices énormes de la part des exploitants pour satisfaire aux demandes des propriétaires.

On a objecté aussi que les chemins de fer extérieurs

(1) *Moniteur* du 23 avril 1841.

exigeant des ouvrages permanents et changeant le relief du sol, constitueraient, pour la propriété foncière, une servitude excessive, beaucoup plus lourde que celle résultant des chemins de charroi. A cela, il faut répondre que le solde des terrains occupés et des dommages de tout genre, au double de leur estimation, indemniserait suffisamment la propriété superficielle.

La faculté donnée aux préfets d'autoriser, sauf recours au ministre, des chemins de fer extérieurs aux mines, de même dimension que les chemins intérieurs et dans les limites des périmètres concédés, serait un puissant encouragement donné à l'exploitation des mines; ce mode d'opérer rentrerait, du reste, dans le système de décentralisation administrative adopté par le gouvernement dans ces derniers temps; ajoutons que les intérêts des propriétaires du sol seraient suffisamment sauvegardés par l'obligation de payer au double les terrains occupés et les dommages de tout genre, et par la nécessité d'obtenir au préalable une autorisation du préfet.

Telles sont les observations que nous soumettons respectueusement à l'Administration supérieure, et qui nous ont été suggérées depuis longtemps par la vue des embarras où sont les exploitants de mines, lorsqu'ils veulent ouvrir des chemins de fer extérieurs.

Droit des concessionnaires d'abandonner un quartier de leur exploitation, après une autorisation administrative.

Nous avons établi au chapitre VII (pag. 421) le devoir, pour le concessionnaire, de solliciter et d'obtenir une autorisation administrative avant d'abandonner un quartier de son exploitation.

De ce devoir, il résulte pour lui un droit : c'est celui de l'abandon du quartier épuisé ou dangereux, lorsqu'il a obtenu l'autorisation administrative à cet égard. Cette formalité accomplie, un concessionnaire ne saurait être querellé par un propriétaire du sol à qui il est dû une redevance proportionnelle sur les produits, et qui se plaindrait de ce que l'exploitation est arrêtée sous son terrain. A l'appui de ce principe d'administration, nous avons cité l'ordonnance du 5 juillet 1826 (Jovin) et l'arrêt de la Cour de Lyon du 3 juin 1811 (Michel).

Ce n'est pas tout encore, et le concessionnaire peut aussi suspendre provisoirement tout travail à l'intérieur de sa concession lorsque, par suite des circonstances locales, il n'en doit résulter aucune lésion pour les intérêts des consommateurs et qu'il a obtenu, à cet égard, une autorisation administrative.

Droit des concessionnaires de suspendre tout travail dans une concession, lorsqu'il ne doit pas y avoir préjudice pour le consommateur, et qu'il y est autorisé.

Ce droit, pour les concessionnaires, résulte indirectement des prescriptions mêmes de l'article 49, qui porte que dans le cas où une exploitation serait restreinte ou suspendue de manière à inquiéter les besoins des consommateurs, il y sera pourvu par le ministre; d'où il suit, par contre, que le ministre pourra autoriser la restriction ou la suspension des travaux, lorsque les circonstances mentionnées par l'art. 49 n'existeront point.

Comme application de ce principe, rappelons une décision ministérielle déjà citée, du 21 août 1845, qui accorde à la Compagnie concessionnaire des mines de Blauzy l'autorisation de suspendre l'exploitation des concessions de La Theurée-Maillot, des Porrots et des Badeaux, tant que l'Administration jugera que l'intérêt public ne réclame pas la reprise des travaux, et à certaines conditions prescrites dans la décision (1).

Lorsqu'il existe en dehors du périmètre concédé des ramifications ou appendices du gîte exploité par le concessionnaire, qui n'ont encore été concédés à personne, le concessionnaire peut les obtenir à titre d'extension de concession, si le gouvernement juge qu'il y a avantage pour l'intérêt général et que le demandeur possède des titres suffisants à cette extension. Les formalités à remplir en pareille circonstance sont exactement les mêmes que pour les demandes en concession, et l'instruction se fait de la même manière.

Extension de concession.

Disons aussi que la première condition à remplir par le concessionnaire, pour la réussite de pareilles demandes, c'est de prouver par des recherches ou sondages,

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. VIII, p. 777.

que le gîte concédé se poursuit dans l'espace sollicité comme annexe : ce premier point établi, le gouvernement juge, selon les cas, s'il est préférable de concéder les terrains en question à titre d'annexes, plutôt que d'instituer une concession séparée. On pourrait citer bon nombre d'exemples d'exteusions analogues accordées par le gouvernement.

Ainsi l'ordonnance du 1^{er} mai 1822 a concédé aux héritiers du sieur André Bardet, la mine de pyrites ferrugineuses de la Gravouillère, comme extension de leur concession de Pallières (1).

Citons encore l'ordonnance du 8 juillet 1835, relative à la concession des mines de houille de Bouquiès et Cahuac (Aveyron) (2);

Celle du 11 janvier 1839 (3), relative à la concession des mines d'anthracite de Pramorel (Hautes-Alpes);

Celle du 12 octobre 1841 (4), relative à la concession des mines de houille de Blanzv (Saône-et-Loire);

Celle du 10 avril 1843 (5), relative aux mines de houille du Bousquet de Roquebrune (Hérault);

Celle du 22 mai 1850 (6), relative aux mines de houille de La Cavalerie (Aveyron), etc., etc.

Lorsque le gouvernement concède un certain périmètre, pour l'exploitation d'une mine, il en fixe l'étendue et la forme suivant les circonstances locales, de manière à y asseoir une concession viable; la majeure partie du périmètre est comprise dans la concession parce qu'elle contient le développement du gîte, mais d'autres parties de terrains stériles peuvent aussi y être comprises parce qu'elles peuvent être utiles et même indispensables, suivant les cas, à l'établissement de l'exploitation : ainsi,

(1) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XIV, n^o 530.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VIII, p. 600.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 708.

(4) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 726.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. III, p. 914.

(6) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVII, p. 710.

par exemple, il est souvent nécessaire d'ouvrir, à travers banes, une galerie d'écoulement au pied d'un escarpement stérile, pour aller atteindre un gîte minéral, situé sur le revers.

On comprend, d'après cela, qu'il peut arriver quelquefois qu'un concessionnaire de mines soit conduit par les nécessités de son exploitation à ouvrir un travail d'art, une galerie d'écoulement, par exemple, dans un terrain stérile situé en dehors du périmètre concédé; en pareille circonstance, si le propriétaire de la surface se refuse à tout arrangement pour l'ouverture des travaux, le concessionnaire peut formuler une demande en extension de concession, comprenant les terrains en question, et nous avons tout lieu de penser que dans les circonstances présumées, cette extension ne lui sera pas refusée par le gouvernement.

Lorsque les concessionnaires reconnaissent qu'une partie de leur périmètre est entièrement stérile, et ne fait ainsi que constituer pour eux une charge onéreuse, ils peuvent demander une réduction de concession au pouvoir qui a créé leur titre; enfin, lorsqu'ils jugent que leur périmètre entier est épuisé, ou bien qu'il n'est pas susceptible d'être exploité avec avantage, ils peuvent solliciter le retrait de la concession.

La loi de 1810 n'a pas spécifié de règles explicites sur l'instruction que doivent subir les demandes de ce genre, mais les règles de la matière conduisent logiquement à y appliquer les formalités en usage pour l'instruction des demandes en concession.

Ainsi, le propriétaire du sol, par exemple, qui a droit à une redevance sur les produits de la mine concédée, pourra vouloir réclamer contre la réduction ou le retrait de concession qui menace de le priver de cette redevance; il faut donc qu'il soit averti : or, comment procéder pour cela? Le moyen le plus naturel et le plus équitable est d'employer le mode d'avertissement dont on a fait usage antérieurement, lorsqu'il s'est agi d'instituer la concession, c'est-à-dire les publications et affiches pendant

Renouveau à
des concessions de
mines — Réduc-
tion de concessions.

quatre mois avec inscription de la demande en réduction ou renonciation au registre la préfecture.

De même, un spéculateur plus hardi pourra vouloir exploiter les terrains que le concessionnaire veut délaisser; il faut, dans l'intérêt de l'industrie minérale, qu'il soit averti à temps; il faut que le public soit prévenu qu'une portion de concession ou une concession tout entière va devenir vacante, afin que chacun puisse la demander s'il lui convient, et l'on est ainsi conduit à employer les formalités et affiches usitées pour les demandes en concession. D'autre part, les mines étant susceptibles d'hypothèques comme la propriété foncière, en vertu des articles 19, 20 et 21 de la loi de 1810, il était indispensable que les créanciers hypothécaires fussent entendus, en cas de réduction ou de retrait de concession. Mais ce n'est pas tout encore, et il faut que le créancier hypothécaire consente à l'amoindrissement ou au retrait de la concession qui lui sert de gage, et la circulaire du 30 novembre 1834 s'exprime de la manière suivante, à cet égard (1) :

« Indépendamment de cette publicité donnée à la demande, il faut, pour que la renonciation à la totalité ou à une partie de la concession puisse être acceptée par le gouvernement, que le concessionnaire justifie que la mine n'est pas devenue le gage d'autrui, et qu'à cet effet, il produise un certificat du conservateur des hypothèques, constatant qu'aucune inscription n'existe sur cette mine, ou du moins le consentement des personnes inscrites à lever leurs hypothèques, ou à les restreindre à la portion du gîte qu'il entend conserver. »

Conformément aux principes posés par la circulaire du 30 novembre 1834, l'Administration a fait insérer l'article suivant dans le modèle des clauses à insérer dans les actes de concessions, lequel est joint à la circulaire du 8 octobre 1843 (2) :

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. VI, p. 598.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. IV, p. 830.

- « Si le concessionnaire veut renoncer à la totalité ou à une portion
- » de la concession, il s'adressera, par voie de pétition, au préfet, six
- » mois au moins avant l'époque à laquelle il aurait l'intention d'ab-
- » abandonner les travaux de ses mines, et il joindra à ladite pétition :
- » 1^o Le plan et l'état descriptif de ses exploitations;
- » 2^o Un certificat du conservateur des hypothèques, constatant
- » qu'il n'existe point d'inscriptions hypothécaires sur la concession,
- » ou, dans le cas contraire, un état de celles qui pourraient avoir été
- » prises.
- » Lorsque ces pièces auront été fournies, la pétition sera publiée
- » et affichée, pendant quatre mois, dans les lieux et suivant les
- » formes déterminées par les articles 23 et 24 de la loi du 21 avril
- » 1810, pour les demandes en concession de mines.
- » Les oppositions, s'il s'en présente, seront reçues et notifiées dans
- » les formes déterminées par l'article 26 de la même loi.
- » La renonciation ne sera valable que lorsqu'elle aura été acceptée,
- » s'il y a lieu, par une ordonnance délibérée en Conseil d'Etat.
- » (Article L.)

Tant que la demande en réduction de périmètre ou en renonciation à une concession de mines n'a pas été acceptée par un acte du gouvernement rendu dans les mêmes formes que la concession, le concessionnaire a le droit de revenir sur ces sortes de demandes et de reprendre ses travaux. Ce droit dérive de la nature même des concessions telles qu'elles ont été définies par la loi de 1810, et qui sont une sorte de contrat entre le titulaire et le gouvernement, lequel ne saurait être anéanti par la seule volonté du concessionnaire, aussi a-t-il été reconnu, dans les termes suivants, par la circulaire du 15 novembre 1848 (1) :

- « Tant que la renonciation n'a pas été acceptée par une décision
- » de l'autorité administrative, la concession subsiste; le concession-
- » naire n'en est point dépossédé. Il est donc libre de conserver le
- » gîte, s'il y trouve son intérêt. »

Ajoutons que ces dispositions de la circulaire sont pleinement conformes, d'autre part, aux prescriptions de

(1) *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. XIV, p. 657.

l'article 6 de la loi du 27 avril 1838, qui permet au concessionnaire ayant encouru la déchéance d'arrêter la dépossession jusqu'au jour de l'adjudication de la mine, en acquittant les taxes dues et en s'engageant à reprendre les travaux.

Lorsqu'une demande en réduction ou renonciation est faite, il importe que les tiers sachent bien qu'il ne peuvent pas faire des recherches, pour s'en prévaloir plus tard, dans les terrains auxquels les concessionnaires déclarent renoncer, avant qu'une décision suprême de l'Administration soit intervenue à ce sujet; c'est pour éviter de semblables méprises que la circulaire sus-mentionnée du 15 novembre 1848, recommande, quand on publie une déclaration de renonciation, d'avoir soin d'énoncer, dans les affiches, que cette déclaration n'aura d'effet que lorsqu'elle aura été acceptée, s'il y a lieu, par un acte rendu dans les mêmes formes que la concession.

Cette prescription est pleinement motivée par ce qui s'était passé dans le département du Pas-de-Calais, au sujet des mines de houille de Ferques (1).

Les commissaires liquidateurs de la Société des mines de Ferques avaient formé, le 22 octobre 1843, une demande en renonciation qui fut soumise aux affiches et publications. Pendant l'instruction, un propriétaire du sol, qui faisait des fouilles pour rechercher de la marne, découvrit un gîte de houille dans le périmètre des mines de Ferques, et croyant la concession éteinte par la déclaration affichée de renonciation, il organisa, sous le nom de Compagnie de Leulinghen, une Société qui demanda la concession de ces mines; d'autres demandeurs se présentèrent aussi, en concurrence, pour obtenir la même concession.

Sur ces entrefaites, les commissaires liquidateurs de la Société des mines de Ferques retirèrent leur demande en renonciation, et poursuivirent plusieurs propriétaires du

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 699.

sol devant le tribunal de Boulogne, pour exploitation illicite de houille dans le périmètre de Ferques.

Le tribunal, jugeant qu'il y avait là une question préjudicielle toute du ressort administratif, sursit à prononcer sur la plainte.

Les commissaires en ont appelé au tribunal de Saint-Omer, qui a infirmé le jugement du tribunal de Boulogne, mais la Cour de cassation, par arrêt du 6 juin 1846 (1), a annulé le jugement du tribunal de Saint-Omer, par le motif qu'il n'appartenait qu'à l'Administration de statuer sur l'effet légal des actes qui avaient eu lieu.

L'instruction de l'affaire s'est alors poursuivie devant l'autorité administrative, et une décision du ministre des travaux publics, du 21 juin 1847, a ordonné qu'il serait procédé aux affiches et publications de la déclaration des commissaires liquidateurs de la Société de Ferques, portant qu'ils se désistaient de leur première renouciation, laquelle se trouvait dès lors regardée comme non avenue.

La circulaire du 15 novembre 1848 ne parle pas des demandes en réduction de concession, mais comme l'instruction de ces demandes a été complètement assimilée à celle des demandes en renouciation par la circulaire du 30 novembre 1834, il est rationnel d'étendre les mêmes prescriptions aux affiches des demandes en réduction de concession.

On pourrait citer de nombreux exemples d'actes du gouvernement, intervenus pour accepter des demandes en réduction de périmètre, ou bien en renouciation à des concessions de mines ; en voici quelques-uns :

Ordonnance du 25 février 1818, qui accepte la renouciation à la concession de la mine d'antimoine de La Ramée (Vendée) (2) ;

Arrêté du Président de la République du 24 janvier

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIII, p. 701.

(2) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. VI, n^o 201.

1849, portant acceptation de la renonciation à la concession des mines de cuivre d'Avène (1);

Arrêté du Président de la République, du 7 avril 1849, portant réduction du périmètre de la concession des mines de fer de La Voulte (Ardèche) (2);

Décret du 5 mars 1850, portant réduction de la concession des mines de houille de Lapleau (Corrèze) (3);

Décret du 26 avril 1850, portant acceptation de la renonciation à la concession des mines de fer de Rothau (Vosges) (4);

Décret du 23 janvier 1851, relatif à la renonciation à la concession des mines d'antimoine d'Anglebas (Puy-de-Dôme), etc., etc. (5).

Modification de
périmètre.

Un concessionnaire de mines peut demander au gouvernement de modifier doublement son périmètre; d'une part, en y adjoignant des parties utiles, et d'autre part, en supprimant des parties stériles; c'est alors une double demande en extension et en réduction qui doit s'instruire comme il vient d'être dit, et après accomplissement des mêmes formalités.

Le gouvernement ne se refuse point à accéder à de parcelles demandes, lorsqu'elles sont motivées par les circonstances locales.

On peut citer comme exemple, à cet égard, l'ordonnance du 8 mars 1841, portant modification des limites de la concession houillère d'Épinac (Saône-et-Loire) (6).

Droit des conces-
sionnaires, en cas
de retrait de con-
cession.

Le retrait d'une concession de mines ne peut être prononcé que dans les formes prescrites par l'article 6 de la loi du 27 avril 1838, dans les cas prévus par les articles 6, 9 et 10 de cette loi.

(1) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XV, p. 568.

(2) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XV, p. 592.

(3) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVII, p. 690.

(4) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XVII, p. 704.

(5) *Annales des Mines*, 4^e série, t. XIX, p. 759.

(6) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIX, p. 765.

Lorsque le retrait de concession a été prononcé par le ministre, un triple droit s'offre pour le concessionnaire déchu ; il peut d'abord reconrir au chef du gouvernement en Conseil d'État, par la voie contentieuse ; en outre, après le délai de recours ou après le rejet de sa requête, il peut, jusqu'au jour de l'adjudication, arrêter les effets de la dépossession, en payant toutes les taxes arriérées et en consignat la somme qui sera jugée nécessaire pour sa cote-part, dans les travaux restant à exécuter ; enfin, lorsque l'adjudication a eu lieu, le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'État, appartient au concessionnaire déchu ou à ses ayant-droit, sauf, s'il y a lieu, distribution judiciaire par ordre d'hypothèques.

Ces trois droits des concessionnaires sont écrits textuellement dans l'article 6 de la loi du 27 avril 1838, et le dernier d'entre eux confirme ce principe que, dans notre législation, le retrait des concessions de mines n'est pas, à proprement parler, *une déchéance* contraire au caractère imprimé à la propriété des mines par l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, mais bien *une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique*.

Avant la loi de 1810, et d'après l'arrêté du 3 nivôse an vi, aucunes ventes, cessions ou autres actes translatifs des droits accordés par les concessions de mines ou permissions d'usines, ne pouvaient avoir leur effet qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement, et les concessionnaires, héritiers ou autres ayant-cause étaient tenus de se pourvoir auprès de l'Administration pour obtenir cette autorisation. Ces dispositions n'ont pas été reproduites dans la loi du 21 avril 1810, et nous pensons, malgré l'opinion contraire de Proudhon (1), que l'art. 7 de cette loi, qui déclare la *propriété des mines disponible et transmissible comme tous les autres biens*, ne permet pas d'appliquer les prescriptions de l'arrêté de l'an vi.

Droit de cession
en matière de mines.

(1) *Traité du Domaine de Propriété*, t. II, n° 769.

Cette disposition de la loi de 1810 peut offrir quelques inconvénients et même des abus dans la pratique; mais, en somme, elle offre l'avantage immense d'imprimer aux mines le caractère de la propriété ordinaire, et elle est pour beaucoup dans la confiance que les capitalistes ont montrée à l'industrie minière, et dans le développement prodigieux que cette industrie a pris en France depuis 1810.

Cette question de principe a été tranchée depuis longtemps, et notamment dès le 21 août 1810, par un avis du Conseil d'Etat, approuvé le 28 dudit mois, au sujet de la cession des mines de plomb d'Erlenbach (Haut-Rhin), faite par le sieur Schwarz au sieur d'Aubepin par acte notarié.

L'avis du Conseil est motivé en ces termes (1):

- « Considérant que l'article 7 du titre II de la loi du 21 avril 1810,
- » après avoir déclaré que les mines sont des propriétés disponibles et
- » transmissibles comme toute autre propriété, n'a exigé l'autorisation
- » préalable du gouvernement pour leur aliénation, quo dans le cas
- » où la mine serait vendue par lots ou partagée;
- » Considérant que cette restriction ne saurait s'appliquer à l'acte
- » fait par le sieur Schwarz, lequel acte portant sur la totalité de la
- » mine par lui cédée, ne constitue ni une aliénation partielle, ni un
- » partage;
- » Est d'avis, qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la proposition du
- » ministre de l'intérieur, tendante à faire autoriser la cession faite
- » par le sieur Schwarz au sieur d'Aubepin, des mines de plomb d'E-
- » lenbach, et que par conséquent, le sieur Schwarz peut disposer de
- » la mine à lui concédée, sans l'intervention du gouvernement. »

Le Conseil d'État a maintenu sa jurisprudence, en ce qui touche la transmission des usines métallurgiques. On en voit un exemple dans l'ordonnance du 21 juin 1839, relative à des lavoirs à mine de la chapelle St-Quillain (Haute-Saône) (2).

(1) *Journal des Mines*, t. XXVIII, n° 168, p. 483.

(2) Lebon, 2^e série, t. IX, p. 346, et *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 744.

Deux seules restrictions sont apportées au droit de cession ou transmission de mines : la première, résultant des termes de l'article 7 de la loi de 1810, interdit les ventes partielles et partages de mines sans l'autorisation préalable du gouvernement ; la deuxième, qui résulte de l'ensemble de la loi et qui a été récemment formulée dans le décret du 23 octobre 1852, interdit à tout concessionnaire de réunir sa concession à d'autres concessions de même nature, par association ou acquisition ou de toute autre manière, sans l'autorisation du gouvernement. Nous avons exposé avec développement, au chapitre VII, la double obligation des concessionnaires à cet égard (pag. 386 et 400).

Deux restrictions
apportées au droit
de transmission.

Ces deux restrictions ne sont pas absolues, comme on voit, et tout en stipulant le devoir, pour les concessionnaires, d'obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, elles confirment leur droit, à ce double égard, lorsque cette autorisation est obtenue.

D'autre part, de même que par des considérations d'intérêt public et pour éviter le monopole, le gouvernement peut s'opposer à la concentration de plusieurs concessions de même nature entre les mêmes mains, de même aussi il peut, par des motifs du même genre, s'opposer à la fusion de plusieurs concessions en une seule : c'est ainsi qu'une décision du ministre des travaux publics, du 15 mai 1833, a rejeté la pétition de la Compagnie des mines de houille de Blanzv, qui demandait à fusionner les concessions des Porrots, des Badeaux et de La Theurée-Maillot. (Voir pag. 404.)

Un concessionnaire a le droit de louer sa mine à un tiers, comme celui de la vendre, et nous pensons, par la raison donnée plus haut, que les dispositions de l'arrêté du 3 nivôse an vi ne sont pas plus applicables au cas de bail qu'au cas de vente.

Droit des concessionnaires de louer leurs mines.

Nous pensons seulement que l'amodiation partielle d'une mine sans autorisation du gouvernement est interdite. Nous avons exposé au chapitre VII (pag. 390) que l'amodiation partielle violerait l'esprit de l'article 7 de

la loi de 1810, qui a voulu garantir l'unité de l'exploitation; ajoutons qu'un contrat pareil serait en opposition formelle avec l'article 7 de la loi du 27 avril 1838, qui soumet les concessionnaires à justifier, sous peine de suspension de tout ou partie des travaux, qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux soient soumis à une direction unique et coordonnée dans un intérêt commun.

Disons enfin que l'amodiation partielle des mines, sans l'autorisation du gouvernement, a été déclarée illicite par arrêt de la Cour de cassation du 4 janvier 1844, ainsi que nous l'avons exposé, page 393.

*Cession du droit
d'exploiter.*

La cession du droit d'exploiter une mine, quelle que soit la durée de la convention, a été considérée par la Cour de cassation comme une vente mobilière, et non pas comme un bail à loyer; en conséquence, une convention pareille est assujétie au droit proportionnel de 2 p. ‰, établi par l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII, et non pas au droit de 20 centimes pour 100 fr., déterminé par la même loi pour les baux à loyer.

Ainsi, l'arrêt du 17 janvier 1844, rendu dans l'affaire des mines de Montrambert (Administration de l'enregistrement contre Albert), a considéré le louage d'une mine, pendant soixante années, comme une vente mobilière (1).

Dans une autre circonstance, il s'agissait de la cession faite, par le sieur de Varennes, de la faculté d'exploiter les mines de houille de Monthieux (Loire), et les cessionnaires avaient sous-traité avec le sieur Boggio; l'Administration de l'enregistrement prétendit que cette cession constituait une vente immobilière et était ainsi passible du droit de 4 p. ‰; le sieur Boggio soutint que ce n'était qu'un simple bail; le tribunal de Saint-Étienne déclara qu'il n'y avait pas lieu d'exiger le droit proportionnel

(1) Devilleneuve, 33-1-174, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 1^{re} série, t. V, p. 662.

établi pour les transmissions des immeubles à titre onéreux.

La Cour de cassation, sur le pourvoi formé, a rendu, le 11 janvier 1843, un arrêt portant que la cession faite n'est ni une vente immobilière ni un bail d'immeubles, mais seulement une vente mobilière passible du droit de 2 p. $\frac{1}{2}$ (1).

La Cour de cassation a considéré ainsi la cession du droit d'exploiter, quelle qu'en soit la durée, comme appliquée exclusivement aux matières extraites des mines, qui sont déclarées meubles, bien que les mines soient immeubles, comme il est dit dans les articles 8 et 9 de la loi de 1810.

La forme des Sociétés par actions peut être appliquée, comme il résulte de l'article 8 de la loi, à l'exploitation des mines, et quoique la concession possédée par la Société soit *immeuble*, l'action, dans une pareille entreprise, est réputée *meuble*. Il suit de là que la vente ou cession d'actions ou intérêts semblables est une vente d'objet mobilier, passible du droit de 2 p. $\frac{1}{2}$ fixé par la loi du 22 frimaire an VII.

Cessions et ventes d'actions dans les sociétés d'exploitation de mines.

On trouve une confirmation de ce principe dans un arrêt de la Cour de cassation du 7 avril 1824, rendu dans l'affaire, la Direction de l'enregistrement contre les sieurs Humann et Ratisbonne, au sujet des mines de Bouxwiller (2).

Plus tard, la Cour de cassation, fidèle au même principe, a décidé, dans un arrêt du 11 janvier 1843, cité plus haut (l'Enregistrement contre Boggio), que le n° 6, § 2 de l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII, qui n'assujétit qu'au droit de 50 centimes par 100 fr. les cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 661, et Devilleneuve, 43-1, p. 517.

(2) Sirey, 25-1-7, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 668.

Sociétés, ne s'applique qu'au seul cas où il s'agit de Sociétés divisées en actions transmissibles par voies de négociation.

Indemnités diverses qui sont dues aux concessionnaires.

L'article 7 de la loi du 21 avril 1810 a, par une disposition généreuse et féconde, assimilé la propriété des mines à la propriété ordinaire et déclaré qu'on ne peut en être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de procédure civile. Il suit de là que, hormis les deux exceptions posées dans la loi de 1810, par l'article 11, pour les ouvertures de mines, et, par l'article 15, pour les travaux sous les lieux habités, la propriété des mines rentre dans le droit commun, et a droit aux garanties et indemnités d'éviction ou expropriation qui sont assurées à la propriété individuelle (1).

L'application du droit commun à la propriété des mines, en fait des indemnités qui sont dues aux concessionnaires, conduit à une double conséquence : premièrement, que le concessionnaire ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité (Cod. civ., art. 545); secondement, que tout fait quelconque de l'homme qui cause au concessionnaire un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. (Cod. civ., art. 1382.)

Ces principes ont été consacrés solennellement par deux arrêts de la Cour de cassation, rendus les 18 juillet 1837 et 3 mars 1841, dans un procès relatif au chemin de fer du Couzon, qui a eu un grand retentissement et dont voici les circonstances principales :

Indemnités dues au concessionnaire pour massif réservé en faveur d'un chemin de fer postérieur à la mine.

Une ordonnance du 17 août 1825 a concédé aux sieurs Allimand, Bernard et consorts les mines de houille du Couzon (Loire).

(1) Voir une discussion développée de ce principe, par M. de Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XV, p. 672.

Le 27 juin de l'année suivante, une autre ordonnance a accordé aux sieurs Séguin frères, Biot et Compagnie la concession d'un chemin de fer à établir entre St-Étienne et Lyon.

En 1829, les travaux de la mine du Couzon s'approchant beaucoup du chemin de fer dont on achevait le percement, sous le monticule du Couzon, la Compagnie du chemin de fer invoqua l'article 50 de la loi de 1810 et demanda à l'Administration de prescrire, en vertu de cet article, les mesures nécessaires pour la sûreté du tunnel du Couzon.

Le 25 novembre 1839, le préfet de la Loire prit un arrêté qui interdisait aux concessionnaires de la mine tous travaux d'exploitation sous le chemin de fer et au-delà de deux plans verticaux parallèles à l'axe du chemin, distants dudit axe, l'un au nord, de 30 mètres, l'autre au sud, de 20 mètres.

Les concessionnaires de la mine en ont appelé aux tribunaux pour se dire expropriés et demander une indemnité. La Compagnie du chemin de fer maintenait, de son côté, que l'arrêté préfectoral n'était pas une expropriation, mais une mesure de police, autorisée par l'article 50 de la loi de 1810.

Le 31 août 1833, le tribunal de St-Étienne condamna la Compagnie du chemin de fer à payer une indemnité à déterminer par experts.

Appel fut fait devant la Cour de Lyon, qui annula le jugement du tribunal de Saint-Étienne par arrêt du 12 août 1835, et déclara la Compagnie du chemin de fer exempte de toute indemnité.

Sur le pourvoi formé, la Cour de cassation a cassé, par arrêt du 18 juillet 1837, celui de la Cour de Lyon et renvoyé les parties devant la Cour de Dijon (1).

Observons, au sujet de cet arrêt, que l'avocat-général,

(1) Devilleneuve, 37-1-661, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 692.

M. Tarbé, avait proposé d'établir une distinction entre le cas d'un chemin de fer à la surface et celui d'un chemin souterrain, admettant l'indemnité pour le second seulement. Cette distinction n'a pas été aussi explicitement admise par la Cour de cassation.

La Cour de Dijon, par un arrêt du 25 mai 1838, maintint le système que l'indemnité n'était point due et repoussa expressément la distinction établie par M. l'avocat-général Tarbé (1).

Sur le pourvoi des concessionnaires de la mine, la cause a été plaidée devant toutes les chambres assemblées.

M. Dupin, procureur-général, dans un éloquent réquisitoire, qui a été publié en entier dans le Recueil de MM. Devilleneuve et Carette, a soutenu l'opinion des Cours de Lyon et de Dijon. La Cour de cassation n'a point accueilli ce système; elle a adopté les motifs qui avaient déterminé la Chambre civile, à la date du 18 juillet 1837, et par un arrêt du 3 mars 1841, elle a statué comme il suit (2):

- « La Cour,
- » Ouï M. Isambert, conseiller, en son rapport, M. Coffinières,
- » avocat des demandeurs, M. Piet, avocat des défendeurs, en leurs
- » observations, et M. Dupin, procureur-général, en ses conclusions;
- » Après en avoir délibéré en la chambre du Conseil;
- » Vu l'article 9 de la Charte constitutionnelle et l'article 545 du
- » Code civil, relatif à l'indemnité due à ceux qui sont dépossédés de
- » leur propriété pour cause d'utilité publique;
- » Vu aussi l'article 1582 du Code civil, d'après lequel tout fait
- » quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige
- » celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer;
- » Vu enfin l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, sur les mines;
- » Attendu que, par dérogation à l'article 552 du Code civil, cet
- » article 7 déclare que les concessions de mines en confèrent la pro-

(1) Devilleneuve, 58-2-469.

(2) Devilleneuve, 41-1-259, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XX, p. 657.

» propriété perpétuelle; que cette propriété est disponible et transmissible
 » comme les autres immeubles, dont nul ne peut être exproprié que
 » dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés,
 » conformément au Code civil, c'est-à-dire sans indemnité;

» Attendu que tout propriétaire a droit à cette indemnité, non-
 » seulement lorsqu'il est obligé de subir l'éviction entière de sa
 » propriété, mais aussi lorsqu'il est privé de sa jouissance et de ses
 » produits, pour cause d'utilité publique; que seulement dans ce cas
 » l'indemnité n'est pas préalable;

» Attendu que la concession d'une mine a pour objet l'exploitation
 » de la matière minérale qu'elle renferme; que le concessionnaire
 » auquel cette exploitation est interdite pour un fait à lui étranger,
 » sur une partie du périmètre de la mine, pour un temps indéterminé,
 » est privé des produits de sa propriété, et éprouve une éviction
 » véritable, dont il doit être indemnisé;

» Attendu qu'à la vérité, l'article 50 de la loi du 21 avril 1810
 » confère à l'autorité administrative le droit de pourvoir, par des
 » mesures de sûreté publique, à la conservation des puits, à la soli-
 » dité des travaux de la concession, et à la sûreté des habitations de
 » la surface;

» Mais que cette disposition n'altère en rien le droit de propriété
 » du concessionnaire, et ne lui impose pas l'obligation de subir la
 » perte d'une partie de sa concession, à raison de la création d'un
 » établissement nouveau, sans cette juste indemnité;

» Attendu que si, nonobstant la concession de la mine, les droits
 » inhérents à la propriété de la surface restent entiers, conformément
 » à l'article 541 du Code civil, il ne s'ensuit pas que le propriétaire
 » de la surface ait le droit de pratiquer des travaux nuisibles à
 » l'exploitation, dans l'étendue de son périmètre;

» Et attendu qu'il n'est pas dénié, en fait, par l'arrêt attaqué, que
 » la Compagnie du chemin de fer, dont la concession d'ailleurs est
 » postérieure à l'établissement de la mine, a poussé ses travaux dans
 » le périmètre de la mine, sans que cette concession ait été soumise
 » à aucune réserve en faveur du parcours du chemin de fer; que dès
 » lors ladite Compagnie aurait porté une atteinte directe à l'exploita-
 » tion de la mine; qu'elle se serait donc rendue passible d'une indem-
 » nité à évaluer, à raison d'une éviction dont elle profiterait, et d'une
 » interdiction qui n'aurait pas été prononcée par l'autorité adminis-
 » trative, si cette voie nouvelle n'avait été établie;

» Que néanmoins l'arrêt attaqué a refusé aux demandeurs toute
 » action en indemnité, au sujet des interdictions prononcées par l'ar-
 » rêt préfectoral du 25 novembre 1829; qu'en jugeant ainsi, cet arrêt
 » a faussement appliqué l'art. 552 du Code civil, mal interprété l'ar-

» ticle 50, et formellement violé l'article 7 de la loi du 21 avril 1810,
» ainsi que les articles 515 et 1382 du Code civil, et l'article 9 de la
» Charte constitutionnelle ;

» Par ces motifs, la Cour casse et annule l'arrêt rendu, le 25 mai
» 1858, par la Cour royale de Dijon, remet les parties au même et
» semblable état où elles étaient auparavant ;

» Et pour être statué de nouveau sur l'appel du jugement du
» tribunal civil de Saint-Etienne, du 31 août 1853, renvoie la cause
» et les parties devant la Cour royale de Grenoble, etc. »

Cet arrêt, comme le font justement remarquer MM. Devilleneuve et Carette, semble consacrer, par la généralité de ses motifs, un principe d'une grande portée, savoir : que la propriété des mines est entièrement indépendante de la propriété du sol supérieur, et que ces deux propriétés se doivent réciproquement indemnité pour toute expropriation ou dépréciation subie par l'une au profit ou à l'occasion de l'autre. Ainsi donc, à part les privilèges spéciaux réservés à la propriété du sol par les articles 11, 15, 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, la propriété des mines n'est, en aucune manière, subordonnée à la propriété du sol.

La Cour de cassation a confirmé sa précédente doctrine dans un arrêt récent, rendu le 3 janvier 1853 (1), sur le pourvoi formé par la Compagnie du chemin de fer de Saint-Étienne contre un arrêt de la Cour de Lyon du 24 janvier 1850 ; elle a maintenu le principe de l'indemnité due au concessionnaire de la mine et au redevancier propriétaire de la surface, sans qu'il y ait à distinguer si le chemin de fer passe en tunnel ou à ciel ouvert.

Le procès des concessionnaires de la mine du Couzon contre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon, avait soulevé une question de compétence qui a été tranchée par l'ordonnance du 8 avril 1831 (2). Cette ordonnance a annulé, par les motifs suivants, un arrêté

(1) *Moniteur* du 9 janvier 1853.

(2) Deloche, t. I, 2^e série, p. 141, et de Choppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XV, p. 682.

de conflit pris par le préfet de la Loire, le 21 février 1831 :

« Au fond, considérant que, par les conclusions prises devant les » tribunaux, les concessionnaires de Couzon ne tendent ni à con- » tester à l'Administration le droit de police sur les mines, qui lui » appartient en vertu de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810, ni à » faire réformer ou modifier les actes de l'autorité administrative, » relatifs, soit à l'établissement même du chemin de fer, soit à » l'exercice du droit de police dont il s'agit;

» Que les concessionnaires de la mine de Couzon se bornent à » conclure, contre la Compagnie du chemin de fer, au paiement des » indemnités qu'ils prétendent leur être dues, soit pour une portion » de leur périmètre dont ils avaient été privés par suite de l'exécution » du chemin de fer au travers dudit périmètre, soit à cause des inhi- » bitions prononcées et des travaux ordonnés par l'arrêté ci-dessus » visé, du 25 novembre 1829, et que les tribunaux sont seuls com- » pétents pour procéder, s'il y a lieu, au règlement de toutes ces in- » demnités.

» ART. 1^{er}. — L'arrêté de conflit du préfet de la Loire, en date du » 25 février 1831, est annulé, et la cause et les parties sont renvoyées » devant les tribunaux. »

Le principe de la réciprocité entre les propriétaires de la surface et les propriétaires de mines pour les dommages subis par l'un au profit ou à l'occasion de l'autre, qui a été consacré par les arrêts de la Cour de cassation des 3 mars 1811 et 3 janvier 1853, mentionnés tout à l'heure, a été appliqué par la Cour d'Angers dans les circonstances suivantes (1):

La demoiselle Cosnard avait ouvert postérieurement à l'exploitation de la mine de Monpertuis, et dans un fonds supérieur, une carrière de sable qui inondait les travaux de la mine.

Sur la demande en indemnité de l'exploitant de mine, le tribunal de La Flèche rendit, à la date du 24 août 1846, un jugement qui faisait défense à la demoiselle Cosnard de faire des excavations dans la carrière ouverte

Indemnités dues
par les proprié-
taires de la surface,
en cas de domma-
ges causés aux ex-
ploitations de mi-
nes.

(1) Devilleneuve, 17-2-276.

dans son terrain, à moins de faire tous les travaux nécessaires pour prévenir l'infiltration des eaux dans la mine des demandeurs et la diminution de la solidité du sol; le jugement ordonnait, en outre, l'exécution, par la demoiselle Cosnard, dans le délai d'un mois, de certaines mesures réparatrices, et autorisait, à son défaut, les demandeurs à faire les travaux ordonnés.

Ce jugement, qui était fondé sur le caractère de propriété attaché aux concessions de mines par la loi du 21 avril 1810, et sur les articles 542, 544 et 1382 du Code civil, fut confirmé, sur appel, par un arrêt de la Cour d'Angers, du 5 mars 1847, motivé comme il suit :

« La Cour, adoptant les motifs des premiers juges et considérant, »
 « sur les articulations de l'appelant, que les faits ont été parfaitement »
 « constatés dans le rapport des experts; qu'il en résulte notamment »
 « que s'il n'était pas pris des mesures pour prévenir l'infiltration »
 « des eaux, il naîtrait un danger de leur accumulation au-dessus de »
 « la tête des ouvriers, et de la possibilité qu'elles fissent une irruption »
 « subite dans les travaux ;

« Considérant que ces précautions doivent être à la charge de celui »
 « qui exploite la sablonnière; sans s'arrêter aux articulations de l'appelant qui sont rejetées comme inconcluantes, etc. »

Indemnités réciproques que se doivent les concessionnaires de mines

Il arrive quelquefois que deux concessions de substances différentes sont établies sur le même périmètre : dans ce cas, le cahier des charges de la concession la plus récente spécifie les obligations à remplir par le concessionnaire, le dernier venu, au cas où ses travaux s'approcheraient de ceux du premier. En outre de ces prescriptions, nous pensons que les concessionnaires antérieurs peuvent invoquer le droit de caution spécifié par l'art. 15, dans le cas de *travaux à faire sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat*. Enfin, dans le cas d'exploitations voisines, les concessionnaires de mines ont un droit réciproque d'indemnité vis-à-vis les uns des autres, en ce qui concerne l'épuisement des eaux : ce droit est explicitement formulé par l'article 45 de la loi, dans les termes suivants :

« Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les »
 « travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à

« l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent
 « dans cette dernière en plus grande quantité; lorsque, d'un autre
 « côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire et tendent
 « à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, il y aura lieu
 « à indemnité d'une mine en faveur de l'autre : le règlement s'en fera
 « par experts. »

Le principe de solidarité entre les concessionnaires voisins, en ce qui touche les dangers d'inondation, qui commence à se faire jour dans l'article 45, a été explicitement formulé et consacré, comme il a été dit (chapitre VII, page 428), par la loi du 27 avril 1838.

Enfin, ajoutons au sujet des indemnités réciproques que se doivent les concessionnaires pour dommages de toute sorte, qu'elles sont régies par le droit commun, en raison de l'assimilation faite de la propriété des mines aux autres propriétés par l'art. 7 de la loi de 1810.

Nous terminerons sur les droits réciproques dont les concessionnaires voisins jouissent vis-à-vis les uns des autres, en rappelant qu'en cas d'accident arrivé dans une mine, les exploitants et directeurs des mines voisines sont tenus de fournir tous les moyens de secours dont ils pourront disposer, sauf le recours pour leur indemnité, s'il y a lieu, contre qui de droit; cette obligation réciproque, parfaitement justifiée en elle-même, est explicitement formulée dans l'article 17 du décret du 3 janvier 1813.

Secours réciproques que se doivent les concessionnaires voisins, en cas d'accidents.

Les concessionnaires et exploitants de mines peuvent se constituer en Société; l'article 8 de la loi de 1810, prévoit le cas de Sociétés par actions; l'article 13 dit que tout Français ou tout étranger naturalisé ou non en France, agissant isolément ou en Société, a le droit de demander et peut obtenir, s'il y a lieu, une concession de mines; il suit de là qu'aucun mode de Société n'est particulièrement imposé aux concessionnaires ou exploitants de mines qui peuvent, en conséquence, adopter telle forme d'association qu'ils voudront, définie par nos lois.

Droit des concessionnaires et exploitants, d'adopter l'une quelconque des formes de Sociétés définies par les lois.

Au sujet des Sociétés ayant pour objet l'exploitation des mines, il y a lieu de se demander d'abord si elles sont

Des Sociétés de mines. — Sont-elles civiles ou commerciales?

civiles ou commerciales, question délicate et toujours controversée.

L'article 32 de la loi du 21 avril 1810 s'exprime à cet égard en termes formels :

« L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à patente. »

Cette disposition de la loi est une assimilation de plus de la propriété des mines avec la propriété immobilière, elle est à cet égard corrélatrice avec les articles 7 et 8, et rentre essentiellement dans l'esprit général de la loi.

Observons du reste que l'intention des législateurs n'est pas douteuse : cette intention a été de soustraire les associations formées pour l'exploitation des mines, aux trois effets des Sociétés de commerce qui sont la solidarité, la compétence du tribunal de commerce et la représentation en justice de tous les associés, par celui ou ceux des membres de l'association qui ont la signature sociale, ou par le gérant de la Société anonyme. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la discussion de la loi.

Le 17 mars 1810, la Commission du Corps législatif modifia la rédaction proposée pour l'article 32 : dans le projet soumis à son examen, cet article était ainsi conçu :

« L'exploitation des mines ne sera pas considérée comme un commerce sujet à patente. »

La commission proposa, à la place, la rédaction suivante qui fut adoptée :

« L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à patente. »

« Cette rédaction est proposée, disait la Commission, pour plus grande clarté. Elle fera cesser les contestations qui s'élèvent fréquemment sur la question de savoir si les Sociétés qui exploitent une mine, sont de la compétence des tribunaux de commerce. »

« La mine étant une propriété foncière, le particulier ou la Société qui l'exploite, fait valoir son héritage et rien de plus. Il fut donc exprimé clairement qu'il n'y a pas lieu à le traduire devant les tribunaux de commerce (1). »

(1) Locré, p. 557.

Plus tard, le rapporteur au Corps législatif, le comte de Girardin, s'exprimait en ces termes sur le même objet :

« L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est point sujette à patente. Cette déclaration était nécessaire pour fixer la compétence des tribunaux ordinaires, et soustraire les Sociétés formées pour l'exploitation des mines à l'empire du Code de commerce, à la solidarité des dettes et à la contrainte par corps (1). »

Nous concluons donc qu'en règle générale, les Sociétés formées pour l'exploitation des mines sont des Sociétés civiles, sauf pourtant une exception importante : cette exception tient à ce qu'aucune forme d'association n'est particulièrement interdite aux exploitants de mines, ainsi qu'il résulte des articles 13 et 8, d'où il suit que les exploitants peuvent contracter l'une quelconque des trois espèces de Sociétés commerciales définies par l'art. 19 du Code de commerce, et qui sont : la Société en nom collectif, la Société en commandite et la Société anonyme. Lorsque les exploitants de mines auront contracté explicitement une Société commerciale de l'une de ces trois espèces, ici sera l'exception, et nous admettrons que la Société des exploitants est devenue commerciale et justiciable des tribunaux de commerce, par le fait exceptionnel et explicite de leur volonté.

Pour les Compagnies anonymes, par exemple, penset-on que, parce que l'article 32 de la loi dit que l'exploitation des mines n'est pas un commerce, une Compagnie d'exploitation de mines organisée en Société anonyme, n'est pas soumise aux lois qui régissent cette forme particulière d'associations? Poser la question en ces termes, c'est évidemment la résoudre.

Les exemples abondent pour prouver que les Sociétés anonymes, organisées pour l'exploitation des mines, sont soumises à toutes les prescriptions imposées par le Code

(1) *Loché*, p. 413.

de commerce à cette forme de Sociétés, et notamment à la nécessité de l'autorisation du gouvernement, stipulée par l'article 37.

Ainsi, la Société anonyme formée pour l'exploitation des mines de houille de Decize (Nièvre), a été autorisée par ordonnance du 4 décembre 1816 (1);

La Société anonyme de l'exploitation des mines de fer de Saint-Etienne, a été autorisée par ordonnance du 25 octobre 1820 (2);

La Société anonyme des mines de Bouxwiller (Haut-Rhin), a été autorisée par ordonnance du 16 mai 1821 (3);

La Société anonyme des mines de fer de St-Etienne, a été autorisée, par ordonnance du 11 avril 1826, à émettre six cents nouvelles actions de 1,500 fr. (4), etc., etc.

Il est de toute justice, en effet, il est de droit commun que si les exploitants de mines peuvent se constituer en Société anonyme (et l'article 13 de la loi de 1810, leur laisse ce droit), ils ne peuvent pas profiter des avantages industriels de cette forme de Société sans être, par cela même, soumis aux prescriptions et garanties de toute sorte attachées par nos lois à cette forme d'association.

A l'appui de ce principe, mentionnons l'ordonnance du 25 juin 1817, rendue au contentieux, au sujet de la Société anonyme des mines de houille de Decize : cette ordonnance porte que les amendements ajoutés par le gouvernement aux statuts délibérés par une Société anonyme formée pour l'exploitation des mines, sont obligatoires, pour les sociétaires, comme les statuts eux-mêmes (5).

Ce que nous disons de la Société anonyme, nous pou-

(1) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. IV, n° 154.

(2) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XI, n° 417.

(3) *Bulletin des Lois*, 7^e série, t. XII, n° 458.

(4) *Bulletin des Lois*, 8^e série, t. IV, n° 86.

(5) *Sirey, Jurisprudence du Conseil d'État*, t. IV, p. 58.

vons le dire des deux autres espèces de Sociétés commerciales, la Société en nom collectif et la Société en commandite. Chacun de ces modes d'association a ses avantages particuliers, et lorsque des exploitants de mines ont choisi l'un ou l'autre en raison de ses avantages, ils sont soumis, d'une part à la juridiction des tribunaux de commerce, et d'autre part à la solidarité et aux autres charges attachées à ces Sociétés, telles qu'elles sont définies par le Code de commerce.

Nous dirons donc, en nous résumant, que l'exploitation des mines n'est pas un commerce, et qu'en droit, les exploitants de mines ne sont pas essentiellement commerçants : en principe, les Sociétés de mines sont des Sociétés civiles, mais elles deviennent commerciales, en fait, lorsqu'elles ont explicitement adopté l'une des formes définies au Code de commerce; et il ne faut pas s'en étonner, parce qu'en fait de Sociétés, la question de forme est chose capitale; ajoutons, du reste, qu'une Compagnie d'exploitants de mines, tout en étant une Société civile, peut se livrer, en dehors de l'exploitation proprement dite, à des actes de commerce; les difficultés pratiques qui pourraient naître à cet égard, seront tranchées par les tribunaux et ne sauraient être résolues *à priori*.

Quant à la question de savoir si les Sociétés d'exploitation des mines sont civiles ou commerciales, elle divise depuis longtemps les tribunaux, comme on le verra par l'analyse suivante :

Le 7 février 1826, la Cour de Cassation a jugé qu'une Société formée entre onze personnes, pour l'exploitation des mines d'antimoine de Saint-Germain-de-Calberte (Lozère), n'était ni commerciale ni anonyme (1).

Le 13 juin 1833, la cour de Rennes, s'appuyant sur les articles 32 et 13 de la loi, a jugé, dans l'affaire Dardel contre Martin et autres, que l'association des mines ne

(1) Sirey, 27-1-157.

doit pas être considérée comme un acte commercial, et n'est pas justiciable des tribunaux de commerce (1).

Le 15 avril 1834, la Cour de cassation a jugé, dans l'affaire Mallez contre Castellane, qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 21 avril 1810, une Société formée pour l'exploitation des mines est civile et non commerciale (2).

Le 28 novembre 1840, la Cour de Nancy a jugé, dans l'affaire Denizot Saint-Amand contre Lepaige, que l'exploitation d'une mine au moyen d'une association ne constitue pas un acte commercial, bien que les travaux aient été commencés avant l'autorisation du gouvernement. La Cour a jugé également que l'adjonction, à une bouillière, d'une tuilerie et de fours à chaux et à plâtre destinés à fournir aux besoins de l'entreprise principale, ne donne pas à la Société le caractère commercial (3).

Le 11 janvier 1841, la Cour de Paris a jugé, dans l'affaire Parry contre Sauvage et Richard, que la convention qui a pour objet la recherche d'une mine, ne constitue point par elle-même un acte de commerce, alors que rien n'est arrêté sur les conditions d'une exploitation ultérieure pour utiliser les résultats (4).

Le 10 mars 1841, la Cour de cassation a décidé, dans l'affaire Michaud contre Mortier et autres, qu'une Société organisée pour l'exploitation des mines constitue une Société civile aux termes de la loi du 21 avril 1810 qui déclare que l'exploitation des mines n'est pas un acte de commerce, qu'ainsi aucun des associés ne peut obliger les autres, si ces derniers ne lui en ont pas conféré le pouvoir (5).

Le 12 mars 1841, la Cour d'Aix faisant ressortir la corrélation des articles 8 et 32 a jugé, dans l'affaire Barbot

(1) Sircy, 34-2-122.

(2) Sircy, 34-1-650.

(3) Dalloz, *Périodique*, 41-2-84.

(4) *Journal du Palais*, 1841-1-262 (3^e édition).

(5) Devilleneuve, 41-1-537.

du Clohel contre Bonafoux, que l'exploitation des mines, qui n'est que la réalisation des produits d'un immeuble, ne devient pas une opération commerciale alors qu'elle est faite par d'autres que le concessionnaire lui-même (1).

Le 21 janvier 1842, la Cour de Riom a jugé de même, dans l'affaire Michaud contre Mortier et autres, que la Société des mines n'est point une Société commerciale, mais bien une Société civile (2).

Le 27 décembre 1842, la Cour de Douai a reconnu, dans l'affaire Arnoust et consorts contre Godart, que les Sociétés de mines sont des Sociétés civiles et que, néanmoins, les membres de ces Sociétés, porteurs d'actions, peuvent être représentés collectivement par des syndics, ce qui paraît contradictoire avec les caractères de la Société civile (3).

Le 19 avril 1844, la Cour de Toulouse a jugé, dans l'affaire Arpizou contre Séran, qu'un propriétaire qui fait des fouilles de mines sur son terrain, ne fait pas un acte de commerce, et que s'il étend son exploitation à des pièces de terre qui ne sont pas sa propriété; cette circonstance ne change pas la nature de son entreprise (4).

La Cour de cassation de Belgique a jugé que les Sociétés de mines sont des Sociétés civiles, par arrêt du 14 décembre 1839 (5).

Comme décisions en sens inverse, nous citerons les suivantes :

Le 30 avril 1828, la Cour de cassation a jugé, dans l'affaire Théroienne contre Servatins, que l'article 32 de la loi de 1810 ne s'applique qu'aux exploitations de mines qui ont lieu sous la direction et pour le compte des concessionnaires, mais non pas au cas où l'exploitation est

(1) Devilleneuve, 41-2-481.

(2) Devilleneuve, 42-2-260.

(3) Devilleneuve, 45-2-84.

(4) Devilleneuve, 45-2-18.

(5) Clacora et Dupont, *Code des Mines*, p. 37.

opérée par une réunion d'actionnaires et devient ainsi une spéculation de commerce (1).

Le 22 juin 1833, la Cour de Bordeaux a jugé dans le même sens, au sujet de l'affaire de Pompignau contre de Royère (2).

Le 19 août 1840, la Cour de Paris a jugé, dans l'affaire de la Compagnie des mines d'Unieux et Fraisse contre Lauguereau, que, malgré l'article 32 de la loi du 21 avril 1810, les concessionnaires de mines peuvent, par la forme même de l'association qu'ils jugent convenable d'adopter, imprimer à l'exploitation des mines le caractère commercial, et qu'une Société en commandite, appliquée à l'exploitation des mines, ne peut être que commerciale (3).

Le 26 avril 1841, la Cour de Dijon a jugé, dans l'affaire de la Compagnie des mines du Ragny et des Perrins contre Coste, qu'il résulte des articles 8 et 13 de la loi de 1810 que cette loi n'a pas entendu prohiber les Sociétés de commerce qui auraient l'exploitation des mines pour objet, et que les concessionnaires de mines, pas plus que les propriétaires de fonds ruraux, ne peuvent se soustraire à l'empire du droit commercial, quand, pour augmenter leurs moyens d'exploitation, ils ont, par des actes publics, manifesté clairement la volonté de se constituer commerçants; qu'en voulant obtenir le crédit que cette qualité peut procurer, ils se sont nécessairement soumis à toutes les garanties qui en dérivent (4).

Le 8 décembre 1842, dans l'affaire de la Compagnie des houillères de La Theurée-Maillot contre Braudon et autres, et le 19 février 1843, dans l'affaire Guillochin et autres contre Debray et autres, la Cour de Paris a maintenu les principes suivants : une Société de mines dont les parts ou actions sont transmissibles par voie d'en-

(1) Sirey, 28-1-418.

(2) Sirey, 33-2-547.

(3) Devilleneuve, 41-2-181.

(4) Devilleneuve, 41-2-381.

dossement ou de la main à la main, constitue un acte de commerce qui soumet les parties à la juridiction commerciale; la dénomination de Société civile donnée à cette Société, ne lui enlève pas son caractère commercial (1).

La Cour de Dijon, dans son arrêt du 26 avril 1841, reconnaît que, hormis le cas où les exploitants de mines ont imprimé explicitement et volontairement à leur association l'une des formes définies par le Code de commerce, ces exploitants sont assimilés aux propriétaires d'immeubles; leur Société est civile, et ils jouissent, comme les propriétaires exploitant leurs terres et vendant leurs denrées, des dispositions de l'article 638 du Code de commerce. Telle est l'opinion que nous avons essayée de soutenir *à priori*.

Ajoutons à cela qu'une Société d'exploitation de mines, quoique Société civile en principe, peut se livrer accidentellement à des actes de commerce, tels que souscriptions de lettres de change, entreprises de manufactures, etc., qui la soumettent, pour l'exécution des marchés contractés à ce sujet, à la juridiction commerciale; ainsi que le fait observer M. Peyret-Lallier, « La juridiction exceptionnelle est, dans ce cas, déterminée, non par la qualité des personnes, mais par la nature des actes (2). »

Les exploitants de mines étant soumis à la redevance fixe et proportionnelle, quelle que soit la forme et la nature de leur Société, l'équité conduisait à leur appliquer dans le sens le plus étendu le bénéfice de l'article 32, en ce qui concerne l'exemption de patente; c'est aussi ce qui a été fait. On peut citer à l'appui l'ordonnance du 7 juin 1836, celle du 21 janvier 1847 et la décision du Conseil d'État du 30 novembre 1850. (Voir chapitre VII, pag. 378 et suiv.)

Les deux dernières décisions ont établi que la fabrica-

Exemption de
patente des exploi-
tants de mines.

(1) *Journal du Palais*, 1845, 1-293 (5^e édition).

(2) *Traité sur la Législation des Mines*, t. I, p. 475.

tion du coke opérée par un concessionnaire ou exploitant de mines, n'est pas sujette à patente.

Lorsqu'un concessionnaire possède une usine métallurgique où sont élaborés les produits de sa mine, il est soumis à la patente pour son usine, mais non pas pour l'exploitation de sa mine; cette patente est tout-à-fait distincte de l'impôt des mines; aussi avons-nous vu (chapitre VII, pag. 371) que la redevance proportionnelle doit s'établir, en pareil cas, sur les produits extraits et non pas sur les produits élaborés.

Droit des copropriétaires d'une mine de concourir à l'exploitation de la mine et à son administration.

Les propriétaires d'une mine qui tiennent leur droit d'un acte social régulier, sont copropriétaires de la concession comme des objets concédés, et en vertu de l'article 7 de la loi du 21 avril 1810 et de l'article 1859 du Code civil, ils ont le pouvoir de concourir à l'administration avec les titulaires de la concession, lorsque d'ailleurs l'acte social n'a pas explicitement réglé le mode de gestion de la mine. Ce principe a été proclamé par la Cour de cassation dans un arrêt du 15 avril 1834, rendu dans l'affaire Mallez contre Castellane, lequel casse un arrêt de la Cour d'Aix du 8 juillet 1828 (1). Ajoutons que la Cour a jugé, dans l'affaire en question, que l'acte intervenu entre les associés constituait une Société qui, aux termes de l'article 32 de la loi de 1810, était civile et non commerciale.

La Société des titulaires d'une concession n'est pas résoluble au gré de chacun d'eux.

Une Société formée entre des associés titulaires d'une concession de mines, n'est pas de celles qui peuvent être dissoutes par la seule volonté d'un ou de plusieurs associés contre le gré des autres : la concession des mines est indivisible, et le principe *n'est associé qui ne veut, et nul ne peut être tenu à rester dans l'indécision*, n'est pas applicable en pareil cas.

Ce principe a été proclamé par un arrêt de la Cour de Lyon, du 12 août 1828, rendu au sujet des mines de La

(1) Sirey, 31-1-650.

Chana (Loire), dans l'affaire Paillon et consorts contre Malmazet et consorts.

« Attendu, dit la Cour, qu'une concession de mines n'a jamais lieu
 « sans que l'individu ou la Société à qui le roi l'accorde, ait fait
 « envers le gouvernement la justification préalable qui importe, soit
 « à l'intérêt public, pour assurer une exploitation convenable de la
 « mine concédée, soit à l'intérêt privé des propriétaires de la surface
 « et autres particuliers, pour la sûreté des redevances ou indemnités
 « auxquelles l'exploitation leur donnerait droit; qu'on sent dès lors
 « qu'il répugnerait que quand une Société est devenue concession-
 « naire, il put dépendre de la simple volonté de l'un des associés d'en
 « opérer la dissolution, c'est-à-dire d'altérer, de faire cesser, soit
 « contre l'intérêt public, soit contre l'intérêt privé des tiers, les garan-
 « ties sous lesquelles la mine se trouve concédée à cette Société qui a
 « préalablement justifié pouvoir les fournir, garanties que la loi dé-
 « clare absolument nécessaires pour qu'on puisse être admis à obtenir
 « des concessions de cette nature, et qui ne peuvent se rencontrer
 « que fort rarement dans des individus isolés plutôt que dans des réu-
 « nions de sociétaires (1).

Cet arrêt a été confirmé, le 7 juin 1830, par la Cour de cassation, qui a proclamé le principe de l'indivisibilité des concessions dans les termes déjà cités (chapitre VII, pag. 388).

Les Sociétés de mines, qui sont en général des Sociétés civiles, ne portent pas vis-à-vis des tiers, et en ce qui touche les intérêts privés, le caractère de solidarité propre aux Sociétés commerciales, en ce qui concerne les associés en nom collectif et les gérants des Sociétés en commandite. Vis-à-vis de l'Administration, au contraire, il résulte du principe de l'unité et de l'indivisibilité des concessions écrit dans l'article 7 de la loi et proclamé par le précédent arrêt, que les associés sont astreints à la solidarité inhérente aux charges de la concession et à la responsabilité des contraventions. (Voir chapitre VII, pag. 399.)

Les droits de propriété des concessionnaires de mines

Solidarité des
titulaires d'une
concession vis-à-vis
du gouvernement.

(1) Sirey, 28-2-285.

peuvent donner naissance à une foule de questions qu'il ne nous appartient pas de traiter, et dont on trouvera la solution dans les ouvrages de droit civil : de ce nombre sont l'usufruit par rapport aux mines, la position des mines en ce qui touche la communauté légale dans le mariage, les privilèges et hypothèques sur les mines ; disons seulement, à ce sujet, que toutes ces questions sont traitées dans le *Cours de Droit administratif* de M. Cotelle (1).

(1) Tome II, p. 237 et suivantes.

CHAPITRE X.

ANCIENNES CONCESSIONS.

Lorsque la loi de 1810 a été promulguée, il existait en France un grand nombre d'exploitations de mines en activité (1). Parmi les exploitants, les uns étaient munis d'un titre régulier et avaient fait délimiter leurs concessions, conformément à ce qui était prescrit par la loi du 28 juillet 1791; d'autres, quoique munis d'un titre régulier, n'avaient pas fait délimiter leurs concessions; d'autres enfin n'avaient pas de titres et exploitaient, soit sur leurs propres terrains, soit sur les terrains des tiers, avec l'assentiment de ces derniers. La loi du 21 avril 1810 a réglé, dans les termes suivants, ces anciennes concessions et exploitations :

Concessions antérieures à la loi de 1810.

« ART. 51. — Les concessionnaires antérieurs à la présente loi de-
 » viendront, du jour de sa publication, propriétaires incommutables,
 » sans aucune formalité préalable d'affiches, vérification de terrains,
 » ou autres préliminaires, à la charge seulement d'exécuter, s'il y
 » en a, les conventions faites avec les propriétaires de la surface, et
 » sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42.

« ART. 52. — Les anciens concessionnaires seront, en conséquence,
 » soumis au paiement des contributions, comme il est dit à la section
 » II du titre IV, articles 35 et 31, à compter de l'année 1811.

« ART. 53. — Quant aux exploitants de mines qui n'ont pas exécuté
 » la loi de 1791, et qui n'ont pas fait fixer, conformément à cette loi,
 » les limites de leurs concessions, ils obtiendront les concessions de
 » leurs exploitations actuelles conformément à la présente loi; à l'effet
 » de quoi les limites de leurs concessions seront fixées sur leurs

(1) Pour la houille seule, ce nombre s'élevait à 261, en 1812.

» demandes ou à la diligence des préfets, à la charge seulement
 » d'exécuter les conventions faites avec les propriétaires de la surface,
 » et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des articles 6 et 42 de la
 » présente loi.

» ART. 54. — Ils paieront, en conséquence, les redevances, comme
 » il est dit à l'article 52.

» ART. 55. — En cas d'usages locaux ou d'anciennes lois qui don-
 » neraient lieu à la décision de cas extraordinaires, les cas qui se
 » présenteront seront décidés par les actes de concession ou par les
 » jugements de nos Cours et tribunaux, selon les droits résultant,
 » pour les parties, des usages établis, des prescriptions légalement
 » acquises, ou des conventions réciproques.

» ART. 56. — Les difficultés qui s'élèveraient entre l'Administration
 » et les exploitants, relativement à la limitation des mines, seront
 » décidées par l'acte de concession.

» A l'égard des contestations qui auraient lieu entre des exploitants
 » voisins, elles seront jugées par les tribunaux et Cours. »

Quelles sont les
 personnes qui peu-
 vent réclamer le
 bénéfice de l'article
 51 ?

L'art. 51 accorde aux anciens concessionnaires un pri-
 vilège énorme, c'est la transformation, en concessions
 perpétuelles, de leurs concessions temporaires; ajoutons,
 du reste, que cette prescription de l'art. 51 est corrélative
 avec l'art. 7, qui assimile aux propriétés ordinaires
 les concessions postérieures à la loi. Les législateurs de
 1810 ont voulu établir une parité parfaite entre les con-
 cessions anciennes et les nouvelles, au point de vue capital
 des droits de propriété, et en cela, ils ont fait œuvre
 de bonne administration.

D'autre part, aux termes des articles 5 et 7 de la loi
 de 1810, la propriété des mines résulte exclusivement
 d'un *titre*, et non pas de la *possession*; de telle sorte que
 l'article 51 s'applique seulement aux anciens concession-
 naires munis d'un *titre* régulier, et non pas aux anciens
 exploitants, ces derniers pouvant seulement réclamer le
 bénéfice de l'article 53.

Une preuve à l'appui de cette assertion, c'est que la
 Commission du Corps législatif avait proposé de substi-
 tuer à la rédaction de l'article 51 de la loi la rédaction
 suivante, qui ne fut pas admise :

« Les concessionnaires antérieurs à la présente loi, et généralement

« tous ceux qui sont en possession d'une mine en exploitation, en deviennent propriétaires incommutables sans être assujétis à aucune formalité d'affiche, vérification de terrain ou autres préliminaires, à la charge seulement d'exécuter, s'il y en a, les conventions faites avec les propriétaires de la surface, et de payer les redevances établies par la présente loi (1). »

Avant la loi de 1810, celle du 28 juillet 1791, qui avait continué le système des concessions appliqué à l'exploitation des mines, avait maintenu ou annulé les concessions anciennes, suivant divers cas spécifiés aux articles 4 et 6. Il suit de là que les concessionnaires dont il est question à l'article 51 sont exclusivement ceux institués depuis la promulgation de la loi de 1791 et les concessionnaires antérieurs qui avaient satisfait aux prescriptions de cette dernière.

Ces prescriptions de la loi de 1791 sont les suivantes :

Par l'article 4, les concessionnaires antérieurs qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, sont maintenus jusqu'au terme de leur concession, lequel ne pourra excéder cinquante années, à la condition de faire réduire et limiter, par les Directoires des départements, au maximum fixé par l'article 5 celles qui excèderaient cette étendue.

L'article 5, conçu en termes généraux, ordonne que l'étendue de chaque concession soit réglée par les départements sur l'avis des Directoires de districts; et il assigne un maximum d'étendue de six lieues carrées.

L'article 6 prononce la déchéance des concessionnaires dont la concession a eu pour objet des mines découvertes et exploitées par les propriétaires du sol, à moins qu'il n'y ait eu de la part desdits propriétaires consente ment libre, légal et par écrit, formellement confirmatif de la concession; sans quoi, lesdites mines retourneront aux propriétaires qui les exploitaient avant la concession, sauf règlement d'indemnité pour les travaux faits.

(1) Loaré, p. 567.

L'article 26 astreint les anciens concessionnaires maintenus et les titulaires futurs, à remettre aux archives du département un état contenant la description des lieux où sont situées les mines qu'ils font exploiter, et rappelons, à ce sujet, qu'il est dit explicitement, dans le rapport du comte de Girardin au Corps législatif, que l'article 53 se rapporte aux dispositions de l'article 26, ainsi qu'à celles de l'article 4 de la loi de 1791 (1).

Il suit de là que l'article 51 de la loi de 1810 s'applique uniquement aux concessions faites sous le régime de la loi de 1791, ou instituées antérieurement, mais régularisées et limitées conformément aux prescriptions qui précèdent.

L'article 51 ne s'applique qu'aux anciens concessionnaires munis d'un titre régulier, dont les concessions ont été délimitées conformément à la loi de 1791.

Un concessionnaire antérieur à la loi de 1791, dont la concession inférieure, en étendue, à six lieux carrés, n'aurait pas été délimitée conformément aux prescriptions générales de l'article 5 de cette loi, ne peut pas réclamer le bénéfice de l'article 51 de la loi de 1810, mais seulement de l'article 53. On comprend, en effet, que l'article 51, interdisant toute vérification préalable de terrains, ne saurait s'appliquer qu'aux concessions délimitées. Ce principe a été appliqué par la décision ministérielle du 26 mai 1835 à la concession bouillière de Saint-Chamond (Loire), accordée au marquis de Montdragon par un arrêt du Conseil, du 10 décembre 1774; et une ordonnance du 10 mai 1838 a réglé définitivement la délimitation de cette concession, après l'accomplissement des formalités d'affiches, spécifiées à l'article 53 de la loi de 1810 (2).

Quant aux exploitations opérées par des propriétaires ou leurs représentants, et dont la jouissance datait d'un autre régime qui les avait tolérées, ce n'est pas l'art. 51, mais seulement l'article 53 qui leur est applicable. Cela résulte de ce double motif qu'il n'y avait, en ce cas, ni

(1) Loaré, p. 425-424.

(2) De Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIII, p. 749.

concession antérieure, ni délimitation faite. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au texte de l'article 53, et de se rappeler que l'extension proposée par la Commission du Corps législatif à l'article 51 ne fut pas admise.

Dans cette catégorie d'anciens exploitants se trouvent particulièrement les propriétaires du sol qui avaient ouvert des mines de houille dans leurs terrains, dans l'intervalle compris entre l'arrêt du 13 mai 1698, qui leur avait accordé ce droit d'une manière collective, et l'arrêt de 1744, qui le supprima depuis, pour les nouvelles exploitations à ouvrir. La Commission du Corps législatif avait fait une mention spéciale de ces exploitants pour leur étendre le bénéfice de l'article 51, mais cette proposition ne fut pas adoptée (1). Comme application de ce principe, on peut citer l'ordonnance du 29 décembre 1840, commentée par M. de Cheppe dans un article inséré aux *Annales des Mines*, où les principes de la matière sont établis de la manière la plus lumineuse (2); cette ordonnance a concédé, par application de l'art. 53 de la loi du 21 avril 1810, les mines de houille de Ficennes (Pas-de-Calais) à M^{me} de Laborde, dont un des ancêtres, M. de Fontanieu, avait exploité jusqu'en 1813 lesdites mines, ouvertes, dans son domaine, sous l'empire de l'arrêt de 1698.

L'application des articles 51 et 53 de la loi de 1810, conduisant à vérifier des titres de concessions de mines antérieures à 1791, a fait naître la question suivante : sous l'ancienne législation, l'enregistrement par les Parlements des arrêts ou lettres-patentes portant concession de mines, était-il une formalité nécessaire pour leur validité? M. de Cheppe, dans un article très-remarquable, inséré dans les *Annales des Mines* (3), a établi

(1) Loaré, p. 367.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVIII, p. 758.

(3) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 761.

par des considérations historiques et spéciales que cette formalité n'était pas indispensable et que les actes relatifs à des concessions de mines étaient réguliers, bien qu'ils n'eussent pas été enregistrés, quand ils émanaient du souverain, et qu'ils avaient été publiés dans les formes requises pour les divers actes d'administration intérieure du royaume.

A l'appui de ce principe, M. de Cheppe cite les deux faits suivants :

Le 10 décembre 1774, un arrêt du Conseil avait accordé la concession des mines de houille de St-Chamond au marquis de Gallet et de Montdragon. Dans les débats qui ont eu lieu de 1835 à 1838, au sujet de la délimitation de cette concession, le préfet de la Loire considéra cet arrêt comme nul et cadue, parce qu'il n'avait pas été enregistré en Parlement; mais le Conseil des Mines, sur un rapport de M. Mignerou, reconnut que le défaut d'enregistrement n'était pas une cause de nullité, et cette opinion a été partagée par le Conseil d'État, puisque l'ordonnance du 10 mai 1838, relative à la concession de Saint-Chamond, est conçue en ces termes :

» ART. 1^{er}. — La concession des mines de houille de St-Chamond, » accordée au marquis de Gallet et de Montdragon par l'arrêt du » Conseil du 10 décembre 1774, est et demeure limitée, au profit de » ses hoirs, successeurs ou ayant-cause, conformément au plan » joint à la présente ordonnance, ainsi qu'il suit, etc... (1). »

L'ordonnance du 10 mai 1838 a appliqué l'article 53, et non pas l'article 51, à la concession de St-Chamond, attendu que la délimitation n'avait pas été faite conformément à la loi de 1791; mais elle n'en a pas moins consacré ce principe, que la concession instituée en 1774 était valide, quoiqu'elle n'eût pas été enregistrée en Parlement.

Le second fait cité par M. de Cheppe se rapporte aux

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 795. .

mines de houille de l'ancienne baronnie de Montcenis : un arrêt du Conseil, du 29 mars 1769 et des lettres-patentes du 5 juin 1771, avaient concédé, pour cinquante ans, ces mines à M. de Lachaise. Lorsque ces lettres-patentes furent enregistrées au Parlement de Dijon, le 10 avril 1772, l'acte d'enregistrement réserva aux propriétaires du sol la faculté d'exploiter les mines situées dans leurs terrains, mais cette réserve fut annulée par un arrêt du Conseil, du 21 juillet 1781.

Ajoutons, du reste, que ces réserves du Parlement de Dijon ont été de nul effet, comme on peut le voir par l'ordonnance du 21 novembre 1830, portant délimitation de la concession accordée, le 29 mars 1769, sous le nom de mines de Montcenis, et qui comprend aujourd'hui les mines du Creusot et de Blanzv (1).

Puisque les arrêts d'enregistrement, en Parlement, des concessions de mines, pouvaient être annulés, comme dans le cas actuel, ils n'étaient pas regardés, sous l'ancienne monarchie, comme une formalité nécessaire pour valider ces concessions.

L'article 4 de la loi de 1791, qui maintient dans leur titre les concessionnaires qui ont découvert les mines *qu'ils exploitent*, conduit à cette conséquence, que ceux qui avaient leurs mines en activité à l'époque de la promulgation de la loi ont pu seuls profiter du bénéfice de l'article 4.

L'article 31 ne s'applique pas aux concessions antérieures à 1791 qui n'étaient pas exploitées à cette époque.

Ce principe a été proclamé, dans les termes suivants, par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} pluviôse an ix, rendu dans l'affaire Godard et Defrise contre Butin (2) :

- « Attendu, dit l'arrêt, que l'article 4 de loi de 1791, n'est relatif
- » qu'aux concessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, et que les demandeurs ne sont pas dans ce cas.
- » Rejeté, etc. »

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 306.

(2) Sirey, 1-2-197.

Dans une autre circonstance, la Cour de cassation a décidé, par arrêt du 15 mars 1843, que dans le cas d'une concession ancienne, antérieure à la loi de 1791, abandonnée depuis longtemps, et alors qu'aucune concession nouvelle n'avait été faite, la condition de la chose avait dû se régler par le droit commun (1).

Les mêmes principes ont été proclamés par un arrêt de la Cour de Bruxelles, en date du 21 novembre 1812 (2).

Il suit de là qu'un ancien concessionnaire de mines, dont l'exploitation était abandonnée en 1791, se trouvant déchu de droit, n'a pas pu postérieurement prendre part au bénéfice de l'article 51. On trouve une application de ce principe dans l'ordonnance du 9 juin 1841 (3), qui a concédé les mines de plomb argentifère de Bahours (Lozère) aux sieurs de Chambrun et de Ligonnet, et qui a regardé comme périmée une concession faite pour les mêmes mines, par un arrêt du Conseil, du 17 septembre 1743, aux sieurs Meurou et Marguerit frères, alors que ces mines étaient inexploitées depuis plus d'un siècle.

La loi de 1791 n'a pas proclamé un principe entièrement nouveau en prononçant la déchéance des concessionnaires qui n'exploitaient pas leurs mines. Pareille chose avait été faite sous l'ancienne monarchie; on en voit une preuve dans les dispositions suivantes de l'arrêt du 14 mai 1604 :

« Toutes personnes, quelles qu'elles soient, qui auront contracté » et pris règlement dudit Grand-Maitre et général super-intendant, » pour ouvrir et travailler à une ou plusieurs mines, seront tenus, un » mois après leudit contrat, d'ouvrir et travailler lesdites mines, » avec le nombre d'ouvriers de toutes sortes, que chacune mine en » pourra porter, autrement et à faute de ce faire, ledit mois passé, » le Grand-Maitre les pourra bailler à un ou plusieurs autres, qui » feront la condition semblable ou meilleure, à la conservation des » droits de Sa Majesté et du bien public, sinon que lesdits entrepre-

(1) Devilleneuve, 43-1-666 (Collard contre Verrier et autres).

(2) Chicora et Ernest Dupont, *Code des Mines*, p. 47.

(3) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIX, p. 791.

» neurs aient quelque excuse qui soit jugée raisonnable et suffisante,
 » pour les décharger du retardement desdites ouvertures et travail.
 » Et lesdites ouvertures faites, et travail commencé auxdites
 » mines, si les entrepreneurs ou aucun des associés, par négligence,
 » avarice ou autre défaut, provenant d'eux, discontinuent ledit
 » travail plus de quinze jours durant la première fois, huit jours
 » pour la seconde, et quatre jours pour la troisième, avec le nombre
 » compétent de toutes sortes d'ouvriers que la mine en pourra porter :
 » sera pareillement pourvu, par ledit Grand-Maitre, aux places de
 » celui ou ceux qui auront failli, pour telle part qu'ils auront en
 » ladite mine, etc..... (1). »

Ces prescriptions de l'arrêt de 1604, à l'endroit de la révocation des concessions inexploitées, ne restèrent pas à l'état de lettre morte, et elles furent maintes fois appliquées : les mines de plomb de Bahours nous fournissent un exemple à cet égard, qui a été cité par M. de Cheppe (2) : l'arrêt du 14 septembre 1743, portant concession de ces mines aux sieurs Meuron et Marguerit frères, révoque la concession précédemment faite le 27 janvier 1737, au sieur Ozée-François Turcot, qui avait délaissé l'exploitation.

Supposons maintenant un concessionnaire dont la mine ait été en activité en 1791, et qui ne soit pas tombé sous le coup de l'exclusion prononcée par l'article 6 : ce concessionnaire se sera trouvé maintenu de droit par l'art. 4 de ladite loi ; s'il arrive maintenant que, quelque temps plus tard, il ait interrompu son exploitation pendant plus d'un an, sera-t-il nécessairement déchu en vertu de l'article 15 de la loi de 1791, et sera-t-il désormais inapte à profiter du bénéfice des articles 51 et 53 de la loi de 1810 ? Non, dirons-nous, car l'article 15, en spécifiant le cas de déchéance, y ajoutait cette correction : « à moins que cette cessation n'ait eu des causes légitimes approuvées par le Directoire du département. » Pour qu'il y eut déchéance, en vertu de l'article 15 de la loi de 1791, il fallait donc que le Directoire eût décidé que l'interruption d'un

(1) Blavier, t. III, p. 5.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XX, p. 644.

an avait eu lieu sans motifs légitimes, il fallait qu'il eût émis cette décision, et qu'ainsi la déchéance eût été explicitement prononcée : la déchéance prévue par l'article 15 de la loi de 1791 n'était donc pas consommée de droit, par le seul fait de la suspension des travaux pendant plus d'une année.

En conséquence, le titulaire d'une concession maintenue par la loi de 1791, qui a suspendu ses travaux quelques années plus tard, mais dont la révocation n'a pas été officiellement prononcée, peut encore user des bénéfices des articles 51 ou 53, suivant que sa concession a été ou n'a pas été délimitée conformément à la loi de 1791.

Comme application de ce principe, nous citerons l'ordonnance du 10 mai 1838, indiquée par M. de Cheppe (1), laquelle porte délimitation de la concession de Saint-Chamond, accordée par arrêt de 1774 au marquis de Montdragon, bien que cette concession fut restée inexploitée, pendant les années qui ont suivi la Révolution, alors que la famille de Montdragon avait émigré.

Les concessions anciennes maintenues par l'article 51 sont celles seulement qui résultent d'un acte positif, portant institution de ces concessions.

Le bénéfice de l'article 4 de la loi de 1791 et, par suite, celui de l'article 51 de la loi du 21 avril 1810, ne peuvent s'appliquer qu'aux concessions de mines résultant d'un acte positif de l'ancienne monarchie, portant institution de cette concession, quelle que soit du reste celle des qualifications employées alors, telles qu'*octroi*, *privilege*, *arrêt*, *lettres-patentes*, *concession*, *permission*; mais la réserve faite par un ancien arrêt du Conseil, d'une portion du gîte concédé, ne peut être considérée comme ayant créé deux titres de concessions distinctes.

Ce principe a été établi dans les circonstances suivantes, citées par M. de Cheppe (2) :

Un arrêt du 29 mars 1769, avait concédé pour cinquante ans à M. de Lachaise, les mines de houille situées dans la baronnie de Montcenis et divers hameaux environnants;

(1) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XIII, p. 749.

(2) *Annales des Mines*, 5^e série, t. XI, p. 615.

cette concession qui comprend les gites de Blauzy et du Creuzot, embrassait un espace d'environ treute-une lieues carrées. Plus tard, le sieur de Lachaise traita avec une Compagnie formée pour établir une usine au Creuzot, et par un traité du 17 avril 1782, homologué le 26 mai suivant, par un arrêt du Conseil, un dixième de la concession de Montcenis fut réservé aux usines du Creuzot.

C'est cette homologation qu'on a voulu depuis faire considérer comme un titre de concession distinct, pour demander la délimitation d'un périmètre spécial de six lieues carrées, en vertu des articles 4 et 5 de la loi de 1791, et 53 de la loi du 21 avril 1810 : cette demande était formée par la Société Manbi et Wilson, qui avait acquis, en 1826, les usines du Creuzot, plus la partie de la concession de 1769, qui avait été affectée, en 1782, à cet établissement, pendant que la Compagnie Chagot qui était substituée aux droits du sieur de Lachaise, pour le reste de la concession de Montcenis, exploitait les mines de Blauzy et demandait de son côté une concession de six lieues carrées, distincte de celle du Creuzot.

L'Administration n'a pas admis ces prétentions ; il a été reconnu que la Compagnie Chagot et la Compagnie Manbi et Wilson, représentants des anciens titulaires des mines de Montcenis, n'avaient droit qu'à une seule concession, comprenant un périmètre unique de six lieues carrées, et l'ordonnance du 21 novembre 1830 (1), rectifiée par celle du 12 février 1832 (2), a délimité l'ancienne concession de 1769, sous la désignation de concession du *Creuzot et de Blauzy*, et lui a assigné une étendue de 120 kilomètres carrés. Ajoutons que deux autres ordonnances, en date du 12 février 1832, ont autorisé le partage des mines du Creuzot et de Blauzy, et ont fixé les limites des deux concessions nouvelles.

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. VIII, p. 506.

(2) *Annales des Mines*, 3^e série, t. II, p. 578.

L'article 51 de la loi de 1810 n'est applicable qu'aux substances minérales classées par cette loi comme mines.

L'article 51 comme l'article 53 de la loi de 1810, n'est applicable qu'aux substances minérales classées par cette loi parmi les mines et déclarées susceptibles d'être concédées, et, en effet, l'article 51 en déclarant incommutables les concessions temporaires précédemment accordées, institue véritablement des concessions nouvelles faisant suite aux premières; or, il ne peut évidemment instituer ces concessions nouvelles que pour des substances déclarées concessibles par cette loi même.

Ce principe a été appliqué dans les deux circonstances suivantes indiquées par M. de Cheppe (1).

Les terres pyriteuses et vitrioliques en dépôt d'alluvion, qui sont classées parmi les minières par la loi de 1810, étaient auparavant considérées comme mines et, par suite, susceptibles d'être concédées; c'est ainsi que deux décrets du 11 mai 1807 ont concédé, pour cinquante ans, les terres pyriteuses et vitrioliques d'Urcel et de Chaillevet (Aisne). Plus tard, les titulaires ont voulu profiter du bénéfice de l'article 51, mais cette prétention a été justement repoussée par deux arrêtés ministériels, en date des 28 janvier 1812 et 25 novembre 1837. D'autre part, la loi de 1810 ne pouvant pas avoir d'effet rétroactif, l'équité commandait de maintenir les concessionnaires d'Urcel et de Chaillevet, dans la durée de jouissance stipulée par leur titre: c'est aussi ce qui a été fait.

Les ardoisières de Rimogne (Ardennes), concédées pour trente années par un arrêt du Conseil du 6 mars 1837, ont donné lieu à deux décisions analogues du Conseil d'Etat: l'une est un avis du 13 mars 1813, approuvé le 28 avril suivant par l'Empereur; l'autre est à la date du 8 juin 1820 et se rattache à un projet de loi qui était proposé pour faciliter l'exploitation des ardoisières de Rimogne, en raison de leur importance exceptionnelle. Ce projet n'eut pas de suite, mais les avis du Conseil d'Etat confirment néanmoins le principe énoncé tout-à-l'heure.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 633.

Citons enfin à l'appui de ce principe, l'ordonnance du 5 mai 1825, rendue dans le procès des héritiers Voyer-d'Argenson et autres, contre les sieurs Antonin et Vieillard. Ceux-ci avaient acquis par adjudication du 16 ventôse an v, comme domaines nationaux, tous les droits sur les mines et usines de Belfort, provenant du fief institué en 1659 en faveur du cardinal Mazarin, et ils prétendaient que cette vente devait comprendre les minières de fer.

L'ordonnance a tranché le litige dans les termes suivants (1) :

« Vu les lois des 28 juillet 1791 et 31 avril 1810 ;

» Considérant que de l'ensemble des actes qui ont préparé et conclu la vente de l'an v, il résulte que l'Etat n'a entendu vendre et n'a vendu réellement que les droits de propriété qui lui appartenaient et qui n'avaient pas été supprimés ; qu'en effet, le procès-verbal d'estimation, à l'article des forges, ne comprend, parmi les droits inhérents à cette exploitation, que les droits non supprimés ; mais que le droit exclusif d'exploiter du minerai de fer à tranchée ouverte sur le terrain d'autrui, droit qui avait été supprimé antérieurement par la loi du 28 juillet 1791, n'a été ni évalué ni même énoncé dans le détail estimatif des forges et de leur dépendance.

» Art. 1^{er}. — L'arrêté de préfecture du département du Haut-Rhin, du 11 juillet 1828, est annulé ; il est déclaré que le contrat du 26 ventôse an v n'a pas compris le droit exclusif d'exploiter le minerai à tranchée ouverte sur le terrain d'autrui. »

Au sujet des mines de Belfort qui ont fait l'objet du présent litige, rappelons que dans tous les cas de ventes de mines par l'Etat, à titre de biens nationaux, l'Etat n'a rien *concédié* par l'acte de vente, il a agi comme un vendeur ordinaire, et les ventes de ce genre étant postérieures à la loi de 1791, les mines ont été vendues sous l'empire de cette loi et avec les restrictions qui en résultaient.

L'article 51 de la loi du 21 avril 1810 ne saurait s'appliquer aux concessions anciennes, dont le terme était expiré avant la promulgation de la loi. En voici un exemple :

L'article 51 ne s'applique pas aux anciennes concessions dont le terme était expiré à cette époque.

(1) Macarel et Deloche, t. XII, p. 216.

Une concession de trente ans fut faite le 15 mai 1787, au sieur Thomassin de Peyniers, pour les mines de houille de Tretz. Après l'expiration du terme de cette concession, en 1807, un arrêté préfectoral prononça la déchéance, et plusieurs décrets en date du 1^{er} juillet 1809, instituèrent des concessions nouvelles; plus tard, une opposition fut formée contre les nouveaux concessionnaires, par les sieurs Fôrbin d'Oppède et Villeneuve de Beauregard, représentants du sieur de Peyniers, mais elle fut repoussée par l'ordonnance du 10 août 1825 (1).

Effets de l'art.
81 sur les conven-
tions relatives aux
concessions an-
ciennes.

L'article 51 de la loi du 21 avril 1810, ayant transformé en un droit perpétuel de propriété les concessions temporaires accordées sous l'empire de la loi de 1791 ou auparavant a dû nécessairement perpétuer les rapports que les concessionnaires avaient établis entre eux et des tiers, alors qu'il résulte des traités que les parties avaient déclaré vouloir étendre la durée de ces rapports à la durée non-seulement de la concession actuelle, mais des renouvellements ultérieurs. Ce principe a été établi par la Cour de cassation, dans un arrêt du 7 juillet 1852, portant confirmation d'un arrêt de la Cour de Montpellier, du 17 juillet 1851, rendu dans l'affaire de Montgravier, contre Usquin et Compagnie (2).

Observons que cet arrêt de la Cour concorde pleinement avec le respect témoigné par les articles 51 et 53 de la loi, pour les conventions faites antérieurement par les concessionnaires avec les propriétaires de la surface.

La loi de 1810, en transformant les concessions anciennes, de temporaires qu'elles étaient, en propriétés incommutables, n'a pas constitué au profit des concessionnaires un titre nouveau indépendant des concessions primitives, mais seulement un simple renouvellement qui est la conséquence de la concession première. Ce principe a été admis par un arrêt de la Cour de Paris, du 22 février

(1) Mararel, t. VII, p. 440.

(2) Dalloz, per., 1852, 1-256.

1844, portant cassation d'un jugement du tribunal de première instance de la Seine, rendu le 25 janvier 1843, au sujet des mines du Creuzot et Blanzv, entre les héritiers de Lachaise et Chagot et Compagnie (1) : par cet arrêt, la Cour de Paris a appliqué, dans une certaine mesure, le bénéfice résultant des articles 51 et 53, au sieur de Lachaise qui avait cédé à la Compagnie du Creuzot ses droits sur les houillères du Creuzot et du Montcenis, moyennant une rente de 12,000 livres, payable annuellement, aux termes de la loi du 28 juillet 1791.

Lorsqu'un ancien concessionnaire de mines se trouve dans le cas de l'application de l'article 51, les propriétaires du sol sont impuissants à réclamer le droit de préférence spécifié par l'article 3 de la loi de 1791, pour s'opposer à l'application de l'article 51 à l'ancien concessionnaire.

Impuissance des propriétaires de la surface à s'opposer à l'exécution de l'article 51.

Ce principe, conforme à l'esprit général de la loi de 1810, ainsi qu'aux termes de l'article 51, a été appliqué par un décret du 4 août 1810, relatif aux mines de Bleyberg : ce décret rejette l'opposition du sieur Werner-Syberg, propriétaire du sol, contre la concession des mines du Bleyberg appartenant à la dame Meynertz-Hazen, veuve de la Lippe, en vertu de la concession primitive du 23 décembre 1629, de la déclaration confirmative du 23 décembre 1635, et d'un arrêté du préfet de la Roër, du 8 septembre 1808; il est motivé dans les termes suivants (2) :

- « Considérant qu'aux termes de ladite loi (24 avril 1810), les anciens concessionnaires deviennent propriétaires incommutables,
- « en se conformant à ce qu'elle prescrit;
- » Que le domaine du sieur Syberg est compris dans l'ancienne concession de la dame veuve de la Lippe, et qu'aucune disposition
- « de la loi précitée, n'autorise ledit sieur Syberg à réclamer la divi-

(1) De Clappe, *Annales des Mines*, 4^e série, t. V, p. 675.

(2) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'Etat*, t. I, p. 517.

« sion de la concession, comme propriétaire d'une partie de la sur-
« face. »

Application de
l'article 53.

Quelques doutes se sont élevés, dans la pratique, sur l'application de l'article 53 de la loi : ces mots « qui n'ont pas fait fixer conformément à cette loi les limites de leurs concessions, » sembleraient indiquer que les seules personnes pouvant profiter de cet article, sont celles possédant des concessions non délimitées, et d'autre part, ces mots : « ils obtiendront les concessions de leurs exploitations actuelles, » dénotent que l'article s'applique aux exploitants non encore devenus concessionnaires.

D'une part, on ne saurait contester l'application de l'article 53 à ces derniers, en présence des paroles suivantes prononcées par le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dans l'exposé des motifs :

« La loi va plus loin : elle appelle aux mêmes prérogatives ceux qui
« n'ont pas exécuté encore la loi de 1791, qui n'ont que des exploita-
« tions, et n'ont pas des concessions, à la charge de se mettre en règle
« et obtenir, par un décret du Conseil d'Etat, le titre régulier qui
« leur manque (1). »

D'autre part, les concessionnaires antérieurs à la loi de 1791, dont les concessions n'avaient pas été limitées conformément à cette loi, rentrent textuellement dans la catégorie « des exploitants de mines qui n'ont pas exécuté la loi de 1791, et qui n'ont pas fait fixer, conformément à cette loi, les limites de leurs concessions, » et l'article 53 leur est ainsi applicable; les ordonnances des 10 mai 1838 (2), 21 novembre 1830 (3), etc., nous en offrent des exemples.

La catégorie des anciennes concessions non délimitées, en comprend elle-même deux autres : ainsi les anciens concessionnaires qui possédaient, avant 1791, des concessions d'une étendue supérieure à six lieues carrées, devaient

(1) Loeré, p. 388.

(2) Délimitation de la concession de Saint-Chamond.

(3) Délimitation de la concession du Creuzot et de Blanzy.

les faire réduire et limiter à ce maximum, conformément aux articles 4 et 5 de la loi : si cette réduction et cette délimitation n'ont pas été faites avant 1810, l'article 53 de la loi du 21 avril les oblige à s'y conformer ; citons, comme exemple, l'ordonnance du 21 novembre 1830, relative aux mines du Creuzot et de Blanzv ; d'autre part, les anciens concessionnaires qui possédaient une concession inférieure à six lieues carrées, mais dont l'étendue n'avait pas été officiellement délimitée conformément aux prescriptions générales de l'article 5 de la loi de 1791, sont soumis encore aux prescriptions de l'art. 53 de la loi de 1810 : l'ordonnance du 10 mai 1838, déjà citée, portant délimitation de la concession de Saint-Chamond, est une application de ce principe.

Quant aux exploitants de mines mentionnés par l'art. 53, on ne doit y comprendre que ceux qui avaient ouvert des exploitations dans leurs propriétés ou bien dans les propriétés des tiers, avec le consentement de ces derniers, sans empiéter sur des concessions déjà faites ; il ne saurait être question, dans cet article, des exploitations illicites ouvertes à la fois sans permission du gouvernement et sans l'assentiment des propriétaires du sol, lesquelles ont constitué *des voies de fait* sous tous les régimes ; l'intention du législateur n'a pu être de donner un privilège à des contraventions.

Cette intention résulte de la discussion qui a précédé la loi ; ainsi, lorsque la Commission du Corps législatif proposait d'étendre *aux exploitants* le bénéfice de l'article 51, ce qui ne fut pas admis, elle faisait valoir que dans l'ancien territoire de la France, jusqu'à l'arrêt du Conseil du 14 janvier 1744, les propriétaires avaient pu établir des exploitations de charbon de terre dans leurs terrains, sans être astreints à demander aucune permission (1).

Les exploitants désignés à l'article 53 sont-ils exclusivement ceux dont les travaux étaient en activité à l'époque

(1) Loaré, p. 367.

de la promulgation de la loi de 1810? A cette question nous répondrons par l'affirmative; et en effet, un exploitant qui ne possédait pas de concession, n'avait d'autre titre aux yeux du législateur qu'une exploitation existante dont il importait de maintenir l'activité dans l'intérêt général; celui dont l'exploitation n'était pas en activité en 1810, ne pouvait donc revendiquer aucun titre, et il était inapte à profiter du bénéfice de l'article 53.

Il n'en était pas de même d'un ancien concessionnaire maintenu par la loi de 1791, et dont la concession n'était pas limitée; celui-ci pouvait, quoique son exploitation se trouvât inactive en 1810, réclamer le bénéfice de l'article 53, en qualité d'ancien concessionnaire. Cela résulte de ce que, dans le système de la loi de 1791, la déchéance prévue pour le cas d'abandon des travaux pendant un an, n'était pas de droit absolu et ne pouvait résulter que d'un acte officiel émané de l'autorité administrative, ainsi qu'il a été dit dans le cours du présent chapitre; ajoutons que ce cas a été prévu par l'instruction ministérielle du 3 août 1810, qui s'exprime, dans les termes suivants, à ce sujet :

« La loi n'ayant point porté d'exceptions à l'égard des anciens concessionnaires qui auraient encouru la déchéance aux termes de la loi de 1791, mais à l'égard desquels il n'a point été prononcé, on doit aussi leur appliquer les mesures favorables des articles 53 et 54, mais à la charge de mettre les travaux en activité dans l'année, à dater du jour de la publication de la loi. (A, § 2.) »

Il existe donc une différence importante entre les anciens concessionnaires et les exploitants appelés à profiter du bénéfice de l'article 53 de la loi de 1810.

Les exploitants de mines susceptibles de jouir des dispositions de l'article 53 furent invités collectivement à demander la concession de leurs exploitations par l'article 1^{er} du décret du 3 janvier 1813 ainsi conçu :

« Les exploitants de mines qui, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1810, ont le droit d'obtenir les concessions de leurs exploitations actuelles, seront tenus d'en former la demande dans le délai d'un an à dater de la publication du présent décret. »

Aucune peine de déchéance ne fut attachée, par le décret de 1813, aux exploitants qui laissaient passer le délai d'un an sans remplir les formalités prescrites par l'article 1^{er}; d'où il faut conclure qu'un exploitant est dans le droit de demander l'application de l'article 53 plusieurs années après l'expiration du délai spécifié au décret de 1813. Bien plus : supposons un exploitant de mines dont les travaux étaient en activité en 1810, et qui pouvait, à cette époque, invoquer le bénéfice de l'article 53; s'il a suspendu tout travail à sa mine quelques années après la promulgation de la loi de 1810, il pourra encore réclamer ultérieurement le bénéfice de l'article 53, parce qu'aucune disposition des lois et règlements organiques sur les mines ne s'y oppose. Ce que nous disons d'un exploitant de mines s'applique aussi, c'est évident, à un ancien concessionnaire maintenu par la loi de 1791, mais dont la concession n'aurait pas été délimitée en 1810.

On trouve une application de ce principe dans l'ordonnance déjà citée, du 29 décembre 1840, qui a concédé, *par application de l'article 53 de la loi du 21 avril 1810*, les mines de houille de Fiennes (Pas-de-Calais) à M^{me} la baronne de Laborde, alors que les prédécesseurs de M^{me} de Laborde avaient cessé tout travail d'exploitation en 1813 (1).

L'article 53 de la loi du 21 avril 1810 n'a pas seulement donné aux exploitants qui travaillaient sur leurs terrains, en dehors des concessions déjà instituées, l'assurance d'obtenir la concession de leurs exploitations, mais il les a encore maintenus *ipso facto* dans ces exploitations; en conséquence, comme les législateurs de 1810 ont voulu éviter tout effet rétroactif, en ce qui concerne l'article 53, ainsi que cela est formulé explicitement en ce qui touche les droits des propriétaires, on doit conclure que ces anciens exploitants ne sauraient être chassés

L'impresence des propriétaires du sol, à faire interdire une exploitation maintenue par l'art. 53, en invoquant la prohibition de l'art. 11.

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. XVIII, p. 811.

de leurs travaux par le propriétaire d'une maison voisine, qui invoquerait la prohibition de distance de l'article 11.

Cette prohibition de distance s'applique aux puits et galeries ouverts depuis 1810, et non pas aux exploitations antérieures. Ce principe a été consacré par une ordonnance du 18 juillet 1817, rendue dans l'affaire Raclet et Lachaume, et déjà citée au chapitre des recherches de mines. (*Voir* pag. 126.)

Instruction des
demandes en déli-
mitation de conces-
sion.

La délimitation spécifiée par l'article 53 ne saurait être faite qu'après une demande officielle adressée au préfet et après les publications et affiches de cette pétition, opérées comme dans le cas des demandes en concession. Quoique l'article 53 soit très-laconique à ce sujet, nous croyons les formalités d'affiches indispensables en pareil cas, et nous fondons notre opinion sur les motifs suivants :

1° Sur l'esprit général de la loi de 1810, qui a voulu entourer tout ce qui touche à l'institution des concessions d'une publicité soumise à des règles fixes et générales, de manière à servir de garantie contre les surprises et les abus;

2° Sur ce que l'article 51 dit explicitement que les anciens concessionnaires auxquels cet article s'applique, ne seront soumis à aucune formalité préalable d'affiches, tandis que rien de pareil n'est écrit à l'article 53, ce qui doit faire considérer la disposition de l'article 51 comme exceptionnelle;

3° Sur ces mots de l'article 53 : *Ils obtiendront les concessions de leurs exploitations actuelles, conformément à la présente loi.*

« Il suit de ces expressions, dit M. Mignerot, que la délimitation » définitive d'une ancienne concession, demandée par le conces- » sionnaire, ou poursuivie par le préfet, ne peut être opérée qu'après » l'accomplissement des formalités prescrites, pour l'institution des » concessions nouvelles, par les articles 23 et 24 de la loi de » 1810 (1). »

(1) *Annales des Mines*, 3^e série, t. III, p. 658.

Observons enfin que l'article 53 donne à ceux qui en profitent, exploitants ou anciens concessionnaires, le privilège de s'en tenir aux conventions faites avec les propriétaires de la surface et sans que ceux-ci puissent se prévaloir des art. 6 et 42 de la loi ; en conséquence, puisqu'il y a une délimitation à faire par l'autorité administrative, il importe que cette délimitation se fasse au grand jour, il faut que des publications et affiches aient lieu, de manière à avertir les propriétaires du sol de ce qui se prépare et les mettre à même de fournir leurs observations. Du reste, ces formalités d'affiches n'amoin- drissent en rien le droit garanti, par l'article 53, aux exploitants et aux titulaires de concessions anciennes non délimitées, d'obtenir la concession de leurs exploi- tations ; elles ont pour seul but d'éviter toute surprise et tout abus.

Ajoutons que, dans la pratique, cette délimitation spécifiée par l'article 53 ne s'opère qu'après les publica- tions et affiches et l'accomplissement de toutes les forma- lités relatives aux demandes en concession : ainsi, les ordonnances des 21 novembre 1830 et 10 mai 1838, relatives à la délimitation des mines du Creuzot et de Blanzv, et de celles de Saint-Chamond et une foule d'autres, dans le même cas, n'ont été rendues qu'après l'accomplissement des formalités d'affiches.

Lorsqu'il s'agit, à la fois, de délimiter une concession ancienne et de la réduire au maximum de six lieues carrées, le concessionnaire a l'initiative de la proposition des limites ; cette initiative est une faculté que lui confé- rait l'article 4 de la loi de 1791 et dont il n'a pas été privé depuis ; il lui appartient de désigner, dans sa de- mande au préfet, la circonscription du périmètre qu'il entend conserver, pourvu qu'elle ne dépasse pas l'étendue de six lieues carrées ; mais il appartient aussi au gouver- nement de modifier la délimitation proposée, suivant qu'il juge le plus convenable à la bonne exploitation des mines et à l'intérêt général ; il est tenu seulement de

Droits de l'ex-
ploitant et du gou-
vernement.

déterminer les limites de manière qu'elles comprennent une surface de six lieues carrées.

Ce droit du gouvernement, qui a été appliqué dans la délimitation de la concession des mines du Creuzot et de Blanzy, opérée par les ordonnances des 21 novembre 1830 et 12 février 1832, est justifié, en ces termes, dans un savant article de M. Mignerou, inséré aux *Annales des Mines* (1) :

« Le droit de l'Administration à modifier, à changer les limites » indiquées par le concessionnaire était reconnu et consacré sous » l'ancienne législation. Il était défini avec précision par les instrue- » tions du ministre de l'intérieur, des 14 ventôse an iv et floréal » même année; il est écrit formellement dans la loi de 1810, laquelle » porte, article 36 : les difficultés qui s'élèveraient entre l'Adminis- » tration et les exploitants, relativement à la limitation des mines, » seront décidées par l'acte de concession.

« L'Administration, cependant, n'a point ici un pouvoir discrétion- » naire. D'une part, elle doit, autant que l'état des choses le permet, » comprendre dans la concession les exploitations que le concession- » naire possédait en 1810; de l'autre, elle doit faire en sorte que les » mines laissées en dehors des limites de la concession puissent, à » raison de leur étendue et de leur disposition, devenir elles-mêmes » l'objet de concessions nouvelles. »

La loi de 1791, en imposant aux anciens concessionnaires maintenus l'obligation de faire réduire et limiter leurs concessions à six lieues carrées, ne fixait point de terme pour opérer cette réduction et cette limitation. Le droit du concessionnaire d'obtenir ce maximum d'étendue n'était donc pas annulé ou restreint après l'expiration d'un délai fatal; il persistait sous la législation de 1791, et il persiste encore sous la législation nouvelle qui, loin de réduire les droits des anciens concessionnaires, n'a fait que les augmenter en transformant leur jouissance temporaire en propriété incommutable; ajoutons, du reste, qu'un ancien concessionnaire en retard pour cette réduction de périmètre, est littéralement dans la caté-

(1) *Annales des Mines*, 2^e série, t. III, p. 625 et 662.

gorie des exploitants de mines qui n'ont pas exécuté la loi de 1791 et qui n'ont pas fait fixer, conformément à cette loi, les limites de leurs concessions; il a donc tout droit de demander l'application de l'article 53; or, pour appliquer cet article, on est ramené, dans le cas dont il s'agit, à appliquer les articles 4 et 5 de la loi de 1791.

Cette persistance du droit des anciens concessionnaires au maximum d'étendue, dans la réduction et la limitation de leurs concessions, a été reconnue en ce qui touche les mines de houille du Creuzot et de Blanzv. Les ordonnances des 21 novembre 1830 et 12 février 1832, portant délimitation de la concession faite, en 1769, des mines de houille de la baronnie de Montcenis, ont accordé aux concessionnaires 120 kilom. carrés, à titre de maximum d'étendue.

Du droit d'initiative des anciens concessionnaires et exploitants, en ce qui touche la délimitation spécifiée à l'article 53, il ne suit pas qu'eux seuls puissent provoquer cette délimitation; s'ils ne le font pas, l'Administration a le droit d'ordonner d'office la fixation des limites; ce droit, entièrement conforme aux principes généraux sur la matière, est écrit textuellement dans l'article 53, qui porte que les limites des concessions des exploitants « seront fixées sur leurs demandes ou à la diligence des préfets. »

L'Administration a usé de ce droit de faire limiter d'office une concession ancienne, à l'occasion des mines de houille de Saint-Chamond : deux arrêtés du préfet de la Loire, en date des 4 mai 1831 et 22 novembre 1833, ayant ordonné les affiches relatives à la délimitation et mis en demeure MM. de Montdragon de produire les pièces à l'appui de leur prétention, ceux-ci firent opposition devant le ministre, et une décision ministérielle du 26 mai 1835 maintint les deux arrêtés en question; après quoi, l'affaire a suivi son cours, et l'ordonnance du 10 mai 1838 a réglé définitivement les limites de la concession de Saint-Chamond. (De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XIII, p. 749.)

Compétence en
matière de délimi-
tation d'anciennes
concessions.

Lorsqu'un exploitant ou ancien concessionnaire poursuit la demande en délimitation de sa concession, ou bien lorsque l'Administration ordonne la délimitation d'office, c'est au gouvernement qu'il appartient de statuer; et, en effet, la fixation des limites est, en pareil cas, une interprétation de concession, ou bien un acte de haute administration, du même ordre que l'institution des concessions, et, dans les deux cas, elle doit être opérée de même, c'est-à-dire par le chef du gouvernement agissant en Conseil d'État; ajoutons que ce principe est nettement établi dans le § 1^{er} de l'article 56.

Cet article 56 fut ajouté par la Commission du Corps législatif, et nous croyons devoir citer, pour son interprétation, les observations de la Commission à ce sujet :

» La rédaction que l'on propose, s'applique à tous les départements
» et fait disparaître la différence que le projet de loi semblait établir
» entre eux.

» Il est nécessaire que l'exploitant qui n'a pas fourni le plan de sa
» mine, le dépose dans un délai prescrit, et qu'il y joigne les titres et
» preuves de sa possession. Cette obligation est la même pour tous les
» départements. Le gouvernement doit connaître ceux qui possèdent
» et exploitent des mines, il doit en avoir les plans, afin d'en consta-
» ter les limites et d'en régler la redevance graduée sur l'étendue.

» L'article proposé à la suite a pour objet de régler les compétences,
» s'il s'élève des contestations entre les exploitants et l'Administration;
» la compétence découle des principes consacrés dans l'article 4 de
» la loi du 28 pluviôse an VIII.

» Mais si les contestations ont lieu entre les exploitants eux-mêmes,
» ce sont des propriétaires qui plaident pour faire régler leurs droits
» et leurs limites; la compétence appartient essentiellement aux tri-
» bunaux ordinaires. C'est une conséquence du principe consacré par
» l'article 7 du projet (1). »

En présence du texte de l'article 56 de la loi et des observations de la Commission, il ne saurait y avoir de doute, dans la question de compétence, en fait de délimitation; lorsqu'il s'agira de *fixer* les limites de deux

(1) Loaré, p. 369.

anciennes concessions voisines, cette fixation, étant une véritable interprétation des actes de concession, appartiendra au pouvoir qui les institue, ainsi qu'il a été établi au chapitre IV, page 216.

Le pouvoir qui opère la délimitation des concessions anciennes, conformément aux articles 53 et 56, étant celui qui institue les concessions de mines, il suit de là qu'un Conseil de préfecture excède les bornes de sa compétence, lorsqu'en interprétant l'acte relatif à une vente de concession ancienne, faite à des tiers par l'État ou par un établissement public, il préjuge la délimitation de la mine.

L'ordonnance du 19 juillet 1826, rendue dans les circonstances suivantes, nous fournit une application de ce principe :

Un arrêt du Conseil, du 1^{er} mars 1763, avait accordé pour trente ans la concession des mines de houille de Champagny et Ronchamp à MM. d'Andelaw, de Reynac et au Chapitre de Lure, et cette concession fut prorogée de trente années par un arrêt du 30 mars 1784.

Au 4 juin 1812, MM. Dolfus et Compagnie devinrent adjudicataires de la deuxième moitié de ces mines qui était devenue la propriété de la caisse d'amortissement.

En 1822, des demandes en concession furent faites sur le territoire de ces mines, et MM. Dolfus et Compagnie s'adressèrent au Conseil de préfecture pour faire interpréter l'acte de vente du 4 juin 1812.

Le 13 juin 1823, un arrêté du Conseil de préfecture de la Haute-Saône spécifia que l'adjudication du 4 juin 1812 avait conféré aux acquéreurs le droit d'exploiter les mines dans la moitié de toute l'étendue du territoire des communes de Champagny et Ronchamp.

Le Conseil de préfecture outre-passait évidemment ses pouvoirs en assignant ainsi une délimitation à l'exploitation des mines en question; aussi son arrêté a-t-il été annulé, en ces termes, par l'ordonnance du 19 juillet 1826, rendue sur la proposition du ministre de l'intérieur :

« Considérant que la moitié de la houillère dont il s'agit, a été
 « aliénée dans l'état où elle se trouvait lors de ladite vente, et telle
 « qu'en avaient joui et avaient droit d'en jouir, sans en rien excepter,
 « la caisse d'amortissement et ses précédents possesseurs, mais sans
 « désignation de limites, et à la charge par l'acquéreur de se conformer
 « aux dispositions de la loi du 21 avril 1810 ;

« Considérant que le Conseil de préfecture, en assignant pour
 « limites à l'exploitation de la moitié de ladite houillère le territoire
 « entier des deux communes de Ronchamp et de Champagny, a
 « puisé les moyens de son interprétation ailleurs que dans les actes
 « qui ont consommé la vente, et par conséquent a excédé ses
 « pouvoirs ;

« Qu'aux termes des articles 55 et 56 de la loi du 21 avril 1810, il
 « n'appartient qu'à l'Administration d'opérer la délimitation desdites
 « mines, conformément à la déclaration qui va être faite des objets
 « aliénés, ainsi qu'aux règles prescrites par lesdits articles de la loi
 « sus-énoncée, etc., (1). »

Le principe de compétence proclamé dans cette ordonnance avait été posé antérieurement dans l'ordonnance déjà citée, du 8 janvier 1817, relative aux mines de plomb de St-Sauveur (2) ; il a été confirmé depuis lors dans celle du 5 décembre 1833, relative aux mines de plomb de Saint-Julien-Molin-Molettes (chapitre VII, pag. 344). Ajoutons enfin que ces principes ont été appliqués dans l'ordonnance du 30 décembre 1813 et le décret du 15 septembre 1848, rendus au sujet de divers actes relatifs à la délimitation des mines de houille de Vieux-Condé (chapitre IV, pag. 218).

Les articles 51 et 53, en respectant les droits acquis aux concessionnaires antérieurs et aux exploitants, ont aussi respecté les conventions faites avec les propriétaires du sol, et il est dit formellement que les uns et les autres seront soumis, à cet égard, « à la charge seulement
 • d'exécuter, s'il y en a, les conventions faites avec les

Droits des propriétaires de la surface.

(1) De Cheppe, *Annales des Mines*, 3^e série, t. XII, p. 659.

(2) Sirey, *Jurisprudence du Conseil d'État*, t. III, p. 170.

- » propriétaires du sol et sans que ceux-ci puissent se
- » prévaloir des articles 6 et 42. »

Cette consécration des conventions antérieures, en ce qui touche les droits à payer aux propriétaires de la surface, sans addition de nouvelles redevances, est justifiée, en ces termes, dans l'exposé des motifs du comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely :

« Ils ne paieront aucune redevance aux particuliers propriétaires de la surface, parce que la jouissance, sans le paiement de de ce droit, est établie, et qu'il n'est pas juste de donner à la loi un effet rétroactif (1). »

Des motifs donnés par le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, il suit que les dispositions des articles 51 et 53, en ce qui touche les droits des propriétaires, ne sont applicables que dans les cas où les conventions antérieures avec les propriétaires, ou l'absence de droits à payer à ceux-ci, ont acquis l'autorité de chose jugée ou de faits consommés ; conséquemment, ces dispositions ne sont pas applicables au cas où il n'aurait pas été statué précédemment sur les oppositions formées par les propriétaires à une concession ancienne.

On trouve une application de ce principe dans l'ordonnance du 19 octobre 1814, portant délimitation des mines de houille de Roche-la-Molière. Le 21 juillet 1768, la concession de ces mines avait été accordée au duc de Charost, qui la vendit plus tard au marquis d'Osmond ; mais les propriétaires du sol firent opposition. Un arrêt du Conseil, du 27 avril 1789, évoqua l'affaire, et la Révolution survint avant qu'il y eût chose jugée. M. d'Osmond fut dépouillé de son exploitation par la force, et après les troubles civils, il réclama la jouissance de son ancienne concession. Sur cette demande, un décret du 22 décembre 1812 prescrivit l'instruction relative à la délimitation de

(1) Loaré, p. 588.

la concession du marquis d'Osmond, et les propriétaires du sol renouvelèrent leurs oppositions.

C'est sur ce débat qu'a statué l'ordonnance du 19 octobre 1814; cette ordonnance a rejeté les oppositions formées contre la concession des mines de houille du marquis d'Osmond et a déclaré celui-ci propriétaire incommutable; mais, en même temps, elle a jugé que « cette concession, quoique bien antérieure à la loi de 1810, n'ayant point jusqu'à ce jour complètement acquis l'autorité de la chose jugée, puisqu'elle restait soumise au jugement des oppositions, était encore dans le cas de recevoir l'application desdits articles (6 et 42). » En conséquence, le marquis d'Osmond a été astreint, par l'art. 3 de l'ordonnance, à payer aux propriétaires des terrains une redevance en nature dont le montant serait réglé en Conseil d'État d'après les usages du pays (1).

L'article 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1814 déclare le marquis d'Osmond, aux termes des articles 7 et 51 de la loi du 21 avril 1810, propriétaire incommutable de la concession de Roche-la-Molière, telle qu'elle sera limitée en l'article 4 ci-dessous.

Nous pensons, à ce sujet, qu'il n'y avait pas lieu d'invoquer l'article 51, mais bien l'article 53 de la loi du 21 avril 1810; et, en effet, l'article 51 est uniquement applicable aux concessions délimitées; il exclut les formalités d'affiches, tandis que, dans la présente affaire, il y avait eu affiches et publications, conformément au décret du 22 décembre 1812. L'article 53, d'un autre côté, s'applique aux concessionnaires qui n'ont pas fait fixer les limites de leurs concessions conformément à la loi de 1791, et c'était ici le cas, puisque l'ordonnance du 19 octobre 1814 règle la délimitation de la concession de Roche-la-Molière.

(1) *Journal des Mines*, t. XXXVI, p. 395, n° 215, et de Cheppe, *Annales des Mines*, 5^e série, t. XI, p. 611.

Cette ordonnance a rejeté les oppositions des propriétaires qui exploitaient, en 1810, d'une manière illicite, sur le territoire de la concession du marquis d'Osmond; elle a regardé ceux-ci comme sans qualité pour invoquer, à titre d'anciens exploitants, l'application de l'article 53, ce qui confirme le principe que nous avons émis précédemment à ce sujet.

Ajoutons, en terminant, sur le respect des droits dus aux propriétaires, en ce qui touche la confirmation des concessions anciennes, qu'au moment de la promulgation de la loi de 1810, le gouvernement sursit à prononcer définitivement sur les demandes en concession en instance, jusqu'à ce qu'il eût été fait de nouvelles affiches portant une offre de redevances aux propriétaires du sol.

Cette manière, toute généreuse, pour la propriété du sol, d'appliquer la loi nouvelle, fut provoquée par un avis du Conseil d'État, du 11 juin 1810, conçu en ces termes :

« Considérant que, d'une part, les projets de décrets proposés par
 » le ministre contiennent des dispositions qui étaient conformes à
 » l'ancienne législation, mais qui ne peuvent plus s'accorder avec les
 » dispositions de la loi nouvelle sur les mines; et que, d'autre part,
 » on ne trouve pas dans ces projets d'autres dispositions que la loi
 » exige,

« Est d'avis,

« Qu'avant de statuer sur ces projets de décrets, ils seront renvoyés
 » au ministre de l'intérieur, qui, par une nouvelle instruction, or-
 » donnera que les formes voulues par la loi soient remplies, et fera
 » mettre en harmonie les dispositions des projets de décret qu'il pro-
 » pose avec les dispositions de la loi précitée;

« Et néanmoins, qu'on ne doit pas recommencer l'instruction des
 » affaires qui ont précédé la promulgation de la loi, lorsqu'il ne s'agit
 » que de formes, et quand il ne se trouve rien dans cette instruction
 » qui puisse être contraire aux dispositions de la loi relativement aux
 » droits des propriétaires de la surface, et aux droits et aux obligations
 » qu'accorde ou qu'impose la nouvelle loi aux concessionnaires;

« Et que le présent avis doit être inséré au *Bulletin des Lois* (1). »

(1) *Journal des Mines*, t. XXVIII, p. 83, n° 163.

Cet avis fut complété, quant à l'application, par une proposition du Conseil des Mines, qui fut approuvée le 27 juillet 1810 et qui est conçue dans les termes suivants (1) :

« Le Conseil a l'honneur de proposer au ministre le renvoi à
 » MM. les préfets de toutes les affaires de cette espèce, avec invitation
 » à ces magistrats de faire fournir par les demandeurs en concession
 » une ampliation de leur première demande, en y ajoutant la proposition d'une rétribution envers les propriétaires des terrains, qui
 » serait une légère rente foncière par hectare, sur toute l'étendue de
 » la concession.

« Cette ampliation de demande serait publiée et affichée conformément
 » même à ce que le titre iv prescrit. En cas de discussion, l'avis
 » de l'ingénieur des mines sur cet objet, l'avis du Conseil de préfecture, et celui du préfet qui adresserait au ministre son opinion motivée avec toutes les pièces, éclaireraient amplement sur le parti à
 » prendre.

« Le Conseil propose d'autant plus volontiers d'adopter ce mode,
 » qu'il met à l'abri de toute réclamation sur les formes, et qu'il est
 » persuadé que tout autre mode qui n'offrirait pas la même sécurité,
 » entraînerait (à cause des discussions qui interviendraient sans
 » terme) des lenteurs encore plus funestes. »

Redevances
 l'État

Les articles 52 et 54 ont prescrit le paiement à l'État des redevances fixes et proportionnelles par les anciens concessionnaires et exploitants auxquels les articles 51 et 53 sont applicables.

« Les uns et les autres, disait le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dans son exposé des motifs, paieront à l'État, *en devenant ainsi propriétaires*, les nouvelles redevances dont nous venons de parler (2). »

Observons, à ce sujet, que la transformation, en propriétés incommutables, des concessions temporaires antérieures à la loi de 1810, justifiait pleinement l'établissement, sur les mines anciennes, du double impôt prescrit pour les concessions futures.

(1) *Journal des Mines*, t. XXVIII, p. 85, n° 165.

(2) *Loché*, p. 388.

Le décret du 6 mai 1811, rendu en conformité des prescriptions de la loi de 1810 sur l'établissement des redevances fixes et proportionnelles, a réglé, par les art. 11 à 15, l'assiette de la redevance fixe sur les mines exploitées sans concession régularisée ou sans aucune concession. (*Voir* chapitre VII, page 340.) D'autre part, l'art. 30 du même décret a réglé ce qui concerne la redevance proportionnelle sur les mines. (*Voir* chapitre VII, pag. 357.)

Les anciens concessionnaires ou exploitants auxquels les articles 51 et 53 sont applicables, ont été rangés dans la loi commune, en ce qui touche les redevances, par les art. 52 et 54; en conséquence, nous n'avons rien à ajouter aux développements donnés, au chapitre VII, en ce qui concerne les redevances sur les mines.

Nous terminerons, sur les anciennes concessions, en faisant observer que les législateurs de 1810, fidèles à leur principe d'éviter tout effet rétroactif, ont consacré, par l'article 55, les droits résultant pour les parties des usages locaux, des prescriptions légalement acquises ou des conventions réciproques.

*Anciens usages,
prescriptions léga-
lement établies,
conventions réci-
proques.*

L'article 55, en mentionnant ces *cas extraordinaires*, porte que la décision en appartiendra aux tribunaux et Cours, juges naturels en pareille matière.

Dans quelle forme sera fait le renvoi devant les tribunaux? Nous avons établi au chapitre IV, page 219, que le renvoi devant les tribunaux, pour le jugement des oppositions exceptionnelles spécifiées par l'article 28, doit être prononcé par le gouvernement; nous pensons de même que c'est au gouvernement qu'il appartient de renvoyer les parties devant les tribunaux, lorsqu'il y a lieu à l'application de l'article 55. A l'appui de notre opinion, nous citerons un décret du 15 octobre 1810, conçu en ces termes (1):

(1) *Journal des Mines*, t. XXVIII, p. 392, n° 168.

« Art. 1^{er}. — Les contestations existantes entre la Société Hardy et
» la Société Colson, au sujet de la concession des mines de houille
» existantes sur le territoire des communes d'Ans, Glain et Mollin,
» département de l'Ourihe, sont renvoyées devant les tribunaux com-
» pétents, conformément aux articles 55 et 56 de la loi du 21 avril
» 1810, etc. »

Les usages locaux dont il est fait mention à l'article 55, sont exclusivement ceux qui ne sont pas en opposition avec les principes et les dispositions de la loi de 1810; il a été ainsi jugé par la Cour de Liège, à la date du 12 février 1842 (1). Quant aux conventions dont il est question, il faut l'entendre seulement de celles qui ne sont pas contraires à l'ordre public ou aux lois établies, et qui ont ainsi une cause licite. (Cod. civ., art. 1108, 1131, 1133.)

Disons enfin, au sujet des anciennes concessions, que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de 1791, relatives au droit des propriétaires d'exploiter les mines à moins de 100 pieds de profondeur, dispositions fort restreintes dans la pratique par l'instruction ministérielle du 18 messidor an ix, n'ont pas été conservées dans la loi de 1810, qui les a implicitement abrogées. Nous avons établi ce point au chapitre de l'obtention des concessions (pag. 148 et suiv.); nous n'ajouterons rien à cet égard.

(1) Chicora et Ernest Dupont, *Code des Mines*, p. 49.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE PREMIER VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

Généralités. — Historique du droit des mines. — Principes généraux de la législation minière de la France.

	Pages.
De la propriété des mines.....	1
La propriété des mines ne doit pas suivre nécessairement la propriété du sol. — Nécessité des concessions de mines.....	2
Les mines ne sauraient être concédées à des syndicats de propriétaires.....	4
La propriété des mines ne doit pas être donnée nécessairement aux inventeurs.....	5
Les mines doivent former des concessions distribuées par l'État.....	6
Variété de la législation des mines chez les différents peuples..	7
Droit absolu de l'État sur la propriété des mines à Athènes....	8
Droit absolu des propriétaires du sol sur les mines, dans l'ancien droit romain.....	8
Naissance du droit régalien sous les empereurs.....	8
Code Théodosien.....	11
Définition précise du droit régalien.....	15
Le droit régalien a généralement prévalu chez les nations modernes.....	16
De la propriété des mines en France, avant la loi de 1791.....	20
Confiscation et exercice du droit régalien par les grands possesseurs de fiefs dans la période féodale.....	21
Reprise du droit régalien sur les seigneurs féodaux par les rois de France, à dater de Charles VI.....	23
Lettres-patentes de Charles VI.....	23
Lettres-patentes de Charles VII.....	25
Ordonnance de Louis XI.....	25
Lettres-patentes de Charles VIII.....	27
Édit de Louis XII.....	27
Lettres-patentes de François I ^{er}	28

	Pages.
lettres-patentes de Henri II, de François II et Charles IX. .	29
Édit d'Henri IV.	30
Édit de Louis XIII sur la marque des fers.	32
Concessions et édit sous Louis XIV.	32
Edits et lettres-patentes du roi Louis XV.	33
Législation des mines sous Louis XV, arrêts de 1731 et 1731. .	35
Régime des mines dans les années qui ont précédé la Révolution.	
Exemple tiré des concessions primitivement formées dans le	
bassin d'Alais.	38
Arrêts généraux rendus sous Louis XVI.	41
Résumé de la législation des mines sous l'ancienne monarchie	
française.	41
Le droit de concéder les mines n'était pas autrefois un droit	
féodal.	42
Loi du 28 juillet 1791.	45
Loi du 10 juin 1793.	50
Arrêté du Comité de Salut public, du 15 messidor an II.	50
Arrêté du 18 messidor an II.	50
Arrêté du 21 messidor an II.	51
Arrêté du 12 fructidor an II.	51
Arrêté du 16 fructidor an II.	52
Arrêté du 2 frimaire an III.	52
Loi du 30 vendémiaire an IV.	52
Conférence des mines du 2 frimaire an VI.	52
Arrêté du Directoire exécutif du 5 nivôse an VI.	53
Circulaire de germinal an IX.	53
Loi du 15 pluviôse an IX.	53
Instruction du 18 messidor an IX.	54
Insuffisance de la loi de 1791.	55
Arrêté des Consuls du 25 pluviôse an X.	56
Code civil.	56
Préparation de la loi du 21 avril 1810.	58
Exposé sommaire de la loi du 21 avril 1810.	61
Instruction du 3 août 1810.	67
Décret du 18 novembre 1810.	67
Décret du 6 mai 1811.	67
Décret du 3 janvier 1813.	67
Loi du 27 avril 1838.	69
Loi du 17 juin 1840.	69
Ordonnance du 23 mai 1831.	69
Ordonnance du 18 avril 1832.	69
Ordonnance du 26 mars 1833.	69
Décret du 21 décembre 1831.	70

CHAPITRE II.

Recherches de mines.

Importance administrative des recherches de mines. — Elles	
doivent précéder les demandes en concession.	72
Recherches de mines exécutées sur des terrains non concédés. .	75
Droit de faire des recherches.	75

<u>Recherches exécutées par le propriétaire du sol ou avec son consentement.....</u>	75
<u>En quoi consiste la surveillance administrative à exercer sur les recherches exécutées par le propriétaire.....</u>	75
<u>La condition de 100 mètres de distance des habitations et enclos murés, s'applique aux recherches de mines faites par le propriétaire du sol.....</u>	77
<u>Produits des travaux de recherches exécutés par le propriétaire du sol.....</u>	78
<u>Le propriétaire qui fait ou laisse faire des recherches de mines, ne peut disposer du produit de ces recherches sans une autorisation de l'Administration.....</u>	79
<u>Incompétence d'un préfet pour autoriser une exploitation antérieure à la concession, dans un terrain communal.....</u>	81
<u>Formalités à suivre pour obtenir la permission de vendre des produits de recherches.....</u>	81
<u>Modèle de demande en permission de vendre ou utiliser des produits de recherches.....</u>	81
<u>Droits conférés aux permissionnaires.....</u>	82
<u>Durée des permis de vente. — Renouvellement de ceux-ci.....</u>	82
<u>Devoirs des permissionnaires.....</u>	83
<u>Le permis de vendre les produits des recherches de mines, ne préjuge rien sur le choix du concessionnaire.....</u>	84
<u>Compétence des tribunaux ordinaires pour régler les indemnités de terrains, dues au propriétaire du sol, au sujet des recherches consenties par ce dernier.....</u>	84
<u>Même compétence en cas de recherches sur un terrain communal.....</u>	85
<u>Incompétence des tribunaux, compétence de l'Administration pour statuer sur la destination des produits des recherches.....</u>	85
<u>Compétence de l'Administration pour régler les droits des propriétaires sur les produits des recherches exécutées sans le consentement du propriétaire et sans autorisation administrative.....</u>	86
<u>Compétence des tribunaux, quant aux dommages et intérêts dus pour occupation de terrains et voies de fait.....</u>	87
<u>Le séquestre des produits extraits ne fait pas obstacle à ce que l'Administration en dispose.....</u>	87
<u>Silence fâcheux gardé par l'Administration, au sujet des droits des propriétaires sur les produits des recherches, dans les permissions de vente.....</u>	88
<u>Doctrine de la Cour de cassation.....</u>	91
<u>Droit du gouvernement d'autoriser des recherches de mines. : Le chef du gouvernement peut seul accorder un permis de recherches.....</u>	97
<u>Autorisation de recherches accordée par le gouvernement, notwithstanding le refus du propriétaire du sol, qui ne fait point de travail.....</u>	98
<u>Permission de recherches accordée par le gouvernement, notwithstanding le refus du propriétaire du sol, qui ne fait qu'annoncer l'intention d'exploiter plus tard.....</u>	100
<u>Permis de recherches accordé notwithstanding le refus du propriétaire qui fait lui-même des recherches ou en laisse faire par le concessionnaire de son droit.....</u>	100

	Pages.
<u>Moyen d'obtenir le droit de fouilles sur un terrain communal.</u>	102
<u>Formalités des demandes en permis de recherches.</u>	103
<u>Instruction des demandes en permis de recherches.</u>	106
<u>Devoirs des permissionnaires de recherches, vis-à-vis des propriétaires du sol. — Indemnité préalable.</u>	107
<u>Compétence des tribunaux ordinaires pour régler cette indemnité.</u>	107
<u>Exemple récent du règlement de ces indemnités par les tribunaux.</u>	111
<u>Jurisprudence du Conseil d'Etat.</u>	111
<u>Chiffre de l'indemnité préalable.</u>	112
<u>Fixation de l'indemnité. — Expertises.</u>	112
<u>L'indemnité doit être préalable.</u>	112
<u>Si l'indemnité n'est pas réglée au moment de la concession, l'acte de concession en réserve le règlement.</u>	113
<u>Si les circonstances s'opposent à ce que l'indemnité puisse être évaluée d'avance, le permissionnaire doit donner caution.</u>	113
<u>L'indemnité préalable due au propriétaire, ne concerne que l'occupation du sol nécessaire aux recherches, et les dégâts à la surface.</u>	114
<u>Il n'est pas dû d'indemnité au propriétaire du sol, à raison de la privation de l'exercice du droit que celui-ci avait de faire les recherches lui-même.</u>	115
<u>La redevance due au propriétaire sur les produits extraits, est en dehors de l'indemnité préalable : elle est réglée par le gouvernement.</u>	116
<u>Le permissionnaire de recherches ne peut exécuter de travaux à moins de 100 mètres des habitations ou enclos murés, sans le consentement du propriétaire de ces habitations ou enclos.</u>	119
<u>Servitude créée par l'article 11 sur les terrains à 100 mètres des maisons et enclos.</u>	124
<u>La prohibition de l'article 11 s'applique aux recherches exécutées par les propriétaires du sol, situées à moins de 100 mètres.</u>	25
<u>Des devoirs des permissionnaires vis-à-vis du gouvernement.</u>	129
<u>Droits des permissionnaires de recherches.</u>	131
<u>Durée du permis de recherches.</u>	131
<u>Renouvellement du permis de recherches.</u>	131
<u>Produits minéraux extraits à la suite du permis de recherches.</u>	131
<u>Demande en permission de vendre ou d'utiliser les produits extraits à la suite d'un permis de recherches.</u>	132
<u>Le gouvernement n'use qu'avec réserve du droit d'accorder le permis de vente aux permissionnaires de recherches.</u>	132
<u>Le permis de recherches ne préjuge rien sur le choix ultérieur du concessionnaire.</u>	133
<u>Le permis de recherches n'enlève pas au propriétaire du sol son droit de fouilles, mais il le modifie profondément.</u>	133
<u>Le permissionnaire n'est pas en droit de demander l'établissement d'un chemin à charroi sur les terrains à explorer.</u>	134
<u>Recherches sur des terrains concédés.</u>	134
<u>Y a-t-il lieu à redevance sur les produits des travaux de recherches?</u>	138
<u>La vente des produits extraits de recherches autorisée par l'Administration, n'est pas sujette à patente.</u>	140
<u>Des Sociétés de recherches.</u>	140

CHAPITRE III.

Concessibilité des gîtes. — Obtention des concessions.

<u>Classement des substances minérales.....</u>	<u>147</u>
Les substances minérales sont classées parmi les mines, minières ou carrières, d'après leur nature et non point d'après leur mode d'exploitation ou leur plus ou moins de profondeur.	148
<u>Exceptions au principe précédent au nombre de trois.....</u>	<u>159</u>
<u>Première exception relative aux minerais de fer.....</u>	<u>159</u>
<u>Les minerais de fer sont des minières ou des mines, suivant qu'ils sont exploitables à ciel ouvert ou par travaux souterrains.</u>	<u>160</u>
<u>L'alun exploitable par puits ou galeries est une mine, tandis que les terres alumineuses exploitables à ciel ouvert sont des minières.....</u>	<u>160</u>
Il en est de même des pyrites ferrugineuses.....	161
Les pyrites de fer à l'état de terres pyriteuses, regardées comme engrais, sont des carrières.....	162
L'article 2 qui désigne les substances minérales classées comme mines, est simplement énonciatif et non point limitatif....	163
C'est à l'autorité administrative, agissant en Conseil d'Etat, qu'il appartient de trancher la question de concessibilité..	166
Absence de concession antérieure.....	170
Nécessité de travaux de recherches pour éclairer sur la consistance du gîte.....	170
Quelles sont les personnes aptes à demander des concessions de mines.....	172
Toutes les formes de Société définies par le Code civil et le Code de commerce peuvent être adoptées par les demandeurs en concession de mines.....	172
<u>Un individu déjà concessionnaire, peut obtenir une concession nouvelle.....</u>	<u>173</u>
<u>Formalités à suivre pour une demande en concession de mines.</u>	<u>175</u>
Nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur.....	175
Désignation précise de la mine, nature du minerai à extraire, état auquel les produits seront livrés au commerce.....	175
Indication des lieux où l'on tirera les bois et combustibles qui seront nécessaires.....	176
Etendue de la concession. — Limites du périmètre sollicité....	176
Indemnité offerte au propriétaire et à celui qui aura découvert la mine, s'il y a lieu.....	177
Submission de se conformer au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement.....	178
Annexes à joindre à la pétition. — Plans. — Extraits de rôles des contributions.....	178
Production de l'acte de Société.....	181
<u>Modèle de demande en concession de mines.....</u>	<u>185</u>
Mémoires à l'appui des demandes en concession.....	181
Instruction des demandes en concession.....	181
Rédaction du projet d'affiche.....	185
Spécimen de projet d'affiche.....	186
<u>Travaux de recherches à exécuter par le demandeur pendant les quatre mois d'affiches.....</u>	<u>188</u>

	<i>Pages</i>
Les affleurements de houille ne constituent pas à eux seuls un indice suffisant pour qu'il y ait lieu à concession.....	190
Avantages des travaux de recherches pour le demandeur.....	191
De simples sondages peuvent, suivant les cas, suffire pour faire admettre une demande en concession de mines.....	192
Avis du sous préfet sur les demandes en concession.....	195
Avis de l'ingénieur ordinaire des mines.....	195
Avis de l'ingénieur en chef des mines.....	195
Avis éventuel du Conseil de préfecture sur la redevance due au propriétaire du sol.....	195
Avis du préfet.....	195
Instruction au ministère. — Avis du Conseil des ministres. —	
Projet de décret de concession.....	196
<i>Discussion au Conseil d'Etat.....</i>	198
<i>Des oppositions et demandes en concurrence.....</i>	199
Oppositions et demandes en concurrence survenues pendant les quatre mois d'affiches.....	199
Elles ne sont pas affichées; elles sont mises à la connaissance du public par l'inscription au registre de la préfecture.....	201
La demande en concurrence faite dans les délais peut ainsi amener la concession sans qu'il y ait eu affiches.....	201
Affiches simultanées et collectives.....	201
Oppositions et demandes en concurrence tardives.....	205

CHAPITRE IV.

Questions diverses relatives à l'institution des concessions. — Interprétation. — Recours.

<u>Les difficultés pendantes sur la propriété de la surface, n'empêchent pas que le gouvernement puisse instituer une concession.....</u>	208
<u>Le gouvernement peut accorder à un demandeur en concession un terrain non compris dans sa pétition, et compris dans la pétition affichée de son concurrent.....</u>	210
<u>Teneur des actes de concession.....</u>	212
<u>Publicité donnée au décret de concession.....</u>	213
<u>Décision administrative déclarant qu'il n'y a pas lieu à concession.....</u>	214
<u>Interprétation des actes de concession. — Elle appartient exclusivement au gouvernement.....</u>	216
<u>Renvoi exceptionnel devant les tribunaux, en cas d'opposition motivée sur la propriété de la mine.....</u>	219
<u>Oppositions motivées sur la propriété de la mine.....</u>	219
<u>Un décret de concession n'est pas un acte de nature contentieuse. Les concessions rendues après l'accomplissement des formalités légales, sont inattaquables par la voie contentieuse.....</u>	222
<u>Impuissance du propriétaire du sol, à attaquer un acte de concession rendu dans les formes légales.....</u>	225
<u>Le propriétaire du sol ne peut pas attaquer une concession instituée régulièrement, pour demander l'exécution de conventions antérieures.....</u>	221

Un ancien exploitant ne peut pas recourir, par la voie contentieuse, [contre une concession instituée après les formalités légales.....	224
Un ancien concessionnaire déchu, ne peut pas attaquer au contentieux, une concession nouvelle.....	225
Un tiers qui prétend avoir été omis, par erreur, au nombre des titulaires d'une concession, ne peut pas se pourvoir en rectification par la voie contentieuse.....	226
Impuissance d'un concessionnaire de mines à attaquer, par la voie contentieuse, une disposition de son cahier des charges.	227
Recours au contentieux contre un acte de concession rendu sans accomplissement de toutes les formalités légales.....	228
Recours au contentieux par un concessionnaire antérieur, contre un acte de concession qui empiète sur son périmètre.....	229
Recours par la voie gracieuse.....	229
Un ancien exploitant peut obtenir, s'il y a lieu, par la voie gracieuse, l'augmentation de l'indemnité qui lui est allouée par un acte de concession.....	230
Recours en interprétation d'un acte de concession.....	230
Le recours en interprétation d'un acte de concession, ne peut s'ouvrir que sur une décision administrative ou judiciaire..	231
Recours en interprétation compliqué de demande au pouvoir gracieux.....	232
Lorsqu'un demandeur décède avant l'acte de concession, ses héritiers n'ont pas un droit absolu à jouir de la concession..	232
Le gouvernement peut, néanmoins, par exception et suivant les cas, conférer cet avantage aux héritiers.....	233
Le pouvoir administratif, en interprétant un acte de concession, laisse aux tribunaux le soin de juger l'exécution des traités d'association passés par le titulaire avec des tiers, avant ou après la concession.....	234
La concession faite des mines existantes dans les propriétés des demandeurs, doit être interprétée dans un sens restrictif....	236
Le périmètre d'une concession est défini par les limites énoncées dans l'acte de concession, et non par les plans erronés joints à cet acte.....	238
La concession d'une mine d'asphalte comprend les calcaires bitumineux de la surface du sol.....	239
L'omission faite, dans un acte de concession, de la désignation des communes sur lesquelles porte le périmètre, n'invalide pas les droits des concessionnaires.....	240
Un ancien concessionnaire de mines n'est pas fondé à réclamer le prix de sa concession, lorsqu'il a été indemnisé par les nouveaux concessionnaires.....	241

CHAPITRE V.

Devoirs des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol. — Droits des propriétaires de la surface.

Devoirs des concessionnaires.....	244
Devoirs des concessionnaires vis-à-vis des propriétaires du sol.	244
Deux sortes d'indemnités au propriétaire du sol.....	244

	<i>Pages.</i>
Redevance due au propriétaire. — Sa nature.....	243
La redevance n'est pas sujette au droit de mutation de 4 p. %..	249
Règlement de la redevance.....	250
En principe, cette redevance doit être peu élevée.....	250
Exemples de redevances.....	253
Redevances proportionnelles aux produits extraits.....	254
Redevances fixes.....	258
Redevances mixtes.....	260
Autres formes de redevances.....	265
Droits des propriétaires confondus avec ceux des inventeurs et usagers, et réglés ensemble.....	266
Conservation exclusive des conventions antérieures, pour des exploitations anciennes.....	266
Au gouvernement seul appartient le droit de régler définitivement la redevance due au propriétaire du sol, sur les produits de la mine.....	267
Le gouvernement peut régler et règle aujourd'hui, par les actes de concession, la redevance due au propriétaire du sol, nonobstant toutes conventions antérieures.....	272
La redevance attachée au tréfonds suit la vente ou l'expropriation du fonds, à moins de stipulation contraire.....	276
La redevance due au propriétaire est une rente mobilière.....	278
La redevance est due solidairement par les concessionnaires...	280
La redevance se divise naturellement avec la surface du sol, tant qu'elle n'est pas séparée de celle-ci par aliénation.....	284
Le chômage autorisé par l'Administration, dans une certaine portion du périmètre d'une concession, ne peut pas donner lieu à une indemnité au propriétaire du sol.....	282
Indemnités payées au propriétaire du sol, pour dommages ou occupations de terrains.....	284
Compétence exclusive des tribunaux ordinaires pour juger des contestations relatives à ces indemnités.....	284
Les Conseils de préfecture n'ont pas à s'occuper de ces indemnités.....	289
Le règlement de ces indemnités peut être soumis par compromis à des arbitres.....	293
L'indemnité pour achat de terrains n'annule pas celle due pour non jouissance antérieure.....	295
Indemnités dues au propriétaire du sol, dans le cas où les travaux des mines le privent d'eaux servant à l'irrigation....	295
Indemnité due aux propriétaires du sol, pour déversements d'eaux nuisibles à la végétation, provenant des travaux des mines.....	295
L'indemnité au double du dommage est due pour fissures, éboulements ou autres désordres causés à la surface, par les travaux des mines.....	298
L'indemnité doit-elle être préalable.....	299
Les indemnités dues pour dommages à la surface, en vertu de l'article 43, ne s'appliquent pas aux dégâts éprouvés par le tunnel d'un chemin de fer postérieur à la concession de la mine.....	301
Droits des propriétaires de la surface.....	303
Caution due par le concessionnaire de mines, en cas de travaux sous les lieux habités.....	304

	Pages.
Le recours contre un arrêté préfectoral qui autorise des travaux sous des lieux habités, doit être formé devant le ministre...	305
Compétence exclusive de l'Administration pour interdire les travaux sous les lieux habités.....	307
La caution n'est due que pour les lieux habités, antérieurs à l'acte de concession.....	308
L'article 15 s'applique aux travaux de mines dans le voisinage immédiat des habitations.....	309
Durée de la caution.....	309
Droit du propriétaire de maisons d'habitation ou clôtures murées, d'empêcher les concessionnaires d'ouvrir des puits ou galeries, à moins de 100 mètres de distance.....	309
Les tribunaux sont chargés de faire exécuter la prohibition spécifiée à l'article 11.....	310
La prohibition de 100 mètres s'applique aux enclos murés, cours ou jardins, comme aux maisons d'habitation.....	312
L'article 11 de la loi de 1810, ne peut être appliqué qu'aux établissements fondés après la concession.....	315
La prohibition de l'article 11 subsiste, malgré l'interposition d'un chemin public entre les habitations et les entrées de mines.....	315
Le droit du propriétaire ne s'étend pas à vendre la mine non concédée qui existe dans son fonds.....	315
Il ne peut pas vendre non plus son droit de préférence à la concession.....	316
Il peut vendre son droit à la redevance.....	316

CHAPITRE VI.

Devoirs des concessionnaires vis-à-vis des inventeurs, des explorateurs et des anciens exploitants.

Deux sortes d'indemnités sont accordées aux inventeurs.....	318
Recours contre un acte de concession, par un inventeur qui n'a pas été entendu.....	322
Incompétence d'un ministre pour statuer définitivement sur les droits d'inventeur.....	323
Aliénation des droits d'inventeur. — Compétence des tribunaux pour interpréter les actes de vente.....	324
Indemnités dues aux inventeurs, explorateurs ou anciens exploitants pour travaux antérieurs à la concession.....	326
Règlement de ces indemnités par le Conseil de préfecture. — Avantage de ce mode de juridiction.....	326
La compétence du Conseil de préfecture s'étend aussi aux indemnités à régler pour travaux antérieurs à une concession ancienne, faite avant 1810.....	329
Les expertises ordonnées par les Conseils de préfecture, doivent être faites suivant la forme du Code de procédure civile....	330
Incompétence des préfets en cas d'expertises de ce genre.....	333
Le Conseil de préfecture peut se rendre propre une expertise déjà faite devant l'autorité judiciaire.....	335
Le règlement de l'indemnité due aux explorateurs est spécifié, par prévoyance, dans les actes de concession.....	335

CHAPITRE VII.

*Devoirs des concessionnaires vis-à-vis du
gouvernement.*

Redevances fixes et proportionnelles dues à l'Etat.....	337
Redevance fixe.....	337
En cas de concessions superposées, la redevance fixe est exigible séparément, pour chaque concession.....	338
Assiette de la redevance fixe sur les mines concédées.....	339
Assiette de la redevance fixe sur les mines non concédées....	340
Réfaction pour décharge au dégrèvement de la redevance fixe. La redevance est due sur les mines inexploitées, jusqu'à ce qu'il y ait retrait de concession.....	342
La redevance fixe n'est pas, à proprement parler, une contri- bution.....	345
Redevance proportionnelle.....	346
Assiette de la redevance proportionnelle.....	347
Déclaration des concessionnaires.....	347
Préparation des états de redevance.....	348
Travail du Comité de proposition ou répartition.....	350
Avis de l'ingénieur des mines.....	350
Avis du directeur des contributions directes.....	351
Décision du Comité d'évaluation.....	351
Etat récapitulatif par mines.....	352
Modèle des états de redevance.....	353
Recouvrement de la redevance.....	357
Redevance sur les mines non concédées.....	357
Abonnement pour la redevance proportionnelle.....	358
Demande en réduction ou décharge de la redevance propor- tionnelle.....	360
Distribution du produit des deux redevances.....	366
Pour la première année d'exploitation, la redevance s'établit sur le revenu présumé de cette année.....	367
Il n'est pas tenu compte dans l'évaluation du produit net, im- posable à la redevance proportionnelle, des déficits des exercices antérieurs.....	368
La redevance proportionnelle s'établit séparément sur deux mines formant deux concessions distinctes, alors même qu'elles appartiennent au même propriétaire.....	369
Le prix de ferme d'une mine ne doit pas être considéré néces- sairement comme le revenu net imposable.....	369
Etablissement du produit brut ou revenu brut.....	370
Le revenu brut doit s'établir sur les minerais extraits, et non pas sur les minerais élaborés.....	371
Dépenses à admettre pour la fixation du revenu net.....	372
Dépenses qu'il n'y a pas lieu d'admettre en déduction du produit brut, pour l'établissement du revenu net.....	375
Règles particulières aux redevances proportionnelles, acquittées par abonnement.....	377
La fabrication du coke opérée par un exploitant de mines de houille, n'est pas sujette à patente.....	378

	Pages.
La fabrication du coke opérée par un concessionnaire, est sujette à la redevance proportionnelle.....	379
L'exploitation des mines ne devient pas sujette à patente, par le fait de l'association de plusieurs concessionnaires.....	380
Les Compagnies d'exploitation de mines, non constituées en Sociétés anonymes, ne sont pas passibles de la taxe des biens de main-morte.....	380
Obligation des concessionnaires de subvenir à l'entretien des chemins extérieurs.....	382
Loi du 28 juillet 1821.....	384
Disposition de la loi du 21 mai 1836.....	385
Indivisibilité des concessions, sans l'autorisation du gouvernement.....	386
La cession du droit d'exploiter, faite à un propriétaire du sol, est interdite sans l'autorisation du gouvernement.....	392
Instruction des demandes en partage de concession.....	391
Obligation, pour les concessionnaires, de justifier d'une direction unique des travaux, et d'un représentant vis-à-vis de l'Administration.....	396
Solidarité des titulaires d'une concession vis-à-vis du gouvernement.....	399
Election de domicile à faire par les concessionnaires ou propriétaires de mines.....	399
Obligation des propriétaires de mines, en cas de mutation de propriété.....	400
Nécessité d'une autorisation du gouvernement, pour sanctionner la concentration de plusieurs concessions dans les mains du même propriétaire.....	400
Décret du 23 octobre 1852.....	401
De la surveillance des mines par le gouvernement.....	406
La surveillance de l'Administration sur les mines, est à la fois répressive et préventive.....	413
Obligation des concessionnaires d'obtenir une autorisation administrative, pour ouvrir un nouveau champ d'exploitation.	414
Formalités à suivre par les concessionnaires, pour obtenir l'autorisation d'ouvrir un nouveau champ d'exploitation....	419
Recours contre les arrêts préfectoraux, en matière de surveillance des mines.....	420
Obligation des concessionnaires en cas de travaux sous les lieux habités.....	420
Nécessité pour le concessionnaire d'obtenir une autorisation administrative, avant d'abandonner un champ d'exploitation..	421
Devoirs des concessionnaires en cas d'abandon complet de la mine.....	423
Devoirs des concessionnaires de mines, en cas de dangers dans les exploitations.....	424
Insuffisance du décret de 1813.....	425
Obligation résultant de l'ordonnance du 26 mars 1815.....	426
Obligation des concessionnaires, en cas de mines inondées ou menacées d'inondation.....	428
Obligation d'un concessionnaire isolé, lorsque les mines de sa concession sont inondées ou menacées de tout autre danger.	427
Mines inexploitées. — Cas de déchéance.....	438

	Pages
L'obligation reste la même, en cas de plusieurs mines possédées par le même concessionnaire.....	441
Obligations des concessionnaires en cas d'accidents.....	443
Mesures préventives.....	443
Mesures en prévision des accidents.....	444
Mesures en cas d'accidents.....	445
Obligations relatives à la tenue des plans et registres d'avancement des travaux.....	448
Bornage des concessions.....	452
Obligation pour les concessionnaires, de se prêter aux visites de leurs exploitations par les ingénieurs.....	454
Résumé des principales attributions des ingénieurs.....	455
Conseil général des mines.....	455
Ingénieurs en chef.....	456
Ingénieurs ordinaires.....	456
Garde-mines.....	458
Obligations particulières dérivant, pour les concessionnaires, des cahiers des charges de leurs concessions.....	459
Exemples de prescriptions spéciales des cahiers des charges....	464
Cahier des charges des concessions de Saint-Etienne.....	464
Concessions au voisinage des villes.....	472
Concessions au voisinage de rivières ou de canaux.....	472
Concessions multiples sur le même périmètre.....	473
Modèle général de cahier des charges.....	474
Obligations particulières aux concessionnaires constitués en Société anonyme.....	481
Du régime des mines en Algérie.....	481

CHAPITRE VIII.

Devoirs des concessionnaires vis-à-vis des ouvriers.

Edit d'Henri IV.....	481
Décret de 1813.....	486
Société de prévoyance du département de l'Ourthe.....	486
Caisse de prévoyance de Rive-de-Gier.....	487
Caisse de secours des mines de Rancié (Ariège).....	490
Caisse de secours des mines de Pont-Gibaud (Puy-de-Dôme).....	492
Caisse de secours des mines de Blanzay (Saône-et-Loire).....	493
Caisse des mines de Decazeville (Aveyron).....	495
Mines d'Anzin (Nord).....	495
Mines de plomb et argent de Ponllaonen (Finistère).....	496
Caisse de la Compagnie des mines de la Loire.....	496
Caisse de la Compagnie des mines de Firminy (Loire).....	499
Caisse de secours des mines de Carmeaux (Tarn).....	499
Mines d'anthracite de la Mayenne et de la Sarthe.....	500
Caisse des mines de la Grand'Combe (Gard).....	501
Caisse des mines de houille de Bessèze (Gard).....	503
Caisse des mines de fer de Bessèze (Gard).....	506
Caisse des mines de fer de Palmesalade (Gard).....	508
Caisse des mines de cuivre des Monzais, province d'Alger....	511
Caisse de secours des mines de Belgique.....	511
Considérations générales sur les caisses de secours des mines..	515

Il y aurait lien de rendre les caisses de secours obligatoires. —	
Vues nouvelles.	511
Médicaments. — Chirurgien. — Secours aux blessés.	520
Livrets.	521
Contrôle journalier des ouvriers.	522
Travail des enfants dans les mines.	522
Choix des maîtres-miniers.	523
Ecole des maîtres-ouvriers mineurs d'Alais.	523
Devoirs des ouvriers.	525

CHAPITRE IX.

Droits des concessionnaires.

De la propriété des mines.	527
Droits généraux des concessionnaires.	531
Droit de recherches du concessionnaire, sur les substances non concédées, situées dans son périmètre.	532
Droit d'occupation de terrains.	533
Droit de poursuivre les travaux sous les lieux habités, après une autorisation administrative.	531
Droit d'ouvrir les chemins extérieurs nécessaires à l'exploitation.	535
Le permissionnaire de recherches a-t-il le droit d'ouvrir des chemins extérieurs?	539
Chemins de fer extérieurs aux mines.	540
Droit des concessionnaires d'abandonner un quartier de leur exploitation, après une autorisation administrative.	541
Droit des concessionnaires de suspendre tout travail dans une concession, lorsqu'il ne doit pas y avoir préjudice pour le consommateur, et qu'il y est autorisé.	545
Extension de concession.	545
Renonciation à des concessions de mines. — Réduction de concessions.	547
Modification de périmètre.	552
Droit des concessionnaires, en cas de retrait de concession.	552
Droit de cession en matière de mines.	553
Deux restrictions apportées au droit de transmission.	555
Droit des concessionnaires de louer leurs mines.	555
Cession du droit d'exploiter.	556
Cessions et ventes d'actions dans les Sociétés d'exploitation de mines.	557
Indemnités diverses qui sont dues aux concessionnaires.	558
Indemnités dues au concessionnaire pour massif réservé en faveur d'un chemin de fer postérieur à la mine.	558
Indemnités dues par les propriétaires de la surface, en cas de dommages causés aux exploitations de mines.	563
Indemnités réciproques que se doivent les concessionnaires de mines.	561
Secours réciproques que se doivent les concessionnaires voisins, en cas d'accidents.	565
Droit des concessionnaires et exploitants, d'adopter l'une quelconque des formes de Sociétés définies par les lois.	565
Des Sociétés de mines. — Sont-elles civiles ou commerciales ?	565

	Pages
Exemption de patente des exploitants de mines.....	575
Droit desropriétaires d'une mine de concourir à l'exploita- tion de la mine et à son administration.....	571
La Société des titulaires d'une concession n'est pas résoluble au gré de chacun d'eux.....	571
Solidarité des titulaires d'une concession vis-à-vis du gouver- nement.....	575

CHAPITRE X.

Anciennes concesssions.

Concessions antérieures à la loi de 1810.....	577
Quelles sont les personnes qui peuvent réclamer le bénéfice de l'article 51?.....	578
L'article 51 ne s'applique qu'aux anciens concessionnaires munis d'un titre régulier, dont les concessions ont été délimitées conformément à la loi de 1791.....	580
L'article 51 ne s'applique pas aux concessions antérieures à 1791 qui n'étaient pas exploitées à cette époque.....	583
Les concessions anciennes maintenues par l'art. 51, sont celles seulement qui résultent d'un acte positif, portant institution de ces concessions.....	586
L'article 51 de la loi de 1810 n'est applicable qu'aux substances minérales classées par cette loi comme mines.....	588
L'article 51 ne s'applique pas aux anciennes concessions dont le terme était expiré à cette époque.....	589
Effets de l'article 51 sur les conventions relatives aux conces- sions anciennes.....	590
Impuissance des propriétaires de la surface à s'opposer à l'exé- cution de l'article 51.....	591
Application de l'article 53.....	592
Impuissance des propriétaires du sol à faire interdire une exploitation maintenue par l'art. 53, en invoquant la prohi- bition de l'article 11.....	595
Instruction des demandes en délimitation de concession.....	596
Droits de l'exploitant et du gouvernement.....	597
Compétence en matière de délimitation d'anciennes concessions.	600
Droits des propriétaires de la surface.....	602
Redevances à l'Etat.....	606
Anciens usages, prescriptions légalement établies, conventions réciproques.....	607

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

005800964

ERRATA.

Pages	Lignes.	
3,	29,	au lieu de : <i>irrégulière</i> , lisez : <i>irrégulières</i> .
13,	37,	— <i>qu'il l'a été</i> , lisez : <i>qu'il ne l'a été</i> .
20,	10,	— <i>le seigneur suzerain</i> , lisez : <i>les seigneurs locaux</i> .
35,	29,	— 1795, lisez : 1695.
35,	21,	— <i>exploitants de mine</i> , lisez : <i>exploitants de mines</i> .
43,	21,	— <i>à la vente</i> , lisez : <i>à la visite</i> .
<i>Ibid.</i>	32,	— <i>mines à fer</i> , lisez : <i>mines de fer</i> .
51, à la marge,	—	<i>arrêté du 21 fructidor an II</i> , lisez : <i>arrêté du 12 fructidor an II</i> .
59,	21,	— <i>par la nature</i> , lisez : <i>par sa nature</i> .
<i>Ibid.</i>	33,	— <i>la propriété</i> , lisez : <i>le propriétaire</i> .
61,	20,	— <i>vers une propriété</i> , lisez : <i>vers une industrie</i> .
75, à la marge,	—	<i>en quoi existe</i> , lisez : <i>en quoi consiste</i> .
85, à la marge,	—	<i>produits de recherches</i> , lisez : <i>produits des recherches</i> .
96,	12,	— <i>le droit du propriétaire</i> , lisez : <i>la redevance du propriétaire</i> .
<i>Ibid.</i>	17,	— <i>ce droit</i> , lisez : <i>cette redevance</i> .
103,	2,	— <i>sur un arrêté</i> , lisez : <i>sur l'approbation</i> .
<i>Ibid.</i>	28,	— <i>ou le préfet</i> , lisez : <i>et le préfet</i> .
129, à la marge,	—	<i>du devoir</i> , lisez : <i>des devoirs</i> .
176, à la marge,	—	<i>étendue de concession</i> , lisez : <i>étendue de la concession</i> .
181,	35,	— <i>doive être affichée</i> , lisez : <i>doit être affichée</i> .
203, à la marge,	—	<i>opposition</i> , lisez : <i>oppositions</i> .
220,	52,	— <i>ordonnances en concession</i> , lisez : <i>ordonnances de concessions</i> .
222,	1,	— <i>l'ordonnance</i> , lisez : <i>le décret</i> .
<i>Ibid.</i>	4,	— <i>de l'ordonnance</i> , lisez : <i>du décret</i> .
221, à la marge,	—	<i>concession rendue</i> , lisez : <i>concession instituée</i> .

Pages	Lignes.	
229,	6,	au lieu de : <i>une concession</i> , lisez : <i>un acte de concession</i> .
<i>Ibid.</i>	29,	— <i>institués</i> , lisez : <i>rendus</i> .
235,	24,	— <i>Baude et consorts</i> , lisez : <i>Ling et consorts</i> .
245,	8,	— <i>et 17 septembre</i> , lisez : <i>et des ordonnances des 17 septembre</i> .
251,	29,	— 1752, lisez : 1711.
272,	24,	— <i>relative</i> , lisez : <i>relatives</i> .
293,	20,	— <i>domaine</i> , lisez : <i>dommage</i> .
302,	19,	— <i>n'auraient point</i> , lisez : <i>n'aurait point</i> .
313, à la marge,	—	<i>appliquée</i> , lisez : <i>appliqué</i> .
343,	3,	— <i>du 6 mai</i> , lisez : <i>du décret du 6 mai</i> .
358,	10,	— <i>mines exploitées</i> , lisez : <i>mines de houille exploitées</i> .
378,	9,	— <i>obtenant un abonnement</i> , lisez : <i>admisées à l'abonnement</i> .
380, à la marge,	—	<i>ne sont passibles</i> , lisez : <i>ne sont pas passibles</i> .
388,	25,	— 27 juin, lisez : 7 juin.
412,	28,	— <i>par les effets</i> , lisez : <i>par ses effets</i> .
426,	31,	— <i>du 3 janvier</i> , lisez : <i>du décret du 3 janvier</i> .
524,	16,	— <i>d'exploitation de mines</i> , lisez : <i>d'exploitation des mines</i> .
538,	16,	— <i>mines (5)</i> , lisez : <i>mines (2)</i> .
518,	32,	— <i>à insérer</i> , lisez : <i>à introduire</i> .
556,	7,	— <i>coordonnée</i> , lisez : <i>coordonnés</i> .
568,	19,	— <i>ils ne peuvent</i> , lisez : <i>ils ne puissent</i> .
589, à la marge,	—	<i>anciens concessionnaires</i> , lisez : <i>anciennes concessions</i> .

KONSERVIERT DURCH
ÖSTERREICHISCHE FLORENZHILFE
WIEN

